

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

TRAQUE ET MASSACRES DES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE - CONGO 1996-1997

LAURENCE BINET



ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

TRAQUE ET MASSACRES DES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE - CONGO 1996-1997

**DANS LA MÊME COLLECTION,
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF**

Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Génocide des Rwandais Tutsi 1994

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

MSF et la Corée du Nord 1995-1998

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

MSF et Srebrenica 1993-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

MSF et la guerre en ex Yougoslavie 1991-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

MSF et les Rohingya 1992-2014

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

MSF et le Darfour 2003-2009

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2024]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Simone Rocha, Jacki Tong, Rafa Vilasanjuan - **Directrice d'études (coordination du projet - recherche et interviews - rédaction - traduction de l'anglais et de l'espagnol vers le français) :** Laurence Binet - **Transcription des entretiens :** Françoise Courteville, Pascale Donati, Jonathan Hul, Mary Sexton - **Saisie des documents :** Christelle Cabioch - **Correction et préparation de copie :** Valérie Lévêque - **Graphisme et mise en page :** fçgraphite - **Recherche documentaire audiovisuelle :** Céline Zigo - **Montage audiovisuel :** Sara Mac Leod

Merci à Rony Brauman et Marc Le Pape pour leurs conseils.

Projet du Conseil international de Médecins Sans Frontières
<https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil>

AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réapproprier sa culture de prise de parole publique.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guidelines*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes entités impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et accessibilité des documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou de plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées et de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en français et en anglais.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet www.msf.org/fr/speakingout/accueil.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.
2026

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements	7
Acronymes et abréviations	9
Résumé	11
Cartes	14
Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997	17
CHAPITRE 1 - Reprise de la guerre dans l'Est du Zaïre - Des réfugiés en danger	18
<i>Opérations et plaidoyer de MSF Hollande sur le conflit du Masisi 1993-1996</i>	<i>18</i>
<i>Combats et attaque des camps au Zaïre, fuite des réfugiés</i>	<i>25</i>
<i>Rapport de MSF sur le nettoyage ethnique dans le Masisi (Novembre 1996)</i>	<i>29</i>
CHAPITRE 2 - Guerre de l'information sur le nombre de réfugiés et une éventuelle intervention internationale de protection armée	31
<i>Appels de MSF en faveur d'une force armée internationale pour garantir des zones de protection aux réfugiés rwandais au Zaïre</i>	<i>35</i>
<i>Nouveaux appels au recours à une force armée internationale</i>	<i>46</i>
<i>Extrapolations et projections de MSF du nombre de morts en cas d'absence d'accès pour assister les aux réfugiés</i>	<i>57</i>
<i>Report de l'éventuelle résolution des Nations unies pour l'intervention d'une force multinationale «à des fins humanitaires»</i>	<i>65</i>
<i>Attaque du camp de Mugunga - 500 000 réfugiés de retour au Rwanda, remise en question de la force internationale - Des centaines de milliers de réfugiés en fuite à travers le Zaïre</i>	<i>74</i>
<i>Bataille des chiffres et abandon de la force internationale</i>	<i>88</i>
CHAPITRE 3 - Massacres des réfugiés et humanitaires utilisés comme appats	106
<i>Massacres de Chimanga (novembre 1996)</i>	<i>106</i>
<i>Les charniers du Masisi (Mars 1997)</i>	<i>114</i>
<i>Les charniers de Shabunda (mars 1997)</i>	<i>122</i>
CHAPITRE 4 - L'exode infernal des réfugiés à travers la jungle de l'est du Zaïre	132
<i>« 20 personnes meurent chaque jour à Tingi-Tingi »</i>	<i>136</i>
<i>Appel à une action des Nations unies dans les Grands Lacs</i>	<i>147</i>
<i>Insécurité croissante au Rwanda</i>	<i>161</i>
<i>Un témoignage direct des massacres au Kivu dans les médias</i>	<i>166</i>
<i>Ubundu - Kisangani, les mouiroirs du rail</i>	<i>169</i>

CHAPITRE 5 - Controverses au sujet des prises de position publiques de MSF	197
<i>Les rapports des missions exploratoires dans le Masisi et à Shabunda : les limites de la « diplomatie silencieuse »</i>	197
<i>Positionnements publics chaotiques de MSF</i>	210
<i>Trois propositions pour mettre un terme à la politique d'exterminations des réfugiés rwandais au Zaïre</i>	230
<i>« Le plaidoyer prioritaire sur l'assistance »</i>	250
<i>Le rapport « Forced Flight » [Forcés à fuir]</i>	271
<i>« MSF accuse »</i>	287
<i>Mbandaka, Lukolela, Brazzaville : Fuir toujours plus vers l'Ouest</i>	322
<i>Le dilemme du rapatriement au Rwanda</i>	354
CHAPITRE 6 - Le temps des retrospectives	365
<i>Les rapports rétrospectifs de MSF</i>	365
<i>Les rapports de l'ONU et des organisations de défense des Droits humains</i>	375
Chronologie des événements 1993-2010	385

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Entretiens réalisés en 2000 et 2002)

Dr José-Antonio Bastos

MSF ET (Equipe d'urgence inter-sections), coordinateur dans le sud Kivu

Dr Philippe Biberson

MSF France, président du conseil d'administration

Samantha Bolton

MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996

Françoise Bouchet-Saulnier

MSF France, responsable juridique

Dr Dominique Boutriau

MSF Belgique, responsable de programme MSF Belgique

Dr Jean-Hervé Bradol

MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication

Brigitte Doppler

MSF France, coordinatrice médicale à Tingi Tingi

James Fraser

MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda, 26 mars au 3 avril 1997

Antoine Gérard

MSF Etats-Unis, responsable du département des programmes

Dr Éric Goemaere

MSF Belgique, directeur général

Dr [...]

MSF Belgique, directeur des opérations

Anne Guibert

MSF France, chargée de communication

Pim De Graaf

MSF Hollande, directeur des opérations

Anne-Marie Huby

MSF Royaume-Uni, directrice générale

Ruud Huurman

MSF Hollande, chargé de communication

Rachel Kiddell-Monroe

MSF Hollande, coordinatrice de au Kivu (Zaire) de février à septembre 1996

Leslie Lefkow

MSF Hollande, chargée de mission, Département des Affaires Humanitaires (HAD)

Dr Jacques de Milliano

MSF Hollande, directeur général et vice-président MSF International

Hanna Nolan

MSF Hollande, chargée de mission, Département des Affaires Humanitaires (HAD)

Alex Parisel

MSF Belgique, Directeur des ressources humaines

Dr Bernard Pécoul

MSF France, Directeur général

Jim Rupper

Washington Post, Correspondant du pour l'Afrique de l'Est en 1996 et 1997

Joëlle Tanguy

MSF Etats-Unis, directrice générale

Wilna van Aartsen

MSF Hollande, responsable de la Cellule urgence

Wouter van Empelen

MSF Hollande, responsable de programme Grands Lacs jusqu'en octobre 1996

Marcel van Soest

MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier à mars 1997

Rafa Vilasanjuan

MSF Espagne, directeur de la communication

Lex Winkler

MSF Hollande, directeur général/directeur des opérations

Rapports MSF mentionnés dans ce document :

- « *Résurgence du nettoyage ethnique au Zaïre – Les souffrances ignorées de la population du Masisi* » Rapport de MSF Hollande, novembre 1996 (en anglais).
- « *Rapport Bukavu Shabunda* » - MSF - 16 Avril 1996 (en anglais)
- « *Fuites forcées : une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre* » Rapport MSF, 16 mai 1997 (en anglais).
- « *Histoire des réfugiés rwandais ayant fui les camps du Kivu, Zaïre, de septembre 1996 à juin 1997. Résultats d'une enquête effectuée parmi les survivants du camp de Ndjoundou, au Congo* » Epicentre MSF, septembre 1997 (en français).

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
AFP	Agence France Presse
APR	Armée patriotique rwandaise
AI	Amnesty International
BBC	British Broadcasting Corporation (radio publique britannique)
BUDA	Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
CEE	Communauté économique européenne
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DHA	Département des affaires humanitaires (des Nations unies)
DPKO	Département des opérations de maintien de la paix (des Nations unies)
ECHO	European Community Humanitarian Office : Bureau humanitaire de la Communauté européenne
FAR	Forces armées rwandaises
FAZ	Forces armées zaïroises
FPR	Front patriotique rwandais
HAD	Département des affaires humanitaires (MSF Hollande)
HRW	Human Rights Watch
IRC	International Rescue Committee
MDM	Médecins du Monde
OIM	Organisation internationale des migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PHR	Physicians for Human Rights
RDC	République démocratique du Congo
SCF	Save the Children Fund
UE	Union européenne
(UN)HCR	Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés
Unicef	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USCR	Comité américain pour les réfugiés [<i>United States Committee for Refugees</i>]

ZRC	Croix-Rouge zaïroise
Back up	Section MSF de référence chargée de coordonner l'activité de l'équipe internationale d'urgence (ET)
CA	Conseil d'administration d'une section MSF
CI	Conseil international rassemblant les présidents de toutes les sections MSF
Desk	Groupe de personnes basées au siège, chargées de gérer les programmes de chaque section opérationnelle de Médecins Sans Frontières
ET	<i>Emergency Team</i> : équipe internationale d'urgence
Sitrep	Rapport de situation rédigé par l'équipe de terrain ou par le responsable de programme
Task force	Groupe de travail pluridisciplinaire sur une opération d'urgence



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



Extrait d'entretiens.



Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

RÉSUMÉ

Le 6 avril 1994, l'avion du président du Rwanda est abattu à l'approche de l'aéroport de Kigali. Dans les jours qui suivent l'attentat, les premières tueries de Tutsis se produisent. Simultanément les leaders du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d'opposition organisé par les exilés tutsis, déclenchent une offensive militaire au Rwanda et s'emparent du pouvoir à Kigali dans les premiers jours de juillet.

D'avril à juillet 1994, entre 500 000 et un million de Rwandais tutsis sont victimes d'une extermination systématique perpétrée par des miliciens encadrés par les Forces armées rwandaises (FAR). Ce génocide est l'aboutissement de stratégies anciennes menées par des groupes politico-militaires extrémistes qui ont excité les ressentiments ethniques contre la minorité tutsie. A la même époque, un très grand nombre de Rwandais hutus, opposés aux massacres, sont tués par les mêmes criminels.

Durant l'été 1994, plus d'un million de Rwandais fuient leur pays, sous l'influence et souvent la menace des autorités anciennes ainsi que par crainte des massacres liés à l'avancée militaire du FPR. De 1994 à 1996, dans les camps du Zaïre, le long de la frontière rwandaise, se mêlent miliciens et anciens soldats et des leaders, militaires et politiques, impliqués dans l'exécution du génocide et dans le développement d'actions armées contre le Rwanda. Malgré l'alerte donnée notamment par les organisations humanitaires, et en particulier MSF, aucune action internationale n'est entreprise pour séparer les réfugiés des criminels.

Cette situation est compliquée par la présence à l'est du Congo d'importantes minorités rwandophones (les « Banyarwandas » et « Banyamulenges »), dont certaines sont installées de longue date dans le Nord et le Sud-Kivu. Au sein du groupe des Rwandophones, les oppositions entre Hutus et Tutsis s'exacerbent, tandis que les milices organisées par des politiciens locaux autochtones s'engagent dans des violences contre les groupes d'origine rwandaise qui eux-mêmes organisent des contre-attaques : ces violences réciproques provoquent entre 7 000 et 14 000 morts en 1993. En 1994, les attaques contre les Banyarwanda tutsis du Kivu reprennent.

Parallèlement l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), un regroupement de mouvements d'opposition au régime du Président Mobutu, intégrant également de jeunes Banyarwanda, se met en place dans l'Est du Zaïre autour de Laurent-Désiré Kabila. En octobre 1996, les armées du Rwanda et du Burundi ainsi que les forces réunies par l'AFDL attaquent les camps de réfugiés du Kivu. Pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de réfugiés auxquels les organisations humanitaires et la presse se voient refuser l'accès, sont pris pour cibles de l'intervention armée.

MSF lance alors un appel à la mise en place de zones de protection par une opération militaire internationale. Un temps envisagée, cette intervention n'aura jamais lieu.

Puis, MSF lance une nouvelle alerte, estimant à plus de dix mille le nombre de décès probables si les organisations humanitaires n'ont pas accès aux zones d'affrontements.

A partir du 15 novembre, l'APR (Armée patriotique rwandaise) autorise le retour des réfugiés au Rwanda. Entre 400 000 et 700 000 rentrent dans leur pays. Les organisations humanitaires, dont MSF, sont alors accusées par la presse internationale d'avoir exagéré la gravité de la situation afin d'améliorer les résultats de leur collecte de fonds.

Dans les mois qui suivent, plusieurs centaines de milliers d'autres réfugiés, dont l'existence est d'abord niée par les rebelles, par les autorités rwandaises et pendant un temps par la communauté internationale, sont poursuivis par les rebelles et l'APR à l'intérieur du Zaïre : durant cette traque, leurs poursuivants massacrent nombre de Rwandais hutus.

A chaque étape de leur exode, MSF s'efforce de leur porter secours ainsi qu'aux populations locales prises au milieu des combats. Ses équipes sont confrontées aux méthodes sanglantes de l'AFDL et de l'armée rwandaise, qui utilisent les organisations humanitaires comme des appâts pour attirer les réfugiés, puis les éliminer.

Pendant toute l'année 1997, MSF dénonce publiquement les massacres et les violations des Droits humains dont ses équipes ont connaissance, à travers communiqués de presse et rapports rassemblant des récits et témoignages :

- **Le 25 avril 1997**, le rapport « Shabunda » dénonce les massacres commis par l'AFDL et l'APR sur l'axe Bukavu-Shabunda et l'utilisation des organisations humanitaires comme appâts pour attirer les réfugiés.
- **Le 19 mai 1997**, le rapport « Forced flight (Fuites forcées) » récapitule à partir de témoignages l'exode des réfugiés à travers le Zaïre et les violences qu'ils endurent.
- **En octobre 1997**, une étude épidémiologie de mortalité rétrospective concernant un groupe de réfugiés arrivés à Njundu au Congo-Brazzaville en juillet confirme l'ampleur des massacres de réfugiés pendant cet exode.
- **D'avril à septembre 1997**, à plusieurs reprises, MSF dénonce également le rapatriement forcé de réfugiés rwandais malades, sans garanties de soins ni de sécurité à leur arrivée dans leurs communes d'origine.

Ces différentes positions publiques sont prises parfois tardivement, et après des débats suscités par les principaux dilemmes qui se posent dans ce contexte :

- ▶ Est-ce que MSF peut extrapoler publiquement sur l'état de santé des réfugiés alors que l'accès à ces derniers lui est interdit ? A l'inverse, faute d'accès, est-ce que MSF doit s'interdire de faire part de ses prévisions catastrophiques ? Prévoir le pire est-il ou non judicieux pour une organisation humanitaire ?
- ▶ Utilisée pour attirer les réfugiés et les massacrer, est-ce que MSF doit mettre fin à ses opérations dans la zone concernée ? Ou bien les poursuivre tout en dénonçant cette instrumentalisation dans l'espoir d'empêcher les massacres, mais au risque de mettre en danger ses équipes et ses autres opérations dans la région ?
- ▶ Est-ce que MSF doit plaider le maintien des réfugiés dans l'Est du Zaïre où ils sont en danger de mort, ou bien participer à leur rapatriement autoritaire au Rwanda où leur sécurité n'est pas plus garantie ?

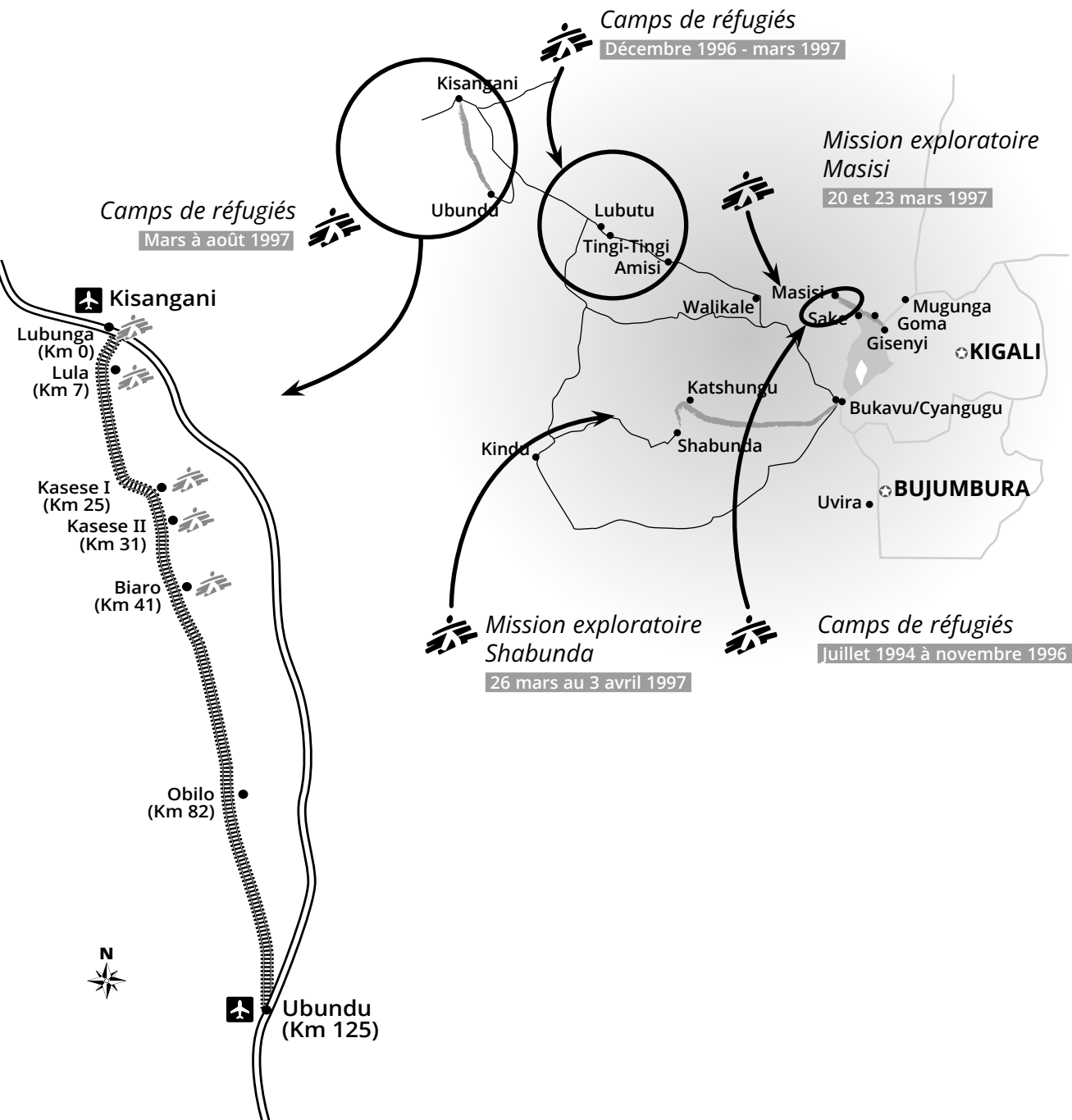
Pour citer ce contenu :

Laurence Binet, « *Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997* », Les prises de parole publiques de MSF, août 2004, URL: <https://www.msf.org/fr/speakingout/traque-et-massacres-des-refugiés-rwandais-au-zaïre-congo-1996-1997>

Présence MSF auprès des réfugiés rwandais au Zaïre/RDC et au Congo Brazzaville, 1996-1997



Action MSF auprès des réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre - Congo, novembre 1996 - août 1997



TRAQUE ET MASSACRES DES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE - CONGO 1996-1997

D'avril à juillet 1994, entre 500 000 et un million de Rwandais tutsis sont systématiquement exterminés par des miliciens encadrés par les Forces armées rwandaises (FAR). Ce génocide est l'aboutissement de stratégies anciennes menées par des groupes politico-militaires extrémistes qui ont excité les ressentiments ethniques contre la minorité tutsie. Au cours de la même période, un très grand nombre de Rwandais hutus, opposés aux massacres, sont exécutés. Simultanément les leaders du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d'opposition organisé par des exilés tutsis, déclenchent une offensive militaire et s'emparent du pouvoir à Kigali dans les premiers jours de juillet.

Durant l'été 1994, plus d'un million de Rwandais fuient leur pays, sous l'influence et souvent la menace des autorités anciennes en même temps que par crainte des massacres liés à l'avancée militaire du FPR. De 1994 à 1996, dans les camps du Zaïre, le long de la frontière rwandaise, se mêlent indistinctement miliciens et anciens soldats ainsi que des leaders, militaires et politiques, impliqués dans l'exécution du génocide et dans le développement d'actions armées contre le Rwanda.

Malgré l'alerte donnée notamment par les organisations humanitaires, aucune action internationale n'est entreprise pour séparer les réfugiés des criminels. Cette situation est compliquée par la présence à l'Est du Congo d'importantes minorités rwandophones (les « Banyarwanda »), dont certaines sont installées de longue date dans le Nord et le Sud-Kivu. Au sein du groupe des Rwandophones, les oppositions entre Hutus et Tutsis s'exacerbent, tandis que des milices organisées par des politiciens locaux autochtones s'engagent dans des violences contre les groupes d'origine rwandaise qui eux-mêmes organisent des contre-attaques : ces violences réciproques provoquent entre 7 000 et 14 000 morts en 1993. En 1994, les attaques contre les Banyarwandas tutsis du Kivu reprennent.

CHAPITRE 1 - REPRISE DE LA GUERRE DANS L'EST DU ZAÏRE - DES RÉFUGIÉS EN DANGER

OPÉRATIONS ET PLAIDOYER DE MSF HOLLANDE SUR LE CONFLIT DU MASISI 1993-1996

Avant même d'intervenir dans les camps de réfugiés rwandais de juillet 1994 au début de l'année 1996, MSF Hollande a commencé à développer en 1993 des programmes d'assistance sanitaire aux populations de la région du Kivu. Ses équipes y sont témoins de la reprise de la guerre civile.



Lorsque je suis arrivée sur la mission en février 1996, nous étions en train de nous débarrasser de tout notre matériel dans le cadre de la dynamique de départ des camps etc. Certains membres de l'équipe racontaient que des massacres se déroulaient dans le Masisi : « Pourquoi est-ce qu'on réduit le projet alors qu'il reste tant à faire ». J'ai répondu : « OK, voyons un peu ce qui se passe, essayons d'obtenir plus d'informations. » Effectivement, il semblait qu'il se passait beaucoup de choses. Il y avait beaucoup de problèmes de sécurité et en enquêtant plus nous avons découvert que les Bahutus et les Batutsis se menaient une véritable guerre. Des gens sortaient des camps de réfugiés pour recruter dans la région - les Hutus recrutèrent les Bahutus pour les aider à conquérir le Kivu et en quelque sorte le transformer en une extension du Rwanda. Ces déchirures étaient en train de se former dans la société zaïroise au Masisi et ils se livraient des combats qui faisaient beaucoup de morts, des prises d'otage et de nombreux déplacés erraient dans le Masisi. Nous avons commencé à circuler plus dans la région et à soutenir des dispensaires en leur fournissant des médicaments, en formant le personnel. De nombreux patients présentaient des blessures par balle ou par machette.

Nous avons commencé à entendre parler de plus en plus d'endroits où nous ne devons pas nous rendre parce qu'il se passait ceci ou cela. Des groupes de personnes déplacées arrivaient. De nombreuses églises abritaient des groupes de Tutsis, qui se cachaient sous la protection des prêtres locaux. On pouvait distinguer la ligne de front entre les Batutsis et les Bahutus et où se trouvaient les Tutsis. Leurs zones étaient marquées et ils se battaient pour des territoires. C'était une guerre civile classique, à très petite échelle. Souvent, alors que nous nous apprêtions à nous rendre à un endroit, le chauffeur trouvait quelque chose au bord du chemin. Ils laissaient souvent des signes le long de la route - un tronc d'arbre en travers de la route - et cela signifiait qu'on ferait mieux de ne pas aller plus loin.

Un des villages où nous travaillions - 5 000 habitants - était encerclé par les Hutus. Même les gens qui revenaient de leurs champs se faisaient tuer. Les villageois n'avaient plus de nourriture, ils étaient complètement pris au piège. Nous étions le seul groupe, à part les religieux, qui venaient leur apporter régulièrement de la nourriture. Nous avons beaucoup discuté avec les groupes de Hutus qui les encerclaient pour expliquer qui nous étions et que nous allions seulement aider des gens qui en avaient besoin. Nous leur avons dit que s'ils avaient eux-mêmes des blessés, nous les soignerions, que nous soignons tout le monde. Ils nous laissaient donc entrer, mais si des combats étaient en cours, ils nous déposaient des signes sur la route pour nous avertir de ne pas venir. Nous avons aussi des contacts radio dans différents endroits, car nous menions ces programmes au Zaïre depuis plusieurs années - un programme de distribution de médicaments - et nous avons des contacts dans les 350 dispen-

saires du Nord-Kivu. Donc souvent, nous pouvions téléphoner afin de savoir ce qui se passait. Et nous avons aussi des relations avec les religieux, qui nous renseignaient.

*Rachel Kiddell-Monroe, MSF Hollande, coordinatrice au Kivu (Zaïre)
de février à septembre 1996 (en anglais).*

Depuis novembre 1995, l'équipe de MSF Hollande tente d'attirer l'attention de la communauté internationale sur cette situation tragique et en particulier sur le sort des populations tutsies du Masisi, pourchassées et persécutées. Plusieurs milliers sont réfugiés depuis janvier 1996 dans l'enceinte du monastère de Mokoto et dans le village de Kichanga où se trouve également un dispensaire soutenu par MSF.



« Réponse à la réaction de l'ONU et du CICR à MSF à Genève - Contexte » **Message** de Rachel [Kiddell-Monroe], coordinatrice à Goma, à Wouter [Van Empelen], responsable de programme à Amsterdam, 27 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

Depuis 4 mois, l'équipe de MSF à Goma est particulièrement inquiet du sort des Tutsis déplacés dans le village de Kichanga et le monastère de Mokoto (les déplacés tutsis sont présents à Mokoto depuis fin janvier 1996). Avant même l'arrivée du chef de mission actuel au début d'avril 1996, et depuis cette arrivée, l'inquiétude des équipes concernant cette population n'a cessé d'augmenter. Cette inquiétude a donné lieu à des discussions entre diverses organisations présentes à Goma, à l'initiative de MSF et du CICR afin qu'une action soit entreprise pour protéger ces personnes. [...] Le 2 mai 1996, une réunion s'est déroulée au bureau de l'Organisation internationale des migrations (OIM) à Goma, en présence de l'OIM, [du] CICR, [de] MSF, [du] HCR, [de] ECHO, [de] OXFAM, [du] PAM, et [de] Caritas. Au cours de cette réunion, MSF et le CICR ont ensemble fait part de leurs sérieuses inquiétudes au sujet de la situation des Tutsis de Mokoto et Kichanga, insistant sur la nécessité de les évacuer.



Depuis cinq mois nous faisons beaucoup de travail d'information et de plaidoyer. Par exemple, nous parlions à chaque personne passant par Goma de ce qui se passait dans le Masisi et nous contactions les ambassades et les autres organisations. Au Rwanda, nous faisons un gros travail au niveau régional et essayons de faire en sorte qu'Amsterdam se mette en contact avec différentes organisations et parle de ce qui se passait, mais cela ressemblait beaucoup plus à de la diplomatie silencieuse. Cela n'était jamais vraiment officiellement à l'ordre du jour. Je me souviens d'un représentant de l'Union européenne qui était passé. Je lui ai parlé du Masisi et je lui ai demandé comment l'Union européenne pouvait rester assise à regarder ce qui se déroulait : « Il n'y a vraiment aucun intérêt, aucun financement pour régler cette crise, qui ne bénéficie d'aucune prise en charge. Vous venez ici seulement pour parler des camps [de réfugiés rwandais au Zaïre, établis en 1994, après le génocide des Rwandais tutsis]. Pourtant, une véritable guerre est en train de se dérouler, et tous ces gens meurent... » Il a répondu : « Jeune dame, vous avez votre travail. J'ai le mien. Le vôtre c'est de prendre soin de ceux qui meurent de faim, moi je dois m'occuper de la politique dans la région. » À cette époque, j'ai perdu beaucoup de mes illusions, car j'ai réalisé que les

intérêts politiques dans la région des Grands Lacs étaient bien au-dessus de notre capacité d'action.

*Rachel Kiddell-Monroe, MSF Hollande, coordinatrice de au Kivu (Zaïre)
de février à septembre 1996 (en anglais).*

Le 12 mai 1996, le monastère de Mokoto est attaqué et une partie du groupe de Tutsis cachés dans l'église est massacrée, tandis que les survivants s'enfuient vers la commune de Kichanga où 15 000 autres déplacés de la guerre civile tentent de survivre au milieu des communautés locales.

Dans un premier temps, l'équipe MSF met en œuvre une activité chirurgicale pour soigner les blessés.

Devant l'indécision de l'UNHCR à organiser l'évacuation des Tutsis en danger dans cette zone, l'équipe finit par évacuer elle-même une partie des 3 000 déplacés.



« Succès et déceptions de la politique d'*advocacy* dans le Masisi » Rink de Lange et Leanne Olson, *Ins and Out* - magazine interne de MSF Hollande, juin 1996 (en anglais).

Extrait :

Le dimanche 12 mai 1996, le monastère a été attaqué. À cette époque, les moines avaient mis un millier de Tutsis en sécurité dans le monastère. Puis les moines ont dû prendre la fuite et plusieurs centaines de Tutsis ont été massacrés. Les autres ont réussi à s'échapper jusqu'à Kichanga, une enclave Hunde où 15 000 personnes vivaient déjà en plus de la population locale initiale de 10 000 habitants. Ces gens manquaient sérieusement de nourriture et étaient fréquemment attaqués. MSF et le CICR sont arrivés les premiers sur les lieux, trois jours après le massacre. Ce que nous avons trouvé était monstrueux. Deux cadavres brûlés gisaient sur la route, démembrés et décapités. À l'évidence, on les avait laissés exposés pour donner un signal. À l'intérieur et autour de l'église, nous avons trouvé d'autres corps. Alors que nous continuions notre effroyable tournée dans le monastère, les combattants hutus, responsables de ces horribles méfaits, continuaient à piller, apparemment indifférents à notre présence. Les pièces étaient parsemées des effets personnels de centaines de personnes. Tout ce qui pouvait être détruit avait été détruit. Il était évident que les quelque cinq mille Tutsis encore présents dans la zone étaient en grave danger. La première réaction de MSF a été de mettre en place une équipe chirurgicale pour soigner les blessés. De surcroît, à Goma, des discussions ont été entamées avec le HCR afin de le convaincre de prendre la responsabilité d'évacuer les 5 900 Tutsis qui restaient.



Il y avait un groupe de Tutsis cachés dans une église, très près de la ville de Masisi. Ce groupe était dirigé par un prêtre et nous donnions des médicaments environ toutes les deux semaines afin qu'ils puissent continuer leurs traitements. Juste avant que nous arrivions sur les lieux, des gens ont arrêté notre voiture et nous ont dit « ils ont tous été massacrés. Tout le monde est mort et les autres ont fui ». L'équipe a décidé d'aller voir sur place et de témoigner de ce qui s'était passé et ils ont découvert les résultats du massacre. Tous les survivants avaient fui très loin ainsi que le prêtre. L'équipe est revenue et nous avons décidé que puisque nous avons maintenant autant de

preuves, nous devions agir. Nous travaillions beaucoup avec le CICR et le HCR. Le HCR ne voulait tout simplement pas reconnaître qu'il y avait un problème dans le Masisi. Ils étaient trop impliqués dans les camps. Ils disaient : « Ce n'est pas notre travail – il s'agit de personnes déplacées et nous ne travaillons pas avec les personnes déplacées – nous travaillons avec les réfugiés. »

Alors j'ai consulté les manuels du HCR et j'ai découvert que, bien sûr, ils travaillaient avec les déplacés. Ils devaient faire quelque chose pour eux. J'avais de très bonnes relations avec les responsables du CICR. En fait, nous nous étions réparti les tâches entre MSF et le CICR. Ils faisaient tout le travail diplomatique mais je trouvais que cela avançait trop lentement et que rien ne se passait. À la même époque, nous avons retrouvé les personnes qui avaient échappé au massacre et nous devions les faire sortir car nous savions qu'ils finiraient par les massacrer. Alors nous avons travaillé avec le CICR pour obtenir leur évacuation. Mais personne n'était en mesure de la réaliser. Le CICR ne les évacuait pas – personne ne voulait les toucher. Nous avons dit que nous allions les évacuer et nous l'avons fait. Wouter [Van Empelen] m'a débloqué 10 000 dollars, nous avons loué des camions, nous sommes revenus au village, nous avons fait monter ces personnes dans les camions et nous les avons conduites au Rwanda où elles se sont installées dans un camp près de la frontière. Il s'agissait en majorité de femmes et d'enfants. La plupart des hommes avaient fui et pris les armes.

*Rachel Kiddell-Monroe, MSF Hollande, coordinatrice au Kivu (Zaïre)
de février à septembre 1996 (en anglais).*

Malgré l'accord des autorités locales, l'évacuation des autres déplacés qui restent en danger, tarde à s'organiser, en particulier à cause d'un blocage de la part du siège de l'UNHCR à Genève.



« Réponse à la réaction de l'ONU et du CICR à MSF à Genève - Contexte » **Message** de Rachel [Kiddell-Monroe], coordinatrice à Goma, à Wouter [Van Empelen], responsable de programme à Amsterdam, 27 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

À ce moment-là, les autorités locales avaient donné leur accord pour l'évacuation des Tutsis de Kichanga et de Mokoto et avaient désigné un site où les installer à Rutshuru. [...] La mission d'évaluation du site l'avait trouvé inadéquat pour plusieurs raisons dont la sécurité et l'accès à l'eau.

Le HCR et l'OIM [Organisation Internationale pour les Migrations] étaient d'accord pour aller à Kichanga et Mokoto enregistrer et interviewer tous les déplacés tutsis et organiser leur évacuation hors de cette zone. [...] La mission devait s'y rendre le 16 mai. À la dernière minute, le HCR s'est retiré et seul l'OIM était d'accord. Le 17 mai, l'OIM a loué 8 camions avec chauffeurs et a trouvé les escortes militaires nécessaires à l'évacuation des Tutsis. Une fois sur place à Kichanga, l'OIM a promis aux Tutsis qu'ils seraient évacués le mardi 21 mai. [...] Le représentant du HCR nous a informé que ses supérieurs à Genève étaient réticents à toute implication. Mais il laissait l'impression que cette décision était encore négociable. Le lundi 20 mai, l'OIM s'est déclaré prête à évacuer les Tutsis le 21 mai. Elle attendait seulement le feu vert du HCR. Ils nous ont dit que tous les Tutsis interviewés souhaitaient aller au Rwanda en tant que réfugiés zairois. Le [représentant à Goma du] HCR à Goma restait pessimiste au sujet de l'accord de son siège.

Le 21 mai 1996, l'équipe de MSF Hollande à Goma rédige et diffuse un communiqué de presse. Les versions qui en sont diffusées par les sections belge et britannique de MSF soulignent respectivement l'aspect ethnique du conflit et la faible implication de l'UNHCR dans l'évacuation. Or l'équipe de Goma avait soigneusement évité d'en faire mention dans son communiqué original. Dans les semaines qui suivent, plus de 3 000 Tutsis sont finalement évacués grâce à la mobilisation des organisations locales et internationales. L'UNHCR et les Nations unies commencent à s'intéresser à la question.



« 3 000 personnes menacées dans la région du Masisi - MSF demande leur évacuation immédiate » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 21 mai 1996 (en français).

Extrait :

Au moins 3 000 personnes de l'ethnie tutsie qui vivent dans le Masisi sont actuellement encerclées dans les villages de Kichenga et de Nyamitaba, à environ 3 heures de route de Goma. Les voies d'accès à ces villages sont sous le contrôle de bandes armées, principalement des Banyarwandas appartenant à l'ethnie hutue. Ces 3 000 personnes sont menacées de mort si elles ne sont pas immédiatement protégées et évacuées. Conscientes de la situation, les autorités zaïroises ne mettent pourtant pas en œuvre les mesures nécessaires. Malgré des appels répétés de Médecins Sans Frontières pour la protection des minorités de la région du Masisi, les Nations unies ont jusqu'à présent négligé ce problème. L'évacuation semble aujourd'hui la seule solution qui permettrait encore de sauver ces personnes.

MSF demande instamment aux autorités zaïroises et aux Nations unies de les évacuer vers un lieu où elles seraient en sécurité.

MSF est actif dans ce contexte depuis 1993, aussi bien du côté rwandais que du côté zaïrois. Ces dernières semaines, la violence a nettement augmenté dans la région du Masisi. La semaine dernière, une équipe chirurgicale de MSF a été dépêchée à Kichanga et a opéré une trentaine de blessés. Dans la région de Gisenyi au Rwanda, MSF participe à l'accueil de 8 500 Tutsis ayant fui leur village au Masisi.



« Zaïre : 3 000 Tutsis menacés dans la région du Masisi - MSF demande leur évacuation immédiate » **Communiqué de presse** MSF Royaume-Uni Goma, 21 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

Au moins 3 000 Tutsis vivant dans plusieurs enclaves de la région du Masisi, au nord du Kivu, dans l'Est du Zaïre sont en danger imminent. Ils devraient être protégés, puisqu'ils sont pris en tenaille entre les groupes armés qui s'affrontent dans le cadre de la guerre civile qui ensanglante aujourd'hui le Nord-Kivu. Ils sont actuellement encerclés dans les villages de Kichanga et Nyamitaba, à environ 3 heures de route de Goma. Médecins Sans Frontières (MSF) pense que s'ils ne sont pas évacués dans les jours qui viennent vers un lieu plus sûr, ils seront probablement tués.

Bien que les autorités zaïroises reconnaissent la gravité de la situation, elles sont incapables d'y remédier. Malgré la pression insistante de MSF et d'autres organisations la semaine dernière, les Nations unies et la communauté internationale, n'ont pas encore pris les mesures nécessaires pour sauver la vie de ces gens. Il est frappant de constater

que la situation dans le Masisi a été discutée par les autorités pertinentes de l'ONU. Pourtant aucune action n'a toujours été entreprise.

Au vu de cette situation, MSF pense que l'évacuation de ces personnes est la seule solution viable pour leur sauver la vie. Aussi MSF appelle les autorités compétentes dans la région, en particulier les Nations unies et leurs partenaires présents dans la région à commencer d'urgence l'évacuation.

Le conflit du Masisi se transforme en une spirale incontrôlée. Le 12 mai, environ 100 déplacés tutsis ont été massacrés dans la paroisse de Mokoto, où ils avaient cherché refuge. Les survivants ont réussi à fuir vers le village de Kichanga.

Depuis novembre 1995, 250 000 personnes ont été déplacées. Pendant cette période d'escalade de la violence, MSF fournit des soins d'urgence médicale à la population. Cependant les structures de santé locales de la région sont complètement détruites. L'accès à la zone est de plus en plus restreint, et la sécurité se détériore de jour en jour. Peu d'autres organisations internationales travaillent auprès de cette population à risque.

Depuis 1993, MSF travaille des deux côtés du conflit dans le Nord du Kivu.



« Réponse à la réaction de l'ONU et du CICR à MSF à Genève - Contexte » **Message** de Rachel [Kiddell-Monroe], coordinatrice à Goma, à Wouter [Van Empelen], responsable de programme à Amsterdam, 27 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

Après une discussion avec le responsable de programme d'Amsterdam le 21 mai, il a été décidé de faire pression directement sur le siège du HCR à Genève et d'envisager un communiqué de presse pour témoigner de la situation des Tutsis. Au cours d'une discussion avec le siège genevois du HCR, le responsable de programme de MSF Hollande s'est entendu dire que le HCR avait refusé d'intervenir pour évacuer les Tutsis. Le responsable du HCR a été informé que MSF envisageait d'envoyer un communiqué de presse. Il a officiellement donné son accord. Un communiqué de presse a été préparé à Goma par les membres de l'équipe les plus impliqués. L'idée était de TÉMOIGNER pas de DÉNONCER, c'est pourquoi toute référence au HCR à l'OIM ou au CICR ou ciblant trop précisément le rôle des autorités zaïroises avait été scrupuleusement évitée. Ce draft a été envoyé à Amsterdam où il a été discuté au sein du Département des affaires humanitaires [HAD] et le département de la communication. La version finale a enfin été distribuée aux autres sections de MSF, aux bureaux délégués et à la presse. Ce jour-là, le CICR est venu voir MSF à ce sujet. Ils avaient été informés que nous avions décidé de faire un communiqué de presse exprimant notre inquiétude au sujet des Tutsis et appelant les autorités pertinentes de l'ONU à les évacuer. Le CICR était d'accord avec cette action.



« Succès et déceptions de la politique d'*advocacy* dans le Masisi » Rink de Lange et Leanne Olson, ***Ins and Out***, magazine interne de MSF Hollande, juin 1996 (en anglais).

Extrait :

D'autres sections se sont senties autorisées à adapter notre communiqué de presse selon leur bon vouloir. Le résultat est que le HCR s'est senti injustement mis en cause. Il s'en est suivi une réunion d'urgence à Genève. En raison d'un manque de communication entre le siège et le responsable de programme international à Bruxelles, les représentants

de MSF étaient à peine au courant de ce qui se passait et étaient incapables de donner une explication.

Ce fut une expérience extrêmement décevante pour notre équipe à Goma, en particulier parce qu'elle perdait ainsi l'occasion de voir le HCR prendre ses responsabilités vis-à-vis des personnes déplacées une bonne fois pour toutes.

[...] En dépit, ou à cause des protestations qui en ont résulté, la réponse locale a été celle que nous espérions. En quelques semaines, soutenus financièrement par quelques organisations internationales, plus de trois mille Tutsis ont été évacués. De plus les Nations unies ont envoyé un représentant à Goma pour évaluer la situation et donner un avis au Conseil de sécurité. [...]

Ces questions ont été réglées lors d'une réunion avec le HCR, qui a abouti à un résultat plus satisfaisant. Le HCR est désormais impliqué dans l'évacuation des Tutsis. Finalement les Nations unies sont conscientes de la gravité de la situation, qui, espérons-le, conduira à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui mettra le gouvernement zaïrois sous pression pour trouver une solution politique au conflit.



Le massacre a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Jusque-là nous n'avions rien de solide. Donc nous avons décidé de faire une déclaration. Nous savions que des Bahutus avaient attaqué des Tutsis mais nous ne voulions pas le dire. Car nous avons beaucoup de difficultés à travailler dans cette zone et ce conflit était déjà très politisé. Les gens tireraient leurs propres conclusions, mais ce que nous allions dire c'est qu'il y avait un groupe de personnes déplacées dans cette église qui avaient été attaquées et massacrées dans cet endroit du Masisi et que c'était lié à l'ensemble du conflit. Donc nous avons fait cette déclaration qui a été validée par MSF Hollande et nous l'avons distribuée à toutes les autres sections. Nous avons suivi les règles habituelles de la communication. Nous avons rédigé la déclaration et leur avons donné quelques heures pour faire des commentaires avant de la publier. Le jour suivant nous avons publié un communiqué de presse. Il était approuvé par toute l'équipe et nous avons pesé chaque mot. Puis chaque section s'en est emparée et l'a adapté pour ses propres médias. Globalement ça s'est bien passé sauf en Belgique où ils l'ont changé et ont écrit que des Hutus avaient attaqué des Tutsis et les avaient massacrés. Nous avons fait une allusion au fait que le HCR n'avait rien fait, et que nous l'appelions à réagir à cette situation et à prendre en compte les personnes déplacées. En fait, MSF Royaume-Uni a mis en avant le fait que le HCR n'avait absolument rien fait et n'avait pas apporté de soutien à ces populations. Au niveau local, j'avais donné en mains propres au CICR et au HCR ma version du communiqué de presse, celle sur laquelle on s'était mis d'accord. Ils nous avaient dit : « Nous pensons que vous avez tort de faire cela, mais nous le comprenons. » J'avais dit : « C'est là où nous en sommes à MSF et c'est ce que croient les équipes. » Ils avaient répondu : « D'accord, nous serons à vos côtés et nous vous soutiendrons. » Et puis le communiqué de presse qui est sorti n'était pas celui que je leur avais montré. Avec le décalage horaire, le téléphone n'a pas cessé de sonner pendant 24 heures. On a eu une très large couverture. C'était dans toute la presse. Au même moment on a réussi à faire sortir ces gens, qui n'étaient plus dans le danger de l'anonymat. Le lendemain, j'ai été convoquée d'urgence à une réunion avec le HCR. Je me suis aperçue que j'avais été invitée à cette réunion une heure après tous les autres. Il y avait un nombre conséquent de personnes qui, pendant une heure, avaient toutes discuté de ce que MSF avait fait et qui avaient décidé de sanctionner MSF.

*Rachel Kiddell-Monroe, MSF Hollande, coordinatrice de au Kivu (Zaïre)
de février à septembre 1996 (en anglais)*

Le 23 juillet 1996, dans un communiqué de presse, MSF Belgique condamne les rapatriements forcés de réfugiés rwandais organisés depuis trois jours par les autorités burundaises, qui ont entraîné la mort de trois d'entre eux et la fuite de milliers d'autres. Ces Rwandais s'étaient réfugiés au Burundi au moment du génocide des Rwandais tutsis en 1994.



« Trois morts lors du rapatriement forcé vers le Rwanda - Des milliers de personnes se réfugient dans les collines burundaises. » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 23 juillet 1996 (en français).

Extrait :

Durant le rapatriement forcé qui a débuté vendredi passé, 3 réfugiés rwandais sont morts hier lors de leur arrivée au centre de transit de Butare. Une personne âgée et un bébé sont morts d'étouffement dans les camions.

Trois autres refoulés ont été blessés dont un est décédé à l'hôpital.

Depuis vendredi dernier, une opération de rapatriement forcé d'envergure a débuté dans les camps de réfugiés rwandais de Kibezi et de Ruvumu au nord du Burundi. Les réfugiés sont transportés comme du bétail, dans des camions - containers. Ces conditions inacceptables de rapatriement ont provoqué le décès de trois personnes.

Environ 13 000 refoulés sont déjà arrivés au Rwanda où des équipes MSF les accueillent dans un centre de transit de Butare. Les premiers soins et un approvisionnement en eau y sont assurés.

Au Burundi, fuyant le retour forcé au Rwanda, près de 5 000 personnes sont arrivées dans le camp de Magara tandis que plusieurs milliers de réfugiés se sont éparpillés dans les collines autour de la ville de Ngozi.

MSF s'inquiète du sort de ces personnes sans protection. Depuis vendredi, elles se cachent dans les collines, sans eau, sans nourriture.

MSF condamne ces rapatriements forcés et les conditions inacceptables dans lesquelles ils s'opèrent et demande la protection des personnes réfugiées dans les collines.

COMBATS ET ATTAQUE DES CAMPS AU ZAÏRE, FUITE DES RÉFUGIÉS

Le gouvernement du Rwanda entend supprimer la menace que font peser sur son pays, les extrémistes des camps de réfugiés rwandais au Zaïre. Soutenu par le Burundi et l'Ouganda, il entraîne et arme de jeunes Banyamulenges de tout le Kivu, qui seront intégrés dans l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila, un mouvement d'opposition armée au Président Mobutu du Zaïre formellement constitué en août 1996.

Dès juin 1996, à l'occasion d'un voyage aux États-Unis, Paul Kagamé, le vice-président et ministre de la Défense du Rwanda suggère aux responsables politiques américains que le Rwanda pourrait se charger de l'action que la communauté internationale se refuse à entreprendre pour supprimer la menace des camps du Zaïre. Cette information ne sera rendue publique qu'en août 1997.



« Pourquoi le Rwanda a-t-il admis son rôle au Zaïre ? » Mahmood Mamdani, *Weekly mail and Guardian* (Afrique du Sud), 8 août 1997 (en anglais).

Extrait :

Le jour précédent mon vol avec Air Rwanda entre Entebbe et Kigali, le 11 juillet [1997] les deux principaux quotidiens de Kampala avaient publié des extraits de l'interview dans le *Washington Post*, avec le vice-président et ministre de la Défense du Rwanda, Paul Kagamé, également publiée dans le *Mail & Guardian*.

L'armée rwandaise, avait-il confirmé, avait joué un rôle majeur dans les six mois de rébellion qui avaient abouti à la chute du président Mobutu Sese Seko au Zaïre voisin, désormais République démocratique du Congo. [...] Quand j'ai rencontré Kagamé le lendemain dans sa résidence à Kigali, je lui ai posé la même question : Pourquoi faire des aveux ? [...]

« Je voulais dire la vérité. Je ne voulais pas être toujours en position de mentir, de nier les faits. » dit-il [...] « Je partageais avec les responsables des Nations unies, l'information au sujet des milliers de miliciens qui s'entraînaient dans l'Est du Zaïre, des importations d'armes et de machettes. Ils vérifiaient, mais rien ne se passait. Je n'allais pas recommencer la même erreur. Je suis revenu des États-Unis en juillet de l'an dernier [1996], j'ai informé mes collègues et je leur ai dit, soit on résout le problème, soit on court de nouveau à la catastrophe. Qu'est-ce qui s'est passé aux États-Unis ? J'ai donné un avertissement voilé : l'inaction de la communauté internationale amènerait le Rwanda à agir lui-même. L'objectif de mon voyage de juin était de m'assurer qu'ils ne seraient pas pris par surprise. Leur réponse a été de ne pas répondre. Et pourtant cela ne m'a pas découragé. »

En septembre et octobre 1996, l'armée zaïroise et des groupes de Banyamulenges s'opposent en combats violents dans la région d'Uvira, au sud du Kivu, près de la frontière avec le Burundi. Les réfugiés rwandais qui vivent dans les camps de la région sont pris au milieu des combats et commencent à fuir. Trois réfugiés qui tentent de revenir sur leurs pas sont blessés et l'un d'entre eux décède à l'hôpital. À la mi-octobre 1996, la mission de MSF Hollande à Uvira est transformée en mission d'urgence internationale (ET : emergency team) sous la coordination de MSF Hollande.



« **Compte-rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations de MSF » Amsterdam, 20 septembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Uvira :

De nombreux résidents (Banyamulenges) de la zone de Ruzizi et Uvira sont intimidés et soumis à des violences par les troupes zaïroises. Ces Banyamulenges sont d'origine rwandaise et tutsie et vivent dans cette région depuis le XVIII^e siècle. La semaine dernière 150 personnes ont été repoussées vers la frontière dans la province de Cibitoke. Leur sort est inconnu. On soupçonne fortement l'implication de Nyangona (un leader hutu) dans cette affaire. On s'attend à ce que cette tendance s'accroisse. Aucun média ne leur prête attention. Nous aurons plus d'information avec le retour de Jacques [de Milliano, directeur général de MSF Hollande] d'Uvira. Il est important pour MSF de discuter de ce sujet. Notre présence à Ruzizi dépend du gouvernement zaïrois.



« Un conflit menace l'Est du Zaïre aux frontières du Rwanda et du Burundi », Jean Hélène, **Le Monde** (France), 16 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Quatre morts et 20 000 personnes déplacées lors d'une attaque sur un camp de réfugiés hutus le 13 octobre, un raid contre un hôpital dans un village voisin aurait fait 46 morts le 8 octobre, et des combats quasi-quotidiens entre les forces régulières zaïroises et des rebelles banyamulenges : en un mois, la situation dans la province de Sud-Kivu, aux frontières du Rwanda et du Burundi, s'est sérieusement aggravée. [...] Les troubles ont commencé début septembre lorsque les soldats zaïrois, alertés par la population, ont interpellé, au-dessus d'Uvira, des Banyamulenges en armes qui se sont défendus. Loin d'en rester aux invectives diplomatiques, la situation a rapidement empiré, au point que les organisations humanitaires ont déjà évacué d'Uvira la moitié de leur personnel. Pourtant, 200 000 Hutus burundais et rwandais sont toujours réfugiés dans les camps de cette région. Selon leur porte-parole, les Banyamulenges se battent pour obtenir la nationalité zaïroise. Cette tribu de pasteurs tutsis, originaires du Rwanda, a émigré au Zaïre au XIXe siècle pour se fixer sur les hauts plateaux inhabités de la région de Mulenge. L'interminable débat sur la question de la citoyenneté au Zaïre a refait surface à l'occasion de la guerre civile au Rwanda en 1990. Nombre de Banyamulenges (dont des militaires zaïrois) se sont enrôlés dans la guérilla tutsie rwandaise et, après la victoire de cette dernière en juillet 1994, beaucoup ont choisi d'émigrer avec leurs familles au Rwanda, où le nouveau régime leur accordait facilement la nationalité. Cette attitude de double allégeance leur a attiré la suspicion de la population zaïroise, déjà envieuse de cette tribu « immigrée » et relativement prospère, suspicion facilement exploitée par les politiciens locaux en quête de bouc émissaire pour asseoir leur pouvoir.

Les observateurs dans la région admettent que les Banyamulenges reçoivent des renforts du Rwanda et rapportent notamment que, les 20 et 21 septembre, entre 500 et 1 000 hommes en armes ont été acheminés de nuit du Rwanda (via le Burundi) jusqu'à un poste frontière, près d'Uvira. Mais ils s'interrogent sur les raisons du soutien rwandais. Est-ce par solidarité ethnique que Kigali aiderait les Banyamulenges à se défendre ?

Est-ce pour déstabiliser l'Est du Zaïre, qui servirait - ou pourrait servir - de base arrière aux maquisards hutus rwandais et burundais ? Ou est-ce pour obliger le HCR à éloigner de la frontière les camps de réfugiés hutus, centres potentiels de recrutement pour la guérilla.

La rébellion hutue burundaise estime que le « pire est à venir » puisque « 3 000 militaires rwandais et burundais » (en majorité tutsis) « s'apprêtent à se ruer sur les camps de réfugiés hutus » et « aussi à s'emparer du Sud-Kivu ». Quant au rapporteur des Nations unies pour les Droits humains au Zaïre, en mission dans la région, il estime qu'une « diplomatie d'urgence s'impose ».



« **Évaluation** de l'intervention de ET dans les Grands Lacs » Jean-Marie Kindermans, Mimi Henkens, avril 1997 (en anglais).

Extrait :

16 octobre 1996 (résumé du *News flash*) : décision à Paris selon laquelle Uvira devient une mission ET si la situation s'aggrave, avec MSF Hollande en BUS [*Back up section* = section chargée de la coordination]. Si la situation dans l'Est du Zaïre dans son ensemble se détériore, MSF Hollande sera également le desk central et les autres sections développeront leurs projets sous forme de modules.

Le 20 octobre 1996, plus de 100 000 réfugiés rwandais installés dans la région d'Uvira fuient les combats et se dirigent vers Bukavu. Au nord de Goma, les abords du camp de Katale sont attaqués par les rebelles.

Le 22 octobre, le gouvernement zaïrois accuse les armées rwandaise et burundaise de soutenir les rebelles banyamulenges. Les autorités des deux États nient.



« 110 000 réfugiés hutus fuient les combats entre l'armée et des Tutsis dans l'Est du Zaïre » **Le Monde** (France), 22 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Des renforts militaires arrivent régulièrement dans la région d'Uvira, considérée par l'armée zaïroise comme « en état de guerre ». Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a, depuis Genève, confirmé la fuite de quelque 110 000 réfugiés [...] De sources humanitaires à Uvira, on indique qu'un grand nombre de ces réfugiés vont vers le nord, en direction de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu.



« Guerre planifiée dans l'Est du Zaïre - Derrière l'exode hutu se dessine la stratégie défensive du Rwanda » Stephen Smith, **Libération** (France), 22 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Réglée comme une manœuvre d'état-major, l'attaque survenue dimanche au nord de Goma, où des hommes armés ont ouvert le feu aux abords de Katale le plus grand camp avec 200 000 réfugiés révèle le but ultime : provoquer aussi le départ paniqué des quelque 600 000 Hutus qui, depuis deux ans s'agglutinent dans la région. [...] « Puisque le traitement humanitaire des conflits dans l'Afrique des Grands Lacs s'est soldé par un échec, il faut d'urgence revenir à une Realpolitik, qui cesse de vouloir à tout prix identifier les bons et les méchants », a estimé hier un haut responsable de l'ONU. « Le Rwanda défend ses intérêts vitaux, a-t-il ajouté, mais l'initiative militaire qu'il vient de prendre revient à jouer avec le feu aux abords d'une poudrière. »



« Le conflit qui touche l'Est du Zaïre menace de s'étendre - Washington et l'ONU s'inquiètent » FC, **Le Monde** (France) 25 octobre 1996 (en français).

Extrait :

[...] Les combats avaient commencé en septembre entre les forces armées zaïroises et les Banyamulenges, mais, mardi soir, pour la première fois depuis le début de la crise, le gouvernement zaïrois a formellement accusé les armées rwandaise et burundaise (dominées par les Tutsis) d'avoir attaqué son territoire dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Kinshasa les accuse d'avoir envahi la plaine d'Uvira et affirme que maintenant l'armée zaïroise combat l'armée rwandaise près de la ville de Goma, située au nord de Bukavu. Kigali et Bujumbura ont nié toute implication dans ces affrontements.

Le 25 octobre, le gouvernement zaïrois décrète l'état d'urgence dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. La ville d'Uvira est quasiment aux mains de Banyamulenges,

qui affirment avoir été rejoints par des opposants zaïrois avec lesquels ils forment une alliance pour conquérir le Kivu.

Pendant le week-end des 26 et 27 octobre, les camps de Kibumba et de Katale, dans le Nord-Kivu sont attaqués. Des centaines de milliers de réfugiés prennent la fuite et se regroupent dans d'autres camps. Les organisations humanitaires évacuent une partie de leur personnel.



« Zaïre : l'errance de 500 000 réfugiés - Deux nouveaux camps de Hutus ont été attaqués ce week-end depuis le Rwanda » Stephen Smith, **Libération** (France), 28 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Dans la nuit de vendredi à samedi, Kibumba, un camp abritant près de 200 000 réfugiés hutus au nord de Goma, a été attaqué par « des hommes en armes » et a essuyé des tirs d'artillerie depuis le Rwanda, distant seulement de quelques centaines de mètres. Selon le responsable d'une organisation humanitaire qui a requis l'anonymat, « cette opération a été menée par le VII^e bataillon de l'armée rwandaise, normalement basé à Kigali. [...] » La nuit suivante, le plus grand camp de réfugiés dans cette région, celui de Katale, situé à 60 km au nord de Goma, abritant plus de 200 000 personnes a été à son tour attaqué et soumis à des tirs d'artillerie. Hier soir le nombre de Hutus ayant fui ce camp n'était pas encore établi, mais dès le matin des milliers de réfugiés sont arrivés à pied à Goma, épuisés et sous une pluie battante. Une vingtaine d'expatriés a évacué hier, réduisant à « une centaine » le personnel humanitaire à Goma où, sous la pression militaire au nord, la « chasse au Tutsi » a repris.

RAPPORT DE MSF SUR LE NETTOYAGE ETHNIQUE DANS LE MASISI (NOVEMBRE 1996)

Début novembre 1996, la coordinatrice de MSF Hollande présente un rapport sur le rôle des camps de réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre, sur la présence de réfugiés armés dans le Masisi et sur les risques que le conflit s'étende à toute la région. Rattrapé par l'actualité, ce rapport est néanmoins remis à différentes organisations de défense des Droits humains et aux Nations unies, ainsi qu'à des journalistes.



« Resurgence du nettoyage ethnique au Zaïre – Les souffrances ignorées de la population du Masisi » **Rapport** de MSF Hollande, 1^{er} novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Conclusions du rapport :

La population du Masisi est en danger grave en raison du conflit armé qui sévit dans la région. Le nombre de personnes déplacées et de personnes vivant dans des enclaves, dont la plupart sont inaccessibles est extrêmement alarmant.

La population du Masisi se voit refuser l'accès aux soins médicaux et à l'assistance humanitaire. Le manque d'accès aux structures de santé est inquiétant et les problèmes de santé dans la région s'accroissent au fur et à mesure que cet accès diminue. L'accès humanitaire va diminuer au rythme de l'accroissement de la spirale de violence.

L'accès humanitaire est refusé aux populations en danger en raison du manque de sécurité et des actions des parties au conflit. MSF est fréquemment obligée de cesser son assistance dans certaines zones (en général provisoirement) en raison des risques encourus par le personnel humanitaire, en particulier le personnel médical zaïrois et international.

Les autorités zaïroises, en coopération avec la communauté internationale doivent agir immédiatement pour alléger la souffrance humaine dans le Masisi et les zones alentours. L'accès humanitaire est un prérequis à toute fourniture d'assistance. En conséquence, le travail des organisations humanitaires doit être facilité et leurs principes d'intervention doivent être respectés.

L'importance du conflit du Masisi dans la crise des Grands Lacs doit être reconnue. Les autorités zaïroises et la communauté internationale doivent prendre leurs responsabilités vis-à-vis de la situation qui prévaut dans le Masisi et dans le Nord-Kivu afin qu'un espoir perdure de trouver des solutions durables à la crise dans les Grands Lacs et dans le Masisi. La situation a été laissée à l'abandon et se développe hors de tout contrôle. Les mandats internationaux ne peuvent plus servir d'alibi pour empêcher les réponses internationales destinées à protéger les populations du Masisi.

Les racines de ce conflit sont politiques et requièrent des solutions politiques. Seule l'introduction d'un processus intelligent d'action politique correcte et informée peut permettre une paix durable dans la région. Le problème de la nationalité et les conflits concernant la terre doivent trouver des solutions politiques.

L'avenir du Masisi et du Nord-Kivu est inextricablement lié aux solutions apportées à la crise régionale des réfugiés. Sans une solution à la crise des réfugiés rwandais, la paix ne peut pas revenir dans le Masisi. La réinstallation des réfugiés hutus dans le Masisi et le Nord-Kivu serait un désastre pour la région, localement comme pour la région des Grands Lacs.

Les mouvements de réfugiés hors des camps de Goma, en particulier vers le Masisi, doivent être empêchés. La présence de groupes armés venus des camps dans le Masisi, alimentant et prenant part au conflit pour leurs propres fins ne peut être nié ou ignoré plus longtemps. La menace d'un « Hutuland » créé par les éléments extrémistes des camps est imminente.

La situation des populations au camp de la petite barrière à Umbano au Rwanda doit être dénoncée. La situation de ce camp à moins d'un kilomètre de la frontière met ses habitants en danger. De plus les conditions de vie y sont déplorables. Les droits de ces personnes doivent être protégés.

MSF appelle le Secrétaire général des Nations unies à mettre en œuvre de toute urgence les recommandations de l'UNDHA et à donner une réponse officielle sur la situation au Masisi. Un représentant spécial devrait être nommé immédiatement, mandaté pour entreprendre des discussions avec les autorités zaïroises afin de trouver des solutions durables aux problèmes politiques dans l'ensemble du Kivu, y compris le Masisi. Dans la dénonciation de la situation dans le Masisi, les problèmes des camps de réfugiés, telle l'impunité des leaders suspects d'avoir perpétré le génocide, la présence d'anciens militaires et d'Interhamwes, le réarmement et le mouvement hors des camps doit être pris en compte.



J'ai terminé ma mission à Goma fin septembre 1996. Nous avons donc décidé de rédiger ce rapport pour raconter ce qui se passait dans le Masisi et faire le lien entre cette situation et celle des camps de réfugiés et l'expérience de MSF. J'ai analysé le contexte du Masisi et j'ai essayé d'expliquer les différents groupes avec lesquels nous travaillions et les liens entre la situation au Masisi et celle au Rwanda. J'ai interviewé le

personnel local et les organisations et de nombreuses personnes de la région sur l'impact des camps sur leur vie. Nous essayions de montrer que la présence de ces camps était une des causes de la guerre dans le Masisi et que cette guerre allait devenir une guerre régionale. Il ne s'agissait pas de dire : quand tout le monde sera rentré au Rwanda, ils vivront tous heureux – c'était une histoire beaucoup plus importante. Il y avait toutes ces histoires au sujet d'un Rwanda plus étendu, et l'annexion du Kivu par le Rwanda mais on ne savait pas ce qui était vrai, ou pas. Et puis à la fin du rapport nous faisons quelques recommandations au sujet des camps. J'ai fait ça avec Ed Shenkenberg et Wouter Van Empelen. Le jour où nous l'avons finalisé – il avait été validé par le terrain – la guerre a éclaté. C'était comme si nous l'avions présagé – c'était ce que nous disions dans le rapport, mais nous avons été trop lents. C'était de la malchance. L'idée de base c'était de l'utiliser comme un document de lobby pour l'ONU, les gouvernements et quiconque bénéficiant de leur soutien, pour dire « voilà ce que nous pensons » et le communiquer à la presse. Mais nous ne sommes pas allés plus loin que la rédaction du rapport. Nous l'avons donné en disant : « Il est déjà daté mais s'il vous plaît utilisez-le comme vous le pouvez. Vous le trouverez utile pour votre travail dans la région. » C'était un assez bon document de contexte. Ce n'était pas un document opérationnel. La partie qui essayait de décrire le contexte était plus académique, mais il décrivait aussi la réalité de ce qui se déroulait dans le Masisi. Je ne crois pas qu'il ait jamais été donné à la presse. Ou s'il l'a été, il n'a pas dû avoir beaucoup d'impact. Je pense qu'il a été utilisé comme un document d'information. Nous sentions que personne ne savait ce qui se passait dans le Masisi. C'était extrêmement compliqué.

*Rachel Kiddell-Monroe, MSF Hollande, coordinatrice de au Kivu (Zaïre)
de février à septembre 1996 (en anglais)*

CHAPITRE 2 - GUERRE DE L'INFORMATION SUR LE NOMBRE DE RÉFUGIÉS ET UNE ÉVENTUELLE INTERVENTION INTERNATIONALE DE PROTECTION ARMÉE

Le 27 octobre 1996, Sadako Ogata, la Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations-Unies, appelle à la création de « corridors humanitaires » pour permettre aux réfugiés rwandais et aux civils zaïrois qui ont fuit les violences de recevoir une aide minimum. Le 28 octobre, plus d'un demi-million de réfugiés sans abri, sans eau, sans nourriture, errent toujours sous la pluie, à travers tout le Kivu.

Le même jour, au cours d'une conférence de presse, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, nie toute implication de son pays dans le conflit. Il affirme toutefois que l'Est du Zaïre était autrefois rwandais.

Prenant la parole le même jour, le ministre de la Défense rwandais, Paul Kagamé reconnaît que le Rwanda a engagé des troupes au Zaïre pour neutraliser une position de tir et annonce ne pas exclure que des troupes rwandaises combattent aux côtés des forces Banyamulenge. En raison de ce début de conflit direct entre les forces rwandaises et zaïroises, plusieurs pays proposent de trouver une issue diplomatique à la crise.



« Une situation humanitaire désespérée s'installe dans l'Est du Zaïre » **Le Monde** (France), 30 octobre 1996 (en français).

Extrait :

La situation est désespérée, plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants ont été contraints à l'exode sur les routes, sans savoir où aller, livrés à eux-mêmes, sans ressources au moment où la saison des pluies accroît les risques de malnutrition et d'épidémies : M. Francis Kpatindé, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) [...] a estimé, lundi 28 octobre, qu'une catastrophe humanitaire plus grande qu'en 1994 « était possible dans la région des Grands Lacs ».

L'appel, lancé dimanche par Mme Sadako Ogata, Haut-Commissaire pour les réfugiés, en faveur de la création de « couloirs humanitaires » permettant aux réfugiés et aux civils qui ont fui de recevoir une aide minimum, n'a pas été entendu. Dans les camps du Lac vert et de Mugunga, où la structure sanitaire la plus élémentaire fait défaut, le HCR ne dispose de vivres que pour quelques jours. L'entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM) a été pillé dans la nuit du 25 au 26 octobre. Les organisations humanitaires craignent des épidémies pires que celles du choléra en 1994. [...] Les organismes humanitaires sur le terrain sont au bout du rouleau. Dans le Nord-Kivu, quelque 100 000 réfugiés rwandais hutus fuyant le camp de Kibumba tentaient lundi de rallier Goma, où sont déjà arrivés près de 110 000 autres réfugiés de ce même camp, maintenant entièrement déserté après avoir été attaqué par l'armée rwandaise vendredi. Dans le Sud-Kivu, on comptait également lundi, 220 000 personnes environ cheminant dans la région d'Uvira vers Bukavu, et près de 200 000 autres dans le secteur de Bukavu, marchant vers Sake, près de Goma.

L'exode semble suivre deux axes principaux, du nord-est vers Goma, et du sud-est vers Goma, qui semble le point de convergence de l'essentiel des 527 000 réfugiés rwandais (selon le HCR) et burundais qui étaient dispersés avant les derniers événements dans les camps des deux provinces du Kivu. Cette marée humaine risque de venir s'ajouter aux 717 000 réfugiés déjà installés avec beaucoup de difficultés dans Goma et sa région. Outre les réfugiés, convergent, en effet, vers Goma des dizaines de milliers de Zaïrois fuyant l'avancée des troupes tutsies. Les organisations humanitaires semblent incapables de faire face. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs commencé à se replier. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a même décidé lundi de se débarrasser de tous ses stocks de nourriture dans la région de Goma, en les distribuant à 680 000 réfugiés.

Dans le Sud-Kivu, l'avancée des rebelles banyamulenges (tutsis d'origine rwandaise installés de longue date au Zaïre) vers Bukavu, capitale de la région, se confirme. Lundi, le chaos régnait à Bukavu, où des soldats zaïrois pillaient la ville, désertée par ses habitants et les organisations humanitaires, tandis que les combats se poursuivaient dans les faubourgs. [...] L'impasse humanitaire se double d'une impasse politique et le ton est monté d'un cran lundi entre le Zaïre et le Rwanda. Pour la première fois, le président rwandais a fait clairement allusion à ses ambitions sur la région zaïroise où vivent les Banyamulenges. « Si le Zaïre veut renvoyer les Banyamulenges au Rwanda, qu'il nous rende aussi leurs terres », a déclaré lundi le président Pasteur Bizimungu, en démentant encore une fois toute implication de son pays dans le conflit. Au cours d'une conférence de presse, il a expliqué, cartes à l'appui, que la région de l'Est du Zaïre, dans laquelle habitent les Banyamulenges était autrefois rwandaise. De son côté, le Zaïre continue à affirmer vouloir défendre l'intégrité de son territoire « à n'importe quel prix », selon les termes du Premier ministre zaïrois, M. Kendo Wa Dondo.



« Timides initiatives diplomatiques face à la tragédie zaïroise » **Le Monde** (France), 31 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Les réunions se sont multipliées, mardi 29 octobre, pour tenter d'apporter un début de solution à la crise de plus en plus tragique qui sévit dans l'Est du Zaïre. La communauté internationale n'envisage pour le moment que des solutions diplomatiques. Le président français, Jacques Chirac, a notamment évoqué la possibilité de réunir un sommet groupant les États de la région, idée approuvée par Washington ainsi que par le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui a dépêché sur place un émissaire provisoire en attendant l'envoi d'une mission permanente. La situation des réfugiés empire d'heure en heure et l'on redoute la propagation d'épidémies, de choléra notamment. Pour la première fois depuis le début de la crise, les armées rwandaise et zaïroise se sont affrontées directement. Mardi soir et mercredi matin, Cyangugu, ville rwandaise frontalière du Zaïre, face à Bukavu, a essuyé des tirs d'artillerie durant plusieurs heures.



« Regain de violences à la frontière zaïro-rwandaise » **Le Monde** (France), 1^{er} novembre 1996 (en français).

Extrait :

A Kigali, le vice-président et ministre de la Défense, le général Paul Kagamé, avait, le premier, annoncé, mercredi matin, que l'armée rwandaise avait riposté aux tirs venus du Zaïre et recommencerait si nécessaire. « S'il faut faire la guerre, je la ferai », a déclaré le général Kagamé, homme fort du régime rwandais, en affirmant que les troupes rwandaises n'avaient jusqu'à présent jamais combattu aux côtés des Banyamulenges, contrairement aux accusations répétées du Zaïre. Mais il n'a pas exclu que cela se produise. « Selon l'évolution de la situation, je ne sais pas s'il y aura une forme ou une autre d'implication » (de l'armée rwandaise dans l'Est du Zaïre), a-t-il ajouté.

Le 29 octobre 1996, MSF France diffuse un communiqué de presse annonçant que ses équipes participent à la prise en charge des réfugiés dans le camp de Mugunga, où se rassemblent les centaines de milliers de personnes chassées par les attaques dans les autres camps.



Communiqué de presse de Médecins Sans Frontières, Kivu (Zaïre), MSF France, 29 octobre 1996 (en français).

Zaïre - Kivu :

Médecins Sans Frontières participe à la mise en place de dispensaires d'urgence et de structures sanitaires dans le camp de Mugunga à l'ouest de Goma. Depuis samedi, des dizaines de milliers de personnes fuyant le camp de Kibumba plus au nord, sont venues trouver refuge sur ce site qui abritait déjà près de 200 000 réfugiés rwandais.

Hier soir encore, les populations les plus vulnérables, des femmes, des enfants, des personnes âgées ainsi que des malades et des blessés arrivaient toujours à Mugunga. Depuis le début, les réfugiés rwandais déjà présents dans ce camp refusent aux nouveaux arrivants de s'installer sur ce site. Actuellement, les réfugiés de Kibumba ont donc un accès limité à la nourriture et à l'eau potable.

Des familles zaïroises ont également fui leurs villages et se sont dirigées vers Kibumba et Mugunga. D'autres sont parties plus à l'ouest en direction de Sake, où MSF mène des programmes nutritionnels et médicaux dans un camp de déplacés zaïrois.

Rwanda :

Hier, près de 4 000 personnes, dont une majorité de Zaïrois, fuyant le village de Buhumba et ses environs, ont franchi la frontière avec le Rwanda. Une équipe MSF les prend en charge médicalement dans le camp de Mudende. Les blessés ont été transférés à l'hôpital de Gisenyi.

Burundi :

Plus de 6 000 réfugiés sont arrivés à Gatumba depuis la région d'Uvira. Une équipe de MSF a commencé à acheminer de l'eau depuis Bujumbura.

Le 30 octobre 1996, après une semaine de chaos, la ville de Bukavu, au Sud-Kivu est aux mains des Banyamulenge. Les organisations internationales s'inquiètent du risque d'une crise alimentaire et sanitaire majeure dans tout le Kivu. V1



«Regain de violences à la frontière zaïro-rwandaise» **Le Monde** (France), 1^{er} novembre 1996 (en français).

Extrait :

La ville zaïroise de Bukavu a été, jusqu'à mercredi, le théâtre de violences particulièrement meurtrières [...] Au total «une centaine de civils ont été tués» en l'espace de huit jours, a précisé, mercredi, un responsable de la Croix-Rouge [...]. Pendant près d'une semaine la ville a été livrée «au chaos et à la terreur», a-t-il souligné. [...] Cependant, selon des membres d'organisations humanitaires à Cyangugu, ville rwandaise située en face de Bukavu, les rebelles banyamulenges (Tutsis du Zaïre) se seraient emparés de près de la moitié de la ville de Bukavu, où, depuis mercredi, prévaudrait un calme précaire. Le CICR estime que quelque 800 000 personnes ont besoin d'une aide d'urgence, notamment médicale, dans la région de Bukavu. Avant les troubles, la région abritait 300 000 réfugiés. Ils ont été rejoints par quelque 100 000 autres, fuyant les affrontements à Uvira, plus au sud.

[...] L'Unicef a lancé, de son côté, un « cri d'alarme » pour la région de Goma, où la situation alimentaire risque de devenir très critique pour les quelque 600 000 réfugiés rwandais - parmi lesquels « la moitié sont des enfants de moins de quinze ans ».

Pour sa part, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé mercredi l'envoi d'urgence de spécialistes dans l'Est du Zaïre pour évaluer les risques d'épidémies et les mesures à prendre pour protéger des centaines de milliers de personnes laissées sans assistance. [...] L'OMS craint notamment que le choléra, les dysenteries, le paludisme et la méningite frappent des réfugiés laissés sans soins, sans abri, nourriture ni eau potable après avoir été forcés de quitter les camps au moment où la saison des pluies aggrave leur vulnérabilité.

APPELS DE MSF EN FAVEUR D'UNE FORCE ARMÉE INTERNATIONALE POUR GARANTIR DES ZONES DE PROTECTION AUX RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE

Le 31 octobre 1996, MSF demande la création d'urgence d'une zone d'assistance protégée pour les réfugiés rwandais et les civils zaïrois pris dans le conflit et dénonce la passivité de la communauté internationale. Le Directeur de la Communication de MSF France suggère à l'AFP la création d'une « zone protégée par une force internationale [...] à une distance raisonnable de la zone de conflit. »



« Médecins Sans Frontières accuse les États occidentaux de non-assistance à populations en danger » **Communiqué de presse** MSF France, 31 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Alors que Goma restait la seule zone où l'aide humanitaire était encore possible, l'ensemble des organisations présentes risque de devoir évacuer la ville sous la pression des combats. À Goma, Bukavu et Uvira, où les opérations d'aide ne peuvent plus être menées, ce sont plus de 2 millions de personnes, réfugiés et populations zaïroises, qui sont ainsi livrées aux massacres, à la malnutrition et aux épidémies.

Depuis le début du conflit rwandais en 1990, les mouvements de populations se sont toujours accompagnés d'une mortalité incroyablement élevée (Goma, Bukavu en 1994 : 50 000 morts).

C'est la première fois depuis 1990 dans la région que, face à un mouvement massif de population, on ne dispose d'aucune perspective pour accueillir les réfugiés dans une zone protégée à l'intérieur de laquelle il soit possible de déployer des secours. Toutes les conditions sont donc réunies pour que cette nouvelle étape du conflit entraîne un nombre de morts parmi la population supérieur à celui causé par les exodes précédents. Alors que toute l'énergie de la communauté internationale devrait être concentrée sur l'ouverture d'un espace de protection où les civils aient accès à l'aide, les seules mesures prises concernent l'arrivée dans la région d'un envoyé spécial des Nations unies. Après les élections américaines... Une conférence régionale doit également se tenir, mais la date n'est toujours pas fixée. Dans le passé, toutes ces manœuvres diplomatiques n'ont été que prétextes à l'inaction sur le terrain, conduisant à un million de morts en 1994. Messieurs Clinton, Chirac, et Major seront-ils aussi irresponsables et inefficaces que Messieurs Clinton, Mitterrand et Major au moment du génocide en 1994 ?

Chaque jour perdu entraîne la mort de milliers de personnes.



« MSF réclame la création d'une zone d'accueil protégée pour les réfugiés rwandais du Zaïre » **AFP** (France), 31 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Or, pour la première fois depuis 1990, « les organisations humanitaires ne disposent d'aucune perspective de pouvoir aider les réfugiés et déplacés dans une zone sûre », précise le directeur de la communication de MSF Jean-Hervé Bradol, de retour d'un séjour de deux mois au Burundi.

Face aux risques de malnutrition, de dysenteries, d'épidémies de choléra, « les seules perspectives offertes par les occidentaux, c'est une conférence internationale et l'arrivée, après les élections américaines, d'un envoyé spécial des Nations unies », souligne le Dr

Bradol, accusant les pays occidentaux de « ne pas avoir la volonté de traiter le problème sérieusement ».

« Si l'on créait au Rwanda, à une distance raisonnable de la zone du conflit, une zone protégée par les forces internationales, les réfugiés y viendraient et les organisations humanitaires pourraient les prendre en charge », explique-t-il.

« Chaque jour perdu risque d'entraîner la mort de milliers de personnes », ajoute-t-il.

Le même jour, après de violents bombardements, la dernière équipe MSF quitte le camp de Mugunga et se réfugie avec d'autres travailleurs humanitaires dans le *compound* du HCR à Goma. L'équipe de Gisenyi réussit à évacuer tous les enfants du centre nutritionnel du camp de Nyundo, près de la frontière. Les équipes MSF évacuent aussi les projets autour d'Uvira et de Bukavu et se regroupent sur les missions de Cyangugu.

Le 1^{er} novembre, l'armée rwandaise entre à Goma, où les équipes humanitaires restent bloquées. La population du camp de Mugunga continue à s'accroître avec l'arrivée des milliers de réfugiés fuyant les combats autour des autres camps. Les Tutsis de Kinshasa, la capitale du Zaïre, sont traqués.

Les Nations unies appellent à la tenue d'un sommet, que refusent aussitôt le Rwanda et le Zaïre.

MSF demande aux combattants de garantir la sécurité de passage des populations fuyant les violences et des travailleurs humanitaires ainsi que leur accès aux victimes.



« Médecins Sans Frontières appelle les parties au conflit à créer des corridors sécurisés – Les travailleurs humanitaires sont toujours bloqués à Goma »

Communiqué de presse, MSF Goma/Amsterdam, 1^{er} novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Une centaine de travailleurs humanitaires, dont six volontaires de Médecins Sans Frontières sont encore dans l'impossibilité d'évacuer de Goma. Ils sont bloqués dans plusieurs bâtiments dont ceux du HCR. Pour la deuxième journée consécutive, il leur a été impossible de rejoindre une zone plus sûre. La route de Gisenyi, qui traverse la ville et l'aéroport de Goma puis la frontière avec le Rwanda n'est plus du tout sûre. Cette route était considérée comme la seule voie d'évacuation de Goma par la terre.

Il y a une semaine, son équipe à Goma étant depuis plusieurs jours dans l'incapacité de travailler dans les camps, MSF en a réduit l'effectif de quatorze à huit personnes. De lundi à mercredi dernier, le personnel restant de MSF avait pu travailler dans le camp de Mugunga, apportant son aide à 220 000 réfugiés déjà présents et 200 000 nouveaux arrivants.

Tôt jeudi matin, de lourds combats ont commencé et aussitôt le HCR a conseillé à tous les travailleurs humanitaires étrangers de se rassembler dans deux lieux, dont la maison de MSF. Hier, neuf volontaires ont pu atteindre la maison de MSF au bord du lac. Ce matin, une quinzaine a traversé la ville pour se rendre de chez MSF au principal site du HCR.

De lourds combats continuent à se dérouler autour de Goma. La ville de Gisenyi, au Rwanda est désormais sous le feu. La population de Gisenyi fuit vers Ruhengery, loin de la frontière. Le personnel MSF de Gisenyi a pu évacuer tous les enfants du centre nutritionnel du camp de Umubano à la frontière avec Goma. Ce groupe d'enfants

extrêmement vulnérable a été transporté en camion au camp de Nyundo College, où le programme de nutrition supplémentaire a pu être continué.

Médecins Sans Frontières lance un appel urgent à toutes les parties au conflit afin qu'elles garantissent aux travailleurs humanitaires ainsi qu'à la population fuyant les violences de la guerre un passage en toute sécurité dans la région. MSF demande aussi qu'un accès sûr des travailleurs humanitaires aux victimes de ce conflit soit rétabli le plus rapidement possible.



« Les fantômes de l'Afrique marchent vers l'oubli – La chasse aux sorcières s'étend à la capitale tandis que les troupes rwandaises déferlent sur la frontière »

Chris Mac Greal, Richard Norton - Taylor and Victoria Brittain, **The Guardian** (Royaume-Uni), 2 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Les troupes du gouvernement rwandais, en uniforme, sont entrées la nuit dernière dans Goma, ville de l'Est du Zaïre, amplifiant spectaculairement la crise politique dans la région où plus d'un million de réfugiés sont sur les routes. [...] Des appels à un cessez-le-feu et à un sommet régional lancés par les Nations unies, l'Union européenne et les organisations de secours travaillant auprès des réfugiés ont été repoussés par les principaux acteurs, le Zaïre et le Rwanda. Hier, la haine ethnique s'est étendue vers l'ouest jusqu'à la capitale zaïroise, Kinshasa avec une chasse aux sorcières contre les Tutsis connus dans le milieu des affaires. Des douzaines d'entre eux ont fui vers les pays voisins. [...] La nuit dernière, les rebelles tutsis se battaient pour le contrôle de l'aéroport de Goma et l'organisation de secours Médecins Sans Frontières a déclaré que 100 volontaires, dont six membres de son personnel sont bloqués par les combats.



« L'armée rwandaise entre à Goma - La crise politique à Kinshasa et la tragédie des réfugiés s'aggravent », Stephen Smith, **Libération** (France), 2 et 3 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Après une journée de duel d'artillerie à travers la frontière rwando-zaïroise, le sort de Goma, la capitale de l'Est du Zaïre, semblait scellé vendredi soir. Selon des témoins oculaires, des soldats rwandais étaient présents, en fin de journée, dans certains quartiers de la ville où habitants et personnel humanitaire en attente d'évacuation se terraient. « Je suis sûr à 110 % que des soldats rwandais sont à Goma », a affirmé un diplomate cité par l'agence Reuters, un expatrié dans la ville ayant vu, pour sa part, « des barges de l'armée rwandaise traverser le lac Kivu en fin d'après-midi. » Jusque-là l'armée zaïroise avait défendu la ville tout en se livrant, aux côtés de bandes de jeunes et de miliciens à la recherche de « Tutsis infiltrés », à des pillages, des agressions voire des exécutions sommaires. Outre le siège de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, entièrement mis à sac et dont les employés n'ont eu la vie sauve que grâce à l'intervention de la force de protection du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), l'évêché, la cathédrale et l'église Saint-Esprit ont été dévastés, une bonne partie du clergé catholique étant d'ethnie tutsie. Quoique l'évacuation d'une centaine d'expatriés des Nations unies et de diverses ONG ait été décidée jeudi, leur départ, en raison de la situation confuse, n'avait pas encore eu lieu hier en début de soirée.

Près d'une cinquantaine de véhicules d'organismes humanitaires ont été « réquisitionnés » par des soldats ou miliciens zaïrois. « Il est devenu totalement impossible de travailler.

Nous ne pouvons même plus sortir sans risquer nos vies » a indiqué un responsable, joint par téléphone cellulaire. Le sort des 200 000 réfugiés du camp de Katale, à 45 km au nord de Goma, était hier soir incertain. Selon certaines sources humanitaires, ils étaient toujours dans le camp, tandis que d'autres rapportaient leur « fuite désespérée, pris dans les tirs croisés », vers le camp de Mugunga.



« Contacts Médecins Sans Frontières Urgence Zaïre » **Communiqué de presse**, MSF France, 2 novembre 1996 (en français).

Extrait :

L'équipe de Médecins Sans Frontières qui travaillait dans les camps de réfugiés rwandais et de déplacés zaïrois a évacué avec les autres membres d'organisations humanitaires de Goma ce matin et doit arriver à Kigali.

Les 3 et 4 novembre 1996, au cours de téléconférences et par échanges de fax, les différentes sections opérationnelles de MSF débattent de l'opportunité de lancer un appel à une intervention armée internationale dans l'Est du Zaïre.

Le 4 novembre, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, donne une conférence de presse à Gisenyi. Au nom de l'ensemble du mouvement MSF, il lance un appel à une intervention armée internationale afin de mettre en place des zones pour protéger les populations en danger et garantir le déploiement des secours. V2

Cette prise de position est reprise dans un communiqué de presse diffusé de Gisenyi et New York. Le même jour, MSF USA annonce à la presse se préparer à un désastre médical au Zaïre et recruter du personnel.



« Position de MSF sur la crise du Kivu » **Fax** de Jacques de Milliano [directeur général de MSF Hollande] aux présidents et directeurs généraux des sections MSF, 3 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Chers collègues

Il est important et urgent pour MSF de formuler un message fort sur le sort des populations du Kivu et l'action urgente que doit entreprendre la communauté internationale pour les protéger.

Les expatriés MSF qui sont revenus de Goma hier ont tenu des propos très clairs. « Les derniers observateurs de la communauté internationale sont partis, et étant donné le contexte du Kivu, le contexte plus large du Zaïre et le contexte régional des Grands Lacs, cette crise va se développer dans un bain de sang pour la population civile. Une action internationale est nécessaire, maintenant. »

La question centrale est de donc de savoir si nous allons suivre ces massacres prévisibles et envoyer de l'aide humanitaire lorsque les parties à l'œuvre sur le terrain auront achevé leur travail sanglant ou si nous choisissons de contribuer à prévenir ces massacres de population civile en élevant la voix pour influencer l'opinion publique et mobiliser la volonté politique, dans cette phase cruciale où les ministres se rencontrent pour prendre des décisions au sujet de cette crise. De plus, cette semaine est pour MSF celle de populations en danger au cours de laquelle nous mettons en avant la nécessité d'une

protection et d'une action politique plus efficaces de la part de la communauté internationale. Aujourd'hui au Zaïre, nous sommes faces à des populations en danger extrême.

Il devrait être clair ce type de décision exige que nous prenions la mesure de certains effets secondaires et les acceptions. Le fait que prendre une position forte n'amène pas nécessairement au résultat souhaité n'est pas une raison suffisante pour ne pas essayer, compte tenu de l'imminence de la catastrophe. Le fait qu'une position forte puisse y créer des effets secondaires ne devrait pas *a priori* être une raison de garder le silence ou d'avoir un message faible sans impact sur la communauté politique – nous devons réfléchir à nous organiser à ce sujet.

Donc, MSF devrait demander la création de zones de sécurité là où :

1. Les populations civiles peuvent être protégées et assistées.
2. Et où les conditions seront créées pour une solution à long terme.

Nous demandons deux types d'actions en parallèle :

1. Une action immédiate et efficace pour garantir la sécurité effective de la population réfugiée et de la population civile zaïroise et garantir l'accès de l'aide humanitaire.
2. En parallèle, des actions qui créent des conditions dans ces zones sûres pour encourager la normalisation par le retour organisé des réfugiés au Rwanda.

Donc, dans ces zones sûres, les conditions doivent être mises en place pour éviter qu'elles ne redeviennent des endroits propices pour les actions militaires et les acteurs du génocide comme ce fut le cas pendant ces deux ans dans les camps le long de la frontière avec le Zaïre. En conséquence les Interahamwes et les ex-Far devraient être désarmés, les élites criminelles responsables du génocide de 1994 devraient être isolées et finalement jugées, le pouvoir des leaders (anciens chefs et les autres) qui diffusent les idées extrémistes et intimident les populations hutues pour les dissuader de rentrer, doit être cassé.

[...] Il est trop tard pour la diplomatie, qui ne sera pas efficace dans ce contexte. Une intervention militaire internationale est désormais nécessaire afin de créer des zones pour protéger les populations civiles et limiter le bain de sang, garantir l'accès à l'aide humanitaire et créer les conditions pour résoudre le problème des réfugiés de façon humaine.

[...] Le moment est venu d'appeler à l'action en raison des initiatives diplomatiques prises par des États puissants : la communauté européenne, la France et les États-Unis... C'est maintenant que nous devons les influencer.



« Médecins Sans Frontières appelle à la mise en place de zones de protection par une intervention armée internationale » **Communiqué de presse**, MSF Gisenyi, 4 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui l'organisation de secours internationale Médecins Sans Frontières a appelé à la mise en place de zones de protection par une intervention armée internationale dans le Kivu, au Zaïre. [...]

Le docteur Jacques de Milliano, vice-président de MSF International déclare : « A combien de massacres d'enfants agonisants allons-nous devoir assister avant que les chefs d'États et les Nations unies ne réagissent ? L'insécurité et le chaos au Zaïre sont tels que ni médecins ni pansements, ni aucune forme d'assistance humanitaire ne peuvent être mise en place. J'ai peur qu'un temps précieux et de nombreuses vies ne soient perdues à cause des hésitations internationales et de la diplomatie. Si aucune action politique et militaire n'est entreprise en urgence, la communauté internationale devra faire face à

une répétition de la catastrophe de 1994, qui a vu une action humanitaire retardée se dérouler en lieu et place d'une action de protection efficace de la population. »

En lançant cet appel, Médecins Sans Frontières ne demande pas une répétition de l'Opération Turquoise qui était politiquement partielle et inadaptée.

Médecins Sans Frontières alerte également, comme elle l'a fait depuis deux ans au sujet du risque de recréer ces camps semi-permanents, où les réfugiés étaient intimidés et manipulés par les acteurs du génocide. Ces camps ont coûté 1 million de dollars par jour et ont été utilisés comme base politique et militaire.

Dans les zones sûres, l'assistance et la protection doivent aussi être concentrées sur la population zaïroise qui souffre de ce conflit.

Le rapatriement des réfugiés s'est virtuellement arrêté l'année dernière - Médecins Sans Frontières souligne que la création de zones de sécurité devrait être liée à une relance effective du processus de rapatriement avec des garanties de sécurité plus importantes pour les réfugiés rentrant au Rwanda.



« Médecins Sans Frontières appelle à la mise en place de zones de protection par une intervention armée internationale » **Communiqué de presse**, MSF France, 4 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières demande la création de zones de protection pour protéger les populations en danger au Zaïre et pour garantir le déploiement des secours. Dans le contexte actuel, seule une force internationale armée peut mettre en place de telles zones. La sécurité des Zaïrois qui veulent se réfugier dans les pays voisins et des Burundais et Rwandais qui souhaitent rentrer chez eux doit également être assurée par cette force internationale.

Depuis le départ des derniers volontaires des organisations humanitaires de Goma, il y a 24 heures, plus de 1,2 million de réfugiés rwandais et burundais et des centaines de milliers de déplacés zaïrois ont été laissés sans assistance et sans aucune protection.

Le vice-président de MSF, Jacques de Milliano, déclare : « A combien de massacres allons-nous devoir assister avant que les chefs d'États et les Nations unies ne réagissent ? L'insécurité et le chaos au Zaïre sont tels qu'aucune forme d'assistance humanitaire ne peut être mise en place. J'ai peur qu'un temps précieux et de nombreuses vies ne soient perdues si on se contente d'initiatives diplomatiques. »

Les zones de protection doivent permettre d'assurer la protection des réfugiés et des déplacés zaïrois, ainsi que l'acheminement de l'aide. A l'intérieur de cette zone, les parties au conflit et les éléments criminels doivent être désarmés, pour qu'un terme soit enfin mis à l'impunité dont bénéficient les organisateurs du génocide de 1994. Ces zones ne doivent pas devenir de nouveaux sanctuaires pour les auteurs du génocide du Rwanda en 1994.



« Alors que la crise s'accroît au Zaïre, Médecins Sans Frontières se prépare à un désastre médical » **Communiqué de presse**, MSF États-Unis, 4 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Médecins Sans Frontières commence à se préparer à une crise aux proportions massives au Zaïre. Des analyses indiquent que, malgré les difficultés rencontrées par les

organisations de secours pour atteindre les populations réfugiées, au moins un million de personnes sont en danger.

« Les mouvements de population à cette échelle sont des portes ouvertes vers le désastre » a déclaré Joëlle Tanguy, directrice générale de MSF à New York. « Nos équipes sont maintenant préparées aux effets combinés des blessures de guerre, de la malnutrition, du choléra, des maladies diarrhéiques, de la méningite et à l'impact dramatique de l'absence de soins. »

Médecins Sans Frontières recrute du personnel par l'intermédiaire de 19 bureaux à travers le monde, dont New York, en particulier du personnel possédant une expérience de la médecine d'urgence. Aujourd'hui, deux avions chargés de 40 tonnes de matériel ont atterri à Kampala, en Ouganda, pour renforcer les stocks de matériel pour la crise. Ces fournitures comprennent des kits médicaux, des tentes et des bâches en plastique, du matériel sanitaire et des véhicules.

Reconnaissant que la situation actuelle au Zaïre découle des réponses inadéquates aux violences perpétrées dans le passé contre les populations de la région, Médecins Sans Frontières a appelé ce matin la communauté internationale à assurer la protection et la sécurité des civils et à trouver de nouvelles solutions politiques pour résoudre la crise dans la région.

Plus précisément, Médecins Sans Frontières a appelé à une intervention armée internationale des Nations unies pour établir des zones de sécurité dans le Kivu, au Zaïre afin de 1) assurer la protection des réfugiés et des zaïrois ; 2) assurer l'accès aux organisations de secours ; 3) désarmer toutes les parties au conflit et les éléments criminels présents à l'intérieur de la zone, mettre fin à l'impunité en isolant et en menant devant la justice les responsables du génocide au Rwanda en 1994. Les zones sûres doivent aussi permettre d'apporter assistance et protection aux populations civiles zaïroises qui souffrent de ce conflit.



Jacques [de Milliano, directeur général de MSF Hollande et vice-président de MSF International], Graziella [Godain, chef de mission ET] et moi avons préparé cette conférence de presse. On était à Kigali et la pression était incroyable. On n'avait aucune information sur quoi que ce soit. Ça a duré jusqu'à trois heures du matin. Tous les sièges s'appelaient entre eux. Jacques parlait aux directeurs généraux, je parlais aux desks, j'essayais de faire un communiqué. Les fax partaient la nuit de Kigali en aller-retour de tous les sièges. Je ne me rappelle plus qui avait quelle position mais tout le monde était d'accord sur le fait qu'il fallait dire quelque chose. Des idées circulaient. Il y avait des discussions un peu techniques, militaires, liées au droit. Jacques poussait beaucoup pour qu'on demande une intervention armée. Je ne me rappelle pas ce que disaient les autres sections mais je sais qu'à la fin, il y avait vraiment une bagarre sur la question : est-ce qu'on demande la création d'un corridor humanitaire ? Quels mots utiliser pour formuler cette demande ? C'était moi qui écrivais. Je n'en pouvais plus. On était tous épuisés depuis longtemps.

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français)



Dans la journée nous avons eu une réunion internationale, nous avons rédigé un brouillon que nous avons envoyé aux directeurs des sections. Nous avons eu une téléconférence et nous nous étions mis d'accord. Le résultat était concis. Nous l'avons retravaillé et ce matin-là à Gisenyi nous avons donné une conférence de presse. Nous avons dit que premièrement nous voulions l'accès, deuxièmement nous demandions une interven-

tion militaire avec l'objectif d'organiser le retour des réfugiés rwandais au Rwanda car nous savions que rester n'était pas une solution. Les gens devaient être protégés pour rentrer chez eux et les Hutus devaient être désarmés. Notre demande était précise. Nous demandions une intervention militaire pour ces deux objectifs et nous l'avons dit clairement.

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en français).



Là où on était en discussion, c'était sur la question : intervention ou pas intervention ? De Milliano voulait une intervention. Vues les expériences des interventions militaires dans le passé, les autres personnes savaient déjà qu'il n'y aurait pas d'intervention ou que s'il y en avait une, dans une situation comme Goma, le Congo, etc. on enverrait les légionnaires qui connaissent le terrain depuis longtemps etc. et qu'il y aurait des dérapages. Je trouve que ça n'a pas été un grand point de conflit au sein de MSF. À MSF Belgique, on n'était pas d'accord. Mais à ce moment-là le directeur général, Eric Goemaere n'a pas pris position. MSF France non plus, je crois. C'était MSF Hollande qui était à Goma. Mais finalement, même Jacques a été dépassé par les autres organisations présentes sur place. Ce message-là n'a pas été repris fortement par la presse.

[...], MSF Belgique, directeur des opérations (en français).



Il y avait plusieurs ONG, il y avait plusieurs MSF et en gros l'idée c'était qu'on ne pouvait pas rester les bras croisés et qu'il fallait que la communauté internationale assure la protection. Je crois qu'on l'a demandé, on a fait un communiqué où on se gardait de parler d'une intervention armée mais on jouait sur les mots. On disait : « ils sont sous la protection de la communauté internationale, ils sont attaqués, les camps sont démantelés, les gens sont pourchassés, la communauté internationale doit réagir par la force s'il le faut ». On utilisait des euphémismes, parce que ça nous faisait un petit peu mal à la gorge, de demander encore une intervention armée. Il était question que les Canadiens la fassent, il y avait eu une mission exploratoire d'un haut commandant canadien sur la zone. Ne doutons pas que si même ça s'était fait, il y aurait eu de nombreux effets secondaires qu'on aurait sans doute regretté après etc. Mais moralement on ne pouvait pas rester les bras croisés.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

Entre temps, dans la soirée du 3 novembre 1996, sur *Radio Rwanda*, le ministre de la Défense Rwandais, Paul Kagamé, a appelé tous les réfugiés à rentrer chez eux. L'appel est réitéré sur les mêmes ondes dès le lendemain matin, par le président rwandais Pasteur Bizimungu, qui demande à l'aide internationale de se joindre à l'effort de rapatriement du gouvernement.

Le 4 novembre au matin, avant la conférence de presse de MSF, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande et vice-président de MSF International a donné une interview en exclusivité à la radio britannique *BBC International*, au cours de laquelle il a lancé un appel à une intervention armée internationale. Cette interview est à peine diffusée sur les ondes que les rebelles Banyamulenge annoncent un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines. V3



« Les rebelles zaïrois déclarent unilatéralement un cessez-le-feu » **International Herald Tribune** (Europe) Kigali, 5 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Lundi, un leader rebelle a déclaré un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines dans la guerre qui oppose les guérilleros tutsis et l'armée zaïroise, suscitant l'espoir que les efforts internationaux pour atteindre le million de réfugiés hutus isolés sans nourriture et sans eau, aient une chance d'aboutir.

Le cessez-le-feu est arrivé au moment où des responsables des Nations unies travaillaient à rassembler les soutiens à un plan de mise en place de corridors de sécurité pour que les réfugiés reviennent au Rwanda, et que plusieurs nations européennes appelaient à une intervention armée pour empêcher que n'éclate une épidémie ou une famine catastrophique.



« **Sitrep** MSF International Rwanda 007 » 5-6 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Gisenyi : La conférence de presse de MSF a été bien couverte par les médias nationaux et internationaux. Certains journalistes étaient pro-APR. Puis la couverture médiatique de l'appel de MSF à une intervention armée internationale et à la création de zones de protection a été éclipsée par l'appel lancé par les Banyamulenges à 3 semaines de cessez-le-feu unilatéral. On raconte que le leader des Banyamulenges a appelé la BBC à Gisenyi à midi pour annoncer la mise en œuvre à 15h00 GMT d'un cessez-le-feu afin de permettre aux réfugiés rwandais de rentrer au pays. L'assistance ne devrait leur être apportée qu'au Rwanda. Les Banyamulenges autoriseront le transport sécurisé des réfugiés vers le Rwanda. Les journalistes nous ont posé des questions politiques difficiles à la suite de notre appel à une intervention militaire. Déclaration du Major Kagame sur Radio Rwanda le 3 novembre à 20h00 : appel de bienvenue au retour des réfugiés rwandais. Président Bizimungu sur Radio Rwanda 8:15, 4 novembre : appel au retour de tous les réfugiés, sécurité nécessaire à leur retour. Il a dit : revenez au Rwanda, ne souffrez pas au Zaïre. Appel à respecter le cessez-le-feu. A demandé une aide internationale au gouvernement rwandais pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés. 3 questions fondamentales :

1. Problème politique et judiciaire du Zaïre, un problème interne doit être résolu par le Zaïre. Le Zaïre doit cesser de refuser la nationalité à ses citoyens.
2. Les membres de l'armée et des milices de l'ancien gouvernement qui sont armés et combattent auprès de l'armée zaïroise ne doivent pas recevoir le statut de réfugiés.
3. La catastrophe humanitaire : les travailleurs humanitaires internationaux, se voient refuser l'accès en raison des combats, les réfugiés sont éparpillés et des éléments armés tirent sur les rebelles provoquant des catastrophes dans les camps de réfugiés. Il a aussi dit que le rapatriement devait être volontaire, ceux qui veulent rentrer, rentrent, ceux qui ne le souhaitent pas doivent être déplacés à distance de la frontière.



« Proposition de cessez-le-feu des Banyamulenges » **Sitrep** de Jacques de Milliano à tous les bureaux délégués et les responsables de programmes, urgent via MSF Amsterdam, 4 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Le leader banyamulenge à Uvira, Sud-Kivu a annoncé via la BBC à Gisenyi qu'ils appliqueraient unilatéralement un cessez-le-feu aujourd'hui à 3.00 pm – pour une période de 3 semaines. Les réfugiés sont autorisés à revenir dans leur pays et la fourniture d'aide sur le territoire zaïrois ne sera pas permise.

Notre réaction :

- Ce nouvel élément pourrait être un pas dans la bonne direction pour le Sud-Kivu.
- Pour le Sud-Kivu, nous ne croirons que ce que nous verrons. La situation est trop grave pour leur laisser le bénéfice du doute.
- Mais ceci n'est pas une solution pour Goma, Nord-Kivu que les Banyamulenges ne contrôlent pas..
- 750 000 réfugiés dans le Nord-Kivu et 450 000 dans le sud.
- La plupart des réfugiés d'Uvira au Sud-Kivu sont des Burundais et ne peuvent pas rentrer chez eux.
- L'équipe de Bujumbura [Burundi] nous rapporte que déjà 10 000 à 12 000 réfugiés ont été forcés à rentrer à Cibitoke, ville sans aucune sécurité depuis le 29 octobre (on rapporte – *off the records* - que les hommes ont été séparés du groupe et tués). MSF craint que cette initiative ne renforce les rapatriements forcés vers les zones dangereuses.
- Si les Banyamulenges vont de l'avant avec le cessez-le-feu et le rapatriement il faut des garanties de sécurité la nuit et sur la route – ainsi qu'une assistance et une protection jusqu'à leur départ.
- Donc l'intervention militaire demeure une nécessité (souligner son caractère « non-Turquoise ») pour les protéger et les assister et pour protéger la population déplacée zaïroise.



Nous avons donné notre première interview à la BBC, afin de nous assurer que la BBC serait la première à la diffuser sur les ondes et que nos propos seraient respectés. Au cours d'une conférence de presse les journalistes peuvent toujours déformer les propos. Lorsque la conférence de presse a été terminée, à la minute même, la BBC a diffusé notre interview. 20 minutes plus tard, la BBC a reçu un coup de téléphone, vous savez de qui ? De Kabila !

Il disait qu'il allait organiser un couloir humanitaire... et la journaliste de la BBC, qui était nouvelle, est venue nous voir et nous a dit : « Vous avez vraiment mis la pression au niveau international ! Maintenant "Ils éclipsent le message [en français]". Voilà les nouvelles : les rebelles sont d'accord pour un cessez-le-feu. Plus besoin d'intervention. » Donc on voit bien comment Kagamé tirait les ficelles. Parce que... Comment Kabila a-t-il pu répondre aussi rapidement et directement à la BBC avec un téléphone satellite ? Étonnant !

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en anglais).

Entre le 2 et 5 novembre 1996, les rebelles organisent plusieurs « visites guidées » de Bukavu puis de Goma pour la presse internationale, qui semble convaincue par cette opération de relations publiques.



« Le point sur la crise » **Sitrep** de Samantha Bolton, chargée d'information de MSF International pour les Grands Lacs, 5 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

B) Le point sur les journalistes

- Comme vous le savez le porte-parole des Banyamulenges a décrété un cessez-le-feu de Bukavu, Sud-Kivu hier à 15 heures Il a aussi déclaré qu'aucune agence humanitaire ne serait autorisée mais qu'ils nous amèneraient les réfugiés. À Goma, la frontière devait être ouverte cet après-midi, mais ne l'est toujours pas.

- Hier à 20 heures, la frontière a été ouverte à Goma pour une visite guidée en ville de journalistes. Ce sont les mêmes attachés de presse et soldats qui avaient organisé la visite guidée de Bukavu pour les journalistes dimanche. Cela prouve qu'au moins sur le front des relations publiques, il existe une coordination entre le nord et le sud.

- La nuit dernière, les journalistes ont été emmenés et promenés dans Goma en visite contrôlée. Les photos, prises de nuit, montrent une ville désertée. Les journalistes sont revenus sceptiques car leurs guides et chargés de relations publiques avaient des habits bien repassés et avaient visiblement bien dormi. Les journalistes pensent qu'ils venaient du Rwanda. Cela leur a aussi rappelé les visites guidées organisées par l'APR [Armée patriotique rwandaise] pendant son avance au moment du génocide.



« Goma, ville ouverte pour plus d'une centaine de journalistes » **AFP** (France), Goma, 5 novembre 1996 (en français).

Extrait :

La ville de Goma (Est du Zaïre), dont le centre au moins a été pris par une coalition rebelle, a été « ouverte » mardi aux journalistes étrangers, qui ont été plus d'une centaine à franchir la frontière depuis le Rwanda.

Quelques reporters avaient pu se rendre dans la capitale du Nord-Kivu samedi dernier, lorsque les combats continuaient. Le même jour, d'autres journalistes avaient été évacués de Goma en même temps qu'une centaine de membres expatriés des organisations humanitaires.

Une poignée d'autres journalistes avaient été emmenés lundi soir par les rebelles, qui les avaient transportés en voiture dans les rues de la ville. Mais mardi matin, des cohortes de reporters venus du monde entier attendaient le feu vert des autorités pour se rendre au Zaïre depuis le principal poste frontière de Gisenyi (Nord-Ouest du Rwanda).

Un commandant de l'Armée patriotique rwandaise (APR) a autorisé le passage des journalistes du côté rwandais, tandis qu'un jeune officier zaïrois s'étonnait de l'autre côté de voir autant de monde. « Qui êtes-vous, que voulez-vous ? », leur a-t-il demandé.

Après quelques hésitations de l'officier, la presse a pu s'engouffrer dans la longue avenue menant au centre de Goma. Les routes de la région n'étaient quant à elles toujours pas ouvertes à la circulation civile.



Kigali avait tout organisé. Ils ont dit aux journalistes : « On va vous montrer comment on a réorganisé l'armée. C'est le sujet qu'il faut traiter aujourd'hui. » Ils savaient que les journalistes devaient donner leurs papiers et leurs cassettes deux fois par jour, à l'heure du déjeuner et vers dix-sept heures, donc la visite s'est déroulée à dix heures du matin. Cet après-midi-là, ils les ont emmenés voir les militaires qui avaient de nouveaux uniformes. Il y avait des petits Zaïrois qui posaient et disaient : « J'ai bien compris que maintenant tout va très bien. On me paie. J'ai un uniforme. C'est la première fois que j'ai une nouvelle paire de

bottes. » C'était un peu ce scénario-là. Je me rappelle que Christiane Arnanpour de CNN et tous les autres étaient là. Ils étaient ravis de voir cette organisation, plutôt extraordinaire pour le Zaïre. »

On a mal évalué l'ambiance. Je débarquais de New York et j'ai senti que les journalistes étaient très endurcis, très en faveur du gouvernement de Kigali... En Afrique de l'Est, il y avait eu une première vague de journalistes qui avait couvert les événements de Somalie. Puis une deuxième vague a commencé vraiment à travailler dans la région au moment du coup d'État du Burundi en 1993. Mais après le génocide, ces journalistes étaient complètement épuisés émotionnellement, et physiquement. De septembre à décembre 1994, une troisième vague de journalistes est arrivée. Ils ont assisté à l'endurcissement de la situation dans les camps, à la retraite de quelques ONG mais surtout à tous les comportements écœurants et aux exactions des Interahamwes. Tous les journalistes de ce nouveau groupe étaient sous l'influence de la propagande du gouvernement rwandais, qu'ils avaient pu apprécier grâce aux voyages de presse que celui-ci organisait. En général, les journalistes s'ennuient en Afrique, il y a toujours des choses qui ne fonctionnent pas, il y a de la corruption. Alors qu'au Rwanda, tout est bien organisé. Ils savent bien gérer la presse. Kagamé est excellent, brillant. On a affaire à des gens très intelligents, très sympathiques. En plus, les journalistes avaient un peu honte de ne pas avoir couvert à fond le génocide. J'étais consciente de ça mais je ne savais pas à quel point c'était grave.

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).

NOUVEAUX APPELS AU RECOURS À UNE FORCE ARMÉE INTERNATIONALE

Le 5 novembre 1996, le CICR et le HCR évoquent publiquement l'idée d'un recours à la force armée, sans pour autant lancer un appel aussi explicite que celui de MSF.



« Trois grandes organisations humanitaires évoquent une action militaire » **AFP** (France), Genève, 5 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Trois grandes organisations humanitaires ont évoqué mardi à Genève une forme d'action militaire internationale pour sauver plus d'un million de réfugiés menacés par la faim et le choléra dans l'Est du Zaïre.

Une intervention extérieure de dernier ressort a été mentionnée, plus ou moins explicitement, par le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et par l'organisation non gouvernementale Médecins Sans Frontières (MSF).

« Ceux d'entre nous qui sont sur le terrain ont un plus grand sentiment de l'urgence d'une telle action. Pas seulement une action humanitaire mais aussi politique et militaire. Cela aurait dû être fait depuis longtemps. Je voudrais voir une force internationale de maintien de la paix déployée tout le long de la frontière (zaïro-rwandaise) entre Bukavu et Goma », a déclaré le Haut-Commissaire aux réfugiés, Mme Sadako Ogata, dans une interview au quotidien International Herald Tribune.

[...] L'appel le plus clair à une intervention armée extérieure a été lancé par Médecins Sans Frontières. Pour la première fois depuis sa fondation il y a un quart de siècle, elle

a demandé une « intervention militaire immédiate » de la communauté internationale, avec ou sans l'ONU, pour établir des zones de sécurité dans l'Est du Zaïre.

Le CICR n'a pas non plus écarté le recours à une force armée.

« Il faut agir. Nous réclamons depuis longtemps que la communauté internationale bouge. On sait que cela peut impliquer une action militaire », a déclaré Rolin Wavre, porte-parole du CICR.

Se défendant d'aller aussi loin que MSF, le CICR dit ne pas souhaiter une intervention armée mais ne pas y avoir, non plus, d'objection de principe.

Un des buts immédiats d'un engagement militaire pour le chef des opérations de MSF Suisse, Thierry Durand, serait de désarmer les extrémistes hutus qui se servaient des camps de réfugiés comme base arrière contre le Rwanda.

Les organisations humanitaires se disent aujourd'hui d'autant plus frustrées de l'impasse dans laquelle elles se trouvent qu'elles avaient prédit la catastrophe et que la communauté internationale n'a rien fait pour la prévenir.

« L'aide ne faisait que nourrir le monstre. Le désastre d'aujourd'hui était annoncé », dit la présidente de MSF Suisse, Mme Doris Schopper.

Au-delà d'une aide d'urgence aux réfugiés, MSF comme le HCR estiment qu'une solution passe par leur retour volontaire avec la coopération de la communauté internationale et de forces armées locales.

Pour convaincre les réfugiés de rentrer, le HCR a proposé la création de couloirs humanitaires entre le Zaïre et le Rwanda.

Le même jour, MSF France annonce dans un communiqué de presse le départ de deux avions cargo pour le Zaïre et appelle à la création de zones de protection des réfugiés et déplacés par une force armée internationale.



« Deux avions cargo pour le Zaïre » **Communiqué de presse** de MSF France, 5 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Deux avions cargos, chargés de 40 tonnes de matériel chacun, sont partis aujourd'hui d'Europe à destination de Kampala en Ouganda afin de renforcer les stocks de matériel disponibles pour la crise au Zaïre. Ils transportent à leur bord des kits médicaux, des abris (tentes et rouleaux de plastique), du matériel sanitaire et des véhicules.

Des stocks de matériel Médecins Sans Frontières sont déjà prépositionnés à Kampala et Kigali pour prendre en charge les populations, lutter contre les épidémies, et la malnutrition. Ils doivent également permettre de prendre en charge l'approvisionnement en eau de 500 000 personnes (pour un minimum vital de 5 litres par personne et par jour).

Plusieurs missions exploratoires sont actuellement en cours depuis le lac Tanganika, et Lumumbashi au Zaïre, pour accéder aux alentours d'Uvira et de Bukavu. Les équipes cherchent à identifier les regroupements de réfugiés et de déplacés zaïrois, privés d'assistance depuis 15 jours. D'autres volontaires tentent de regagner les environs de Goma par l'Ouest. Des avions pourront partir prochainement d'Europe en fonction des informations recueillies lors des explorations. 50 membres de Médecins Sans Frontières se tiennent prêts à intervenir depuis Kigali, Kinshasa et l'Europe.

Médecins Sans Frontières a appelé aujourd'hui à la création de zones de protection par une force armée internationale pour assurer la sécurité des populations réfugiées et déplacées et permettre les opérations d'aide.

Réunis à Nairobi, les représentants des États de la région des Grands Lacs (Kenya, Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zambie, Erythrée, Cameroun) demandent au Conseil de sécurité de l'ONU le déploiement d'une force neutre au Zaïre afin de mettre en place des corridors humanitaires et des sanctuaires temporaires pour les réfugiés.

Goma est sous le contrôle des forces rebelles, qui selon les informations données par la radio locale, regroupent dans un « conseil de l'alliance » quatre partis politiques dont des Zaïrois tutsis d'origine rwandaise. Des soldats de l'Armée patriotique rwandaise sont également aperçus à Goma.



« 300 morts à Goma, contrôlée par les rebelles » **AFP** (France) Goma, 5 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Des volontaires zaïrois ont affirmé avoir ramassé en quatre jours près de 300 cadavres dans la ville de Goma (Est du Zaïre), qui était mardi sous le contrôle des rebelles, a constaté l'AFP.

[...] « Nous nous sommes pour l'instant limités au centre ville, parce que les autorités militaires n'ont pas encore ouvert à la circulation les routes allant vers le nord et l'ouest », a précisé l'un d'eux, en supposant qu'il y avait « encore beaucoup de cadavres » en dehors de la ville.

Ces routes mènent vers les camps de réfugiés hutus rwandais, installés dans la région depuis plus de deux ans et qui semblent s'être vidés en raison des combats entre les forces rebelles et l'armée zaïroise.

Leurs occupants, quelque 700 000 personnes, sont éparpillés dans la région, où les organisations humanitaires envisagent d'établir des « couloirs humanitaires » pour leur procurer de l'aide et leur permettre de rentrer au Rwanda.

La nature des « autorités », « civiles et militaires », en charge à Goma, était encore mystérieuse mardi pour la majorité des habitants, qui écoutaient à la radio locale un message du « conseil de l'alliance », groupement de quatre partis politiques associant notamment les Tutsis zaïrois d'origine rwandaise.

Leur objectif affiché était, depuis leur association, de mettre fin au régime du président zaïrois Mobutu Sese Seko. Ils ont précisé mardi leurs intentions : « libérer tous les Zaïrois de la dictature mobutienne ».

Des soldats ayant toutes les caractéristiques de ceux de l'Armée patriotique rwandaise avaient été vus en fin de semaine dernière dans Goma. Mais l'APR a démenti toute implication de ses hommes dans la bataille de Goma, comme dans celles livrées par la rébellion dans les villes d'Uvira et Bukavu (Sud-Kivu), elles aussi tombées après quelques jours de combats.

Le 6 novembre 1996, l'ONU déclare que le Zaïre est favorable à l'envoi d'une force internationale. Kigali déclare ne pas vouloir de la « force neutre » sur son territoire.



« Le Zaïre pour l'envoi d'une force multinationale, selon l'ONU » **AFP** (France) Goma, 6 novembre 1995 (en français).

Extrait :

Le Zaïre est favorable à l'envoi dans la région des Grands Lacs et dans l'Est de son territoire d'une force multinationale, a annoncé mercredi l'émissaire spécial de l'ONU Raymond Chrétien, à l'issue d'un entretien en France avec le président Mobutu Sese Seko.

« M. Mobutu a été très clair dans notre entretien : le président est d'accord pour l'envoi d'une force neutre internationale », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue de cette rencontre qui a eu lieu à Roquebrune Cap-Martin (sud-est).

Ce feu vert intervient alors que, sur le terrain, les rebelles tutsis dans l'Est du Zaïre ont annoncé leur intention de poursuivre leur offensive dans la région, par la voix de leur chef, Laurent-Désiré Kabila. Celui-ci a cependant confirmé qu'un cessez-le-feu était décrété pour trois semaines.

« Nous souhaitons progresser. L'offensive que nous avons menée est une petite offensive par rapport à celle que nous avons l'intention de donner », a affirmé dans une conférence de presse à Bukavu (Sud-Kivu) Laurent Kabila, président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre.

[...] « Puisque le Rwanda s'est déclaré prêt à accueillir ses réfugiés et comme les camps et la frontière ne sont distants que de 300 mètres à 1 km, que les aides aux réfugiés aillent directement dans leur pays », a déclaré à l'AFP le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement zaïrois, Boguo Makeli.

Le Zaïre, grand absent du sommet de mardi à Nairobi, n'avait pour l'instant pas réagi à la décision de ses voisins d'appeler à l'envoi d'une force neutre dans la région de Kivu. Les huit pays de la région des Grands lacs et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avaient demandé aux Nations unies d'assurer des corridors humanitaires et des sanctuaires temporaires pour les réfugiés.



« Kigali ne veut pas de la force neutre sur son territoire » **AFP** (France) Kigali, 6 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le Rwanda a jugé mercredi que la force militaire neutre, appelée mardi par le sommet de Nairobi pour venir en aide aux réfugiés dans l'Est du Zaïre, n'a pas à intervenir à partir de son territoire.

« Je ne pense pas qu'il soit nécessaire que la force soit présente en territoire rwandais » même s'il s'agit d'une présence logistique à la frontière rwando-zaïroise, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la présidence, Joseph Videri, interrogé sur la disposition du Rwanda à servir de base arrière à cette force neutre.

« Le problème n'est pas au Rwanda, mais au Zaïre [...] En tant que force neutre, cette force est supposée être où le problème est », a ajouté le porte-parole.

Le même jour, réunis à Amsterdam, les directeurs généraux et directeurs des opérations des différentes sections de MSF confirment leur accord sur l'appel à une intervention armée internationale. Ils clarifient également la position de MSF sur ce qu'elle attend des zones de protection, de la force armée internationale et du rapatriement des réfugiés au Rwanda :

- Une combinaison des concepts de zones de protection et de corridors humanitaires sur des endroits clairement identifiés avec des points d'entrée et de sortie ainsi que des routes protégées pour ceux qui voudrait rentrer et l'accès à ces zones pour les organisation humanitaires.
- Une force internationale ayant pour mandat de créer ces zones de protection. Dans le cas d'un déploiement de forces de maintien de la paix composées de soldats africains soutenus par des pays occidentaux, MSF devra envisager de se prononcer sur cette force au cas où celle-ci serait dotée d'un mandat considérablement différent de celui demandé par MSF.
- La préparation d'un rapatriement volontaire des réfugiés rwandais ,sous condition de leur désarmement, de leur séparation de leurs leaders et du respect des Droits humains.

MSF décide que les opérations seront conduites par le groupe d'intervention d'urgence international (ET = emergency team), sous la coordination de la section hollandaise.

Un accord passé avec le HCR et le gouvernement rwandais laisse à MSF la charge de la majorité des postes de santé provisoires à installer en cas d'afflux massif de réfugiés. **V4** 



« Clarification et élaboration de la position de MSF » **Document de positionnement** de MSF (document interne) rédigé après la réunion des directeurs généraux et directeurs des opérations du 6 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Le terrain (Samantha Bolton et Jacques de Milliano) comme la réunion des directeurs généraux et directeurs des opérations du 6 novembre 1996 ont réitéré la position de MSF. Il a été de nouveau souligné que les mesures auxquelles MSF a appelé forment un tout.

1. Création de zones de protection
2. installées par une force d'intervention multinationale
3. afin de préparer le rapatriement des réfugiés rwandais, sous les conditions suivantes :
 - désarmement,
 - séparation des réfugiés des leaders dont beaucoup ont été les instigateurs du génocide, qui intimident les réfugiés et les dissuadent de rentrer,
 - arrestation, emprisonnement et jugement des génociteurs.
4. et pour créer les conditions au Rwanda permettant et facilitant un retour volontaire, des mesures directes et pratiques :
 - des camps de transit,
 - des mesures de renforcement de la surveillance des Droits humains, dont MSF continue à demander la mise en œuvre au Rwanda,
 - un environnement sécurisé pour les rapatriés,
 - un système judiciaire opérationnel,
 - des conditions de vie décentes dans les prisons,
 - des soins de santé efficace,
 - des solutions au problème de la terre.

Afin d'avoir une position de MSF cohérente qui soient claire à tous les nouveaux de MSF (terrains, sections et bureaux délégués), il est nécessaire de clarifier ou de développer certains concepts plus en détail.

Les zones sûres

Des zones clairement déterminées dans lesquelles les réfugiés peuvent résider en toute sécurité. Le caractère civil de ces zones est essentiel.

Les conditions suivantes doivent être remplies :

- interdire les armes et les activités armées,
- identifier et séparer les personnes qui ne sont pas susceptibles d'être protégés dans ces zones (soldats, miliciens, criminels de guerre et génociteurs). Base juridique : la quatrième convention de Genève de 1949 et la clause d'exclusion 151 de la Convention relative au statut des réfugiés, article 1 (F),
- armée internationale
- surveillance des Droits humains,
- caractère provisoire.

Pour le moment, il semble que le concept de zone de sécurité se confond avec celui de couloir humanitaire. Les couloirs humanitaires, cependant, sont censés être des routes protégées pour le transport des secours. Dans ce cas, le concept est aussi utilisé pour une route que les gens peuvent utiliser pour rentrer au Rwanda. En pratique, une combinaison des concepts de zone de sécurité et de couloir humanitaire signifie que nous souhaitons des zones clairement déterminées avec une entrée gardée et des points de sortie et des routes protégées pour ceux qui veulent retourner et pour l'accès des organisations humanitaires.

Intervention de la force multinationale

MSF a appelé à la création d'une force multinationale mandatée pour établir les zones de sécurité. Actuellement les derniers développements au sein de la communauté internationale nous laissent à penser qu'une force de paix pourrait être déployée qui serait composée de troupes africaines (avec peut-être des contingents d'États occidentaux) et le soutien des États occidentaux. À ce stade, MSF devrait réfléchir à prendre position au sujet de cette force, car il est possible que le mandat de cette dernière soit considérablement différent de celui que MSF avait demandé.

Deux considérations de la plus haute importance : la force peut être déployée :

- avec le consentement de l'État hôte, le Zaïre
- sans son consentement.

Dans le premier cas, il peut s'agir d'une force de maintien de la paix ; dans le second cas, elle doit avoir un mandat d'imposition de la paix (chapitre VII de la charte des Nations unies).

Cependant, si on regarde les tâches de la force que MSF juge nécessaires (exemple : installation de zones sécurisées, séparation et détention des leaders, désarmement et surveillance militaire), on peut dire que ces tâches requièrent l'utilisation de la force armée. Cette utilisation de la force armée dépasse le mandat d'une force de maintien de la paix qui ne peut utiliser que l'autodéfense. Par exemple, une force armée serait nécessaire seulement parce que les leaders refuseront probablement de coopérer à leur séparation du reste des réfugiés. Donc un mandat d'imposition de la paix est un prérequis à toute chance que la force remplisse sa tâche.

Seul le Conseil de sécurité des Nations unies peut fournir la base juridique à cette force d'intervention multinationale, au regard de sa composition (troupes de l'OUA, autres troupes africaines). Sur le plan juridique, il n'existe aucun obstacle au déploiement d'une force d'imposition de la paix. La charte des Nations unies requiert une menace ou une rupture de la paix et de la sécurité internationale. Cette rupture est prouvée par le fait que la supposée intégrité territoriale du Zaïre a été violée. Dans un tel cas, le Conseil peut décider de prendre des mesures pour restaurer la paix internationale et la sécurité. De plus, s'il faut une justification supplémentaire pour une intervention armée internationale, le Conseil de sécurité a dans un passé récent également indiqué que des

violations des Droits humains massives peuvent être considérées comme une menace ou une rupture de la paix et de la sécurité internationale.

En résumé, MSF devrait envisager de souligner les défauts d'un mandat de maintien de la paix en relation avec les mesures que devrait prendre cette force.

Rapatriement

MSF a toujours souligné le fait que le rapatriement des réfugiés rwandais était le seul choix viable. De plus, MSF a toujours souligné le caractère volontaire du rapatriement. En accord avec cette position, MSF a pris une position publique contre les tentatives de rapatrier les réfugiés de force. Comme MSF a souligné que la création de zones de sécurité devait être considérée à la lumière d'un éventuel rapatriement, des questions ont surgi demandant si MSF était d'accord avec un rapatriement qui est « moins que volontaire. »

En réponse, si toutes les conditions sont en place du côté du Zaïre (et de la Tanzanie), le rapatriement volontaire deviendra un choix réel. MSF devrait continuer à souligner que le retour volontaire est basé sur le libre choix au retour, basé sur un changement fondamental de circonstances et sur un accord tripartite (pays hôte, pays d'origine et UNHCR) sur place.

Les arrangements pratiques comme les moyens de transports, les camps de transit, les centres d'accueil et une surveillance internationale pendant tout le rapatriement doivent être également mis en place. La seconde vague de rapatriement des réfugiés rwandais en juillet 1996 a prouvé que ces arrangements étaient totalement insuffisants. Concernant les facteurs à plus long terme (situation des Droits humains au Rwanda, système judiciaire, conditions en prison et solutions au problème de la terre, etc.) il n'existe pas suffisamment d'informations prouvant que ces progrès nécessaires se sont matérialisés. Au même moment, cependant, l'accueil des rapatriés rwandais du Burundi a causé moins de problèmes qu'on ne s'y attendait. Les taux d'emprisonnement restent acceptables, également à cause de l'arrêt des mises en détention en raison de la surpopulation dans les prisons. MSF devrait essayer de collecter de l'information récente sur la situation actuelle concernant les facteurs à long terme.



Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF Belgique, 8 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Ce mercredi 6 novembre s'est tenue à Amsterdam une réunion concernant la position de MSF en international dans le cadre de la crise de Kivu.

Ils se sont mis d'accord sur les points suivants :

- Le seul moyen d'éviter un bain de sang est de créer des zones de sécurité permettant aux personnes déplacées et aux réfugiés d'avoir accès à l'aide humanitaire tout en étant protégés.
- Le rapatriement des réfugiés rwandais, à condition qu'il se fasse dans des conditions acceptables, est la seule solution durable.
- Le rapatriement ne peut avoir lieu sans désarmement des milices. Ceci implique une intervention militaire internationale et neutre.
- Concernant l'action sur le terrain, 4 à 5 sections étant intéressées à agir dans le cadre de cette tragédie, et les lieux d'intervention étant au nombre de 4 ou 5, la coordination et la communication doivent être particulièrement privilégiées. Il a été décidé que MSF Hollande sera *bus section* (section coordinatrice dans le cadre ET). Ils répartissent les tâches sur les autres sections. Toutes les missions explo sont actuellement sous la coordination de MSF Hollande. Les DG et directeurs des

opérations sont en contact hebdomadaire afin d'assurer une bonne communication et trancher en cas de litige. Un décalage subsiste encore au niveau de la planification. MSF-B demande en effet une répartition des tâches opérationnelles car le contexte est trop large.

Présentation de la situation par Dominique Boutriau et débat.

Les réfugiés rwandais sont au nombre de 1,2 million. Les camps sont principalement concentrés le long du lac. L'accès aux camps nous est actuellement interdit. Au niveau de Cibitoke, les autorités burundaises ne désirent pas que trop de camps soient installés sur leur territoire car les réfugiés sont hutus et la région est principalement sous autorité tutsie. Nous avons eu la possibilité d'accéder aux réfugiés avec un convoi blindé du HCR. La situation y est dramatique. Le risque si nous décidons d'agir est de se faire orienter par les autorités : les parties belligérantes ont compris comment manipuler l'aide internationale.

Nous estimons donc devoir y aller et continuer à témoigner en préservant la sécurité. Au niveau de la communauté internationale, nous demandons la création de zones de sécurité et de corridors humanitaires.

Le CICR et le HCR se joignent à l'Union européenne pour lancer un appel au Conseil de sécurité des Nations unies afin qu'il autorise une intervention urgente dans l'Est du Zaïre.



« Assez de mots, il faut agir : les humanitaires s'impatientent » **AFP** (France), 7 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Des organisations humanitaires impatientes ont appelé jeudi la communauté internationale à cesser ses tergiversations et à intervenir d'urgence dans l'Est du Zaïre, où des centaines de milliers de réfugiés privés d'aide, certains depuis 15 jours, ont commencé selon certains témoignages à « mourir comme des mouches ».

« À un moment donné il faut arrêter de parler. Il faut agir. On doit "bouger" si l'on veut encore éviter une catastrophe pour 1,2 million de réfugiés rwandais et burundais, et des dizaines de milliers de civils zaïrois menacés par la faim et le choléra, certains depuis 15 jours », a déclaré M. Rolin Wavre, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

[...] « Ici, c'est la frustration totale. On est à quelques kilomètres des réfugiés et on n'y a pas accès », déplore le chef des opérations dans la région des Grands Lacs de la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, Pierro Calvi Paresetti. La Croix-Rouge en tant que telle ne peut pas appeler à une intervention militaire. Mais « nous ne sommes pas opposés à l'idée d'une intervention multilatérale », a ajouté le responsable.

Au siège du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), à Genève, on se disait aussi impatient, alors que le porte-parole de l'organisation à Nairobi, citant des témoignages de réfugiés parvenus au Rwanda depuis Goma, affirmait que « les réfugiés ont commencé à mourir comme des mouches ».

Des réfugiés installés près de la capitale du Nord-Kivu, tombée à la fin de la semaine dernière aux mains des rebelles tutsis, ont tenté de fuir vers l'ouest, vers l'intérieur du Zaïre, mais ils ont abandonné à cause de la faim et de la soif, selon le porte-parole Peter Kessler.

[...] Le Haut-Commissaire Sadako Ogata et d'autres responsables d'agences des Nations unies et de la Croix-Rouge ont participé jeudi à une réunion avec des ministres de l'Union européenne à Bruxelles pour accélérer le processus d'aide aux civils.

La réunion a débouché sur un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il autorise une intervention urgente. Divisé, le Conseil de sécurité n'avait pas pu prendre de décision mercredi et des divergences ont opposé la France à la Grande-Bretagne à Bruxelles.

Mme Ogata s'était prononcée mardi dans une interview au *Herald Tribune* pour une action non seulement humanitaire mais aussi politique et militaire.

Les humanitaires ont une fois de plus mesuré jeudi leur impuissance à secourir les réfugiés avec l'échec d'une tentative de gagner les zones d'Uvira et Bukavu depuis Kinshasa, la capitale zaïroise située à plus de 2 000 km à l'ouest.

Le 7 novembre 1996, le président de MSF France envoie une lettre au président de la République française demandant à la France et à la communauté internationale de :

- **Faire pression sur les états frontaliers du Zaïre, le Rwanda et le Burundi afin d'accepter le principe de libre circulation des équipes humanitaires,**
- **De protéger les populations en danger et leur accès à l'aide humanitaire en envoyant une force d'intervention internationale.**

MSF France, Médecins du Monde et le Conseil de l'Ordre des médecins français lancent dans la presse médicale un appel des médecins français demandant au gouvernement français de faire en sorte que toutes les organisations humanitaires puissent intervenir et soigner les populations au Zaïre.



Lettre de Philippe Biberson, président de MSF France à Jacques Chirac, président de la République française, 7 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Monsieur le Président,

Devant l'ampleur du drame qui se déroule actuellement dans la région des Grands Lacs, les organisations humanitaires restent impuissantes à agir du fait de l'impossibilité d'accéder à zone du Kivu au Zaïre.

Les fermetures des frontières des pays de la région, l'interdiction des autorités zaïroises d'accéder à la zone nous empêchent en effet aujourd'hui d'apporter des secours aux personnes déplacées et réfugiées.

Depuis une semaine au Zaïre, et depuis trois jours au Rwanda, les équipes de Médecins Sans Frontières sont bloquées dans leurs déplacements par les différentes autorités.

Nous pensons que la communauté internationale et particulièrement la France doivent aider les organisations humanitaires à obtenir l'accès à ces populations en danger de mort :

- En faisant pression sur les pays co-frontaliers, Zaïre, Rwanda, Burundi pour qu'ils acceptent le principe d'une libre circulation des équipes humanitaires.
- En organisant la protection des populations en danger et leur accès à l'aide humanitaire par l'envoi de troupes d'intervention internationales.

Nous comptons sur la volonté de la France de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire cesser rapidement cette nouvelle tragédie.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



« Appel des médecins français pour sauver 1 000 000 de réfugiés du Zaïre », Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde, **Impact Médecin** (France) 7 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Plus d'un million de réfugiés rwandais, burundais, zaïrois sont en danger de mort. Livrés à la famine, aux épidémies, ils sont les otages de la guerre qui sévit dans la région des grands lacs africains.

Nous, médecins, lançons un appel afin que toutes les organisations humanitaires puissent intervenir et soigner ces populations. Nous demandons au gouvernement français de tout mettre en œuvre afin d'obtenir des instances internationales des garanties pour que cette action puisse être menée et qu'une protection soit accordée à ces populations en danger.

Le 8 novembre, Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations unies recommande au Conseil de sécurité le déploiement d'une force d'intervention internationale dans l'Est du Zaïre.

Le président du CICR, Cornelio Sommaruga se déclare également favorable à une intervention.

Le gouvernement rwandais se déclare prêt à accepter une force africano-européenne, sans la participation de la France. Il appelle au retour des réfugiés rwandais, affirmant que des dispositifs d'accueils dans les villages sont organisés pour leur accueil.

Dans un communiqué de presse, MSF Hollande et MSF États-Unis saluent la décision du gouvernement rwandais d'accepter la création de corridors humanitaires et annoncent l'envoi par MSF de 25 tonnes de matériel de secours



« M. Boutros-Ghali : une action "d'urgence" pour éviter des milliers de morts. » **AFP** (France) New York, 8 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé au Conseil de sécurité d'autoriser « d'urgence » le déploiement d'une force multinationale dans l'Est du Zaïre, faute de quoi « des dizaines de milliers » de civils risquent de mourir.

[...] Dans une lettre, M. Boutros-Ghali a présenté trois options au Conseil de sécurité :

- Création d'une force multinationale ad hoc par un « groupe d'États membres » qui solliciteraient « l'autorisation nécessaire » pour intervenir (proposition française).
- Déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations unies.
- Déploiement d'une force régionale africaine.

Cependant, a dit le Secrétaire général, « il n'y a pas une minute à perdre » et la meilleure façon de faire face à la crise actuelle serait de retenir « la première option ». Les États membres « ayant les moyens nécessaires » prendraient ainsi l'initiative de rassembler une force multinationale, « en consultation avec le Secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et les États régionaux concernés ».



« Le CICR favorable à une intervention armée au Zaïre. » **AFP** (France) Genève, 8 novembre 1996 (en français.)

Extrait :

Exprimant son « indignation » et son « désarroi » devant la tragédie en cours, le président du CICR Cornelio Sommaruga a estimé qu'une intervention devait être décidée par les gouvernements dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il a toutefois souligné que la Croix-Rouge n'allait pas jusqu'à appeler à une telle intervention.

Mais « rien dans le droit humanitaire international n'empêche que le Conseil de sécurité de l'ONU décide une opération de rétablissement de la loi et de l'ordre », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse au siège du CICR à Genève.



« Le gouvernement rwandais prêt à accepter une force africano-européenne » **AFP** (France) Bonn, novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Anastase Gasana, a déclaré vendredi à Bonn que son gouvernement était disposé à accepter l'intervention d'une force euroafricaine pour venir au secours de plus d'un million de réfugiés bloqués dans l'Est du Zaïre.

Mais il a réclamé au cours d'une conférence de presse à Bonn que cette force soit « absolument neutre » et a laissé entendre que la participation de la France à une telle force n'était pas souhaitée.

Il a dit que le gouvernement de Kigali était opposé à une « aventure » comme l'Opération Turquoise, menée par la France lorsque le Rwanda était plongé dans la guerre civile en 1994. L'opération française avait pour but de créer des zones de sécurité dans le sud-ouest du pays.

(À Kigali, le président rwandais Pasteur Bizimungu a déclaré vendredi que la France « devrait s'abstenir de contribuer » à une force militaire internationale dans l'Est du Zaïre.)

[...] Le gouvernement rwandais soutiendra « toute action humanitaire dépourvue d'arrière-pensées », a assuré le chef de la diplomatie rwandaise, « toute action positive sera la bienvenue, qu'elle vienne de forces africaines ou mixtes, mais neutres, nous insistons : absolument neutres ». « Nous ne voulons pas d'une autre aventure telle que celles que nous avons connues au Rwanda », a-t-il ajouté.

M. Gasana a assuré que les frontières rwandaises avec le Zaïre étaient ouvertes et que le gouvernement rwandais tenait ses infrastructures à disposition pour une opération de secours aux réfugiés.

Il a aussi réclamé la possibilité de retour pour les Hutus rwandais qui ont gagné l'Est du Zaïre, dans la crainte d'éventuelles représailles après les massacres de Tutsis en 1994. Des dispositifs d'accueil, auxquels a été affecté à chaque fois un délégué chargé des Droits humains, ont été mis en place à leur intention dans chaque village, a-t-il dit. Mais, a-t-il dénoncé, les réfugiés rwandais du Zaïre sont « prisonniers » et « otages » des responsables du génocide de 1994 qui les utilisent comme « boucliers humains ». Il a également accusé les autorités zairoises de les avoir pris en otages pour servir leurs intérêts politiques.

À ses yeux, le drame en cours n'est pas seulement humanitaire, mais aussi politique. Selon lui, une solution politique passe par une reconnaissance des droits des

Banyamulenges (Tutsis d'origine rwandaise établis de longue date au Zaïre, dont l'expulsion a déclenché la crise actuelle) à être considérés comme Zaïrois.



« Médecins Sans Frontières envoie un avion--cargo - Le Rwanda autorise l'accès de l'aide humanitaire à Goma » **Communiqué de presse**, MSF Hollande, 8 novembre 1996 (en anglais).



« Médecins Sans Frontières se prépare à entrer au Zaïre tôt samedi - Le Rwanda autorise l'accès de l'aide humanitaire à Goma » **Communiqué de presse**, MSF États-Unis, 8 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Le gouvernement rwandais a autorisé dix organisations internationales dont Médecins Sans Frontières, à commencer la fourniture d'aide humanitaire aux réfugiés à Goma, au Zaïre. Le plan du gouvernement rwandais consiste à créer des couloirs humanitaires entre le Zaïre et le Rwanda, permettant le retour des réfugiés au Rwanda. Bien que le gouvernement ne garantisse pas que les rebelles soient d'accord avec cette décision, il s'attend à ce qu'ils coopèrent au rapatriement sur la base du récent cessez-le-feu.

Selon Médecins Sans Frontières, cette décision est la première étape permettant la mise en œuvre de l'assistance humanitaire aux réfugiés et aux populations de l'Est du Zaïre. Il est établi que la plupart des réfugiés, durant les cinq dernières semaines, ont fui plus à l'ouest, vers l'intérieur du Zaïre, qui est contrôlé par l'armée zaïroise. Le Rwanda seul ne peut garantir l'accès à ces populations en détresse.

La responsabilité effective de la protection des corridors n'a pas encore été clairement définie. On dit que le Rwanda aurait accepté l'intervention d'une force neutre des Nations unies dans l'Est du Zaïre.

Médecins Sans Frontières continue à appeler à une intervention militaire internationale afin de mettre en place des zones de sécurité à l'intérieur du Zaïre pour empêcher une catastrophe humaine à l'avenir.

Ce soir un avion cargo de Médecins Sans Frontières amenant 13 volontaires et 25 tonnes de matériel, dont des médicaments et d'autres fournitures médicales, des couvertures et des biscuits protéinés partira d'Amsterdam. L'avion atterrira à Kigali, au Rwanda, tôt samedi matin. L'équipe et le chargement seront immédiatement transférés en camion à la frontière du Zaïre.

À Goma, Médecins Sans Frontières commencera à prodiguer des secours médicaux au sein de deux hôpitaux et des soins de santé de base à la population de Goma et des alentours. Les missions exploratoires continueront à essayer d'atteindre le million de réfugiés et de déplacés qui ont quitté les camps et fuient vers l'ouest et le sud de Goma.

**EXTRAPOLATIONS ET PROJECTIONS DE MSF DU NOMBRE DE MORTS
EN CAS D'ABSENCE D'ACCÈS POUR ASSISTER LES AUX RÉFUGIÉS**

Pendant ce temps les organisations humanitaires n'ont toujours pas accès aux réfugiés dont les conditions de vie deviennent effroyables. Cinq équipes exploratoires de MSF restent bloquées aux frontières du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et du Zaïre. Le HCR tente de négocier des corridors humanitaires. **V5**



« Les ONG tentent en vain d'entrer dans l'Est du Zaïre » **AFP** (France), 7 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières a cinq « équipes d'exploration » bloquées aux frontières du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi avec le Zaïre. Une de ces équipes, chargées d'évaluer la situation sur le terrain, était en outre retenue par l'armée zaïroise (FAZ) à Kalemie sur les rives du lac Tanganyika au sud de la zone d'affrontements entre les FAZ et les rebelles tutsis, a indiqué le chef de la mission de MSF Belgique à Kigali, Carole Cornelis.

Mercredi soir, l'équipe de MSF à Gisenyi, ville rwandaise frontalière avec Goma, a été refoulée par les rebelles qui tiennent la capitale de la province zaïroise du Nord-Kivu. « Nous avons pu passer le poste frontière rwandais, mais les rebelles nous ont empêché d'entrer à Goma », indique Carole Cornelis.

Ces rebelles qui ont décrété un cessez-le-feu unilatéral, ont pourtant appelé les organisations humanitaires à revenir au Kivu. Quelque 700 000 réfugiés rwandais étaient installés autour de Goma, évacuée samedi par les derniers humanitaires expatriés.

« Il y a ce cessez-le-feu unilatéral, mais nous ne savons rien des intentions des autorités zaïroises », explique le chef de mission de MSF, qui s'indigne du « flou politique, diplomatique et humain le plus total ». « C'est tout de même extraordinaire qu'un million de personnes puissent disparaître de la sorte », souligne-t-il.

[...] Face aux atermoiements de la diplomatie internationale sur la création d'une force militaro-humanitaire et de corridors humanitaires ainsi qu'aux lourdeurs des agences des Nations unies, les ONG paraissent de plus en plus déterminées à agir pour leur propre compte.

« À la première opportunité, nous entrons, sans attendre », souligne ainsi le représentant au Rwanda d'OXFAM, Anacleto Odhiambo. Comme celles de MSF, les équipes d'OXFAM sont bloquées à la frontière rwando-zaïroise. « Nous ne savons pas ce qui se passe de l'autre côté », ajoute M. Odhiambo.

Care « attend encore » jusqu'à la fin de la semaine la création de corridors sous l'égide du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), indique le chef de la mission de Care à Kigali, Rudy Ramp. Le HCR coordonne l'action des ONG auprès des réfugiés.

Mais le HCR, du fait de son statut d'agence de l'ONU, est dans « une position délicate » pour négocier avec les rebelles, car cela revient à leur conférer une certaine reconnaissance internationale, relève M. Ramp.

« Si le HCR échoue d'ici la fin de la semaine à obtenir des corridors, nous allons envoyer nos propres équipes d'évaluation sur place », ajoute-t-il. Comme les autres ONG, Care est cependant soumise au bon vouloir des combattants et militaires qui tiennent la région et aux problèmes de sécurité.

Mais, note un responsable d'une autre importante ONG présente au Rwanda, qui a également des équipes en attente, il est difficile de se passer du « feu vert » du HCR.

« Nous sommes tributaires du HCR. Ils recensent les besoins et distribuent le travail ; c'est également un gros bailleur de fonds pour les ONG, comme ECHO (l'agence d'aide de l'UE) et USAID », celle des États-Unis, dit-il sous le couvert de l'anonymat. Or, ajoute ce responsable, il faut de gros budgets pour une intervention humanitaire de cette ampleur.

Le 8 novembre 1996, dans un communiqué de presse, MSF France extrapole le nombre de morts probables si les organisations humanitaires n'ont pas accès aux camps. Ses calculs sont basés sur le nombre de réfugiés et de Zaïrois déplacés en danger (1,2 million de personnes) mis en perspective avec des expériences d'interventions similaires.

MSF renouvelle sa demande de mise en place de zones de protection et d'une intervention armée internationale.



« 13 600 morts sans importance ? » **Communiqué de presse** MSF France, 8 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Depuis 3 jours, des équipes de Médecins Sans Frontières basées à Gisenyi et à Cyangugu au Rwanda tentent de passer la frontière afin de démarrer des opérations de secours pour les centaines de milliers de Rwandais et de Zaïrois privés d'assistance. À chaque fois, les représentants de MSF ont été repoussés. Les seules visites qui ont été permises dans la région de Goma sont à ce jour des visites guidées.

Depuis que les dernières équipes ont été contraintes d'évacuer Goma, le 2 novembre dernier, les organisations d'aide ne peuvent accéder aux populations en danger.

Dans les faits cela signifie que :

- les 200 000 réfugiés rwandais et burundais de la région d'Uvira sont privés d'aide depuis trois semaines,
- les 300 000 réfugiés de Bukavu et les déplacés zaïrois n'ont pas d'assistance depuis 15 jours,
- les 700 000 personnes qui vivaient dans les camps de Goma et les habitants des villages voisins sont abandonnés à leur sort depuis une semaine.

On sait par expérience que, dans une situation de ce type, sur une population déplacée et privée de toute assistance, 10 personnes meurent en moyenne pour 10 000 personnes chaque jour. On peut ainsi estimer qu'ici, ce sont plus de 13 600 personnes qui sont décédées depuis le début de la crise, il y a 21 jours. Encore ce chiffre ne prend-il pas en compte les décès dûs aux massacres. L'urgence à créer une force internationale pour instaurer des zones de protection est réaffirmée.



On cherchait à renouveler le message. Les journalistes appelaient en disant : « on n'a pas accès de l'autre côté, on voudrait savoir ce qui s'y passe, dans quel état ils sont. »

On répondait qu'on ne savait pas, qu'on n'avait pas accès. Et puis on s'est dit qu'avec notre expérience de ce genre de population et de situation, on pouvait extrapoler. Avec le service médical on a cherché les situations qui présentaient le plus de similitude et on a identifié les taux de mortalités correspondants. Les critères étaient : une population de centaines de milliers de personnes qui a eu accès à l'aide dans un camp pendant un temps, qui en est privée depuis trois semaines ou un mois. On a appliqué les taux de mortalité de Goma en les projetant sur une semaine, un mois... La méthode n'est donc pas, en soi, critiquable. On avait pris toutes les précautions oratoires nécessaires en disant que c'était une projection. Mais dès que l'AFP l'a repris, les précautions oratoires sont devenues : « Voilà quels sont les taux de mortalité que MSF annonce... » Toutes les précautions ont été évacuées... En plus on ne pouvait pas prévoir le fait que les gens étaient partis avec de la nourriture, de l'eau et en bonne santé.

Anne Guibert, MSF France, chargée de communication (en français).



On cherchait à faire parler de cette histoire. On a eu l'idée de ce communiqué de presse. On a extrapolé sur la population et la mortalité potentielle d'une population qui reste sans aide. On a pris des données assez conservatrices, on parlait de 5 pour 10 000 et par jour, ce qui correspond à la mortalité d'une population qui ne reçoit pas d'assistance. Il est rare qu'on sache avant si un communiqué de presse va être repris ou pas. Ce communiqué l'a été et il a fait beaucoup de bruit. C'est un concours de circonstances. Il aurait pu passer complètement à la trappe. On a rédigé ce communiqué à Paris et on a sans doute averti de Milliano et Goemaere [directeurs généraux de MSF Hollande et MSF Belgique]. C'est l'époque où ça se passait beaucoup comme ça, en ligne directe. On nous a beaucoup reproché ce type de « courts-circuits. »

Dr Bernard Pécoul, MSF France, directeur général (en français).

Interviewée le même jour par CNN, la directrice du bureau de MSF États-Unis, donne également l'extrapolation contenue dans le communiqué, qui transformée par la chaîne de télévision étasunienne en affirmation, est ensuite largement diffusée par la presse.



« Plus de 13 600 morts dans l'Est du Zaïre, selon MSF. » **AFP** (France) Paris, 8 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Plus de 13 600 personnes sont décédées dans l'Est du Zaïre au cours des trois dernières semaines, estime Médecins Sans Frontières (MSF).

« On sait par expérience que, dans une situation de ce type, sur une population déplacée privée de toute assistance, 10 personnes meurent en moyenne pour 10 000 personnes chaque jour », a précisé dans un communiqué le directeur général de MSF, le docteur Bernard Pécoul.

Ce chiffre ne prend pas en compte les décès dûs aux massacres, a-t-il précisé. Selon MSF, 200 000 réfugiés rwandais et burundais de la région d'Uvira sont privés d'aide depuis trois semaines, les 300 000 réfugiés de Bukavu et les déplacés zaïrois n'ont pas d'assistance depuis 15 jours et les 700 000 personnes qui vivaient dans les camps de Goma et les habitants des villages voisins sont abandonnés à leur sort depuis une semaine.

Depuis trois jours, des équipes de MSF basées à Gisenyi et à Cyangugu au Rwanda tentent de passer la frontière afin de démarrer des opérations de secours pour les centaines de milliers de Rwandais et de Zaïrois privés d'assistance. À chaque fois, les représentants de MSF ont été repoussés et les seules visites qui ont été permises dans la région de Goma sont à ce jour des visites guidées.

« Chaque nouveau jour d'hésitation entraîne la mort de milliers de civils », affirme MSF qui a réclamé à nouveau une intervention militaire internationale créer des zones de protection d'urgence.



« Abandonnés, près d'un million de réfugiés du Kivu risquent de mourir. » **Le Monde** (France), 9 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Les caméras et les téléphones satellites des reporters du monde entier n'y peuvent rien. Sept cent mille, un million de personnes, peut-être plus, sont en train de mourir, en silence, on ne sait où. Quelque part dans une cuvette près du lac, ou plus loin dans la forêt, Mais elles meurent. C'est en tout cas l'absolue conviction des représentants des organisations humanitaires bloqués au poste frontière zaïrois rwandais, à l'entrée de Goma. Depuis que les rebelles tutsis de nationalité zaïroise, les Banyamulenges, tiennent la ville de Goma, les réfugiés hutus et une partie de la population zaïroise de Goma sont sur les routes. Peut-être près de Saké, à trente kilomètres de là, derrière les lignes de combat.

Les calculs sont simples. En 1994, lorsque les 800 000 Hutus fuyant le Rwanda se sont arrêtés à Goma, la ville était en paix, et l'aide humanitaire immédiate et massive : 40 000 personnes étaient alors mortes du choléra, Aujourd'hui, dans une situation de guerre, sans aide alimentaire et médicale, en pleine saison des pluies, « le choléra est là », déduit Jacques de Milliano, vice-président de Médecins Sans Frontière international. « Ici, la maladie arrive en sept jours, dès que les conditions sanitaires deviennent difficiles. » Il regarde le lac, et le volcan. La catastrophe se joue, là-bas, sous les nuages pesants, sans témoins, ni secours, sans rien.



J'avais envoyé un message au réseau en disant : « S'il vous plaît, soyez prudents avec les chiffres. Ne faites pas de suppositions à partir des chiffres ». Et puis Joëlle [Tanguy, directrice de MSF États-Unis] donne une interview à CNN à New York. Elle se fait piéger et il en ressort que : « MSF dit qu'il y a tant de morts par jour ». L'information sort de CNN à New York. Elle est reprise par les dépêches d'agences sous la forme : « MSF a dit que. » Depuis des jours, je repoussais les journalistes sans arrêt sur ces histoires de chiffres. Je leur disais qu'on n'avait pas de chiffres à donner, qu'on ne savait pas. Soudain quelqu'un a regardé dans son ordinateur portable et m'a dit : « MSF dit dans une dépêche qu'il y a tant de gens qui meurent ». Qu'est-ce que je devais faire ? J'ai dit à Jacques : « On a un problème là. Ils disent que selon MSF, des milliers de personnes meurent chaque jour ». On a retracé toute l'histoire. J'ai essayé de faire du damage control avec les journalistes. « Écoutez, ce communiqué est basé sur une étude où on disait que si et si et si... C'est une extrapolation ». Évidemment les journalistes ne l'ont pas entendu : « Vous dites ceci, mais votre directrice à New York, elle dit cela ». On avait vraiment un gros problème ! »

Samantha Bolton, MSF États-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).



Après un délai, Paris a produit une analyse et l'a diffusée dans les médias français. Nous n'étions pas au courant de la démarche française, qui n'était pas spectaculaire. Avec Samantha, nous avons décidé de ne pas utiliser de chiffres précis... Mais MSF France a donné des chiffres précis et nous a demandé : « est-ce que vous êtes d'accord ? » J'ai répondu : « On n'a pas le choix, on ne peut pas ne pas être d'accord. » Mais je ne blâme pas les Français. Parce que si nous avions été opposés, nous l'aurions dit. Dans cette situation, si

on veut vraiment faire avancer les choses, ce n'est pas une erreur de mettre en avant des chiffres. On n'était pas très satisfaits mais on a dit : « OK, on accepte. »

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en français).

Le même jour, le 8 novembre 1996, MSF États-Unis se joint à une vingtaine d'autres ONG étasuniennes regroupées au sein de InterAction, pour diffuser un communiqué appelant les États-Unis à une action immédiate pour sauver les milliers de personnes en danger dans l'Est du Zaïre.

MSF Royaume-Uni s'associe avec OXFAM, pour publier un communiqué de presse et une lettre ouverte dans un espace offert par le quotidien *The Times*, demandant au gouvernement britannique de prendre le leadership pour mobiliser une intervention internationale.



« Les organisations de secours américaines appellent les États-Unis à une action au Zaïre ». **Communiqué de presse** de *InterAction*, 8 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

18 des plus importantes organisations de secours américaines ont déclaré aujourd'hui appeler le gouvernement américain à entreprendre une action immédiate avant que des dizaines de milliers de personnes ne meurent dans l'Est du Zaïre. Voici le texte complet de la déclaration et la liste des agences. Elles sont toutes membres de *Inter Action*, une coalition d'organisations de secours et d'assistance aux réfugiés américaine.

Alertées par la probabilité que des dizaines de milliers de réfugiés dans l'Est du Zaïre meurent dans les jours à venir si une action urgente n'est pas entreprise, les agences soussignées lancent un appel au gouvernement des États-Unis afin qu'il prennent les mesures suivantes :

1. Établir sur un aérodrome de la région une base logistique qui facilite les transferts de personnel et de matériel nécessaires pour répondre aux besoins des réfugiés malades et affamés.
2. S'accorder sans délai pour travailler avec les gouvernements européen et africains à la mise en œuvre d'une force militaire internationale capable d'assurer une sécurité suffisante permettant aux réfugiés d'être assistés au Zaïre, en attendant leur rapatriement au Rwanda ou leur éventuelle réinstallation. La force militaire devra aussi s'assurer que les combattants ne reçoivent aucune aide destinée à la population civile.
3. Faire preuve d'initiative au sein du Conseil de sécurité des Nations unies afin que ce dernier dise clairement aux gouvernements de la région que toute interférence dans les opérations de secours humanitaire entraînera leur mise à l'écart par leurs amis de la communauté internationale.

Cette crise dans la région des Grands Lacs a éclaté en raison de l'échec de la communauté internationale, ces deux dernières années, à rassembler la volonté politique nécessaire pour affronter les problèmes récurrents de l'instabilité dans la région. En tant que membre le plus puissant et le plus influent de la communauté internationale, le gouvernement des États-Unis doit s'engager à jouer un rôle de leader dans la résolution de la crise en prenant des mesures immédiates pour limiter le nombre de pertes en vies humaines.

Africare, Church World Service, Doctors of the World, Doctors Without Borders/Médecins Sans Frontières, Food for the hungry International/International Aid, International rescue committee, International medical corps, Lutheran world relief, Map international, Operation USA, Mercy corps international, Refugees international, Save the children, United methodist committee on relief, World concern development organization, World Relief, World Vision. Inter Action, une association de plus de 150 organisations à buts non lucratifs étasuniennes est l'avocat le plus engagé au niveau national dans les efforts internationaux humanitaires incluant les secours, le développement, l'assistance aux réfugiés, l'environnement, la population et l'éducation.



« Déclaration conjointe d'OXFAM et de Médecins Sans Frontières sur le sommet franco-britannique - Une intervention militaire est nécessaire pour sauver des vies et assurer la paix et la justice à long terme. » **Communiqué de presse MSF** Royaume-Uni, 8 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Deux des plus importantes organisations d'aide, OXFAM et Médecins Sans Frontières, se sont associées aujourd'hui pour appeler à un déploiement immédiat de troupes au Zaïre afin de sauver les vies des réfugiés rwandais et des déplacés zaïrois.

Ces organisations qualifient de faillite morale les hésitations du gouvernement britannique face à cette crise humanitaire sans précédent dans la région. Elles appellent le gouvernement britannique à engager tout son poids politique, diplomatique et militaire derrière l'appel à une intervention armée mandatée par les Nations unies et à persuader les États membres des Nations unies à engager des troupes et des fonds.

« Des enfants meurent en ce moment et si on pouvait les voir sur les écrans de télévision, il n'y aurait plus de place pour le type de prudence et de complaisance manifestées par le gouvernement britannique. Plus d'un million de vies de réfugiés rwandais et de déplacés zaïrois sont dans la balance. Ils se trouvent à seulement quelques kilomètres des stocks de vivres, de l'autre côté de la frontière. Nous avons encore une chance de pouvoir les aider mais seulement si une intervention armée est mise en œuvre pour protéger les vies et permettre l'accès de l'aide. Les belles phrases de John Major ne sont d'aucun secours – seule une action décisive et immédiate aura de l'effet. » a déclaré Stewart Wallis, directeur adjoint d'OXFAM Royaume-Uni et Irlande.

« Depuis trois semaines, nombre d'entre eux sont sur les routes, sans nourriture, sans aucune forme d'assistance. Les premiers à mourir seront les enfants et les plus âgés. La faim, la soif, l'épuisement, l'exposition aux aléas climatiques et les maladies auront bientôt un impact dévastateur sur les jeunes vies. » a ajouté Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni.

Les organisations ont prévenu que l'intervention armée ne serait efficace que si elle n'était qu'un élément d'une solution à plus long terme à la crise qui atteint la région de l'Afrique centrale. Toute force devra affronter la question du désarmement des soldats de l'ancienne armée rwandaise et des miliciens interahamwes et permettre un retour digne et volontaire des réfugiés.



« On ne sauve pas des réfugiés morts » lettre ouverte de MSF Royaume-Uni et OXFAM, **The Times** (Royaume-Uni) 9 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Monsieur le Premier ministre,
Plus d'un million de réfugiés et d'habitants de la région sont en danger de mort dans l'Est du Zaïre dévasté par la guerre, à moins de 20 kilomètres des stocks d'aide. Les premiers à mourir sont les enfants et les personnes âgées. Pendant ce temps, l'Union européenne hésite et se montre honteusement désunie en face de ces sacrifices massifs de vies humaines. Nous supplions le gouvernement britannique de faire preuve de la force morale et des qualités de dirigeants nécessaires pour mobiliser une intervention internationale sur le terrain.

Le temps est compté. Malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, les organisations de secours sont toujours activement empêchées d'accéder aux personnes qui ont besoin de leur aide. Les réfugiés ont besoin de zones sûres, où la sécurité et l'aide peuvent leur être garanties et à partir desquelles ils peuvent rentrer chez eux dans la dignité et la sécurité. Seule une force neutre peut désarmer avec succès les soldats de l'ancienne armée rwandaise et les miliciens interahamwes et aider à mener les responsables devant la justice.

À moins que la sécurité ne soit restaurée sur le terrain d'ici quelques jours, la question des réfugiés en Afrique centrale trouvera sa solution finale. Il n'y aura simplement plus de réfugiés vivants.



On avait un espace libre dans le Times qu'on ne voulait pas utiliser à faire de la collecte de fonds. On s'est dit : on va utiliser cet espace public. C'est un raisonnement idiot, qu'on ne devrait jamais tenir. On l'a utilisé cet espace pour publier une lettre conjointe avec OXFAM. À mon avis, c'est la seule, dans l'histoire de l'organisation MSF. Elle est très ringarde et j'assume complètement la responsabilité de cette ringardise. Le directeur d'OXFAM doit aussi partager cette responsabilité. Je l'ai appelé et je lui ai dit : on a 2 colonnes sur 7 ou quelque chose comme ça, alors remplissons. On a rempli. Je me souviens avoir appelé Jean-Hervé [Bradol, directeur de la communication de MSF France]. Je lui ai lu le texte. Il m'a dit : « c'est très sympa. » Je m'en souviens très bien. Ça n'a pas fait beaucoup de couvertures de presse mais ça a suscité beaucoup de discussions : MSF et OXFAM ensemble, ce n'était pas courant. C'était un texte court. En fait, on demandait l'accès pour les organisations humanitaires sinon, tant de personnes risquaient de mourir de faim. Un des postulats de ce message était : « Nous sommes médecins et nous sommes obligés de faire un pronostic pessimiste parce que c'est comme ça que l'on fait les pronostics. » OXFAM disait : « On connaît absolument tous les robinets de la région de Goma donc on sait que l'armée rwandaise a accès au robinet n° 1. » Et à nouveau toujours sur le thème « pronostics pessimistes », on s'est dit : « si on coupe l'eau, ce qui est la façon la plus efficace d'encercler, là il y a un vrai danger pour la santé publique et aussi des dangers de violence évidents. » OXFAM était complètement cool à ce niveau-là. On a fait cet appel, qui est typiquement un appel « branleur » mais c'est une autre histoire ! On peut gambberger sur l'utilité de ce genre de chose. Mais on a marqué publiquement ce qu'on croyait, beaucoup plus que les autres agences. Alors que les autres agences faisaient des pronostics en disant : « d'un côté... de l'autre... », nous nous avons dit : « Nous croyons qu'il y a des gens en danger » et nous avons exigé l'accès.

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).

REPORT DE L'ÉVENTUELLE RÉOLUTION DES NATIONS UNIES POUR L'INTERVENTION D'UNE FORCE MULTINATIONALE «À DES FINS HUMANITAIRES»

Le 9 novembre 1996, MSF France rappelle que les réfugiés et déplacés du Kivu sont toujours sans assistance et annonce le renforcement de ses secours. L'organisation dénonce également le rapatriement forcé dans des conditions effroyables des réfugiés burundais dans la zone de conflit de Cibitoke, au Burundi, qu'ils avaient fui pour se réfugier dans le Kivu.

Le même jour, après 48 heures de discussions, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution intérimaire, acceptant le principe d'une force multinationale « à des fins humanitaires » mais reportant la décision d'intervention.

Les États-Unis émettent des réserves sur la proposition française et excluent l'envoi de leurs troupes.

Dans les interviews données aux journalistes, MSF souligne la nécessité de doter la force internationale d'un mandat l'autorisant au recours à la force (chapitre VII. de la Charte des Nations unies)



« Chaque jour de non-assistance aux réfugiés pourrait provoquer la mort de 1 200 personnes » **Communiqué de presse** MSF France, 9 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Aujourd'hui encore, les réfugiés et déplacés de la région du Kivu, au Zaïre, ont été privés d'assistance.

Médecins Sans Frontières sait, d'expérience, que les taux de mortalité dans ce type de situation (populations déplacées privées d'aide) peuvent atteindre dix morts pour 10 000 personnes et par jour. Le nombre de réfugiés rwandais et burundais installés dans cette région du Zaïre est estimé à 1,2 million. 1 200 personnes pourraient ainsi trouver la mort chaque jour. Cette hypothèse ne prend pas en compte les victimes des combats ni les populations zaïroises, elles aussi gravement touchées par les troubles dans la région.

Un avion-cargo de Médecins Sans Frontières est arrivé ce matin à Kigali, avec, à son bord, du matériel médical ainsi que des équipes de secours. Ces dernières tenteront, demain, de passer la frontière rwandaise, en direction du Zaïre. Jusqu'à maintenant, tout accès a été empêché.

Médecins Sans Frontières renouvelle son appel pour la mise en place de zones de sécurité par une force militaire internationale, afin que les populations réfugiées et déplacées bénéficient d'une protection et d'un accès à l'aide en toute sécurité.



« Le rapatriement des Burundais vers des zones de conflit s'effectue sans aucune protection ni assistance médicale » **Communiqué de presse** MSF France, 9 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières est très préoccupé par le rapatriement des rapatriés burundais en provenance de la région du Kivu, au Zaïre, vers leurs communes d'origine. Les rapatriements s'effectuent vers des sites où le Haut-Commissariat [des Nations unies]

aux réfugiés (HCR), normalement en charge de la protection des réfugiés, n'a aucun accès.

Médecins Sans Frontières a fait part de son inquiétude aux autorités burundaises et au HCR quant à ces rapatriements qui mettent en danger des populations vulnérables renvoyées vers des lieux de guerre où aucune protection ni assistance médicale ne peuvent leur être assurées.

[...] Médecins Sans Frontières demande que le HCR et les autorités burundaises trouvent une solution alternative pour que cessent les rapatriements vers des zones de guerre et d'insalubrité.



« Les réfugiés piégés dans un labyrinthe mortel » Michela Wrong, *The Financial Times* (Royaume-Uni), 11 novembre (en anglais).

Extrait :

Selon l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières toute force internationale déployée avec un mandat des Nations unies plus faible que celui du Chapitre sept – le mandat qui a permis aux troupes de lancer une chasse à l'homme en Somalie contre le chef de guerre Mohamad Farah Aïdeed – serait pire qu'inutile. « Il s'agit de sécuriser la zone, et pas de défendre les travailleurs humanitaires » affirme Samantha Bolton, porte-parole de MSF. « Ce n'est pas en protégeant des convois de nourriture qu'on séparera les extrémistes des réfugiés. »

Le 10 novembre 1996, au cours d'une conférence de presse, Laurent-Désiré Kabila, le leader de l'AFDL, refuse la participation de la France à une force d'intervention internationale et propose l'établissement d'un corridor humanitaire protégé par « des forces impartiales qui n'ont jamais colonisé le pays et qui ne sont jamais intervenues dans sa politique intérieure ».

Il pose également ses conditions à l'accès des organisations humanitaires au camp de Mugunga où 400 000 réfugiés sont pris au piège entre les rebelles et les FAZ, les ex-FAR et les milices de l'ancien régime rwandais. Les organisations humanitaires devront reconnaître l'autorité de l'AFDL qui déterminera ensuite si elles sont impartiales.

En visite à Kinshasa le même jour, Emma Bonino, la Commissaire à l'action humanitaire de l'Union européenne qualifie la lenteur de réaction du Conseil de sécurité de « scandale international ».

Le 11 novembre, les organisations humanitaires ont enfin accès à la ville de Goma mais toujours pas aux camps, en particulier celui de Mugunga où se trouvent encore des centaines de milliers de réfugiés.

En fait les secouristes sont regroupés par les rebelles dans un stade et sommés d'y déposer matériel, vivres et médicaments. Le tout se déroule sous les caméras de la presse internationale, invitée à constater à quel point les rebelles sont bien organisés. L'équipe de MSF se débrouille pour distribuer directement son aide dans les hôpitaux de Goma.



« Les rebelles tutsis posent leurs conditions à une intervention humanitaire » **Le Monde** (France), 12 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Si toutes les conditions sont remplies, « on peut envisager l'aide humanitaire dans le camp de Magunga dès demain », a déclaré Laurent-Désiré Kabila, affirmant que son mouvement était disposé à ouvrir un « couloir humanitaire » vers ce camp situé à une quinzaine de kilomètres de Goma où se trouvent des centaines de milliers de réfugiés hutus rwandais et de déplacés zaïrois. Il a cependant demandé que ce couloir soit protégé par des « forces absolument impartiales, qui n'ont jamais eu de position coloniale ni d'intervention dans les affaires politiques de notre pays », a-t-il ajouté, en estimant que Paris ferait mieux de venir en aide à ceux qui se battent contre « les hommes de paille [du président Mobutu] qui a plongé le pays dans la misère ».

[...] « Pour aller à Mugunga, nous voulons que les organismes humanitaires passent par ici. Nous voulons qu'ils nous écrivent. [...] Le problème, c'est que les ONG [organisations non gouvernementales] ne veulent pas reconnaître notre autorité », a-t-il poursuivi, en ajoutant que son mouvement « doit aussi juger de l'impartialité de ces organisations ».

[...] Sur le plan diplomatique, plusieurs voix ont critiqué la lenteur de réaction du Conseil de sécurité des Nations unies. Emma Bonino, commissaire européen pour les questions humanitaires, qui se trouvait à Kinshasa dimanche, l'a qualifiée de « scandale international ».



« Goma, "ville ouverte mais sous haute surveillance" » Marie-Laure Colson, **Libération** (France) 12 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Pour la première fois depuis que la ville est tombée aux mains des rebelles, les organisations humanitaires sont rentrées hier à Goma. La présence de Laurent-Désiré Kabila, le dirigeant de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, y est évidemment pour quelque chose. Le convoi de véhicules, accompagné de journalistes opportunément rappelés après s'être fait expulser la nuit précédente, avait tout d'un show destiné à montrer au reste du monde que le chef de la rébellion du Kivu est un homme avec lequel il faut compter. Kabila avait la veille donné le ton en réitérant son invitation aux humanitaires, à conditions qu'ils s'adressent aux « responsables du territoire », autrement dit à lui et à son camp. À Kigali, certaines ONG triées sur le volet avaient été prévenues du rendez-vous par les autorités rwandaises.

Hier pourtant, le ministre rwandais de la Santé, le docteur Joseph Karemera, qui accueillait le convoi côté rwandais, a nié avoir une quelconque « influence » sur les nouvelles autorités de Goma : « Le Rwanda ne participera pas à l'opération à moins d'avoir un mandat du Conseil de sécurité. » Kigali souhaite simplement que les ONG apportent aux réfugiés « le minimum pour qu'ils puissent marcher jusqu'au Rwanda ». Mais le ministre comme les rebelles et la population de Goma attendaient tout de même davantage que quelques tonnes de haricots, des biscuits, des couvertures et des médicaments. La prudence des humanitaires, échaudée par plusieurs jours d'atermoiements, a donc quelque peu gâché cette journée « Goma, ville ouverte ». « On nous permet d'aller voir ce qui se passe en ville, mais on ne sait qu'on n'aura pas accès aux camps », explique le responsable de projet pour MSF Hollande. « Le danger de cette opération, c'est de donner l'impression que l'aide passe, sans avoir les moyens d'atteindre toutes les populations qui en ont besoin. » Marc Gastellu Etchegorry estime qu'il faudra quinze jours, à condition d'ouvrir l'aéroport de Goma et qu'un minimum de sécurité soit

assuré, pour atteindre et secourir les 700 000 réfugiés rwandais et les milliers de déplacés zaïrois de la région.

Tandis que les représentants des organisations attendaient de rencontrer Laurent-Désiré Kabila, celui-ci recevait des journalistes en treillis pour leur dire toute sa déception. « Des boîtes de biscuits et des couvertures ? Est-ce parce que les ONG sont manipulées par les Nations unies ou parce qu'elles sont juste venues voir Goma ? » Le chef rebelle a de nouveau appelé la communauté internationale à envoyer des troupes pour neutraliser le camp de Mugunga, situé à une quinzaine de kilomètres et tenu par les forces armées de l'ancien régime rwandais. Cet appel ne concerne que les pays qu'il considère « neutres » comme la Suède, le Mali où même l'Afrique du Sud, a-t-il une nouvelle fois précisé.

Les humanitaires, qui devaient quitter la ville dans la soirée, étaient hier plutôt pessimistes : « Nous sommes là, mais ce n'est pas une victoire. Rien ne bouge. » Plus d'un million de réfugiés errent toujours dans le Kivu, démunis de tout. Une autre incertitude pèse sur l'ensemble de l'opération. Annonçant que des obus tirés de Mugunga avaient encore fait deux morts la veille dans la banlieue de Goma, Kabila a averti hier que sa patience avait des limites : « Si la communauté internationale n'intervient pas avant qu'il ne soit trop tard, nous n'aurons pas le choix. » Laissant entendre qu'il pourrait mettre un terme au cessez-le-feu de trois semaines décrété lundi dernier par la rébellion.



« L'urgence au bord de la route » interview de Marc Gastellu, responsable des urgences MSF France, **Messages** (journal interne MSF France), janvier 1997 (en français).

Extrait :

Il y avait une véritable volonté des rebelles de montrer au monde qu'ils ouvraient la zone. Pendant dix jours, jusqu'au 11 novembre environ, nous avons regardé passer les journalistes alors que nous étions bloqués par les rebelles.

Lors du premier convoi que nous avons organisé à destination de la ville de Goma, le ministre de la Santé - rwandais - nous a passé un savon car il le jugeait trop peu visible pour les caméras de télévision. Les besoins en médicaments sur la ville de Goma étaient faibles parce que les rebelles avaient récupéré le stock du HCR, prévu pour subvenir aux besoins de 600 000 personnes pendant plusieurs semaines. Le mécontentement du ministre relevait plutôt de préoccupations publicitaires. Il tenait à démontrer, images télévisées à l'appui, que l'aide arrivait bien au Kivu et qu'une intervention militaire internationale était donc inutile...



Quand ils ont ouvert la frontière, ils ont dit : « aujourd'hui, tout le monde est invité au stade ». C'était le stade de football où on avait mis les premiers patients atteints de choléra quand les réfugiés étaient arrivés à Goma en 1994. « Toutes les ONG vont venir au stade et on va vous organiser, on va vous dire ce que vous pouvez faire. Vous venez tous dans un convoi, tous au même moment et les journalistes vont venir avec vous pour montrer comment on reconstruit le Zaïre ». Ils nous ont dit d'emmener les voitures à l'intérieur. L'équipe de MSF a garé la voiture un peu à côté, et s'est échappée à la dernière minute. Toutes les ONG et tous les journalistes ont été emmenés à l'intérieur du stade, comme dans un grand cirque. On leur a dit de vider leurs stocks à l'intérieur : « Merci beaucoup, maintenant vous rentrez chez vous, on va les distribuer. Vous voyez, on n'a plus besoin des ONG. Il faut les contrôler, les discipliner. Il faut qu'elles fassent partie du système. On a un bon système. On est en train

d'organiser les fleurs, les bordures. Tout est bien organisé maintenant à Goma parce que c'est Kigali qui en est chargé. »

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).

Du côté de Bukavu (Sud-Kivu), les organisations humanitaires, bloquées à la frontière, n'ont toujours pas accès aux réfugiés.



« Le rebelle au médecin de MSF : Les médicaments, ce n'est pas notre affaire »
AFP (France) Bukavu, 13 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Mercredi, tout dialogue demeurait vain entre les « humanitaires » et les rebelles zaïrois qui tiennent Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu (Est du Zaïre).

Médecins Sans Frontières, lassé d'attendre les résultats des contacts menés par les agences des Nations unies avec la direction des rebelles pour faire entrer de l'aide à Bukavu, a décidé d'envoyer côté zaïrois, une équipe d'urgence de trois personnes et des médicaments à bord d'une voiture. Un journaliste de l'AFP a également pris place dans le véhicule.

La voiture a franchi vers midi le pont qui marque la frontière zaïro-rwandaise à Cyangugu (Rwanda), puis a monté la côte qui mène jusqu'à l'entrée de Bukavu. Une barrière bloque la route à la fin du *no man's land*. Un petit groupe de rebelles, majoritairement en civil, est assis sous l'auvent du poste frontière, abrité par des arbres qui masquent la vue.

L'équipe descend précautionneusement, sans geste brusque, du véhicule. Personne ne bouge dans le poste frontière. Plusieurs minutes passent. Puis un rebelle en uniforme, portant béret vert et bottes en plastique noir, se lève enfin, Kalachnikov à la main.

« Médecin », lance José Bastos en français, en montrant son tee-shirt MSF. « Retournez au Rwanda, vous ne pouvez pas entrer », dit le rebelle.

« Nous voulons juste aller jusqu'à l'hôpital pour apporter des médicaments », explique le médecin. « Non, vous ne pouvez pas entrer, partez. Il faut attendre les ordres des chefs, demain ou après-demain », réplique l'homme en uniforme.

« Vos chefs, à Goma, ont dit que l'aide pouvait entrer », intervient le coordinateur de l'équipe de MSF, Fred Urlep. « Ici, les chefs ne sont pas les mêmes qu'à Goma. Partez, tout de suite », ordonne le rebelle qui commence à devenir nerveux. Puis il retourne sous l'auvent.

L'équipe décide d'insister encore. Elle reste devant la voiture, moteur coupé. De nouvelles longues minutes passent. Soudain, un cliquetis sec d'armement de fusils résonne sous l'auvent. Le rebelle en uniforme revient, escorté d'un second, en civil, lui, et armé d'un fusil d'assaut américain M16. Il ordonne : « Partez », d'un ton très sec.

« D'accord, on s'en va. Mais au moins, on peut laisser les médicaments ici pour l'hôpital ? », demande le médecin. « Les médicaments, ce n'est pas notre affaire, partez », réplique le rebelle en uniforme. « Ces médicaments, c'est pour vos gens », tente une dernière fois José Bastos. « Nous ne sommes pas docteurs, partez d'ici », dit, inflexible, le rebelle.

Après une demi-heure de vaines tentatives de dialogue, tout le monde remonte dans la voiture. Le véhicule fait demi-tour et redescend à Cyangugu.

« Il faut mettre la pression sur les rebelles, sinon nous n'arriverons à rien. On va recommencer demain », commente Fred Urlep. De son côté, José Bastos dit : « il faut que

les autres ONG et les journalistes viennent avec nous, autrement rien ne bougera. On ne va pas attendre pendant des jours ici les Nations unies ».

Une délégation des agences d'aide de l'ONU a entrepris depuis la fin de la semaine dernière des contacts avec la direction des rebelles à Bukavu. Lundi soir, les rebelles s'étaient formellement engagés à poursuivre les négociations dès mardi matin. Depuis, ils ne sont plus entrés en contact avec la délégation.



On est arrivé à la frontière et on s'est fait systématiquement arrêter chaque jour pendant 23 jours, avec en théorie la permission de rentrer mais en pratique une obstruction administrative. Clairement c'était une façade pour la communauté internationale : « l'aide internationale est bienvenue ». Mais il y avait des instructions claires. C'était vraiment une toute petite chose comparée à Goma et au rapatriement massif, on était rien. On avait deux ou trois pick-up et finalement on a décidé d'avoir un camion avec des couvertures, du BP5 [biscuits vitaminés], quelque chose pour faire une donation à l'hôpital et pour montrer la pression à la frontière. Il fallait pousser, pousser. On était là avec notre camion. Chaque matin on se faisait menacer par les autorités rwandaises : « ce n'est pas bien fait etc... ». Les Rwandais sont très bons pour opérer une obstruction systématique et trouver chaque jour différentes excuses bureaucratiques. Le jeu sur la frontière, c'était : un jour les Rwandais autorisaient le retour, mais le lendemain les Zaïrois ne nous autorisaient pas à traverser. Un jour on apprenait que la frontière était ouverte par les Zaïrois, le lendemain les Rwandais ne nous laissaient pas passer. On allait parler de l'un à l'autre. Il y avait des règles sur les visas pour sortir. J'ai gardé un passeport avec tous les tampons... Pendant trois semaines, chaque jour on traversait la moitié de la frontière de l'autre côté. Un jour on a eu un one way visa. Le mec a dit : « Ce visa multi entrées a plus de 14 jours, donc si vous quittez le Rwanda vous ne pourrez pas rentrer ». On a répondu : « On va le faire mais tu dois dire à ton ami qu'on va traverser Bukavu, on a du boulot à faire, l'hôpital, les médicaments, on est des médecins etc. » Le mec a souri et a dit : « Vous pouvez essayer mais vous ne réussirez pas ». On a eu une grande discussion avec l'équipe MSF et on a décidé de rajouter quelques sacs de couchage dans les camions et de faire une équipe de trois quatre expatriés dans le no man's land qui resterait là en disant à tout le monde qu'on attend la permission pour aller soigner les blessés. C'était le jour même où il y a eu le rapatriement massif. Je me rappelle avoir annoncé par mini-m [système de télécommunication] à mon chef à Kigali « On va se lancer dans cette action, c'est presque du Greenpeace, c'est symbolique, on sait bien qu'on aura pas la permission d'aller de l'autre côté. On va avoir une équipe de cinq personnes entre la frontière rwandaise et zaïroise, bloquée pour peut-être une semaine ou deux jusqu'à ce que ça bouge. On veut que Samantha Bolton vienne ici, pour travailler avec les journalistes. » Au téléphone, Jacques [de Milliano] m'a alors annoncé : « 50 000 à 100 000 réfugiés traversent la frontière de Goma vers le Rwanda ». J'ai dit : « On part ! on ne peut pas attendre ! » Après c'était bizarre, les journalistes ont été autorisés à entrer. Ils ont fait des reportages sur les blessés, les morts dans les rues. On avait des kits chirurgie, une équipe d'expatriés espagnols super avec un chirurgien et une infirmière anesthésiste, donc on pouvait rentrer à Bukavu et travailler dès le premier jour. Mais on était systématiquement rejetés. Les journalistes étaient acceptés mais pas les organisations humanitaires, c'était bizarre, bizarre. Kabila donnait beaucoup d'interviews avec des positions très clairement anti-Mobutu et très politisées et pas un mot sur le problème des centaines de réfugiés qui ont été qualifiés de génociteurs très vite par tout le monde.

Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Equipe d'urgence inter-sections), coordinateur dans le sud Kivu (en français).

Le 13 novembre 1996, le président des États-Unis donne son aval à la participation de mille soldats étasuniens à une force de sécurité internationale, qui serait chargée d'acheminer de l'aide aux réfugiés et de procéder à leur rapatriement vers le Rwanda sous le commandement des Canadiens. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit en autoriser le déploiement avant la fin de la semaine.

Le 14 novembre, dans une déclaration envoyée aux représentants des États membres du Conseil de sécurité, aux membres de l'administration des États-Unis impliqués dans la décision d'intervention armée et aux ONG, MSF salue les propositions récentes de Washington, mais renouvelle son inquiétude quant à la faiblesse du mandat de la force internationale.



« Les États-Unis vont se joindre à l'intervention au Zaïre » **Associated Press** (États Unis), 13 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

La Maison-Blanche a annoncé aujourd'hui que les États-Unis souhaitent envoyer environ un millier de soldats au Zaïre dévasté par la guerre pour participer « de façon limitée » à l'opération internationale sous commandement canadien destinée à prévenir une catastrophe humanitaire. Alors que des milliers de personnes meurent de faim et de maladie, le porte-parole Mike Mac Curry a déclaré « Notre intérêt est largement humanitaire. Il s'agit de sauver des vies. »

Selon M. Mac Curry, En attendant une décision finale, le président Clinton a accepté le principe d'une mission d'au moins quatre mois impliquant moins de 5 000 soldats dont environ mille seront déployés au Zaïre – Le reste de l'effectif sera basé en renfort ailleurs dans la région.



« Médecins Sans Frontières réclame d'urgence une action alors qu'un millier de personnes meurent chaque jour dans l'Est du Zaïre, et met en garde contre les solutions "pansement" dans la région » **Déclaration** sur le mandat d'une intervention planifiée, MSF États-Unis, 14 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Depuis début novembre, Médecins Sans Frontières s'efforce de fournir une assistance à environ un million de réfugiés pris au piège de la violence dans l'Est du Zaïre. Avec environ 200 volontaires en Ouganda, au Rwanda, au Burundi en Tanzanie et au Zaïre et une cinquantaine d'autres en attend, les équipes de Médecins Sans Frontières sont en alerte et portent déjà secours aux réfugiés qui ont traversé la frontière à pied ou en bateau. Les premiers avions d'aide affrétés par Médecins Sans Frontières, ont atterri dans la région le 4 novembre 1996, chargés de 80 tonnes de matériel.

Malheureusement, la plupart des réfugiés demeurent inaccessibles, tenus en otage par les autorités civiles et militaires et les groupes rebelles de la région qui bloquent l'accès des équipes de secours. La violence continue et la majorité de la population de réfugiés n'a pas accès à l'eau, à la nourriture ou aux soins médicaux. Selon le scénario le plus optimiste envisagé par Médecins Sans Frontières, les estimations de taux de mortalité atteignent 10 pour 10 000 et par jour, ce qui porte le taux journalier à 1 000 décès.

Début novembre, à la suite de la détérioration spectaculaire de la situation dans l'Est du Zaïre, Médecins Sans Frontières a appelé la communauté internationale à mettre immédiatement en place une force multinationale dans la région afin d'assurer la protection des réfugiés pris dans le piège de la violence.

Médecins Sans Frontières a applaudi les récentes déclarations de Washington, Ottawa et New York à ce sujet, mais reste très inquiet sur la possibilité que le mandat de l'intervention armée soit limité à la protection des convois humanitaires et des équipes. Médecins Sans Frontières appelle aujourd'hui le Conseil de sécurité à adopter un mandat plus large qui permettra l'établissement d'une solution durable aux problèmes de la région, en insistant sur la nécessité d'assurer :

- la protection des civils, le désarmement des milices et l'arrestation des criminels
- la mise en œuvre des conditions appropriées à un rapatriement volontaires

[...] Selon Médecins Sans Frontières, l'intervention d'une force internationale armée est nécessaire pour secourir le million de réfugiés pris au piège de la violence. Mais sans un mandat fort, cette opération ne produira qu'une solution à court terme. Une telle solution à court terme au mieux servira de pansement, au pire mènera au chaos.

Le même jour, les équipes de terrain et les responsables de programme font le point sur la position de MSF sur le projet d'intervention, qu'ils relayent les uns et les autres à la presse. La force internationale devant être placée sous commandement du Canada, MSF Canada transmet ses informations et ses commentaires aux autres sections.



« Première réunion du groupe de contact avec les représentants des affaires étrangères et de la défense, CIDA, MSF, la Croix-Rouge, Care, le HCR. » **Message** de Timothy Pitt, MSF Canada aux desks MSF aux équipes de Kigali, Goma, Bujumbura et aux équipes de Nairobi, 15 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Commentaires

4.1 MSF s'est retrouvé aux côtés de World Vision et l' UNHCR à critiquer un mandat qui n'inclut pas la séparation et le désarmement. La Croix-Rouge et Care ont argué que c'était ce mandat qu'on obtiendrait et qu'il faudrait bien faire avec.

4.2 MSF a dressé le parallèle avec les aspirations et les défauts de conception de la mission UNITAF en Somalie en décembre 1992 et ce qu'on lit en annexe. Ces parallèles ont été reconnus mais ignorés soit parce que la décision était déjà prise à un niveau plus élevé, soit parce que, et c'est assez intéressant, dans le cadre de la préparation de cette mission, le commandant Général Roméo Dallaire, qui était commandant de l'UNAMIR en avril 1994, a conseillé à Baril d'éviter la faute qu'il a lui-même commise : entreprendre trop d'action avec aussi peu de moyen. Cela renvoie le planning de cette mission à un mandat humanitaire étroit (naïf).

4.3 Une partie significative du commandement militaire est déjà en route pour le terrain d'action. MSF a incité les militaires à identifier à quel moment les forces seront complètement opérationnelles. Notez que pour la guerre du Golfe cela a pris six mois, et trois mois et demi pour l'UNITAF en Somalie.

4.4 L'armée a été critiquée pour ne pas contribuer à un niveau proportionnel à ses forces : sécurité et logistique alors qu'il semble qu'elle vienne s'aider elle-même.

RECOMMANDATIONS :

1. Attachez vos ceintures ! Il va y avoir des turbulences.
2. Avec l'armée : contact mais pas d'obligations ni de coopération de dépendance (exemple : les escortes).
3. Ne pas se faire trop d'illusions sur une éventuelle aide substantielle de l'armée.
4. Le prendre avec le sourire. Nous n'aurons pas une intervention qui nous aidera ou qui permettra d'attaquer les causes politiques du conflit. Ils feront leur propre spectacle de cirque.



« Notre position aujourd'hui » **Message** de l'équipe de MSF Kigali aux directions des sections opérationnelles, 14 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Voici les réactions immédiates et les positions du terrain – merci aux sièges de préparer aussi leur position.

Catherine à New York et les sièges – pouvez-vous, s'il vous plaît, nous envoyer plus de détails sur les conditions de l'intervention – avec quel mandat ? Le même pour les Canadiens et les États-Unis ?

S'il vous plaît, est-ce que les départements humanitaires peuvent développer un peu sur les conditions pour les zones de sécurité provisoire afin que nous soyons un peu plus concrets.

Comme vous le savez, hier les États-Unis ont accepté d'envoyer 1 000 soldats pour sécuriser l'aéroport et les couloirs – ils ont dit qu'ils ne désarmeraient pas ou ne sépareraient pas les éléments criminels mais seraient en mesure de se défendre eux-mêmes – et que atteindre les réfugiés etc. c'était l'affaire des Canadiens. La position de MSF c'est que nous sommes satisfaits qu'il y ait une intervention militaire mais que nous sommes déçus qu'elle ne prévoit pas de séparer les criminels – aucune leçon n'a été tirée du passé – ce ne sera pas le chapitre VII comme nous le souhaitions. MSF ne veut pas d'armes pour défendre l'aide et les convois mais pour protéger et mettre en sécurité la population. Au sujet des couloirs – on parle de couloirs pour le rapatriement le plus rapidement possible – la plupart des ONG se préparent aussi à installer des postes de santé mobiles et à mettre en place des activités dans les couloirs – MSF veut s'assurer qu'il sera possible de travailler en toute sécurité et avec des moyens auprès des réfugiés – les zones provisoires de sécurité – afin que nous puissions avoir accès aux réfugiés et nous assurer qu'ils sont dans un état de santé leur permettant de rentrer.



Message de Dominique Boutriau, responsable de programme Grands Lacs de MSF Belgique, aux responsables de programmes et directeurs des opérations, 14 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Nous avons donné de nombreuses interviews au sujet de notre réaction à la décision des États-Unis hier ;

MSF maintient son souhait d'une intervention militaire pour :

- Rendre l'accès possible aux Rwandais, Burundais et Zaïrois qui ont besoin d'aide.
- Rendre possible le rapatriement (on ne parle pas de volontaire... car ce n'est pas à l'ordre du jour).
- Le rapatriement des réfugiés burundais est une question très sensible, alors que le Burundi est ravagé par la guerre, les actes de violence et des massacres. La plupart des provinces sont hors d'atteinte des organisations humanitaires ; les Nations unies devraient envisager l'établissement de zones et de sites provisoires protégés pour abriter ces réfugiés ou rapatriés. Au cas où ces zones protégées se trouveraient au Burundi, elles ne devraient pas être limitées aux seuls rapatriés, alors que la population locale est victime de violences quotidiennes. Le rapatriement devrait être sérieusement soutenu au Rwanda, alors que les responsables du génocide de 1994 sont encore en liberté...
- MSF insiste sur le fait que les ex-FAR et les Interahamwes devraient être séparés des réfugiés civils, désarmés et que les responsables du génocide devraient être

jugés. Si cette opération militaire ne tient pas compte de cet aspect, la crise dans la région des Grands Lacs va se perpétuer.

- Malgré sa présence à Goma, MSF ne peut toujours pas atteindre les populations du Kivu les plus vulnérables. En conséquence MSF continue à demander une intervention militaire.

- Sérieuses inquiétudes au sujet de l'oubli dans lequel seront plongés les milliers de Zaïrois qui ont fui le Kivu ; la sécurité se détériore au Zaïre et les déplacés ne sont pas non plus accessibles pour l'aide humanitaire.

ATTAQUE DU CAMP DE MUGUNGA - 500 000 RÉFUGIÉS DE RETOUR AU RWANDA, REMISE EN QUESTION DE LA FORCE INTERNATIONALE - DES CENTAINES DE MILLIERS DE RÉFUGIÉS EN FUITE À TRAVERS LE ZAÏRE

Le 15 novembre 1996, les rebelles attaquent le camp de Mugunga, près de Goma, entraînant la fuite de centaines de milliers de réfugiés. Une partie d'entre eux [environ 500 000] prend la route vers le Rwanda, dont la frontière a été rouverte par les autorités. La plupart des observateurs, à l'exception de MSF, annoncent le retour prochain de la totalité des réfugiés au Rwanda. À leurs yeux, ce retour a été précipité par le projet d'intervention armée internationale.

Dans la nuit du 15 au 16 novembre le Conseil de sécurité des Nations unies vote une résolution autorisant le déploiement de cette force.

L'ambassadeur du Rwanda aux Nations unies déclare alors que l'intervention n'est plus nécessaire, car selon lui, les réfugiés seront tous rentrés à la fin du week-end. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés continuent cependant à errer dans l'Est du Zaïre, toujours pris entre le feu des rebelles et celui des ex-FAR, milices et FAZ. MSF lance de nouveau dans la presse un appel à une intervention armée internationale pour protéger les civils et non pas seulement les opérations de secours. **V6** 



« Des demi-mesures lourdes de conséquences » **Communiqué de presse** MSF France, 15 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Au début du mois de novembre, Médecins Sans Frontières a appelé la communauté internationale à envoyer d'urgence une force armée pour assurer la protection des populations en danger. La récente annonce d'une intervention internationale est une bonne nouvelle, mais Médecins Sans Frontières craint que le mandat de la force ne se limite à la protection des opérations de secours.

MSF en appelle au Conseil de sécurité pour qu'il adopte un mandat plus large, seul à même d'apporter une solution durable à la crise. Médecins Sans Frontières insiste notamment sur la nécessité :

- de protéger des civils, désarmer et arrêter les auteurs du génocide de 1994 ;
 - de mettre en place les conditions d'un rapatriement réellement volontaire au Rwanda.
- 1/ Protection des civils, désarmement et arrestations des auteurs du génocide de 1994
- En refusant d'inclure le désarmement des anciens soldats de l'armée rwandaise et des miliciens interahamwes dans le mandat de la force, la communauté internationale ne

pourra garantir la protection des civils. Une opération de secours est certes nécessaire mais insuffisante pour résoudre la crise, comme on l'a vu à plusieurs reprises depuis 1994.

- Si la force ne peut pas procéder au désarmement des miliciens et des soldats, la communauté internationale prend le risque de recréer des zones sous contrôle de miliciens interahamwes et des anciennes forces de l'armée rwandaises et de favoriser de nouveaux cycles d'attaques et de représailles entre le Rwanda et le Zaïre.

- Dans des zones où restent actifs militaires et miliciens, les risques sont grands que l'aide ne parvienne pas à ceux qui en ont besoin.

- Le tribunal international se bat actuellement pour mettre en place les premiers procès contre les auteurs du génocide de 1994. Les troupes internationales peuvent-elles se permettre de les laisser se déplacer librement dans la région ? Les États signataires de la Convention sur la prévention et la répression des crimes de génocide de 1948 peuvent-ils s'abstenir de remplir leurs obligations ?

2/ Le retour des réfugiés

- La force internationale aurait comme deuxième mandat l'incitation au retour des réfugiés rwandais. Jusqu'à maintenant pourtant, peu nombreux sont ceux qui ont fait le choix de revenir dans leur pays. Le nombre d'observateurs des Droits humains est très largement insuffisant pour suivre les conditions du retour et la réinstallation dans les villages des populations rapatriées. Si elle doit favoriser le rapatriement des réfugiés, la communauté internationale doit également avoir les moyens d'assurer leur protection au Rwanda.

- Quant aux réfugiés burundais dont le pays est en pleine guerre civile, on ne peut envisager que le rapatriement soit une option viable. Pourtant des milliers d'entre eux ont été récemment renvoyés dans la région de Cibitoke, une des régions les plus dangereuses.

L'intervention d'une force armée internationale est nécessaire et urgente pour secourir plus d'un million de personnes. Mais sans mandat fort, elle ne saura apporter que des solutions de court terme et masquer les problèmes politiques qui déstabilisent la région. Dans le meilleur des cas, l'intervention ne mettra en place que des opérations de secours en urgence. Au pire, elle écrit le scénario d'une nouvelle catastrophe annoncée.

Depuis le début du mois de novembre, les volontaires de Médecins Sans Frontières tentent de porter assistance à plus d'un million de civils pris au piège de la violence dans l'Est du Zaïre et aux réfugiés qui fuient dans les pays voisins. Plus de 50 volontaires travaillent sur le terrain. 5 avions cargos avec 200 tonnes de matériel sont parvenus dans la région depuis le 4 novembre.

Actuellement, pourtant, les équipes de Médecins Sans Frontières ont accès à moins de 5 % des populations en danger de mort au Zaïre. La plupart des civils restent inaccessibles, pris en otage par les autorités de la région qui bloquent l'accès des organisations humanitaires.



« Appel à l'intervention immédiate d'une force armée internationale pour protéger les civils » **Communiqué de presse** MSF France MSF Hollande, 15 novembre 1996 (en français et en anglais).

Extrait :

PROTECTION ET ACCÈS NÉCESSAIRES POUR LES MILLIERS DE PERSONNES QUI FUIENT

Appel urgent à l'envoi immédiat d'une force militaire multinationale

Ce matin, des tirs et des bombardements au mortier ont forcé des milliers de personnes à fuir le camp de Mugunga, dans la région de Goma, pour se réfugier au Rwanda. Les

réfugiés ont rapporté que de nombreux blessés ont dû être laissés derrière. À l'heure actuelle, les organisations humanitaires ne peuvent toujours pas atteindre la plupart des victimes.

À 12 heures 15 (CET), 2 000 réfugiés avaient traversé la frontière rwandaise et étaient arrivés à Gisenyi. Le Dr Lysette Luykx de Médecins Sans Frontières raconte : « Ces personnes sont plutôt en bonne santé mais ce sont les plus valides qui ont traversé. Certains d'entre eux disent qu'ils se sont cachés dans la forêt pendant une semaine en se nourrissant de feuillages. Ils disent qu'ils sont prêts à tenter leur chance au Rwanda plutôt que de lutter contre la faim et la mort au Zaïre. » MSF assure la prise en charge médicale des rapatriés dans certains camps de transit.

L'équipe de Médecins Sans Frontières au Zaïre a recensé 30 personnes en fuite tous les 100 mètres sur la route en direction du Rwanda. Ce qui signifierait qu'environ 90 000 personnes fuient sur cette route de 28 km.

Les priorités en terme de secours sont l'eau, la nourriture et l'installation de centres de premiers soins mobiles. Le matériel de secours (bandages, biscuits protéinés, récipients et réservoirs d'eau) doit être acheminé en urgence. Pour l'instant, on ne sait pas si les organisations auront les autorisations nécessaires pour que le matériel puisse passer la frontière.

Médecins Sans Frontières appelle la communauté internationale à déployer en urgence une force militaire internationale qui permettrait de mettre en place des espaces de protection et un accès des secours aux populations.

50 volontaires de Médecins Sans Frontières et 400 tonnes de matériel sont en attente pour partir dans la région du Kivu, au Zaïre. 200 autres volontaires mènent des programmes d'assistance au Rwanda, Burundi, Zaïre, Tanzanie, Ouganda, et à Nairobi.



« Les Hutus réfugiés dans les camps du Zaïre regagnent massivement le Rwanda - Ce reflux a été favorisé par la décision de déployer une force multinationale. » Dominique Le Guilledoux, **Le Monde** (France), 17 et 18 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Par dizaines de milliers, les réfugiés hutus rwandais installés depuis deux ans dans l'Est du Zaïre ont commencé un mouvement de retour dans leur pays. Entamé vendredi 15 novembre, ce grand reflux se poursuivait samedi. De l'avis du Haut-Commissariat [des Nations unies] pour les réfugiés, le HCR, quelque 50 000 d'entre eux avaient déjà gagné la ville rwandaise de Gisenyi, en face de Goma, cité frontalière au Zaïre. Mais, pour le HCR, ce n'est que la première vague d'une marée de plus de 700 000 hommes, femmes et enfants qui s'est ébranlée, vidant notamment le sinistre Mugunga, le plus grand camp de réfugiés du monde.

[...] Parallèlement, dans la nuit de vendredi à samedi, le Conseil de sécurité de l'ONU votait, à l'unanimité, la résolution 1 080 autorisant le déploiement au Zaïre de la force multinationale qui doit venir en aide aux réfugiés. C'est un texte sans surprise, qui donne un mandat strictement humanitaire - acheminer l'aide - à une force de 10 000 à 15 000 hommes, dont la mission ne devrait pas dépasser quatre mois. Le noyau dur des forces engagées, sous commandement canadien, est formé d'Américains, de Britanniques, de Canadiens, d'Espagnols, de Français, d'Italiens, de Néerlandais et de Sénégalais.

La force multinationale devrait être à pied d'œuvre dans quelques jours. Mais, d'ores et déjà, elle a atteint un de ses objectifs : le retour des réfugiés. Car c'est, semble-t-il, la perspective rassurante de l'arrivée de cette force et, aussi, la pression militaire des Tutsis

sur les extrémistes hutus qui ont incité la population des camps à reprendre la route du Rwanda. Les extrémistes hutus, les milices dites interahamwe, qui tenaient la population réfugiée en otage, se sont dispersés dans les profondeurs des forêts de Kivu.



« L'ONU vote à l'unanimité l'envoi de la force multinationale. » Afsané Bassir Pour, **Le Monde** (France) 17 et 18 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Intervenant en anglais, l'ambassadeur du Rwanda, M. Gidéon Kayianamura, a, de son côté, poursuivi les efforts qu'il avait entamés la veille pour empêcher l'envoi d'une force multinationale à la frontière entre le Zaïre et son pays. « D'ici à lundi, la plupart des réfugiés auront regagné la mère patrie, a-t-il assuré. La force n'est donc pas nécessaire. » Il a demandé « au moins » un changement dans le mandat de la force, afin que celle-ci ait aussi pour mission de désarmer les miliciens hutus cachés dans les camps et qui furent les auteurs du génocide des Tutsis. Il n'a pas été entendu.



À MSF, on n'a jamais cru que l'armée rwandaise avait mené une opération humanitaire pour libérer les camps. On a essayé de prouver que ce n'était pas vrai. Là encore, on se dressait contre du négationnisme extrêmement bien organisé, soutenu évidemment par le gouvernement rwandais qui y avait intérêt, mais aussi soutenu par les Occidentaux, notamment les Américains, qui étaient ravis que le problème des camps de réfugiés soit réglé, en montrant aux yeux de l'opinion publique des images de ce « peuple libéré » rentrant en « terre promise ». C'était la fin du cauchemar. À MSF on n'y croyait pas. On était certain que ces gens étaient soit morts, soit encore en danger et que dans les deux cas, ils avaient besoin de nous. S'ils étaient morts, cela signifiait que ceux qui étaient rentrés, étaient aussi en danger de mort parce que si l'AFDL et les forces rwandaises avaient été capables d'en tuer un maximum d'un côté de la frontière, ça voulait dire qu'ils réservaient ensuite un sort peu enviable à ceux qui étaient rentrés.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français).

Les rebelles, soutenus par des éléments des forces rwandaises bloquent toujours l'accès à Goma aux journalistes et aux organisations humanitaires. Un hebdomadaire français cite un responsable de MSF : « On a l'impression qu'ils comptent sur les maladies pour régler le problème militaire que représente encore le noyau dur des Hutus rassemblés entre Mugunga et Saké. »



« Zaïre, la faim fera le travail... » Laurent Bijard, **Le Nouvel Observateur** (France), 14 au 20 novembre 1996 (en français)

Extrait :

Kigali a envoyé à Goma un certain nombre d'« experts » qui s'y entendent particulièrement bien en manipulations de toutes sortes. Radio-Star, la radio FM locale, sait organiser le chaos en ville à coups de messages alarmants chaque fois que cela les arrange de « faire monter la température ». Un jour, elle fait état d'une distribution imminente de nourriture

à la frontière, le lendemain, elle prévoit un convoi pour le Nord où les habitants de Goma pourront se procurer des légumes.

[...] Mais les nouveaux maîtres de Goma semblent eux-mêmes très nerveux. Après avoir connu l'euphorie de la victoire, ils doivent faire face à un début de contre-offensive des forces hutues regroupées à Mugunga. Les forces zaïroises, quant à elles, sont « totalement déphasées », selon l'expression d'un jeune Zaïrois désabusé. Leur humiliante débandade les a conduites jusqu'à Kisangani, soit à 500 kilomètres de Goma ! À croire que la peur leur a donné des ailes. Si aujourd'hui les Zaïrois de Goma assistent chez eux à une nouvelle guerre, celle-ci est purement rwando-rwandaise. Une bataille qui en tout cas n'augure rien de bon pour les centaines de milliers de réfugiés coincés au bout du lac Kivu. Ils sont ainsi plusieurs centaines de milliers d'otages d'un conflit que les stratèges de Kigali entendent désormais conclure à leur manière, et à leur avantage.

Manifestement, les chefs militaires rwandais ont un plan qu'ils sont en train d'appliquer, avec l'accord, semble-t-il, des États-Unis - c'est en tout cas ce que laissent entendre des diplomates de passage ici. Leur objectif est évidemment de régler une bonne fois pour toutes les problèmes posés à la frontière du Rwanda par la présence de centaines de milliers de réfugiés hutus, encadrés par les miliciens interahamwes et les ex-Forces armées rwandaises [ex-FAR]. [...] « On a l'impression, explique, dépité, un responsable de Médecins sans Frontières, qu'ils comptent sur les maladies pour régler le problème militaire que représente encore le noyau dur des Hutus rassemblés entre Mugunga et Saké. » Ce qu'un diplomate, après avoir remarqué que le pouvoir rwandais savait particulièrement bien gérer le temps, n'hésite pas à appeler « la politique du chien crevé au fil de l'eau » : elle consisterait à laisser les épidémies décimer les Hutus les plus irréductibles et à canaliser ensuite le retour au Rwanda des survivants.

En tout cas, les responsables militaires rwandais semblent bien décidés à conserver la haute main sur le robinet de l'aide humanitaire, qui devrait un jour atteindre les quelque 700 000 Hutus perdus quelque part dans les étendues des forêts, des savanes et des coulées de lave du Kivu. Kigali se permet même le luxe de pousser son avantage en barrant la route aux témoins, journalistes ou membres d'ONG. En écartant les caméras, le pouvoir rwandais - qui connaît parfaitement l'influence des médias modernes, avec ce qu'il est convenu d'appeler « l'effet CNN » - sait pertinemment que « sans images il n'y a pas de catastrophe humanitaire » et donc « nul besoin d'une intervention étrangère » aux conséquences qui pourraient être dérangeantes. Tantôt les journalistes étrangers sont éloignés du théâtre du drame, tantôt on leur laisse passer à quelques-uns, afin d'éviter les vagues. Les organisations humanitaires sont soumises au même régime de la douche froide, et il faut dire que les tergiversations des grands pays occidentaux, particulièrement des États-Unis, conviennent parfaitement à la politique de Kigali.

Les 16 et 17 novembre 1996, MSF annonce à la presse le renforcement de ses équipes au Rwanda et exige l'ouverture de l'aéroport de Goma aux vols apportant des secours ainsi que l'arrêt des restrictions à l'accès imposées par les autorités, en particulier autour des villes de Bukavu et Uvira, où 500 000 personnes ne reçoivent aucune assistance.

Dans la presse internationale, Paul Kagamé, vice-président et ministre de la Défense du Rwanda assume son soutien aux rebelles et affirme que les organisations humanitaires devraient apporter leur aide aux Rwandais rentrés dans leur pays plutôt que dans les camps de réfugiés à l'extérieur du pays.

Au Rwanda, le retour des réfugiés est totalement contrôlé par les autorités. Le 19 novembre, un des postes sanitaires (*way stations*) installés par MSF sur la route

de Gisenyi à Ruhengeri, pour assister les réfugiés qui rentrent au Rwanda, est fermé par les autorités rwandaises. V7



« Médecins Sans Frontières réclame l'ouverture immédiate de l'aéroport de Goma » **Communiqué de presse**, MSF Hollande, 16 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Des centaines de milliers de personnes sont sur la route entre Goma et Gisenyi. 120 000 personnes sont déjà arrivées au Rwanda. Dans le camp de Mugunga au Zaïre, le docteur Marc Gastellu de Médecins Sans Frontières a détecté quatre cas suspectés de choléra. Des analyses de laboratoire sont en cours afin d'obtenir une confirmation globale du diagnostic.

Des équipes de Médecins Sans Frontières, Merlin, Trocair et de deux organisations zaïroises ont mis en place deux dispensaires (dans le camp de Mugunga et dans la ville de Goma). De l'eau potable et des postes de premiers soins ont été établis tous les quatre kilomètres sur la route entre Mugunga et Goma.

Afin de pouvoir faire face à cette situation médicale d'urgence, Médecins Sans Frontières demande :

- une révision des restrictions imposées par les autorités au sujet de l'entrée de personnel médical, de kits choléra pour Goma et de matériel de sanitation;

- l'ouverture immédiate de l'aéroport de Goma aux vols de secours humanitaire

Médecins Sans Frontières dirige également de toute urgence l'attention sur le manque d'accès à Bukavu et Uvira, où des rebelles zaïrois ne lui donnent toujours pas l'autorisation de traverser la frontière. Autour de ces deux villes, il n'y a toujours aucune nouvelle des plus de 500 000 anciens réfugiés et personnes déplacées qui ont reçu une assistance internationale.



« Le général Kagamé s'explique sur la crise au Kivu » **La Croix** (France) 16 novembre 1996 (en français).

Extrait :

- Dans quelle mesure soutenez-vous les rebelles du Kivu ?

- Je soutiens la cause des rebelles parce qu'elle soulage notre pays des attaques des ex-Forces armées rwandaises et des miliciens. Ce qui m'intéresse, c'est le résultat. Si Mobutu avait réussi lui-même à changer la situation au Kivu, j'aurais applaudi et dis bravo.

- Dans l'éventualité d'une contre-attaque de l'armée zaïroise, soutenue ou non par une puissance étrangère, quelle sera l'attitude du Rwanda ?

- Vous ne voulez pas que nous restions là à prier ou à dormir sur nos deux oreilles ! Si cette contre-offensive était hostile au Rwanda, nous réagirions directement ou indirectement. Nous devons prendre la situation en main. Et si nous pouvons aider les rebelles de quelque façon que ce soit, nous le ferons. Je suis favorable à une solution régionale qui n'entraîne pas de problème pour le Rwanda. C'est aussi aux Zaïrois de décider, je le répète. Je veux un Zaïre stable, c'est dans notre intérêt. [...] Au lieu de dépenser cet argent à maintenir des camps qui coûtent très cher, pourquoi les organisations humanitaires ne le dépenseraient-elles pas au Rwanda à nourrir les réfugiés quand ils seront rentrés au pays ? Cela reviendrait moins cher à la communauté internationale.



« Rwanda : le retour très “contrôlé” des réfugiés hutus » Philippe Broussard, **Le Monde** (France) 26 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Voilà maintenant plus d'une semaine qu'ils ont franchi la frontière à Gisenyi, à 160 kilomètres au nord-ouest. Ils atteignent enfin Kigali, au terme d'un périple exténuant, effectué à pied ou à bord de camions. De jour en jour, leur nombre ne cesse d'augmenter, surtout dans la périphérie. Il n'est plus un faubourg, plus une commune des environs où l'on ne croise, ici ou là, des familles sur le chemin du retour. [...] Ces mouvements de population pourraient paraître désordonnés, dictés par le seul instinct de survie d'une foule errante, il n'en est rien. Tout indique, au contraire, que ces migrations massives sont le fruit d'une stratégie parfaitement réfléchie. Le Rwanda ne laisse à personne le soin de gérer cette crise en son nom. Rien de ce qui se passe depuis quelques jours dans le pays ne semble échapper au contrôle très politique du parti au pouvoir, le Front patriotique rwandais [FPR], à dominante tutsie.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) tout comme les multiples organisations non gouvernementales (ONG) présentes sur le terrain doivent se rendre à l'évidence : le gouvernement rwandais, même s'il a besoin d'aide logistique et financière, maîtrise la situation. « C'est une première dans l'histoire de l'humanitaire, un exemple qui fera date », estime Jacky Mamou, président de Médecins du monde. D'autres observateurs concluent déjà à une « véritable leçon » donnée à la communauté internationale. À Kigali, le premier souci des autorités est d'inciter les réfugiés à gagner au plus vite leurs quartiers d'origine. Il est hors de question de traîner en route et de laisser s'implanter les habituels camps d'hébergement. Dans les centres de transit, les réfugiés se reposent quelques heures avant d'être transportés en cars ou en camions vers l'étape suivante de leur odyssée. Ce système de transport dépend largement de l'armée rwandaise. À tel point que le HCR, chargé en théorie de ces opérations, n'aurait plus le contrôle de tous ses véhicules. Les soldats de l'Armée patriotique rwandaise ont pris les choses en main à leur manière, quitte à entasser cent personnes dans des cars prévus pour en accueillir cinquante...

Les centres de transit disposent d'un matériel restreint. Les ONG, qui peuvent y travailler avec l'aval de l'administration locale, ne sont pas autorisées à fournir de la nourriture aux réfugiés. Seuls les plus mal en point sont aiguillés vers les hôpitaux des environs. Les autres ne pourront espérer demeurer bien longtemps sur place. Tout est fait pour les dissuader de se sédentariser. [...] En fait, le FPR a mis au point un maillage d'une extrême efficacité. Les directives gouvernementales sont ainsi reliées sur le terrain par les préfets, lesquels sont en contact permanent avec les ONG et les représentants du HCR. De la sorte, rien n'échappe aux Rwandais, qui se font forts d'accueillir dignement les exilés. À l'évidence, ils misent toutefois sur un « éclatement » des groupes en provenance du Zaïre. L'effet de dispersion devrait limiter les risques d'infiltration des miliciens et des soldats hutus, responsables du génocide de 1994. Même si quelques-uns d'entre eux réussissent à revenir au pays, ils sont vite repérés. Suspectés d'avoir participé aux massacres de Tutsis, ils sont aussitôt interpellés. Plusieurs arrestations ont été signalées, samedi et dimanche, dans la capitale. Certains réfugiés se sont présentés eux-mêmes à la police. « Les “génocideurs” préfèrent s'en remettre à la justice plutôt que de subir la vengeance des rescapés », constate un observateur international.



« Fermeture d'une **way station** », **récit** de Claire Gillard Berthod, infirmière MSF, novembre 1996 (en français).

Extrait :

En fin de matinée nous avons eu la visite de deux civils du ministère des Réfugiés, nous distribuons du BP5 aux enfants et aux plus vulnérables, ils nous ont dit que nous n'avions pas à distribuer ça. Une heure plus tard, à 14h00, une dizaine de soldats rwandais sont arrivés et ils nous ont donnés quatre heures pour déguerpir, ils nous ont dit qu'il fallait démonter immédiatement parce que ça créait une aire de stationnement, un mini-camp : ils ne voulaient pas que les gens s'arrêtent même une demi-journée - quelque soit leur état de santé. Nous avons 20 malades diarrhéiques dont six étaient intransportables. Le staff local MSF m'a rapporté que pendant que j'étais en train de parler avec une partie des militaires, les autres soldats les ont molestés, giflés et les ont menacés de leur enfoncer leurs baïonnettes dans le ventre. J'ai appelé le coordinateur médical qui n'a rien pu faire, les soldats nous ont donnés quatre heures pour déguerpir et ils sont revenus toutes les heures vérifier que nous étions bien en train de plier bagages. Pendant que nous démontions avec les 6 personnes du staff local qui étaient restées, notre stock de BP5 a été pillé par les réfugiés et les habitants de la localité. Le pillage n'a duré que trente secondes. Nous étions en train d'évacuer les malades. Les derniers pillards ont même pris les matelas plein de vibrions cholériques. Nous avons été la première *way station* à se faire fermer.

Le HCR et le CICR se félicitent du retour des réfugiés, mais se disent toujours favorables à une intervention armée internationale, insistant sur le sort des réfugiés de la région de Bukavu. Alors que plusieurs États, dont les États-Unis, envisagent de revoir leur participation à une force armée internationale, la France affirme la nécessité de maintenir cette force. Les rebelles annoncent l'ouverture d'un couloir humanitaire qui permettrait aux réfugiés de Bukavu de rentrer au Rwanda.



« Une victoire tutsie aux lendemains incertains » Frédéric Fritscher, **Le Monde** (France), 20 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le retour massif des réfugiés au Rwanda incite plusieurs pays qui devaient participer à la mission militaro-humanitaire internationale dans l'Est du Zaïre, votée vendredi par le Conseil de sécurité des Nations unies, à réexaminer leur participation. Les États-Unis, qui déjà se faisaient désirer, sont de plus en plus réticents tandis que le Rwanda rappelle son opposition farouche à l'envoi d'une telle force internationale placée sous commandement canadien. La France de son côté, comme le Zaïre, estime nécessaire de maintenir cette mission internationale puisque près d'un demi-million de réfugiés errent toujours dans les collines.

Désamorçant fort à propos cet argument, les Banyamulenges ont annoncé lundi soir qu'ils allaient ouvrir un couloir humanitaire afin de permettre aux réfugiés du Sud-Kivu de rentrer chez eux en traversant la frontière entre Bukavu et Cyangugu. Une décision tactique qui vient à point nommé nourrir les atermoiements américains et les soupçons qu'entretiennent certains à l'encontre d'un gouvernement français suspecté de vouloir intervenir pour conforter le régime du président zaïrois Mobutu Sese Seko.



« Les organisations humanitaires favorables à l'envoi d'une force multinationale », **AFP** (France) Genève 18 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Les principales organisations humanitaires restaient lundi favorables à l'envoi d'une force multinationale neutre dans l'Est du Zaïre pour sauver un demi-million de réfugiés au Sud-Kivu, dont on reste sans nouvelles en dépit de retours massifs plus au nord.

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se sont félicités du retour de centaines de milliers de Rwandais réfugiés dans la région de Goma, au Nord-Kivu.

Mais aucune organisation humanitaire n'a pu avoir accès à 500 000 personnes dans la région de Bukavu et Uvira, dans le Sud-Kivu évacué le mois dernier après que les rebelles tutsis eurent conquis la zone sur les soldats zaïrois, ont déclaré des porte-parole.

« Le besoin est là. Je ne crois pas qu'il faille baisser les bras. Il serait prématuré de dire qu'on n'envoie plus de force multinationale », a déclaré Christiane Berthiaume, un porte-parole du HCR.

« On ne peut pas dire que le problème est réglé. Bukavu est maintenant la priorité », a ajouté Rolin Wavre, un porte-parole du CICR.

Les organisations humanitaires soulignent que les réfugiés de la région de Bukavu sont sans doute plus mal en point que ceux du Nord, car ils ont été privés d'aide depuis plus longtemps. Certains sont livrés à leur sort dans des conditions difficiles depuis environ un mois.

Outre les réfugiés, les combats entre rebelles, ex-FAR et forces zaïroises atteignent aussi les populations locales qu'ils jettent sur les routes de l'Ouest du Zaïre.

Les 19 et 20 novembre 1996, les équipes MSF installent un centre de tri médical à Kisangani, grande ville du Nord-Ouest du Kivu, où elles soutiennent l'hôpital général ainsi que ceux de Walikale et Lubutu.

Pendant ce temps, au regard de l'évolution de la situation dans la région des Grands Lacs, l'équipe MSF de Kigali et les sièges travaillent à un réajustement de la position de MSF vis-à-vis de l'intervention armée internationale et à des propositions sur les conditions d'un retour en toute sécurité des réfugiés au Rwanda.

Les responsables de MSF Belgique rappellent à la presse les difficultés à apporter une assistance aux réfugiés en fuite et leurs inquiétudes sur le sort de ceux qui sont rentrés au Rwanda.



« Position de MSF au sujet de l'intervention militaire » **Message** de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF dans les Grands Lacs aux responsables de programmes et bureaux délégués, 19 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Position de MSF

- Ici sur le terrain il est de plus en plus clair qu'il n'y aura pas d'action militaire digne de ce nom assurant la sécurité que nous demandons mais plus probablement une action vide de sens, pour la gloire des Américains arrivant à la fin du spectacle ou des Français arrivant à Kisangani avec leurs propres motivations politiques et militaires.

- Cependant beaucoup pensent que nous serions discrédités si nous faisons soudain volte-face et déclarions : on ne veut plus d'intervention militaire.

- MSF doit clarifier sa position car nous sommes perçus comme naïfs et irréalistes - il semble que nous devrions dire que pour Goma il est trop tard et qu'on devrait peut-être concentrer toute l'énergie sur l'accès et la sécurité à Bukavu – sur le fait que 200 000 réfugiés manquent encore à l'appel dans la région de Goma – au risque de paraître soutenir les FAR et les Interahamwes.
- Il est clair aussi que le HCR et les organisations de défense des Droits humains doivent déployer du personnel dans les communes de retour des rapatriés – il y a 114 communes au Rwanda – jusqu'ici le HCR a assuré qu'il déploierait un représentant par commune - il semble que ce seront des employés locaux ce qui ne représente pas une garantie pour les rapatriés.
- On reproche aux ONG d'être inactives et non préparées et de faire de l'argent avec le désastre.
- On nous reproche de ne pas distribuer de nourriture – tous les journalistes racontent à quel point nous faisons du mauvais travail – l'un des angles de critique les plus durs de la presse vis-à-vis de l'action humanitaire et des réfugiés reste sur le mode : « c'est l'antithèse de l'époque de Bob Geldof – l'époque des vacances de l'aide humanitaire est arrivée » Et cela reste difficile, bien que je connaisse personnellement tous les journalistes.
- Au cours de ses briefings, Ray Wilkinson, le porte-parole du HCR est aussi cynique que les journalistes, affirmant que tout le monde souhaite que cette affaire se termine le plus vite possible pour pouvoir rentrer le plus vite possible à la maison et que ces maudits réfugiés n'ont que ce qu'ils méritent. Atmosphère détestable.



« Ajustements à la position de MSF sur la région des Grands Lacs aux vues des récents développements » **Draft/Interne**, MSF Hollande, section coordinatrice, 20 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Des questions ont été posées au sujet de la pertinence de l'appel de MSF à une intervention armée en vue de changer la situation dans la région des Grands Lacs. Afin de maintenir une position crédible, MSF doit formuler un message consistant. La position telle qu'établie dans le document : « Zaïre, action plutôt qu'apathie » est toujours valide. S'il vous plaît, notez que c'est le rôle de MSF d'alerter ; MSF n'est pas tenue de donner des preuves sur ce qui se passe dans les régions où elle n'est pas présente. Les déclarations faites par MSF au sujet du nombre de personnes en danger et de l'explosion d'épidémies l'ont été sur la base de l'expérience.

[...] le principal objectif de la force multinationale devrait concerner l'accès humanitaire à la population du Nord-Kivu et la protection des populations dans le Sud-Kivu.

[...] MSF déclare que les conditions suivantes sont impératives pour créer les conditions d'un retour en toute sécurité au Rwanda :

- l'enregistrement et la sélection des rapatriés,
- la surveillance accrue du respect des Droits humains, en particulier dans les communes de retour des réfugiés,
- le renforcement d'un mécanisme adéquat permettant de gérer les requêtes des rapatriés concernant leur propriété,
- l'arrestation et la mise en détention des acteurs du génocide,
- l'amélioration de conditions de vie et des conditions médicales des détenus des prisons rwandaises,
- [...] MSF a commencé à rédiger un document soulignant ses inquiétudes en ce qui concerne un retour en toute sécurité au Rwanda.



« Après l'embellie, nouvel orage humanitaire » **Le Soir** (Belgique), 21 novembre 1996 (en français).

Extrait :

[...] Aujourd'hui, on commence à déchanter. Surtout dans les rangs humanitaires. À l'image de Médecins Sans Frontières (MSF), qui, sans ronds de jambe, douche l'euphorie de ceux qui s'extasiaient devant la libération des camps. Ainsi, une assistance humanitaire correcte reste impossible, alerte Eric Goemare, directeur général de MSF Belgique, fraîchement revenu de Kisangani (Nord-Ouest du Zaïre). D'une part, sur le territoire zaïrois, au nord et au sud de Goma, réfugiés rwandais, réfugiés burundais populations locales déplacées sont toujours inaccessibles. Parce que coincées et disséminées entre forces armées zaïroises en déroute, rebelles tutsis en progression, FAR et Interahamwes en repli et plusieurs factions incontrôlées en plein essaimage sur toute la ligne frontalière du Zaïre avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Tout le monde pillant tout le monde. Bref, on nous empêche l'accès de ces populations-là. Grenades placées sous les pneus des véhicules, à l'appui...

D'autre part, sur le territoire rwandais, les colonnes humaines ne s'attardent dans les camps de transit. Les autorités de Kigali les forcent à repartir vers leurs collines. Les plus gaillards, à pied. Encore. Les plus faibles, par camions et autobus. Problèmes. D'abord, d'un point de vue humanitaire. Ces populations sont sans cesse en mouvement, explique Dominique Boutriau, responsable du programme Zaïre/Rwanda, Les assister relève de la haute voltige. Ce qui entraîne stress et une grogne de plus en plus perceptible dans leurs rangs. Et une réelle inquiétude au sein des épidémiologistes : Le choléra est endémique dans la région, rappelle Marleen Boelaert, présidente de l'organisation. Une foule, sans soins, sans réhydratation, affaiblie, c'est un fameux risque d'augmenter en flèche le taux de mortalité. Qu'on se souvienne de juillet 1994 autour de Goma...

D'un point de vue démocratique, ensuite. Une fois réexpédiés chez eux, les réfugiés sont enregistrés par le bourgmestre, reprend Éric Goemaere. C'est lui qui doit distribuer l'aide. Autre contrôle que celui de 90 moniteurs des Droits humains, en comptant les administratifs purs. Pour 300 communes. Et des centaines de milliers de personnes...

Précisément, ces « centaines de milliers de personnes », Combien, au juste ? MSF estime le nombre de « rentrants » entre 350 000 et 500 000. Sur un total de 1,2 million (rwandais et burundais). Il reste donc au Zaïre, au moins, 700 000 réfugiés. Plus 800 000 Zaïrois déplacés... À protéger, à atteindre, à assister. Ce qui passe par l'intervention d'une force internationale avec mandat adapté à la nouvelle situation. Et aux prochains brûlots. Sinon, on n'y arrivera jamais. On s'est réjoui trop tôt.



« Coordination » **Message** de Marcel Vos, directeur de la communication et de la collecte de fonds de MSF Hollande, 21 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Il est à noter que l'attitude des médias envers les ONG et envers MSF devient de plus en plus négative.

Dans plusieurs pays, MSF doit faire face à des critiques croissantes de la part des médias. Nous supposons que vous êtes bien conscients du chaos concernant les données de la « danse avec les chiffres » ainsi que du rôle des ONG.

[...] Nous pensons que ceci est très alarmant et plus que jamais nous devrions nous rendre compte qu'il nous faut serrer les rangs.



« Les agences de secours redoutent une catastrophe au Zaïre – Les réfugiés descendant vers Bukavu subissent de graves pénuries alimentaires. »
International Herald Tribune/Reuters (Royaume-Uni) 24 novembre 1996 (en anglais)

Extrait :

Le Secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré mardi qu'il craignait des combats entre l'armée et les Tutsis ne détériorent et ne s'étendent à une confrontation entre le Rwanda et le Zaïre.

[...] Des responsables des Nations unies disent craindre une urgence similaire à celle du génocide au Rwanda et de l'exode des réfugiés en 1994 et s'inquiètent de la possibilité d'évolution vers un conflit régional impliquant le Rwanda et le Burundi.

Les 22 et 23 novembre 1996, des images satellites de la région du Kivu, analysées par les forces canadiennes à partir de prises de vues américaines sont présentées à la presse et aux ONG, à l'ambassade américaine à Kigali. Les chiffres sont largement inférieurs à ceux fournis la veille au HCR. Cet écart de plusieurs centaines de milliers de réfugiés ne cessera d'alimenter les polémiques sur l'existence et le nombre des réfugiés qui ne sont pas rentrés au Rwanda et sont victimes des combats dans l'Est du Zaïre, sur la nécessité de leur porter assistance et les dangers d'encourager leur rapatriement au Rwanda.



« Proposition de position » **Message** de Samantha Bolton, chargée de communication MSF pour les Grands Lacs à MSF Goma/Gisenyi/Bukavu, MSF Amsterdam, 22 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Comme vous en avez sans doute entendu parler, après une forte pression, les Américains ont finalement accepté de dévoiler les résultats de leurs vols de reconnaissance. Merci de lire le point de Arjan (Vanessa le distribue.)

En fait, ils ont survolé une zone d'un rayon d'action de 100 km autour du lac Kivu, mais pas suffisamment loin à l'intérieur du Zaïre.

S'il vous plaît, voyez aussi l'annonce faite à l'AFP par la Fédération des Croix-Rouges le 21 novembre concernant leur survol, qui a aussi été distribuée (Vanessa, assure-toi qu'ils l'ont tous eue.)

Selon les représentants des États-Unis ici, un groupe de 159 000 à 175 000 réfugiés réguliers (ceux qui étaient bloqués à la moitié du chemin au-dessus du lac) se dirige vers Walikale et un autre de 100 000 individus soupçonnés d'être des Interahamwes se dirige vers Masisi et Walikale – Cependant il semble que les services de renseignement américains aient donné hier au HCR des chiffres plus importants. (semblables à ceux avancés par la Croix-Rouge.)

Le général Smith qui a fait le briefing aux ONG puis aux journalistes ce matin n'a informé les journalistes que de l'existence des 150 000 situés autour du lac, mais pas de celle des 100 000 autres qu'il appelle « les FAR et leurs familles. »

On nous pose des questions sur notre réaction à la déclaration américaine. Les journalistes disent : « Alors, l'intervention n'est plus nécessaire etc. »

[...] Nous ne voulons pas nous concentrer sur l'affaire des chiffres mais sur l'ensemble du tableau qui nous est présenté et sur le fait qu'il n'y a maintenant plus aucune excuse

pour ne pas fournir de l'assistance et nous réclamons l'accès et un passage en toute sécurité.

Notre réaction du terrain :

- Nous sommes satisfaits que les Américains aient enfin dévoilé leurs chiffres.
- Cependant nous sommes toujours inquiets du fait que les chiffres soient encore controversés et que le Général Smith, le chef de l'équipe militaire d'évaluation ait déclaré aux ONG qu'ils avaient limité leurs observations à un rayon de 100 km autour du lac.
- Nous aimerions avoir les détails des survols américains à l'ouest de la zone des 100 km de Bukavu, Uvira, Baraka et Fizi, en particulier des zones autour de Katchungu Shabunda et Kigulube à l'ouest de Bukavu où des missionnaires nous ont dit qu'il y avait 100 000 à 250 000 réfugiés (voir aussi avec la Croix-Rouge). Ils doivent aussi rassembler de l'information sur les populations réfugiées et déplacées dans la région (en particulier des Burundais dont on n'a aucune nouvelle).
- Nous exigeons l'accès à ces personnes. Nous avons besoin de sécurité pour apporter une assistance humanitaire.
- En ce moment, les agences de secours sont bloquées sur les routes, empêchées d'aller plus loin que Mugunga dans les zones tenues par les rebelles et la communauté internationale continue à retarder l'intervention militaire qui sécuriserait les aéroports et des corridors dans l'Est du Zaïre.
- Maintenant que nous savons où se trouvent ces gens il n'y a plus aucune excuse. Nous exigeons de pouvoir faire notre travail.

Les sièges, pouvez-vous nous dire si ce sont les rebelles qui assurent la sécurité et l'accès par la route de Goma (comme ils ne veulent pas d'intervention armée et qu'on est de plus en plus bloqués – hier et aujourd'hui nous avons à peine pu nous rendre à Mugunga ou Sake et aujourd'hui on a dû prendre un chemin détourné pour se rendre à Mugunga en évitant les barrages.)

Ou bien si c'est la force armée internationale, qui n'a désormais aucune excuse pour dire qu'elle ne peut rien faire – s'ils ne veulent pas négocier avec les Interahamwes et les militaires ils devraient au moins sécuriser l'accès du groupe des réfugiés du lac à un aéroport à Walikale ou vers l'ouest du lac (il est possible que les réfugiés bifurquent vers le nord, en direction de Goma.)



« 700 000 réfugiés errent encore dans l'Est du Zaïre. » **Le Monde** (France) 23 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Emma Bonino, commissaire européen chargée de l'aide humanitaire, a de nouveau accusé jeudi la communauté d'indifférence, voire de racisme déguisé, à propos des réfugiés dont on est sans nouvelles dans l'Est du Zaïre. « Je suis écœurée devant cette valse honteuse de réunions et contre-réunions alors que tout le monde sait que des innocents souffrent et meurent depuis des semaines », s'est-elle exclamée devant le Parlement européen.

[...] Depuis la semaine dernière, environ cinq cent mille réfugiés sont rentrés en masse au Rwanda, venant de la région de Goma. Mais le sort de sept cent mille autres personnes reste incertain. Pour la première fois depuis des semaines, on a été, jeudi, en mesure de localiser ces réfugiés disséminés dans l'Est du Zaïre, grâce à des photos satellite et aux informations fournies par des vols de reconnaissance occidentaux. Quelque cinquante mille réfugiés ont été repérés dans une zone située à l'ouest de la région du Masisi, près de Goma, et cent mille autres au nord de cette ville. Environ deux cent mille ont été localisés à environ 75 kilomètres au nord de Bukavu et deux cent cinquante mille autres

dans la direction opposée, à environ 75 kilomètres au sud. En outre, on estime à cent mille le nombre de réfugiés qui ont pénétré plus profondément au Zaïre et qui se trouvent dans la région de Fizi, à une centaine de kilomètres au sud d'Uvira. Pour la première fois depuis le début de la crise, il y a plus d'un mois, des avions fournis par les puissances occidentales avaient pu, les jours précédents, survoler la zone et prendre des photos. Un avion américain a été pris pour cible, mercredi, sans être touché. Les États-Unis ont toutefois suspendu les vols.

Ces données contredisent la version du gouvernement rwandais, qui juge négligeable le nombre des réfugiés toujours sur les routes au Kivu, le Zaïre oriental tombé en grande partie aux mains des rebelles tutsis soutenus par Kigali. Ce nombre est « infime », a déclaré, jeudi soir, le porte-parole de la rébellion, Laurent Kabila.



Je me rappelais clairement qu'à Benaco en 1994, quand les réfugiés avaient passé la frontière, les photographies aériennes réalisées par le HCR, via les satellites américains nous donnaient de l'information sur les mouvements de masse des réfugiés. C'était toujours disponible immédiatement. Alors, en novembre 1996, je me suis dit : « Mais qu'est-ce qui se passe ? C'est impossible ! Ça fait trois semaines et on n'a aucune information au sujet de plusieurs centaines de milliers de personnes. »

Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections), coordinateur dans le sud Kivu (en français).



Il y avait des militaires basés à Kigali qui faisaient du survol. On leur demandait pourquoi ils étaient capables de survoler cette jungle et pourquoi ils ne donnaient pas les réponses. Dans mes interviews quotidiennes avec les journalistes, je disais : « C'est de la folie. On a passé toute notre jeunesse pendant la guerre froide à entendre dire que les Américains étaient capables de lire dans un journal intime, de la hauteur d'un immeuble de douze étages, avec tous leurs gadgets de parfaits espions et là, ils sont incapables de voir 250 000 personnes qui fuient ! »

On participait au briefing de l'ambassade américaine et la question a été posée de savoir s'il restait des réfugiés, ce qu'il s'était passé avec les Interahamwes qui s'étaient enfuis. MSF tenait le discours suivant : « il y a 250 000 personnes et ce n'est quand même pas possible que vous les perdiez. » Là, ils répondaient : « c'est très difficile parce qu'avec la jungle, les arbres, on ne voit rien ». Même le HCR faisait pression pour savoir. Ils faisaient des survols mais ils ne donnaient pas les infos. Ils disaient : « on ne veut pas donner les infos parce que ça pourrait être utilisé par les Rwandais pour aller chercher les réfugiés ». Mais on se doutait bien qu'ils les donnaient ces infos, parce qu'ils étaient très proches de Kigali, et les ambassadeurs anglais et américain étaient complètement dans la poche de Kagamé. Quand on allait au briefing, ils nous prenaient vraiment pour des imbéciles. Ils ont d'abord fait un briefing d'ONG puis un autre où ils ont invité les journalistes. Chez nous, ils ont fait un discours et une demi-heure après, ils ont dit complètement le contraire aux journalistes en éliminant des infos. Le Washington Post m'a appelée en me disant : il n'y a pas de réfugiés, qu'est-ce que c'est que ça ? J'ai dit : « Vous rêvez ! votre diplomate vous a donné un briefing différent du nôtre, il faudrait que vous alliez récupérer les infos de l'ambassade américaine. » Je suis allée à l'hôtel immédiatement récupérer les journalistes pour leur dire : « On vous raconte des bêtises. Ils nous ont dit ça une demi-heure avant et ils vous racontent ça. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? » Ils sont tous partis à l'ambassade pour voir pourquoi il y avait deux histoires différentes. Tous les jours, dans les interviews à l'hôtel où il y avait tous les journalistes, je disais très ouvertement : « ça ne va pas avec les Américains. Ils font des survols. On ne sait pas ce

qu'ils font avec les informations, à qui ils les donnent» Un jour, l'attaché est sorti et a commencé à me crier dessus devant des journalistes en disant : «A MSF, vous êtes fâchés parce que les réfugiés reviennent en bonne santé. Écoute le ton de ta voix quand tu parles de l'Amérique, C'est dégueulasse comment tu parles de l'Amérique». J'ai dit au journaliste du Christian Science Monitor qui m'interviewait : «Voilà votre ambassadeur. Est-ce qu'il vous paraît neutre dans cette histoire ? Est-ce qu'il vous paraît très diplomate ?» J'ai hurlé à l'attaché : « Vous êtes vraiment un bon diplomate ! Vous entendez sur quel ton vous me parlez ? ». Cette histoire d'ambassade qui disait deux choses différentes, ça intéressait les journalistes, toujours à l'affût d'un scandale autour d'un gouvernement qui cache quelque chose. Ils ne comprenaient pas pourquoi les infos n'étaient pas données. Je leur disais : « S'il n'y a pas de réfugiés manquants, pourquoi ne veulent-ils pas montrer les photos ? ». On a récupéré un peu de crédibilité parce qu'ils voyaient qu'il y avait quelque chose qui était caché. C'était vraiment une bataille de l'information avec le HCR, les Américains et Kigali qui disait que tout le monde était rentré, sauf des groupes de soldats, des Interahamwes etc...

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).

BATAILLE DES CHIFFRES ET ABANDON DE LA FORCE INTERNATIONALE

Le 21 novembre 1996, le Programme alimentaire mondial (PAM) déclare qu'une catastrophe est se profile si la nourriture ne peut pas être acheminée vers Bukavu et Goma. Les agences humanitaires sont menacées par les troupes zaïroises censées les escorter.

Le même jour, le directeur de la communication et de la collecte de fond de MSF Hollande, demande aux directeurs des opérations de toutes les sections de coordonner leurs déclarations publiques, de « serrer les rangs » face aux attaques des organisations humanitaires par les médias et au chaos concernant les données de la « danse des chiffres ».

Le 23 novembre 1996 le Secrétaire général des Nations unies déclare craindre une confrontation entre le Rwanda et le Zaïre, tandis que d'autres responsables des Nations unies s'inquiètent de la menace d'une crise d'urgence qu'ils estiment aussi grave que celles créées par le génocide et l'exode des réfugiés en 1994.



« Les agences de secours redoutent une catastrophe au Zaïre - Les réfugiés descendant vers Bukavu subissent de graves pénuries alimentaires. » **International Herald Tribune/Reuters** (Royaume-Uni) Bukavu, 24 novembre 1996 (en anglais)

Extrait :

Mercredi, les agences de secours ont averti qu'une catastrophe menaçait les centaines de milliers de personnes dans l'Est du Zaïre, alors que des réfugiés et d'autres fuyaient les combats. Les travailleurs humanitaires ont affirmé que si les vivres n'arrivaient pas dans les jours qui viennent à Bukavu, des centaines de milliers de réfugiés rwandais et burundais de civils zaïrois déplacés seraient affamés. « Si les vivres n'arrivent pas à Bukavu, nous allons vraiment voir surgir une catastrophe » a déclaré Brenda Barton, la porte-parole du Programme alimentaire mondial des Nations unies.

« Nous avons besoin d'un approvisionnement immédiat pour assurer la distribution prévue le 3 novembre. » Elle a affirmé que le programme d'approvisionnement de Goma,

au nord de Bukavu, a été arrêté quand le Zaïre a fermé ses frontières avec l'Ouganda, bloquant 68 camions abritant 2 500 tonnes de vivres destinés aux camps du Zaïre. [...] Mercredi, les travailleurs humanitaires, ont rapporté que des Zaïrois, armés de lances et de machettes ont essayé de bloquer leur évacuation de l'Est du Zaïre. Ils ont déclaré qu'il était impossible aux organisations de secours de travailler dans la ville d'Uvira car des soldats zaïrois très nerveux pillaient leurs véhicules. « Je n'avais pas vraiment peur des Banyamulenges » a déclaré un volontaire « J'étais plus effrayé par les soldats vaincus. » [...] « Les soldats zaïrois escortant les travailleurs humanitaires ont ouvert le feu, essentiellement en l'air, bien qu'une personne dans la foule ait été blessée » a-t-il ajouté.

Le 23 novembre 1996, le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés réaffirme que 700 000 Rwandais sont encore en errance dans l'Est du Zaïre et demande à nouveau les moyens de les atteindre pour leur porter secours. Les États bailleurs de fonds et les organisations internationales demandent aux gouvernements d'entreprendre une action rapide pour permettre aux organisations humanitaires d'accéder aux réfugiés. Le gouvernement rwandais demande 700 millions de dollars d'aide pour le retour des réfugiés.

Le même jour, le ministre de la Défense et Vice-président du Rwanda, Paul Kagamé déclare à *The Economist* (Royaume-Uni) qu'il y avait un « petit rapport » entre le retour soudain des réfugiés provoqué par les attaques des rebelles et la préparation de la force multinationale.



« Ogata insiste sur la situation des réfugiés toujours dispersés au Zaïre. » **AFP** (France) Genève, 23 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux réfugiés a réaffirmé samedi à Genève qu'outre les quelque 500 000 réfugiés rwandais rentrés dans leur pays ces derniers jours, il avait encore « des centaines de milliers de Rwandais perdus dans une nature sauvage au Zaïre ».[...]

Mme Ogata, observe-t-on, a d'emblée élargi le débat à l'ensemble du problème et souligné que, sans une aide assurant leur sécurité, les humanitaires ne pouvaient plus intervenir dans l'Est du Zaïre.

Mme Ogata a repris dans son intervention le chiffre global de 700 000 réfugiés et déplacés toujours dispersés dans l'Est du Zaïre, chiffre contesté par les États-Unis et le Rwanda.

« Leur situation doit être désespérée, mais sans aide nous ne pouvons pas les atteindre afin de leur fournir simultanément un secours d'urgence et permettre leur retour en sécurité [...] Beaucoup de vies sont en jeu. Ma requête est qu'on nous donne les moyens de les atteindre et d'aider ces gens aussi vite que possible », a-t-elle déclaré.



« La grande évasion » **The Economist** (Royaume-Uni) 23 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Les armées occidentales viennent in extremis de se voir épargner une nouvelle guerre africaine calamiteuse. Alors qu'une force multinationale se préparait à entrer dans l'Est du Zaïre pour aider à secourir les réfugiés rwandais, les rebelles zaïrois ont accompli ce que personne n'avait osé entreprendre depuis deux ans : renvoyer plus de 500 000 réfugiés chez eux. Coïncidence ? « Je crois qu'il y a une certaine relation, » constate Paul Kagamé, le général qui en pratique, sinon formellement, gouverne le Rwanda. « Mais je ne connais pas les détails » ajoute-t-il aussitôt.



« La réunion de Genève sur les réfugiés rwandais réclame une action rapide. » **AFP** (France) Genève, 23 novembre 1996 (en français).

Extrait :

La réunion sur les réfugiés rwandais tenue samedi à Genève a appelé les gouvernements « à engager une action rapide » pour permettre aux organisations humanitaires d'accéder aux réfugiés et déplacés du Zaïre.

Dans un communiqué, les pays donateurs et les organisations internationales « appellent de façon pressante les gouvernements à engager une action rapide concernant les mesures nécessaires pour permettre aux organisations humanitaires et à leurs partenaires exécutifs d'accéder (aux réfugiés et déplacés du Zaïre), afin de soulager les souffrances et de faciliter un retour rapide ».

De nombreuses délégations ont souligné qu'outre les réfugiés déjà rentrés au Rwanda, « des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées ailleurs - dans la région » continuent de subir « un sort tragique ».



« Kigali réclame 700 millions de dollars pour le retour de ses réfugiés - L'envoi d'une force internationale toujours discuté à Stuttgart. » **AFP** (France) Genève, 23 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le Rwanda a réclamé samedi 700 millions de dollars pour réintégrer les réfugiés hutus rentrés ou attendus dans leur pays en provenance du Zaïre, tandis que les discussions se poursuivaient sur les options éventuelles pour l'envoi d'une force multinationale dans l'Est zaïrois.

Cette demande de Kigali à la communauté internationale a été présentée par le ministre rwandais des Transports et des Communications, Charles Murigande, lors d'une réunion à Genève des ministres et représentants des principaux pays bailleurs de fonds, des agences des Nations unies, de la Croix-Rouge internationale et du gouvernement rwandais. Le Zaïre était présent à titre d'observateur.

« Le plan rwandais est bon. Ce n'est pas une conférence où l'on promet de l'argent mais les indications vont dans le sens d'une volonté de financement substantiel », a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU aux réfugiés, Sadako Ogata.

Le 26 novembre 1996, la chargée de communication de MSF pour les Grands Lacs propose une réponse pour faire face aux critiques des journalistes qui reprochent aux organisations humanitaires d'avoir exagéré le nombre des réfugiés et la gravité de leur état de santé.



« Proposition de communication/information pour les semaines à venir » **Fax** de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF dans les Grands Lacs à ET, aux desks et aux départements de la communication, 26 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

- MSF peut s'attendre à une avalanche de critiques de la part des journalistes concernant l'exagération du nombre de morts et de réfugiés dans l'est du Zaïre.
 - MSF a besoin de surveiller la situation de près dans l'Est du Zaïre.
 - Il est possible que nous devions faire une mise à jour de nos informations sur la situation au Zaïre auprès des correspondants à Nairobi dans une quinzaine de jours - mais seulement si nous avons des données médicales de terrain fiables.
 - On va nous écorcher vifs si quoi que ce soit d'autre que nous disions est basé sur des estimations et pas sur des faits - en particulier dans le domaine médical.
 - La plus grande partie du contrôle des dégâts que les sections vont devoir entreprendre consistera à rétablir la crédibilité après l'annonce des 13 000 morts et un décès toutes les x minutes.
 - A partir de maintenant, toutes les sections devraient garder un profil bas sur les hypothèses politiques et s'en tenir aux faits.
 - C'est le seul moyen de contrôler les dégâts.
 - D'après ce que nous disent les journalistes établis (Kurt Lindyer du *New York Times*) etc - les journalistes font une analyse de la crise sur deux ans - pour voir ce qui ne va pas - la couverture journalistique - les agences de secours internationales - l'ONU - les rebelles - on peut s'attendre à un des problèmes majeurs.
4. URGENT - URGENT - si un nouveau charter est prévu, pouvez-vous s'il vous plaît en profiter pour nous apporter :
- 75 exemplaires de « Briser l'engrenage »,
 - 75 exemplaires de « Impasse dans la crise des réfugiés »,
 - 75 du rapport Masisi,
 - 75 du rapport sur les prisons de Gitarama,
 - nous avons besoin de toute urgence de les distribuer à tous les journalistes et les diplomates pour les leur remettre en mémoire et rattraper notre fiasco - s'il n'y a pas de charter, pouvez-vous s'il vous plaît les faire apporter par le prochain expatrié - c'est mieux d'avoir des versions finalisées que des versions photocopiées à Kigali.



Interview d'Alex de Waal, **BBC** (UK), 27 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Pourquoi les Nations unies, Médecins Sans Frontières et OXFAM se sont-ils trompés à ce point ? Il nous faut analyser comment travaillent ces agences de secours. Elles ne se développent que si elles savent comment lever des fonds, auprès du public comme auprès des gouvernements. De nombreuses agences ne peuvent survivre si elles ne lancent pas régulièrement des appels très visibles et la compétition s'accroît.

Ces messages permettent de lever des fonds. Une conduite plus honnête serait de dire : « Les gens souffrent beaucoup et certains d'entre eux vont mourir et votre argent peut probablement les aider un peu. » Mais cela ne rapporte pas de fonds. Les appels à l'aide sont exagérés et amplifiés.

[...] Les rebelles zaïrois font le travail qu'aucune force des Nations unies ne fera jamais : vaincre les milices extrémistes sur le champ de bataille. Si les agences et les troupes occidentales s'étaient engagées, la situation serait pire. Plus de gens seraient morts. Donc soyons francs. L'aide a un rôle à tenir, mais il peut être dangereux. Médecins Sans Frontières et OXFAM devraient avoir l'honnêteté d'admettre qu'elles ont eu tort. Si elles ne le font pas, nous regarderons tous leurs appels avec un œil beaucoup plus sceptique.



« Quand le scalpel se révèle plus efficace que le sparadrap... » Colette Braeckman, **Le Soir** (Belgique), 28 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Ils meurent comme des mouches... Si l'on n'intervient pas, il y aura 12 500 morts par jour, un million d'ici Noël. Ce sera un génocide caché, le choléra décimera tout le monde. Le bêtisier de ce qui était présent comme la plus grande crise humanitaire de tous les temps reste à écrire : le retour massif et pacifique des réfugiés hutus de Zaïre déjoue les cris d'alarme des politiques et a pris au dépourvu la plupart des organisations humanitaires. En effet, contrairement à tout ce qui avait été pronostiqué, les autorités rwandaises ont démontré qu'elles souhaitaient réellement le retour des exilés, malgré les difficultés matérielles et psychologiques que posera leur réintégration. Mais surtout, aussi bien les témoignages des réfugiés que l'état physique de la plupart d'entre eux infirment tout ce qui avait été dit à leur sujet !

Il se confirme en effet que la plus grande partie des réfugiés était bel et bien prise en otage par les leaders extrémistes, qui n'hésitaient pas à tuer ceux qui faisaient mine de vouloir s'échapper des camps. Les récits des rapatriés soulignent aussi la réalité de « l'impôt de guerre » qui était perçu auprès des civils, illustrent la réalité du détournement de l'aide alimentaire qui, revendue avec la complicité de certains des généraux zaïrois, servait à acheter des armes. La réalité des camps, où l'aide humanitaire a servi durant deux ans et demi à conforter l'emprise des responsables politiques et militaires du génocide sur un peuple tenu en otage, aurait dû inciter à la modération des organisations qui, par leur naïveté, leur aveuglement sinon leur complicité ont contribué à pérenniser le problème. Or, c'est le contraire qui s'est produit : ceux-là même qui n'avaient pas vraiment remarqué l'atmosphère de violence et de contrainte qui régnait dans les camps sont ceux qui ont dénoncé le plus fort le - génocide virtuel - lorsque les camps furent démantelés et ainsi desserrée l'emprise que les bourreaux exerçaient sur leurs otages. Aujourd'hui, d'autres réalités apparaissent, plus réconfortantes. Certes, les plus faibles sont morts en chemin, de maladie ou d'épuisement, et le décompte exact des victimes de l'exode ne sera jamais fait. Certes, la condition physique des derniers groupes, qui, remontés de Bukavu, franchissent aujourd'hui la frontière à Goma après des semaines d'errance est moins bonne que celle des premiers arrivés. Cependant, les observateurs reconnaissent, avec soulagement, que la plupart des réfugiés sont en meilleur état que ce que l'on craignait : ayant été soutenus durant de longs mois par l'aide internationale, ils ne sont pas en état de malnutrition avancée, même s'ils ont souffert durant leur exode.

[...] *Prefed*, une ONG de développement dans les trois pays de la région, constate cruellement : En rétrospective, il semble que la mobilisation médiatique et les cris alarmistes aient surtout visé à renflouer les caisses des humanitaires pour leur

permettre de continuer à travailler dans les camps au Zaïre, ce qui aurait contribué à éterniser l'instabilité dans la sous-région.

[...] Certes, la manière violente dont les camps ont été vidés au Zaïre, les réfugiés se trouvant soudain séparés de leurs intimidateurs, les contraintes pesant sur les ONG qui auraient voulu permettre aux plus faibles, aux malades de se reposer durant quelques jours, la fermeture des *way stations* de MSF, le choix de n'autoriser que la distribution de biscuits hautement énergétiques peuvent heurter une logique purement humanitaire. Mais le résultat final de l'opération démontre que, finalement, face à un abcès, le scalpel peut être plus efficace que le sparadrap.



« Les approximations des organisations humanitaires - Chiffres et jugements annoncés sur le terrain sont souvent contradictoires. » **Libération** (France) 18 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Depuis deux ans, où le problème des réfugiés bouleverse la région des Grands Lacs, l'aide humanitaire semble, aux yeux du public, dans cet éternel porte-à-faux, toujours prête à annoncer une catastrophe qui n'a pas forcément lieu, mais où, de toute façon, elle arrivera trop tard. Pour comprendre cette situation, il faut évidemment savoir que, dans les zones instables en particulier, l'aide et ses stratégies ne sont pas des sciences exactes. La région des Grands Lacs est particulièrement incernable ; il s'y effectue des mouvements de population d'une ampleur incroyable, en un temps record, difficilement compatible avec les lourdeurs de la logistique.

D'autre part, et sans doute est-ce là l'aspect véritablement ambigu de ces opérations, l'humanitaire entretient avec les interventions militaires internationales de type Casques bleus une passion contrariée. À Goma, en 1994, les *French doctors* refusent d'abord leur aide parce que les *French troops* (l'Opération Turquoise) ont délimité des zones tampons dans le conflit rwandais. Déontologiquement, et avec des arguments concrets et honnêtes, beaucoup d'organisations renâclent alors à servir de caution à une opération qu'elles considèrent surtout comme politique, du moins au moment de son lancement. Deux ans plus tard, fin octobre, ce sont les humanitaires qui réclament une « force internationale », seule apte, selon eux, à leur permettre de poursuivre leur mission sans risque. Mais, cette fois, c'est l'aide qui tarde.



Si on laisse des gens sans nourriture, sans eau, la situation se dégrade extrêmement vite. Le passé nous l'a montré. Les Kurdes étaient en pleine santé avant leur migration. Et en l'espace de quelques jours dans la montagne, sans rien, ils se sont retrouvés dans une situation extrêmement précaire. Tous les grands mouvements de population, entraînent une dégradation très rapide de la santé des personnes qui se déplacent.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, directeur général (en français).



En médecine, l'effet d'un traitement, se mesure dans une fourchette. Il peut avoir de l'effet sur une population et pas sur une autre, pour des raisons parfois simplement génétiques, parce que les gens n'ont pas la même enzymologie etc... En sciences humaines et en médecine, les chiffres sont de toute façon des fourchettes, des ordres de grandeur, des estimations. La question n'est pas de fournir des chiffres précis, c'est d'expliquer

clairement, de manière transparente, la méthodologie avec laquelle on construit les ordres de grandeur, les estimations.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).



Notre analyse était la suivante : si les médias peuvent entrer mais pas les organisations humanitaires, dans un contexte où les camps sont complètement dépendants de l'extérieur pour l'approvisionnement en eau et en nourriture, nous devons envisager le pire. C'est mon expérience. Après avoir été critiqué plusieurs fois, je disais aussi : je me souviens que dans ce type de situation, à chaque fois que nous avons été optimistes, dans les dix dernières années, nous avons eu tort. Dans ce type de situation, l'optimisme n'est pas efficace... C'est même un crime d'être optimiste, lorsqu'on sait que les Tutsis ont une raison pour tuer les Hutus, qui eux-mêmes les ont massacrés.

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en français).



Quand les gens sont sortis des camps, joufflus et bien replets, et sont rentrés au Rwanda, ça a été vraiment la grande gifle pour les agences humanitaires et surtout pour celles qui étaient montées au créneau. Je pense que ça a été l'année la plus intéressante parce qu'on a dû se défendre et parce que ça ne nous arrivait jamais. On était toujours les gens sympas, les beaux médecins (ça, c'est encore un autre mythe !) On a donc fait énormément de presse, de télévisions, de débats publics sur l'obligation de faire des pronostics pessimistes et pourquoi il fallait les faire. En fait, on s'est retrouvé dans une position très utile parce que ça nous a permis d'expliquer pourquoi ce type d'analyse est complexe etc. Je crois qu'on s'en est bien sorti mais c'était très inconfortable.

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).



Pour les journalistes, après toute cette agitation, l'histoire était terminée. Ils étaient tous convaincus que l'Afrique s'était bien organisée toute seule et que nous les ONG, nous étions un peu mal à l'aise parce que Kagame avait tout organisé à Kigali et qu'on n'avait plus besoin de nous, qu'on n'avait plus qu'à se taire. Nous étions comme des petits enfants montrés du doigt parce qu'ils avaient dit des bêtises sur les chiffres. C'était dur, mais on tenait le coup. Chaque jour on répétait les mêmes choses. Quelques journalistes francophones nous citaient quand même, mais on voyait bien qu'ils ne nous croyaient pas.

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication ; chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).

Le 27 novembre 1996, le Canada propose une opération de parachutage de vivres aux réfugiés errant dans l'Est du Zaïre. La Commissaire européenne à l'action humanitaire qualifie cette proposition de honteuse et réaffirme que les dangers d'un désastre humanitaire n'ont pas été surévalués. Le HCR et le CICR maintiennent qu'une présence au sol est nécessaire.



« Le Canada annonce le prochain parachutage de vivres au Zaïre » **AFP** (France) Ottawa, 28 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le Canada, fort de l'appui de plus d'une quinzaine de pays, a annoncé jeudi qu'une mission internationale de parachutage de vivres aux réfugiés du Zaïre devrait prochainement être lancée, en dépit de l'opposition de Kinshasa à ce genre d'opération. Sur le terrain, le général canadien Maurice Baril, chef de la force multinationale qui pourrait intervenir dans l'Est du Zaïre, a évoqué jeudi à Goma (Nord-Kivu) une éventuelle « coordination » avec les rebelles tutsis zaïrois pour une « action humanitaire non militaire » en faveur des réfugiés rwandais.

Ces deux annonces ont aussitôt entraîné la réaction du gouvernement zaïrois qui a protesté énergiquement contre les intentions occidentales de parachuter des vivres aux réfugiés et déplacés et contre la visite du général Baril à Goma, occupée par les rebelles tutsis. [...] Après des journées de tractation menées par les Canadiens, qui ont pris depuis deux semaines la tête des pays favorables à une intervention dans la région des Grands Lacs africains, l'opération semblait donc jeudi prendre forme. M. Axworthy a pu ainsi annoncer que le quartier général serait installé à Entebbe, en Ouganda, où se trouvent d'ailleurs déjà quelque 550 soldats américains, canadiens et britanniques en mission de reconnaissance. L'intervention, a-t-il dit, se fera seulement « en coopération » avec les organisations humanitaires sur le terrain. Il a évoqué à ce propos une autorisation donnée par le Rwanda pendant dix jours à la mise en place d'un « corridor » pour les organisations, sans autre précision.

[...] Jeudi, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge avaient estimé que le largage de vivres était une option « de dernier ressort » et qu'une présence au sol restait en ce cas nécessaire, pour distribuer l'aide aux civils de manière équitable et éviter qu'elle ne soit « accaparée par ceux qui ont des armes ».



« Parachutage de vivres : une vraie honte », selon la commissaire européenne Emma Bonino » **AFP** (France), 30 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le commissaire rejette enfin l'argument selon lequel les dangers d'un désastre humanitaire ont été surévalués. « J'estime qu'il était de notre devoir de sonner l'alerte comme on l'a fait [...] 400 000 à 500 000 réfugiés sont rentrés (au Rwanda), très bien, mais où sont les autres ? Maintenant, de toute évidence, on les a trouvés », affirme-t-elle.

Le 28 novembre 1996, les sections rediscutent de la position de MSF au sujet de l'intervention armée. Elles décident d'être plus prudentes avec la communication externe afin d'éviter que la critique des ONG ne détourne l'attention des besoins humanitaires:

- **MSF s'abstiendra d'utiliser des chiffres concernant les réfugiés et les déplacés dans sa communication externe, sauf si les équipes voient ces personnes de leurs propres yeux.**
- **Si on le lui demande, MSF maintiendra son appel à une force multinationale tout en gardant conscience que le mandat de cette force sera insuffisant**

pour séparer et désarmer les milices et arrêter et emprisonner les auteurs du génocide au Rwanda.

Toutefois, le 29 novembre, le directeur général de MSF Belgique explique qu'il n'y a plus de raison d'appeler à la création d'une force internationale puisque les organisations ont maintenant accès à 75 % des réfugiés. En conséquence, les parachutages arrivent trop tard. Il souligne que MSF appelait à une force de protection et non une force d'assistance.



« Mise à jour de la position de MSF concernant les récents développements dans la région des Grands Lacs » **Document interne**, 28 novembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Général : Ceci est une mise à jour du point du 20 novembre sur la position établie dans le papier « Zaïre : action vaut mieux qu'inertie » (12 novembre 1996). D'abord un rappel de quelques règles générales de communication afin de maintenir la position prise et la crédibilité des déclarations de MSF : En raison de l'attitude critique des médias vis-à-vis des déclarations précédentes de MSF, il a été décidé d'être plus prudent avec la communication externe, parce que critiquer les ONG ne servira qu'à distraire l'attention des besoins humanitaires et de la situation dans la région des Grands Lacs.

En conséquence : MSF s'abstiendra d'utiliser les chiffres concernant les réfugiés et les déplacés dans ses communications externes sauf si nous avons vraiment vu ces personnes de nos yeux propres.

Dans ses communications externes MSF ne rapportera pas d'informations de seconde main sur des violations des Droits humains (non confirmées), sauf si ces abus où leurs résultats ont été constatés par MSF ou ont été confirmés (et recoupés).

En communication interne, l'accent sera mis sur les (nouveaux) faits, mais seulement après qu'ils aient été confirmés par des sources sûres.

Questions possibles (et quelques réponses « sympas » pour vous) des journalistes au sujet de notre position :

Est-ce que la position de MSF vis-à-vis de l'intervention militaire a changé ?

Non, MSF s'en tient à son appel à une force multinationale. Cependant les discussions et hésitations actuelles montrent qu'en réalité la force ne recevra pas le mandat adéquat pour être la première étape menant à une solution durable de la crise dans la région des Grands Lacs ; comme la force n'aura probablement pas l'autorité pour séparer et désarmer les miliciens et n'arrêtera ni n'emprisonnera les auteurs du génocide au Rwanda, la question de l'impunité des violations des Droits humains ne sera pas abordée.

Que pense MSF du retard actuel dans le déploiement de la force multinationale ?

MSF est déçue et scandalisée par l'absence d'action décisive de la communauté internationale. Plus de deux semaines après que le Conseil de sécurité des Nations unies ait autorisé cette force (le 15 novembre), aucune action n'a encore été entreprise.

Est-ce que MSF pense encore qu'une force multinationale deviendra une réalité ?

Non, MSF pense que l'inaction permanente de la communauté internationale à déployer la force multinationale autorisée par les Nations unies conduira finalement à l'absence d'action, ou seulement à une action humanitaire, déviant l'attention des problèmes politiques qui sous-tendent la situation dans les Grands Lacs.

Que pense MSF des propositions de largages aériens de vivres dans l'Est du Zaïre ?

Les largages aériens de vivres dans l'Est du Zaïre incarnent une nouvelle fois plus une approche humanitaire de la crise de la région des Grands Lacs, qu'une approche politique. Donc ces largages de vivres détourneront probablement l'attention des raisons politiques de la crise.

De plus, ces largages aériens seront probablement inefficaces pour plusieurs raisons. D'abord la localisation des réfugiés et des déplacés n'est pas encore très claire. Deuxièmement, même si on les localise, MSF craint qu'une distribution de nourriture aussi peu surveillée ne crée de violence supplémentaire. Au Liberia comme en Bosnie, les distributions de nourriture non contrôlées ont entraîné l'assassinat de réfugiés et de déplacés par les combattants. Troisièmement, les largages de vivres peuvent tuer les réfugiés ou les déplacés (Nord de l'Irak). Quatrièmement, l'assistance médicale ne peut pas être larguée par voie aérienne.

Selon MSF ? qu'est-ce qui devrait se passer ?

MSF maintient que l'accès humanitaire sécurisé et la protection effective des réfugiés et des déplacés est d'une importance capitale. De plus, pour régler la crise de la région des Grands Lacs, on doit impérativement poser la question de l'impunité concernant les violations des Droits humains passées (génocide) et présentes.



« Lourde révision des consciences sur le Kivu » **Courriel** d'Éric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, aux directeurs généraux des autres sections, 29 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Chers amis,

Il me paraît urgent de re-préciser notre position concernant l'intervention militaire internationale sur le Kivu alors que des *air drops* [parachutage] risquent de se déclencher ce WE [week-end]...

1. Pour rappel, nous demandons une intervention pour :

- avoir accès aux réfugiés et déplacés,
- protéger les civils réfugiés.

2. Avoir accès : il apparaît aujourd'hui que nos équipes ont fait le tour du Lac Kivu, et que nous avons accès à environ 75 % des réfugiés. (chiffres très approximatifs bien sûr)

Où sont les autres ?

[...] Bref, demander aujourd'hui une force internationale n'a plus de sens, sauf pour les Burundais mais à condition de prouver qu'ils sont toujours quelque part au Zaïre et désireux d'y rester et non en transit pour la Tanzanie.

2. Protéger

Il s'agissait de protéger les réfugiés civils contre les exactions.

Mais de qui ?

Il apparaît des témoignages de nos équipes mais aussi de la presse que les massacres sont dûs aux FAR/Interahamwes sur leurs propres « otages » et non aux Banyamulenges comme on aurait pu croire. Si c'est confirmé, la protection la plus rapide ne sera elle pas celle rythmée par l'avancée militaire des Banya[mulenges] au même titre que c'est le FPR qui a arrêté le génocide de 1994 et non Turquoise.

J' imagine qu'il est clair pour nous tous aujourd'hui qu'aucun des 20 signataires de Stuttgart n'envisage de risquer un seul homme pour se battre contre des ex-génocidaires enragés.

Donc ne devons-nous pas admettre aujourd'hui, qu'à l'exception des Burundais disparus, la meilleure chose qui puisse se passer est la libération des réfugiés par les Banya[mulenges] ?

Que reste-t-il pour une force internationale ?

Au mieux :

Une opération de « *dropping logistique* » qui va probablement uniquement viser les « visibles » et donc ceux qui sont accessibles déjà par la route pour nos équipes. Même

encadrés par les Banya [mulenges], ces *dropping* risquent de créer de nombreux morts dans la précipitation.

Au pire :

Un ravitaillement aussi des groupes armés (FAR) qui fuient vers Walikale ou Shabunda, portant à nouveau assistance aux génocidaires.

EN CONCLUSION

Nous pensons que le message aujourd'hui doit changer radicalement.

Parler UNIQUEMENT de « faits » [faits] sur les réfugiés ou déplacés que nous croisons (nombre, état de santé, leur histoire). Et ce que NOUS FAISONS pour eux.

Attention : nous manquons d'infos [informations] précises sur l'action MSF au Kivu ! ! Amsterdam peut-il renforcer ça ASAP [aussi vite que possible] ?

Si et seulement si nous sommes interrogés sur l'opération militaire de dropping, clairement préciser que nous avons demandé tout autre chose :

- une force de protection et non d'assistance,
- que le *dropping* est trop tardif puisque nous aurons accès dans les jours à venir à la majorité,
- que la force que nous avons demandé il y a 3 semaines n'est plus indiquée sous l'aspect droit d'accès.

Le seul mandat qui nous paraît encore actuel :

- désarmer les FAR/Interahamwes qui ont envahi l'arrière-pays et vont y bouter le feu : attaque et pillage de population civile. Renforcer l'idée que comme nous l'avions toujours dit, ces hommes ont confirmés être capables des pires atrocités.

Protéger les réfugiés qui rentrent ? Mieux vaudrait une extension du mandat des UNHuRights [United Nations Human Rights]. En pratique, les Rwandais désireux de rentrer le seront avant toute décision.

Reste le problème des Burundais... à nouveau, il faudrait d'abord savoir où ils sont, combien et désireux de quoi ?

Le 30 novembre 1996, le président du CICR, Cornelio Sommaruga, fustige l'inaction de la communauté internationale. Le même jour, la force armée internationale est formellement constituée.



« Le président du CICR critique "l'inaction" de la communauté internationale »
AFP (France) Berne, 30 novembre 1996 (en français).

Extrait :

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Cornelio Sommaruga, a qualifié samedi à Berne d' « inaction intolérable » la position de la communauté internationale dans le conflit à l'Est du Zaïre.

[...] « Cette inaction intolérable restera pour toujours une page honteuse de l'histoire de l'humanité », a déclaré le président du CICR.

Comme par le passé en Bosnie et au Rwanda, la communauté n'a pas voulu voir le danger au Zaïre. Les organisations humanitaires avaient pourtant prévenu les États longtemps à l'avance, a ajouté Cornelio Sommaruga.

[...] Plus que jamais, la crédibilité de la communauté internationale est en jeu, a enfin averti Cornelio Sommaruga.



« La force internationale formellement constituée » **AFP** (France) Ottawa, 30 novembre 1996 (en français).

Extrait :

La force internationale à but humanitaire, organisée à l'initiative du Canada, s'est formellement constituée vendredi à Ottawa et a entériné le mécanisme multilatéral proposé jeudi pour apporter une aide à l'Afrique centrale.

Lors d'une réunion de deux heures et demie au ministère canadien des Affaires étrangères, sous la présidence du directeur canadien des affaires politiques et du ministre Paul Heinbecker, un comité directeur de 14 membres a accepté l'installation à Entebbe (Ouganda) du quartier général de la force internationale, sous le commandement du général canadien Maurice Baril. Le QG devrait être en place dans les prochains jours.

Le 1^{er} décembre 1996, dans une tribune publiée dans le quotidien français *La Croix*, le directeur de la communication de MSF France remet en question les nombreuses accusations d'exagération du nombre de réfugiés en danger de mort dans l'Est du Zaïre portées par la presse contre les ONG. Il note que si 500 000 personnes sont rentrées au Rwanda, on reste sans nouvelles de 700 000 autres personnes. Il ajoute que ceux qui ont pu marcher sur des dizaines de kilomètres étaient ceux qui étaient assez en forme pour le faire, contrairement aux malades et aux mourants.

Le 9 décembre, la directrice de MSF Royaume-Uni qui s'apprête à réagir aux critiques d'Alex de Waal à l'encontre de MSF et d'OXFAM, émises sur la BBC le 27 novembre (lire plus haut) appelle tous les directeurs de la communication de MSF à manier les informations avec précaution, en particulier celles qui sont chiffrées. Les différentes sections de MSF continuent à s'expliquer dans la presse sur la « querelle des chiffres ».



« Publicité négative » **Message** d'Anne-Marie Huby, Directrice de MSF Royaume-Uni à tous les directeurs de la communication, copie à tous les chargés de communication des bureaux délégués, 9 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Pour votre information, je vous envoie un extrait du texte de l'interview par la *BBC* (par Alex de Wall, encore une fois sur les agences de secours et la crise du Kivu) à laquelle nous allons répondre.

Alex [de Wall] est un peu un homme-orchestre, mais ses critiques ont vraiment eu un impact (qui durera probablement) dans les médias, en particulier au Royaume-Uni. IL EST TRES IMPORTANT QUE NOUS NE BAISSIONS PAS LA GARDE ; J'ai lu un message « cc mail » disant que Nicolas Louis avait été cité annonçant l'arrivée imminente de centaines de milliers de personnes sur Kisangani (ou une autre ville ?). Une fois encore, nous diffusons des chiffres qui peuvent se révéler être totalement exagérés. Vous n'êtes peut-être pas en première ligne dans votre pays, mais ici nous le sommes et les médias britanniques sont très influents en Europe et aux États-Unis. Nous ne pouvons pas nous contenter de considérer cette question du haut de notre clocher.

Je vous demande de toute urgence de briefer vos équipes de terrain afin qu'elles ne présentent pas des rumeurs pour des faits. Je sais que tous les charniers de l'Est du Zaïre ne sont pas encore ouverts et que l'accès n'est toujours pas possible mais l'attitude des

médias A CHANGÉ et nous ne pouvons pas continuer comme si rien ne s'était passé. Les médias vont produire beaucoup de rétrospectives de 1996 dans les semaines à venir, et la question de la responsabilité des agences de secours sera de nouveau soulevée.

Merci de nous faire savoir ce que vous pouvez faire.

Amitiés à tous

Anne-Marie



« Polémique » Libre opinion de Jean-Hervé Bradol, directeur de la communication MSF France dans **La Croix** (France), 1 et 2 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Avons-nous exagéré le risque encouru par plus d'un million de personnes déplacées par la guerre dans la province zaïroise du Kivu ? De nombreux commentateurs semblent le croire. Ceci mérite quelques précisions. Pour les fournir, un rapide coup d'œil rétrospectif sur la mortalité consécutive à des épisodes comparables paraît utile.

L'exode de 350 000 réfugiés burundais en octobre 1993 au Rwanda a entraîné la mort de 9 000 personnes en deux mois, soit 2,5 %. Encore cet exemple ne représentait-il pas une situation extrême : les réfugiés burundais étaient arrivés en quelques jours au Rwanda où la logistique d'une opération de secours importante était relativement aisée. À Goma, au Zaïre, en 1994, ce sont environ 50 000 réfugiés, sur 900 000 au total, qui sont morts en deux mois, soit 5,5 %. Nous retrouvons des données de mortalité comparables en Thaïlande en 1979, en Ogaden en 1980 et en Éthiopie en 1984.

Médecins Sans Frontières a déclaré le 9 novembre dernier que, dans la région des Grands Lacs, couper l'approvisionnement en nourriture et en eau potable pourrait - le conditionnel était présent dans le communiqué de presse - rapidement entraîner la mort de plus de 14 000 réfugiés au Kivu - soit 1,2 %. Où est l'exagération ?

Une fois n'est pas coutume dans cette région, des centaines de milliers de personnes ont regagné le Rwanda le 17 novembre en bonne santé. L'impact des images de ce rapatriement massif a entraîné une remise en cause, parfois violente, des chiffres de mortalité prévus par les organismes d'aide.

Ceci appelle plusieurs remarques. Par définition, les personnes capables de faire plusieurs dizaines de kilomètres à pied sont celles dont l'état de santé le permet. Mais cette simple observation de bon sens n'est manifestement pas partagée par les commentateurs. Le plus souvent, les morts et les personnes gravement malades ne marchent pas... Les journaux télévisés nous ont montrés à loisir des interviews de chefs de famille rwandais. Dans ces entretiens, très souvent, le père ou la mère fait part du décès d'un des enfants au cours des dernières semaines. Cela ne contribue pas plus à alimenter les réflexions de nos observateurs. Pourtant, une famille de réfugiés rwandaise est en moyenne constituée de sept personnes. Qui est allé compter les corps et les tombes dans les collines encore inaccessibles du Sud-Kivu ?

La région des Grands Lacs nous avait habitués aux morts sans noms : autour d'un million d'êtres humains depuis trois ans. Faudrait-il s'habituer maintenant aux morts sans nombres ? Pour l'instant, 500 000 personnes sont rentrées au Rwanda, mais il en reste 700 000 dont on demeure sans nouvelles.

En novembre 1994, nous décidions, une fois la phase d'urgence terminée, de fermer nos programmes dans les camps de réfugiés au Zaïre. Le système d'aide permettait en effet aux auteurs du génocide de reconstituer leurs forces, aux frais de la communauté internationale. De ces camps, ils lançaient des attaques depuis deux ans. Ces mêmes attaques sont à l'origine du conflit actuel. Cette situation inacceptable constituait une menace grave pour les populations de cette région. A la suite de cette décision de

fermeture des programmes dans les camps du Kivu, nous avons été soumis à la critique de nombreux observateurs. Peut-être avons-nous tort d'avoir raison trop tôt ? Même si l'on doit le manipuler avec précaution, le pronostic constitue un des impératifs de l'exercice médical. Il est une condition absolument nécessaire à la mise en œuvre d'une politique de prévention.

Le 5 décembre 1996, le ministre de la Défense canadien s'interroge sur la pertinence d'une intervention armée internationale, 600 000 réfugiés étant rentrés au Rwanda.

Le 6 décembre, le commandant canadien de cette force encore en formation annonce avoir localisé 165 000 réfugiés errant dans l'est du Zaïre. Le coordinateur de MSF à Kisangani déclare que ces réfugiés sont dans un très mauvais état de santé.

A l'instar du CICR, la présidente du Conseil international de MSF, Doris Schopper déclare à la presse que les organisations humanitaires demandent des solutions adaptées à la nouvelle situation, qui privilégient le dialogue, sans exclure la possibilité d'une intervention armée.

De son côté le HCR déclare qu'une aide est encore nécessaire pour accéder aux réfugiés et fait part de sa frustration face à l'inaction de la communauté internationale.



« Avenir incertain pour la force internationale et pour les réfugiés » **AFP (France)**, 6 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Dans une déclaration sur la situation dans les Grands Lacs, les participants au 19^e Sommet France-Afrique ont invité « l'ONU et l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à tout mettre en œuvre pour le déploiement de la force internationale », soulignant qu'ils sont « profondément inquiets des conséquences humanitaires de la situation ».

Mais dès jeudi, le Canada a enclenché la marche arrière en estimant que cette force, formellement créée il y a une semaine mais réduite à moins de 700 hommes pour le moment, était désormais sans objet. Pour le ministre de la Défense, Doug Young, « *à ce stade* » une intervention militaire ne semble plus nécessaire puisque, selon lui, la seule annonce de sa constitution a « joué un rôle catalyseur » et incité au retour 600 000 réfugiés rwandais dans leur pays.

Ce point de vue est évidemment partagé par le Rwanda, dont le Premier ministre Pierre Célestin Rwigema a critiqué la déclaration de Ouagadougou.

En écho aux déclarations d'Ottawa, le général canadien Maurice Baril, commandant de la force multinationale, de passage à Nairobi vendredi, a fait part de ses dernières estimations sur les populations réfugiées dans l'Est du Zaïre : il n'y a plus, selon lui, que 165 000 Hutus rwandais errant dans la région.

Le général Baril a néanmoins précisé que la force multinationale - 350 Canadiens, autant d'Américains et moins de 50 Britanniques à ce jour à Kampala - continuait ses préparatifs en cas de besoin, particulièrement dans l'hypothèse où des largages de vivres s'avéreraient nécessaires.

Selon l'officier canadien, une telle opération pourra, si besoin, être menée d'ici dimanche, tandis que le quartier général sera « totalement opérationnel » dans une petite semaine.

Il a localisé un «grand groupe» d'environ 150 000 personnes en mouvement vers le Nord-Ouest de Saké, au nord du lac Kivu. Deux autres petits groupes, selon lui, ont été observés au nord du Masisi, ainsi qu'entre Bukavu et Kindu (sud du lac Kivu).

Mais des sources humanitaires, se fondant sur des témoignages à Kisangani (500 km à l'ouest de Goma), ont rapporté que «100 000 à 400 000» Hutus rwandais convergeaient vers la capitale du Haut-Zaïre et troisième ville du pays.

Certains d'entre eux sont en très mauvais état, la malaria fait des ravages, de même que les diarrhées sur une population privée de vivres et d'eau potable, a souligné Nicolas Louis, responsable de Médecins Sans Frontières à Kisangani.

Dans ces conditions, les organisations humanitaires sont divisées sur la nécessité de déployer la force tant attendue, y compris celles qui, comme MSF, l'avaient réclamée et se disent aujourd'hui prêtes à s'adapter à une nouvelle situation. Vendredi, le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés soulignait toutefois qu'une aide était indispensable pour accéder aux réfugiés. Sa responsable, Mme Sadako Ogata, a même exprimé sa «frustration» devant l'inaction de la communauté internationale.



« Les humanitaires divisés sur l'urgence d'une intervention internationale » **AFP** (France), 6 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Le CICR reconnaît que le problème de l'accès à une masse de gens reste entier mais que d'autres moyens qu'une intervention militaro-humanitaire semble davantage d'actualité qu'il y a quelques semaines. « Nous ne sommes pas furieux » devant l'évolution de la situation, a déclaré le porte-parole Rolin Wavre.

Médecins Sans Frontières estimait aussi que les organisations internationales doivent s'adapter.

Le retour surprise de plus d'un demi-million de personnes au Rwanda et, du moins en l'état actuel des informations, l'absence de la catastrophe humanitaire parfois annoncée ont changé la donne, selon le président de MSF Suisse, le Dr Doris Schopper.

« Nous sommes très frustrés par la façon dont les choses se sont passées ces dernières semaines mais nous ne sommes pas exaspérés par la situation actuelle, qui est différente. Il faut être capable de changer de discours », a noté la responsable.

MSF avait été le premier le mois dernier à réclamer une intervention militaire pour sauver 1,2 million de civils privés de toute aide alimentaire et médicale après que les combats eurent forcé les organisations humanitaires à abandonner les camps de réfugiés dans l'Est du Zaïre dont elles avaient la charge.

Le 12 décembre 1996, dans l'hebdomadaire suisse *L'Hebdo*, le directeur de la communication de MSF Suisse reconnaît que les chiffres donnés par les ONG et par MSF ont détourné l'attention des médias des problèmes réels. Il ajoute « la presse occidentale s'est sentie frustrée de ne pas avoir les images promises. Et les commentateurs se sont retournés contre ceux qui les ont, en quelque sorte, trompés sur la marchandise. »

Le même jour, à l'occasion de son 25^e anniversaire, MSF France organise un colloque sur le thème de la « responsabilité humanitaire » au cours duquel l'attitude des ONG dans la crise des Grands Lacs est discutée. Ces débats sont rapportés dans la presse. Selon le quotidien *Le Monde*, d'anciens responsables de MSF prétendent que dans la crise du Kivu, l'aide humanitaire a été « manipulée » au service d'une

« politique française qui visait à porter secours aux anciens génocidaires rwandais et à soutenir le régime de Mobutu ». Ils accusent également les ONG de s'être livrées à une surenchère en prédisant une catastrophe humanitaire qui n'est jamais arrivée.

Le Directeur de la communication de MSF France rappelle que les ONG n'ont eu qu'un « faible espace de travail » au Rwanda et au Burundi et qu'il était impossible d'aider les errants du Kivu.



« Les humanitaires ont-ils droit à l'exagération ? » Denis Étienne, **L'Hebdo** (Suisse), 12 décembre 1996 (en français).

Extrait :

D'autant que, depuis que le phénomène du « *charité business* » est connu, les organisations humanitaires sont vite soupçonnées de monter en première ligne pour gagner la course au financement. Une accusation que Denis Inkei, responsable de la communication à MSF-Suisse, reçoit ici comme un coup de poing dans la figure. Inévitable : le 15 novembre justement, un appel de fonds lancé par la présidente de la section avançait une estimation maison : « 20 000 personnes sont déjà mortes de famine et d'épidémies ». « En aucun cas, nous n'avons cherché à gonfler les chiffres. Nous avons procédé à des évaluations à partir d'éléments concrets tirés de situations comparables. » Et de citer des exemples, dont, il y a deux ans, les 50 000 morts en deux mois parmi les 900 000 réfugiés rwandais qui affluaient à Goma. Cette fois-ci, à la mi-novembre, la succession des événements a été différente et aussi rapide qu'inattendue.

MSF a un bon argument à faire valoir : « Nous accuser de profiter de cette situation serait oublié que, dès 1994, nous nous sommes totalement retirés de la région pour alerter la communauté internationale », rappelle Philippe Biberson, président de MSF. « Il s'agissait alors de révéler que l'aide humanitaire nourrissait l'économie de guerre. »

[...] Il reste que le système de projection comporte ses dangers qui déjà, en Bosnie, avaient conduit d'autres organisations à des aberrations. Sans faire de mea culpa, Denis Inkei reconnaît que la tentative d'estimation précise fut une erreur, mais surtout à cause de l'effet produit : « Ces chiffres n'ont pas fait réagir dans le bon sens. Au contraire, ils ont détourné l'attention des vrais problèmes ». Et de renvoyer la balle : « Prise dans la course médiatique, la presse occidentale s'est sentie frustrée de ne pas avoir les images promises. Et les commentateurs se sont retournés contre ceux qui les ont, en quelque sorte, trompés sur la marchandise. »



« Les désarrois de l'humanitaire », **Le Monde** (France), 21 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Quelles leçons tirer de cette série d'échecs ? Faut-il se résigner à l'impuissance du pouvoir médical ? Faut-il partir pour dire son refus ? Ou rester pour soulager malgré tout, les plus démunis ? Jusqu'où peut-on accepter le détournement de l'aide au profit des seigneurs de la guerre ? Surtout, comment se situer face à un pouvoir politique, lui aussi en désarroi, mais encore capable de manipulation ? Comment déjouer ses pièges et ne pas devenir l'instrument de ses stratégies inavouées ? Comment mettre fin à la confusion des rôles entre humanitaires et hommes politiques, où la sollicitation excessive des premiers sert d'alibi à l'inaction des seconds ? Voilà quelques-unes des questions posées lors d'un récent colloque organisé à Paris sur le thème de la « responsabilité humanitaire »

par l'association Médecins Sans Frontières, à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire.

Au fil des ans, à mesure qu'il se professionnalisait et se « médiatisait », le mouvement humanitaire a changé de rôle. Son objectif initial, soulager des détresses individuelles, a laissé la place à une nouvelle ambition : maîtriser des destins collectifs. Les « humanitaires » se sont vus confier la charge de protéger les populations en danger, une fonction de sécurité collective assurée jusqu'ici par les États.

[...] Jean-Christophe Ruffin [ancien vice président de MSF France] et Alain Destexhe [ancien Secrétaire général de MSF International] font un autre constat : dans la récente crise du Kivu, l'humanitaire « s'est fait manipuler » au service d'une « politique française qui visait à porter secours aux anciens génocidaires rwandais et à soutenir le régime de Mobutu ». « Les ONG, ajoutent-ils, ont dit n'importe quoi. En annonçant une catastrophe humanitaire qui ferait un million de morts avant Noël et qui s'est révélée imaginaire, on s'est livré à une surenchère néfaste. » « Ce n'est pas une raison », répond Jean-Hervé Bradol, directeur de la communication de MSF, pour « avaler le joli petit conte » que le Rwanda cherche à accréditer, selon lequel le rapatriement massif des réfugiés hutus répondait à ses vœux les plus chers. Rien ne dissipe l'amertume d'avoir dû au Rwanda comme au Burundi se contenter d'un « très faible espace de travail » et, surtout, de n'avoir pu porter secours aux errants du Kivu qui ont sombré dans l'oubli d'« un non-événement mortel ».

Le 16 décembre 1996, le comité directeur de la force internationale qui devait intervenir dans l'Est du Zaïre annonce la dissolution de celle-ci.



« La force multinationale d'intervention au Zaïre va être dissoute sans avoir agi », **Le Monde** (France), 16 décembre 1996 (en français).

Extrait :

La force multinationale qui devait effectuer une intervention humanitaire dans l'Est du Zaïre cessera d'exister à la fin du mois, ont indiqué des diplomates, vendredi 13 décembre à New York, à l'issue d'une réunion du comité directeur de cette force, regroupant les représentants de quatorze pays, dont la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Le commandant canadien, le général Maurice Baril devrait informer prochainement le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, de la décision de rapatrier la force, qui, en majorité canadienne, était restée embryonnaire et ne comprenait que quelques centaines d'hommes, stationnés pour la plupart en Ouganda. Un porte-parole de l'armée canadienne a indiqué, samedi, que ses éléments avaient déjà reçu l'ordre de plier bagages.

Fin décembre 1996, des propos du directeur du département de la collecte de fonds de la section hollandaise se retrouvent déformés dans un magazine hollandais. Ils laissent entendre que MSF a effectivement exagéré ses prévisions sur l'état des réfugiés afin d'augmenter les fruits de sa collecte de fonds. L'affaire fait grand bruit aux Pays-Bas. La crise de crédibilité auprès des médias néerlandais va peser sur toute velléité de prise de parole publique de MSF Hollande pendant plusieurs mois.



Ce qui a joué très fort en Hollande, c'est l'affaire des chiffres. Il y a eu tout un document interne qui a été écrit sur les chiffres. Ce qui manquait en ce temps-là dans cette affaire, c'était un certain recul. Les choses qui ont été dites sortaient du contexte. À la fin, ça a été un peu remis dans le contexte mais sur le moment, il y a eu une crise. J'avais l'impression qu'après il y avait une espèce de peur de communiquer. Mais il fallait aussi prendre en compte la sécurité des équipes.

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en français).



Dans une interview à un magazine spécialisé, le responsable de la collecte de fond a été cité disant au moins : « Bien sûr, il y a eu tout un jeu autour des chiffres au cours de cette crise. » Et ces propos ont été reliés à d'autres déclarations au sujet de l'utilisation des chiffres pour augmenter la collecte de fond.

Nous n'avons jamais pu obtenir la transcription de l'interview. Elle a été diffusée par ce magazine spécialisé comme un communiqué de presse. Donc ce qui a été repris dans les gros titres de la presse néerlandaise c'est : MSF a exagéré afin d'augmenter le résultat de sa collecte de fonds. Le résultat a été que pendant au moins une semaine les médias étaient complètement fous. Le moindre petit magazine sans intérêt a recopié cette histoire et toujours sur un mode négatif, négatif, négatif...

Pendant des jours, on n'a pas réussi à renverser la situation. En particulier parce qu'il était fait référence à une citation. C'était comme s'il avait dit : « Oui, bien sûr nous avons exagéré, pour des objectifs de collecte de fonds. » On nous a cité disant cela. Donc ça a été très difficile de revenir à la réalité. En fait on ne sait toujours pas exactement ce qu'il a dit au cours de l'interview. Cinq organisations néerlandaises pratiquant la collecte de fonds étaient interviewées. Quelqu'un a dit quelque chose comme : « Eh bien, vous savez, parfois on est bien obligé d'exagérer un petit peu pour capter l'attention... » Notre responsable de la collecte de fonds a dit qu'il ne trouvait pas cela correct, qu'on ne pouvait pas se comporter comme cela pour des objectifs de collecte de fonds, qu'on devait être fiable. C'était sa position. Et il a vraiment dit : « vous savez, il y a eu tout un jeu autour des chiffres au cours de cette crise. » Et si je le crois, ce qu'il voulait dire, c'était : « eh bien, vous savez, il y avait tellement de chiffres qui circulaient au sujet du nombre de réfugiés. Les Américains niaient etc... » Il est possible qu'il n'ait fait référence qu'à cela et que cela ait été mal interprété par le journaliste. Et alors ils ont mis à tort ces propos en relation avec les autres déclarations faites par quelqu'un d'autre, tels que « oui, parfois nous exagérons. » Donc du point de vue purement factuel, même sur le contenu du texte, ce qui était présenté dans les médias n'était pas correct. Mais la tendance était tellement à attaquer MSF, ils avaient tellement envie de nous voir tomber qu'on ne pouvait plus y échapper. Alors à MSF Hollande, cela a sans aucun doute semé la confusion. On a dû réfléchir à notre comportement, à ce qu'on avait mal fait et comment s'améliorer. On s'est beaucoup interrogé. Ce sont des événements qui, à cette époque, nous ont sans aucun doute rendus plus prudents, moins actifs moins agressifs avec les médias.

Ruud Huurman, MSF Hollande, chargé de communication (en anglais).

CHAPITRE 3 - MASSACRES DES RÉFUGIÉS ET HUMANITAIRES UTILISÉS COMME APPATS

De novembre 1996 à mars 1997 à plusieurs reprises les équipes de terrains de MSF se retrouvent confrontées à des preuves de massacre de réfugiés par les rebelles et leurs alliés. Ces massacres se produisent parfois sur des lieux où les réfugiés ont été attirés précédemment par l'assistance offerte par des organisations humanitaires

MASSACRES DE CHIMANGA (NOVEMBRE 1996)

En novembre 1996, dans la région de Bukavu, les informations concernant la présence de groupes de réfugiés en fuite et de déplacés zaïrois, menacés par les soldats de l'AFDL se multiplient.

A partir du 23 novembre les organisations de secours (OXFAM, Save the Children, CONCERN, IRC) obtiennent un accès aux villages situés dans un rayon de 30 km autour de Bukavu. Des équipes composées de membres des différentes agences partent explorer les axes autorisés. Elles sont accompagnées de « facilitateurs » représentants politiques imposés par l'Alliance que toute organisation étrangère doit solliciter pour ses démarches et ses contacts locaux. À plusieurs occasions, l'accès est interdit à ces équipes, à des endroits de la forêt où, la veille, elles ont rencontré des réfugiés. Le chef de mission MSF/ET dans la région de Bukavu prévient l'équipe de coordination de MSF à Kigali.



« Fuites forcées : une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre. » **Rapport MSF**, 16 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Depuis la mi-novembre 1996, MSF essayait d'obtenir l'autorisation d'entrer dans Bukavu. Toutes les tentatives d'aller là-bas étaient contrées par l'AFDL. Le 23 novembre 1996, un convoi d'ONG a reçu la permission d'évaluer les alentours de Bukavu, le jour suivant. Néanmoins, les déplacements étaient restreints à une zone de 30 km autour de Bukavu. Une équipe a réussi à se rendre jusqu'à Walungu (40 km de Bukavu). Le 25 novembre 1996, l'équipe de Bukavu s'est fait rappeler la limite des 30 km et la présence obligatoire d'un « facilitateur » de l'AFDL lui a été imposée.

Le lendemain, une équipe MSF a mené une mission exploratoire à 40 km au nord de Bukavu. Le 3 décembre 1996 une équipe d'évaluation conjointe des Nations unies et des ONG s'est rendue au sud d'Uvira.

Ces limitations d'accès (restriction à une zone de 30 km autour de Bukavu, la présence imposée de « facilitateurs », des zones déclarées « hors limites », des équipes bloquées à des barrages militaires sur la route) pouvaient dans une certaine mesure être attribuées à la situation de conflit, mais dans plusieurs cas, les restrictions ont été imposées après que des groupes de réfugiés aient été localisés par les ONG ou les agences des Nations unies. Ces groupes ont par la suite disparus ou se sont dispersés dans la forêt. De plus, pendant cette période de fin 1996 à début 1997, l'AFDL a demandé aux agences de lui indiquer les endroits où les réfugiés étaient attendus et de lui demander la permission avant de s'y rendre.

En décembre 1996, les organisations humanitaires ont commencé à recevoir des informations selon lesquels les militaires de l'AFDL capturaient les réfugiés dans les

zones où les ONG étaient présentes. Au début, on pensait que ces informations concernaient des événements sporadiques, commis par quelques soldats de l'AFDL. Mais ces informations se sont multipliées qui suggéraient des opérations militaires systématiques dirigées contre les ex-FAR et les Interahamwes, dans le but d'éliminer les combattants et les réfugiés qui les accompagnaient.



On avait des « facilitateurs. » Chaque ONG qui faisait une évaluation avait un jeune Banyamulenge qui prenait note de tout et à qui on devait payer un salaire. Je me rappelle avoir dit à Kigali, par radio: « ça, ça dépasse les limites, on doit partir, ce n'est pas acceptable ». Dès le début on a commencé à soupçonner que ces informateurs allaient tout rapporter. Lorsqu'on allait repérer où étaient cachés les réfugiés pour les rapatrier ou pour leur apporter de l'aide, ce « facilitateur » le rapporterait. On a eu beaucoup de discussions, on a essayé de faire des détours ici et là. On a fait une expo à Muenga, sans les « facilitateurs » et un expatrié français s'est fait accuser d'espionnage. On allait dans des endroits où on avait entendu dire qu'il y avait des réfugiés. Le premier jour, on voyait des réfugiés et le deuxième il y avait des problèmes de sécurité, et on ne pouvait plus y aller. Ca nous est arrivé 3 ou 4 fois.

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*



Le responsable des Grands Lacs au CICR à Genève m'a dit que quand il était allé discuter avec les représentants du HCR, il s'était rendu compte que leurs officiers de liaison étaient non seulement équipés par le HCR d'une voiture avec radio mais qu'ils recevaient aussi un salaire d'environ 500 dollars par mois. Ce responsable était choqué mais pas au point de déballer toute l'affaire sur la place publique. »

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Le 26 novembre 1996, alertée par des reporters de l'agence Reuters, l'équipe d'urgence (ET) de MSF dans la région de Bukavu, découvre des fosses communes et douze blessés survivants d'un massacre commis par les soldats de l'AFDL, sur le site d'un ancien camp de déplacés à Chimanga, le 17 novembre.

L'agence Reuters distribue le reportage de son équipe et le service radio de la BBC mentionne le massacre. Amnesty International diffuse aussi l'information à la presse.



**« 500 réfugiés rwandais massacrés par un groupe armé tutsi » AFP (France)
Londres, 26 novembre 1996 (en français).**

Extrait :

Quelque 500 réfugiés rwandais et des déplacés zaïrois ont été massacrés la semaine dernière par des membres d'un groupe armé à dominante tutsie dans l'Est du Zaïre, au camp de Chimanga, à 60 km au sud de Bukavu, a affirmé mardi Amnesty International.

Dans un communiqué publié à Londres, l'organisation de défense des Droits humains précise qu'autour du 18 novembre, des membres de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) ont séparé femmes, hommes et enfants, puis ont ouvert le feu sur les hommes, les tuant tous.

Seul le père catholique zaïrois Jean-Claude Buhendwa, prêtre de la paroisse voisine de Burhale, a d'abord été épargné avant d'être abattu quand il s'est mis à protester, affirme Amnesty.

Les corps des victimes auraient été enterrés dans des fosses communes, selon Amnesty qui cite des témoignages.

Femmes et enfants épargnés auraient ensuite fui vers l'ouest, à l'intérieur du Zaïre, ajoute Amnesty.

L'organisation précise que des centaines de réfugiés rwandais et des Zaïrois se sont rassemblés autour du camp de Chimanga, espérant obtenir de l'aide pour traverser la frontière vers le Rwanda.



Chimanga, c'est le seul cas où on a pu établir une documentation un peu plus stricte avec les journalistes qui ont découvert l'endroit. Ils ont identifié des blessés, des survivants des massacres et ils sont venus nous prévenir. C'était une bonne semaine, dix jours après qu'on soit rentré à Bukavu, presque trois semaines après le massacre. On a trouvé des charniers et onze survivants. Trois heures après, on a fait un convoi MSF-CICR [Comité international de la Croix-Rouge], et on a croisé une voiture de Save the Children qui était en train de recueillir des enfants abandonnés. Tous ensemble, on a recueilli onze blessés qui s'étaient cachés dans la forêt autour. Ce sont les villageois qui s'en étaient occupés et les avaient nourris. Les villageois disaient : « il y en a encore un autre, venez voir ici ! ». Je me rappelle de ceux que j'ai recueillis personnellement et auxquels j'ai donné les premiers secours : une femme, un homme, trois enfants, une vieille femme... Ils avaient survécu treize jours, avec des blessures pourries, pourries, pourries ! Des infections. Ils avaient tous des balles dans les jambes et dans les bras. J'ai discuté avec les réfugiés qui parlaient français, donc ce que je rapporte est de première main. L'histoire complète c'est que dans tous les groupes de réfugiés qui fuyaient, certains avaient décidé de rester parce qu'ils voulaient rentrer au Rwanda. Ils s'étaient libérés du contrôle des Interahamwes et des autres. Donc à Chimanga qui est un camp de réfugiés où MSF France avait travaillé, ils ont attendu que les combats soient passés et ils se sont rendus en disant : « nous on veut rentrer ». C'était en majorité des femmes, des enfants et des vieillards. Les soldats ont dit : « Très bien on va vous rapatrier. Mettez-vous en ligne et on va prendre vos noms ». Ils ont commencé à enregistrer les noms et une bonne demi-heure après ils leur ont lancé des grenades et ils les ont mitraillés. Pour ceux qui connaissent bien l'histoire, c'est exactement le même scénario que celui du massacre de Kibeho. Après ils sont allés vers les maisons des villageois en réquisitionner une cinquantaine pour creuser la fosse et nettoyer le sol. Ce sont les villageois zaïrois qui m'ont raconté ça. Ils ont été traumatisés et n'ont pas du tout compris pourquoi ça s'était passé comme ça. L'interprétation selon laquelle les réfugiés hutus ont terrorisé les Zaïrois est fausse. Les civils zaïrois de base comprenaient très bien la différence entre les Rwandais, les Interahamwes et les autres. À cette époque là, c'était pas du tout difficile d'arrêter la voiture sur une route et de parler à une famille : « ça va ? Vous connaissez des malades par ici ? Est-ce qu'il y a des mines ? Est-ce que les combats ont été violents ? » Après trois minutes de discussion les gens racontaient : « on a entendu dire que dans ce village là, à Chimanga, les soldats ont tué beaucoup de gens. On a eu des combats ici entre des soldats, contre des soldats, mais là ils ont tué des femmes et des enfants ». C'était très clair.

La situation a été difficile quand les soldats sont arrivés sur les lieux et ont demandé : « Qui vous a dit ça ? Qui est censé être blessé ? ». Je pense que c'étaient des soldats rwandais. Les

villageois paniquaient devant eux. Ce cameraman de Reuters qui est venu avec nous, a assumé toute la responsabilité face aux militaires. Il s'est très bien comporté. Les militaires braquaient leurs armes sur lui : « Qu'est-ce qui s'est passé ? qui vous a dit ça ? » Il a répondu : « Je suis journaliste, j'étais ici il y a une semaine avec la permission des autorités, j'ai trouvé ces blessés donc j'ai appelé les organisations humanitaires ». Je pense qu'il a sauvé les villageois. Et après il s'est fait questionner par les autorités mais il a tenu le coup. Après ça, chaque fois que j'ai au PSP [Population en situation précaire, stage de formation MSF] une discussion sur la presse, je dis que les journalistes ne sont pas toujours moches. Il a déposé la caméra et il a commencé à porter les brancards. Il était vraiment ému et il a bien travaillé.

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*

Le 1^{er} décembre 1996, les équipes de MSF Hollande, du CICR et du HCR à Bukavu s'appêtent à dénoncer l'utilisation des organisations de secours comme appât et le sort fait aux réfugiés. Mais l'apparition d'un nouveau groupe de 5 000 réfugiés les incite à annuler cette décision afin de pouvoir les prendre en charge.



Avec le HCR et le CICR, on est arrivé à la conclusion qu'il était évident qu'on était utilisé comme des « appâts ». Le premier décembre 1996, au cours d'une réunion entre MSF, le CICR et le HCR, le délégué du CICR a déclaré : « Ce n'est pas la tradition du CICR, mais si on doit continuer à travailler ensemble... on ne peut pas aller soigner des réfugiés et par la suite apprendre par les villageois qu'il y a eu des tirs après notre départ... Il y a des problèmes ici, on doit faire quelque chose ». Le délégué du HCR était un Italien, très technicien, mais qui avait envoyé des rapports assez forts à Genève. Les autorités banyamulenges l'avaient appris. On s'est dit « HCR, MSF et CICR, nous devons peut-être nous retirer et déclarer à la face du monde que ce n'est pas acceptable, qu'ils sont en train de tuer les gens à cinq kilomètres de notre base et qu'on ne peut rien faire ». Au moment même où on était en train de prendre cette décision, les officiers de liaison de l'Alliance ont ouvert la porte de notre salle de réunion et ont déclaré : « Vous voulez des réfugiés ? Vous en avez 5 000 sur la route, allez travailler ! » À une échelle micro, il nous est arrivé à Bukavu exactement la même chose que le mouvement de retour massif des réfugiés, poussés de Goma vers Gyseni, le jour où la menace d'intervention militaire commençait à peser. Dans nos discussions avec les autorités, il apparaissait clairement qu'on était de moins en moins à l'aise avec les massacres. Ils savaient qu'on était en train de réagir, de monter notre position politique contre eux. Alors ils ont ouvert les vannes et ils ont poussé cinq mille réfugiés vers nous pour nous donner un os à ronger. À ce moment-là, on a imaginé que ces premiers 5 000 étaient la première vague des 200 000 réfugiés dont personne ne savait où ils étaient et qu'il fallait se préparer. Alors qu'ils étaient déjà partis vers Tingi-Tingi !

On a dit « on veut travailler » et on est allé travailler. On avait encore beaucoup de problèmes, de pressions pour les autorisations de circulation des camions, mais ça a complètement changé notre stratégie. Et c'est seulement plus tard, quand ça s'est calmé un petit peu, qu'on a recommencé à assister aux mêmes événements. On s'est dit : « on est dans la même situation qu'il y a deux ou trois mois. Pourquoi est-ce qu'on a cessé d'y prêter attention ? »

J'ai sur ma conscience qu'avec mes actions et décisions, j'ai aidé le groupe de l'AFDL et l'armée rwandaise à tuer un bon 10 000, 15 000 réfugiés. C'est dur à dire. On a essayé de faire notre petit dispensaire ici, notre petite opération là et dans ce coin précisément ils ont disparu. Et après quand on réfléchit, on réalise qu'on a très bien joué l'appât, et qu'on n'a même pas

réussi à en toucher et à en soigner beaucoup parce qu'ils ont toujours traversé très vite vers le Rwanda.

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*

Le même jour, José-Antonio Bastos, le coordinateur de l'équipe MSF Hollande à Bukavu envoie au siège à Amsterdam les témoignages des survivants du massacre de Chimanga.

Le 2 décembre 1996, ce rapport est transmis à Amnesty International par le département des affaires humanitaires (HAD) de MSF Hollande, qui demande que MSF ne soit pas cité comme source. Le même jour, le responsable de programme et le HAD rappellent aux équipes de la région des Grands Lacs que toute information concernant des violations des Droits humains ne doit pas être diffusée publiquement sans l'autorisation du siège.



« Massacre de Chimanga » **Rapport** du Dr José-Antonio Bastos, chef de mission MSF Hollande à Bukavu, 1^{er} décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

1. Contexte

Le camp de Chimanga a été créé en juin 1994 après l'afflux des réfugiés rwandais au Zaïre. Il était situé à 75 km au sud-ouest de Bukavu et abritait une population d'environ 30 000 réfugiés. Apparemment un groupe d'Interahamwes « durs » vivait dans le camp, mais l'intégration avec les villageois zaïrois se passait bien.

2. Sources

- Journalistes Reuters - un cameraman français et un Zimbabwéen blanc, des équipes des télévisions allemande et japonaise autorisées à se déplacer librement dans la zone autour de Bukavu contrôlée par l'alliance rebelle, ont trouvé le camp de Chimanga incendié vers le 20 novembre 1996. Les villageois leur ont parlé du massacre et ils ont trouvé un survivant dans la forêt.
- Pendant les premiers jours d'évaluation des ONG à Bukavu, l'équipe d'ONG (MSF, Concern, IRC, SCF) circulant le long de l'axe sud-ouest a reçu des récits des villageois zaïrois de trois origines différentes concernant l'existence d'un massacre à Chimanga, tous semblables, divergents seulement sur le nombre de victimes (de 300 à 750).
- Une fois les (8) survivants du massacre secourus, leurs récits confirment les informations indirectes reçues auparavant.

3. Les événements

Selon toutes les sources mentionnées, les faits se sont apparemment déroulés de la façon suivante :

- Dans les premiers jours de novembre, Bukavu est prise par les rebelles banyamulenges, les réfugiés fuient les camps. À Chimanga, 3 000 réfugiés restent, espérant retourner au Rwanda.
- Le 17 novembre 1996 : les soldats rebelles atteignent le camp et appellent les réfugiés restants pour une réunion. On relève leurs noms pour la liste de rapatriement et on leur demande de rester sur place. Ils sont alors abattus à l'arme automatique et on leur lance des grenades. Beaucoup d'entre eux se dispersent. Les soldats ordonnent aux villageois de creuser une fosse et d'enterrer les cadavres (320 selon des sources fiables). On les

menaçait de mort s'ils aidaient les blessés qui s'étaient échappés ou s'ils informaient qui que ce soit.

- Environ 80 réfugiés, dont certains blessés, sont restés cachés autour du village de Chimanga, aidé par la population locale (nourriture et soins de base.)

- 26.11.96 : MSF est informé par Reuters de la localisation des blessés. MSF transmet cette information au HCR et au CICR.

- 29.11.96 : troisième jour d'inaction du HCR et du CICR, les journalistes de Reuters demandent à MSF d'organiser les secours aux blessés survivants du massacre.

- 30.11.96 : MSF est guidé par Reuters aux endroits où se cachent les blessés. Un véhicule de la Croix-Rouge zaïroise (ZRC) rencontré en chemin se joint au convoi. La première blessée est trouvée [...] cachés derrière des roseaux, MSF nettoie et panse les plaies, ZRC les évacuent de leur cachette vers les véhicules. À ce moment, le CICR (1 expat, 2 véhicules) arrive. Quelques minutes plus tard, les militaires rebelles apparaissent et demandent la source de l'information concernant la localisation des blessés. Reuters dit qu'ils ont trouvé les blessés. Les soldats affirment que la zone n'est pas sûre et que tout le monde doit partir. Travailleurs humanitaires et journalistes répondent qu'il y a d'autres blessés à emporter. Un second blessé est trouvé dans un abri abandonné et évacué. SCF (1 expat, 1 véhicule) arrive du centre de santé proche où d'autres survivants sont cachés (3 blessés) [...]. Tous les véhicules transportant les survivants quittent les lieux. Les survivants sont transférés à l'hôpital général de Bukavu où ils sont admis entre 18h30 et 20h30.

- 01.12.96 : les survivants sont à l'hôpital de Bukavu.

4. Les survivants

- 1.[...] femme environ 40 ans, blessure par balle dans l'avant-bras gauche, blessure par éclat d'obus dans le genou gauche. Originaire de la commune de Gitarama, préfecture de Gikongoro.

- 2.[...] homme, environ 30 ans, blessure par balle dans la jambe gauche. Originaire de la commune de Gishoma, préfecture de Cyangugu.

- 3.[...] femme, 35 ans, blessure par balle dans la cuisse gauche. Originaire de la commune de Kamembe, préfecture de Cyangugu.

- 4.[...] homme, blessure par balle dans la jambe droite. Originaire de la commune de Kavama, préfecture de Gikongoro.

- 5.[...] fillette, six ans, blessure par balle dans la hanche droite. Originaire de la commune de Gishoma, préfecture de Cyangugu.

- 6.[...] garçonnet, 4 ans, fils de [3. [...] femme blessée survivante] Originaire de la commune de Kamembe, préfecture de Cyangugu.

- 7.[...] fillette, deux ans, fille de [3. [...] femme blessée survivante] Originaire de la commune de Kamembe, préfecture de Cyangugu

- 8.[...] un homme, originaire de la commune de Gafunzo, préfecture de Cyangugu.

5. Résumé

La plupart des réfugiés rwandais du camp de Chimanga (75 km au sud-ouest de Bukavu, à l'est du Zaïre) ont fui après la prise de Bukavu par les rebelles banyamulenges. Les quelque 3 000 réfugiés qui restaient dans le camp ont été appelés le 17 novembre 1996 par les soldats rebelles pour une réunion au sujet de leur rapatriement. Une fois réunis, ils ont été mitraillés et attaqués à la grenade. Des villageois locaux ont été forcés à enterrer 320 cadavres. Certains survivants étaient restés cachés autour du village. Les journalistes avaient accès à Chimanga et ont trouvé des survivants. Le 30 novembre, conduits par des journalistes de Reuters, MSF, ZRC et ICRC ont secourus 8 survivants

dont 4 souffraient de blessures à l'arme automatique et aux éclats d'obus. Ils ont été transférés à l'hôpital général de Bukavu.

Dr José-Antonio Bastos

Chef de mission de MSF à Bukavu

Bukavu, 1^{er} décembre 1996.



Lettre de Theo Wijngaard, HAD/MSF Hollande à [...], responsable juridique de l'équipe de crise, Amnesty International, 2 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Veillez trouver ci-joint le rapport de l'équipe de MSF à Bukavu concernant le massacre de Chimanga. Comme vous pouvez le voir ce rapport contient les noms des survivants, mais je ne sais pas si ces personnes sont informées que leur nom vous a été transmis. J'espère que ces informations vous seront utiles. En raison des difficultés d'accès à la zone toujours réelles, nous (MSF) ne voulons pas être mentionnés comme sources de ces informations.

D'après notre réunion interne avec le desk au sujet d'un échange d'informations avec *Amnesty*, à l'avenir plus systématique, il est clair qu'une telle coopération est vivement soutenue. Je vous enverrai donc régulièrement des informations qui pourront être utiles à *Amnesty*.

Cependant, rien ne vaut la recherche de terrain sur les violations des Droits humains. Nos équipes de terrain manquent souvent de temps et d'expérience pour cela. De plus, les considérations opérationnelles d'accès les contraignent à faire des recherches dans le domaine des Droits humains. Puisque nous nous attendons à ce que les violations des Droits humains dans l'Est du Zaïre (comme le massacre de Chimanga) et dans le reste de la région ne relèvent pas d'incidents ponctuels nous espérons vivement que vous continuerez vos missions de terrain qui sont hautement appréciées par notre personnel de terrain.

Pendant ce temps, nous maintiendrons le contact au niveau des sièges, pour lesquels moi-même ou mon collègue Ed Shenkenberg seront les personnes contact.

Mes salutations

Théo Wijngaard.



« Crise dans l'Est du Zaïre - Information sur les violations des Droits humains », **Message** de Wilna van Aartsen (ET) et Theo Wijngaard (HAD) aux équipes de MSF Nairobi, Kigali et Ruhengeri, 2 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

À la demande du desk de crise sur l'Est du Zaïre, le département des affaires humanitaires (HAD) a contacté Amnesty International au sujet du massacre qui s'est récemment déroulé près de Bukavu. L'équipe a demandé l'aide de la section coordinatrice pour transmettre ces informations à des organisations de défense des Droits humains. Au-delà de cette démarche de la part du HAD, MSF a également recommandé à Amnesty de continuer les missions de terrain qui l'ont récemment conduit dans la région (Zaïre, Rwanda, Tanzanie).

Puisque les prises de parole publiques concernant les atrocités commises près de Bukavu risquent de rendre plus tard l'accès à la région plus compliqué, MSF a décidé dans ce cas que les informations collectées seraient transmises à des organisations de défense des Droits humains comme Amnesty International. Au cas par cas, on évaluera

si ces informations sur les violations des Droits humains doivent être utilisées pour la communication externe.

Comme l'information collectée est en général sensible pour les témoins comme pour les victimes et MSF, plusieurs manuels de démarche à suivre suivront afin d'éviter les risques de sécurité inutiles : en principe toute information sur les violations des Droits humains est CONFIDENTIELLE et ne doit pas être distribuée à l'extérieur sans consultation préalable de MSF Hollande (la section coordinatrice).

Afin d'éviter les problèmes de communication inutile et créer de la confusion, le Département des affaires humanitaires sera le seul contact avec Amnesty International sur ce sujet, en collaboration directe avec le desk urgence pour l'Est du Zaïre de MSF Hollande ; de préférence, l'information concernant les violations des Droits humains doit être rassemblée sur le terrain par les chargés d'information ou, si ce n'est pas possible par des MSF expérimentés ; toute action supplémentaire ou suggestion est bienvenue et doit être adressée à l'équipe d'urgence de MSF Hollande ou au HAD.

La section coordinatrice informera les autres sections des prochaines étapes.

Merci de votre coopération

Amicalement

Wilna van Aartsen - Équipe d'urgence

Theo Wijngaard- Département des affaires humanitaires



Sur Chimanga, j'ai fait un premier compte rendu pour Amsterdam. On m'a répondu : « Ce n'est pas consistant, on a besoin d'un rapport. » Ensuite, j'ai écrit mon rapport, un peu plus inspiré des rapports d'Amnesty, plus costaud. J'ai attendu des réactions mais elles ne sont jamais arrivées. J'avais envie de proposer : « on va faire une déclaration publique ». Mais la BBC avait déjà rendu l'information publique.

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*

Fin décembre 1996, José Antonio Bastos, le coordinateur de l'équipe d'urgence de MSF à Bukavu rapporte à l'équipe de Kigali et au directeur général de MSF Hollande les informations sur les massacres autour de la ville et la façon dont les organisations humanitaires, dont MSF, sont utilisées comme appâts. Il suggère à plusieurs reprises que MSF ferme la mission. Son rapport est contesté pour son manque de déclarations de témoins oculaires.



J'ai proposé trois ou quatre fois de partir, de fermer la mission. Je me rappelle de discussions avec Lex [Winkler, directeur général de MSF Hollande] et la coordinatrice à Kigali à l'époque de Noël. Je donnais mes arguments : « Mes informations sur les massacres autour de Chimanga, les témoignages de rescapés, de témoins, le fait qu'on ait été utilisé comme appâts... » Je me rappelle très bien les questions qu'ils me posaient et leurs réflexions : « Vous avez entendu les tueurs ? Es-tu certain que c'était un massacre ? Vous avez recueilli des histoires des villageois racontant que les rebelles étaient revenus deux jours après

et qu'ils avaient tué, mais vous n'avez pas de témoignage visuel direct». Après le problème des chiffres, ils étaient hyper, hyper prudents. C'était la paralysie complète !

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*

Dans son sitrep du 11 janvier 1997, la coordinatrice de MSF Hollande à Kigali, de passage à Bukavu annonce la décision des équipes de modifier leur méthode d'approche des réfugiés, afin de ne plus être utilisées comme appâts par les rebelles. Ce sitrep est transmis à toutes les sections MSF opérationnelles au Zaïre et au Rwanda.



Sitrep Kivu, de MSF Kigali, Ton Berg, provisoirement à Bukavu, à MSF Amsterdam, MSF Goma, MSF Bukavu, MSF Kigali et l'équipe de soutien au Kivu, transmis aux autres sections, 11 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Dans la zone de Bukavu, les informations sur le nettoyage ethnique ne sont pas seulement devenues de plus en plus nombreuses et précises, elles pourraient même avoir une relation avec le travail des organisations humanitaires. Le HCR, MSF et le CICR travaillent ensemble pour aider de larges groupes de réfugiés qui sont en fuite. Quand des groupes plus importants sont découverts, les autorités en sont informées puisqu'elles surveillent précisément nos mouvements. Plusieurs fois, alors que nous voulions aider un groupe, la zone a été bouclée par une opération militaire afin de la sécuriser pour notre passage. Lorsque nous sommes revenus avec l'autorisation des autorités, tous les réfugiés avaient disparu. Le dilemme dont nous avons fait part dans le dernier sitrep concernant notre crainte que notre présence n'améliore pas les chances de survie des réfugiés se pose de façon de plus en plus forte. Est-ce que nous constituons un risque pour les réfugiés ?

Nous avons décidé de changer notre approche de ces groupes de réfugiés. Nous encourageons les gens à s'approcher des routes principales et répandre l'information qu'ils y trouveront une assistance. De cette façon nous sommes sûrs que notre action aide vraiment les réfugiés et depuis deux jours, en ce qui concerne les deux routes principales nos craintes se sont quasiment effacées. Au nord comme au Sud-Kivu nous savons que la situation humanitaire est mauvaise et nous entendons de plus en plus dire de la part des réfugiés que des hommes et des adolescents disparaissent des groupes de réfugiés, emmenés par l'Alliance, les Interhamwes etc.

LES CHARNIERS DU MASISI (MARS 1997)

Le 31 janvier 1997, l'équipe de MSF Hollande à Goma envoie au siège une contribution à la réflexion sur le dilemme entre le témoignage et l'assistance aux populations. Elle reproche en particulier à MSF d'avoir cessé de témoigner sur les violences dans le Masisi pour se consacrer au sort des réfugiés.

Le 1^{er} février, elle obtient enfin l'autorisation de mener une exploration dans la région de Saké où la situation nutritionnelle de la population locale est catastrophique. Mais elle ne peut toujours pas aller plus avant dans le Masisi, en raison de problèmes de sécurité.



« Contribution au débat sur le témoignage » **Message** de Amanda Harvey et Marcel van Soest, MSF Hollande Goma au siège, au HAD de MSF Hollande. Kigali, 31 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Nous rédigeons cet article tout simplement pour stimuler le débat au sujet des choix graves qui se posent dans la région africaine des Grands Lacs en matière de témoignage et de continuité de nos programmes médicaux. Nous sommes conscients que parler publiquement des violations des Droits humains peut amener MSF à renier son engagement de fournir une assistance médicale à ceux qui en ont besoin. Ceci doit particulièrement être considéré en situation de réponse à l'urgence. Cependant, de plus en plus souvent dans cette région, l'antagonisme entre témoignage et serment d'Hippocrate ne peut être ignoré.

[...] Il est bizarre que MSF France, qui a délivré un message terriblement fort sur la politique des réfugiés, bien plus tôt que MSF Hollande, soutienne désormais l'idée d'installer des camps pour ces gens. Les médecins peuvent avancer qu'ils ont l'obligation morale d'apporter une aide à quiconque en a besoin. Des femmes et des enfants sont impliqués. Mais on sait que des individus de tous les âges et de tous les sexes ont participé au génocide au Rwanda. Dans cette région, si le chef de famille est un Interahamwe, toute sa famille est aussi interahamwe. C'est la réalité de cette culture. Imposer nos conceptions culturelles dans ces situations est déplacé et relève de l'aveuglement. Les Interahamwes n'ont jamais abandonné leur projet d'éliminer tous les Tutsis. Aurions-nous apporté de l'aide aux Khmers rouges au Cambodge ? Ou au Sentier Lumineux au Pérou ?

[...] Heureusement, il y avait au sein de l'équipe d'urgence quelques personnes qui avaient travaillé dans le Masisi, sur le projet pour les Zaïrois déplacés. Grâce à eux, ce programme a recommencé (ce qui en dit long sur une organisation gérée à partir de la demande du terrain). Mais il n'y a plus de réfugiés autour de Goma, donc la communauté internationale, la presse et la plupart des travailleurs humanitaires n'y portent plus d'intérêt. Quelle occasion ratée ce fut, en novembre, de ne pas profiter de la présence de la presse pour attirer l'attention sur la situation dans le Masisi ! Quel gaspillage de notre premier rapport de témoignage sur ce sujet !

[...] Les réfugiés dirigés par les Interahamwes à l'intérieur du Zaïre sont dans un très mauvais état de santé. Le dilemme humanitaire fondamental ressurgit : l'obligation morale et médicale de porter assistance, sans tenir compte des affiliations politiques et des crimes du passé, versus l'utilisation des ONG comme des pions sur un échiquier politique. Il est difficile de tourner le dos à la souffrance, et ainsi de toujours chercher une « voie du milieu » – sur laquelle nous pouvons continuer notre travail et utiliser le témoignage pour faire pression sur la communauté internationale. Cependant dans cette région les problèmes supplémentaires de dégradation de la sécurité pour les expatriés et de liberté d'accès rendront un compromis difficile. MSF devrait reconnaître la valeur de son propre témoignage et parler publiquement de ce qu'elle voit, même si cela signifie que nous devons partir. Si nous continuons à travailler dans ce pays où il nous est interdit de pleurer l'assassinat de trois expatriés et que nous ne protestions pas, avons-nous vraiment besoin de nous soucier de témoigner ?



Il était très difficile d'entrer dans le Masisi. Je crois qu'on avait déjà essayé une fois en février, on avait eu un feu vert pour prendre la route en direction du Masisi. On a fait la moitié du chemin et puis on a appris au cours d'un contact radio qu'il y avait des troubles à Sake, alors qu'on s'est dit : « On ne peut pas continuer. On doit essayer de savoir si cette route est sûre. » Elle était toujours très dangereuse. Mais je parlais sans arrêt de l'accès avec les autorités.

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier-mars 1997 (en anglais).

Le 3 février 1997, une équipe mixte MSF/CICR est informée qu'un groupe de réfugiés cachés dans la forêt souhaite rentrer au Rwanda. L'équipe quitte la route Walikale-Bukavu et se rend à leur rencontre. Le lendemain de son passage, les réfugiés ont disparu. MSF et le CICR suspendent alors complètement ces opérations de recherche et d'assistance.



Le premier village où nous avons essayé de nous rendre était Walikale. On a réussi à y aller juste avant que je termine ma mission. Je crois que c'était le 3 février. Nous étions sur la route avec le CICR et d'autres. Nous savions par des habitants de Walikale que des réfugiés voulaient retourner au Rwanda. Mais on ne les a pas vus sur la route. Alors nous avons pris des petites routes pour les trouver et les aider. Et il est apparu clairement qu'une fois qu'on avait trouvé les gens, le jour suivant ils avaient disparu, probablement tués. Il était clair que nous étions utilisés comme appâts et nous avons donc immédiatement cessé de sortir des routes principales. Puis avec le CICR on a fait beaucoup de lobbying auprès du HCR et des autorités. Mais une fois encore, comme on n'avait pas la preuve qu'ils étaient tués et par qui, on ne pouvait pas faire grand-chose. La seule chose à faire c'était d'arrêter, de ne plus chercher les réfugiés dans la jungle, de rester sur les grandes routes. Nous avons changé notre stratégie et fait passer le message dans la jungle que MSF était sur la route principale. S'ils voulaient de l'aide... Il y avait quelques points de santé provisoires où ils pouvaient nous trouver, où on prenait soin d'eux, en attendant le camion pour les rapatrier au Rwanda. Cela se faisait en coopération avec le CICR et le HCR. Cela n'a pas concerné un grand nombre, mais quelques-uns. Mais c'était très difficile. Un vrai cauchemar ! Et toute la région est si vaste, si dangereuse, ils se passaient des choses si terribles. Il fallait toujours garder l'esprit clair afin que notre stratégie n'ait pas un impact négatif.

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier-mars 1997 (en anglais).

A partir de la mi-mars 1997, n'ayant plus accès au Masisi depuis décembre, l'équipe MSF mène des enquêtes nutritionnelles au nord de Goma au cours desquelles elle essaye d'obtenir des informations sur les massacres. Le siège de MSF Hollande envoie sur le terrain une « chargée de mission en santé publique » avec un profil « Droits humains » et une expérience humanitaire afin d'aider l'équipe sur place à documenter ce qui arrive aux réfugiés.



Mon titre était « chargée de mission en santé publique pour le Kivu ». C'était plus ou moins une couverture parce que le profil de poste avait été rédigé en décembre 1996/ janvier 1997. Ils cherchaient quelqu'un avec un profil « Droits humains », et une expérience humanitaire pour aider les équipes à documenter ce qui se passait avec les réfugiés. Il y avait un projet à Bukavu – ils ne savaient pas très bien ce qu'ils devaient faire à l'époque. Ils essayaient d'identifier le projet. José-Antonio Bastos était en train de terminer sa mission quand je suis arrivée. Il était le coordinateur du projet de Bukavu pour MSF Hollande. Ses rapports et ce qui s'est passé à Bukavu ont été les premières indications qu'il se passait quelque chose parce qu'il avait assisté à des incidents autour de Bukavu. C'est en grande partie à cause de cela que quelqu'un a été envoyé pour aider les équipes. Les indications les plus claires venaient de Bukavu. Autour de Goma, ce n'était pas si clair. On avait l'impression que les deux situations étaient différentes. A Bukavu, il y avait eu l'attaque des réfugiés, qui s'était ensuite répandue dans toute la région. Et puis il y avait la situation dans le Masisi. En novembre, MSF Hollande avait diffusé un rapport sur ce qui se passait dans le Masisi. C'était lié à la situation des réfugiés. Mais c'était aussi un contexte en soi. C'était une longue histoire. Ma tâche consistait à regarder les deux situations et au moment où je suis arrivée, le rapport entre la situation dans le Masisi et ce qui arrivait ou non aux réfugiés n'était pas encore très clair à nos yeux. Mais c'était une question parallèle à suivre de près. Depuis décembre, on nous refusait l'accès au Masisi. MSF Hollande avait toujours travaillé dans le Masisi et ses projets tenaient à cœur à beaucoup de gens. D'une certaine façon, de Goma, on se concentrait plus sur le Masisi, et de Bukavu plus sur les réfugiés.

Lorsque les réfugiés ont commencé à sortir de la zone de Goma et du Masisi, tout est devenu clair. Donc les deux premiers mois, février et mars, l'objectif était d'essayer d'avoir accès au Masisi et de surveiller le rapatriement des réfugiés. Comme nous n'avions pas accès aux réfugiés, nous travaillions dans les zones plus au nord de Goma, sur des enquêtes nutritionnelles auprès de la population et essayant de comprendre un peu mieux ce qui arrivait à la population locale – pas seulement les réfugiés – comprendre s'ils étaient ciblés par les rebelles, par les Rwandais et les troupes de Kabila qui arrivaient. Il y avait beaucoup de tension entre les Rwandais et les Congolais. On entendait des histoires de villages incendiés, de personnes tuées. On essayait donc d'utiliser ces enquêtes nutritionnelles pour en savoir plus. Mais les gens étaient très sensibles.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).

Le 20 mars 1997, une équipe de MSF Hollande à Goma entame une mission exploratoire dans le Masisi, avec l'autorisation de l'AFDL. Ils découvrent qu'au-delà du check point tenu par l'Alliance, et principalement par des soldats rwandais, tous les villages jusqu'à la ville de Masisi ont été brûlés et abandonnés par leurs habitants.

Le 23 mars, l'équipe reprend cette même route, accompagnée de la chargée de mission en santé publique. Empruntant un chemin différent de celui annoncé au barrage de l'AFDL, elle se rend dans un village où MSF a autrefois travaillé. Le village et le centre de santé ont été pillés, la population signale qu'il y a eu des massacres dans les collines avoisinantes.

Des hommes en armes les obligent à se rendre dans un autre village, où ils leur montrent plusieurs charniers. Le chef du village leur raconte que les rebelles les ont attaqués.



A la fin mars 1997 nous avons eu l'autorisation, pour la première fois en trois mois, de nous rendre dans la ville de Masisi. Donc une équipe composée d'une infirmière et d'un logisticien a pu aller au-delà du barrage Mashaki mis en place principalement par des Rwandais, mais aussi par des Zairois membres du groupe rebelle AFDL. En remontant la route vers la ville de Masisi, l'équipe a découvert qu'elle était complètement désertée. Tous les villages avaient été brûlés et abandonnés. A un moment, un garçon leur a remis une lettre – MSF travaillait depuis longtemps dans la zone et était assez connu de la population – Cette lettre racontait que les gens étaient ciblés par l'Alliance et qu'ils voulaient de l'aide etc. Cette information a été rapportée à l'équipe de Goma par l'équipe exploratoire qui désirait retourner sur place et souhaitait que je les accompagne afin d'essayer de documenter ce qui se passait là-bas et d'en savoir plus.

Au barrage, nous avons déclaré que nous nous rendions directement à la ville de Masisi mais en fait nous n'y sommes pas allés, nous sommes sortis de la route principale. Nous sommes allés dans un village où MSF avait autrefois travaillé, à l'écart de la route. Dans ce village on avait l'impression qu'il n'y avait personne – en approchant on pouvait voir les gens courir de leurs champs vers la jungle – et les véhicules n'étaient pas les bienvenus. Puis petit à petit les gens sont sortis et nous avons rencontré le responsable du centre de santé local. Le centre de santé avait été complètement pillé. Plusieurs personnes nous ont raconté qu'il y avait eu des massacres dans les collines alentour et qu'il y avait des charniers à différents endroits. Ils nous ont demandé si nous souhaitions les voir et nous avons dit que non - nous étions là pour vérifier la situation sanitaire et nous aimerions revenir.

Alors que nous étions prêts à partir, un des chauffeurs a dit que ce n'était pas encore le moment. Il disait qu'il y avait des hommes en armes le long de la route et qu'ils allaient nous tirer dessus si nous partions.

Il y avait un type qu'on appelait Scarface – ce type de personne, quand tu le rencontres tu te dis : « c'est le diable. » Il nous aurait bien tranché la gorge en une minute. Mais nous avons découvert qu'il n'avait aucune responsabilité. Il a dit : « vous ne pouvez pas partir – nous voulons vous montrer ces charniers. » Alors tous les quatre nous avons commencé une marche de quatre heures dans les collines vers ce petit village. Ils ont d'abord insisté pour nous montrer ces charniers. Les corps étaient décomposés. Nous avons pris des photos. J'ai vu une sandale d'enfant – je ne pense pas qu'il s'agissait de soldats. Puis ils nous ont amenés au chef du village. Le logisticien pensait que ce type était un ex-FAZ [Forces armées Zaïroises] – peut-être un commandant, quelqu'un de très bien éduqué. Il nous a parlé pendant une heure, en nous répétant qu'il voulait que nous racontions au monde ce qui s'était passé etc... Puis il nous a laissé partir. Nous avons réalisé plus tard que nous étions le premier groupe d'internationaux à avoir pénétré dans cette zone. Il est clair que l'AFDL opérait des raids dans la région et que ce groupe armé lui résistait. Donc Scarface nous a amené auprès de son chef pour que celui-ci prenne une décision. Et il a décidé qu'il était dans leur intérêt de nous laisser partir.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).

De retour au premier village, l'équipe se voit confier la charge d'un jeune homme, blessé. Au moment de repartir, un homme saute dans la voiture et leur explique que les hommes armés sont des Interahamwes et des ex- FAR qui tiennent la population du village en otage.

Sur la route du retour vers Bukavu, les volontaires MSF sont retenus toute la nuit au barrage par les soldats de l'AFDL qui ont appris leur détour hors de la route

principale. Dans les jours qui suivent, les responsables de l'AFDL à Goma réclament un compte-rendu écrit de leur visite.



Ils nous ont laissés partir mais ils nous ont confié un jeune homme blessé – ils voulaient qu'il revienne à Goma. Au moment où nous partions, un autre type, un instituteur, a sauté dans la voiture. Il voulait nous parler. Donc nous l'avons emmené et il nous a dit que ce groupe armé retenait la population en otage - vivant à ses dépens et l'utilisant comme bouclier humain vis-à-vis de l'AFDL et bien sûr cela suscitait des attaques de l'AFDL. Il nous a montré les cadavres de plusieurs hommes et femmes, récemment tués. Puis il est parti.

Nous sommes revenus au barrage à 18 heures. Il faisait nuit et le couvre-feu avait commencé à 17h30. De plus, au barrage les soldats avaient demandé à un autre véhicule s'ils nous avaient vus et ils avaient répondu par la négative.

Et nous avions ce blessé dans la voiture. Avant d'arriver au barrage on avait décidé d'inventer une histoire parce qu'on ne voulait pas dire qu'on était allé dans ce village de peur qu'ils ne s'y rendent et y fassent le ménage. Donc on avait décidé de dire qu'on avait ramassé ce gars sur le bord de route. Mais ils savaient que quelque chose clochait parce qu'on était beaucoup trop en retard et que cet autre véhicule leur avait dit ne pas nous avoir vus. Donc ils nous ont gardé pour la nuit. Ils n'ont jamais jeté un regard dans la voiture. Nous étions inquiets à ce sujet parce qu'il y avait au moins 20 à 30 soldats au barrage à se saouler à la bière de banane en haut de la colline et que nous étions enfermés dans nos deux voitures. Nous avions peur qu'ils ne regardent le type et s'aperçoivent qu'il était blessé par balle, qu'il était jeune et plutôt en bonne santé. Nous étions aussi inquiets parce qu'il était du coin et que certains des soldats étaient des Tutsis du Masisi et que ces Tutsis avaient rejoints les forces zairoises après avoir été chassés du Masisi – et ce type avait reconnu l'un d'entre eux au barrage – mais le soldat ne l'avait pas reconnu. Ils n'ont fait de mal à personne. On s'en est tous bien sorti. Mais ils étaient très suspicieux. Ils savaient qu'il se tramait quelque chose. Les jours suivants à Goma, ils n'ont pas cessé de nous réclamer un rapport sur notre voyage et nous ont posé des restrictions sur nos déplacements dans le Masisi.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).

Une partie de l'équipe de MSF Hollande à Goma pense qu'il faut rendre publiques les informations collectées par la mission exploratoire dans le Masisi.

D'autres craignent que cela ne mette en danger les villageois et les programmes MSF dans la région. Certains avancent que le mensonge de l'équipe à l'AFDL au sujet de l'objectif de sa mission risque d'affaiblir la crédibilité de la parole de MSF.



On a eu de longues conversations avec l'ensemble de l'équipe avant de partir pour Amsterdam. Je ne l'oublierai jamais - nous étions une douzaine à discuter de ce que nous devrions faire. Il y a eu une scission dans le groupe. La moitié d'entre nous disait que nous devions rendre tout cela public, que nous devions essayer de faire quelque chose et les autres disaient que nous ne pouvions pas mettre en danger les opérations que nous menions. Je pense qu'il y avait un certain nombre de raisons - on avait raison de dire que continuer les évaluations nutritionnelles, ma foi, on s'en foutait, ce n'étaient pas des opérations qui sauvaient des vies ! Là où c'était plus délicat pour certains, et je ne suis pas certaine

d'être d'accord avec eux, c'était le fait que nous avions menti, que nous n'avions pas été transparents. C'est pour cela que le rapport Masisi et le rapport Shabunda ont été traités différemment.

Nous n'avions pas la permission d'aller dans ces endroits. De mon point de vue ce n'était pas un argument frappant. Peut-être y avait-il d'autres agendas politiques en cours dans la maison dont je n'avais pas connaissance. Au cours de cette grande discussion, j'ai posé la question : « Est-ce que nous condamnons vraiment à mort ces villageois ? Est-ce que l'AFDL va vraiment ratisser tous les villages de la zone pour savoir où nous sommes allés et est-ce que ce pauvre professeur va payer à cause de nous ? » Peut-être était-ce à cause du fait qu'on n'avait pas été transparents, qu'on n'avait pas demandé la permission ? Peut-être y avait-il aussi de la mauvaise conscience d'avoir mis involontairement ces gens en danger ? D'un autre côté, c'était la première fois en trois mois que nous avions un semblant d'idée de ce qui se passait dans la zone – et elle était plutôt négative. J'étais très en faveur de faire quelque chose de plus fort et de plus public avec cette information. Mais l'équipe a décidé que non. Dans le débat ils avaient un bon argument qui était que sortant tout juste de vivre les événements, je n'étais pas rationnelle. Nous avons peur qu'ils trouvent le nom du village, et se livrent à des représailles. Nous utilisons un terme codé pour parler de ce village, sans le nommer et cela aurait compliqué une éventuelle prise de position publique. Mais pour être honnête je ne me souviens plus très bien des positions de chacun au cours de cette réunion. A la fin, j'ai senti que ceux qui soutenaient l'idée de faire quelque chose n'étaient pas en position de force. Ça s'est terminé en queue de poisson sur l'idée qu'on ne ferait rien. Et c'était vraiment trop !

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).



Déjà en février nous avons eu des discussions au sujet du témoignage. Comme on ne pouvait pas faire grand chose, on discutait beaucoup du fait qu'on avait besoin d'une stratégie de plaidoyer: que faire si on assiste à des violations des droits humains ? Quel est le rôle d'une organisation humanitaire ?

Et puis l'équipe a vécu ces événements dans le Masisi. Que faire de toutes ces informations ? D'abord avec l'équipe et avec Amsterdam nous avons eu de longues discussions. On a décidé qu'il fallait certainement faire quelque chose de ces informations, mais comme on n'était pas censé être allé dans ce village on n'avait toujours pas raconté ce qu'on avait vécu et vu. Notre principale inquiétude concernait ce qu'on avait découvert et on avait peur que les soldats de Kabila ne se rendent dans ce village pour tuer tous ses habitants. Alors pour éviter ça on a dit qu'on ne prendrait pas la parole publiquement, qu'on ne dirait pas aux autorités ce qu'on avait vu. Mais on devait faire quelque chose de ces informations. On a donc fait sortir l'équipe exploratoire du pays et ils ont préparé un rapport avec l'aide d'une spécialiste des droits humains. La stratégie prévue consistait principalement à diffuser le document à travers des groupes de défense des droits humains et à ne pas le rendre public. C'était essentiellement parce qu'on n'était pas vraiment transparents et que nos activités là-bas risquaient de mettre la population en danger, et de compromettre notre accès futur à la région. Il faut dire que le message passé aux membres de l'équipe exploratoire était très clair et que les villageois les avaient emmené voir des charniers. Il leur avait été dit très clairement : « On ne peut pas vous relâcher parce que sinon vous allez aller raconter ce que vous avez vu. » Donc toute la négociation entre l'équipe et les villageois avait consisté à les calmer en leur disant : « Voilà ce qu'est MSF, nous ne dévoilons pas les informations, nous essayons de protéger etc... » Donc après ces négociations musclées, il n'était pas possible de prendre la parole publiquement, parce que s'il se passait quelque chose, que ce soit à cause de nous ou pas, tous ces gens mourraient par la faute des déclarations de MSF. Il y avait donc une autre raison, une sorte

de pacte de non trahison en quelque sorte. C'est pour cela qu'on n'a pas pris la parole publiquement.

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier-mars 1997 (en anglais).

Le 26 mars, José-Antonio Bastos, l'ancien coordinateur de MSF Hollande à Bukavu se rend à Londres pour informer le responsable d'Amnesty International pour l'Afrique centrale, des violences commises au Masisi dont il a eu connaissance durant sa mission en novembre 1996.

Le 2 avril 1997, le département des affaires humanitaires de MSF Hollande informe l'équipe MSF à Goma de cet entretien. L'équipe est également prévenue qu'Amnesty International tente d'obtenir des Nations unies la création d'une commission d'enquête indépendante et qu'afin de soutenir son travail elle souhaiterait utiliser les informations rassemblées par MSF dans le Masisi.



« **Proposition** d'un plan d'action au sujet des évènements constatés dans le Masisi » CONFIDENTIEL de Ed [Shenkenberg], HAD [département des affaires humanitaires] au responsable de programme Goma, à la mission explo[ratoire] dans le Masisi, au réseau des psys, au HAD, au chef de mission à Goma, 2 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

MSF et Amnesty International ont récemment intensifié leurs contacts. L'ancien coordinateur de projet de Bukavu, José-Antonio Bastos a fait un compte-rendu au chercheur d'Amnesty pour l'Afrique centrale le 26 mars. Pour l'instant l'objectif d'AI [Amnesty International] est d'obtenir la création d'une commission d'enquête indépendante. Sur le conseil de Mohamed Sahnoun, AI a envoyé un mémorandum au Conseil de sécurité des Nations unies le 24 mars, demandant la création d'une commission qui enquêterait sur les récits d'atrocités dans l'Est du Zaïre. AI a indiqué que dans le futur proche il pourrait être intéressant d'utiliser l'information MSF, peut-être bien avec le projet de soutenir la commission.



Je suis rentré à Amsterdam et j'ai débriefé. Ed Schenkenberg du département des affaires humanitaires m'a dit : « Bon, ça c'est hyper intéressant. Tu dois aller débriefer avec Amnesty International à Londres. Tu dois le faire parce que tu as l'information, des détails très importants. Ça s'est passé il y a six mois, c'est ancien on ne peut pas faire beaucoup plus maintenant. »

J'ai donc été envoyé par MSF Hollande faire un débriefing avec le type chargé du Rwanda à Londres. Les informations que j'ai données sont passées dans le rapport d'Amnesty. Ça m'a soulagé un minimum de voir que l'information n'était pas perdue. Nous avons été les témoins directs des évènements, mais nous n'avons pas pu l'exprimer directement dans la presse. Mais par la suite, pour notre population, au minimum cette information n'a pas été perdue. Je suis convaincu qu'il y a des faits qu'il faut enregistrer, dont il faut garder la mémoire parce que dans le futur ça peut-être important. Selon moi, ce cas était évident. Tous les détails que j'ai gardés, toutes les informations ont été utilisées. Je suis certain que c'est arrivé entre les mains de la Commission des Droits humains des Nations unies et de [Roberto] Garreton [rapporteur de la Commission des droits humains] et qu'une partie de mon information a fait partie de

tous les compilations qui ont donné la preuve que c'était arrivé. Et ça, personnellement, ça me soulage un peu.

*Dr José-Antonio Bastos, MSF ET (Équipe d'urgence inter-sections),
coordinateur dans le sud Kivu (en français).*

LES CHARNIERS DE SHABUNDA (MARS 1997)

Du 26 mars au 3 avril 1997, deux volontaires de MSF Hollande, James Fraser, logisticien administrateur et Maryse Bonnal, infirmière, prennent part à une mission du HCR, autorisée par l'AFDL à rallier Bukavu à Shabunda, via Kigulube, afin de repérer et préparer la mise en place de points de transit pour les réfugiés. Maryse s'arrête à Kigulube, à mi-chemin entre Bukavu et Shabunda, pour mettre en place des postes de santé, tandis que James continue vers Shabunda, avec le reste de l'expédition. Le voyage dure neuf jours, sur une route difficile et dans des conditions de sécurité très précaires. L'équipe est accompagnée d'un « facilitateur » imposé par l'AFDL.



« **Rapport de mission** exploratoire - Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

26 mars : nuit au km 39.5 – Kiseku – départ de Kigulube 9.50 heures - arrivée 17 heures 45 mn - 12 heures 25 mn

27 mars : nuit au km 115.3 - Katchungu - départ Kiseku 6 heures 05 mn - arrivée 18 heures 30 mn - total durée trajet 9 heures 55 mn

28 mars : nuit au km 151 - Keisha - départ Katchungu 8 heures 15 mn - arrivée 17 heures 45 mn - total durée trajet 9 heures 30 mn

29 mars : nuit au km 172 km - Shabunda - départ Keisha 6 heures 35 minutes - arrivée 10 heures 10 mn - total durée trajet 3 heures 45 minutes.

Les notes détaillées sur nos déplacements ont été prises en cours de route afin de donner une description détaillée de l'itinéraire. Sur le chemin du retour nous avons caché nos carnets de notes afin de ne pas avoir de problème quand nous rencontrions les militaires, car notre facilitateur était présent en permanence et fournissait des rapports détaillés aux soldats le long de la route. Cependant, le voyage de retour a duré un jour supplémentaire, entre Katchungu et Kigulube en raison du mauvais état de la route. Le voyage a duré 9 jours au total [...]

Participants :

MSF - 1 expat[rié], 1 chauffeur, 1 infirmier local

UNHCR : 1 expat[rié], 1 chauffeur, 1 assistant local

Care : 1 membre du personnel local

Alliance [AFDL] : 1 facilitateur

Total 8 participants – 2 véhicules

Objectif :

Mission exploratoire pour évaluer la faisabilité et les emplacements possibles pour des postes de santé le long de l'axe ouest de Kigulube à Shabunda.



Le coordinateur de projet nous a pris à part avant notre départ pour Kigulube et nous a expliqué notre mission : essayer d'aller le plus loin possible à l'ouest et chercher des emplacements pour les camps de transit, tous les 25 kilomètres, afin qu'au retour des réfugiés, nous puissions leur fournir un abri pour leur donner des soins et de la nourriture. Ils auraient ainsi un endroit où se reposer avant de repartir. L'équipe MSF avait entendu parler de choses qui se passaient à l'ouest de Kigulube. Ils ne savaient pas de quoi il retournait exactement mais ça pouvait être dangereux. « Si tu te sens à l'aise pour y aller, alors vas-y ! » J'y suis allé parce que je n'avais aucune idée de l'aventure dans laquelle je m'embarquais ! Maryse était bien briefée sur la zone où nous nous trouvions. Elle savait que dans la forêt près de Nzovu, il y avait des gens. Elle m'a donné toutes les informations qu'elle avait et m'a dit que ma mission consistait à aller à l'ouest jusqu'à Shabunda pour déterminer où installer nos camps de transit et se faire une idée de ce qui se passait dans la zone. Le facilitateur était un espion, envoyé pour nous surveiller. Il était quelqu'un comme le cousin du chef de l'AFDL à Bukavu. Il n'était pas très intelligent, on pouvait ruser avec lui il était très paresseux et avait très peur de l'AFDL. On lui a sauvé la mise deux fois en tenant tête à sa place. Les Rwandais et les gens de Shabunda rendaient des comptes au général basé à Goma. Notre contact était le général de Bukavu et il y avait une guerre de pouvoir entre les deux. Donc ce type représentait les gens de Bukavu et tout le monde sur le terrain le détestait et même le menaçait. C'était le chargé d'affaires humanitaires de l'AFDL, il était censé se rendre à Goma et ils l'ont prévenu que s'il essayait d'atterrir là-bas ils l'exploseraient en vol. Voilà le niveau des relations qu'ils entretenaient entre eux.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Dès Kigulube, un prêtre affirme à l'équipe que les soldats de l'AFDL commettent des massacres. Puis dans les villages où la mission s'arrête, des paysans, toujours prévenus de son passage par les militaires de l'AFDL, racontent que depuis des mois ces derniers massacrent des réfugiés, et ceux qui leur portent secours. Postés sur la route de Kigulube jusqu'à Shabunda, ils surveillent la forêt, et terrorisent les populations.

Le recueil d'informations sur les violences s'impose rapidement à James Fraser comme l'objectif principal de la mission.



« Rapport de mission exploratoire – Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

23,5 km - village Gnakasana

- 2 réfugiés malades présents dans le village, membres d'un groupe retrouvé dans la forêt autour du village. Impossible de déterminer leur nombre exact.

- Première description précise par la population locale de la pression mise par les militaires sur ceux qui aident les réfugiés. Ceux qui aident les réfugiés seront éliminés par l'armée.

- On nous a parlé de plusieurs assassinats de réfugiés par l'armée sans nous donner les détails. La plupart de ceux qui nous parlaient ont refusé de donner des informations plus précises par crainte. Il était clair cependant qu'ils essayaient de nous dire qu'il s'était passé quelque chose ...

[...] 27 km – village Kabungue

- [...] villageois

- l'armée tue des réfugiés dans la forêt.

[...] 93,5 km- village Kilalou

- De nombreux réfugiés dans la forêt

- Deux réfugiés malades dans le village

- 40 réfugiés ont été tués dans ce village, histoire confirmée par un autre villageois à l'autre bout du village sur le chemin du retour qui parle de 43 réfugiés tués.

- Une femme était arrivée dans ce village avec un groupe de 400 personnes. Elle était trop malade pour continuer. Cette femme était terrifiée parce que les 400 autres semblaient avoir disparu. Elle disait que normalement on savait toujours plus ou moins où était le groupe. Ils avaient toujours des nouvelles de quelqu'un. Mais cette fois-ci elle n'avait rien entendu au sujet de personnes du groupe. On n'avait pas vu non plus un groupe de cette taille sur la route de Kigulube depuis qu'on était dans le coin.

- Un jeune réfugié du Burundi a été tabassé après nous avoir parlé. On l'a appris en revenant de Shabunda.

[...] En passant de village en village on réalisait clairement que les villageois et les réfugiés étaient terrorisés par l'armée. Dans pratiquement chaque village nous avons entendu des histoires ou des allusions sur ce que les militaires faisaient aux réfugiés. Les histoires allaient d'incidents à des descriptions précises à des lieux, du nombre de réfugiés tués. De plus, les villageois étaient terrifiés par la date limite posée par l'armée pour qu'ils fournissent de l'aide. Sur notre chemin vers Shabunda nous avons souvent entendu dire que l'armée nous avait précédés pour annoncer notre arrivée aux villageois. Encore plus perturbant : nous avons aussi entendu dire de la part de la population locale et des réfugiés que l'armée nous suivait. Lorsque nous passions, les réfugiés savaient que nous étions dans la zone, se sentaient en sécurité et sortaient de la forêt. Les soldats qui nous suivaient éliminaient les éliminaient.



Un jour un prêtre est venu nous voir : « Ce sont des nazis, ils tuent tout le monde. Vous devez le dire à la communauté internationale. » Il devenait fou. Pour moi c'est devenu clair, dès que j'ai réalisé ce qui se passait : il fallait recueillir le plus d'informations possibles et les faire sortir. Les utiliser. Je cherchais toujours les emplacements pour les camps de transit, mais plutôt comme un alibi pour trouver des informations et interroger les locaux.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

A des villageois qui lui demandent comment aider les réfugiés, l'équipe croit bien faire en conseillant de les orienter sur un chemin menant au poste de santé MSF de Nzovu à quelques kilomètres au nord de Kigulube. Lorsque l'équipe revient à Kigulube, quelques jours plus tard, aucun réfugié n'est arrivé par ce sentier au poste de santé. En revanche, cinq soldats de l'AFDL ont été repérés sur ce même chemin...



« **Rapport de mission** exploratoire - Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

18,3 km - village Kisuku

- Réfugiés dans le village.

- On nous a indiqué un chemin entre Kisuku et Nzovu (22 km au nord de Kigulube) à travers la forêt qui permettrait aux réfugiés d'éviter les militaires, juste à l'ouest de Kigulube.

- A partir de ce moment, quand la population nous demandait comment aider les réfugiés, vu que l'armée leur avait dit qu'ils n'étaient pas autorisés à le faire, nous avons commencé à leur conseiller de leur faire prendre ce chemin vers Nzovu. Je ne me sentais pas à l'aise de donner ces instructions, mais nous n'avions pas d'alternative. Pour moi il est clair que l'Alliance en a été informée. Lorsque je suis revenu à Kigulube, Maryse m'a dit que le 2 avril environ, 50 soldats ont traversé Kigulube, se dirigeant vers Nzovu. Depuis, plus aucun réfugié n'était arrivé à Kigulube, de cette direction.



La population zaïroise venait nous dire : « les Tutsis nous préviennent que nous ne pouvons aider les réfugiés que jusqu'à Pâques. Ensuite ils nous tueront si nous les aidons. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Aidez-nous ! » A ce moment-là nous ne savions pas encore ce qui se passait. Nous avons entendu ce qu'avait dit le prêtre, mais cela n'avait pas encore pris tous son sens. Alors nous leur disions de faire passer les réfugiés à travers la forêt en direction de Nzovu, parce qu'ainsi ils seraient sur un chemin détourné - A ce moment-là on ne savait pas encore qu'il y avait des espions dans les villages. Par la suite on a remarqué qu'auprès des villageois il y avait toujours deux types très bien habillés... - Nous avons donc dit aux réfugiés de prendre ce chemin. Deux jours plus tard des soldats de l'AFDL se sont rendus là-bas et il n'y a plus eu aucun réfugié arrivant de Nzovu.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

A différents endroits, l'équipe découvre l'existence de charniers, et aperçoit des vêtements éparpillés ou accrochés dans les arbres. Selon la représentante du HCR, il s'agirait de signes laissés par les survivants pour indiquer aux autres réfugiés qu'il y a eu des massacres.



« **Rapport de mission** exploratoire - Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

7,2 km - route menant à des charniers (sur la liste des sites à inspecter établie par le HCR). Nous n'avons pas pu inspecter nombre de ces sites en raison de la présence du facilitateur des responsables locaux de l'Alliance présent dans le village. Au moins 240 corps auraient été enterrés récemment dans ce charnier.

- Rapport confirmé par le missionnaire de Katchungu.

- Jusqu'au km 12.3 deux soldats étaient stationnés chaque kilomètre et nous obligeaient à circuler.

- Quand nous sommes arrivés à Mpwe au km 12,3 km, le troisième dans la hiérarchie des militaires de Kigulube a demandé au facilitateur où et quand nous nous étions arrêtés. Soulagé de découvrir que nous ne nous étions pas arrêtés.

12,3 km village de Mpwe

- Forte présence de soldats – au moins cinq.
- Ce village est situé à l'écart de la forte concentration militaire de Kigulube.
- Site de charnier à droite lorsqu'on se dirige vers l'ouest derrière la maison au toit en métal. Site sur la liste d'inspection du HCR. Inspection impossible. Je n'ai pas vu cette fosse. D'après le HCR elle était très grande et la terre avait été préparé de façon à laisser croire qu'on croit qu'il s'agissait des fondations d'une deuxième maison.
- Nombre de victimes dans la fosse : inconnu.
- date de dépôt des cadavres dans la fosse inconnu.

17 km [ouest de Kigulube]

- vêtements sur le bord de la route.
- Impossible de s'arrêter à l'aller, mais arrêt au retour. Les véhicules ont été coincés dans la boue, ce qui m'a donné l'occasion d'inspecter.
- vêtements d'hommes et de femmes,
- bandeaux,
- bol en plastique rose,
- objets éparpillés sur le sol,
- vêtements accrochés à un arbre. Selon le HCR il s'agit d'une indication selon laquelle des massacres ont eu lieu sur ce site. Les réfugiés préviennent ainsi les autres réfugiés.
- Suivi un sentier vers une petite rivière à 250 mètres environ, impossible de trouver d'autres preuves.

[...] 38,7 km- village de Kuseku 1

- réfugiés éparpillés dans la forêt,
- les soldats menacent ceux qui aident les réfugiés,
- pas de mention d'exaction des soldats sur la population locale,
- des réfugiés se cachent dans chaque village,
- les réfugiés ont peur de continuer jusqu'à Kigulube où se trouvent les militaires,
- confirmation par la population locale de la présence de 240 cadavres de personnes assassinées dans le charnier à 7,2 km de Kigulube.



L'officier de protection du HCR m'a pris à part, m'a dit qu'elle était informée de la présence de charniers et qu'elle avait besoin de mon aide pour faire diversion auprès des espions du village et du type de l'AFDL qui était avec nous en voiture. Nous avons donc mis au point un plan pour détourner l'attention des gens, et pouvoir inspecter aux alentours et recueillir de l'information. Elle m'a dit qu'à Mguang il y avait un charnier, ce qui expliquait la présence des soldats là-bas. Elle avait une liste d'autres charniers. Dans le village de Kisigu, il y avait plus de fosses près de la rivière. En arrivant dans un village, le type de l'AFDL a refusé de sortir de la voiture parce qu'il avait trop chaud. Donc la représentante du HCR et son assistant sont sortis de la voiture avec moi. L'assistant est parti vers la rivière et les deux espions du village l'ont suivi. Il les a entraînés dans une conversation et nous en avons profité pour jeter un œil autour. Nous avons trouvé des fosses communes juste de l'autre côté de la colline, à l'orée du village, plutôt grandes, fraîchement creusées, parsemées de petites croix. Nous avons pris des photos. Au début il n'y avait aucun signe et puis au fur et à mesure qu'on avançait sur la route on commençait à voir ces fosses communes, ces grands morceaux de terrain retournés sur le bord de la route. Comme on se rapprochait de l'une de ces villes, Kishiawutu, j'ai demandé : Qu'est-ce que la

lettre T signifie ? – Oh, T veut dire tombe. Il y avait plusieurs tombes qu'on pensait être des fosses communes, avec des croix. Au retour un garçon est décédé de la malaria dans notre voiture. Nous sommes allés avec notre chauffeur et d'autres gens du village au cimetière et on a dû marcher longtemps. Ils avaient surélevé le sol avec des pierres et avaient fait du bon travail. J'ai commencé à les interroger sur les rituels d'enterrement. Apparemment ils n'enterraient jamais personne près des villages, sauf les notables. Donc toutes ces nouvelles tombes que nous voyions dans le village ne correspondaient pas à ce que nous disaient les locaux, les rituels et leurs façons habituelles de faire les choses.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Des chefs de villages rapportent qu'au cours d'un séminaire « idéologique » les représentants de l'Alliance les ont, là encore, sommés de cesser tout soutien aux réfugiés et d'aider les militaires à effacer toutes les traces des massacres sur les routes.

Juste avant d'arriver à Shabunda, l'équipe tombe sur un groupe de soldats en plein « nettoyage » de cadavres.



Au fur et à mesure qu'on avançait sur le chemin, la situation empirait. Au pont de Shabunda, un des côtés était réellement propre, l'autre n'avait pas encore été nettoyé et il y avait des tas d'objets : des vêtements, des ustensiles de cuisine. Ils essayaient donc de nettoyer avant notre passage et de nous retarder. Ils continuaient à nous dire qu'on n'avait pas d'autorisation, qu'on avait besoin d'une autorisation pour avoir l'accès. A certains endroits il y avait une grande surface carrée. Il y avait de l'herbe moins haute que l'herbe alentour et je ne peux pas dire à 100 % qu'il s'agissait de fosses communes. Mais une partie du sol avait été fraîchement retourné et tout le monde nous disait qu'on faisait le ménage avant notre passage. Juste avant d'arriver à Shabunda nous sommes effectivement tombés sur des soldats de l'AFDL et ils étaient surpris. Un colonel, qu'on appelait colonel Jackson est sorti et à commencé à me hurler dessus en kinyarwanda. C'est l'officier de protection du HCR qui m'a dit que c'était du kinyarwanda.

C'est elle qui avait identifié les soldats qui faisaient le ménage sur la route comme des Tutsis. Donc cet homme nous criait dessus et je lui ai répondu que je ne comprenais que le français. Il a commencé à me parler en français et j'ai aperçu derrière lui des Zaïrois qui jetaient des pelles dans un camion. Ils rangeaient ces pelles très rapidement. A peine avaient-ils chargé leurs pelles qu'il est monté dans le camion, il a cessé de hurler et nous a demandé si on avait du gasoil. Nous avons répondu que non. Il est revenu à son camion et il est parti.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

A Shabunda, retenus par des représentants des services de renseignements de l'Alliance (SNR), l'équipe passe une nuit d'angoisse après avoir reçu des menaces de mort voilées.

Des membres des services de renseignement de l'Alliance confirment ouvertement leur stratégie, vérifiée par les agences de secours depuis quelques mois : les

organisations humanitaires sont utilisées comme appâts pour faire sortir les réfugiés de la forêt.



C'était terrifiant. Nous sommes allés à Shabunda et ils nous ont quasiment fait prisonniers et ils nous raconté comment ils allaient nous tuer, comment ils allaient s'y prendre. Ils nous ont amené dans ce monastère, nous ont mis en joue et nous ont dit : « toi tu vas dans cette chambre, toi dans celle-là. » Je me souvenais que lorsque j'avais quitté ma dernière mission, deux personnes avaient été assassinées. On était venu la nuit et on les avait assassinées.

Et nous, nous étions là, dans nos chambres. Je suis sorti parler à la chargée de mission du HCR et j'ai inspecté partout. J'ai trouvé une clé pour fermer une chambre. On a tous dit qu'on allait au lit, puis on a attendu la nuit, on est sorti et on s'est enfermé. Et à quatre heures du matin, ces gens sont venus et ont commencé à marcher dans le vestibule. Ils n'ont rien fait, mais c'est la seule fois où je me suis dit « c'est la fin. » Et rien ne s'est passé. Le lendemain on s'est levé et on a exigé qu'on nous rende nos passeports. Ils disaient « non », on répondait qu'on n'acceptait pas leur refus. Et ils nous les ont finalement rendus. A Shabunda, sur le sol, dans le noir, j'entendais mon cœur battre de plus en plus fort. Je pensais : Oh mon Dieu, jamais je ne reverrai ma mère ! Mais après cela, je n'ai plus eu peur. Il y avait ce Carl Lewis, du même nom que le coureur américain qui avait gagné deux médailles d'or aux jeux Olympiques. Ils se cachaient tous derrière des noms de code. Il était en quelque sorte chargé de nous. Il était vraiment agressif et essayait de me terroriser. Le lendemain il m'a demandé : « Vous avez eu peur cette nuit ? » J'ai répondu : « Bien sûr que non, puisque vous étiez là pour nous protéger ! » ça le rendait fou !

En fait, ils tenaient Shabunda sous leur contrôle. Il y avait des représentants de l'AFDL, des Tutsis et des Zairois qui formaient un comité. Ils nous ont dit directement : « Comme on ne peut pas atteindre l'ennemi dans la forêt, c'est utile d'avoir les ONG pour attirer les réfugiés hors de cette forêt. »

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Sur le chemin du retour l'équipe s'arrête chez un missionnaire qui cache et protège des réfugiés et qui affirme que des milliers de réfugiés ont été tués dans la région. Juste après le départ de l'équipe humanitaire, des soldats de l'AFDL tuent plusieurs personnes dans la mission et sous la menace obligent le missionnaire à attirer les réfugiés de la forêt sur la route principale.



« Rapport de mission exploratoire – Kigulube - Katchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Km 112.8 [...]

- Au cours de notre première nuit à Katchungu, le 27 mars, 5 réfugiés ont été poignardés sur le pont et jetés dans la rivière. Ces meurtres ont été confirmés par le personnel de la mission.

- La nuit où nous avons dormi à Katchungu, sur le chemin du retour le 31 mars, 3 réfugiés ont été exécutés juste à la sortie de Katchungu, avec des armes automatiques. Le bruit

nous a réveillé et les meurtres ont été confirmés le lendemain par le personnel local. Ces exécutions avaient probablement été réalisées par le commandant Jackson et ses hommes alors qu'ils faisaient réparer leur véhicule à la mission

- Sur le chemin du retour, le commandant Jackson a fait une démonstration de force à Katchungu en déployant en cercle environ une centaine d'hommes. Lorsque nous avons quitté le village, il était assis au milieu de ses hommes, souriant et nous faisant des signes.

- Après notre départ, ils sont entrés dans la mission et ont tué deux membres du personnel et plusieurs réfugiés. Le seul moyen qu'a pu trouver le prêtre pour les arrêter, a été d'accepter de faire sortir les réfugiés de la zone sur la route en direction de Kigulube. Le prêtre m'a donné cette information par radio. Elle m'a ensuite été confirmée par quelqu'un de Save the Children à Bukavu.

- Le prêtre affirme qu'il y a un grand charnier juste au nord sur la route de Lilungu.

- Selon ce prêtre et son équipe, cette route de Lilungu est jonchée de cadavres.

- Ils nous ont dit que sur la route de Shabunda on trouverait des ossements, des corps décomposés des crânes.

- L'Alliance commençant à aller chercher des réfugiés dans la forêt et rencontrant des difficultés, nous utilise pour les faire sortir.



Il y avait un prêtre dont la présence représentait une forme de protection pour les réfugiés parce que l'Alliance ne les aurait pas tués tant qu'il était présent.

C'est lui qui plus tard, nous a appelés à la radio en nous disant : « il faut que je sorte d'ici ! » Il est sorti mais je n'ai jamais plus entendu parler de lui. Sur notre chemin de retour vers Katchungu, la nuit où nous avons dormi à la mission, j'ai entendu des coups de feu et le lendemain on nous a dit que des réfugiés avaient été tués dans la forêt. On s'est dit : « OK, il faut qu'on y aille. » Et on a proposé au prêtre de venir avec nous. Mais il a répondu : « Non, parce que si je m'en vais, ils vont tout piller. » Donc il est resté et quand nous sommes partis nous sommes repassés chez lui. Il y avait le colonel Jackson et un petit zaïrois. Ils étaient entourés de nombreux hommes du village, qui s'adonnaient à une sorte de démonstration de force. Il s'est assis sur une chaise au milieu de la route, entouré de tous ses hommes en armes. On ne savait pas trop ce que cela signifiait, mais on est partis. Après notre départ, selon le prêtre à la radio, ils sont entrés dans la mission et ont commencé à tuer des réfugiés. C'est là qu'il a dit qu'il voulait s'en aller. Il protégeait les réfugiés, mais il a dû leur dire de commencer à marcher vers la route, sinon tout le monde serait tué dans la mission. Il a donc été forcé de renvoyer les réfugiés qui ont été tués alors qu'ils marchaient sur la route. Et ce type était là depuis 17 ans ! Il disait que ça avait toujours été paisible. Ils n'avaient pas toujours beaucoup d'argent, mais ce n'était pas grave comparé au bain de sang auxquels ils avaient assisté ces dernières années.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

La sécurité de l'équipe est aussi compromise par le comportement de certains de ses membres. Outre le « facilitateur », oreille de l'AFDL, l'infirmier zaïrois de MSF sympathise de façon plus que nécessaire avec les soldats, constitue des listes de réfugiés et utilise clandestinement la radio.

Quant à la représentante du HCR, elle semble cacher des informations au reste de l'équipe et les objectifs de sa mission restent opaques.



« **Rapport de mission** exploratoire - Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Non seulement on devait être extrêmement prudent à cause de la présence du facilitateur de l'Alliance, mais au fur et à mesure que le voyage avançait, il est apparu de plus en plus clairement que la loyauté de certains membres de notre personnel était discutable. A la fin du voyage nous avons découvert que l'un de nos infirmiers était un informateur de l'Alliance. La nuit où la représentante du HCR et moi-même avons été mis de facto en état d'arrestation, nos employés locaux ont dîné et fraternisé avec les soldats et les officiers de l'Alliance toute la nuit. Il n'y avait donc plus de tampon entre nous et l'Alliance qui aurait pu nous servir de marge de manœuvre. Il était clair que certains d'entre eux passaient de l'information, qu'ils se trouvaient des excuses et essayaient de nous tromper. Sur le voyage de retour, alors que nous étions à Katchungu, l'infirmier a essayé d'extorquer au secrétariat du prêtre une liste de noms. C'était la liste de la population locale qui aidait les réfugiés dans la zone. Pendant tout le voyage, il a continué à dresser des listes de réfugiés, même après qu'on lui avait explicitement indiqué que notre mission ne consistait pas à recueillir les noms. Un matin, je l'ai surpris en train d'utiliser la radio de notre véhicule vers environ 5h45 alors que tout le monde dormait. Quand je lui ai demandé à qui il parlait, il m'a dit qu'il avait reçu un message de notre sanitaire à Kigulube. Quand j'ai essayé de confirmer cette version avec le sanitaire à mon retour à Kigulube, celui-ci m'a dit qu'elle était fausse. Il n'avait contacté l'infirmier qu'une fois, vers 9 heures en présence de Maryse, notre infirmière expatriée. Je me suis aperçu que la représentante du HCR m'a caché des informations. Ça m'est apparu clairement à deux occasions où il était question de massacres de population. Cela peut être une coïncidence... ou pas.



Parfois elle [la représentante du HCR] me mettait au courant de sa stratégie. Tu donnes aux gens un peu d'information pour donner l'impression d'avoir un échange et tu les fais parler. Elle me faisait pas mal de mauvais coups. On a eu des moments assez durs sur le chemin du retour et j'ai découvert qu'elle m'avait menti.

Au cours d'une fête on avait parlé pendant dix minutes. Elle m'avait offert un emploi, sur place : « tu peux travailler pour le HCR. » C'était trop bizarre pour être sincère, c'était plus pour me faire taire. Je ne me souviens plus dans quel village ça s'est passé, mais nous le traversons et soudain un groupe de gens a surgi et nous a entouré. Ils lui ont parlé, à elle [James et la représentante du HCR sont dans deux voitures différentes]. Je l'ai appelée par radio et elle m'a dit qu'ils avaient tués des gens auxquels on avait parlé. Je lui ai dit : « Quoi ? » Elle venait de le dire clairement, mais elle m'a répondu : « Oh, non, rien » Elle venait de réaliser qu'elle me l'avait dit. Elle a encore fait une gaffe un peu plus tard, alors que nous discussions avec quelqu'un de Save the Children. Elle l'a redit devant moi à quelqu'un d'autre et je l'ai prise en délit de mensonge. La première fois j'avais essayé de lui redemander et elle avait menti. Elle ne voulait tout simplement pas en parler. A Bukavu, elle parlait avec des amis, et elle a dit devant moi que des gens avaient été tués pour nous avoir parlé et je l'ai de nouveau surprise à mentir. Je parlais avec quelqu'un d'autre et je lui ai dit : « Mais je croyais que tu avais dit cela ? » et elle a dit : « oh ! » Elle essayait de me cacher l'information.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Enfin, les lacunes du système de radiocommunication compromettent non seulement la sécurité de l'équipe mais aussi celle des réfugiés qu'elle approche.



« **Rapport de mission exploratoire** – Kigulube - Catchungu Shabunda » James Fraser, début avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Lorsque Maryse et moi nous sommes arrivés, on nous a donné une liste de fréquences et de numéros de rappel automatique pour la HF [haute fréquence]. Toutes les fréquences et les numéros étaient faux. [...] La sécurité dans la zone ouest de Kigulube était précaire. Cela a beaucoup à voir avec le manque de transparence de notre système de communications. L'insécurité provoqué par un système de communication inadéquat pesait sur les expatriés, le personnel local et les réfugiés. Il était clair que l'Alliance possédait assez de radios pour couvrir la plupart de la surface du Zaïre. MSF avait perdu 60 véhicules dont beaucoup étaient équipés de radios HF et du matériel qui était stocké à la mission catholique de Shabunda. Alors que nous étions sur le terrain, nous entendions des communications en swahili et autres dialectes sur nos fréquences, dont nous avons identifiées certaines comme étant des communications entre militaires [...] Un autre problème avec la sécurité, c'était la mauvaise utilisation et l'absence de respect des codes radio par le personnel local comme par les expatriés. Les codes de localisation pouvaient être trouvés en manipulant en avant et en arrière au cours des transmissions. Il est clair qu'il n'y avait aucune sécurité dans l'utilisation des codes dans la région. J'ai suggéré qu'on change les codes régulièrement et qu'on se conforme à leur utilisation. Sinon la localisation des expatriés, personnel local et réfugiés continuerait à être surveillée.

L'autre problème c'était que MSF diffusait par radio des données sur le nombre de réfugiés et leurs déplacements. Cela signifiait que n'importe qui écoutant pouvait identifier les sentiers utilisés par les réfugiés, où les zones de fortes concentrations de réfugiés. Dans ce contexte où l'objectif principal des rebelles semblait être l'élimination des réfugiés, on leur facilitait le travail.



J'en avais vraiment marre. Une fois qu'on était allé là-bas et qu'on avait ramassé toute les informations exigées, il fallait qu'on les donne par radio. L'équipe de coordination de MSF continuait à exiger qu'on parle par radio ! Tous ces gens se faisaient tuer, on avait une idée assez claire de ce qui se passait, et ils continuaient à diffuser par radio des informations sur le nombre de réfugiés et leur heure d'arrivée. C'était comme partout ailleurs : le coordinateur médical avait besoin de savoir. On disait à tout le monde d'où arrivaient les réfugiés, combien ils étaient, dans quelle ville. Où que nous nous trouvions dans le Kivu, on devait envoyer des informations au sujet des réfugiés. L'armée nous écoutait, je ne peux pas imaginer le contraire. J'avais dit à la coordination que je ne pouvais pas leur donner les informations maintenant.

Que je ne pouvais rien leur dire. J'ai pensé qu'ils n'étaient peut-être pas au courant, j'ai essayé de leur expliquer, mais nos codes n'étaient pas efficaces. Si on disait « 200 fraises » ils savaient où on était. Ils savaient parfaitement combien de gens ils venaient de tuer, donc ils savaient de quoi on parlait !

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

CHAPITRE 4 - L'EXODE INFERNAL DES RÉFUGIÉS À TRAVERS LA JUNGLE DE L'EST DU ZAÏRE

Entretemps, au cours des mois de décembre 1996, janvier et février 1997, des centaines de milliers de réfugiés qui se cachaient dans la jungle réapparaissent par petits groupes à différents endroits du Kivu. Leur état est très préoccupant.

Le 4 décembre, le médecin zaïrois de l'hôpital de Walikale prévient l'équipe MSF que plusieurs dizaines de milliers de réfugiés déferlent sur la route Walikale-Kisangani.



« Point Info n°244 » **MSF France** (document interne), 5 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Le médecin chef de Walikale nous signale qu'un nombre impressionnant (pas de chiffre) de personnes est passé par la ville, qui marchaient vers Lubutu. Il a surtout constaté des cas de malaria, et un peu de diarrhées. Le médecin de Lubutu dit qu'il y a de plus en plus de déplacés qui arrivent et qu'il manque des médicaments.

Le 11 décembre 1996, les responsables de programme des différentes sections MSF prennent acte de l'impasse dans laquelle se trouve la cellule d'urgence internationale (ET). Chaque section reprend son indépendance opérationnelle dans l'Est du Zaïre et MSF Hollande ne publiera plus de point général sur la situation. Désormais, les chargés de communication des quatre sections fourniront des mises à jour séparées pour leurs propres zones d'activités.



« **Point** sur la communication crise au Zaïre » MSF, département communication Amsterdam, 11 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

2. La dernière réunion des desks hier à Bruxelles a abouti à un blocage de la coopération entre ET et les sections MSF. MSF Amsterdam ne veut plus être la section coordinatrice, car elle considère que les différentes sections ne respectent pas les règles et les méthodes de travail des opérations d'ET, sur lesquelles toutes les sections s'étaient mises d'accord il y a des mois. Amsterdam se sent poussée vers un rôle plutôt honorifique (fournir des rapports généraux) au lieu d'un rôle de coordination et ne veut plus jouer ce rôle. C'est pourquoi depuis hier minuit Amsterdam a déclaré ne plus être section coordinatrice. Les autres sections représentées à la réunion d'hier pensent cependant qu'il est important de garder une section coordinatrice. Elles ne veulent pas prendre en charge la coordination et pensent qu'Amsterdam doit continuer à le faire pour la crise du Kivu. D'autres négociations entre les desks ont lieu aujourd'hui et dans les jours à venir afin de trouver des solutions qui mettent fin à ce blocage.

3. La démission de la section coordinatrice pour la crise du Zaïre a aussi des conséquences sur les rapports entre les départements communication. MSF Amsterdam ne vous fournira plus de bilans généraux sur l'ensemble de la région. Pour les informations, vous

devez vous référer aux chargés de communication des sections impliquées dans chaque module séparé.

- MSF Belgique (Rwanda) : Gisenyi, Butare, explo Kibungu
- MSF Espagne (Tanzanie) : Kigoma, Ujiji, Kasulu, explo Ngara - (Rwanda) Cyangugu
- MSF France (Zaïre) : Kinshasa, Kisangani - (Ouganda) : Kisoro/Kasese
- MSF Hollande (Zaïre) : Goma, Bukavu, (Rwanda) : Ruhengeri, Kibuye

Au cours de la première quinzaine de décembre 1996, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés réapparaissent en masse près de Shabunda dans l'Ouest du Kivu. Le CICR demande l'aide de MSF pour les prendre en charge.

Le 17 décembre 1996, 70 000 réfugiés sont arrivés sur le site de Tingi-Tingi près de Lubutu. Une équipe de MSF France leur porte secours.



« Point Info n° 249 », **Document interne** MSF France, 17 décembre 1996 (en français).

Extrait :

L'équipe en mission explo à Lubutu a trouvé entre 40 000 et 50 000 réfugiés à Tingi-Tingi, localité située à 9 km de Lubutu, dans une zone marécageuse. En priorité, MSF met en place des structures médicales de première urgence et un programme de sanitation. Les équipes sur place ont le sentiment que les autorités zaïroises ne veulent pas que les réfugiés restent dans la zone et s'apprêteraient à les repousser vers Walikale. Nous renforçons nos équipes dans les trois jours sur Walikale et Lubutu. À Shabunda, 38 000 réfugiés sont arrivés (dont 10 % de Burundais). Le CICR demande à MSF d'y intervenir.



« Une centaine de milliers de laissés-pour-compte au cœur de la forêt zaïroise » Frédéric Fritscher, **Le Monde** (France), 17 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Les réfugiés rwandais, qui vivaient dans l'Est du Zaïre depuis deux ans, n'ont pas tous regagné leur pays en novembre, contrairement aux affirmations péremptoires de certaines organisations humanitaires. Cent mille d'entre eux, délogés des camps de Bukavu et de Goma par les Banyamulenges, ces rebelles zaïrois d'origine tutsie, sont arrivés à Tingi-Tingi, un hameau situé à 7 kilomètres à l'est de Lubutu, un gros bourg équidistant de Kisangani et de Walikale. Ils ont marché plus d'un mois, fuyant l'avancée des « rebelles » soutenus par les armées burundaise ou rwandaise.

[...] Depuis quelques jours, des équipes du Fonds des Nations unies pour l'enfance et de Médecins Sans Frontières s'affairent à Tingi-Tingi. La noria d'avions petits porteurs ne permet pas encore de subvenir aux besoins du camp. Mais la présence des organisations humanitaires est rassurante. Elles pourraient aussi à terme inciter les fonctionnaires internationaux travaillant pour le HCR à s'inquiéter du sort des réfugiés qui étaient placés sous leur protection dans les camps de Goma et de Bukavu. Jusqu'à présent, aucun membre du HCR n'a fait le voyage de Tingi-Tingi, ni celui de Shabunda près de Kindu, où cent mille autres réfugiés viennent d'être localisés et secourus par le Comité international de la Croix-Rouge.

La section française de MSF installe une base arrière dans la ville de Kisangani, où une équipe soutient déjà l'hôpital général et gère un centre de transit médical, pour la population zaïroise.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France du 24 janvier 1997 (en français).

Extrait :

L'équipe de MSF s'est rendue à Kisangani et a constaté les besoins de la population zaïroise, déplacée et résidente, victime des pillages/viols/destructions des FAZ (Forces armées zaïroises) en déroute. On a décidé un appui à l'hôpital général de Kisangani par la relance des consultations et la création d'un centre de transit médical (accueil des déplacés, *screening* médical, vaccination des enfants contre la rougeole, détection et traitement des maladies épidémiques...), ce qui permet un enregistrement administratif des personnes et leur permet éventuellement de bénéficier dans un deuxième temps d'une aide ou d'un accueil.

Ces activités étaient nécessaires par rapport aux autorités. Kisangani est une ville importante (environ 400 000 personnes), gouvernée par plusieurs pouvoirs qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts, les curés (La Procure), l'armée, le gouverneur, le pouvoir économique (les business men). La ville a été complètement déstabilisée par les conséquences du passage des FAZ en déroute et il y a eu, face à cela, une véritable volonté commune des différents pouvoirs pour arrêter et contenir les FAZ « déphasés ».

À Tingi-Tingi, les organisations humanitaires estiment que les réfugiés sont encore sous la coupe de leurs leaders armés.

Le 18 décembre 1996, dans un communiqué de presse, MSF France se déclare consciente de cette situation et précise que son assistance s'efforce de ne pas recréer des camps de réfugiés permanents. L'organisation rappelle que plusieurs centaines de milliers de personnes manquent toujours à l'appel dans l'Est du Zaïre.



« Point info Kivu et Haut Zaïre » **Communiqué de presse** MSF France, 18 décembre 1996 (en français).

Extrait :

- À Tingi-Tingi (7 km au sud de Lubutu), une population estimée à 70 000 réfugiés est regroupée le long de la piste d'atterrissage. La première évaluation médicale menée par l'équipe fait état de nombreux cas de paludisme, de diarrhées avec suspicion de dysenterie, d'anémie sévère, de dermatoses infectées, de plaies aux pieds, et des cas de malnutrition chez des enfants.

Pour le moment, des cas de malnutrition ont été décelés, mais on s'attend à une crise alimentaire majeure. Une partie des réfugiés en est même réduite à manger des feuilles et des racines.

Sur le site de Tingi-Tingi, la densité de personnes est très élevée.

L'organisation spatiale du camp est anarchique bien que l'organisation administrative soit rigoureuse (par préfecture d'origine et par commune).

Ce site est un espace marécageux. Plusieurs petits ruisseaux de surface sont en voie de contamination par les déjections humaines. Médecins Sans Frontières a commencé en urgence sur ce site un programme d'assainissement de l'eau et de sanitation, pour prévenir une contamination prévisible des réfugiés.

Le 17 décembre, une seconde évaluation d'une équipe médicale de Médecins Sans Frontières a estimé le nombre de réfugiés à 70 000.

Avec l'Unicef, Médecins Sans Frontières a mis en place 6 dispensaires sur le site de Tingi-Tingi. Un centre nutritionnel a été mis en place pour prendre en charge les enfants malnutris.

Il y a, à ce jour, plusieurs centaines de milliers de personnes dont on est sans nouvelles dans l'Est du Zaïre.

[...] Médecins Sans Frontières est conscient de la forte probabilité de la présence de groupes armés ex-FAR et interahamwes, responsables du génocide commis au Rwanda en 1994, auprès des populations que nous secourons. Notre intervention a pour cadre une assistance légère, pour faire en sorte de ne pas recréer de camps de réfugiés permanents au Zaïre.

Une chargée de communication de MSF France se rend à Tingi-Tingi afin de recueillir les récits des réfugiés sur leur odyssée depuis leur départ des camps.



Fax d'Anne Guibert, chargée de communication au département communication de MSF France, 30 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Voilà tout ce que j'ai pu récolter en un jour et demi de visite à Lubutu. Il reste pas mal de choses à vérifier et compléter. Mais c'est difficile d'avoir des chiffres précis et des éléments fiables. Peut-être avec le retour de Brigitte et de Pierre ?

Au début, je trouvais que les réfugiés parlaient plus librement qu'à Goma. Par exemple : deux filles sont venues me demander de les aider à rentrer au Rwanda et un mec a critiqué devant moi le fait que nous employions des gens recrutés par les chefs de camps. Inimaginable, à Goma et Bukavu. Mais s'il y a des petits changements, si on peut parler retour au Rwanda librement, les paroles se délient difficilement et il est compliqué d'avoir des infos [informations] précises.

Dites-moi si ça peut servir à quelque chose. J'ai encore deux histoires de déplacés, quand j'aurai retrouvé mes notes.



Je suis partie là-bas vers le 20 décembre pour faire un rapport sur les massacres. L'idée était de faire une enquête de mortalité rétrospective pour savoir combien de personnes étaient mortes dans la forêt. On avait ça en tête depuis la mi-décembre. C'était encore un peu flou. Pour certains à MSF c'était une priorité, mais pour d'autres et pour l'équipe de terrain, ça n'en était pas une. Il est clair qu'on n'a pas communiqué vraiment sur les massacres. On avait l'intention de le faire, mais ça n'a pas été fait.

*Anne Guibert, MSF France, chargée de communication.
Propos recueillis par Anne Fouchard (septembre 1997) (en français).*

« 20 PERSONNES MEURENT CHAQUE JOUR À TINGI-TINGI »

Le 14 janvier 1997, au cours d'une conférence de presse commune à Paris, MSF France et l'Unicef soulignent la détérioration de la situation sanitaire à Tingi-Tingi, en raison de la faiblesse des distributions générales de nourriture et les difficultés logistiques qui empêchent l'accès aux 60 000 réfugiés de Shabunda.

Les informations sur les massacres qui commencent à circuler ne sont pas évoquées.

Le même communiqué de presse est diffusé par MSF France et MSF Belgique. MSF Royaume-Uni publie une version resumée qui en conserve les principaux points. MSF Suisse publie quant à elle une version remaniée. Son directeur de la communication déclare qu'il est inapproprié de porter des accusations contre des partenaires et de « faire la leçon au HCR ». Il regrette également qu'encore une fois, le titre d'un communiqué de presse fasse mention de chiffres au risque de relancer « la bataille des chiffres ».



« 20 personnes meurent chaque jour en moyenne dans le camp de Tingi-Tingi, Haut-Zaïre » **Communiqué de presse**, MSF France, MSF Belgique 14 janvier 1996 (en français).

Extrait :

Plus de 100 000 réfugiés rwandais se trouvent dans une situation catastrophique à Tingi-Tingi et Amisi, près de Lubutu, à 200 km de Kisangani dans le Haut-Zaïre. Ces réfugiés sont arrivés après des semaines de marche, en provenance des camps du Kivu, et notamment Bukavu, attaqués par les rebelles banyamulenges en octobre.

« Les réfugiés ont commencé à arriver il y a un mois et demi. Du fait de la fatigue et du manque de nourriture, on a assisté à une dégradation extrêmement rapide de leur état de santé. Aujourd'hui, nous devons faire face à une véritable urgence » explique le Dr Brigitte Vasset, de Médecins Sans Frontières, de retour de Lubutu.

L'ensemble des indicateurs de santé atteste de cette détérioration. Depuis le début du mois, la mortalité augmente de façon alarmante. Entre le 18 décembre et le 11 janvier, 380 personnes sont décédées dans le camp de Tingi-Tingi. La semaine dernière, ce sont plus de 20 personnes - qui mourraient quotidiennement. Plus de la moitié des décès recensés sont des enfants de moins de 5 ans, dont beaucoup sont morts de malnutrition. Quant aux adultes, eux-aussi affaiblis par le manque de nourriture, la principale cause de mortalité est le paludisme.

Les structures nutritionnelles sont actuellement débordées : 193 enfants sévèrement malnutris sont pris en charge dans le centre thérapeutique de l'Unicef et MSF, et parmi les populations vulnérables (femmes enceintes, seules, personnes âgées, enfants) 1 800 personnes reçoivent une alimentation supplémentaire. Depuis qu'ils sont arrivés à Tingi-Tingi, les réfugiés n'ont pu bénéficier que de deux distributions générales de nourriture, équivalentes à moins de deux rations quotidiennes. Aujourd'hui, la quantité de nourriture acheminée jusqu'au camp est bien loin de couvrir l'ensemble des besoins. Alors qu'il faudrait distribuer près de 70 tonnes chaque jour aux réfugiés, moins de 30 tonnes parviennent quotidiennement jusqu'à Tingi-Tingi et Amisi. Les problèmes d'acheminement logistique ainsi que le manque de volonté politique des acteurs internationaux expliquent ces insuffisances. Les populations civiles paient aujourd'hui le prix du délai de l'intervention des différents acteurs de l'aide.

Ceux qui sont actuellement pénalisés par les retards des distributions et le manque d'engagement de la communauté internationale, ce ne sont pas les chefs et les miliciens mais les populations civiles à nouveau prises en otage. Alors que leur situation ne cesse de s'aggraver, on ne voit pas de solutions se profiler rapidement. Or, le système de distribution tel qu'il est mis en place est d'une extrême précarité, poursuit le Dr Vasset. Comme dans la région du Kivu, les camps près de Lubutu sont organisés et tenus en mains par les anciennes autorités rwandaises et les milices. De nouveaux mécanismes d'aide passant directement par les chefs de familles doivent être mis en place rapidement pour répondre aux besoins, sans permettre aux milices de contrôler le camp. Il est également urgent que le HCR assure la protection des réfugiés qui veulent rentrer au Rwanda.

MSF, l'Unicef et le PAM [Programme alimentaire mondial] sont aujourd'hui les seules organisations opérationnelles à Tingi-Tingi. Les équipes de MSF et l'Unicef assurent la prise en charge médicale et sanitaire du camp, l'Unicef travaille également dans le camp d'Amisi.



« Accroissement aigu des taux de mortalité dans les camps de réfugiés rwandais dans le Haut-Zaïre – Une pénurie sérieuse de nourriture et des distributions inéquitables entraînent la mort de 20 personnes chaque jour dans le camp de réfugiés de Tingi-Tingi. » **Communiqué de presse**, MSF Royaume-Uni, 14 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

La situation sanitaire s'est détériorée gravement pour les 100 000 réfugiés rwandais de Tingi-Tingi et des camps d'Amisi, à 200 km de Kisangani, près de Lubutu, dans le Haut-Zaïre. Tous les indicateurs de santé montrent que la détérioration s'est accélérée depuis les deux dernières semaines. Depuis le 11 janvier, 380 personnes sont mortes dans le camp de Tingi-Tingi ; la semaine dernière plus de 20 personnes sont mortes chaque jour. Plus de la moitié des décès concernaient des enfants de moins de cinq ans dont la plupart sont morts de malnutrition. Des adultes meurent aussi de malnutrition, mais leur principale cause de décès parmi eux est la malaria. Les centres de nutrition des agences d'aide sont débordés ; dans le centre de nutrition thérapeutique de MSF et de l'Unicef se trouvent déjà 193 enfants sévèrement malnutris. 1 800 autres personnes particulièrement vulnérables (femmes enceintes, personnes âgées, enfants) reçoivent des rations de nourriture supplémentaires.

Les réfugiés sont arrivés à Tingi-Tingi il y a un mois et demi. La plupart marchaient depuis des semaines à la suite des attaques menées par les rebelles banyamulenges sur les camps de réfugiés en octobre. Depuis leur arrivée il n'y a eu que deux distributions générales de nourriture, ce qui correspond à moins de deux jours de rations alimentaires par personne. Les réfugiés ont besoin d'au moins 72 tonnes de nourriture par jour. Pourtant ils n'en reçoivent que 30 tonnes.

Ces camps sont encore contrôlés et organisés par les anciennes autorités et milices rwandaises. Un nouveau système doit être rapidement mis en place afin que l'aide aille directement aux chefs de famille afin d'empêcher les milices de contrôler les camps. Il est également urgent que le HCR assure la protection des réfugiés qui souhaitent rentrer au Rwanda.

« Nous faisons face à une réelle urgence ici et la distribution que nous avons réussi à mettre en place est très précaire. La saison des pluies va commencer et les problèmes vont s'aggraver », explique Brigitte Vasset, qui revient juste de la région. « Ce ne sont pas les leaders et les milices qui sont pénalisés par les retards de l'aide, mais la population

civile qui est de nouveau prise en otage. Sa situation empire et nous ne voyons pas de solution simple.»

Aujourd'hui MSF, l'Unicef et le PAM sont les seules agences intervenant dans ces camps. MSF travaille également à Goma, Bukavu et Kisangani.



« Au Zaïre, le calvaire continue pour les réfugiés rwandais - environ 300 000 personnes sont dans un état sanitaire déplorable » **Libération** (France), 15 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Deux mois après le retour de plus de 500 000 réfugiés au Rwanda, le calvaire de ceux qui se sont enfoncés dans l'intérieur du Zaïre continue. Chassés des camps de Goma, de Bukavu et d'Uvira par les rebelles du Sud-Kivu, épuisés par des semaines de marche, ils se retrouvent aujourd'hui autour de Kisangani, au nord-ouest, et Kindu, à l'ouest du pays, quasiment privés de toute assistance humanitaire. Leur état sanitaire, et plus particulièrement celui des enfants, est catastrophique, témoignent l'Unicef et Médecins Sans Frontières qui reviennent d'une mission d'un mois dans deux camps qui se sont créés près de Lubutu, à 170 km de Kisangani.

À Tingi-Tingi, 120 000 personnes s'entassent sur le bord de la route, dans la forêt et les marécages. Pour survivre, ils pillent les récoltes des paysans de la région, et la situation entre réfugiés et population locale est extrêmement tendue. Dans ce camp, « vingt à trente personnes meurent chaque jour, et encore ce sont ceux qui sont enregistrés, dit Patrice Duamelle, de l'Unicef. La moitié d'entre eux sont des enfants de moins de 5 ans. » Les causes de mortalité : le paludisme, les diarrhées, les infections respiratoires et la malnutrition. Le 25 décembre 1996, un centre nutritionnel installé par l'Unicef recevait 60 enfants dans un état de malnutrition extrêmement grave ; le 12 janvier, on en était à 193. MSF confirme que « la mortalité augmente de façon alarmante. Entre le 18 octobre et le 11 janvier, 380 personnes sont décédées dans le camp de Tingi-Tingi. La semaine dernière, ce sont plus de 20 personnes qui mouraient quotidiennement. »

[...] Pire encore, Shabunda, plus au sud, où se trouvent 60 000 personnes qu'on ne peut atteindre qu'en pirogue. Personne n'y est allé depuis le 26 décembre. Une mission inter-agences devrait partir aujourd'hui à leur rencontre.

Le principal problème pour sauver ces réfugiés, dont le nombre serait de 200 000 à 300 000, est logistique, et dépend de la bonne volonté de la communauté internationale.

[...] « Comme dans le Kivu, les camps situés près de Lubutu sont organisés et tenus en main par les anciennes autorités rwandaises et les milices » selon MSF qui préconise la mise en place de nouveaux mécanismes d'aide passant directement par les chefs de famille.



« Remarques sur le communiqué de presse » **Courriel** de Denis Inkeï, directeur de la communication, MSF Suisse à la chargée de communication de MSF International, 14 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Suite à notre téléphone, je te communique les points du communiqué de presse « Tingi-Tingi » qui nous semblent peu appropriés.

- 1. Le titre « 20 personnes meurent chaque jour... » ressemble trop à « 13 600 morts sans importance ? ». Bien que cette fois le chiffre semble confirmé, il aurait fallu s'écarter d'un ton qui nous a causé beaucoup de tort dans la presse internationale.

- 2. Dans le premier paragraphe, il est cité « attaqué par les rebelles banyamulenges... ». C'est la seule faction citée, ce qui laisse à penser à une accusation politique, donc à un parti pris. Et les ex-FAR, les anciens génociteurs, les Forces armées zaïroises qui ont également pris part aux combats ? D'accord, ça a un sens.

- 3. Toute la fin du communiqué est du domaine du commentaire. C'est peut-être un peu trop tôt pour tirer des conclusions et accuser les acteurs internationaux. Dans la phrase « le manque de volonté politique des acteurs internationaux... » et « le prix du délai de l'intervention des différents acteurs de l'aide », on accuse le HCR, le CICR, etc. Même s'ils ne sont pas cités, ils se reconnaîtront. Dans cette situation, il n'est pas judicieux de se mettre sur le dos des partenaires.

- 4. Une fois de plus, nous donnons des leçons au HCR. Je pensais cela aussi. C'est assez facile d'exiger ceci et cela et de critiquer dans le vide. C'est pour cela que nous avons supprimé les commentaires sur le HCR. « Il est également urgent que le HCR assure la protection des réfugiés qui veulent rentrer au Rwanda. » Suite à une réunion en fin d'année avec le HCR, nous avons eu la conviction que le HCR était réellement préoccupé par cette situation. La semaine dernière, le HCR a envoyé 18 personnes dans la région. Sommes-nous sûrs que ces personnes ne font rien ? Avons-nous tenté de discuter avec le HCR avant de leur indiquer ce qu'ils doivent faire ? Les résultats ne se sont pas fait attendre : ce matin, un employé de MSF Hollande était en meeting au HCR. Une personne lui a clairement fait comprendre un sentiment qui grandit au HCR : « On en a marre de MSF ! » C'est assez compréhensible, bien sûr !

Il est dommage qu'après la discussion COM [communication] à Amsterdam nous n'ayons pas une plus grande concertation avant de diffuser des communiqués qui dépassent les frontières nationales.

Il reste que ce communiqué est très bien fait en ce qui concerne les faits, et les études de santé faites dans ce camp méritent une large diffusion. C'est pourquoi nous avons diffusé ce communiqué, en enlevant pourtant les parties mentionnées plus haut.

J'espère que nous pourrions discuter de cela jeudi prochain.



« Réponses aux quelques remarques de Denis Inkei sur le communiqué de presse » **Courriel** du directeur de la communication de MSF France aux directeurs de la communication des autres sections, 17 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Pour l'instant il y a une famine à Tingi-Tingi. Les enfants crèvent de faim. Au moment de la diffusion du communiqué presse le PAM avait distribué 300 grammes par personne en 3 semaines. La bouffe avait été remise aux leaders et non pas aux chefs de famille. Le HCR ne fait pas grand chose et Brigitte Vasset parle d'un grand cynisme de leur part. L'effet d'annonce de l'envoi de 18 personnes du HCR est certain mais la réalité est pour l'instant tout autre. La porte-parole du HCR en France - Mme Pertuis était présente à la conférence de presse et est intervenue pour préciser la position du HCR. Tout cela dans une ambiance totalement non agressive. Tout le monde, journalistes compris, se sentait un peu merdeux devant le tableau de la situation sanitaire dressé par le médecin de l'Unicef et celui de MSF. Aucune question agressive ne fut posée par les journalistes. Pourtant dans la salle se trouvaient plusieurs journalistes qui avaient manifesté une certaine hostilité à l'égard des organismes d'aide au cours des mois précédents.

Plus spécifiquement sur le HCR, il y a aussi des employés - d'un niveau assez élevé - du HCR Genève particulièrement choqués par le manque de réaction du HCR dans cette affaire. Nous leur avons parlé par téléphone, une semaine avant la conférence de presse. Le rapatriement des réfugiés rwandais s'est accompagné d'une mortalité plus que

significative - 6 300 cadavres ramassés à Goma, région où la crise s'est dénouée le plus favorablement -, au moins 200 000 réfugiés sont laissés sans réelle assistance à Tingi-Tingi, Shabunda et Amisi - et sont en train de crever de faim sans tenir compte de ceux qui errent encore dans la zone : 10 000 retours au Rwanda à partir de Bukavu, il y a une semaine. Des milliers de réfugiés burundais ont été rapatriés en zone de guerre - dont plusieurs centaines massacrées dès leur arrivée.

Face à ce bilan plutôt sombre, les réactions de la direction de l'agence des Nations unies chargée de la protection des réfugiés sont pour le moins en décalage avec la situation dramatique d'une partie des réfugiés rwandais et burundais. On a cru bon de décrire les réfugiés comme des otages, force est de constater que beaucoup d'otages ont été sacrifiés dans cette opération. Dans ce contexte, il est logique que des frictions surviennent entre nous et le HCR.

Sur « l'équilibre politique » du communiqué : nous affirmons clairement que le camp est contrôlé par les auteurs du génocide et que plusieurs réfugiés rencontrés par l'équipe MSF désirent rentrer au Rwanda. L'Unicef, refusant d'aborder cette question par écrit nous avons décidé de ne pas faire un communiqué commun.

Sur le titre du communiqué : Denis Inkei a certainement raison, c'est un peu maladroit en regard du contexte.



On a fait une conférence de presse avec l'Unicef, au Club des correspondants de la presse étrangère. Notre directrice des opérations, qui rentrait du terrain nous a fait un débriefing public devant les journalistes. Elle a tenu des propos de médecin de terrain du style : « ça va très mal là-bas ». Alors qu'à cette époque-là, on avait déjà pas mal d'informations sur les exactions. On savait que l'armée rwandaise était en pleine campagne de massacres, que les gens étaient pourchassés, que le PAM ne voulait pas venir les aider, que le HCR les « vendait » aux Rwandais etc

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).



Nous nous sommes concentrés sur les gens de Tingi-Tingi. Notre communication ne parlait pas de protection et d'attaque parce qu'à ce moment-là ça paraissait complètement irréaliste d'en parler, mais elle parlait du manque de volonté politique de la communauté internationale. Donc c'était une communication d'abord très factuelle. On s'est associé avec l'Unicef pour une conférence de presse qui a eu un gros retentissement, vu le contexte. Depuis deux mois la presse française suivait bien, mais comme on s'en était pris plein la figure et qu'on sentait que les journalistes étaient saturés, on pensait qu'ils seraient peu nombreux. Or ils étaient plus d'une quarantaine à cette conférence de presse. On a rarement eu autant de journalistes. Surtout que notre message n'était pas particulièrement original. L'Unicef avait tout fait pour qu'il reste factuel, pour qu'on ne pointe pas du doigt les responsabilités, notamment celles des agences des Nations unies. Il était hors de question qu'on se plaigne parce que le HCR n'était toujours pas présent sur le site après deux mois de tergiversations, ou parce que le PAM n'apportait pas les vivres, faute d'argent. Ils avaient aussi dit non à toute communication sur les « affreux » qui étaient encore dans les camps.

*Anne Guibert, MSF France, chargée de communication (en français).
Propos recueillis par Anne Fouchard (septembre 1997).*

Le 21 janvier 1997, une quinzaine de journalistes se rend sur le camp de Tingi-Tingi où 55 % des décès frappent des enfants de moins de cinq ans. La chargée de communication de MSF France leur remet les quelques témoignages de réfugiés qu'elle a pu recueillir.

La présence de la presse crée un climat de tension alors que les réfugiés attendent une distribution de nourriture qui tarde. Les équipes MSF sont obligées d'évacuer temporairement. V8



Point Info n° 256, MSF France **document interne**, 23 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Zaire :

Tingi-Tingi :

L'arrivée d'une quinzaine de journalistes avant-hier a provoqué une vive tension dans le camp. Les gens attendent la nourriture qui n'arrive toujours pas. Des groupes d'hommes se sont massés autour de l'entrepôt du PAM. L'ambiance menaçante a incité l'équipe MSF à se retirer du camp pour le reste de la journée. Le PAM a commencé à distribuer les 120 tonnes qui se trouvaient dans l'entrepôt. Trois volontaires MSF travaillent dans ce camp (médecin, infirmière, logisticien). Un quatrième volontaire les rejoindra peut-être dans les jours qui viennent.



« Rescapés de la jungle zaïroise » Stephen Smith, **Libération** (France), 22 janvier 1997 (en français).

Extrait :

« C'est un scandale », lance le responsable d'un organisme médical. Il estime que le Programme alimentaire mondial (PAM) « n'a pas fait son travail, sous la pression des Américains » et que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) « se moque de son mandat statutaire de protection ». [...] Un membre d'un organisme humanitaire ajoute que, « dans le Sud-Kivu où nos équipes sont interdites de circulation, les rebelles de Laurent-Désiré Kabila déciment également les Rwandais sur le chemin de retour, surtout les intellectuels. »



Interview de Brigitte Doppler, coordinatrice de Médecins Sans Frontières, diffusée sur la chaîne de télévision TF1 (France), 24 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Ce sont des gens qui arrivent tard et en très mauvais état... des gens qui ont beaucoup marché, qui ont beaucoup de plaies... 55 % des morts sont des enfants de moins de 5 ans... on commence à se préparer à une explosion éventuelle d'épidémie sur le camp.



J'ai emmené tous les journalistes dans le centre de nutrition, dans le camp choléra. Je les connaissais tous depuis la Somalie, donc on a beaucoup parlé.

Les gens sortaient de la forêt dans des états ! Il n'y avait pas de nourriture. On n'arrivait pas à les nourrir. Tingi-Tingi, c'était dans la forêt vierge et il n'y avait qu'un avion gros porteur et trop peu de nourriture qui arrivait. Et puis Kabila avançait très vite. Avec Pierre

Nabeth, on a commencé à mettre en place le support de recueil de données sur la mortalité. Les réfugiés étaient dans une situation absolument intolérable, un camp de réfugiés, de rescapés de la forêt, en pleine forêt vierge... Tingi ça n'a pas duré longtemps, ça a duré un mois et demi. C'était monstrueux, surtout quand on connaît l'historique des populations. On pense toujours avoir vu le pire et en fait ce n'est pas vrai. Je n'ai pas eu d'états d'âme à témoigner. J'étais convaincue que c'était ce qu'il fallait faire. Sinon on restait dans les soins palliatifs et au final, tout le monde mourrait.

Brigitte Doppler, MSF France, coordinatrice médicale à Tingi Tingi (en français).



Il est clair qu'on n'a pas communiqué vraiment sur les massacres. On avait l'intention de le faire, mais ça n'a pas été fait. Mi-janvier je suis revenue avec dix témoignages, ce qui était un peu léger. Parmi ces dix, cinq étaient des « méchants », donc ce n'était pas très représentatif, même si manifestement ce qu'ils racontaient était vrai. Mais je n'ai pu rester qu'une journée et demi à Tingi-Tingi, car j'ai dû être évacuée. Donc je n'étais pas très à l'aise. L'enquête de mortalité rétrospective n'a pas pu être réalisée. Comme ils n'étaient que trois ou quatre dans l'équipe, Pierre [Nabeth, médecin-épidémiologiste] a fait le docteur au lieu de faire l'enquête. Les témoignages on les a fait sortir au coup par coup, à CNN, au Nouvel Observateur... Quand le gouvernement français a envoyé des avions sur le camp avec des journalistes, on en a briefé quelques-uns sur les massacres, de façon informelle, avant leur départ : l'AFP, CNN, France 3. Mais ce message ressort peu dans leurs articles parce que juste avant, on avait surtout mis l'accent sur les problèmes de vivres et les problèmes logistiques. C'était cette priorité là qu'on s'était fixée.

*Anne Guibert, MSF France, chargée de communication (en français).
Propos recueillis par Anne Fouchard (septembre 1997).*

Le 23 janvier 1997 puis le 31 janvier, MSF France, MSF Belgique et MSF USA publient de nouveaux communiqués de presse pour alerter la presse sur la détérioration de la situation à Tingi-Tingi.



« Situation toujours critique à Tingi-Tingi, Haut-Zaïre » Communiqué de presse,
MSF France, 23 janvier 1997 (en français).

Extrait :

La situation reste toujours critique pour plus de 100 000 Rwandais et des centaines de Burundais réfugiés sur le site de Tingi-Tingi, dans le Haut-Zaïre.

Avant-hier, 22 réfugiés sont décédés, parmi lesquels 16 enfants de moins de cinq ans. Depuis le 18 décembre, ce sont 526 personnes qui sont mortes, dont 287 enfants de moins de cinq ans.

Le manque de nourriture reste le principal problème auquel doivent faire face les réfugiés. Depuis près de 2 mois, ils ont reçu à peine plus de 2 000 grammes de nourriture, l'équivalent d'une ration pour 4 jours. Le nombre d'enfants gravement malnutris ne cesse d'augmenter dans le centre nutritionnel : ils sont plus de 250, alors qu'ils étaient 50 le 25 décembre. La malnutrition touche en outre de plus en plus les personnes de plus de 15 ans, signe d'aggravation supplémentaire de la situation.

Une nouvelle distribution alimentaire est en cours mais les réserves sur place ne permettent pas d'effectuer une distribution complète. Alors que la situation générale continue de se dégrader, les avions gros porteurs nécessaires à l'approvisionnement en nourriture n'ont toujours pas été mis à disposition des agences d'aide.

120 cas de choléra ont été pris en charge dans le camp depuis une dizaine de jours mais, pour l'instant, les diarrhées simples sont les plus meurtrières. 1 200 cas de diarrhées ont été traités et 170 patients sont hospitalisés en tente d'isolation.



« Les réfugiés font face à une catastrophe à Tingi-Tingi, Zaïre - 526 réfugiés sont morts au cours du dernier mois » **Communiqué de presse**, MSF Etats-Unis, 23 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Depuis le 18 décembre, 526 personnes, dont 287 enfants sont mortes dans le camp de réfugiés de Tingi-Tingi dans le Nord-Est du Zaïre. La situation se détériore rapidement, selon 3 membres de l'équipe de Médecins Sans Frontières qui prodiguent des soins à cette population. 22 réfugiés sont morts le 21 janvier, dont 16 enfants de moins de 5 ans. La plupart de ces décès d'enfants est due à la malnutrition et la plupart des décès d'adulte au paludisme.

« Bien que les réfugiés soient arrivés dans un assez bon état, nous avons vu leur santé se dégrader extrêmement rapidement, à cause de la fatigue et du manque de nourriture » a déclaré Brigitte Vasset de Médecins Sans Frontières, qui revient juste de Tingi-Tingi.

Plus de 100 000 réfugiés rwandais et 100 réfugiés burundais sont arrivés à Tingi-Tingi fin novembre, fuyant à pied les camps de réfugiés évacués de la frontière rwandaise. Une sérieuse pénurie de nourriture est responsable de nombreux décès.

Depuis leur arrivée, il y a environ deux mois, les réfugiés ont chacun reçu moins de 1 000 grammes de nourriture - une ration pour 4 jours. Le nombre d'enfants sévèrement malnutris dans les centres de nutrition de Médecins Sans Frontières a augmenté de 50 à 250 depuis le 25 décembre. La malnutrition a aussi commencé à affecter de plus en plus de réfugiés de plus de 15 ans - un signe de détérioration de la situation. Bien qu'une distribution de nourriture ait commencé, les stocks restent insuffisants pour nourrir tout le camp. Les Nations unies et les agences humanitaires ne sont pas capables de faire atterrir un avion-cargo près de ces camps isolés.



« Depuis deux mois, les réfugiés de Tingi-Tingi ont reçu moins d'un tiers de leurs besoins vitaux en nourriture » **Communiqué de presse**, MSF France, MSF Belgique, 31 janvier 1997 (en français).



« 175 morts supplémentaires dans un camp de réfugiés zaïrois - 2 mois de pénurie alimentaire ont coûté 719 vies » **Communiqué de presse** MSF Etats-Unis, 31 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Les quantités de nourriture effectivement distribuées aux réfugiés depuis leur arrivée sur les sites de Tingi-Tingi et d'Amisi, dans le Haut-Zaïre, ont couvert moins d'un tiers de leurs besoins journaliers. Ce sont moins de 120 grammes par jour que les réfugiés d'Amisi et de Tingi-Tingi ont ainsi reçu, ce qui correspond à moins de 600 kilocalories par personne et par jour. On admet généralement que la ration en situation d'urgence

s'élève à 2 200 kilocalories par jour. La pénurie alimentaire a entraîné des tensions de plus en plus fortes entre la population réfugiée et la population zaïroise qui ressent elle aussi le manque de nourriture.

L'état général des réfugiés ne cesse de se dégrader dans le camp de Tingi-Tingi. Le manque de nourriture pénalise les plus vulnérables. 259 enfants sévèrement mal nourris sont pris en charge dans le centre nutritionnel thérapeutique de MSF, et plus de 1 800 reçoivent une ration quotidienne supplémentaire. Au total, depuis le 18 décembre, 719 personnes sont mortes, dont 55 % d'enfants de moins de 5 ans. La semaine passée, 175 décès ont été recensés dont 98 enfants. Pour la seule journée du 26 janvier, ce sont 36 personnes qui sont mortes dont 19 de moins de 5 ans.

Les contraintes logistiques et politiques peuvent expliquer en partie les retards et la faiblesse de l'engagement des États et des agences d'aide :

- L'approvisionnement par voie aérienne reste encore irrégulier et aléatoire : insuffisance des quantités transportées, manque de fiabilité des avions petits porteurs utilisés, insuffisance du nombre de rotations journalières.

- La route qui relie les sites de réfugiés à la ville de Kisangani où se trouvent les stocks de nourriture est en mauvais état. C'est pourtant par là que transite la majorité des vivres actuellement acheminée.

Enfin, la crainte de voir se reconstituer des camps contrôlés par des miliciens et des soldats des ex-Forces armées rwandaises a freiné jusqu'à présent le déploiement des secours en faveur des milliers de réfugiés et de déplacés.

« Ces contraintes sont réelles, mais l'engagement des États et des agences d'aide envers les réfugiés et déplacés reste peu convaincant », estime le Dr Brigitte Vasset, responsable des opérations de Médecins Sans Frontières. « Les gens sur le terrain se démènent mais on a l'impression que toutes les possibilités d'acheminer de l'aide ne sont pas explorées. Les États ont fait la preuve qu'ils pouvaient monter des opérations d'aide dans des contextes complexes quand existait une réelle volonté politique » ajoute le Dr Vasset. « Dans la situation actuelle, il faut sans aucun doute augmenter le nombre d'avions capables d'acheminer de la nourriture sur place et multiplier le nombre de leurs rotations journalières. Il faut également accélérer les travaux de réfection de la route entre Kisangani ou Lubutu et augmenter le nombre de camions. Il est urgent d'agir ».

« La visite de Mme Bonino, commissaire européen, sur place ce week-end, doit permettre d'exprimer une réelle volonté de porter secours à ces populations en danger, d'identifier les blocages et de tout faire pour les lever » précise le Dr Vasset.

Début février 1997, au cours d'une visite au Zaïre, Emma Bonino, la commissaire européenne chargée de l'action humanitaire dénonce la politique du compte-gouttes appliquée par la communauté internationale dans la distribution de l'aide aux réfugiés et stigmatise particulièrement les Etats-Unis.



« Cinq cent mille réfugiés souffrent de la faim dans l'est du Zaïre » Philippe Lemaître, **Le Monde** (France), 4 février 1997 (en français).

Extrait :

Dimanche, [Mme Bonino] était à Tingi-Tingi. « Nous nous trouvons ici devant les individus qui n'existent pas, que les armées les plus puissantes du monde [claire allusion aux Etats-Unis] n'ont pu détecter avec leurs radars. En décembre, on nous a dit que ce n'était pas la peine d'y aller puisque la quasi-totalité des réfugiés hutus était rentrée chez eux,

au Rwanda ; on nous a taxés de visionnaires. La communauté internationale doit reconnaître qu'elle s'est trompée. Il faut rouvrir ce dossier », a-t-elle déclaré.

[...] Son intention est de demander au Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi au conseil des ministres des Quinze, de reconnaître formellement qu'il y a bien eu agression du Zaïre par les troupes rwandaises et ougandaises. Au sein de l'Union européenne qui, pourtant, plaide pour l'intangibilité des frontières, seule la Belgique s'est jusqu'ici élevée contre la présence des armées rwandaise et ougandaise au Zaïre. Lors de la dernière réunion des Quinze en janvier, la discrétion des Français a été remarquée lorsque le dossier des « Grands Lacs » a été ouvert.

Mme Bonino avoue qu'elle n'est pas certaine de parvenir à ses fins. Tant les réfugiés hutus que le Zaïre et son régime à bout de souffle n'ont pas la côte à Washington. Et les Américains possèdent de puissants relais au sein de l'Union qui sont prêts à faire l'impasse, avec le cynisme le plus total, dit-on dans l'entourage d'Emma Bonino, sur le sort de centaines de milliers d'individus. [...] Il est vrai aussi que les Américains ont récemment investi 500 millions de dollars dans des mines au nord-est du pays.

L'aide internationale, délivrée au compte-gouttes, n'a jusqu'ici qu'à peine bénéficié aux réfugiés et aux déplacés ou encore aux populations zaïroises affectées par les événements. « L'aide humanitaire européenne sera accordée sans discrimination », vient de garantir Mme Bonino offrant ainsi un autre motif de satisfaction à ses interlocuteurs.

[...] Mme Bonino compte sur un concours sans restriction des autorités zaïroises. Mais elle oriente aussi ses efforts en direction des agences des Nations unies afin de la mobiliser pour faire parvenir davantage de nourriture aux camps. Plusieurs organisations non gouvernementales leur reprochent de pratiquer « l'assistance minimale » afin d'éviter la consolidation des camps. Des accusations très graves ont été portées dans ce sens, samedi à Kisangani, par le coordonnateur de Médecins Sans Frontières.

Cette « politique du compte-gouttes » serait le résultat de pressions américaines. Mme Bonino se montre convaincue qu'effectivement, les agences des Nations unies n'ont pas fait preuve d'un zèle maximum. « Je ne suis pas satisfaite de la situation d'approvisionnement. Le manque de nourriture est la principale cause de décès. Visiblement, des conditions d'accès difficiles ne suffisent pas à justifier cette défaillance », a-t-elle déclaré à Tingi-Tingi.



Emma Bonino a dit des choses qu'on n'arrivait pas à faire passer. C'est sûr qu'Emma Bonino arrivait à Tingi-Tingi avec un avion de journalistes a eu plus d'écho que nous, à court terme. Elle a dit des choses incroyables. Elle parlait un langage typiquement « ONG ». Le vrai problème c'est qu'elle parle un langage d'ONG et que nous, MSF ne soyons pas capable de le faire. Si on avait eu des « grandes gueules » sur le terrain, et si on avait poussé des coups de gueule, on aurait eu cette couverture-là.

*Anne Guibert, MSF France, chargée de communication (en français).
Propos recueillis par Anne Fouchard (septembre 1997).*

Le 3 février 1997, l'ambassadeur du Rwanda à l'ONU déclare qu'il n'y a plus de réfugiés rwandais au Zaïre.

Le 4 février 1997, poussés par une rumeur annonçant la prise de la ville voisine par les rebelles, les 40 000 réfugiés des camps de Shabunda, prennent de nouveau la fuite à travers la forêt du Kivu. Le même jour, au Rwanda, quatre observateurs des Droits humains de l'ONU sont assassinés.



« Il n'y a plus de réfugiés au Zaïre, selon le représentant rwandais à l'ONU » **AFP** (France), 3 février 1997 (en français).

Extrait :

« Il n'y a plus de réfugiés à l'intérieur du Zaïre », mais « quarante mille soldats (hutus) et leurs familles » qui ont refusé de rentrer au Rwanda, a affirmé M. Gidéon Kayinamura au cours d'une conférence de presse lundi à New York.

Ces soldats sont des Hutus qui ont fui le Rwanda après le génocide et la guerre civile de 1994 qui a porté les Tutsis au pouvoir, a déclaré M. Kayinamura.

La déclaration du représentant du Rwanda à l'ONU intervient alors que le commissaire européen chargé des questions humanitaires, Emma Bonino, de retour d'une mission de quatre jours au Zaïre, a annoncé lundi qu'il reste encore au moins 200 000, voire 400 000 Hutus au Zaïre.

« Nous savons que les vrais réfugiés sont retournés chez eux (...) et nous estimons qu'il n'est pas convenable pour les organisations humanitaires d'étendre le statut de réfugiés à une armée de criminels restée au Zaïre et gardant en otages un petit nombre de réfugiés parmi lesquels leurs propres familles », a déclaré M. Kayinamura.

Le diplomate a de nouveau rejeté les accusations des autorités zaïroises et belges sur la présence de troupes rwandaises aux côtés des rebelles dans l'Est du Zaïre. [...]

Par ailleurs, le porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères, André Querton, a déclaré à l'AFP lundi à New York que son gouvernement évalue le nombre de réfugiés se trouvant encore dans l'Est du Zaïre à 380 000, et que le chef de la diplomatie belge, Erik Derycke, entend demander mardi au Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de mettre en œuvre un programme pour venir en aide à ces personnes.



« Quarante mille réfugiés rwandais de Shabunda fuient l'avance des rebelles » **AFP** (France) Genève, 5 février 1997 (en français)

Extrait :

Les quelque 40 000 réfugiés rwandais de Shabunda, dans l'Est du Zaïre, ont abandonné leur camp après des informations sur la prise d'une ville proche par l'offensive rebelle, a déclaré mercredi le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

« Tous les sites de Shabunda sont vides », a déclaré le délégué adjoint du HCR dans la région, Dillah Dumaye, cité par un porte-parole à Genève.

Les autorités zaïroises locales ont rapporté que ces réfugiés hutus, accompagnés de 7 000 Zaïrois locaux, avaient évacué leurs campements de fortune après des informations sur la chute aux mains des rebelles de Katshunga, à 45 km au nord-est de Shabunda.

La prise de la ville n'a pas pu être confirmée de source indépendante, a ajouté le HCR. [...]

L'évacuation du camp par les 40 000 réfugiés avait été préparée et s'est par ailleurs déroulée de manière ordonnée, a ajouté le représentant du HCR sur place. « Les réfugiés ont fait leurs paquets, pris les bâches de plastique qui leur servent d'abri et sont partis », a dit M. Doumaye.

L'agence de l'ONU ignore où sont allées ces personnes. De premières reconnaissances aériennes n'ont pas permis de retrouver leurs traces. D'autres recherches sont prévues jeudi.

Les fuyards se seraient dirigés vers l'ouest, peut-être vers Kalima et Kindu. Les réfugiés ont abandonné leur camp au lendemain d'une distribution de vivres pour quatre jours.

Le HCR restait la seule agence humanitaire à Shabunda après le repli d'autres organisations internationales à la mi-décembre à cause de l'insécurité et des difficultés de ravitaillement.

APPEL À UNE ACTION DES NATIONS UNIES DANS LES GRANDS LACS

Le 4 février 1997, MSF informe le HCR et des ambassadeurs des Etats occidentaux au Zaïre de la gravité de la situation dans le Kivu et de l'urgence à approvisionner les réfugiés de Tingi-Tingi en nourriture, à développer des moyens logistiques pour les atteindre et à les protéger.



« Situation dans la région des Grands Lacs » **Lettre** de Robert Muller, chargé des relations de MSF avec les Nations unies à Genève, aux directeurs des opérations de MSF, 4 février 1997 (en français).

Extrait :

J'ai eu ce matin un entretien avec Monsieur Sergio Vieira de Mello, directeur général du HCR. Je lui ai fait part de vos observations en ce qui concerne la situation dans les différents pays de la région des Grands Lacs telle que vous me l'avez exprimée ces derniers jours. Il m'a promis d'attirer l'attention de Madame Ogata sur ces différents points : ie [par exemple] la situation dramatique des réfugiés à l'Est du Zaïre où la mortalité augmente, les problèmes de sécurité au Rwanda et l'attitude laxiste des organisations internationales, les conséquences dramatiques des déplacements de la population au Burundi, les problèmes résultant de l'arrivée continue des réfugiés en Tanzanie et le manque de réponse adéquate de la part du HCR.[...]

Monsieur Vieira de Mello m'a dit que le HCR devait faire face à des problèmes politiques pour le moment insurmontables conjugués à une situation qui rendait la logistique extrêmement compliquée et coûteuse. Il m'a cependant assuré que le HCR était dans l'ensemble au courant de toutes les difficultés que les ONG devaient faire face et qu'il donnerait des instructions pour que la communication passe mieux entre les équipes des ONG et le HCR.

Le 7 février 1997, le HCR demande l'ouverture de zones de libre passage pour que les réfugiés de Tingi-Tingi, d'Amisi et ceux qui avaient fuit Shabunda puissent être rapatriés au Rwanda.



« Le HCR demande l'ouverture de corridors humanitaires » Isabelle Vichniac, **Le Monde** (France) 7 février 1997 (en français).

Extrait :

« Contrairement aux reproches que nous font ceux qui jouissent du privilège de la distance et de l'absence de responsabilité, le HCR, le PAM, l'Unicef et les ONG font ce qu'ils peuvent, compte tenu des conditions cauchemardesques et de l'insécurité chronique », estime M. Vieira de Mello. Selon lui, le voyage de Mme Ogata comporte trois objectifs précis. Il faut d'abord assurer aux réfugiés un minimum indispensable d'aide.

Il faut ensuite créer des corridors humanitaires, essentiellement pour les Rwandais. Le HCR répète que, s'il est en faveur du retour des Rwandais chez eux, il n'encourage en aucune manière le retour des Burundais dans leur pays en proie à une guerre civile. Ces zones de libre passage devraient faciliter le rapatriement de 120 000 réfugiés de Tingi-Tingi, de 40 000 d'Amisi et de 40 000 autres qui ont fui Shabunda et que l'on espère retrouver [...]. Il s'agit enfin de séparer les réfugiés des extrémistes armés qui exercent sur eux de terribles pressions. [...]

En outre, l'organisation des retours par avion des catégories de la population vulnérable - malades, blessés, invalides, femmes, enfants, vieillards - pose d'énormes difficultés en raison de l'insécurité au sol.



À Tingi-Tingi, implicitement eux et nous savions que ça ne pouvait pas s'arrêter là. Les combats étaient à 15 km. On essayait de les retaper pour qu'ils puissent repartir. Il y en a qui sont repartis, puisqu'on en a retrouvé ensuite au Congo.

Brigitte Doppler, MSF France, coordinatrice médicale à Tingi Tingi (en français).

Le 8 février 1997, le camp d'Amisi est aux mains des rebelles. Les réfugiés fuient vers Tingi-Tingi. En visite dans l'est du Zaïre, Sadako Ogata, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés appelle les réfugiés rwandais au Zaïre à rentrer chez eux, affirmant que le Rwanda est relativement sûr. 500 d'entre eux lui demandent de démissionner. V9 ▶



« Les réfugiés doivent rentrer chez eux selon Mme Ogata » **AFP** (France) Nairobi, 10 février 1997 (en français).

Extrait :

Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Mme Sadako Ogata, a appelé lundi les réfugiés rwandais menacés par les combats au Zaïre à rentrer chez eux.

Mme Ogata, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse à Nairobi, a affirmé que le Rwanda était « relativement sûr », tout en reconnaissant que certains réfugiés pourraient ne pas vouloir regagner leur pays.

La responsable du HCR, qui a visité samedi, le grand camp de Tingi-Tingi dans l'Est du Zaïre, a accusé les extrémistes hutus d'empêcher le départ des réfugiés qui veulent rentrer.

« Cela étant, je pense qu'il y a beaucoup de personnes qui pourraient ne pas vouloir rentrer », a-t-elle reconnu.



« Des réfugiés de Tingi-Tingi demandent à Mme Sadako Ogata de démissionner » **AFP** (France) Kisangani, 10 février 1997 (en français).

Extrait :

Cinq cent réfugiés du camp de Tingi-Tingi affirment dans une lettre ouverte à Mme Sadako Ogata, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, que depuis juillet 1994 le HCR n'a cessé de se départir de sa mission première d'assistance et de protection et lui demandent de démissionner.

Ce document, qui lui a été remis lors de son passage dans le camp samedi, a été signé par environ 500 intellectuels de Tingi-Tingi, a déclaré à l'AFP un journaliste qui a recueilli les signatures.

« Le HCR a lamentablement échoué » affirme le texte qui suggère à Mme Ogata de démissionner « pour avoir laissé mourir par les armes, la faim et la maladie, des centaines et des milliers d'être humains ».

Le 12 février 1997, une délégation de représentants de Care, OXFAM, CICR et de MSF¹ est auditionnée sur la situation dans les Grands Lacs par le Conseil de sécurité des Nations unies auquel elle rappelle que l'action humanitaire ne peut pas remplacer les initiatives politiques.

MSF publie un communiqué de presse résumant cette audition et appelant les Nations unies à agir dans les Grands Lacs.

Le même jour, MSF France publie un communiqué de presse commun avec les ONG françaises Médecins du Monde et Action contre la faim qui demande le respect des règles du droit humanitaire dans l'Est du Zaïre.



« **Briefing** du Conseil de sécurité sur la crise des Grands Lacs » Jacques de Milliano, Président de MSF Hollande (et vice-président de MSF international) 12 février 1997 (en anglais).

Extrait :

Au nom de Médecins Sans Frontières, je voudrais vous remercier sincèrement de nous donner l'occasion de nous adresser à vous directement en tant que représentant d'une organisation qui s'est profondément impliquée dans la région des Grands Lacs et auprès de ses populations, qui ont été si profondément affectées par la crise en cours. MSF est extrêmement inquiète des développements actuels de la situation dans les Grands Lacs et espère que votre volonté d'utiliser votre autorité et votre influence politique mettra un arrêt aux événements dramatiques qui se déroulent dans la région.

Depuis plusieurs années, les Nations unies ont systématiquement échoué dans cette partie du monde à agir d'une manière qui soit cohérente politiquement et dans le temps. En avril 1994, quand le génocide a éclaté au Rwanda, le seul acte des Nations unies a consisté à retirer la plupart de ses troupes de la région. Après l'arrivée au Zaïre de plus d'un million de réfugiés, aucune mesure n'a été prise pendant deux ans pour empêcher les camps du Zaïre de devenir les bastions des milices interahamwes et de l'ancienne armée rwandaise. À la place, l'aide humanitaire a été abandonnée au détournement des leaders extrémistes renforçant leur emprise sur la population des camps dans le but de déstabiliser la région. En novembre 1996, malgré une démarche initiale tendant au contraire, les Nations unies étaient incapables de mettre en œuvre une intervention militaire pour désarmer et séparer la population, les soldats ex-FAR et les miliciens interahamwes de, d'organiser un retour sûr des réfugiés au Rwanda et d'établir des zones sûres pour les réfugiés burundais qui ne pouvaient pas rentrer au pays en raison du manque de sécurité au Burundi.

Aujourd'hui, nous sommes de nouveau face aux conséquences du manque d'approche politique globale. Bientôt les petits dicteront la loi aux grands.

1. MSF est représentée par Jacques de Milliano (Directeur général de MSF Hollande), Pierre Salignon (Responsable de programme Congo de MSF France) et pour les deux derniers mois, de Dominique Bracq (Administrateur de MSF France à Kisangani, Congo) et Annick Hamel (Coordinatrice générale de MSF France au Burundi).

Le Rwanda semble incapable de faire face au retour massif des réfugiés et se diriger vers la guerre civile. Ces derniers mois les incidents violents se sont multipliés.

[...] Dans le Kivu - au Zaïre l'existence de centaines de milliers de réfugiés pris au piège est niée internationalement depuis plusieurs mois. Maintenant que de larges groupes de réfugiés ont été identifiés, ceux qui sont accessibles continuent à souffrir du manque de nourriture et nombre d'entre eux restent hors d'atteinte de l'assistance humanitaire, pris dans les tourmentes de la guerre.

1. RWANDA

Le Rwanda est presque au bord de la guerre civile.

- A la fin de l'année dernière, en six semaines, environ un million de réfugiés du Burundi et du Zaïre sont revenus au Rwanda. Cet afflux massif a posé le grave problème de l'intégration, incluant des questions comme la récupération des maisons, des terres, des emplois.

- Aucun système judiciaire efficace n'est encore en place et les prisons sont gravement surpeuplées.

- Le retour de soldats des ex-FAR et des miliciens interahamwes a entraîné l'apparition d'une spirale d'insécurité au Rwanda. L'intensification de l'activité rebelle a entraîné le lacement d'opérations de recherche de la part de l'armée rwandaise. La mi-janvier a été un point tournant avec l'assassinat de 3 volontaires d'ONG et de 5 membres du personnel des Nations unies, signalant que la présence internationale est devenue une cible.

Quelles sont les implications ?

Une insécurité grandissante, un accès réduit de l'aide et des travailleurs humanitaires aux populations dans le besoin et une protection diminuée de la population sont les conséquences immédiates des événements récents. Par exemple, MSF a mis la majorité de ses programmes en attente en réduisant de 47 à 15 le nombre de ses travailleurs expatriés ces deux dernières semaines, réduisant de façon significative sa capacité à fournir une assistance à plus d'un million de civils dans les hôpitaux, les dispensaires communaux, les programmes pour victimes traumatisées par la violence et enfants non accompagnés.

Nos recommandations :

Les Nations unies doivent reconnaître la spirale qui entraîne vers le bas la situation politique et humanitaire au Rwanda. En tant qu'organisme international chargé d'assurer la paix et la sécurité dans l'ensemble de la communauté, elles doivent prendre l'initiative de garantir la protection des populations, la sécurité des agences internationales et l'accès aux populations en détresse. Ces initiatives doivent faire partie d'un agenda plus large et à plus long terme qui pose la question des besoins croissants de réconciliation dans la région.

[...] 3. ZAÏRE.

Au Zaïre, du point de vue humanitaire, différents types de problèmes se posent :

- Kivu :

- du côté rebelle (et principalement au Sud Kivu) MSF a un accès très limité aux Zaïrois déplacés et aux réfugiés dans la détresse.

- Il existe un manque de protection de la population locale et des réfugiés et aucune grande agence des Nations unies n'a reçu la responsabilité de la protection des réfugiés.

- De l'autre côté de la ligne de front (Kisangani, Tingi-Tingi...) là où un groupe déterminé de réfugiés a fui les combats qui se déroulent autour du Kivu.

- La principale question humanitaire est le manque d'assistance aux réfugiés les plus vulnérables de Tingi-Tingi (environ 120 000 personnes). Depuis fin décembre, les médecins MSF qui prodiguent une assistance médicale dans le camp de Tingi-Tingi ont

enregistré de 20 à 30 morts chaque jour, la majorité des enfants de moins de cinq ans, la plupart des effets directs ou indirects de la malnutrition. Jusqu'ici, le problème était dû essentiellement à un manque de nourriture et à des contraintes logistiques. Pendant ces dernières semaines, ces problèmes ont été compliqués par l'avancement de la ligne de front. Les réfugiés de Tingi-Tingi, dont un nouvel afflux des camps voisins récemment vidés, constituent désormais une zone tampon entre les deux parties. La crise actuelle ne peut être résolue sans séparer les réfugiés les plus vulnérables des soldats ex-FAR et des miliciens interahamwes et leur déplacement loin de la ligne de front. Si ce problème n'est pas résolu rapidement toute la population vulnérable va mourir.

Nos recommandations :

- les Nations unies devraient déplacer de toute urgence la population de réfugiés vulnérables de Tingi-Tingi vers une zone plus sûre éloignée de la ligne de front.
- Les Nations unies devraient mettre la pression sur les rebelles dans le Sud du Kivu pour qu'ils permettent aux agences de secours d'accéder aux populations dans le besoin.
- Les Nations unies devraient mandater une agence internationale pour protéger et assister la population zaïroise déplacée. Les Nations unies devraient aussi souligner le mandat de protection du HCR concernant les réfugiés rwandais et burundais.

CONCLUSIONS

Vue de notre position avantageuse, la situation dans les Grands Lacs peut être résumée à un processus de déstabilisation résultant de l'échec de la protection des populations en danger et d'un accès très limité aux populations dans le besoin. Ce processus de déstabilisation a commencé il y a longtemps et, à cause des occasions manquées, s'est répandu dans la région.

C'est au Conseil de sécurité d'agir simultanément à différents niveaux pour inverser le courant :

- garantir que les conventions existantes concernant la protection immédiate et l'assistance de la population soient respectées (convention sur les réfugiés et conventions de Genève),
- travailler en même temps à une solution durable pour la région qui s'intéresse aux causes structurelles du conflit.

Les Nations unies ont une variété d'instruments – politique, économique, humanitaire et militaire – à leur disposition. Nous pensons que c'est la responsabilité de cette institution hautement respectée de mobiliser les volontés politiques et de sélectionner les instruments appropriés.



« Des ONG demandent au Conseil de sécurité de prendre des mesures dans la région des Grands Lacs » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 12 février 1997 (en français).

Extrait :

Ce matin, OXFAM, Care et Médecins Sans Frontières ont été invités pour la première fois au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ces organisations non gouvernementales se réjouissent de cette opportunité historique de faire part aux membres du Conseil de sécurité de leurs craintes concernant la région des Grands Lacs. Elles soulignent néanmoins le fait que l'assistance humanitaire ne doit pas se substituer à l'action politique.

Depuis le début du génocide en 1994 au Rwanda, le Conseil de sécurité n'a jamais réussi à faire respecter les Conventions de Genève ni à s'attaquer aux causes fondamentales

du conflit et aider à trouver des solutions politiques pour la région. L'action humanitaire ne doit en aucun cas être utilisée comme substitut à l'action politique.

Aujourd'hui, les ONG ont fait un compte rendu de la détérioration de la situation au Rwanda, Burundi et Zaïre. Elles ont particulièrement mis en lumière trois problèmes cruciaux : les problèmes qui se posent aux ONG en matière d'accès aux populations se trouvant dans le besoin, les risques de plus en plus grands auxquels doivent faire face les civils et les volontaires humanitaires, ainsi que l'extension du conflit à d'autres pays dans la région.

La guerre s'étend dans l'Est du Zaïre. La semaine passée, 40 000 réfugiés fuyaient le camp de Shabunda, et les agences humanitaires ont dû évacuer Tingi-Tingi, un camp de 120 000 personnes. Durant ces trois dernières semaines au Rwanda, près de 300 Rwandais et 8 volontaires d'organisations humanitaires internationales ou des Droits de l'homme ont été tués. Au Burundi, le gouvernement a regroupé 150 000 personnes dans ce qui semble être une politique de « villagisation » forcée. Des provinces entières ne sont pas accessibles aux agences humanitaires, laissant des centaines de milliers de personnes sans assistance et protection.

Les agences humanitaires ne peuvent résoudre ces problèmes avec des biscuits protéinés, des vaccins et de l'eau. Des personnes mourront à nouveau et la guerre se répandra à travers toute la région tant que le Conseil de sécurité, les Etats membres et les dirigeants régionaux n'entreprendront pas des actions décisives.

Les ONG appellent le Conseil de sécurité à :

- faire de la crise des Grands Lacs une priorité au niveau de la diplomatie internationale, en particulier en plaçant les ressources politique et diplomatique nécessaires à la recherche d'un accord politique régional sur base des initiatives déjà entreprises dans la région. La nomination de Monsieur Sahnoun, nouveau représentant du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs, constitue une opportunité de progresser dans la recherche d'une solution politique pour la région. Un soutien diplomatique et financier fort des membres du Conseil de sécurité est maintenant nécessaire.
- appuyer immédiatement et fortement les agences des Nations unies, le Comité International de la Croix-Rouge et les ONG présentes dans la région afin de pouvoir accéder aux populations, de les protéger et de les assister.
- poursuivre les engagements déjà pris dans le cadre de la reconstruction et de la réconciliation au Rwanda.

Les trois agences ont aujourd'hui déclaré : « la communauté internationale a eu tendance à proposer des solutions à court terme à chaque épisode de la crise. Il est temps de prendre conscience de l'étendue du conflit et du danger qu'il constitue à long terme pour la région. Nous demandons au Conseil de sécurité de prendre des mesures dans la région des Grands Lacs et d'en faire une priorité ».



« Le Conseil de sécurité reçoit Médecins Sans Frontières, OXFAM et Care au sujet de la crise des Grands Lacs » **Communiqué de presse** MSF France, 13 février 1997 (en français).

Extrait :

Pour la première fois hier soir, des ONG Oxfam, Care et Médecins Sans Frontières étaient invitées à s'exprimer sur la région des Grands Lacs devant les membres du Conseil de sécurité des Nations unies à New York. Saisissant l'occasion qui leur était offerte de faire partager leurs préoccupations sur la zone, les ONG présentes ont rappelé que l'assistance humanitaire ne pouvait pas remplacer les initiatives politiques.

Or, depuis le début du génocide en 1994 au Rwanda, le Conseil de sécurité n'a adopté aucune des mesures nécessaires pour assurer la protection et l'assistance aux populations civiles de la région. L'action humanitaire a souvent servi de substitut à l'action politique.

Concernant l'Est du Zaïre où des centaines de milliers de personnes sont actuellement menacées par les combats et privées d'assistance, MSF a notamment demandé que des pressions diplomatiques soient exercées en urgence pour :

- assurer la sécurité des familles de réfugiés et déplacés pris entre les feux des parties au conflit,
- transférer les réfugiés de Tingi-Tingi, Amisi, sur un site plus sûr et accessible aux opérations d'aide, en s'assurant que les plus vulnérables soient transportés. Ce transfert doit permettre de procéder à un enregistrement des familles et des personnes désireuses de rentrer au Rwanda,
- séparer les miliciens et les soldats des civils,
- s'assurer que la nourriture atteigne effectivement les familles qui en ont réellement besoin. Depuis plus de deux mois, l'absence de volonté politique et les retards pris dans les opérations d'aide ont eu pour conséquences une très rapide aggravation de la situation des réfugiés restés au Zaïre. Seule une réelle volonté politique peut éviter de nouveaux drames humains et notamment des déplacements sans fin.



« Action contre la faim, Médecins du Monde et Médecins Sans Frontières demandent instamment le respect des règles du droit humanitaire. » **Communiqué de presse** MSF France, ACF, MDM, 12 février 1997 (en français).

Extrait :

Face à l'extrême gravité de cette situation, au cynisme des Etats et à l'incapacité des organisations non gouvernementales d'assurer seules les secours à ces populations civiles, Action contre la faim, Médecins du Monde et Médecins sans Frontières demandent instamment le respect des règles du droit humanitaire :

- que l'accès aux réfugiés et déplacés soit garanti par toutes les parties en présence.
- que les Nations unies prennent les décisions politiques nécessaires à la mise en œuvre de véritables programmes de protection des réfugiés.
- que soit envisagée l'implantation sur un site plus éloigné de la zone des combats les populations les plus vulnérables.

Le 20 février 1997, dans un message au siège, l'administrateur de MSF France à Kisangani s'étonne de l'insistance de MSF à signaler que les FAR encadrent les réfugiés de Tingi-Tingi et s'insurge contre les insuffisances du HCR.



« Après trois mois à Kisangani, coups de cœur et quelques questions » **Message** de Dominique Bracq, administrateur MSF France à Kisangani, au siège, 20 février 1997 (en français).

Extrait :

Pourquoi cet entêtement à vouloir répéter à chaque communiqué de presse que les FAR [Forces armées rwandaises] encadrent le camp. Qu'est ce que cela a apporté à notre travail ???

Nous savions avant d'intervenir sur ces réfugiés d'où ils venaient, qui ils étaient, et qu'ils étaient sûrement les groupes armés qui avaient participé au génocide. Nous avons accepté de venir apporter une assistance malgré ce passé car il y avait parmi eux des femmes et des enfants.

Je n'imagine pas le CICR après avoir visité des prisonniers « criminels » se mettre à dénoncer le nombre d'assassins qu'ils ont vus. Il faut assumer une fois que le choix est fait.

Ces communiqués de presse ont surtout profité au HCR, qui depuis le début cherche tous les moyens pour ne rien faire et de ne pas remplir son mandat.

Questions sans réponse :

Le camp de Tingi-Tingi est pris en sandwich entre les FAZ [Forces armées zaïroises] et les rebelles, et dans les semaines qui viennent ce camp a de fortes chances d'être attaqué. Beaucoup parmi la population vulnérable essaieront de fuir, mais mourront très vite trop épuisés, trop affamés.

Que faire quand la seule agence qui est mandatée pour s'occuper du rapatriement des réfugiés, le HCR, ne veut pas faire son travail ?

Comment peut-on obliger le HCR après 3 mois, à commencer le recensement des réfugiés qui veulent retourner au Rwanda ?

Comment peut-on dire au HCR, qu'il faut en urgence sortir les vulnérables (femmes et enfants) de ce camp en cherchant un accord avec les autorités zaïroises ?

L'Unicef a recensé 3 000 à 4 000 enfants non accompagnés dans ce camp, comment peut-on expliquer au HCR que ces enfants ne sont pas des FAR !

Jusqu'où devons nous accepter que les millions de dollars que le HCR a reçu de la Communauté européenne pour cette crise des Grands Lacs, ne servent qu'à entretenir des nuls, feignants, incompetents, qui se promènent de meeting en meeting, sans jamais prendre aucune décision. Leur seule véritable activité est de vivre le plus grasement sur le dos de cette misère et sur le dos de ceux qui essaient de la combattre !!!

Merci encore à tous ceux qui croient en des idées.

Dominique Bracq, administrateur Kisangani

A la mi-février 1997, le délégué du CICR annonce aux responsables du HCR et à MSF Hollande qu'il cesse les opérations de secours parce que celles-ci sont utilisées pour nuire aux réfugiés. Il insiste pour que les deux organisations l'imitent. Aucune des trois agences ne prend cependant position publiquement sur ce sujet. MSF Hollande n'en informe pas les autres sections.



Un responsable du CICR m'a dit que mi-février 1997, le CICR avait informé le HCR et MSF Hollande qu'eux, CICR, ils arrêtaient ce type d'opérations parce qu'elles étaient utilisées comme ça. Donc à la mi-février, il y a eu une conclusion radicale ferme et

définitive du CICR qui, si on croit ce responsable, sur un mode assez autoritaire, a enjoint le HCR et MSF Hollande de faire de même en disant « c'est quand même un problème grave pour l'action humanitaire ». Mais les deux organisations ont décidé de ne pas le rendre public. Et ça, on [MSF France] l'a reproché au CICR à l'occasion de notre réunion annuelle, en 1998. Je les ai attaqués durement à ce sujet en leur disant « vous auriez dû lancer un débat public là-dessus. »

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Les 40 000 réfugiés qui étaient rassemblés depuis la mi-décembre, autour de la ville de Shabunda, à 170 km à l'ouest de Bukavu reprennent la fuite à la suite des attaques de l'AFDL. Environ 30 000 d'entre eux sont repérés se dirigeant vers l'Angola. Les autres tentent de survivre dans la forêt aux alentours de Shabunda, harcelés par les forces de l'Alliance. Aucune organisation de secours n'a accès à cette région depuis des semaines.

Le 17 février 1997, le gouvernement zaïrois annonce que ses avions bombardent les villes de l'Est du pays tenues par les rebelles. L'équipe de MSF à Goma annonce qu'à Bukavu, au moins neuf personnes ont été tuées et trente-sept blessées par ces bombardements.

Le même jour, MSF France annonce qu'une équipe réduite retourne travailler sur le camp de Tingi-Tingi.

Le 18 février, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 1 097 qui reprend le plan de paix en cinq points proposé par le représentant spécial de l'ONU pour les Grands Lacs.

Le 28 février, le Secrétaire général des Nations unies propose de réactiver la force multinationale pour l'Est du Zaïre qui avait été créée en novembre 1996 avant son abandon en décembre 1996. La proposition qui reçoit le support de la France est finalement rejetée le 11 mars 1997 par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. MSF publie un communiqué de presse demandant l'évacuation immédiate des groupes de réfugiés de Tingi-Tingi les plus vulnérables vers un site éloigné des zones de combat.



« MSF demande le transfert immédiat des groupes vulnérables » Communiqué de presse MSF France, 28 février 1997 (en français).

Extrait :

À l'occasion de la visite à Paris du Secrétaire général des Nations unies et de son envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Médecins Sans Frontières demande que tous les moyens diplomatiques soient employés en urgence pour mettre fin à la situation de famine dans les camps de réfugiés proches de la ville de Lubutu.

Les réfugiés rwandais du camp de Tingi-Tingi meurent de faim.

Sur 80 000 personnes présentes dans le camp, 1 575 sont mortes de début décembre 1996 à fin février 1997. La moitié de ces morts sont des enfants de moins de 5 ans.

Sur 11 000 enfants de moins de 5 ans présents dans ce camp :

- 800 sont décédés ;
- 600 sont hospitalisés dans des centres de nutrition intensifs ;
- 2 000 reçoivent en ambulatoire un supplément alimentaire.

Depuis 3 mois, les réfugiés rwandais et burundais de Tingi-Tingi ont reçu moins d'un tiers de leurs besoins en nourriture. En raison de l'instabilité militaire, de la présence dans les camps de soldats des ex-Forces armées rwandaises et d'une mobilisation insuffisante des organismes d'aide, la situation s'aggrave de semaine en semaine.

Aujourd'hui, la proximité des combats ne rend plus possible la présence permanente de nos équipes dans ce camp, seules de courtes visites sont réalisables.

L'évacuation sélective des plus vulnérables, femmes, enfants, malades et personnes âgées vers un site éloigné de la zone de combat, doit être entreprise tant que cela est encore possible. Dans un deuxième temps, ces réfugiés devraient être rapatriés au Rwanda sur la base du volontariat sous les auspices du Haut-Commissariat des Nations Unies.

Le 1^{er} mars 1997, toutes les organisations de secours, dont MSF, évacuent Kisangani. Le 2 mars, Laurent-Désiré Kabila annonce que ses troupes ont pris le camp de Tingi-Tingi, déserté par les réfugiés qui s'y trouvaient encore. Il promet l'établissement de « corridors sécuritaires » pour les rapatrier vers le Rwanda.



« Les 120 000 réfugiés de Tingi-Tingi de nouveau abandonnés » **Communiqué de presse** MSF France 1^{er} mars 1997 (en français).

Extrait :

Les 120 000 réfugiés de Tingi-Tingi de nouveau abandonnés. L'équipe de Médecins Sans Frontières présente à Kisangani et Tingi-Tingi a décidé de se retirer temporairement de la capitale du Haut-Zaïre samedi matin. Alors que la situation dans l'Est du Zaïre ne cesse de se dégrader, l'augmentation de la tension autour de Kisangani et dans la région de Kindu, ainsi que l'impossibilité de porter secours aux réfugiés rwandais et burundais du camp de Tingi-Tingi explique cette décision. Déjà, le 7 février dernier, la ligne de front s'étant déplacée à proximité du camp de Tingi-Tingi, Médecins Sans Frontières et les autres organisations humanitaires avaient restreint leur présence sur place.

Sur le camp de Tingi-Tingi, près de 120 000 réfugiés s'apprêtaient hier à fuir dans la forêt environnante craignant un rapprochement des combats. Un médecin de Médecins Sans Frontières qui a pu se rendre hier sur ce camp, a constaté que la population commençait à fuir et devenait donc une fois de plus inaccessible à tout secours.

Depuis le mois de novembre dernier, la situation de cette population ne cesse de s'aggraver. Entre le 16 décembre et le 20 février, plus de 1 500 personnes sont mortes sur le camp de Tingi-Tingi dont plus de la moitié sont des enfants de moins de 5 ans.

Les Etats impliqués dans la région tergiversent depuis plus de 3 mois et la mobilisation internationale pour porter secours aux réfugiés ne dépasse pas les effets d'annonces. C'est pourtant les groupes les plus vulnérables de la population et les enfants qui sont les premières victimes de cette démission. Pris en étau entre les belligérants, ils se retrouvent contraints aujourd'hui de prendre la fuite une nouvelle fois, sans assistance.

Ces dernières semaines, déjà 30 000 autres réfugiés ont fui devant l'avancée des rebelles, à Shabunda puis Kalima, sans que l'on sache depuis ce qu'ils sont devenus. Médecins Sans Frontières dénonce à nouveau aujourd'hui l'inertie des Etats, membres des Nations unies devant cette situation, et demande une nouvelle fois que toutes les mesures soient prises pour assurer la protection des dizaines de milliers de réfugiés en perdition dans l'Est du Zaïre, ainsi que des populations zaïroises résidentes ou déplacées, victimes elles aussi des événements en cours.

Le 3 mars 1997, l'envoyé spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs, encourage MSF à « continuer les pressions » pour l'accès aux réfugiés rwandais.



« **Point info** n° 273 » MSF France, 3 mars 1997 (en français).

Extrait :

Rencontre ce matin au siège de MSF à Paris avec Mohammed Sahnoun et son conseiller : il essaie d'obtenir un cessez-le-feu dans la région mais reconnaît que ce sera très difficile, tant que les discours des membres du Conseil de sécurité seront contradictoires. Il encourage MSF à continuer les pressions, pour obtenir l'accès aux réfugiés et leur protection.

Le 4 mars 1997, dans le quotidien français *La Croix*, le coordinateur de MSF France à Kisangani critique l'inaction de la communauté internationale au sujet des réfugiés de Tingi-Tingi.

Le même jour, dans un message aux directeurs des opérations, la directrice de la communication de MSF Etats-Unis, remet en question la pertinence d'une conférence de presse à Nairobi sur les réfugiés de Tingi-Tingi. Elle insiste sur le fait que MSF doit se contenter de répondre aux journalistes, sans faire de déclaration politique, en se basant uniquement sur des données médicales.

Le 6 mars 1997, au cours d'une rencontre avec des journalistes, MSF France lance à nouveau une alerte sur le sort des réfugiés et les entraves aux secours.

Le 7 mars 1997, dans un communiqué commun avec Action contre la faim et Médecins du Monde, MSF France demande des garanties de protection pour les réfugiés. Dans le quotidien français *La Croix*, le responsable de programme de MSF France pour le Zaïre, de retour de Kisangani publie une tribune qui stigmatise l'indifférence internationale face au drame des réfugiés rwandais dans l'est du Zaïre.



« La communauté internationale n'a rien fait pour sauver Tingi-Tingi » Julia Ficatier, ***La Croix*** (France), 4 mars 1997 (en français.)

Extrait :

Nous l'avons dit et répété depuis trois mois : le camp de Tingi-Tingi et ses 160 000 réfugiés n'avaient aucun avenir. Sa fin était inévitable. Mais la communauté internationale a laissé pourrir la situation. Le camp de Tingi-Tingi, dont les rebelles ont annoncé la prise

dimanche, était menacé dès le départ : il était totalement dépendant de l'extérieur, sur le plan de l'aide et, en même temps, Tingi-Tingi était sur le trajet de l'avancée des rebelles, la route obligée en quelque sorte pour la prise de Kisangani. Pascal Vignier, coordinateur de Médecins sans frontières à Kisangani, évacué samedi vers Kinshasa avec les autres humanitaires, est amer.

« Dans nos structures nutritionnelles et hospitalières, il y avait 30 000 personnes, surtout des femmes et des enfants, incapables de survivre à une marche. Que sont-ils devenus ? s'exclame Pascal Vignier. Dans un premier temps, dès vendredi, le camp s'est vidé de ses réfugiés. Aujourd'hui la rébellion annonce que les réfugiés y sont revenus. Qu'en est-il exactement ? Il faudrait survoler Tingi-Tingi. Compte tenu de sa situation sur la ligne de front, les réfugiés sont en première ligne des combats. Nous savons que les réfugiés comptaient quitter le camp par petits groupes, afin de réussir à mieux se nourrir et à être moins visibles. D'après une source, mais nous n'en avons pas confirmation, une partie serait descendue vers le sud, vers la ville d'Ubundu. » [...]

MSF est claire : « Si nous avons des garanties solides - il faut que les réfugiés acceptent librement de rentrer au Rwanda et que nous puissions accompagner les réfugiés dans leur retour - oui nous sommes pour ces corridors humanitaires, en liaison, bien sûr, avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Nous avons une équipe de MSF en zone rebelle, à Goma. Elle pourrait s'en occuper. »



« Conférence de presse sur Tingi-Tingi » **Message** de Samantha Bolton, MSF États Unis aux directeurs des opérations, 4 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

D'après ce que j'ai entendu des correspondants dans la région, l'affaire est désormais « politique et militaire ». Tout le monde attend de savoir si les rebelles ont pris le contrôle de Kisangani, ce qui signifiera qu'ils auront Kinshasa.

Les événements vont très vite, l'affaire est tellement politique et militaire. Il y a du nouveau chaque jour. Nos équipes n'ont rien vu de nouveau et n'ont pas d'informations « vues par MSF » depuis samedi. Si MSF a quelque chose à dire c'est seulement sur les conditions médicales dans lesquelles se trouvaient les réfugiés quand nous sommes partis et sur le fait que nous sommes inquiets de leur état de santé actuel et du manque d'accès aux réfugiés qui ont fui dans la forêt.

Si nous parlons des conditions médicales des 50 % de victimes, nous devons aussi parler du fait que 50 % sont bien nourris et sont des miliciens (comme nous l'avons dit devant les Nations unies).

Nous devons nous garder de toute déclaration politique qui pourrait être interprétée comme un appel à une intervention militaire ou laisser supposer que nous sommes manipulés par le gouvernement français ou certains éléments à Kinshasa. [...]

Je pense que c'est le moment pour MSF de se tenir à l'écart de toute déclaration politique et de ne parler qu'aux journalistes qui l'interrogent - au moins sur le terrain - et en se basant seulement sur des données médicales.

Le principal problème c'est que nous avons eu un tel scandale - grâce à Marcel Vos - au sujet des chiffres et de ces réfugiés - Premièrement, les journalistes basés à Nairobi et en Afrique en général sont très remontés contre MSF - ils seront donc très agressifs. Deuxièmement, l'information que nous détenons sera vite dépassée, et nous n'aurons plus rien de nouveau et intéressant à dire.



« Communiqué de presse Tingi-Tingi » **Message** de la chargée de communication de MSF France à tous les chargés de communication, 7 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

Hier, nous avons rencontré plusieurs journalistes au sujet des réfugiés au Zaïre. Une chaîne de télévision, trois radios, deux hebdomadaires étaient présents. Ils ont posé des questions sur :

- L'expulsion du Zaïre (pour le moment nous ne sommes pas expulsés).
- Les accusations du gouvernement zaïrois (il a accusé les ONG d'être responsables de la mort de 25 000 personnes, à cause de leur départ de Kisangani). Nous avons répondu qu'évidemment nous n'étions pas responsables de la défaite des soldats zaïrois, que nous n'étions pas là pour geler la ligne de front.

Les journalistes ont aussi posé des questions sur l'autre côté (Goma, Bukavu, peut-on travailler facilement là-bas ? Y-a-t-il des massacres ? Avons-nous été témoins de massacres ?)

Nous avons expliqué que nous allions essayer d'avoir accès à la région de Tingi-Tingi, en passant par la zone rebelle dans les jours qui viennent.



« Zaïre : des milliers de réfugiés vont mourir dans leur nouvel exode, selon MSF » **AFP** (France) 6 mars 1997 (en français).

Extrait :

Plusieurs milliers de réfugiés - principalement des enfants et des personnes vulnérables - vont mourir à cause de la malnutrition au cours de leur nouvel exode dans l'Est du Zaïre, a estimé vendredi à Paris l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières.

Six cent cinquante enfants de moins de cinq ans étaient pris en charge jusqu'à la semaine dernière dans le centre intensif de renutrition de MSF dans le camp de Tingi-Tingi (250 km au sud-est de Kisangani), que les réfugiés rwandais hutus ont quitté samedi pour fuir l'avance des troupes rebelles de Laurent-Désiré Kabila.

MSF est également particulièrement inquiet pour les 2 500 autres enfants qui étaient pris en charge dans des centres de nutrition, ainsi que pour les 25 000 personnes vulnérables qui étaient nourries par des cantines de Caritas.

« Où qu'ils aillent, il y en a beaucoup parmi eux qui n'arriveront pas en vie », a déclaré le Dr Jean-Clément Cabrol, de retour du Zaïre.

Depuis le mois de décembre, la situation sanitaire des réfugiés « n'a cessé de se dégrader, par manque de nourriture, malgré l'aide qui leur était apportée », a expliqué le Dr Cabrol. « Les derniers temps, la mortalité dépassait le taux de quatre personnes pour 10 000 par jour », a-t-il précisé, mettant en cause « la lenteur de la communauté internationale à faire quelque chose ».

Selon Bernard Pécoul, directeur général de MSF, une partie des 160 000 réfugiés rwandais et burundais de Tingi-Tingi a fait route vers l'ouest, fuyant l'avance des rebelles, tandis que d'autres seraient restés dans la zone ou auraient pris la direction du Rwanda. « Nous avons des équipes à Goma et à Bukavu (Nord et Sud-Kivu), qui veulent aller à la rencontre de ces réfugiés se trouvant dans la zone tenue par les forces de Kabila, mais on ne nous laisse pas y aller », a ajouté M. Pécoul, estimant que, dans le Kivu, « les réfugiés manquent d'assistance mais aussi de protection ».

Concernant les accusations portées par le gouvernement zaïrois à l'encontre des organisations humanitaires, le Dr. Cabrol a déclaré qu'« une ONG n'a aucune capacité à faire changer une ligne de front. Le problème, ce n'est pas l'expulsion ou non des organisations humanitaires, mais la non-assistance des personnes », a-t-il ajouté.



« Action contre la faim, Médecins du Monde et Médecins Sans Frontières demandent en urgence des garanties de protection pour les réfugiés rwandais à l'Est du Zaïre » **Communiqué de presse** ACF, MDM, MSF France (en français).

Extrait :

Action contre la faim, Médecins du Monde et Médecins Sans Frontières, présents dans les camps de Tingi-Tingi et Amisi depuis décembre 1996, demandent une fois encore que des mesures immédiates soient adoptées pour garantir la protection des réfugiés qui souhaitent rentrer au Rwanda et celle des populations qui continuent de fuir les combats.

Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour les plus vulnérables d'entre eux.

Pour cela les trois organisations non-gouvernementales demandent que :

- des zones soient placées sous la responsabilité des Nations unies et respectées par les belligérants, dans lesquelles les populations civiles en fuite puissent être assistées et protégées,
- l'accès aux populations réfugiées et déplacées dans les zones de guerre soit facilité par les belligérants,
- l'accès immédiat au camp de Tingi-Tingi, à proximité duquel ont pu rester les réfugiés incapables de prendre la route, soit assuré.



« L'indifférence internationale tue ! » Pierre Salignon, responsable de programmes à Médecins Sans Frontières, **La Croix** (France), 7 mars 1997 (en français).

Extrait :

La tragédie à laquelle doivent faire face, depuis plus de deux mois, des centaines de milliers de réfugiés hutus, rwandais et burundais, qui fuient les combats dans l'Est du Zaïre, ne cesse de s'aggraver faute de volonté de la part de la communauté internationale pour leur porter secours.

[...] Ces contraintes techniques sont réelles. Mais en d'autres temps (Kurdistan, Sud Soudan, etc.) les états occidentaux ont fait la preuve qu'ils pouvaient monter des opérations d'aide dans des contextes complexes quand ils en exprimaient la volonté politique. Force est de constater que, sur cette crise, elle n'existe pas. Aucun Etat ne tient à s'occuper des réfugiés « hutus » de l'Est du Zaïre, en particulier, parce que, parmi eux, se trouvent des miliciens et des soldats des ex-forces armées rwandaises, ceux-là mêmes qui ont organisé le génocide de plus de 50 000 Tutsis et Hutus modérés en 1994 au Rwanda. La communauté internationale ne s'est pas donné les moyens de séparer les extrémistes des réfugiés il y a quelques mois et se refuse depuis à intervenir.

[...] Le HCR, dont le mandat est pourtant d'assurer la protection des réfugiés, n'est présent dans l'Est du Zaïre que depuis le mois de janvier, et a été pour l'instant incapable de répondre aux réfugiés qui exprimaient leur désir d'être rapatriés dans leurs pays d'origine.

Les Etats impliqués dans la région tergiversent depuis plus de trois mois et la mobilisation internationale pour porter secours aux réfugiés ne dépasse pas les effets d'annonces. Ils sont coupables de non-assistance à population en danger.

Qu'attendent-ils pour réagir ? [...]

L'inertie des Etats membres des Nations unies est tout simplement inacceptable. Il est urgent que toutes les mesures soient prises pour assurer la protection des dizaines de milliers de réfugiés en perdition dans l'Est du Zaïre, et des populations zaïroises, victimes elles aussi des événements en cours. Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour les

plus faibles d'entre eux. Leur avenir est plus que jamais suspendu à la volonté de la communauté internationale de les voir survivre... ou de les laisser mourir dans l'indifférence générale.

INSÉCURITÉ CROISSANTE AU RWANDA

Au Rwanda, depuis début janvier 1997, plusieurs agressions sont commises contre des expatriés. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, trois volontaires de Médecins du Monde sont assassinés dans leur maison de Ruhengeri. Les meurtriers ont auparavant rendu visite à l'équipe MSF, qui ne les a pas laissés entrer dans la maison. MSF demande publiquement aux autorités rwandaises de faire la lumière sur ces meurtres et d'assurer des conditions de sécurité pour les organisations humanitaires.



Rwanda : « MSF condamne la logique meurtrière » **Communiqué de presse**, MSF Belgique, 22 janvier 1997 (en français, en anglais).

Extrait :

Dans la nuit de samedi à dimanche, les organisations internationales MDM, SCF et MSF ont été attaquées par des bandes armées. Trois volontaires MDM ont été assassinés et un autre gravement blessé.

Le but vraisemblable de ces attaques est de décourager toute présence internationale sur le terrain. Depuis 2 semaines, des actes d'intimidation à l'encontre d'organisations internationales et de la population civile, notamment à Kabaya et à Gisenyi, témoignent d'un climat d'insécurité grandissant.

Médecins Sans Frontières condamne énergiquement cette stratégie meurtrière ciblée sur les organisations internationales et les bénéficiaires de l'aide.

Médecins Sans Frontières considère que la sécurité minimale de travail n'est pas actuellement garantie dans certaines provinces du Rwanda.

Médecins Sans Frontières demande aux autorités rwandaises de faire la lumière sur ces meurtres, de pouvoir garantir dans les plus brefs délais des conditions de sécurité minimales pour les équipes humanitaires et pour la population civile.

Médecins Sans Frontières restera attentif aux mesures de sécurité pour définir son implication future dans les programmes de santé.

Bien que les équipes soient réduites, Médecins Sans Frontières a décidé de maintenir pour le moment ses programmes actuels à Gisenyi, Cyangungu, Butare et Kigali. MSF apporte son soutien à 4 hôpitaux, 35 centres de santé, 3 camps de réfugiés zairois et burundais et prend 350 enfants non accompagnés en charge à travers le pays.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 24 janvier 1996 (en français).

Extrait :

Rwanda

Trois membres de MDM Espagne ont été tués à Ruhengeri.

Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, la maison de MSF a été attaquée et du matériel volé, mais on n'a pas ouvert la porte aux agresseurs.

Le compound de MDM Espagne a aussi été attaqué et on ne sait pas très bien ce qui s'est passé, si ce n'est que 3 personnes ont été assassinées par balles et une autre grièvement blessée. Du matériel (et de l'argent ?) a été volé. Puis l'armée est intervenue pour repousser les attaquants.

L'équipe est traumatisée et on s'interroge sur ce qu'il faut faire, réduire les équipes ou bien se retirer en laissant les équipes locales prendre en charge les activités ? On ne sait pas encore quelles décisions vont être prises.

Une réunion des ONG s'est tenue à Kigali sans prise de position globale. La tendance a même été (sauf de la part de MSF) à minimiser l'événement. Personne ne sait qui sont les assassins.

Il est certain qu'il y a beaucoup d'autres agressions avec des menaces ou des simulations d'exécution. La tendance est à l'anti-blanc et l'anti-ONG... Le bilan commence à être lourd. Le Rwanda se « burundise » et on voit apparaître le concept de « zone interdite ».

Le 28 janvier 1997, les équipes de toutes les sections de MSF présentes au Rwanda ainsi que les responsables de programmes des sièges s'interrogent sur les objectifs de la présence de l'organisation dans la région des Grands Lacs, et plus particulièrement au Rwanda, où les incidents de sécurité se multiplient.

Fin janvier 1997, 3 incidents de sécurité visant MSF à 3 endroits différents se sont produits en 3 semaines.

Les propositions pour résoudre ces problèmes de sécurité incluent : la fermeture des programmes non-essentiels, le renforcement des mesures de sécurité et l'annonce aux autorités qu'en cas d'absence d'améliorations dans les 3 mois, MSF se retirera.

Finalement, la responsable de programme de MSF Belgique estime que malgré certaines contraintes dans des zones à risque, MSF peut continuer d'apporter une assistance médicale au Rwanda, mais devra restreindre ses activités de plaidoyer.



Lettre de Bernard Pécol, directeur général de MSF France à tous les coordinateurs, tous les desks, tous les directeurs des opérations de la région des Grands Lacs, 28 janvier 1997 (en anglais).

Extrait :

Chers amis,

Je vous adresse ce message de la part de tous les directeurs généraux. En raison des récents développements dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Zaïre, Burundi, Tanzanie, Ouganda) nous aimerions vous demander de nous dresser une analyse commune de la situation le plus rapidement possible.

Cette analyse doit aboutir à :

1. Une définition commune des objectifs à court terme de MSF dans la région : pourquoi MSF est-elle présente aujourd'hui au Rwanda, au Burundi, à Tingi-Tingi etc ?
2. Une définition commune d'un *modus operandi*, un moyen de coordonner, les adaptations qui doivent être menées : l'aspect « comment on fait ».

Nous aimerions une proposition des coordinateurs et des desks concernés le plus rapidement possible. Cette proposition devrait être basée sur un accord que nous espérons solide.

Aussitôt que nous aurons reçu cette proposition une téléconférence sera organisée avec les directeurs généraux et les directeurs des opérations. Au cours de cette téléconférence

la proposition sera soit approuvée, si elle semble cohérente ; soit revue et soumise à discussion complémentaire.



Message de MSF Belgique à Kigali aux responsables de MSF Belgique, MSF Espagne et MSF Hollande, 28 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Faits :

- 3 incidents sécu [sécurité] en 3 semaines à l'encontre de MSF dans 3 locations différentes
- Dans les cas de Cyangugu et de Kabaya, seul MSF a été visé.
- Tous 3 ont été le fait de personnes armées.

Conclusion hâtive ? :

- Intimidation ou « invitation polie » à quitter les lieux. Conclusion renforcée par l'impression de « mise en scène » des incidents de Kabaya et de Cyangugu. Pour rappel, à Kabaya, le mobile apparent de l'attaque était le besoin de médicaments [médicaments]/ pillage de la pharmacie. Après vérification, aucun médicament [médicament] n'a disparu... [...]
- Les possibilités de rester :
 - Sans parano[ia] aucune, il nous semble que les coïncidences d'incidents à l'encontre de MSF commencent à nous faire douter de la volonté d'une ou l'autre partie du conflit de nous voir rester/travailler/assister/témoigner. Doute sur l'identité des assassins des MDM, donc pas de protection demandée aux autorités.
 - Protection par les populations assistées devenue caduque.
 - À rajouter : le refus de dossiers de staff médical, les difficultés jamais rencontrées pour obtenir visas et permis de travail et le contrôle exercé sur les ONG en matière administrative. Indéniable manque de coordination et divergence d'opinions entre différents ministères.
 - Et en plus : aucun soutien de la part de UN et peu de solidarité entre les ONG (mort des 3 MDM considérée comme simple braquage qui a mal tourné)

[...] Proposition :

- Fermeture de tout programme considéré comme non essentiel. Seuls les projets (++) restent pour une période de trois mois, i.e. [par exemple] Butare si situation stable, et discrète *Emergency preparedness* [préparation à l'urgence].
- Réduction et renouvellement des équipes (impossibilité physique et psychologique de garder trop de monde inexpérimenté en *stand-by*).
- Annonce au gouvernement et partenaires de cette position de retrait de 3 mois (sauf projets ++) et retrait définitif si aucune évolution positive.
- Rationalisation des stocks au strict essentiel, donations, transferts.
- Sortie éventuelle de sections ?
- *Low profile* [profil bas].
- Renforcement des mesures sécu[rité] (déjà en cours).



Message de la responsable du programme Rwanda de MSF Belgique à l'équipe de MSF Belgique à Kigali, copie aux responsables de programme des autres sections, 28 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Le rôle d'assistance médicale de MSF au Rwanda est possible (même si entravé dans certaines zones à risque pour le moment) ; par contre le rôle de témoignage est très

limité, d'une part de par la présence des observateurs des Droits de l'homme, professionnels en la matière (mais qui ont actuellement leur accès aux communes à risques limités dans la même mesure que MSF), d'autre part car MSF ne dispose pas d'informations confirmées de première main. Témoigner de la situation générale au Rwanda, des besoins humanitaires et de l'insécurité qui entrave l'aide aux populations reste cependant possible. Un témoignage de dénonciation n'est cependant pas possible (mais MSF n'a pas d'éléments objectifs propres à MSF à mettre en avant et donc ce témoignage ne se justifierait pas).

[...] Mesures à recommander

- *low profile* [profil bas] et mesures de sécu[rité] max[imum],
- rationalisation des équipes, des véhicules (ne pas être trop visible attention syndrome 4x4 blanc partout), des moyens à notre disposition,
- suspension (et non fermeture) des programmes non essentiels,
- réorganisation des programmes essentiels, notamment en terme de RH [ressources humaines]
- support à la coordination (Alex arrive, Muriel repos, Javier départ comme prévu, Gloria à partir [du] 08.03). Passage [de] quelqu'un de Bruxelles mi-février si nécessaire.
- lien avec les autorités préfectorales (préfet, Mediresa [autorités sanitaires locales], chef militaire) et discussion ouverte sur les activités de MSF au sein de la préfecture et la perception des autorités vis-à-vis de MSF !!! Ces liens sont à faire d'urgence sur Gisenyi et sur Cyangugu si on y maintient des équipes.
- Concernant l'attitude officielle : je ne suis pas trop d'accord pour mettre le gouverneur devant un arrêt temporaire officiel de nos activités. Je crois qu'il vaut mieux aller discuter de vive voix avec les personnes concernées (Biruta, Jérôme) afin d'adopter ensuite l'attitude ad hoc.

Remarque

Pour Steffi : je peux t'assurer que l'intérêt de MSF Belgique dans la région des Grands Lacs n'est pas lié au gouvernement belge !!! Et encore moins à l'argent !!! MSF Belgique réfute donc une telle assertion, et j'imagine que les autres sections sont d'accord !!! MSF Belgique est prêt à continuer à opérer dans la région des Grands Lacs car il y a là une situation de crise majeure, avec des populations en situation précaire, une situation de post génocide et un conflit qui n'est pas terminé. Notre devoir d'assistance et de témoignage est d'être auprès de ce type de population, même si assistance et témoignage ne sont pas toujours bons amis... dans ces circonstances difficiles, et aggravées par la situation de sécurité, à nous de trouver les *modus vivendi* pour parvenir remplir notre mission. Ces motivations rejoignent celles des autres sections MSF je pense.

Le 4 février 1997, quatre observateurs de l'ONU pour les Droits humains sont tués au Rwanda.

Les 10 et 11 février 1997, après un débat sur la situation au Rwanda les directeurs des opérations des différentes sections de MSF décident que l'organisation doit y maintenir sa présence mais uniquement pour les programmes essentiels et avec une coordination commune. La sécurité sera renforcée mais les équipes ne travailleront pas avec des escortes ou des gardes armés.



« 4 membres de l'équipe des observateurs de l'ONU pour les droits humains tués dans une embuscade au Rwanda » **Associated Press**, 5 février 1997 (en anglais)

Kigali, Rwanda – Des hommes armés ont pris en embuscade l'équipe des observateurs de l'ONU pour les droits humains dans un bastion hutu du sud-ouest du Rwanda, tuant quatre personnes au cours de ce qui constitue la troisième attaque en quelques semaines contre des employés d'organisations d'aide internationale. [...]

A Genève, le Haut Commissaire des Nations unies aux Droits Humains, Jose Ayala Lasso a condamné les meurtres et ordonné aux observateurs travaillant dans l'ouest du pays d'évacuer vers Kigali, la capitale. 139 observateurs de l'ONU pour les droits humains se trouvent actuellement au Rwanda, dont la moitié sur le terrain.



Compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations, 10 au 11 février 1997 (en anglais).

Extrait :

Rwanda : Après avoir examiné les avantages et les inconvénients de rester dans le pays, il a été décidé que MSF maintiendrait sa présence pour le moment.

Les raisons de rester au Rwanda aujourd'hui :

- Les besoins sont nombreux dans le pays. Ces besoins augmentent - Les nouvelles arrivées créent un poids supplémentaire sur le système de santé. Les derniers arrivés sont dans un état de santé particulièrement mauvais.
- Les ressources humaines locales sont en diminution car de nombreux médecins et professionnels de la santé sont en prison et/ou ont disparu. Vu les conditions de sécurité actuelles il n'y a probablement pas d'autres ONG qui souhaitent subvenir aux besoins jusqu'à ce que le calme soit revenu (sauf peut-être le CICR après dix jours de gel de ses activités).
- Certains endroits au Rwanda peuvent être considérés comme plus sûrs que d'autres.
- Cela est conforme à notre charte et c'est pour cela que nous existons.

Les raisons de ne pas rester aujourd'hui :

- Des risques au niveau de la sécurité dans plusieurs zones et peut-être dans tout le pays sont très TRÈS élevés. Aujourd'hui il semble que c'est jouer avec le feu qu'être présent dans des lieux comme Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye, Cyangugu et peut-être Kigali rural et le Nord de Kibungu.
- Il y a une augmentation du risque individuel pour ceux qui restent.
- Indépendamment des risques, il y a une tendance à considérer comme normal ces risques de pertes humaines et ce n'est pas le cas. Mais les gens ne le savent pas car il n'y a aucune réaction visible. Ne pas réagir revient à accepter de fait ce risque élevé (en général, pas seulement au Rwanda) lié spécifiquement au fait d'être un expatrié d'une ONG, comme un devoir normal.

La discussion a tourné autour des points suivants :

Les conséquences de l'évacuation de l'aide humanitaire ont été évaluées. Il est évident que cette évacuation entraînerait une grande différence en nombre de vies humaines sauvées.

En cohérence avec la décision actuelle de réduire les équipes, il est décidé de maintenir seulement les activités essentielles pour sauver des vies dans les endroits où les conditions de sécurité le permettent.

Les conditions de sécurité, bien que difficilement mesurables, ne nous obligent pas à arrêter toutes les activités aujourd'hui. Cela ne signifie pas que la situation ne puisse changer pour le meilleur comme pour le pire.

Si MSF était la cible directe, il n'y aurait aucune hésitation à quitter le pays. Mais nous n'avons aucun élément concret nous laissant penser que nous sommes dans ce type de situation. Cependant nous savons que nous sommes membres de la communauté internationale de l'aide et que chacun de ses membres peut devenir une cible à tout moment.

MSF va rester pour mener des activités curatives pour sauver des vies et garder un contact serré avec la population. Si Nous connaissions les responsables des derniers assassinats, nous pourrions alors changer notre interprétation et notre position. Mais nous n'avons aucune certitude.

La situation de sécurité actuelle ne justifie pas la mise en œuvre d'une préparation d'urgence, ni la gestion du stock d'ET.

MSF ne souhaite aucune espèce d'escorte armée ou de gardes du corps. Cela limiterait le type d'activités que nous pouvons mettre en place.

En conclusion :

1. Nous continuerons au Rwanda.
2. Nous renforcerons la sécurité et réduirons nos activités à celles qui sont essentielles pour sauver des vies.
3. Nous maintiendrons une coordination commune.
4. Nous garderons des desks séparés.
5. Nous ne travaillerons pas avec des gardes ou des escortes armés. Ceci pourra être réévalué dans le futur.
6. Nous informerons clairement les volontaires du risque vital qu'ils encourent à travailler dans ce contexte.

UN TÉMOIGNAGE DIRECT DES MASSACRES AU KIVU DANS LES MÉDIAS

Fin février 1997, un « témoignage direct » d'un prêtre européen présent au Kivu au début de la guerre commence à circuler dans les milieux de la presse et des organisations internationales. Il affirme que « la majorité des réfugiés rwandais ne sont pas rentrés au Rwanda » et décrit les massacres à grande échelle commis par les forces de l'Alliance dans l'Est du Zaïre. Ce témoignage est remis à Amnesty International, aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies et au ministre de la Coopération belge, Réginald Moreels, ancien président de MSF Belgique.

Le 1^{er} mars 1997, le quotidien français *Libération* publie la quasi intégralité du rapport.



« Des réfugiés hutus rwandais ont été massacrés dans l'Est du Zaïre » **Le Monde** (France) 26 février 1997 (en français).

Extrait :

En contradiction avec les déclarations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et celles réitérées des autorités de Kigali, un document, remis aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, à Amnesty International et au gouvernement belge, affirme que la majorité des réfugiés rwandais au Zaïre ne sont pas rentrés au Rwanda. Rédigé par un témoin occidental de retour du Kivu, où il a vécu quatre ans, ce document souligne

la « volonté systématique des rebelles tutsis d'en finir avec les réfugiés hutus ». Ce témoin, qui pour des raisons de sécurité requiert l'anonymat, déclare que « plusieurs centaines de milliers de réfugiés sont déjà mortes, massacrées pour la plupart, ou victimes de la faim, d'épuisement ou de maladie ». Il a revisité les camps, qu'il connaissait bien, après la fuite des réfugiés et, guidé par des rescapés, s'est rendu sur des sites où il a constaté l'existence de multiples charniers. Il rapporte également les récits d'un grand nombre de réfugiés dénonçant les massacres commis par les « rebelles ».

« La majorité des réfugiés rwandais au Zaïre ne sont pas rentrés au Rwanda : 450 000 au maximum ont pu regagner leur pays sur un total de 1 103 000 », affirme un occidental rentrant du Kivu, dans un document témoignage remis à Amnesty International, aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'au secrétaire d'Etat belge à la coopération et au développement, Reginald Moreels. Ce témoin digne de foi, qui a passé quatre ans dans le Sud et le Nord-Kivu et qui parle la langue locale, estime que « 653 000 réfugiés rwandais se trouvent toujours au Zaïre ».

Considérant que 200 000 à 250 000 d'entre eux ont atteint les camps de Tingi-Tingi, Shabunda et Amisi - avant que ces deux derniers aient été de nouveau abandonnés -, il s'interroge sur le sort « d'au moins 400 000 réfugiés qui manquent à l'appel », soulignant qu'il ne prenait pas en compte « les 117 000 réfugiés burundais » dont on ne sait pas non plus ce qu'ils sont devenus.

En se référant aux déclarations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et des autorités de Kigali, qui affirmaient que tous les réfugiés rwandais étaient rentrés chez eux, le document remis au Monde souligne que cette « bataille des chiffres est stratégique » dans la mesure où « elle vise à empêcher toute intervention étrangère en faveur des réfugiés restants et à attirer sur le Rwanda le maximum d'aide en faveur de la reconstruction. » L'auteur, témoin oculaire du retour au Rwanda des réfugiés à la mi-novembre 1996, fonde son raisonnement sur les observations qu'il a pu faire notamment les 15, 16 et 17 novembre à Goma.

S'il ne s'agissait que de combats entre des rebelles zaïrois et l'armée gouvernementale, « les réfugiés rwandais n'auraient pas plus de raison de fuir que les populations locales. Mais les réfugiés hutus rwandais fuient les massacres dont ils font l'objet de la part des rebelles tutsis, écrit-il ; ils constituent un objectif militaire ». La dialectique des « rebelles » consiste à dire que les réfugiés qui ne sont pas rentrés sont tous des « génocidaires », relève-t-il, « alors que le HCR estime en général que 7 % des réfugiés ont participé aux tueries de 1994 » qui avaient fait plus de 500 000 victimes dans la communauté tutsie et chez les Hutus opposés au régime du président Juvénal Habyarimana.

« Appeler tout réfugié hutu génocidaire revient à légitimer aux yeux de l'opinion internationale, mais aussi des rebelles l'utilisation de la force, voire l'élimination de ces réfugiés », remarque l'auteur du document, avant d'expliquer que « des charniers nombreux témoignent de la volonté systématique d'en finir avec les réfugiés ». « Ces charniers, ajoute-t-il, sont partout, toujours cachés et très difficiles d'accès. Il est dangereux d'être surpris par des rebelles dans ces zones : c'est l'exécution immédiate ».



« Zaïre : questions autour du « second génocide » : Malgré des massacres avérés, un bilan chiffré est impossible » Stephen Smith **Libération** (France) 27 février 1997 (en français).

Extrait :

Ponctuellement, avec toutes les précisions requises, Amnesty International a pu documenter des tueries à grande échelle. Mais les restrictions de mouvement imposées par les rebelles dans cette zone de guerre, « pour raison de sécurité », rendent impossible

une évaluation globale. À Tingi-Tingi, le plus grand camp de rescapés rwandais à 250 km à l'Est de Kisangani, les réfugiés hutus affirment tous que « beaucoup sont morts », accusant les partisans de Laurent-Désiré Kabila et des unités de l'armée rwandaise d'avoir ouvert le feu sur eux « sans sommation, sans discrimination, chaque fois qu'ils en avaient l'occasion. » En raison de la dispersion initiale des réfugiés, qui ont ensuite erré plusieurs mois à travers la forêt vierge équatoriale, nul n'est cependant en mesure d'avancer un bilan. D'autant que les témoignages sont sujets à caution, compte tenu de l'encadrement extrémiste du camp.

L'église comme témoin. Ce week-end dans son interview au journal flamand *Het Laatste Nieuws* (les Dernières Nouvelles), Reginald Moreels a invoqué « un témoignage direct et plusieurs confirmations indirectes », donc de seconde main, pour justifier sa dénonciation d'un « génocide ». Le témoignage en question a été envoyé, outre au gouvernement belge, au Conseil de sécurité de l'ONU, à Amnesty et à plusieurs journaux, qui en ont publié des extraits. L'auteur du rapport, qui a requis l'anonymat par crainte de représailles, est un religieux ayant vécu quatre ans au Kivu, la province zaïroise limitrophe du Rwanda, et qui maîtrise la langue locale. Les témoignages qu'il a recueillis sur place et les charniers localisés complètent les informations d'Amnesty International et d'autres sources (lire *Libération* du 7 décembre), mais ne prouvent pas, contrairement à ce qu'affirme l'auteur, « la volonté systématique des rebelles tutsis d'en finir avec les réfugiés hutus ». Eu égard à l'expulsion ou à la fuite de plusieurs missionnaires en conflit ouvert avec les rebelles, l'impartialité de l'Église catholique pourrait également être remise en question.

[...] La querelle des chiffres. Depuis cinq mois, des affirmations péremptoires sont fondées sur des arithmétiques incertaines. À la fin de l'année dernière, le gouvernement rwandais et la diplomatie américaine ont tenté d'accréditer l'idée, contre toute évidence, qu'il n'y aurait « plus de réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre » après le retour massif, en novembre, de 700 000 d'entre eux dans leur pays d'origine. Partant de 1,2 million de réfugiés hutus recensés - début 1995... - dans les camps dans l'Est du Zaïre, l'opposition rwandaise en exil en est arrivée à une conclusion : puisque seulement 200 000 à 250 000 réfugiés sont arrivés dans les nouveaux camps à l'intérieur du Zaïre, « au moins 400 000 réfugiés manquent à l'appel ». Cette affirmation, reprise dans le rapport du missionnaire témoin, fait cependant l'amalgame entre les Hutus dispersés qui ne sont toujours pas sortis de la jungle, qui y ont péri de faim, de maladies ou d'épuisement, et les civils exécutés par les rebelles. Tous « manquent à l'appel ». Mais les premiers sont les victimes de la non-assistance de la communauté internationale, les seconds d'exactions dont il reste à préciser l'échelle.



« Massacres au Zaïre : le témoignage qui réveille les Occidentaux » ***Libération*** (France), 10 mars 1997 (en français).

Extrait :

Libération publie en intégralité le témoignage direct d'un occidental, qui tient à garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, sur les massacres de réfugiés hutus dans l'Est du Zaïre par les combattants tutsis. Ce document fait état d'exécutions sommaires et de charniers cachés. Jugé très fiable par toutes les chancelleries occidentales, il a été mis à la disposition du Conseil de sécurité de l'ONU qui vient d'envoyer sur place une commission d'enquête. [...] Qui est l'homme ayant réussi, après trois mois de valse-hésitations, à mettre en mouvement la machine onusienne ? Dans une capitale européenne, *Libération* l'a rencontré longuement. Il y a quelques années, cet homme avait choisi l'Afrique et le hasard l'avait posé sur les rives du lac Kivu, au Zaïre limitrophe

du Rwanda voisin. [...] Si son témoignage l'a aujourd'hui projeté sur la scène internationale, il s'accroche à l'anonymat « pour des raisons de sécurité évidente. » Il y va de la sienne mais, aussi, de la sécurité de ses proches et des témoins. Tour à tour il a sauvé des Tutsis, puis des Hutus. « Il y avait une sorte de routine absurde avec de perpétuelles allées et venues de fuyards et de rescapés, des opérations de "nettoyage" des morts dont on n'arrivait plus à savoir ni la cause, ni le nombre. Tout le monde devenait victime. » Une semaine avant l'entrée victorieuse des rebelles, l'homme cache chez lui des Tutsis persécutés, veut leur faire passer la frontière. « Je les emmène, cachés dans une voiture, au HCR pour demander une escorte. Impossible, », me répond-t-on. « Ces gens ne sont pas des réfugiés. » J'explique : « Mais ils vont le devenir dans une heure, sitôt arrivés au Rwanda. » En vain. [...] L'ampleur des tueries dont il a été témoin ? « Les massacres sont systématiques et j'ai parlé moi-même d'un nouveau génocide. Mais j'ai vu très vite que le débat se focalise sur le mot. On ne parle plus des massacres ou des moyens de les arrêter, mais de l'opportunité ou non d'utiliser ce terme. Personnellement, je ne l'utilise plus. Je vous dirais même que je m'en fous, que je trouve cela dérisoire. La situation est insupportable. Voilà pour moi la seule chose qui compte. »

UBUNDU - KISANGANI, LES MOUROIRS DU RAIL

Le Conseil de sécurité des Nations unies somme les parties au conflit dans l'Est du Zaïre d'accepter le plan de paix de l'ONU et de permettre aux organisations de secours d'accéder aux réfugiés.

Une mission de quatre agences de l'ONU et du CICR est dépêchée dans l'Est du Zaïre pour enquêter sur les violations des Droits humains, mais elle n'aura pas accès aux zones où se déroulent les exactions.

Le 10 mars 1997, des dizaines de milliers de réfugiés, fuyant l'avance des rebelles, sont arrivés à Ubundu, ville reliée à Kisangani par 150 kilomètres de chemin de fer.



« Des dizaines de milliers de réfugiés affluent à Ubundu. » **AFP** (France) Nairobi, 10 mars 1997 (en français).

Extrait :

Des dizaines de milliers de réfugiés fuyant l'avance des rebelles ont afflué pendant le week-end à Ubundu (150 km au sud de Kisangani débordant) personnel d'assistance humanitaire, a déclaré lundi une porte-parole de l'ONU, Brenda Barton.

« Plusieurs de ces réfugiés sont en mauvaise condition », a déclaré la porte-parole régionale du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM).

« Les agents du PAM ont essayé de distribuer de la nourriture mais ils ont été débordés » a-t-elle ajouté.

Mme Barton a précisé que 65 tonnes de nourriture ont été acheminées samedi par train à Ubundu à partir de Kisangani, ville contrôlée par le gouvernement zaïrois, et que 120 tonnes supplémentaires doivent l'être lundi.

Mais le terminus du train se trouve sur la rive ouest du fleuve Zaïre tandis que les camps de réfugiés se trouvent sur la rive est.

« Nous avons besoin de canots à moteur supplémentaires pour franchir les 300 mètres qui séparent les deux rives » a souligné Mme Barton. « Les réfugiés ont également d'eau potable et de médicaments qui doivent être acheminés par un bac » a-t-elle ajouté.

Un petit appareil de type Andover chargé de quatre tonnes de biscuits à haute teneur en protéines était prêt à partir lundi matin de Kisangani mais n'a pas pu décoller à cause d'une forte pluie, a indiqué Mme Barton.

Les agents du PAM ont aménagé une piste d'atterrissage à Ubundu et vont continuer à y travailler mais cette piste se trouve elle aussi, sur la rive ouest, a fait remarquer Mme Barton.

À Ubundu, les réfugiés font partie des quelque 160 000 qui ont fui le camp de Tingi-Tingi, le plus grand des camps de l'Est du Zaïre.

Les agents d'organisations caritatives estiment à près de 400 000 la totalité des réfugiés hutus rwandais et burundais de l'Est du Zaïre et pensent que la plupart d'entre eux sont réfugiés dans les forêts.

Le 12 mars 1997, alors que les forces de l'AFDL approchent de Kisangani, le Président de la République française lance à la communauté internationale un appel à une intervention « humanitaire » dans l'est du Zaïre. Cet appel est ignoré des autres Etats qui soupçonnent la France de vouloir surtout entraver l'avance des rebelles. De retour du Zaïre, Xavier Emmanuelli, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'urgence français [membre fondateur et ancien vice-président de MSF France] déclare ne pas avoir vu les organisations humanitaires à l'oeuvre auprès des réfugiés et annonce une aide de la cellule d'urgence humanitaire de la France.



« Pression humanitaire pour le Zaïre » **Libération** (France), 12 mars 1997 (en français).

Extrait :

J'ai vu les réfugiés rwandais au camp d'Ubundu (désormais 75 000 selon le Programme alimentaire mondial), les déplacés zaïrois au « site H » à Kisangani, un camp pour ceux qui n'ont pas d'attaches familiales. Je me suis donc, aussi, rendu à Kisangani. Ce qui me semble négatif : je n'y ai pas vu les agences d'aide de l'ONU, et je n'ai pas non plus vu sur le terrain des organisations non gouvernementales. En termes de présence humanitaire, il n'y avait que la Croix-Rouge zaïroise et une personne de Caritas, le père Jeffrey à la procure de Kisangani... Tous les autres, je ne les ai vus qu'à Kinshasa. J'ai été extrêmement étonné parce que c'est une situation tendue, assez incroyable, il y a des réfugiés qui sont en perdition dans la forêt, qui sont en fuite, qui sont là dans des conditions précaires, mais je n'ai pas vu les organismes d'aide.

[...] Je vais accélérer les envois de secours. Je vais m'appuyer sur les ONG qui voudront bien agir, notamment la Croix-Rouge zaïroise, et, s'il y en avait d'autres, ce serait très bien.

[...] Il se passe quelque chose d'incompréhensible... Un silence ou demi-silence, des informations en demi-teinte que les médias donnent pour rapporter cette catastrophe. La gêne, aussi, des organisations internationales, parce que ce sont des Hutus. En gros, l'idée que je m'en fais, puisqu'il faut bien le dire clairement : ce ne sont pas de « bons réfugiés ». On croit que les « bons réfugiés » sont rentrés au Rwanda (en novembre dernier, ndr) et que les autres, ceux qui ne sont pas rentrés, doivent avoir des raisons pour ne pas retourner chez eux, qu'ils ont trempé dans le génocide de 1994 contre la minorité tutsie.

Conséquence : oui, on aide, mais du bout des lèvres.

[...] Dans le passé, à la frontière thaïlandaise par exemple, il y a déjà eu des situations comme ça : des masses de réfugiés qui allaient et venaient, qui étaient poussés dans tous les sens, c'est classique comme situation. Techniquement, on ne la découvre pas. Ce n'est pas un baroud d'honneur humanitaire que je livre. Il y a une attitude cohérente de ma part depuis le début de la crise. À Genève, à Bruxelles, j'ai dit partout, dès le départ, qu'il fallait apporter des secours et, aussi, les sécuriser. L'étrangeté, pour moi en tant que professionnel de l'urgence humanitaire, c'est que les seuils d'alerte des organisations internationales, des ONG, aient été si élevés. C'est vrai que les conditions de sécurité ne sont pas maximum, que tout ça est extrêmement précaire, mais j'ai l'impression qu'on applique des procédures un peu automatiques sans comprendre la spécificité du problème. On s'en tire en disant : « bon, après tout, ils n'ont que ce qu'ils méritent ».

Le 12 mars 1997, le *New York Times* publie un article citant des diplomates étrangers et des experts des droits humains zaïrois qui parlent d'une campagne menée dans l'est du Zaïre par les forces de Kabila contre les réfugiés Hutus. Cette campagne est menée par de nombreux « volontaires tutsis du Rwanda dont la vocation est de venger le meurtre de leurs parents par les Hutus ». Cette guerre est présentée comme la poursuite du conflit ethnique rwandais. L'article conclut que la seule réponse que voient de nombreux Hutus est de demander une protection internationale ou de continuer à fuir plus à l'ouest.



« Réfugiés hutus pris au piège au Zaïre entre les Tutsis et les crocodiles (Ubundu) »
The New York Times (Etats-Unis), 12 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

Selon les diplomates étrangers et les experts zaïrois des Droits humains, la campagne contre les réfugiés hutus est particulièrement impitoyable, parce que beaucoup des combattants de M. Kabila qui avancent vers Kisangani à l'ouest sont des volontaires tutsis du Rwanda dont la vocation est de venger les meurtres de leurs parents par les Hutus.

Depuis des semaines avant que les hommes de M. Kabila effectuent leur avancée vers Tingi-Tingi, qui abritait à l'époque plus de 150 000 Hutus, l'armée zaïroise constamment en retraite, a arrosé le camp de réfugiés d'armes, espérant que correctement armés, les anciens soldats hutus bloqueraient l'avance de la rébellion.

Pressé par la demande internationale d'un cessez-le-feu, M. Kabila a promis qu'il n'attaquerait pas le camp de Tingi-Tingi, seulement pour que ses hommes outrepassent cette promesse quelques jours plus tard. Ici les réfugiés qui marchent depuis plus d'une semaine à travers la jungle racontent qu'ils étaient pourchassés depuis des jours par le bruit des coups de feu et des mortiers, qui provenaient apparemment d'à peine plus loin que la courbe du sentier sur lequel ils cheminaient.

« Nous marchions jour et nuit car il n'y avait pas moyen de s'arrêter » raconte le docteur Camille Kabakira, qui n'a toujours pas revu plusieurs membres de sa famille depuis l'attaque. « Tellement de gens se perdent et restent derrière, dans la terreur. Il y a eu une panique et les gens se sont dispersés comme ils ont pu ». Sur ce plan, la guerre civile au Zaïre représente la poursuite du conflit ethnique du Rwanda dans un pays voisin. Comme il ne semble pas y avoir de fin à l'animosité sanglante qui oppose Hutus et Tutsis,

la seule réponse que voient de nombreux Hutus ici est de demander une protection internationale ou de continuer plus à l'ouest.

A partir du 12 mars 1997, une équipe de MSF est autorisée quelques heures par semaines à accéder aux 2 000 réfugiés restés sur les sites de Tingi-Tingi et d'Amisi. Les entraves de toutes sortes posées par les rebelles empêchent l'équipe de leur apporter les soins requis par leur état effroyable.



« Fuites forcées : une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre » **rapport** de Médecins Sans Frontières, p.3, 16 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

MSF a été autorisé à retourner à Tingi-Tingi et Amisi le 12 mars 1997. En coordination avec les Nations unies et les organisations non-gouvernementales, MSF s'est efforcé de prodiguer des soins médicaux à environ 2 000 réfugiés présents sur les sites ainsi que d'obtenir l'accès aux nombreux autres éparpillés dans d'autres zones. Les réfugiés arrivant à Tingi-Tingi étaient dans un état médical grave qui nécessitait une intervention d'urgence. Nombre d'entre eux souffraient de déshydratation, de paludisme, de diarrhées et de blessures aux jambes.

La majorité des réfugiés était sévèrement malnutrie. La mortalité était extrêmement élevée, avec une moyenne de 10 morts chaque jour. Pendant deux semaines MSF n'a obtenu l'accès que quelques heures par jour et quelques jours par semaine. L'accès à Amisi était sans cesse entravé par des départs retardés de l'aéroport de Goma, des annulations de vols. L'autorisation d'atterrissage à Amisi, où se trouvaient les réfugiés les plus gravement malades était constamment refusée pour des motifs de sécurité. Les équipes médicales étaient obligées de revenir d'Amisi par la route, ce qui réduisait leur temps de présence au travail de façon absurde et le limitait à des interventions irrégulières. Les efforts pour maintenir une présence médicale constante en gardant des équipes dans les environs étaient aussi soumis à la contrainte des autorisations de l'AFDL. De plus, il n'était pas permis au personnel expatrié de rester la nuit dans le camp. Toutes ces entraves à l'accès ont donc rendu impossible la délivrance d'une assistance correcte.

Le 15 mars 1997, les forces de l'Alliance s'emparent de Kisangani, la capitale économique de l'est du Zaïre et prennent ainsi le contrôle sur toute la région.

Le 18 mars 1997, Laurent-Desiré Kabila autorise les organisations humanitaires à circuler dans un rayon de 20 kilomètres autour de Kisangani.

À partir du 20 mars 1997, les réfugiés arrivés à Ubundu reprennent leur marche à travers la forêt chassés par des villageois et par l'approche des forces rebelles rwandaises.



« L'errance aveugle des réfugiés au Zaïre. » Florence Aubenas, **Libération** (France)
27 mars 1997 (en français).

Extrait :

Nouvelle fuite. A Ubundu, de l'autre côté de la rivière, à 150 km de Kisangani, les rescapés de la tempête installent un nouveau camp. Ils sont moins nombreux. On ne sait plus combien. Et l'histoire recommence. L'aménagement, puis la fuite à nouveau. Cette fois, ce sont les habitants du village voisin qui ont organisé la battue, craignant que leurs champs soient pillés. « En plus, ils ont été pris de frayeur, voyant certains réfugiés qui tombaient soudain, comme foudroyés par des maladies que personne ne connaissait », raconte un responsable humanitaire qui a pu se rendre sur place lundi. Au Zaïre, les représentants de l'Organisation mondiale de la santé s'attendent à des épidémies infectieuses inconnues, comparables au virus d'Ebola, qui seraient dues à un séjour prolongé dans la forêt.

Le 26 mars 1997, le HCR annonce la présence de 18 000 réfugiés à Lula à 7 km de Kisangani. L'accès à la ville leur est interdit. Un millier de réfugiés se trouvent encore sur le site de Tingi-Tingi, dans le plus complet dénuement. Dans l'impossibilité d'assurer une présence continue, les volontaires MSF ne peuvent apporter qu'une aide insuffisante.



« **Point info** n° 285 » MSF France, 26 mars 1997 (en français).

Extrait :

La situation à Tingi-Tingi est dramatique pour les quelque 1 000 à 1 500 réfugiés qui n'ont pas pu fuir. Dans la semaine du 14 au 22 mars, on a enregistré 179 décès ! Soit un taux de mortalité de 12 % à 18 % en une semaine. Si rien n'est fait, il faudra moins de deux mois pour qu'ils disparaissent tous. Des équipes MSF essaient d'apporter de l'aide, mais si minime qu'ils en sont réduits à les regarder mourir. En effet, l'avion ne peut atterrir qu'à Amisi, puis l'équipe continue par la route entre Amisi et Tingi-Tingi. Aucune aide d'envergure ne peut arriver. On envisage de demander leur rapatriement au Rwanda, mais dans de bonnes conditions et sur la base du volontariat, en s'assurant que des soins leur seront prodigués, ce qui n'est pas certain. L'autre solution est leur prise en charge dans des structures de soins à Goma, mais pour cela, il faut négocier directement avec Kabila... À suivre...

Le HCR a observé l'arrivée d'environ 18 000 réfugiés à 7 km de Kisangani. Seuls les journalistes ont été autorisés à les rencontrer hier. Le HCR n'a pas obtenu cette autorisation. Les réfugiés sont bloqués, l'accès à Kisangani leur est interdit. Dernière minute : le HCR annonce ce soir qu'il a pu leur acheminer aujourd'hui un camion de biscuits, lait et médicaments. Les réfugiés se sont installés dans un camp de fortune, à Lula.

Le même jour, Marcel van Soest, coordinateur de MSF Hollande à Goma et Marie-Christine Férier de MSF Belgique se rendent à Kisangani, ville que l'équipe de MSF France avait évacuée le 1^{er} mars. Ils retrouvent le personnel local en bonne santé,

les locaux et le matériel épargnés par les pillages. Les organisations françaises n'étant pas les bienvenues par les nouveaux maîtres de la région, c'est une mission enregistrée sous la responsabilité de MSF Hollande qui est officiellement réouverte. L'équipe est coordonnée par la section belge et comprend des volontaires des sections belge, française et hollandaise et du personnel zaïrois.



« Une expérience incroyable » **Message** de Marcel van Soest, coordinateur de MSF Hollande, 27 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

Arrivé à Kis [Kisangani], loué un taxi, direction la maison et le bureau MSF. Tout était là, le personnel, les voitures... incroyable. Juste avant j'avais entendu dire par d'autres agences qu'il était très difficile de trouver des maisons à Kis. MSF avait préparé son évacuation, parfait, merci.

Et juste à temps, car les soldats étaient passés la veille dans le compound qu'ils voulaient réquisitionner, mais ils ont compris... notre désir d'y rester. Incroyable.

[...] MSF est vraiment bienvenue, les programmes doivent être équilibrés entre la population locale, les déplacés et les réfugiés. Les ressortissants français semblent être acceptés ici tant qu'il ne s'agit pas d'une organisation française. Goma nous a demandé aujourd'hui (via le HCR à Kis et Goma) de demander à Kampala de leur envoyer les quatre expatriés de MSF Belgique en attente. Et je profite de ce message pour demander à Goma de réserver 4 places dans l'avion Kis - Goma de vendredi. MSF étant bienvenue, ses services requis et si nous apportons immédiatement un soutien à la population de Kis [Kisangani], c'est l'occasion de faire venir des expatriés de nationalité française. L'atmosphère ici est complètement différente de celle de Goma. On considère ici qu'on a affaire à MSF Hollande et la coordination va rester sous la responsabilité de MSF Goma jusqu'à ce que MSF Belgique soit enregistrée pour travailler dans l'Est du Zaïre.

J'ai visité l'hôpital général qui est dans un très mauvais état. Voir le rapport de Marie-Christine dans les jours qui viennent.

Le 27 mars 1997, un train est enfin autorisé à circuler sur la ligne de chemin de fer (150 km), qui relie Kisangani à Ubundu. Marcel van Soest, de MSF Hollande est à bord de ce train. Il découvre environ cent mille réfugiés, qui sont au bord de l'épuisement, après avoir marché des centaines de kilomètres en se nourrissant de feuilles et de racines.

Dès le retour du train à Kisangani, le 28 mars 1997, les secours s'organisent sur les différents sites où sont regroupés les survivants : Kasese 1 et Kasese 2 au kilomètre 29, Biaro au km 41 et Obilo au kilomètre 82. L'équipe MSF est renforcée et met en place deux hôpitaux de campagne et des dispensaires.



« **Flash information** n° 48 » MSF Amsterdam, 2 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Renforcement des équipes au Zaïre.

16 expatriés envoyés par MSF Belgique sont arrivés à Kampala. Ils sont en route pour renforcer l'équipe de Kisangani. Un charter avec 30 tonnes de matériel de secours, 4

expatriés et un chargé de communication est en route pour Kampala. Ce charter continuera sur Goma. Le chargement comme les expats iront à Kisangani.

Environ 100 000 réfugiés rwandais (chiffres HCR) campent toujours le long de la ligne de chemin de fer Kisangani-Ubundu. La situation sanitaire du groupe localisé à Biaro (environ 30 000 selon le HCR) est la pire. Plaies par balles infectées, des diarrhées, malnutrition, paludisme, épuisement et déshydratation représentent les principaux problèmes de santé. Il n'y a pas d'eau potable à Biaro.

Lundi dernier, MSF a mis en place des postes de santé pour ce dernier groupe. L'équipe essaye de renforcer le soutien médical à ce groupe ainsi qu'aux groupes situés plus au sud, mais les agences humanitaires n'ont pas encore accès à tous les réfugiés le long de la ligne de chemin de fer. Auparavant, MSF avait déjà installé des postes de santé pour des groupes situés plus près de Kisangani. En tout MSF gère 3 points de consultation externe, 1 point d'hospitalisation, 1 centre de nutrition thérapeutique et 3 centres de nutrition supplémentaires. Et plusieurs postes de santé le long de la ligne de chemin de fer.

Depuis deux jours, plusieurs structures médicales ont dû être déplacées en même temps que 25 000 réfugiés (chiffres HCR) qui étaient plus près de Kisangani, à Lula.

Les militaires ont obligé ce groupe à se déplacer vers le sud, parce qu'ils considéraient qu'il était trop près de la caserne.

Plus de 15 000 (chiffre HCR) réfugiés rwandais sont rassemblés à Karuba, un village à l'ouest de Goma à l'orée du Masisi. D'autres arrivent encore. Ces réfugiés ont marché vers ce village après une offensive de l'AFDL la semaine dernière. Leur but est de retourner au Rwanda. Le HCR étudie la possibilité de transporter ces réfugiés en camion jusqu'à Gisenyi, au Rwanda.



« **Communiqué de presse** Médecins Sans Frontières : Zaïre », MSF France, 4 avril 1997 (en français).

Extrait :

Un avion cargo de Médecins Sans Frontières est arrivé aujourd'hui à Kisangani à l'Est du Zaïre avec, à son bord, 30 tonnes de matériel médical et nutritionnel d'urgence pour permettre d'améliorer la prise en charge des réfugiés rwandais et des déplacés zaïrois. Des médecins, infirmières et logisticiens viennent également renforcer l'équipe déjà sur place. Au total, 21 volontaires de Médecins Sans Frontières sont à Kisangani. Un nouvel avion cargo transportant du matériel médical et des biscuits doit partir dans les jours qui viennent pour la même destination.

« Les sites sur lesquels sont installés les réfugiés rwandais au sud de Kisangani sont de véritables mouroirs explique le Dr Marc Gastellu de Médecins Sans Frontières. C'est un désastre, il est urgent de stabiliser la situation afin de sauver ceux qui peuvent encore l'être ».

Depuis 5 jours, des dispensaires et des centres de nutrition intensifs ont été mis en place en urgence par l'équipe de MSF pour des dizaines de milliers de personnes installées sur des sites de regroupement. Des points de ravitaillement en biscuits et en eau ont également été organisés.

Sur le site de Kasese 1, où sont regroupées 30 000 personnes, près de 1 400 consultations ont été menées sur les deux derniers jours. Les principales pathologies rencontrées sont

le paludisme, les diarrhées et la malnutrition. Toujours à Kasese 1, hier, 700 enfants sévèrement malnutris ont été identifiés. **V10** 



Un jour où je devais prendre un vol pour Goma, j'ai déposé Marie-Christine [de l'équipe d'urgence de MSF Belgique] au train pour voir si enfin ce jour-là il partirait. Mais elle avait oublié quelque chose et elle m'a dit : « Je dois aller le chercher, et de toute façon une fois de plus il ne partira pas. » Elle est donc repartie à la maison. Et juste à ce moment-là, le train est parti. Il fallait que MSF soit dans ce train, alors j'ai sauté. J'étais en congé et je devais vraiment me rendre à Bukavu et à Goma. Mais finalement c'était très bien comme ça, parce que nous avons pu y aller avec le premier groupe. Ce voyage a été incroyable, ahurissant ! Il y avait des journalistes, en majorité des journalistes français, comme la journaliste de Libération. Le journaliste de Reuters était là, une équipe de télévision de France 2 et un journaliste indépendant, accrédité par le PAM [Programme alimentaire mondial]. Le PAM était dans le train avec du personnel local et beaucoup de nourriture. Il y avait aussi un représentant du HCR et moi. C'était tout. Il n'y avait personne d'autre. Pas d'autre ONG. La Croix-Rouge locale, le PAM local, un expatrié de MSF et quelques journalistes. Le train avançait lentement. Il faisait très chaud. C'était la première fois que ce train était mis en service après je ne sais combien d'années. Les arbres avaient poussé sur la voie. C'était comme une ville verte. Finalement Kabila avait soudain déclaré : « Oui, ce train peut y aller maintenant, avec la nourriture du Pam. » Alors on est descendu le plus loin possible. Biaro était le premier site, puis nous sommes allés jusqu'à Kasese et puis le dernier site. On n'est pas allé jusqu'à Ubundu car on disait qu'Ubundu était déjà vide. Mais d'Ubundu à Kisangani, où se trouvait le premier camp de transit, on était toujours une station après l'endroit où se trouvaient les cadavres où tous les combats avaient eu lieu. C'est sans doute pour cela que Kabila avait toujours dit « non » les premiers jours, parce qu'il y avait encore des combats avec les réfugiés, parmi lesquels se trouvaient encore des Interahamwes.

Les autres, c'était un défilé de morts vivants ! C'était incroyable, et tous ces cadavres. Ils étaient le long de la ligne de chemin de fer, quelques-uns seulement marchaient et les plus forts étaient arrivés à Biaro. Le troisième groupe qui était allé vers le sud comprenait les plus vulnérables, les femmes, les vieux etc... les plus malades. On s'est arrêté à différents endroits et il était clair que le représentant du HCR savait que Kabila ne les autoriserait pas à entrer dans la ville de Kisangani. Il devait donc s'organiser pour s'occuper des réfugiés car Kabila voulait les refouler jusqu'à Ubundu. Il se battait pour qu'au moins ils restent sur place, le temps de négocier. Alors il disait aux réfugiés : « S'il vous plaît, restez, on négocie votre retour au Rwanda, ne partez pas, on essaie de vous fournir de l'assistance. » Ils voulaient rentrer au Rwanda, parce qu'ils étaient au bout du rouleau. Peu leur importait. Ils allaient en finir avec la jungle, les combats, les chasses à l'homme, et ils étaient désespérés. « S'il vous plaît, ramenez-moi au Rwanda et c'est tout ! ». Je n'avais jamais vu cela de ma vie. Ils étaient complètement épuisés. Sans espoir, rien, juste : « ramenez-moi ». » C'était très clair. Ils ne voulaient pas faire demi-tour, ils ne voulaient pas aller plus loin à l'intérieur du Zaïre. Ils étaient dans un état terrible. Leurs pieds étaient couverts d'énormes blessures. Ils souffraient de nombreuses blessures par balles car ils avaient été pris dans des combats les jours précédents. J'étais seul et je n'avais rien pour les soigner. Rien ! C'était horrible ! Le HCR avait un téléphone satellite, donc ce soir là, j'ai décrit la gravité de la situation à Marie-Christine. L'équipe a tout préparé. C'était bien pour elle d'avoir une confirmation de la situation par quelqu'un d'autre qu'une source du HCR.

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier-mars 1997 (en anglais).



Ces réfugiés sont étalés le long d'une petite ligne de chemin de fer qui est entre Kisangani et une zone minière, qui fait 90 km de long. C'est pour ça que les camps portent le nom du km de la voie de chemin de fer où les gens sont arrêtés. C'est une piste le long de la voie de chemin de fer dans la forêt dense avec du bambou, et la colonne de gens s'est écrasée sur place. C'est comme une comète, c'est la meilleure image qu'on ait utilisée, poursuivie par le FPR [Front patriotique rwandais]. Les derniers, les plus faibles mourraient progressivement, abandonnaient les enfants. Il y avait un nombre incroyable d'enfants abandonnés dans la forêt, parce qu'ils étaient malades, ils ne pouvaient pas suivre. La stratégie de harcèlement est terrible. Toutes les nuits, au moment où les gens dorment un peu pour se reposer, ils commencent à tirer. Il faut repartir, il faut refaire ses bagages, redémarrer. Ils n'ont pas besoin d'utiliser une balle, les plus faibles meurent derrière. La comète lâche progressivement tous les vieux d'abord, les malades, les enfants qu'on abandonne. En tête, quand on remonte de Kisangani, la colonne est arrêtée au km 11, par un camp de militaires congolo-rwandais. Mais très vite les Rwandais prennent le contrôle de ce truc-là qui interdit à cette colonne d'avancer.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Pendant ce temps, dans la deuxième quinzaine de mars 1997, à environ 80 km de Kisangani, une partie des réfugiés comprenant le groupe des ex-FAR et des notables, bifurque vers la forêt. Les autres réfugiés, pour la plupart des femmes, des enfants et des vieillards continuent en direction de Kisangani.



« L'errance aveugle des réfugiés au Zaïre » **Libération** (France) 27 mars 1997 (en français).

Extrait :

Bifurcation. La longue file a repris la route. Au kilomètre 82, la voie bifurque. A droite, on file vers Kisangani, aujourd'hui contrôlée par les rebelles. A gauche, elle conduit à la forêt, toujours sous l'autorité de l'armée zaïroise. Sans un mot, la foule s'est partagée, sachant qu'elle ne se rejoindrait plus. « Pour la première fois depuis toutes ces années, chacun a regardé son propre destin sans écouter ce que disaient les autres, dit Antonin, cultivateur. Moi, je n'ai pas fait le génocide. J'ai choisi d'aller vers la ville où j'ai peut-être une chance d'être rapatrié ». Comme lui, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont bifurqué à droite, selon le HCR, qui a survolé la zone lundi. Les premiers sont déjà arrivés à Lula. En les voyant s'installer, un villageois s'étonne : « Mais je croyais que vous étiez déjà tous morts ».

Selon de nombreux témoignages, le groupe des militaires des FAR [Forces armées rwandaises], et les notables en exil, auraient pris, eux, la route de gauche. Un jeune homme est resté longtemps, à la bifurcation, appelant son père qu'il voyait disparaître dans la brousse. « Il est revenu et m'a craché au visage. Puis il m'a dit : regarde bien, tu vois partir les derniers spécimens vivants de la race hutue ».



A un moment, au km 84, il y a un choix. Il y a ceux qui disent : nous on continue, on ne veut pas se faire prendre, ceux qui partent plus loin et qu'on retrouve au Congo-Brazza[ville]. Il y a eu une telle panique, une telle déroute que toutes les structures de contrôle des génocidateurs sautent en éclat. Ça ne marche plus, les gens n'en peuvent plus. Il y

a trop de morts même de leur côté. Il y a probablement une sur-représentation de radicaux et de génocideurs qui partent au Congo-Brazza[ville]. Mais ceux qui viennent vers Kisangani, ils agitent le drapeau blanc, ils savent très bien qu'en allant vers Kisangani, ils rentrent en territoire contrôlé par le FPR [Front patriotique rwandais] puisque la ville avait été prise. Au fur et à mesure que tu remontes cette cour des miracles et que tu vas dans les km 42, tu trouves des gens dans un état apocalyptique. Là dans un premier temps, on pare au plus pressé. C'est la catastrophe, on monte des centres nutritionnels, on essaie d'en sauver un maximum.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Le 27 mars 1997, l'équipe de MSF Hollande à Goma rencontre Roberto Garreton, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des Droits humains dans l'Est du Zaïre, qui recueille des informations pour argumenter une demande de commission d'enquête sur les massacres. Elle ne lui transmet pas les informations sur les charniers recueillies au cours de la mission dans le Masisi.



« **Proposition** d'un plan d'action au sujet des événements constatés dans le Masisi » CONFIDENTIEL de Ed [Schenkenberg], HAD [département des affaires humanitaires] au responsable de programme Goma, à la mission explo dans le Masisi, au réseau des psys, au HAD, au chef de mission à Goma, 2 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Le vendredi 27 mars, MSF a rencontré le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation au Zaïre, Roberto Garreton, à Goma. Sa mission consiste à collecter des preuves des allégations récurrentes de massacres dans l'Est du Zaïre avec l'objectif de soumettre une proposition d'établir une commission d'enquête, à la Commission des Droits humains, qui tient en ce moment une session à Genève. N'étant pas certaine de la façon dont Garreton les utiliserait, l'équipe MSF ne lui a pas transmis les informations concernant les charniers dans le Masisi. Cependant, de son côté, Garreton a souligné qu'il avait suffisamment d'informations pour construire son argumentation pour que la Commission adopte une résolution autorisant une commission d'enquête. Cela signifie que les informations de MSF devraient plutôt être soumises à cette commission d'enquête.



Garreton - le rapporteur spécial pour le Kivu - est arrivé avec son assistant qu'on connaissait déjà car il avait travaillé autrefois pour MSF. Ils sont arrivés à Goma quelques jours après notre retour du Masisi et nous les avons rencontrés. Lisette [La coordinatrice médicale de MSF Hollande à Goma] et moi-même. Ils nous ont demandé si quelqu'un dans l'équipe avait vu des charniers et pouvait confirmer les allégations concernant les différents sites et les massacres etc... Lisette ne se sentait pas très à l'aise pour être complètement ouverte envers eux. Donc nous avons fait très attention à ce que nous leur avons dit à l'époque.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission, (en anglais).

Le 28 mars 1997, MSF Hollande annonce aux autres sections le lancement d'une campagne de « pression » pour obtenir l'accès illimité aux réfugiés dans l'Est du Zaïre et l'autorisation de soigner les malades et les blessés avant leur rapatriement au Rwanda. Il s'agit dans un premier temps d'une campagne « silencieuse » destinée à convaincre les décideurs, en particulier l'AFDL. En cas d'échec, une prise de parole publique peut être envisagée.



« **Point communication** sur le Zaïre » Département communication Amsterdam, 28 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

Activités MSF

Campagne d'*advocacy*

- Comme nous l'avons mentionné dans un e-mail, MSF a commencé une « campagne d'*advocacy* ». A ce niveau cette campagne se limite à la diplomatie SILENCIEUSE. Nous pourrions décider de nous exprimer la semaine prochaine.
- Le but de la campagne est d'obtenir un accès illimité aux réfugiés dans l'Est du Zaïre et d'obtenir la permission de traiter les malades, les plus fragiles et les blessés avant qu'ils ne soient rapatriés au Rwanda. Un papier définissant notre politique (papier de positionnement) a été rédigé ces derniers jours, validé par les desks de toutes les sections hier après-midi et corrigé ce matin.
- Ce papier vous sera envoyé par mail ce soir vers 18 heures. Emmenez-le à la maison ce week-end, lisez-le attentivement et appelez MSF Amsterdam si vous avez des questions ou des doutes.

Pour l'instant ce papier de positionnement est un document interne.

- Une délégation MSF de haut niveau (directeurs généraux et des opérations) essaie de rencontrer les leaders de l'armée et les parties politiques impliquées dans l'Est du Zaïre (Kabila, Sahnoun...) Le papier de positionnement accompagné d'une lettre sera remis aux leaders impliqués. MSF essaie d'obtenir par la diplomatie l'accès aux réfugiés et la permission de traiter les réfugiés avant qu'ils ne soient rapatriés. Ces démarches diplomatiques doivent aussi montrer la transparence de notre politique.
- MSF pourrait s'exprimer publiquement si la diplomatie ne fonctionne pas. Cependant tous les efforts seront menés pour que le message parvienne à M. Kabila avant d'être rendu public. Vous serez sans doute les premiers informés de cette décision, parce qu'elle implique du travail de votre part.

[...] Règles de communication

- Politique vis-à-vis de la presse : réactive
- Soyez prudents quand vous mentionnez des chiffres au sujet des réfugiés. Il n'existe pas de données chiffrées sur les réfugiés de la région de Bukavu. Le HCR suppose qu'il y a encore environ 300 000 réfugiés dans la région de l'Est du Zaïre.
- Ne donnez pas de taux de mortalité (ne mentionner le nombre de morts/blessés que s'il est rapporté par MSF)
- De nombreux journalistes (la plupart français) sont à Kisangani (également dans le train d'Ubundu).

Le 29 mars 1997, en accord avec le chef de mission, le responsable de programme et le HAD de MSF Hollande décident de faire sortir du Zaïre l'équipe qui a mené

l'exploration dans le Masisi et de continuer le suivi de cette affaire à partir d'Amsterdam, en diffusant les informations « silencieusement » sur la base d'une « confidentialité stricte. »



Lettre du responsable de programme de MSF Hollande au coordinateur de MSF Hollande à Goma, 29 mars 1997 (en anglais).

Extrait :

1. Au sujet de l'équipe du Masisi :

Nous discutons en profondeur de cette question et sommes convaincus que nous devons envisager le problème sous tous ses aspects, pour la protection des individus, l'occasion de témoigner et de diminuer la pression de l'AFDL qui nous réduit au silence. Nous proposons la démarche suivante :

- a. l'équipe exploratoire dans le Masisi est retirée du Zaïre et rassemblée ici à Amsterdam pour un débriefing correct.
- b. Une présentation est faite à Amnesty par l'équipe avec le soutien du HAD [département des affaires humanitaires]. Ed [Schenkenberg], se sent plus à l'aise avec une information à AI [Amnesty International] plutôt qu'à Genève.
- c. Ed [Schenkenberg] se rend à Genève ce lundi pour rencontrer le rapporteur des Droits humains [Roberto] Garreton et lui raconter dans les grandes lignes ce que nous avons vu.

[...] base de ce plan

- a. MSF soutient du mieux possible l'équipe exploratoire du Masisi en les débriefant loin du Zaïre et leur donne l'opportunité de transformer ce qu'ils ont vu en quelque chose de consistant.
- b. MSF a été le témoin de suffisamment de choses pour encourager une enquête convenable.
- c. En évacuant nos témoins du décor, MSF réduit la tension immédiate avec l'AFDL et permet de continuer nos opérations à Goma.

2. Au sujet du soutien psychologique à l'ensemble des équipes du Zaïre.

A la lumière de l'intense expérience vécue par l'équipe exploratoire dans le Masisi et du stress général subi par l'équipe depuis trois mois, j'aimerais vous demander ce que vous pensez de l'idée d'envoyer un psy pour soutenir l'équipe de Goma.



« **Proposition** d'un plan d'action au sujet des événements constatés dans le Masisi » CONFIDENTIEL de Ed [Schenkenberg], HAD [département des affaires humanitaires] au responsable de progralle Goma, à la mission explo dans le Masisi, au réseau des psys, au HAD, au coordinateur à Goma, 2 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Pendant le week-end de Pâques, nous avons discuté des différentes orientations que pourrait prendre MSF concernant les événements auxquels nos volontaires ont assisté dans le Masisi du 20 au 24 mars. Le desk et les chefs de mission ont décidé, après avoir consulté le HAD, que MSF devait assurer un suivi approprié de ces événements. Cependant, tout suivi, devra être mené en dehors du Zaïre, pour des raisons évidentes de sécurité. Donc l'équipe exploratoire dans le Masisi a été (provisoirement) rappelée à

Amsterdam afin de suivre le processus et apporter son avis dans les discussions sur les prochaines étapes à mener. Afin de donner une direction à ces discussions, nous vous soumettons ci-joint quelques points qui méritent attention ainsi qu'un plan d'action.

Objectif de l'advocacy.

L'objectif de ce suivi des informations, ne se limite pas dans ce cas à révéler ces informations « silencieusement », c'est aussi de contribuer aux efforts internationaux pour enquêter sur les récits d'atrocités dans l'Est du Zaïre. Il doit cependant être clair dès le début que MSF souhaite diffuser ces informations sur la base d'une stricte confidentialité.

Le 30 mars 1997, l'AFDL refuse toujours que les réfugiés transitent par Kisangani et demande au HCR de faire reculer ceux qui se trouvent à Lula. Le HCR prévoit un plan de rapatriement vers le Rwanda qui devrait durer deux à trois mois.



« Différend entre le HCR et la rébellion sur les réfugiés rwandais » **AFP** (France)
Goma, 30 mars 1997 (en français).

Extrait :

Un différend persistant oppose le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés et la rébellion zaïroise sur le rapatriement de quelque 100 000 réfugiés hutus rwandais, a-t-on appris dimanche à Goma (est) auprès du HCR.

« Il y a une volonté déclarée de l'Alliance (rebelle) de repousser les réfugiés se trouvant près de Kisangani vers Ubundu (150 km au sud) » avant qu'ils soient assistés, a indiqué à l'AFP Filippo Grandi, responsable du HCR pour l'Est du Zaïre.

« J'ai répondu que nous avons une proposition différente. On préfère les assister sur place car on ne peut pas les faire marcher en raison de leur état », a-t-il ajouté.

[...] La rébellion a demandé de faire reculer les quelque 25 000 réfugiés se trouvant à Lula, à 7 km de Kisangani, et refuse toujours qu'ils transitent par la capitale du Haut-Zaïre, sous contrôle rebelle depuis le 15 mars, avant d'être rapatriés au Rwanda.

« Nous avons accepté de faire reculer les réfugiés au Km 14 car ils étaient très proches d'un poste militaire (rebelle). Mais on ne va pas participer à quelque chose de forcé », a assuré le responsable du HCR.

Le plan du HCR prévoit un rapatriement par avion, depuis Kisangani, pour les plus vulnérables, les autres rejoignant en camion ou à pied le Rwanda.

« Avec cinq avions, on peut amener chaque jour entre 1 000 et 1 500 personnes vulnérables », a-t-il indiqué.

Pour les autres, « on les transportera en camion à travers Kisangani mais sans s'y arrêter, puis jusqu'au kilomètre 60, sur la route de Lubutu. A cet endroit, la route est impraticable sur 40 km, il faudrait six mois pour l'arranger », a-t-il poursuivi.

« Les réfugiés devront donc marcher 40 km puis on les reprend en camion jusqu'à Walikale. Mais jusqu'au nord de Hombo, la route est de nouveau impraticable, ils devront marcher encore 80 km, avant qu'on les achemine par camion sur Bukavu », a-t-il souligné.

« Avec ce parcours, on peut rapatrier 1 000 personnes par jour. C'est donc une opération qui devrait au mieux durer entre 2 et 3 mois. Mais ce plan n'est pas encore approuvé par l'Alliance », a-t-il relevé.

Les volontaires MSF qui rentrent du terrain décrivent à la presse la situation effroyable des populations éparpillées autour de la ligne de chemin de fer. Un quart des réfugiés sont trop faibles pour pouvoir se déplacer.

Le 31 mars 1997, dans un communiqué de presse, MSF Belgique demande l'accès à tous les réfugiés ayant besoin d'aide dans la région et la possibilité de les soigner avant leur rapatriement, sur une base strictement volontaire, au Rwanda. Le communiqué de presse du 1^{er} avril, émis par MSF France s'exprime moins précisément sur la façon d'envisager les rapatriements.



« Épuisés et sous-alimentés : la situation des réfugiés rwandais est dramatique. MSF envoie des renforts à Kisangani » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 31 mars 1997 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières a décidé de renforcer son équipe de Kisangani, actuellement composée de 6 personnes, afin de venir en aide aux réfugiés, environ 100 000 personnes, qui se trouvent au sud de Kisangani. Dès ce soir, 15 volontaires partiront pour Kampala, en Ouganda, pour rejoindre ensuite la ville de Kisangani. Tout est mis en œuvre pour que mardi après-midi, un avion charter parte d'Ostende avec 30 tonnes de matériel d'aide.

Les réfugiés qui se trouvent actuellement le long de la voie ferrée reliant Kisangani à Ubundu se trouvent dans une situation dramatique. « Au fur et à mesure que nous nous dirigeons vers le sud, la situation des réfugiés empire. Des personnes sont assises, totalement exténuées et démoralisées. La malaria, les diarrhées, le manque de nourriture et d'eau potable les ont totalement épuisés. Parmi les réfugiés qui se trouvent plus vers l'arrière, certains sont mourants... » déclare l'équipe MSF sur place.

Ces réfugiés viennent pour la plupart des camps de Tingi-Tingi et Amisi. Ayant fui les combats, ils ont poursuivi leur route vers le nord, à travers la forêt dans l'espoir de trouver de l'aide à Kisangani.

Il s'agit maintenant d'apporter le plus vite possible l'aide nécessaire aux réfugiés. L'équipe MSF qui opère depuis Kisangani en collaboration avec l'organisation non gouvernementale zaïroise Omnis organise la prise en charge médicale. A plusieurs endroits, entre le kilomètre 7 et le kilomètre 25 à partir de Kisangani, des centres de santé et un centre nutritionnel ont été installés.

Enfin, pour que l'opération d'aide puisse être menée à bien, il est essentiel que :

- l'accès à tous les réfugiés ayant besoin d'aide dans la région soit assuré et que l'aide puisse arriver directement sur Kisangani.
- les réfugiés reçoivent les soins nécessaires et puissent reprendre des forces avant que le HCR entreprenne de les rapatrier sur base volontaire au Rwanda. En effet, selon Marie-Christine Férier, qui dirige les opérations depuis Kisangani, « 25 % au moins des réfugiés sont trop faibles pour encore voyager ».



« Urgence Zaïre : Les réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre sont épuisés et affaiblis » - Médecins Sans Frontières renforce ses équipes à Kisangani. » **Communiqué de presse** MSF France, 1 avril 1997 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières renforce son équipe à Kisangani où 15 volontaires sont arrivés hier soir, portant le nombre de ses membres présents sur place à 21.

Depuis trois jours, l'équipe de Médecins Sans Frontières fournit une aide médicale à environ 45 000 réfugiés dans des camps situés à 7 km et à 25 km de Kisangani. Elle travaille dans une clinique, quatre postes de santé et quatre centres de nutrition. Dans les jours qui viennent, l'association essaiera d'apporter une assistance à deux camps situés plus au sud.

L'état de santé des réfugiés dispersés le long de la ligne de chemin de fer Kisangani-Ubundu est très grave. Marcel Van Soest, médecin épidémiologiste de Médecins Sans Frontières de retour d'une mission exploratoire dans cette zone raconte: « C'était atroce. Plus nous allions vers le sud, plus l'état de santé des réfugiés que nous rencontrions était désespéré. Ils se sont assis, épuisés. La malaria, les diarrhées, la malnutrition et le manque d'eau potable les ont complètement affaiblis ».

Devant l'ampleur de l'assistance à apporter, il est essentiel que les volontaires puissent avoir accès aux réfugiés entre Kisangani et Ubundu et transporter sans entrave du matériel humanitaire à partir de Kisangani.

Selon le coordinateur de l'équipe de Médecins Sans Frontières, un quart des réfugiés est dans un état de faiblesse trop important pour pouvoir voyager. Il est donc primordial de leur apporter des soins avant d'envisager leur rapatriement.

Le 3 avril 1997, le Secrétaire général des Nations unies appelle Laurent-Désiré Kabila à mettre un terme aux « tueries » de réfugiés et à « laisser les organisations de secours faire leur travail ». Le Département d'Etat américain lance également un appel à Laurent-Désiré Kabila, lui demandant de faciliter le rapatriement des réfugiés rwandais.

Le 6 avril, le coordinateur médical de MSF à Kisangani déclare à la presse que l'état de santé des réfugiés ne permettra pas leur rapatriement avant plusieurs semaines.

Le 7 avril, Laurent-Désiré Kabila donne son accord pour le rapatriement de 100 000 personnes réfugiées au sud de Kisangani.



« Un appel solennel de l'ONU à M. Kabila » **Le Monde** (France), 5 avril 1997 (en français).

Extrait :

L'ONU a appelé solennellement, jeudi 3 avril, le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, « à laisser les organisations de secours faire leur travail et à arrêter la tuerie » des réfugiés hutus rwandais bloqués au sud de Kisangani, dans l'est du Zaïre. Leur nombre est estimé à quelque 100 000 personnes. « Nous sommes conscients qu'il y a des tueurs [responsables du génocide des Tutsis au Rwanda, en 1994] parmi les réfugiés », a déclaré, à New York, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Fred Eckhard. « Mais il s'agit d'une minorité. La majorité de ces gens sont des femmes et des enfants innocents. »



« MSF met en garde contre un rapatriement trop rapide des réfugiés les plus fragiles. » **AFP** (France), 6 avril 1997 (en français).

Extrait :

Pierre Rijkmans, coordinateur médical de MSF à Kisangani (Est du Zaïre), interviewé par téléphone depuis Nairobi, a estimé à au moins 20 000 le nombre de réfugiés « il ne peuvent pas être ramenés tout de suite » au Rwanda, sur un total d'au moins 80 000 -100 000 selon certaines estimations - disséminés entre Kisangani et Ubundu (150 km au sud de Kisangani).

« Il faudra entre trois semaines et un mois pour que ces gens retrouvent un état à peu près normal et soient capables de rentrer au Rwanda », a-t-il ajouté, en espérant qu'une « sélection » des réfugiés en vue de leur rapatriement se fera selon des « critères médicaux ».

« Le critère médical est le seul vraiment valable », a ajouté Pierre Rijkmans, en redoutant que les réfugiés ne soient triés par communes ou préfectures et rapatriés sans qu'il soit tenu compte de leur état de santé.

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés commençait dimanche à mettre au point un dispositif logistique devant permettre le rapatriement par avion des réfugiés de Kisangani-Ubundu, à la suite de l'accord donné samedi par l'Alliance rebelle de Laurent-Désiré Kabila.

Selon le coordinateur médical de MSF, les problèmes médicaux des réfugiés sont pour la plupart consécutifs à une grave malnutrition, ainsi qu'à des blessures. Le paludisme est également préoccupant, tandis que la saison des pluies qui commence pourrait aussi provoquer diverses maladies respiratoires.



Point info n° 290, MSF France, 7 avril 1997 (en français).

Extrait :

Zaïre

Kabila est d'accord pour le rapatriement des quelque 100 000 réfugiés rwandais du sud de Kisangani. Le HCR prévoit d'étaler le rapatriement sur deux à trois mois, soit 1 500 à 2 000 personnes par jour. Leur première destination (Goma ou Kigali) reste à déterminer avec les autorités rwandaises. Les listes des rapatriés seront établies après discussion avec les organisations médicales, dont MSF. Nous estimons en effet qu'au moins 20 000 d'entre eux sont en trop mauvais état pour supporter un rapatriement immédiat ; ils nécessitent des soins d'urgence, en particulier de renutrition. Une équipe de 21 volontaires MSF est à Kisangani. Pour les relations presse, Anne-Marie Huby est à Goma aujourd'hui et sera demain à Kisangani.

En raison du caractère isolé du lieu, des entraves à l'accès posées par la rébellion, mais aussi de la concentration exclusive de l'actualité sur la progression des rebelles, la presse internationale couvre peu la question des réfugiés dans la région de Kisangani.



J'espérais vraiment qu'avec tous ces journalistes et ces médias, ça ferait les gros titres. Mais quand on est revenu, ça a pris des siècles pour que l'information sorte. Ces journalistes n'étaient pas des grosses pointures, donc les gens n'étaient pas vraiment intéressés. Et puis ça leur a pris beaucoup de temps de revenir à Nairobi, pour que les rédactions voient les images et tout ça. Finalement, il a fallu deux semaines avant que ça ne soit publié. Et là, les opérations MSF avaient déjà commencé. Chacun s'activait à abattre les arbres, mettre en place des centres de santé, de nutrition, distribuer des couvertures et là je crois que CNN était déjà arrivé... Mais c'était au moins une semaine plus tard. Cela n'a pas fait la une des médias. Seule CNN est venu. L'histoire était terminée. C'était ahurissant !

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, janvier-mars 1997 (en anglais).

Le 8 avril 1997, l'AFDL accepte que l'aéroport de Kisangani soit utilisé pour rapatrier les réfugiés. Dans les camps de Kasese et Biaro, le nombre quotidien de morts commence à diminuer.



« La situation médicale des réfugiés de Kisangani s'améliore, selon le HCR. » **AFP** (France) Nairobi, 9 avril 1997 (en français).

Extrait :

La situation médicale s'améliore dans les camps de réfugiés hutus rwandais du sud de Kisangani (Est du Zaïre), où une soixantaine de personnes sont mortes mardi, contre 180 dimanche, a indiqué mercredi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

[...] Plusieurs raisons expliquent ce début d'amélioration, a-t-il poursuivi. L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières a notamment pu envoyer des équipes dans les différents sites, tandis que le système de distribution des vivres s'est peu à peu mis en place, permettant au Programme alimentaire mondial de l'ONU d'augmenter les rations alimentaires, en quantité et en qualité.

Les réfugiés présents à Kasese et Biaro, entre 30 et 40 km environ de Kisangani, ainsi que ceux qui se trouvaient plus au sud, au « km 82 », étaient pour beaucoup en très mauvaise condition physique, souffrant de malnutrition, diarrhée, malaria et blessures. Les organisations humanitaires ont obtenu de l'Alliance maîtresse de Kisangani de pouvoir soigner et « stabiliser » ces réfugiés avant de les rapatrier. L'Alliance a également donné samedi dernier son accord pour l'utilisation de l'aéroport de Kisangani pour ce rapatriement, qui pourrait commencer d'ici une semaine environ.

Le 9 avril 1997, le train qui approvisionne les sites en nourriture reste bloqué à Kisangani. Cent personnes meurent pendant la nuit à Obilo. Les forces de l'AFDL, n'autorisent l'accès des secouristes aux camps que quelques heures par jour.

Le même jour, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, Eric Goemaere, le directeur général de MSF Belgique, qui rentre de Kisangani, raconte le calvaire des réfugiés. [V11](#)  [V12](#) 



« On ne déménage pas un mouiroir » **Contact** (Journal interne MSF Belgique), mai 1997 (en français).

Extrait :

9 avril

La chaîne de distribution de nourriture des Nations unies est à nouveau interrompue. Le train sur la voie unique qui longe la route n'est pas parti, et une marée haute empêche les camions de nourriture de prendre le bac qui relie Kisangani à la route des camps. A l'hôpital de Biaro, Katia, médecin, fulmine. « Ces retards vont coûter la vie à des dizaines de personnes aujourd'hui. A quoi bon soigner les malades s'ils ne peuvent même pas manger ? » On compte au moins cent morts le lendemain matin.



« Le calvaire de 80 000 réfugiés « qui n'existaient pas » : « J'ai vu des adultes ramper pour un biscuit... » Véronique Kiesel, **Le Soir** (Belgique), 9 avril 1997 (en français).

Extrait :

Eric Goemaere, directeur général de Médecins Sans Frontières Belgique, en a déjà vu beaucoup dans sa carrière d'« humanitaire », mais quand il raconte, sobrement, le calvaire des réfugiés rwandais parqués aux portes de Kisangani, et dont le rapatriement au Rwanda commence à s'organiser, après cinq mois de souffrance, il est impossible de l'écouter sans frémir.

[...] Ces réfugiés sont dans un état d'épuisement total : depuis leur fuite de Tingi-Tingi il y a plusieurs semaines, ils n'ont plus reçu de nourriture, explique le directeur général de MSF Belgique. Les populations zaïroises sont très hostiles et les chassent pour éviter qu'ils pillent leurs champs. Ils se nourrissent avec des feuilles, leurs pieds sont gonflés d'œdèmes, et la moindre écorchure se transforme en blessure profonde, jusqu'à l'os. Lorsqu'on leur distribue des biscuits hyperprotéinés, les plus forts se battent pour en avoir. J'ai vu des dizaines d'adultes à bout de force ramper pour essayer d'atteindre un point de distribution, pour essayer d'obtenir le biscuit qui leur permettra de vivre jusqu'à demain. Ils avaient dans le regard l'angoisse de la mort, et la plupart n'obtenaient pas ce biscuit, car il n'y avait plus aucune organisation. Si un enfant de moins de 10 ans reste seul, sans un adulte pour s'occuper de lui, il est condamné.

[...] Comment en est-on arrivé là ? En novembre quand les camps de l'Est du Zaïre se sont vidés et que de nombreux réfugiés sont rentrés au Rwanda, MSF avait lancé un cri d'alarme, soulignant que tous les réfugiés n'étaient pas rentrés, loin de là, se souvient le responsable de MSF. Nous disions qu'il fallait intervenir pour leur porter assistance. Mais certains ont rétorqué que tout le monde était rentré, que le problème était réglé, qu'il ne fallait pas intervenir, que ces réfugiés n'existaient pas. Ceux-là portent la responsabilité de la mort de dizaines de milliers de personnes qui étaient alors en bonne santé ! Et ceux qui ont survécu jusqu'ici sont dans un état lamentable. Leur calvaire n'est pas dû à la fatalité : ils ont été sciemment négligés au profit d'une hypothèse politique.

Que faire pour les sauver ? Parmi eux, certains craignaient de rentrer au Rwanda, d'autres ont été poussés à fuir. Mais aujourd'hui, après cette errance-cauchemar atroce, tous veulent retourner au Rwanda, simplement pour survivre, poursuit le Dr Goemaere. Il y a certainement parmi eux des coupables du génocide, mais la responsabilité est individuelle et pas collective. Les coupables devront être traduits en justice, mais si on condamne collectivement les autres, on ne fait que continuer dans cette logique ethnique absurde qui condamne les uns, puis les autres.

Le 10 avril 1997, les premiers cas de choléra sont détectés parmi les réfugiés des camps de Kisangani.



« Apparition du choléra dans les camps de Kisangani » **AFP** (France) Nairobi, 10 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le choléra est apparu ces derniers jours dans les camps de réfugiés rwandais du sud de Kisangani (Est du Zaïre), ou trois cas ont été confirmés et environ 80 sont soupçonnés, a-t-on appris jeudi de source humanitaire.

[...] Le nombre de morts avait été mardi de 64 et avait permis au HCR de considérer que la situation médicale des réfugiés s'améliorait.

Médecins Sans Frontières, en première ligne pour soigner les cas de choléra et les autres maladies dont souffrent les réfugiés, était toutefois moins optimiste, précisant que ses équipes rentraient chaque soir « découragées » devant l'ampleur de la tâche.



« Près de Kisangani, les réfugiés rwandais au bout de l'enfer » Thomas Sotinel, **Le Monde** (France), 12 avril 1997 (en français).

Extrait :

A Kasese et Biaro, deux camps situés non loin de Kisangani, dans les hôpitaux installés par Médecins Sans Frontières, on meurt à chaque instant : 108 morts le 9 avril, 64 la veille, 96 lundi, 180 dimanche... De paludisme, de dysenterie, probablement de choléra. « Selon nos critères il faudrait hospitaliser un tiers de la population », explique Anne-Marie Huby, de MSF.

La section hollandaise de MSF établit un « plan pour la protection des populations et l'accès humanitaire dans le Kivu » dont elle coordonne l'application au sein du mouvement MSF. Ce plan prévoit des contacts directs avec les acteurs de la région (dont l'AFDL) et des contacts confidentiels avec des gouvernements occidentaux, des bailleurs de fonds, le Conseil de sécurité des Nations unies et des agences onusiennes ainsi que d'autres agences de secours. Les informations doivent être transmises, sur un mode strictement confidentiel, à des organisations de défense des Droits humains et à des organes de presse « ciblés et de qualité ».



« **Plan de plaidoyer confidentiel** pour la protection de la population et l'accès humanitaire dans le Kivu, dans l'Est du Zaïre » MSF Hollande aux environs du 10 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Coordination :

MSF Amsterdam a le rôle central de coordination afin d'assurer une action cohérente et de tenir compte des susceptibilités politiques dans la région.

L'objectif est d'impliquer au maximum toutes les sections et bureaux délégués MSF. Les équipes de terrain seront consultées à chaque étape.

Objectif principal :

Assurer la protection des populations à risque et améliorer l'accès opérationnel afin de réduire la mortalité due aux maladies et aux massacres dans le Kivu.

Objectif spécifique :

- Influencer le commandement de l'AFDL, les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda pour contrôler les violations des Droits humains au Kivu et au Rwanda.
- Obtenir que les gouvernements occidentaux influencent les leaders politiques de la région pour assurer une protection adéquate des réfugiés et de la population locale. Un traitement humain au cours du rapatriement et le contrôle des meurtres de représailles sont des questions spécifiques.
- La revitalisation des activités de protection du HCR.
- Le maintien des questions humanitaires à l'ordre du jour politique, régionalement et internationalement.
- Conserver l'accès opérationnel pour les activités médicales de MSF tout en témoignant de manière adéquate dans le Kivu et le Rwanda.

Activités :

- Contact direct avec les leaders de l'AFDL au sujet des violations des Droits humains observées sur l'axe ouest à la sortie de Bukavu. (La mission exploratoire vers Shabunda s'est déroulée avec l'accord de l'AFDL).
- Contacts confidentiels avec les gouvernements occidentaux pour leur donner notre témoignage sur l'accès opérationnel et les massacres et pression pour une action diplomatique de leur part sur les leaders politiques à Kigali, Kampala et Goma.

Département d'Etat des Etats-Unis

Royaume-Uni

Union européenne *via* la présidence néerlandaise.

Canada etc...

- Contacts avec les principaux représentants des bailleurs de fonds (ÉCHO, OFDA, ODA, CIDA etc...)
- Contacts avec les ONG (OXFAM, SCF) et IRC.
- Contacts avec le Conseil de sécurité des Nations unies et les agences (UNHCR, Unicef, DHA etc...)
- Contacts confidentiels avec des journalistes sélectionnés, de qualité. *BBC World Service, New York Times, Washington Post, Guardian Newspaper* (Royaume-Uni) autres.



A mon avis, l'idée qui se cache derrière le terme « diplomatie silencieuse » est celle-ci : Si on parle aux bonnes personnes au Congrès ou au Sénat américain, elles peuvent soulever la question et c'est un moyen de faire pression. Mais aussi si on leur donne l'information, elles savent qu'on sait et elles savent à qui on va transmettre l'information. Si tout le monde est au courant, si par exemple les Britanniques sont au courant, les Canadiens sont au courant, les Néerlandais aussi, ils n'agissent pas. On augmente la probabilité qu'ils interpellent à ce sujet plus tard. Ou bien on peut mettre la pression pour qu'ils le fassent tout de suite.

A MSF Hollande, ils ne voulaient pas fermer leurs programmes sur le terrain. Ils avaient peur de se faire mettre dehors s'ils parlaient sur CNN ou tout autre média. L'idée c'était d'aller voir les personnes en qui ils avaient confiance dans la presse et de leur expliquer ce qui se passait et de les inciter à enquêter. Ils montraient le rapport à certains journalistes, mais ne le leur laissaient pas. Les décisions ont vraiment été prises par le terrain. On peut penser que certaines personnes sur le terrain étaient naïves, pensant qu'en faisant ce type de diplomatie tout irait bien. Je me souviens de l'intensité des débats au siège. C'était la cellule d'urgence qui avait élaboré la stratégie. C'était très intense. Beaucoup de gens étaient terrifiés. Peut-être que les gens qui prenaient les décisions n'avaient pas assez d'expérience en termes d'advocacy. Je

peux me tromper, mais je ne suis pas sûr qu'ils avaient beaucoup d'idées sur la façon dont tout cela pouvait être appliqué. Il y a eu ce rapport, mais je crois que ce sont vraiment les gens des opérations qui étaient chargés de ce qui allait se passer.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Le 14 avril 1997, la coordinatrice de MSF à Kisangani déclare à la presse que 30 à 40 nouveaux cas de choléra sont enregistrés chaque jour et que la maladie risque de s'étendre en raison de l'état de santé des réfugiés.

Alors que l'opération de rapatriement est présentée à la presse comme la meilleure solution, et l'état de santé précaire des réfugiés peu médiatisé, la directrice de MSF Royaume Uni, porte-parole provisoire de MSF à Kisangani s'interroge sur le message que MSF doit transmettre aux médias.



Message d'Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni, porte-parole MSF à Kisangani à tous les directeurs et chargés de communication de MSF, 12 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

L'ensemble de l'opération de rapatriement sera probablement un beau désastre, un semblant de « solution » au problème des réfugiés (la protection des réfugiés est bien le dernier des soucis du HCR et la dimension secours va sans doute en pâtir tant que le rapatriement se déroule), étant donné que les conflits internes entre les agences d'aide sont de plus en plus pointés et désapprouvés par les médias, nous devons réfléchir très sérieusement à l'objectif que nous poursuivons en envoyant un porte-parole (qui par définition va augmenter la demande des médias à notre égard.) Est-ce que nous souhaitons des reportages qui mettent en valeur notre travail ou une couverture des failles de l'opération sur le plan humanitaire et sur celui des Droits humains ? Vu le nombre de journalistes qui vont venir fouiller, tout ce qu'une personne chargée des relations avec la presse dira aura un impact. Donc nous ferions mieux de nous organiser. [...] L'épidémiologiste Pierre Ryckmans déclare : seulement un tiers des décès ont lieu à l'hôpital, ce qui est une faible proportion dans un camp de réfugiés. Cela signifie qu'une vaste majorité des personnes vulnérables meurent encore dans les « blindés » [abris en bâche plastique]. Ils meurent probablement de faim, de déshydratation, de maladies ou d'une combinaison de tout cela, mais ce qui est certain c'est que trop de gens sont hors de notre portée.

Les équipes mobiles de MSF vont augmenter la distribution de sels de réhydratation et commencer à distribuer des biscuits à haute valeur énergétique aux faibles et aux malnutris dans les blindés à partir de la semaine prochaine (aucune idée de la quantité utilisée jusqu'ici). Ryckmans ajoute : si les gens sont trop faibles pour atteindre l'hôpital nous leur portons secours sur place - une version de base de l'aide à domicile.

A partir du début de la semaine prochaine, MSF augmentera aussi les rations quotidiennes pour les enfants des centres de nutrition thérapeutiques, de 3 à 5 repas en biscuits (15 par enfants en moyenne) et en lait à haute teneur énergétique.

Le 18 avril 1997, l'AFDL reporte *sine die* le rapatriement des réfugiés des camps du sud de Kisangani, qu'ils avaient autorisé le 16 avril, arguant du risque de propagation du choléra.

Des villageois zaïrois s'en prennent aux organisations humanitaires, leur reprochant de n'aider que les réfugiés.



« Report sine die du rapatriement des réfugiés près de Kisangani » **AFP** (France) Kisangani, 18 avril (en français).

Extrait :

Le rapatriement des réfugiés hutus rwandais installés dans des camps de fortune au sud de Kisangani, dans l'Est du Zaïre, est reporté sine die, a annoncé vendredi le responsable local du HCR, Kilian Kleinschmidt.

« Il faut vérifier s'il y a du choléra dans le camp de Biaro (41 km au sud de Kisangani). Les tests devront être envoyés à Goma (500 km plus à l'est) », a-t-il déclaré à l'AFP, refusant de donner une date pour le début des rapatriements.

Les 80 enfants non accompagnés qui devaient initialement être rapatriés par avion vendredi vivent dans le camp de Biaro. Les autorités locales rebelles avaient jeudi soir refusé de donner le feu vert à l'opération.

Elles craignent une propagation de l'épidémie de choléra sévissant chez les réfugiés du camp voisin de Kasese. Entre 80 000 et 100 000 réfugiés hutus rwandais en mauvaises conditions physiques vivent au sud de Kisangani, sous contrôle rebelle depuis le 15 mars.



« Task force [groupe de travail] Est du Zaïre » **Mise à jour** de MSF Bruxelles, 18 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

KISANGANI

Incidents de sécurité la nuit dernière à Kisangani.

Des réfugiés auraient tué 7 villageois zaïrois. A confirmer.

Ce matin, il y a une manifestation avec des banderoles contre les ONG. Les Zaïrois disent qu'ils ne veulent pas de réfugiés ni d'expatriés/organisations portant assistance aux réfugiés.

Le problème est paradoxal. Les Zaïrois en ont marre des réfugiés (ils reçoivent toute l'aide, ils pillent les champs, ils répandent le choléra), mais au même moment, le Congo-Zaïre pourrait utiliser cette situation pour demander de l'aide pour ses structures locales. MSF fournit une aide aux structures locales mais elle est bien sûr beaucoup moins importante que celle apportée aux réfugiés. Notre équipe n'a pas eu accès au camp aujourd'hui. Idem pour les autres ONG. Ils peuvent traverser la rivière mais ils sont arrêtés de l'autre côté par la population zaïroise. Présence de soldats de l'AFDL, mais qui ne font rien.

[...] Selon des rumeurs, les stocks (MSF ? PAM ?) auraient été pillés mais on n'a aucune idée s'il s'agit de l'ensemble ou d'une partie. Nous essayons d'envoyer aujourd'hui un logisticien local pour vérifier. Du point de vue opérationnel, cette journée est perdue. Il y a suffisamment de stocks dans le camp pour aujourd'hui. Il y aura des problèmes d'approvisionnement en eau si aucun expatrié ne peut se rendre dans le camp. Le personnel local (des réfugiés) est très faible, en particulier à Biaro.

[...] Position de MSF vis-à-vis du rapatriement :

D'un point de vue strictement médical, nous devons être fermes et exiger qu'on attende plusieurs semaines avant de renvoyer les réfugiés au Rwanda.

Du point de vue de la protection, la présence des réfugiés pose vraiment des problèmes à la population locale et crée des problèmes de sécurité.

En conséquence, nous recommandons d'accélérer le rapatriement des familles valides et d'assurer la protection permettant d'apporter une assistance dans le camp.

L'assistance aux réfugiés doit être doublée d'une assistance aux populations locales.

En ce qui concerne l'assistance à la population locale, le CICR en est chargé car elle est intégrée à celle des déplacés ; cependant il semble que ce ne soit pas très satisfaisant puisque les réfugiés référés par MSF dans les structures de santé de Kisangani nous ont montré que les patients n'y étaient pas correctement traités. Il y a donc encore des besoins dans les structures locales !

Le 21 avril 1997, les opérations de secours dans les camps de réfugiés au sud de Kisangani sont suspendues à la suite du pillage d'un train de vivres et d'un entrepôt du PAM et d'affrontements entre villageois, réfugiés et soldats de l'AFDL. La radio rebelle de Goma présente l'absence des organisations de secours auprès des réfugiés comme une démission.



« Un train et un entrepôt attaqués, opérations suspendues dans les camps de Kisangani. » **AFP** (France) Nairobi, 21 avril 1997 (en français).

Extrait :

Un train de vivres et un entrepôt du Programme alimentaire mondial ont été attaqués tôt lundi matin au sud de Kisangani (Est du Zaïre), provoquant une nouvelle suspension des opérations humanitaires dans les camps de réfugiés rwandais.

[...] Le train, chargé de 120 tonnes de vivres destinés aux réfugiés rwandais, a quant à lui été attaqué à environ 7 km au sud de Kisangani, après avoir été autorisé par les soldats de l'Alliance rebelle, maîtresse de Kisangani depuis le 15 mars, à se rendre vers les camps de réfugiés, plus au sud.

[...] Les auteurs du pillage sont vraisemblablement des Zaïrois habitant dans la région, a-t-on estimé de sources humanitaires.



« Des villageois zaïrois attaquent les réfugiés hutus des camps. » **Reuters** (Royaume-Uni) Lula, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Selon des témoins, des villageois zaïrois armés de machettes ont attaqué des camps de réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre mardi pour se venger du meurtre de six Zaïrois.

A l'aube, pour se venger, les résidents du village de Kasese situé à 25 km de Kisangani se seraient dirigés vers deux camps des environs abritant 55 000 réfugiés hutus rwandais et des coups de feu s'en seraient suivis.

« A 6 heures ce matin, les villageois ont décidé de se venger et de faire fuir les réfugiés. Ils ont pris des machettes » raconte Sammy Janga, un instituteur de Kasese. « Peu après nous avons entendu des coups de feu qui ont duré une heure et demi. Des villageois sont partis se cacher dans la forêt » a-t-il ajouté. Des voyageurs racontent qu'il était impossible de traverser Kasese à cause des combats.

Six Zaïrois avaient été tués et deux blessés à Kasese lundi au cours d'une attaque attribuée aux extrémistes hutus par les villageois qui le même jour ont empêché les travailleurs humanitaires d'atteindre le camp et se sont livrés à des pillages.

Mais une survivante de l'attaque a raconté à Reuters qu'elle avait été abattue par des hommes qui portaient les marques des soldats de l'Alliance ethnique tutsie et que les attaquants portaient des uniformes.

« Les soldats portaient des uniformes. Ils étaient grands et minces et je les ai entendus parler le kinyarwanda. Ce n'était pas des réfugiés » a déclaré Mayaza Apaijoma, 20 ans, soignée à l'hôpital catholique de Kabanda, pour une balle dans la cuisse.

Une fillette de deux ans, atteinte à l'estomac, était aussi soignée dans cet hôpital.

Ce témoignage est le dernier d'une série d'autres montrant une tentative concertée de déstabiliser le programme de rapatriement, de la part des troupes de l'Alliance, qui craignent la présence de militants hutus armés parmi les réfugiés.

Les Zaïrois ont raconté qu'ils avaient, lundi, pillé les véhicules des organisations d'aide, à la demande pressante des rebelles en majorité Tutsis, qui mènent depuis octobre une guerre pour renverser le Président Mobutu Sese Seko et s'emparer du tiers du plus grand pays d'Afrique.



« Démission des organisations humanitaires à Kisangani, selon la radio rebelle »
AFP (France) Goma, 21 avril 1997 (en français)

Extrait :

La radio rebelle émettant depuis Goma (est) a estimé mardi que la suspension par les organisations humanitaires de leurs opérations, près de Kisangani, dans l'Est du Zaïre, était une démission.

La radio n'a pas mentionné que les autorités militaires rebelles de Kisangani empêchaient les organisations internationales de se rendre dans les camps de réfugiés hutus rwandais, au sud de la ville, évoquant des raisons de sécurité.

« La carence de nourriture pourrait pousser ces ventres affamés (les réfugiés) à recourir à tous les moyens (pour se nourrir), dont le vol et le banditisme », a averti la Voix du peuple.

« Ne serait-ce pas la cause de ces affrontements entre les travailleurs humanitaires et les habitants de Kisangani qui voyaient défiler devant eux les trains et les poids-lourds garnis de vivres, alors que cette même population est abandonnée à elle-même ? », s'est interrogé la radio.

Le 22 avril 1997, plusieurs organisations de secours, se mobilisent pour demander l'accès aux réfugiés et le lancement effectif du pont aérien de rapatriement.

Le Secrétaire général des Nations unies et la Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés demandent aux rebelles d'autoriser immédiatement un pont aérien pour rapatrier les réfugiés au Rwanda.



« Le Rwanda toujours d'accord pour le rapatriement des réfugiés » **AFP** (France)
Goma, 22 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a indiqué mardi avoir reçu des assurances de Kigali selon lesquelles le Rwanda est « toujours d'accord avec le rapatriement » des réfugiés hutus rwandais de la région de Kisangani, dans l'Est du Zaïre. Une mission composée de représentants du Rwanda, de l'Alliance rebelle zaïroise et du HCR devait partir mardi pour Kisangani, afin de discuter des modalités de ce rapatriement, reporté sine die en raison d'incidents de sécurité et de l'opposition des autorités locales, préoccupées par une épidémie de choléra sévissant parmi les réfugiés.

Le HCR affirme qu'il n'y a aucun risque de propagation de la maladie et se déclare prêt à commencer immédiatement les opérations, si la sécurité est garantie.

« Le HCR a eu des contacts lundi avec le gouvernement rwandais. Ils sont d'accord pour d'abord rapatrier par avion les plus nécessiteux », a indiqué à l'AFP à Goma le coordinateur régional du HCR, Filippo Grandi.

[...] GOMA (Zaïre) - Le coordinateur régional du HCR a indiqué que les agences onusiennes et organisations humanitaires n'avaient toujours pas accès mardi à la rive gauche de Kisangani, passage obligé pour atteindre les camps de réfugiés.

Les opérations humanitaires dans les camps du Sud de Kisangani ont été suspendues à la suite d'importants pillages par la population locale de vivres destinés aux réfugiés. Les meurtres de six Zaïrois, dont des habitants ont accusé les réfugiés, auraient déclenché ces pillages.

[...] Michèle Quintaglie, porte-parole du PAM à Nairobi, a précisé que les quelque 32 000 réfugiés du camp de Biaro, à 41 km au sud de Kisangani, auraient dû bénéficier d'une distribution de nourriture lundi. Mais les activités des organisations humanitaires ayant été suspendues à la suite des pillages, cette distribution n'a pu avoir lieu. Le dernier approvisionnement de ces réfugiés remonte à huit jours.

[...] Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le Haut-Commissaire aux réfugiés, Sadako Ogata, ont demandé lundi aux rebelles zaïrois d'autoriser immédiatement un pont aérien pour éviter la mort de nombreux réfugiés rwandais.

Selon le HCR, les rebelles ont indiqué que les organisations humanitaires ne pouvaient pas se rendre dans les camps « à cause d'une opération de sécurité dans la zone ».

Le 22 avril 1997, l'envoyé spécial de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine pour les Grands Lacs, Mohamed Sahnoun, annonce avoir reçu l'accord de Kabila pour que la commission d'enquête puisse se rendre dans l'Est du Zaïre et examiner les fosses communes déjà répertoriées. Cette mission préliminaire, dirigée par Roberto Garreton, doit être suivie de la création d'une commission d'enquête internationale composée de rapporteurs spéciaux de l'ONU sur les droits humains et d'experts. Il est prévu qu'elle commence ses travaux au début du mois de mai.



« Enquête de l'ONU sur les massacres présumés dans l'Est du Zaïre. » **AFP** (France), 22 avril 1997 (en français).

Extrait :

L'envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) dans la région des Grands Lacs, Mohamed Sahnoun, a obtenu l'accord de l'Alliance dirigée par M. Kabila

à ce que la commission se rende dans l'Est du Zaïre avec pour objectif d'examiner les fosses communes, a dit le porte-parole Thérèse Gastaut.

La Commission des Droits de l'homme, qui a achevé sa session annuelle de six semaines vendredi à Genève, avait décidé de lancer une enquête internationale après une mission préliminaire du rapporteur spécial sur le Zaïre, le Chilien Roberto Garreton.

Au début du mois, M. Garreton s'était déclaré certain que les rebelles avaient commis des massacres après l'arrêt des combats dans la région et avoir vu ce qu'il avait dit être des fosses communes et avoir recueilli des témoignages.

Il avait souhaité la formation d'une commission d'enquête formée de rapporteurs spéciaux de l'ONU sur les Droits de l'homme et d'experts pour déterminer combien de personnes avaient pu être massacrées près des anciens camps de réfugiés rwandais, à la frontière du Zaïre et du Rwanda.

La commission comprend M. Garreton, le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Sénégalais Bacre N'Diaye, et un membre du groupe de travail sur la détention arbitraire.

Ils seront aidés par trois experts du Centre des Droits de l'homme de l'ONU et trois experts de médecine légiste.

Une première réunion est prévue les 1^{er} et 2 mai à Genève. La mission doit ensuite se rendre à Kigali, au Rwanda, puis, si les conditions de sécurité le permettent, à Goma le 4 mai, a dit le porte-parole.

Les experts de l'ONU doivent rester une semaine sur place et les experts légistes un mois.

L'équipe de Kisangani n'a pas accès aux camps. A Bruxelles, le responsable de programme s'interroge sur les pressions à exercer pour débloquer la situation sans mettre en danger les expatriés.



« Réunion TS [task force] 22/04 » **Compte-rendu** de Dominique Boutriau, responsable de programme aux responsables de MSF Belgique, 22 avril 1997 (en français).

Extrait :

8. Kisangani :

On a reçu un recap[itulatif] de Francine : Ht [haut] taux de mortalité dans les camps et pas d'accès aux camps.

Pillages : du train du PAM, de stock MSF et maison MSF au KM 25.

QUI ? DES IMPRESSIONS : EX-FAR ? Interahamwes ? Civils proches de l'Alliance ? (cette dernière impression semblerait plus probable...) Les gens se rendent compte en tout cas que le gouverneur n'est qu'une marionnette manipulée de loin.

[...] 12. Quelles pressions exercer d'ici ?

On peut faire le lien avec d'autres organisations ici : OXFAM, Unicef pour éviter un isolement de MSF. En fait, depuis la semaine passée, MSF Hollande a commencé un lobbying avec un plan d'advocacy basé sur le non accès aux camps vers les GVT [gouvernements]

USA, UK [Royaume-Uni], l'Union européenne, le parlement européen. Ce document accuse un peu légèrement le GVT [gouvernement] rwandais. C'est très délicat. Voir quelles conséquences pour la sécu des expats. Eric et Bernard [Pécoul, directeur général

de MSF F] devraient rencontrer le HCR Ve [vendredi] ou Sa [samedi] avec un document basé sur l'aspect médical.

Le service médical fournira ces données. Pas évident puisque pas d'accès aux camps. Vincent [Janssen, coordinateur à Kisangani] ou Wilna [van Aartsen, cellule urgence MSF Hollande] doivent essayer de rencontrer l'Alliance à Lubum [bashi].

Le 23 avril 1997, le Secrétaire général des Nations unies déclare que les rebelles « tuent en affamant » Le département d'Etat américain appelle l'AFDL à autoriser l'accès des organisations humanitaires aux réfugiés. V13 ▶



« Kofi Annan accuse les rebelles zaïrois de tuer en affamant » **AFP** (France) New York, 23 avril 1997 (en français.)

Extrait :

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a accusé mercredi les rebelles zaïrois de « tuer en affamant » et demandé à leur chef de laisser les organisations humanitaires parvenir jusqu'aux milliers de réfugiés abandonnés à leur sort dans l'Est du Zaïre.

« Je suis choqué et horrifié par le manque d'humanité de ceux qui contrôlent l'Est du Zaïre à l'égard de ces réfugiés, dont la plupart sont innocents », a ajouté le Secrétaire général.

S'exprimant devant la presse après avoir informé le Conseil de sécurité des derniers développements dans la crise zaïroise, M. Annan a déclaré : « Il est possible de tuer quelqu'un en tirant sur lui ou en l'affamant. Ce qui se passe actuellement est le meurtre par la famine ».

M. Annan a souligné que malgré les promesses faites, aux organisations humanitaires de l'ONU, les rebelles tutsis qui contrôlent l'Est du Zaïre continuent à empêcher la livraison de l'aide destinée à quelque 80 000 réfugiés rwandais se trouvant actuellement dans la région de Kisangani (nord-est).



« Washington réclame aux rebelles l'accès aux réfugiés dans l'Est du Zaïre » **AFP** (France) Washington, 23 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le département d'Etat a appelé une nouvelle fois mercredi les rebelles zaïrois à autoriser « l'accès libre et immédiat » des organisations humanitaires aux milliers de réfugiés rwandais bloqués dans l'Est du Zaïre.

Le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns a fait part de « la profonde inquiétude » de Washington devant « les informations sur des massacres de réfugiés ». Il a averti l'alliance rebelle que si elle voulait avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis, elle « devait agir dans un souci humanitaire ».

Le gouvernement rwandais, qui refusait auparavant de laisser entrer les réfugiés sur son territoire, « n'est plus un problème », a souligné M. Burns. Les rebelles de Laurent Désiré Kabila « n'ont plus d'excuses » pour bloquer le début du pont humanitaire qui doit rapatrier les réfugiés au Rwanda, a-t-il ajouté.

Selon le HCR, les réfugiés du camp de Kasese fuyant des combats, se dirigeraient vers Biaro. L'équipe MSF apprend par un intermédiaire que l'un de ses chauffeurs aurait vu 500 cadavres sur le site. Mais ce dernier, bloqué sur le site, tarde à rentrer pour confirmer l'information. Cette information ne fait pas l'objet d'une prise de parole publique en raison des difficultés et des délais nécessaires à sa confirmation et à la crainte de représailles.



« 55 000 réfugiés « quitteraient le camp de Kasese » où des combats ont été signalés, selon le HCR. » **AFP** (France) Nairobi, 23 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés avait mercredi soir de « fortes indications » selon lesquelles les quelque 55 000 réfugiés rwandais du camp de Kasese (au sud de Kisangani) avaient quitté ce camp, ou des combats auraient eu lieu. « Puisque nous n'avons pas accès au sud de Kisangani, il nous est impossible de vérifier ces informations, que nous croyons cependant vraies », a déclaré à l'AFP Paul Stromberg, porte-parole du HCR à Kisangani, interrogé par téléphone depuis Nairobi.

L'Alliance rebelle, maîtresse de Kisangani, n'a pas donné mercredi au HCR l'autorisation de survoler la région. « Des raisons de sécurité ont été invoquées. Nous n'avons donc pas pu localiser les réfugiés », a souligné Paul Stromberg. Depuis lundi matin, les organisations humanitaires n'ont pas pu, pour les mêmes raisons, traverser le fleuve Zaïre à Kisangani pour se rendre vers le sud, où sont installés les camps de Kasese (55 000 occupants) et Biaro (32 000). Selon les informations reçues par le HCR, les réfugiés ayant quitté Kasese se dirigeraient vers Biaro, à une quinzaine de km de Kasese, en direction d'Ubundu, ville située à 150 km au sud de Kisangani.



« Tel Vincent [Janssen, coordinateur à Kisangani] » **Compte-rendu** de Dominique Boutriau, responsable de programme de MSF Belgique aux autres sections, 23 avril 1997 (en français).

Extrait :

CONFIDENTIEL !!!

CECI SONT DES INFO[rmat]ONS FOURNIES PAR VINCENT [à] KISANGANI. EMBARGO TOTAL SUR LA DIFFUSION POUR LE MOMENT. DÉCISION DE COMMUNICATION EXTERNE CE PM [après-midi].

Info[rmat]ONS de Vincent ce mercredi matin :

Lundi matin : départ [d']un chauffeur à vélo et un transporteur à pied vers km 25. Le chauffeur doit aller chercher le camion MSF au km 29 (Ksesa).

Transporteur passe la nuit au km 15.

Le chauffeur passe la nuit au km 25 ; le chauffeur note [une] forte présence militaire.

Le transporteur repart le mardi matin vers km 25 ; le long de la route : du km 20 au km 25 : seulement des femmes et des enfants ; les hommes ont été réquisitionnés par [l']armée pour aller sur le camp.

Au km 25, le transporteur arrive à 8h00 le mardi matin. Quasi[ment] personne au niveau militaire. Le transporteur entend tirer +++ [à plusieurs reprises] au loin toute la matinée. Arrive enfin vers midi le chauffeur qui vient des camps km 29. Il a demandé au colonel de récupérer le camion mais le colonel a refusé car insécurité. Le chauffeur n'a pas vu de réfugiés au km 29 ; seulement des cadavres, lui-même en a vu au moins 500. La population enterre et pille les restes laissés par les réfugiés. Le chauffeur recommande

au transporteur de partir car il serait mal perçu par la population (car [il] collabore trop avec les ONG et a refusé de transporter des casiers pour la population le dimanche précédent). Le chauffeur est toujours au km 25 et attend son camion.

Selon des sources locales, l'origine de ces événements remonte au dimanche, quand une dizaine d'hommes habillés en civils, avec des bottes, ont tué 6 villageois chez eux à l'entrée du village km 25 en venant de la direction des camps.

Survol du HCR hier : pas vu de réfugiés ; cependant le transporteur n'a pas entendu d'avion !!!

Infos HCR ce matin : les réfugiés auraient été refoulés au km 95.

Infos AP [Associated Press] : combats ex-FAR/rebelles et réfugiés pris en tenaille. Non accès aux humanitaires et aux journalistes.

Infos Reuters (un Zaïrois basé à Lula) : attaque des camps par la population zaïroise suite à incident dans un village au km 25.



« Informations sur le Zaïre » **Point Info** MSF Espagne, 25 avril 1997 (en espagnol).

Extrait :

Il y a trois jours, un chauffeur de MSF Belgique a été réquisitionné et séquestré dans un secteur des alentours de Kisangani. Il semble qu'on l'ait obligé à enterrer des cadavres et à aider les soldats. Il a réussi à faire passer l'information à nos équipes par une autre personne.

CHAPITRE 5 - CONTROVERSES AU SUJET DES PRISES DE POSITION PUBLIQUES DE MSF

LES RAPPORTS DES MISSIONS EXPLORATOIRES DANS LE MASISI ET À SHABUNDA : LES LIMITES DE LA « DIPLOMATIE SILENCIEUSE »

Le 2 avril 1997, le responsable de programme et le chef de mission Zaïre de MSF Hollande, en consultation avec le département des Affaires humanitaires proposent un plan d'action concernant l'utilisation des informations recueillies par MSF dans le Masisi : un rapport sur l'ensemble des événements de la mission va être rédigé ; MSF ne rendra pas publiques ces informations, mais les fera connaître sur un mode plus « silencieux ».



« **Proposition** d'un plan d'action au sujet des événements constatés dans le Masisi » CONFIDENTIEL de Ed [Schenkenberg], HAD au responsable de programme Goma, à la mission explo[ratoire] dans le Masisi, au réseau des psys, au HAD, au coordinateur à Goma, 2 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

II. Comment obtenir toutes les informations

Une remise à plat des événements doit être faite avec toute l'équipe impliquée. Une ancienne observatrice des Droits humains expérimentée [KK] est volontaire pour le faire. Elle organisera aussi l'information sous une forme qui puisse être utilisée par le destinataire final. Ce travail se déroulera le 7 avril.

III. Utilisation finale de l'information

Pour des raisons évidentes, MSF ne peut pas diffuser ces informations publiquement. Il a été décidé d'utiliser des canaux plus « silencieux » et de donner les informations à une « tierce partie ». Il existe toutefois plusieurs options pour cette « tierce partie ». Même si d'autres choix sont toujours possibles, les plus pertinents, pour l'instant restent les suivants :

- Amnesty International

MSF et Amnesty International ont récemment intensifié leurs contacts. L'ancien coordinateur de projet pour Bukavu, Jose-Antonio Bastos, a débriefé le chercheur d'Amnesty pour l'Afrique centrale le 26 mars. [...]

- Commission d'enquête

Une commission d'enquête est une commission ad hoc chargée d'enquêter sur les violations des Droits humains. Des commissions ont été auparavant établies par les Nations unies pour l'ex-Yougoslavie, le Rwanda et le Burundi. Avec cependant des compositions, des objectifs variés [...] Quels que soient les chemins empruntés pour sa création, on peut supposer que la commission finira par approcher MSF pour obtenir des informations.

- Conseil

On peut recommander de suivre ce troisième canal dès qu'il s'ouvrira. Il est préférable que MSF ait ces informations prêtes pour une utilisation finale, avant d'être approchée. Tout contact avec les membres de la commission doit être pris hors du Zaïre.

Le 3 avril 1997, à leur retour à Bukavu, les membres de la mission exploratoire Shabunda, discutent de l'utilisation des informations recueillies avec les équipes de MSF Hollande dans l'Est du Zaïre et un représentant du siège. Leur volonté de dévoiler les informations publiquement s'oppose, en vain, à celle de l'ensemble des équipes et du siège qui considèrent que l'information doit être transmise de façon confidentielle.



« Information humanitaire – Rôle et position de MSF – Réunion de l'équipe de Bukavu » **Note confidentielle**, 6 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Constatant la gravité de la situation humanitaire à la suite de la prise de pouvoir de l'AFDL dans le tiers est du pays, MSF Hollande a tenu une série de réunions d'équipes pour aider à décider des actions à mener. La réunion de Bukavu inclue une discussion sur les événements spécifiques de la récente mission exploratoire vers Shabunda. MSF serait utilisée comme appât par les soldats de l'AFDL pour attirer les réfugiés hors de la forêt. Les réfugiés sont ensuite tués, comme le sont tous les locaux qui soutiennent soit les réfugiés soit les opérations de MSF. Un membre de la mission Shabunda a clairement mis en évidence le fait que MSF mettait les réfugiés et les populations locales en situation de risque et devrait suspendre ses opérations auprès des réfugiés jusqu'à ce que la situation change.



Nous, on disait : « Il faut qu'on révèle publiquement que ça ne va pas. » Un autre groupe disait : « 10 000 réfugiés sont en train d'arriver et peut-être que nous ne devrions pas prendre la parole publiquement sous peine d'être expulsés et de ne pass

pouvoir les aider. » Un troisième groupe composé de volontaires qui travaillaient avec acharnement depuis longtemps au Zaïre sur des programmes de développement, ne voulait pas abandonner leur programme, qu'il considérait comme indépendant de ce contexte. Donc ils ne voulaient pas partir. Il y avait donc trois dynamiques. On était une vingtaine, un nombre conséquent. Max Glaser, du context unit à Amsterdam est venu pour essayer de mettre tout cela dans un cadre et d'organiser la discussion et les idées pour arriver à une décision sur ce que nous voulions faire. A la fin, le point d'achoppement principal, c'était : « Oui on veut utiliser ces informations, mais on ne veut pas les rendre publiques. » On voulait les utiliser pour aller voir les ambassades et parler avec les gouvernements, faire pression sur le HCR pour qu'il fasse son travail. C'est donc ce qui a été décidé. On est alors allé à Goma et on a eu la même discussion avec l'équipe de direction. De nouveau les mêmes dilemmes et les mêmes débats. Ce sont les recommandations que Max a rapportées avec lui.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*



Je pense qu'au-delà de la faiblesse de l'organisation, il y avait aussi l'idée qu'on ne pouvait pas utiliser le rapport Shabunda publiquement parce qu'on préférerait continuer nos opérations même avec un accès limité. Donc ce n'était pas une décision inconsciente. C'était tout à fait conscient. Cette décision a été prise par quelques personnes et n'a pas été vraiment discutée ici [à Amsterdam].

Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



La motivation était très claire : s'il y a de graves atteintes aux Droits humains dans nos projets, selon notre charte, le volet « témoignage » de notre mission sociale, nous avons l'obligation de faire en sorte que ces violations ne restent pas inconnues. Donc dans ce cas, témoigner, nous l'avons interprété là-bas comme être présent, se documenter sur ce qu'on a vu, voir ce qu'on peut faire avec cette information sur la scène internationale. Nous pensions que dans un tel cas, avec des informations aussi sensibles, des opérations en cours et nos équipes sur le terrain, nous devons traiter cela de manière très confidentielle. Nous avons nos contacts avec les Nations unies et nous voulions leur donner l'information pour qu'ils assurent le suivi afin que le nom de MSF ne soit pas associé à cette affaire. C'était cela notre motivation. La décision de garder cela confidentiel, c'était suite à une demande du terrain au desk ou au directeur des opérations de l'époque. On était informé que le terrain était très inquiet et que nous avions obtenu l'information à la condition de ne pas la rendre publique - sinon ils ne nous auraient même pas informés. Si on avait dit qu'on la rendrait publique, le terrain nous aurait dit : « Pas question ! » Cette confiance a été brisée par la suite. Cela a produit des dégâts sur le terrain.

*Hanna Nolan, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD),
(en anglais).*

Les 3 et 4 avril 1997, de retour à Amsterdam, l'équipe de la mission exploratoire dans le Masisi débrieife avec le responsable de programme du département des affaires humanitaires.

Le groupe suggère des moyens de répondre aux exigences posées par l'AFDL concernant l'accès aux réfugiés et propose une série d'activités de plaidoyer. Le rapport de l'équipe exploratoire dans le Masisi, écrit au retour de la mission, doit servir de base à l'écriture d'un « document de reconstitution » qui sera transmis à des acteurs externes.

Sa rédaction dure plusieurs semaines, certaines informations devant être complétées par l'équipe de Goma.

Mais la préparation et la date de sortie du rapport sur la mission d'évaluation de Shabunda en éclipseront la sortie. Le document final ne sera jamais publié.



« Suivi des opérations et de l'advocacy », **Message** des participants à la réunion de débriefing sur l'exploration dans le Masisi au responsable de programme Goma, à l'équipe de la mission exploratoire dans le Masisi, au HAD, au *context unit*, au coordinateur à Goma, 4 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Plusieurs points concernant le suivi ont émergé de cette réunion, qui sont présentés ici à la fois en terme d'implication potentielle dans les opérations et de suggestion d'activités d'*advocacy*. Pour le volet *advocacy*, il a été mentionné que les efforts d'*advocacy* ont toujours tendance à être présentés comme des événements médiatiques à court terme et haute visibilité qui peuvent être dommageables pour la capacité opérationnelle de MSF. Cependant il a aussi été mentionné que l'*advocacy* bien menée peut accroître l'accès humanitaire sur le long terme. Il a été souligné que le bureau d'Amsterdam devrait avoir une attitude transparente vis à vis du terrain au sujet des initiatives d'*advocacy*. Le rôle du terrain est vital pour mener à bien une campagne d'*advocacy*.

Implications opérationnelles

A la fois au siège et sur le terrain, la question de ce que devrait être la réaction de MSF aux requêtes de l'Alliance au sujet de l'accès à la région du Masisi.

Ces requêtes sont :

- Le rapport du voyage de la mission exploratoire du 24 mars dans le Masisi.

A l'avenir :

- Lettre à l'Alliance demandant la permission d'obtenir l'accès aux endroits que MSF souhaite visiter, deux jours à l'avance.

- Un « *facilitateur* » (suggéré) de l'Alliance pour accompagner les équipes MSF.

Les participants à la réunion ont suggéré que MSF :

- Explique la mission MSF à l'AFDL, dont les principes de base des interventions de MSF comme le libre accès, l'évaluation indépendante des besoins, l'évaluation indépendante des conditions de sécurité.

- Essaye d'éviter que le niveau d'accès obtenu par MSF jusqu'ici ne soit réduit à l'avenir. MSF a pu voyager dans le Masisi sans avertir l'Alliance deux jours à l'avance. MSF pourrait avertir l'Alliance s'il s'agit d'avoir accès à des endroits jusqu'ici hors d'atteinte.

- Ne se plie pas à la requête d'accepter un facilitateur dans les missions de la région.

- Organise des réunions avec les organisations humanitaires actives dans la région comme le CICR, Asrames et Cemubac afin d'essayer de présenter une réponse commune ou au moins des réponses similaires aux requêtes de l'Alliance (question : est-ce que les autres agences rencontrent les mêmes problèmes ?)

- Discuter les conditions explicites auxquelles MSF souhaite rester si l'accès ne s'améliore pas (calendrier, zone géographique et restrictions).

Suggestion d'activités d'advocacy

[...] Ad1. Acteurs politiques concernés

Les acteurs politiques internationaux peuvent être intéressés par l'utilisation de l'accès humanitaire comme moyen pour améliorer le niveau de leur soutien (caché) à l'AFDL afin d'aboutir à un changement de pouvoir plus graduel au Zaïre. Des pays comme les Etats-Unis appellent Kabila de façon de plus en plus pressante à autoriser l'accès humanitaire afin de rapatrier les réfugiés dans leurs pays d'origine. MSF devrait lier sa campagne d'advocacy pour l'accès actuel à ces demandes. Les gouvernements auprès desquels mener un lobby : Etats-Unis, France (?), Pays-Bas, Ouganda (?), Afrique du sud (?) institutions politiques : l'envoyé spécial des Nations unies, Sahnoun.

En plus du lobby auprès des Etats-Unis, le Comité américain pour les réfugiés (USCR) va entreprendre prochainement une visite d'un mois pour faire connaître le sort des populations zaïroises (déplacées) auprès des décideurs aux Etats-Unis. MSF devrait faciliter la mission de l'USCR et essayer de lier ces points d'advocacy avec les recommandations de l'USCR. La consultante de l'USCR qui va mener cette mission est une ancienne chargée d'information de MSF [...].

Ad.2 Acteurs des Droits humains concernés

Dans la proposition de suivi des événements du Masisi, les acteurs des Droits humains concernés ont déjà été indiqués : Le rapporteur spécial des Nations unies pour le Zaïre, la Commission d'enquête (prochainement mise en place). S'il existe une pression croissante sur l'Alliance pour autoriser une enquête et une surveillance indépendantes sur les Droits humains, on peut s'attendre à ce que certaines zones s'ouvrent. MSF doit suivre de façon serrée tous les développements sur le terrain, en vue également d'assurer le suivi des événements du Masisi.



« Réaction aux commentaires de MSF Bruxelles sur le rapport Bukavu-Shabunda », **Mémo** de MSF Hollande, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Ce rapport qui a été commandé il y a « plusieurs semaines », fait l'objet d'une confusion avec le rapport « Masisi », qui lui n'est pas encore terminé, parce qu'on a besoin d'informations complémentaires du terrain. Donc aucune autre personne ou organisation n'a reçu d'informations sur le Masisi.



On a fait un court briefing avec chacun et un autre plus complet avec Karen et Wilna [van Aartsen, cellule urgence MSF Hollande]. Karen Kenny est une spécialiste des Droits humains qui avait été sollicitée par MSF - elle a aussi fait le debriefing de la mission Shabunda. Le debriefing Masisi était donc un galop d'essai, car ils faisaient ce type de travail pour la première fois - un debriefing avec une spécialiste des Droits humains. J'avais rédigé un rapport de mission juste après mon retour et je l'avais envoyé à Amsterdam. On a alors fait une sorte de « reconstruction » du rapport de mission. On a construit et rédigé un rapport de manière à ce que l'information soit présentée de la façon la plus précise possible. Mon rapport de mission était le premier document brut racontant le voyage, le rapport « reconstruit » était rédigé avec l'objectif d'être utilisé. Il a été distribué plus tard, de façon très limitée. Après la reconstruction et le debriefing je suis revenue et j'ai réécrit le rapport de mission pour en faire un rapport destiné à l'externe. En fait une décision avait été prise à un ou plusieurs

niveaux de ne pas faire porter les efforts de témoignage sur la mission Masisi en soi. Et puis la mission Shabunda est arrivée et a éclipsé la mission Masisi.

Quand je regarde le rapport et le témoignage avec du recul, ça m'apparaît comme une chaîne. C'est peut-être juste mon point de vue sur le Masisi. Masisi était le premier indicateur de ce qui se passait – ou plutôt Bukavu était le premier indicateur et Masisi était la première confirmation que quelque chose de plus important se déroulait.

Shabunda nous a ouvert les yeux sur l'échelle et la complexité de ce qui se passait et la façon dont les organisations humanitaires étaient utilisées dans la stratégie.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).

Le 9 avril 1997, la directrice de la communication de MSF Etats-Unis conseille au réseau MSF une stratégie de pression prudente au sujet des violations des Droits humains dans l'Est du Zaïre. Selon elle, MSF « n'a pas de témoignages visuels directs de gens en train d'être massacrés et jetés dans des fosses » et que « voir des fosses communes n'est la preuve de rien ». Elle rappelle que « MSF n'est pas Amnesty ».



« **Commentaires** urgents sur la communication sur le Zaïre » Samantha Bolton directrice de la communication MSF États Unis aux responsables de programme et aux départements de la communication, 9 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Je suis très inquiète au sujet du commentaire « Si nous parlons publiquement, nous aurons la voie ouverte. » Comme l'ont souligné à plusieurs reprises, Anne Marie [Huby, directrice de MSF Royaume-Uni] et d'autres, nous devons faire la différence entre ce que nous pouvons affirmer avec preuves médicales à l'appui, nous MSF, et ce pour lequel nous devons trouver une stratégie d'expression différente.

Commentaires sur les atteintes aux Droits humains/charniers

1. MSF n'a pas de preuve visuelle de première main de gens en train d'être massacrés et jetés dans les fosses.
2. Voir des « fosses communes » n'est la preuve de rien. Nous ne sommes pas des scientifiques médico-légaux et les fosses communes peuvent avoir été creusées à la suite de famines.
3. Les propos des travailleurs de MSF ou de l'organisation en tant que telle rapportant « ce que les réfugiés nous ont raconté » ne sont pas une preuve de quoi que ce soit. Les Rwandais viennent du pays des mille collines et des rumeurs - les réfugiés sont connus pour exagérer et MSF n'est pas Amnesty [International] - nous ne sommes pas là pour transmettre ce que les réfugiés ont à dire - d'autres organisations sont là pour cela.
4. Les seules preuves que MSF peut fournir en restant crédibles sont des preuves médicales, en particulier depuis le déficit de crédibilité que nous avons enregistré sur la crise post-Kivu de septembre à décembre 1996.
5. Les preuves médicales de MSF sont crédibles seulement si elles comportent des données médicales systématiques enregistrées ou des abus ou des violations - comme des contusions ou des traces de brûlures. Ce que les patients nous disent au cours des consultations n'est pas une preuve en l'absence du constat ou du certificat médical du médecin.

6. Au sujet des « violations sérieuses et charniers », on a plus intérêt à *brief*er un ou deux journalistes expérimentés pour qu'ils fassent la recherche eux-mêmes sous condition que MSF ne soit pas citée comme source - laissons-les faire le travail - l'objectif est que les informations sortent - pas pour nous d'être impliqués à ce point.

7. Comparés aux rebelles nous sommes des amateurs en terme de relations publiques et le seul moyen de maintenir la sécurité de nos équipes c'est de faire une campagne diplomatique avec des pressions ciblées telles que décrites ci-dessus.

Stratégie proposée

1) Debriefing et prendre conseil auprès de Anne-Marie Huby et les coordos [coordinateurs] de terrain AVANT de prendre la parole publiquement sous quelque forme que ce soit.

2) Cibler des journalistes de confiance et de haut niveau pour faire leur travail - *Washington Post* (Steve Buckley à Nairobi) - *New York Times* (Koert Linquist). Le brief doit être oral - MSF ne doit pas être cité comme source dans l'article.

3) Contacter des ONG qui peuvent faire un travail médico-légal telle que Physicians for human rights [PHR], Amnesty [International], Human rights watch pour faire ce travail.

4) Informer les donateurs/préparer une stratégie avec les chargés de mission MSF.

5) Rédiger un rapport sur ce qu'ont vu les équipes.

6) Construire ensemble et le plus vite possible un rapport bon et solide est très important, mais cela ne doit pas empêcher, en même temps, de contacter d'autres capables de mener une enquête.

7) AGISSONS MAINTENANT : Carol, Jérôme et James sont en contact et peuvent se mettre au travail là-dessus rapidement.

Du 11 au 14 avril 1997, à son retour à Amsterdam, James Fraser, le logisticien-administrateur de MSF qui a mené la mission d'exploration de Shabunda, a fait un débriefing et rédigé un rapport.

Cette première version est ensuite présentée sous la forme d'un rapport remanié et complété. Il conclut qu'un massacre à grande échelle des réfugiés a été perpétré dans région de Bukavu-Shabunda par les rebelles de l'ADFL qui ont utilisé les organisations humanitaires pour attirer les réfugiés hors de la forêt. Le rapport mentionne que « plusieurs sources indiquent que les ordres d'éliminer les réfugiés émanent du Rwanda ».



Rapport final : Bukavu-Shabunda (Sud-Kivu, Zaïre), confidentiel, MSF Hollande, 16 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Conclusions

Sur la base des découvertes de la mission exploratoire, comme décrit ci-dessus, notre organisation considère qu'il y a de solides raisons de conclure que :

1. Des massacres de réfugiés à large échelle se sont déroulés dans la région de Bukavu-Shabunda.

2. Des massacres de ce type continuent à se dérouler.

3. Dans ce contexte, les réfugiés ne reçoivent pas la protection qui leur est attribuée par le droit international.

4. La population locale est intimidée et menacée afin qu'elle ne porte pas secours aux réfugiés mais aide plutôt les militaires à les traquer et les tuer.

5. Les militaires utilisent la présence des organisations internationales (gouvernementales et non-gouvernementales) comme appât afin d'attirer les réfugiés hors de la forêt et sur la route, facilitant ainsi leur élimination. De même, le processus de rapatriement, tel qu'envisagé actuellement, correspond à la stratégie des militaires puisqu'il encourage également les réfugiés à sortir de la forêt.

6. L'AFDL est responsable des violations des Droits humains et du droit international humanitaire. Plusieurs sources indiquent que les ordres d'éliminer les réfugiés émanent du Rwanda.



« Réaction aux commentaires de Bruxelles au sujet du rapport final Bukavu-Shabunda », **Mémo** de MSF Hollande, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Le rapport a été rédigé à partir du *debriefing* opérationnel et « Droits humains » des deux expatriés impliqués. Le premier *debriefing* a été réalisé par le desk, le second par une juriste spécialiste des Droits humains extérieure à MSF, expérimentée dans la conduite de *debriefing* sur les Droits humains et la rédaction de rapports conséquents sur cette base. De plus, pendant les *debriefings* opérationnels et « Droits humains » un membre du département des affaires humanitaires et un autre de l'équipe psychosociale étaient présents.

Le but de ce rapport était de montrer ce que les expatriés MSF avaient vu et entendu et d'en fournir un témoignage le plus précis possible. Déjà au cours de la mission exploratoire, des notes détaillées avaient été prises sur ce qui était vu et entendu ainsi que les possibilités d'obtenir des confirmations pour ces informations visuelles et orales. Les informations qui étaient trop vagues ou ne pouvaient pas être confirmées ont été laissées de côté pour ce rapport. La plupart des informations délivrées dans ce rapport sont basées sur au moins deux sources. Cependant en raison de la gravité des allégations portées au cours de ce voyage (des massacres de masse systématiques) et l'urgence d'agir pour prévenir de prochaines violences, de l'information « moins solide » a également été incluse dans le rapport dans le cas où l'allégation était très grave et semblable à des informations qui *pourraient* être confirmées.

Pendant tout le processus de rédaction du rapport les expatriés impliqués, ainsi que plusieurs autres personnes, ont donné leur avis sur les différentes versions afin d'éviter les erreurs et de sélectionner avec précaution les termes utilisés pour rédiger ce texte très sensible. Ce rapport ne discute pas des processus de décision entre les desks.



On a travaillé très dur, trois jours sans arrêt pour que le rapport sorte. Il y avait des discussions sur la façon de le construire. Ils ne voulaient pas le raconter sous la forme d'un récit parce qu'ils disaient que beaucoup des informations étaient de seconde main. Puis ils l'ont reconstruit sous forme de chapitres : la présence des réfugiés etc. Ils en ont supprimés certains. Je pense que c'était seulement une réorganisation des différents points. Ils ont séparé les faits avérés et les informations de seconde main. « Il n'existe aucune preuve formelle de ces informations. Ce sont des déductions ou des informations de seconde main. Je veux dire que je n'ai pas déterré moi-même des cadavres d'une fosse commune. En regroupant avec d'autres indices, voilà ce qu'on peut dire. » Dans le rapport court ils avaient enlevé quelques informations. Ils pensaient les utiliser dans un communiqué de presse. Ils pensaient

les montrer à des journalistes sans leur laisser le rapport. Il ne fallait pas qu'on sache que MSF avait donné cette information.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

Le 14 avril 1997, la responsable de la cellule d'urgence de MSF Hollande se rend à Goma et Bukavu pour discuter avec les équipes. Selon elle, celles-ci sont d'accord pour diffuser le rapport Shabunda publiquement.



J'ai discuté avec l'équipe de Goma des conséquences de Shabunda - ce qu'on en pensait et j'étais en faveur de le rendre public. Il y avait des gens au bureau qui ne voulaient pas le rendre public pour des raisons de sécurité. J'étais à Goma depuis plusieurs jours lorsque un soir l'équipe elle aussi a dit « nous devons le rendre public. » Je pense que c'est ce dont nous avons besoin. Ils avaient tous parlé avec James [Fraser, équipe exploratoire de MSF Hollande à Shabunda]. J'étais contente et fière - toute l'équipe pensait qu'on devait le faire. C'était un sentiment très sincère.

Wilna van Aartsen, MSF Hollande, responsable de la cellule urgence (en anglais).

Le 18 avril 1997, la section belge conteste la forme et certains éléments du contenu du rapport Shabunda et pose son veto à sa diffusion.

Le logisticien-administrateur de MSF Hollande passe outre ce veto et présente le rapport Shabunda au ministère des Affaires étrangères britannique, puis au gouvernement canadien. Il a été préparé à cette réunion, par le HAD de MSF Hollande.

Les responsables de MSF France découvrent pour la première fois dans ce rapport l'information selon laquelle les organisations humanitaires sont utilisées comme appât pour attirer et éliminer les réfugiés. Ils s'étonnent que les informations du rapport Shabunda n'aient pas déjà été diffusées publiquement.



« **Briefing** de James [Fraser, logisticien administrateur] - Shabunda » avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Vue l'extrême sensibilité de cette question pour les volontaires sur le terrain, en raison du fait que MSF n'est pas une organisation de défense des Droits humains, mais considérant l'importance du sujet vis-à-vis de la charte :

- Se concentrer sur ce que vous avez vu de vos propres yeux, sur les informations recoupées par différentes sources, toujours vous rappeler que MSF est une organisation médicale internationale qui intervient dans le cadre du droit international humanitaire et des Droits humains, et que nous encourageons les spécialistes à continuer à travailler sans perdre de temps sur le sujet des massacres, des violations des Droits humains.

LES FAITS

- Les éléments révélés par la mission exploratoire ; les éléments clairs et concordant.

- Vous recouperez le plus possible, corroborerez avec les récits de plusieurs autres personnes le long de la route.
- Il ne s'agit pas d'une enquête classique sur les Droits humains. Elle est basée sur la récurrence des témoignages.

- Sur les traitements depuis octobre-novembre 1996 par les médecins et infirmières MSF au Zaïre de blessures d'adultes et d'enfants par machette et par balles.

MSF N'A PAS DE TÉMOIGNAGE VISUEL DE PREMIÈRE MAIN DE MASSACRE OU DE CHARNIER.

LA CONFIRMATION DES MASSACRES ET DES CHARNIERS DOIT ÊTRE LE TRAVAIL DE SPÉCIALISTES ET NOUS ENCOURAGEONS L'AUTORISATION D'ÉQUIPES D'INVESTIGATION POUR FAIRE CE TRAVAIL ET LES JOURNALISTES et les organisations de défense des Droits humains à poursuivre la recherche de la vérité.

Les inquiétudes de MSF :

- fuite des réfugiés de la guerre et mort/souffrance de déshydratation, malnutrition, blessures par balles et par machette, choléra, diarrhées, exposition aux intempéries,
- manque d'accès pour donner/recevoir des soins médicaux,
- utilisation de l'aide humanitaire comme appât ; manque de respect pour la neutralité, l'éthique médicale,
- manque de protection/droits (non refoulement) pour les réfugiés,
- besoin de l'assistance (financière) de la communauté internationale au HCR pour accomplir son mandat de protection.

Il est très important que vous vous écartiez de manière très claire de toute déclaration définitive basée sur des récits de seconde ou troisième main.

« Est-ce que l'AFDL massacre systématiquement les réfugiés ? »

C'est une très bonne question et je vous encourage à l'approfondir. C'est une question à poser aux spécialistes des Droits humains, mais en tant qu'humanitaires médicaux, nous sommes très inquiets au sujet d'éléments indiquant que des violations des Droits humains continuent à se présenter à nos yeux.

« Avez-vous vu des charniers ? »

Je ne suis pas un scientifique médico-légal et seuls les spécialistes peuvent confirmer les nombreux rapports concernant l'existence de charniers. Mais j'ai rencontré de nombreux villageois terrifiés pendant ma mission exploratoire de Bukavu à Shabunda, du personnel militaire auquel on avait demandé de traiter les réfugiés comme des ennemis et de les éliminer, j'ai vu des tombes fraîchement creusées.

« Est-ce que Kabila a ordonné à ses soldats de tuer des réfugiés ? »

En tant qu'administrateur de MSF, ce n'est pas une question à laquelle je peux répondre. Ce que je sais c'est que notre droit d'accès à ces personnes en détresse nous a été régulièrement dénié, j'ai été personnellement intimidé dans l'exercice de mon travail, les réfugiés n'ont pas eu la protection qui leur est accordée par le droit humanitaire, MSF était et reste très inquiète par l'absence de protection des réfugiés et des personnes déplacées, par la sécurité des gens et des travailleurs humanitaires.



« **Point communication** Zaïre n°18 » Département de la communication MSF
Hollande, 18 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

3. Communications

La partie média de la campagne de lobby pour Shabunda a été reportée en raison des objections de MSF Belgique (la sécurité de l'équipe de Kigali pourrait être compromise)

Plus d'informations lundi. Donc : AUCUN JOURNALISTE NE SERA BRIEFÉ, NI NE RECEVRA LE RAPPORT ;

RAPATRIEMENT : il y a des rumeurs disant que MSF s'oppose au processus de rapatriement en raison de l'éclatement d'une épidémie de choléra.

La position de l'équipe est la suivante : nous ne sommes pas opposés au rapatriement tant qu'il est réalisé dans des conditions humaines et pas pour ceux qui ont le choléra. Considérant les conditions de santé des gens, les fortes pluies, la chaleur et le terrain, il est préférable que les gens qui sont dans une condition raisonnable soient rapatriés. La situation actuelle n'est pas bonne pour les gens.



J'ai trouvé ce rapport relativement léger. Je ne dis pas qu'ils avaient tort, je dis seulement que pour aller témoigner en se basant sur ça, moi j'avais de la peine. On était convaincu que ces événements se passaient, mais on trouvait le rapport léger. Ce n'est pas parce que l'histoire s'est avérée que chaque fois qu'on a ce type d'indices, on peut témoigner. S'ils avaient d'autres informations (et ils les avaient) il fallait qu'ils les montrent. Ils avaient des photos prises par un journaliste hollandais. Ils ne les ont pas produites parce que le journaliste disait : « Je ne veux pas les rendre publiques parce que sinon on ne va plus me laisser entrer au Zaïre ». A Goma, j'ai vu des gens de la mission qui ont vécu ces histoires. Ils ont été écœurés, choqués, traumatisés donc je crois qu'ils avaient raison de parler. C'est pour ça que je dis : témoigner oui mais aussi avec des indices qui soient forts. Je ne trouve pas que les informations de ce rapport étaient fortes : on a vu de la terre remuée, on a vu au loin une voiture partir, on a vu qu'ils mettaient rapidement des pelles sur la voiture.

Peut-être que c'est la rédaction, peut-être que c'est la compilation des données, je ne sais pas. Je crois qu'ils avaient raison, qu'il fallait témoigner, mais la forme même, je la trouvais tellement mauvaise. On l'a réécrit, je ne sais pas combien de fois ce rapport. On le trouvait très mal formulé. Cela a pris un temps fou à paraître et puis jusqu'au dernier moment, on n'était pas d'accord sur la forme. Je me souviens avoir rappelé Anne-Marie Huby, la directrice générale de MSF en Angleterre, alors qu'elle était dans le couloir et je lui ai dit : « Je ne veux pas que ce rapport soit diffusé parce qu'il est vraiment mal écrit, ça ne va pas, on ne peut pas donner ça. » Le résultat c'est que vu que c'est mal fait ou que certaines personnes disent que ce n'est pas suffisamment bien fait, il y a plusieurs personnes qui ne reprennent pas le message. C'est ça le problème. Les gens dans les sections, à un moment donné, en ont tellement marre, qu'ils disent : « Ce message-là, on ne le soutient pas ». C'est ce qui s'est passé avec Shabunda, et avec le rapport suivant.

[...], MSF Belgique, directeur des opérations (en français).



Nous sommes allés à Londres et au moment d'entrer au ministère des Affaires étrangères, nous avons reçu un coup de fil de Bruxelles nous disant : « Non, n'y allez pas ! Vous ne pouvez pas y aller ! » Ils essayaient de nous donner un ordre. « Parce que nous sommes inquiets pour notre personnel sur place ». Nous étions là, à la porte, et nous avions un rendez-vous dans cinq minutes. Alors Phil [Doherty, responsable de programme MSF Hollande] a pris la décision d'y aller parce que nous n'avions pas d'ordres à recevoir de Bruxelles.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*



Le 18 au matin, juste au moment où j'arrivais [au bureau MSF de New York], Antoine Gérard [chargé du département des programmes de MSF Etats-Unis] a reçu un coup de fil du directeur des opérations de MSF Belgique qui m'interdisait d'y aller [au Congrès] parce qu'il fallait d'abord revoir le rapport Shabunda. Les Belges étaient contre le rapport Shabunda. Le directeur des opérations n'était pas d'accord avec certaines déclarations et voulait les retirer. J'étais complètement contre ce retrait parce que ce n'était pas ce qui avait été décidé. Et j'étais là pour ça et j'allais y aller. Il y avait trop de choses à raconter à ces gens sur ce qui se passait. Donc on y est allé quand même.

Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, Janvier à mars 1997
(en anglais).



Arrive cette information, de MSF Hollande, et je vois le rapport Shabunda. Je ne sais plus si c'était pour avis, pour relecture. Quand je lis ça, je manque de m'évanouir. Il y a une phrase à la fin du rapport Shabunda qui laisse à comprendre que MSF et le HCR sont utilisés comme « chèvres » pour attirer les réfugiés qui ensuite sont tués. Il y a deux choses qui me choquent : ce n'est dit que dans une petite phrase à la fin et on ne dit même pas : « Attention, on prévient toutes les sections, arrêtez toutes les opérations avec les AFDL » Ce rapport, quand je le reçois, rapporte des faits qui ont déjà plus d'un mois. Cela veut dire qu'une information comme celle-là peut mettre plus d'un mois à remonter au niveau opérationnel et être partagée. Cela veut dire que plus d'un mois après les faits, aucune décision concrète ni opérationnelle ni publique n'a été prise sur la base d'une information comme celle-là ! Je suis atterrée.

Je descends tout de suite voir Jean-Hervé [Bradol, directeur de la communication] et je lui dis : « Ça, c'est une bombe, c'est gravissime, c'est monstrueux. Pourquoi ce délai-là ? On ne peut pas quitter le bureau ce soir sans avoir fait quelque chose. Ce n'est pas une info comme une autre. On s'arrête et on fait quelque chose ». Je crois qu'on fait une réunion tout de suite là-dessus et ensuite on décide d'agir. On appelle les Hollandais et on leur demande : « Pourquoi ? Qu'est-ce qui se passe ? On veut en savoir plus etc. » Ce qui se passe c'est que non seulement l'humanitaire n'est pas efficace mais en plus, l'humanitaire sert à tuer. De plus, on a la preuve dans ce rapport que des réfugiés existaient bien et qu'on avait raison alors que ça fait plus d'un mois qu'on est attaqué. Là, on a donc un élément non seulement pour se défendre mais pour être à nouveau capable de défendre les populations et on ne l'exploite pas.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français).



Je pense que le rapport Shabunda a été publié aux Etats-Unis, mais avec du retard. Je ne dis pas qu'on était dans le coup au moment où il a été fait, mais dès qu'on a identifié que MSF Hollande avait fait un rapport, on a mis la pression sur eux pour en avoir le contenu et on leur a dit : venez le présenter si vous pensez qu'on ne peut pas le présenter nous-mêmes. Je me souviens des discussions que j'avais eues avec Françoise [Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF] à ce moment-là. Je pense qu'on n'était pas dans le bon timing, que malheureusement le papier avait traîné. On avait le sentiment à l'époque qu'ils avaient des informations qu'ils ne voulaient pas diffuser. C'était évident. Je pense qu'on était en retard.

Antoine Gérard, MSF Etats-Unis, responsable du département des programmes
(en français).



Ce qui fait sortir de la rumeur ce genre de sujet, c'est quand une institution assume de dire qu'elle le croit vrai et assume de fournir les arguments avec lesquels elle étaye ses convictions. Aucune des institutions concernées, ni le HCR, qui disait quasiment l'inverse, ni MSF Hollande, ni le CICR n'a assumé sa position publiquement sur un sujet fondamental. Donc tant que personne n'assumait publiquement de sourcer cette information et de dire « Nous institutionnellement on la considère comme valide, c'est notre position officielle ». Eh bien en dépit de la conviction des uns et des autres individuellement, cette information restait au stade de rumeur et de rumeur dangereuse parce que le flou n'incitait pas les assassins à se modérer. Ils savaient qu'ils avaient une impunité telle que même l'existence du crime était niée.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Répondant aux critiques de MSF Belgique concernant le rapport Shabunda, MSF Hollande en explique les modalités de rédaction et les objectifs dans un message envoyé à toutes les sections.



« Réaction aux commentaires de Bruxelles sur le rapport final Bukavu-Shabunda », **Mémo** de MSF Hollande, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

En ce qui concerne la « sécurité »

Les allégations du rapport concernant l'implication du gouvernement rwandais dans les éventuels massacres de masse ne sont pas rapportées par MSF directement mais par d'autres, à MSF pendant sa mission (« Il a été signalé à MSF ») De plus, à deux occasions, MSF a rencontré le commandant rwandais Jackson, qui soutient les allégations concernant l'engagement du gouvernement rwandais. Ces allégations ne sont pas nouvelles et ont déjà été posées auparavant par Human rights watch dans son rapport : « Attaqués de tous les côtés » (mars 1997, Vol 9, n 1) et par le rapporteur spécial des Nations unies pour le Zaïre, M. Robert Garreton dans son rapport à la Commission des Droits humains (E/CN.4/1997/6, 28 janvier 1997 et E/CN.4/1997/6/Add.2, 2 avril 1997). Nous avons choisi de coucher les informations sur le papier plutôt que nous contenter de communiquer oralement les éléments confidentiels soulevés dans le rapport, afin de faciliter la discussion au sujet des massacres de masse suspectés et de fournir des informations aussi détaillées que possible aux personnes pertinentes qui pourraient contribuer à faciliter une enquête rapide et efficace au sujet des violations des Droits humains rapportées. Bien sûr, le risque d'une fuite des informations confidentielles vers des personnes qui n'étaient pas ciblées à l'origine existe toujours et peut créer des risques de sécurité. Cependant, ce risque est aussi présent dans le cas d'informations divulguées oralement que par écrit.

Néanmoins, l'avantage d'un rapport écrit (mais confidentiel) dans un tel cas est qu'il donne à MSF des bases plus solides pour se défendre en cas d'éventuelles accusations. S'il est contre-attaqué, cela contribue même à sa crédibilité et renforce le caractère de gravité des violations des Droits humains dénoncées, ce qui à son tour renforce la probabilité que ces allégations fassent l'objet d'une enquête. De plus, comme vous le savez, les informations verbales ont tendance à être déformées dès qu'elles circulent entre les personnes et dans le pire des cas se mettent à « vivre leur propre vie ». Comme

des affaires de ce type ont tendance à être exagérées cela peut même mener à des problèmes de sécurité encore plus importants et moins contrôlables.

En ce qui concerne « l'agence de contre-espionnage » ?

Au sujet de « l'information militaire » nous aimerions souligner que MSF n'a pas volontairement et activement rassemblé ce type d'informations. Quant à la plupart des informations qui peuvent être considérées comme « militaires », on les a rapportées à MSF pendant le voyage ou bien ses volontaires ont assisté directement aux événements concernés. Ce type d'informations n'a pas d'autre but que d'apporter au rapport des éléments de contexte dans lequel les éventuels massacres ont eu lieu. De plus, cela confirme le fait que l'AFDL contrôle la région décrite et qu'ainsi en vertu du droit international est responsable des violations des Droits humains qui s'y déroulent ainsi que d'éviter d'autres abus et de conduire les responsables devant la justice. Que les violations des Droits humains soient perpétrées par l'AFDL elle-même ou pas.

En ce qui concerne « le témoignage indirect/les sources »

Les personnes qui ont parlé à MSF et au HCR pendant la mission exploratoire étaient trop terrorisées pour donner leur nom, craignant des représailles si elles étaient reconnues. Et même si nous avons eu les noms des témoins, nous ne les aurions pas mentionnés afin de protéger leur identité. C'est ce qui explique l'énoncé du rapport et les indications plus générales au début du rapport au sujet des sources d'information. Cependant, le rapporteur spécial des Nations unies, comme Amnesty International et Human rights watch utilisent ces mêmes termes dans leurs rapports en ce qui concerne l'identité des témoins.

Nous pensons que les allégations concernant les violations des Droits humains combinées aux événements auxquels l'équipe a directement assisté ou dont elle a entendu parlé pendant la mission explo[ratoire] donnent de solides raisons de conclure que des violations des Droits humains se sont déroulées et se déroulent encore. De plus, à nos yeux la présence actuelle de MSF et du HCR dans la région par le biais de cette mission explo, fournit à MSF une base de crédibilité suffisante. Pour les remarques sur les témoignages directs/de première main, voir ci-dessous.

En ce qui concerne « le témoignage direct »

En principe, il est très rare d'assister en direct à des violations des Droits humains tels que des massacres de masse, puisqu'ils se déroulent la plupart du temps en dehors de toute présence internationale (d'où le besoin d'une telle présence). Effectivement le témoignage direct est la forme la plus solide de témoignage/*advocacy* qu'on puisse souhaiter avoir, mais dans le cas en question elle n'était pas disponible. Pourtant nous sommes tous d'accord sur le fait que nous ne pouvons pas rester silencieux face aux graves allégations posées par les réfugiés et la population locale qui ont affirmé avoir assisté à ces abus. De plus, les récits indirects semblent être confirmés par les lieux, les événements et les personnes rencontrées pendant la mission exploratoire.

POSITIONNEMENTS PUBLICS CHAOTIQUES DE MSF

Le directeur général de MSF France propose à ses collègues des autres sections d'envoyer un résumé du rapport Shabunda à des journalistes sélectionnés en leur demandant de s'engager à ne pas citer MSF. La rédaction du document est confiée à un groupe de travail intersection sous la responsabilité de MSF Hollande.



« Suggestions de l'exécutif à Paris sur le lobby Est du Zaïre » **courriel** du directeur général de MSF France au responsable de programme et au HAD de MSF Hollande, au centre de recherche de MSF Belgique, à la responsable juridique de MSF France, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,

Je vous envoie ci-joint une proposition pour le lobby Est Zaïre :

1) Les documents existants doivent être considérés comme une « information de fond » pour usage interne et pour distribution limitée aux organisations de défense des humains (capable de respecter la confidentialité des informations).

2) Un rapport concis (3 à 4 pages) doit être rédigé sur la situation des réfugiés dans l'Est du Zaïre, incluant ;

- le Sud de Kisangani (dont Tingi-Tingi),
- Masisi,
- l'axe Bukavu-Shabunda,
- les camps de transit du Rwanda.

Une analyse globale incluant :

- l'accès aux populations,
- la situation sanitaire,
- la protection.

3) Groupes ciblés :

- les autorités politiques,
- des journalistes sélectionnés (qui s'engagent à ne pas utiliser le nom de MSF).

4) Organisation interne du projet

- groupe de travail composé de Theo Wijngaard (Amsterdam), Peter Caesar (Bruxelles) et Françoise Saulnier (Paris), coordonné par Théo
- en collaboration avec les départements, les desks et les directeurs des opérations concernés.

- Sous la responsabilité de Ton Berg/Pim de Graaf

5) Date limite : lundi matin 28 avril.

6) Distribution du premier jet du rapport par e-mail aux directeurs des opérations et aux directeurs généraux à Bruxelles, Amsterdam et Paris.

7) Approbation par les directeurs généraux et les directeurs des opérations par e-mail ou par téléconférence lundi à midi.

Merci d'envoyer vos commentaires ou approbations de cette proposition avant 17 heures aujourd'hui.



« **Point communication** Zaïre°20 » Département communication - MSF Hollande, 22 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

(INTERNE) Les discussions sur l'*advocacy* continuent. Amsterdam rédige un premier jet d'une mise à jour de la position de MSF. Les desks et le terrain seront ensuite consultés. Ce document doit s'intéresser aux problèmes généraux dans l'Est du Zaïre : absence d'accès, manipulations des organisations humanitaires et violations des Droits humains. Notre degré d'implication avec les médias n'est pas encore très clair. Pouvons-nous lister des faits, prouvant les violations de Droits humains, jusqu'à quel point pouvons-nous utiliser les informations du rapport ??? S'il vous plaît, évitez les commentaires à ce sujet jusqu'à ce qu'une décision soit prise.

[...] Merci de ne pas dévoiler les données chiffrées du terrain aux médias. Sélectionnez-les avec précaution et insistez pour que les rendez-vous pour les interviews ne soient donnés que par les départements de la communication (vous, ou Amsterdam.)

Le 23 avril 1997, au cours d'une téléconférence, les directeurs généraux et directeurs des opérations des sections belge, française et néerlandaise de MSF décident de communiquer sur l'entrave à l'accès aux réfugiés, se réservant une communication plus forte ultérieurement si besoin. Le directeur des opérations de MSF Hollande y oppose son veto pendant quelques heures, le temps de prévenir les équipes sur le terrain.

Le même jour, le quotidien étasunien *The New York Times* publie des éléments du rapport Shabunda, sans citer MSF.



« **Historique** de la communication Zaïre » établi pendant l'été 1997 par Jean-Marie Kindermans, Secrétaire général de MSF International (en français).

Extrait :

23 avril : Téléconférence (comprenant Dirop [les directeurs des opérations], DG [les directeurs généraux], desks... selon les sections). Proposition de procéder en deux phases : communiquer publiquement sur l'impossibilité d'accès à Kisangani, dès le jour même ; puis quelque chose de plus fort ultérieurement si les massacres sont confirmés. Veto mis par Pim [de Graaf, directeur des opérations de MSF Hollande] pour quelques heures, le temps de prévenir les équipes (« c'est un changement complet de stratégie pour la section hollandaise »). Malgré accord de principe plus tard, pas d'accord sur un communiqué de presse et pas de communication externe.



« Selon l'ONU, les rebelles zaïrois bloquent l'aide » Howard French, *The New York Times* (États-Unis), 23 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

« Ce à quoi nous avons assisté c'est à une campagne de nettoyage contre les Interahamwe et contre les réfugiés en général » a déclaré un responsable d'une organisation non gouvernementale internationale de secours qui a été active dans le Zaïre central depuis la guerre.

« Parfois, quand on leur a rapporté que des Interhamwes étaient présents parmi les réfugiés, les rebelles vont tuer beaucoup de gens. Et parfois ils tuent beaucoup de gens sans raison. » [...] Selon les responsables des secours, les populations locales dans plusieurs zones de l'Est du Zaïre affirment que les unités armées de l'Alliance de M. Kabila suivent une stratégie consistant à passer derrière la vague des opérations de secours dans les zones isolées, de ramasser et achever des groupes disséminés de réfugiés hutus avant qu'ils aient pu recevoir de l'aide.

Le rapport confidentiel d'une organisation de secours raconte que dans un village, Kigulube, un site de charniers a été découvert par les locaux près d'un poste militaire. Ces personnes ont raconté que, dans un endroit proche environ 200 réfugiés ont été exécutés la seule journée du 15 février.

A propos d'un autre site, le rapport affirme : « Les réfugiés ont rapporté que les garçons et les jeunes hommes ont été séparés des familles et des groupes de réfugiés et forcés

à porter les bagages des militaires. Ils ont été emmenés dans la forêt et n'ont jamais été revus. »

Bien que les rebelles aient plusieurs fois nié attaquer les réfugiés et aient qualifié ces rapports de « propagande », les organisations de secours actives dans l'Est du Zaïre rapportent que l'accès aux zones dans lesquelles se déroulent ou se sont déroulées les actions militaires des rebelles leur est sans cesse refusé.

Le 24 avril 1997, les organisations de secours n'ont toujours pas accès aux camps, mais les informations se multiplient pour confirmer que ces camps sont désormais vides, tandis que les rumeurs de massacres se précisent.

Amnesty International déclare que 80 000 réfugiés dans un état d'épuisement général errent dans la jungle, victimes des violences de l'AFDL et affirme disposer de nombreux rapports sur ces violences.

La task Force Zaïre de MSF Belgique décide que MSF ne fera aucune déclaration sur les massacres ou les camps déserts tant que les rumeurs n'auront pas été confirmées directement ou par des sources fiables. Cependant elle prévoit quand même de faire diffuser par l'ensemble du mouvement MSF un communiqué de presse le lendemain et d'organiser une conférence de presse pour le retour de ses équipes des camps désormais vides afin de demander où se trouvent les réfugiés, la plupart étant incapables de marcher. Ils souligneront également que si MSF n'a pas accès à ces réfugiés, ceux-ci ne recevront alors aucune assistance.

MSF présentera également un rapport global sur la situation à Kisangani, incluant des données médicales, le rapport Shabunda et un rapport sur les rapatriements au Rwanda.

A Bruxelles, le directeur général de MSF Belgique et le directeur des opérations de MSF Hollande rencontrent la commissaire à l'action humanitaire de l'Union européenne, et des représentants du CICR, du HCR et d'OXFAM.

Pour tous, la stratégie d'élimination est évidente. Ils demandent la mise en œuvre d'une politique minimale qui permette et garantisse la protection des opérations, le rapatriement des réfugiés et une commission d'enquête sur les Droits humains. MSF demande une présence politique européenne de haut niveau qui surveille les engagements pris par Kabila et que des sanctions soient prises en cas de manquements.



Compte-rendu réunion *task force* Zaïre du 24 avril 1997, 25 avril 1997 (en français).

Extrait :

- Kisangani : pas d'accès hier. Cet après midi, une commission tripartite : Alliance + HCR + journalistes est partie vers les camps. Pas encore de *feed back*. Ils sont partis assez tard et n'arriveront probablement pas dans les camps avant la nuit. Pas grand chose à en espérer donc.
- Rumeur de massacre dans la presse. Info[r]mation fragile car témoignages indirects :
- 1 journaliste zairois de Reuters qui parle aux villageois qui racontent ce qu'ils auraient vu ou entendu.
- Le chauffeur MSF qui n'est toujours pas rentré.
- Le père de la paroisse du village.

En tant que MSF, on ne peut donc communiquer ni sur le massacre, ni sur les camps vides tant que ces rumeurs n'ont pas été confirmées par d'autres sources sûres ou directement.

Hier, des journalistes ont tenté de se rendre dans les camps en traversant le fleuve en pirogue. Ils se sont fait refoulés au km 7 par des villageois franchement agressifs.

Les expats [expatriés] auraient quant à eux, entendu des tirs. Mais pendant combien de temps ? Une heure ? 4-5 heures ?

En tout cas, l'état des réfugiés à Biaro ne leur permettait pas de prendre la route, et seulement 40 % des réfugiés de Kasese seraient en état de marcher.

[...] Au niveau du témoignage :

- Peter est en train de finaliser un rapport sur la région avec Paris et A'dam. [Amsterdam]

- MSF n'a pas les éléments pour accuser directement le Rwanda.

- Au niveau de la sécu[r]ité, il faut dénoncer la stratégie délibérée de l'Alliance de non accès aux camps. Vincent doit rencontrer le colonel Massissippi à ce sujet ce matin. L'Alliance aurait en tout cas reçu comme consigne de tout faire pour que les humanitaires « se sentent bien dans la région » et communiquent une bonne image de l'Alliance. Vincent [Janssen, coordinateur à Kisangani] allait aussi discuter avec l'Alliance de l'arrêt de la propagande anti-ONG dans les médias locales. (voir le rôle joué par la radio dans les Grands Lacs en 1994).

[...] Dernières minutes.

[...] - MSF fait un communiqué de presse demain en concertation avec les autres sections.

- MSF Belgique organise une conférence de presse demain midi suite au retour de la visite des camps par la tripartite. Constat : Les camps sont vides

1. Où sont passés ces gens qui pour la plupart étaient incapables de marcher ?

2. Si MSF n'a pas d'accès à ces gens, ils ne reçoivent aucune assistance. Cette conférence de presse sera aussi l'occasion de communiquer les documents suivants :

- Rapport global sur la situation à Kisangani y compris données médicales.

- Le rapport Shabunda

- Le rapport sur les rapatriements au Rwanda



« Amnesty condamne les exactions à l'encontre des réfugiés dans l'Est du Zaïre. »

AFP (France), 24 avril 1997 (en français)

Extrait :

L'organisation humanitaire, basée à Londres, a indiqué qu'environ 80 000 réfugiés, localisés en plusieurs endroits au sud de Kisangani, en Haut-Zaïre, se trouvaient dans un état « d'épuisement général » à la suite de famine ou de maladie. « Combien de réfugiés ont dû mourir ou souffrir de violations de Droits de l'homme, victimes des troupes » de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre de Laurent-Désiré Kabila « avant que le monde leur envoie un message clair leur indiquant qu'ils sont responsables d'un génocide ? », s'est demandé un porte-parole d'Amnesty.

L'organisation humanitaire a reçu d'innombrables rapports portant notamment sur les « exécutions arbitraires » ou les « disparitions » de réfugiés hutus, aussi bien rwandais que zaïrois, depuis le début du conflit armé dans la région en septembre 1996.

Les troupes de Kabila ne sont pas intervenues pour mettre fin aux attaques dirigées contre les convois d'aide humanitaire, a souligné Amnesty [International] ajoutant que les rebelles n'hésitent pas à rendre, par exemple, les réfugiés responsables de l'apparition de l'épidémie de choléra dans les camps.

Le 24 avril 1997, le département communication d'Amsterdam relaye le message de la téléconférence du 23 avril à ses confrères des autres sections.

Dans l'après-midi, la responsable juridique de MSF France annonce par courriel aux directeurs généraux, directeurs des opérations et de la communication de toutes les sections, que le veto est levé sur la diffusion du rapport Shabunda. Elle apporte quelques modifications au rapport final en collaboration avec ses collègues des sections belge et hollandaise.



« Pas de communiqué de presse Kisangani » **Message** de Ruud Huurman, chargé de communication de MSF Hollande aux départements de la communication, 24 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Après consultation avec Anouk [Delafortrie chargée de communication MSF Belgique et le desk, nous avons conclu que le communiqué de presse n'est plus pertinent. Non seulement d'autres organisations ont déjà parlé au sujet de ce qui se passe à Kisangani, mais leurs déclarations étaient aussi beaucoup plus fortes que ce à quoi nous pouvons prétendre maintenant. Donc le communiqué de presse est annulé.

Nous sommes maintenant de nouveau concentrés sur une déclaration plus forte, plus délicate au sujet des violations des Droits humains. Le desk a promis de nous en dire plus d'ici la fin de l'après-midi.

Pour votre information : les équipes du Zaïre se préparent à de possibles répercussions, une fois que nous aurons parlé publiquement de la situation des Droits humains.

L'équipe de Kisangani est déjà en passe d'être réduite et Goma s'y prépare. Bien sûr, ce sont des informations à usage INTERNE.



Courriel de Françoise [Bouchet] Saulnier, Responsable juridique MSF France à tous les directeurs généraux, directeurs de la communication, directeurs des opérations et réponse de Ton Berg, MSF Hollande, 24 avril 1997 – 15h29 et 16h27 (en français, en anglais).

Extrait :

Shabunda :

Message pour les directeurs des opérations, les directeurs de la communication, les DG [Directeurs généraux]

Le veto sécurité mis par le directeur des opérations de MSF Belgique a été levé sur cette nouvelle version expurgée du rapport Shabunda. Ce rapport peut donc être distribué aux journalistes sous le nom de MSF.

Amitiés et bon vent à tous.

Françoise Saulnier

Chers Françoise et Bernard,

Je suis désolé mais ce n'est pas une bonne façon de traiter un rapport réalisé par le département des affaires humanitaires de MSF Hollande. Nous sommes responsables de ce rapport, de son contenu et de sa distribution. Je pense que cela doit être respecté. En cas d'accord sur l'utilisation d'une partie de notre rapport, c'est à MSF Hollande de décider quelle version sera utilisée. Je ne pense pas que ce soit à MSF France de décider du texte d'un « nouveau » résumé. Bien sûr, nous sommes contents que le veto soit levé

et que nous puissions appliquer le plan prévu, mais j'insiste fermement sur la nécessité d'arriver à un accord entre toutes les sections. Ce n'est pas à MSF F de prendre ces décisions et de formaliser la façon de procéder. Mon fax de début d'après-midi n'a pas été respecté. Donc comme nous l'avons déjà dit, nous souhaitons prendre en compte vos remarques au sujet du résumé. Mais un accord a été passé au sujet de qui est chargé de quelle partie du nouveau papier.

Cordialement,
Ton Berg.



Courriel de Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF France à Peter Casaer (MSF Belgique), 24 avril 1997, 17h06 (en français).

Extrait :

A Peter Casaer (MSF Belgique) :

Ci-joint un draft des drafts. J'ai mis en italique les endroits que tu peux essayer de remplir tout seul avec les données que tu as, ou que tu n'as pas. Bref pour aller un peu plus vite, je te donne le texte. Commence par boucher les trous concernant les données. On discute du fond et de la forme plus tard. Ok, de toute façon tout est modifiable dans ce premier jet et mon amour-propre est en vacances. Par contre j'aimerais qu'on essaie d'abord d'avoir les données avant de faire démolir le texte par des relectures. Donc ne le fais pas encore lire autour de toi si tu peux.

Amitiés - Françoise



Courriel de Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF France à Ed Schenkenberg (HAD MSF Hollande), 24 avril 1997, 17h06 (en français).

Extrait :

A Ed Schenkenberg (MSF Hollande)

Afin de te tenir informé de l'évolution du travail, je t'envoie l'état de mes recherches. Il faut remplir les « trous » d'ici la fin de la journée. Aussitôt que c'est fait, je t'en informe afin que vous puissiez tous commencer à corriger et supprimer. J'espère que nous sommes tous deux confiants dans le fait que quoi qu'il arrive, un tel travail concernant une situation aussi désespérée aura un résultat.

Sincèrement - Françoise



« Kivu doc en annexe » **Courriel** de Peter Casaer (MSF Belgique) à Françoise Saulnier (MSF France) 24 avril 1997, 21h20 (en français).

Extrait :

Salut Françoise

Tout ce qui a été ajouté/modifié est souligné et en ***bold*** [gras]. [...] Il y a quelques passages qu'on aimerait modifier ou supprimer : on a déjà indiqué (j'ai parcouru avec Dominique Boutriau) en ***bold*** et souligné également.

Bises et bonne nuit, Peter.



Le HAD, qui avait rédigé le rapport, affirmait ne pas pouvoir le sortir à cause du veto de MSF Belgique. Ce veto a été levé au cours d'une téléconférence par les directeurs des opérations, qui en avaient la légitimité puisqu'il s'agissait d'un veto lié à la sécurité des équipes de terrain. J'ai assisté à cette téléconférence et j'ai proposé, pour qu'on puisse lever ce veto, de retirer du rapport les noms qui pouvaient mettre des personnes en danger et certaines informations trop précises. Ensuite, j'ai effectué ces modifications, en collaboration avec mes collègues de MSF Belgique et de MSF Hollande. Le HAD a alors contesté notre légitimité à modifier un rapport dont ils se considéraient comme seuls responsables. Or, pour moi, ce rapport devait être rendu public le plus vite possible et le feu vert à sa publication lancé non pas par le centre de recherche qui l'avait rédigé mais par les directeurs des opérations.

Cette histoire me laisse le sentiment de l'immense fragilité de la capacité d'alerte de MSF. Une information comme celle-là peut circuler dans les e-mails pendant deux mois sans que ça arrête qui que ce soit dans sa journée de travail et ça, c'est un coup de poing au ventre. Pour moi, le plus grave, c'est que cette information étant connue dans le réseau MSF, on ne s'arrête pas pour que quelqu'un comprenne qu'elle est au centre du combat que toutes les sections mènent depuis deux mois pour faire savoir que tous les réfugiés ne sont pas rentrés au Rwanda et qu'ils sont en danger dans la forêt.

Je trouve effrayant que le rapport Shabunda apparaisse par hasard quelques jours avant la chute de Kisangani, les massacres de Biaro, alors que les opérations qu'il décrit, l'utilisation des organisations de secours comme appâts pour attirer les réfugiés se déroulent depuis plusieurs mois et qu'on le sait. Ce n'est pas une nouvelle exaction qui a lieu sur un chemin. Ces informations sont en concordance avec l'ensemble des craintes que nous avons pour cette population.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français).



Moi j'ai toujours su ce qui se passait sur place. Tu es responsable de programme, tu connais la situation, mais tu n'as pas tes équipes sur place à toi. Tu délègues à MSF Hollande et c'est MSF Hollande qui gère ça. Tu dois fonctionner comme ça aussi. Il faut accepter une certaine délégation de responsabilités. Les rapports hollandais étaient bons. Il était bon ce rapport Shabunda. Quant à l'opportunité de sortir ce rapport et à quel moment, encore une fois je leur ai fait confiance. A partir du moment où ils étaient en charge, c'était à eux de décider. Ce sont eux qui étaient sur place, qui avaient leurs équipes, qui géraient. Ils étaient assez grands. On n'était pas à trois jours près sur ce rapport. Il a d'ailleurs servi à quoi ? A rien du tout ! Quel était le but de ce rapport ? On a dit ce que tout le monde savait déjà. Quelle en a été la conséquence, qu'est-ce qu'on a fait avec ces informations ? Rien ! C'était un fait, c'était la guerre, on était aussi utilisé au Rwanda avec tout ce que tu peux imaginer. Je ne dis pas que ce ne sont pas des choses à dire mais que tu le dises un jour ou une semaine plus tard, ça n'a pas d'importance. Il n'y a pas besoin de faire un esclandre parce qu'on n'est pas d'accord sur la date. Je crois que cela doit être dit, nous sommes bien d'accord. Mais il ne faut pas rêver sur l'impact. Cette crise durait depuis deux ans, les gens n'en avaient plus rien à faire qu'il y ait un rapport Shabunda ou pas un rapport Shabunda.

Cela doit être dit mais de façon professionnelle et je crois même que ça doit être dit avec un rapport bien étoffé parce que c'est la seule manière que ça laisse des traces. Si on va gueuler une fois dans la presse avec ce truc-là, ça ne servira à rien, tandis que si on fait un bon rapport bien professionnel qu'on peut transmettre, un témoignage comme on déteste les faire à MSF parce qu'on aime les témoignages spontanés et de cœur, au moins ce rapport risque de rester dans les annales et de monter vers les décideurs. Je dois dire qu'il a été donné à

Garetton [Robert Garretton, rapporteur de la mission d'enquête de la commission des Droits humains des Nations unies sur les allégations de massacres dans l'Est du Congo].

Dr Dominique Boutriau, MSF Belgique, responsable de programme (en français).



Le département des affaires humanitaires a rédigé ces rapports et nous les diffusons avec beaucoup de prudence. Le problème c'était la querelle interne.

Ils voulaient écrire un texte très précis, vérifié et contre-vérifié. Le rapport devait être relu par tout le monde ici et on devait décider s'il était correct pour la publication. Donc tout le processus était très lent. C'était dû au profil « Droits humains » des membres du département des affaires humanitaires, qui étaient très exigeants. Je ne vois pas d'autre raison... A l'époque de Jacques [de Milliano], le directeur général avait une ou deux personnes auprès de lui qui rédigeaient les rapports. En pratique, les opérations étaient toujours impliquées. Et même plus tard, quand le département des affaires humanitaires a été créé, il était rattaché aux directeurs opérationnels. C'était à ce département qu'on demandait de rédiger un rapport sur telle ou telle région. Le directeur général et moi-même nous n'étions plus directement impliqués mais nous étions informés du rapport.

Lex Winkler, MSF Hollande, directeur général/directeur des opérations (en anglais).



Shabunda, si je me rappelle bien, il y avait une version courte de 4 pages pour distribution publique, dans laquelle, par exemple, de nombreuses références aux positions militaires avaient été enlevées. Mais je ne sais même pas quelles sont les versions qui, à la fin ont été distribuées publiquement. A MSF, on n'a toujours pas compris que si on donne un document – même si parfois on le donne hors des sections – il faut désormais le considérer comme un document public. C'est une démarche dont on ne peut plus contrôler l'impact en termes de communication.

Leslie Lefkow, MSF Hollande, département des Affaires Humanitaires (HAD), chargée de mission (en anglais).

Le chargé de communication de MSF Hollande annonce alors à ses confrères que le nouveau résumé du rapport Shabunda peut être diffusé à un groupe ciblé de journalistes « fiables », dont il donne la liste et qui doivent s'engager à ne pas citer MSF.



Message de Ruud Huurman, chargé de communication de MSF Hollande, 24 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Salut à tous,

Journée plutôt frustrante, avec trop de changement et de confusion. En ce qui me concerne je suis désolé, mais ne tirez pas sur le messenger.

Plus sérieusement maintenant.

Le rapport sur Shabunda sous la forme distribuée par MSF F (Françoise) aujourd'hui est désormais validé pour la distribution. SEULEMENT A LA LISTE DE MÉDIAS SÉLECTIONNES et sous la condition de STRICTE confidentialité, ce qui signifie :

- Ils ne devront jamais mentionner MSF comme source.
- Ils ne devront pas mentionner comme source, une « organisation de secours » ou une phrase similaire.
- Ils ne devront jamais mentionner le rapport MSF comme source.
- Ils ne citeront pas d'extraits du rapport.
- Ils ne partageront pas le rapport avec d'autres.
- Ils ne parleront pas de l'aide que MSF leur a apporté.

Ces médias sont :

Royaume-Uni : *Daily Telegraph, Guardian, Economist* (approchés par Anne-Marie)

Etats-Unis : *Washington Post, New York Times* ([approchés] par Barbara/Samantha)

Canada : *Globe and Mail* ([approchés] par Tim Pitt)

Hollande : *NRC* ([approchés] par Ruud)

Ajout d'autres médias seulement après consultation d'Amsterdam. Rendre compte à Amsterdam de chaque étape dans les relations publiques.

Merci de comprendre qu'il existe de sérieuses raisons à toutes ces règles : la sécurité de l'équipe de Bukavu est en jeu.

MSF Belgique rédige un autre communiqué de presse sur Kisangani, en se concentrant sur les conditions médicales des gens, la dernière fois que nous avons pu les voir et la question sera : où sont ces gens ?

Procédure : premier jet à Amsterdam demain matin tôt. Vers 10 heures GMT chacun saura si ce premier jet est accepté et si oui, il vous sera distribué à tous.



Fax de Ruud Huurmann, chargé de communication de MSF Hollande, 24 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

MSF a distribué un sommaire modifié du rapport Shabunda. Cette distribution n'a pas été correctement coordonnée et a suscité de la confusion.

S'il vous plaît prenez note : Cette version envoyée par MSF France est désormais disponible SEULEMENT pour un groupe CIBLE de journalistes, selon les conditions déjà formulées.

Aucune distribution à d'autres journalistes, jusqu'à nouvel ordre.



Les journalistes ciblés étaient essentiellement anglo-saxons, soit de l'audiovisuel, soit de la presse écrite. Certains médias internationaux, français ou espagnols, n'étaient pas inclus. Quand on raisonne en terme de lobbying, on doit orienter son ciblage des médias pour faire pression sur ceux qu'on veut atteindre et probablement les Nations unies. Donc si on n'est pas dans le New York Times, le Herald Tribune, sur CNN ou un média de ce type, on est à coté de la plaque. En réalité ce ciblage était plutôt lié au fait que le mouvement n'avait pas confiance en ce que feraient les autres journalistes avec le rapport. Ce n'est pas une bonne idée de restreindre l'information à quelques journaux. Je me souviens que la consigne n'avait pas été donnée au cours d'une réunion, mais par un courriel et que je l'ai complètement rejetée. J'ai dit que dès que j'aurais le rapport, j'attendrais bien sûr le feu vert. Il peut y avoir un autre critère que nous utilisons ici en Espagne. Nous pensons que sur certaines questions, tous les journalistes ne vont pas traiter la question comme nous le souhaitons. Donc nous faisons un choix – lequel de ces journaux a un correspondant ou un spécia-

liste dans la région dont nous parlons. Donc on peut faire un peu de discrimination, mais pas à un niveau international. C'est très difficile, à moins de se concentrer uniquement sur une stratégie de lobbying et de faire l'impasse sur la sensibilisation de l'opinion publique.

Rafa Vilasanjuan, MSF Espagne, directeur de la communication (en français).

Considérant qu'un feu vert a été donné, le directeur de la communication de MSF Espagne explique la position de MSF sur l'élimination des réfugiés dans l'Est du Zaïre à un journaliste du quotidien espagnol *El País*, sans toutefois lui remettre le document. Son homologue suisse fait de même avec le correspondant de l'AFP à Genève.

Le 25 avril 1997, *El País* publie les informations du rapport Shabunda en citant MSF. Selon la chronologie établie à l'été 1997 par le Secrétaire général du Bureau international de MSF, le rapport est également posté sur le site internet de la section hollandaise.



« Les rebelles zaïrois sont accusés de massacres par Médecins Sans Frontières » ***El País*** (Espagne), 25 avril 1997 (en espagnol).

Extrait :

Les forces de Laurent Kabila ont été accusées de massacres systématiques et de violation des droits humains contre les populations des zones conquises dans l'Est du Zaïre et des réfugiés rwandais par l'organisation non gouvernementale Médecins Sans Frontières. MSF a envoyé une mission exploratoire dans la région du Sud-Kivu pour installer des centres d'assistance et de rapatriement des réfugiés et a pu vérifier in situ comment les militaires de Kabila « intimidaient et menaçaient » la population locale pour qu'elle les aide à faire sortir les réfugiés de la forêt pour les massacrer. [...] Selon le rapport de MSF « à l'origine les militaires tuaient les hommes, mais depuis quelques temps ils tuent aussi les femmes et les enfants. » MSF dénonce le fait que les rebelles utilisent comme appâts la venue des organisations humanitaires internationales pour faire sortir les réfugiés de la forêt et les tuer sur la route. Ils obligent les chefs de village à aider les soldats à « nettoyer » les routes. De plus, après avoir conquis une zone, ils préviennent la population que « quiconque aidera un réfugié sera torturé et tué par les militaires ».



« Informations sur le Zaïre » **Point Info** MSF Espagne, 25 avril 1997 (en espagnol).

Extrait :

Hier, après deux jours de contacts permanents avec le terrain et entre sections, il a été décidé de diffuser un rapport de MSF Hollande, avec l'accord de MSF Belgique et corrigé par MSF France. MSF Espagne l'a donné à *El País*, le seul média à avoir un journaliste sur le terrain. Nous avons expliqué qu'il s'agissait d'un rapport confidentiel, mais qu'ils pouvaient l'utiliser puisqu'ils avaient un représentant dans la région.

Ce matin nous avons reçu un communiqué nous demandant de diffuser l'information mais sans citer MSF. Bien sûr, cette consigne est arrivée trop tard. On s'attend à recevoir aujourd'hui des appels des différents médias. Les informations qui doivent être diffusées sont celles contenues dans le rapport et dont nous avons été témoins.

Ces jours derniers, l'AFDL a accusé MSF d'armer les réfugiés, parce que des machettes leur avaient été distribuées pour couper le bois. Aujourd'hui une manifestation anti-ONG se déroule à Kisangani. Nous devons nous préparer à de possibles représailles contre MSF (expatriés et personnel local) et qui se répercuteront sur les réfugiés. En prévention, une partie de l'équipe a été évacuée.

Le titre publié ce matin par le quotidien *El País* « Les rebelles zaïrois sont accusés de massacres par Médecins Sans Frontières » ne correspond pas exactement à ce que dit le rapport (violations des droits humains dans la zone contrôlée par l'AFDL) mais donne une idée correcte de la situation que nous décrivons dans ce rapport.



A un certain moment, au milieu de toutes ces informations qui se croisaient il y a eu, non pas un feu vert, mais une déclaration qui ressemblait à un feu vert... ou à une erreur, annonçant que c'était public. Donc à ce moment-là j'ai dit : « OK, dès que c'est public, on y va » On a briefé un journaliste, juste un journaliste, qui était un des rares journalistes espagnols qui était allé sur place. Il en revenait juste et on s'est parlé au téléphone. On lui a parlé du rapport mais on ne le lui a pas donné. On lui a décrit notre communication et il en a fait écho sans qu'on lui donne le rapport. En fait cela a donné le feu vert à toutes les sections.

Rafa Vilasanjuan, MSF Espagne, directeur de la communication (en français).

Le chargé de communication et les responsables de la cellule urgence de MSF Hollande envoient alors à leurs homologues des autres sections une nouvelle version du rapport résumé en précisant qu'elle peut être diffusée aux journalistes sans restriction et sans confidentialité. Sur le terrain les équipes sont informées et organisent leur sécurité.



Messages de Ruud Huurman, chargé de communication de MSF Hollande et Jules Pieters et Phil Doherty, responsables de programme MSF Hollande, aux responsables de programme et départements communications des sections MSF, 25 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Nous suggérons de ne pas impliquer les équipes de terrain dans la promotion de cette affaire. Elles doivent déjà être sur leurs gardes. Notez que les équipes sont en passe d'être réduites et retirées du terrain.

Si vous avez besoin d'un porte-parole au sujet des violations des Droits humains, vous pouvez vous référer à notre desk : Jules Pieters ou Phil Doherty (anglophone).

[...] Après avoir mûrement réfléchi nous pensons que MSF doit publier le résumé du rapport Shabunda aujourd'hui et que ce résumé doit être rédigé par Amsterdam, qui est à l'origine de ce rapport. Aucune restriction ne peut être imposée concernant les journalistes qui doivent le recevoir.

Notre raisonnement est basé sur le fait que :

A. l'article de *El País* cite MSF ce matin.

B. le département communication de MSF Paris a diffusé la version de Paris du résumé du rapport Shabunda hier soir, de sorte que MSF est également cité dans les journaux parisiens.

La version d'Amsterdam du résumé est envoyée aux départements de la communication.

Ci-joint un document Microsoft Word d'où sont retirées toutes les références au Rwanda, au HCR, aux bases militaires et où la seule référence à l'AFDL est factuelle, dans le sens où ils approuvent le voyage et contrôlent la zone à travers laquelle nos voyageurs.

Cordialement,
Jules et Phil.



« Rapports de MSF sur les violations des Droits humains au Zaïre. » **News flash** [journal interne] MSF Hollande, 25 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Hier, le résumé du rapport Shabunda sur les violations des Droits humains sur l'axe Bukavu-Shabunda rédigé par MSF Hollande a été donné, sous réserve de confidentialité à un groupe sélectionné de médias internationaux. MSF leur a demandé explicitement de ne pas être mentionné comme source. Ceci pour exprimer notre inquiétude au sujet des violations des Droits humains des réfugiés sur le territoire contrôlé par les rebelles, sans mettre en danger la sécurité de nos équipes dans l'Est du Zaïre. Cependant, ce matin le journal national espagnol *El País* a rapporté ces informations sous le titre « MSF accuse les rebelles de violations des Droits humains ». Confronté à cette situation, MSF a décidé de rendre le rapport Shabunda public aujourd'hui. MSF Belgique et MSF Hollande vont organiser des conférences de presse cet après-midi à Bruxelles et à Amsterdam. Les violations structurelles des Droits de humains et le refus structurel d'accès aux réfugiés en seront les principaux sujets.

Les équipes de l'Est du Zaïre (Kisangani, Bukavu, Goma) sont informées instantanément de l'article de *El País* et des briefings de presse qui vont suivre. Ils vont prendre toutes les mesures de sécurité possibles. En attendant, la réduction des équipes va se poursuivre. Le nombre d'expats à Goma va diminuer de 11, de 4 à Bukavu et de 10 à Kisangani. 13 expats resteront en attente à Kampala, les autres rentreront chez eux. Les travailleurs humanitaires à Kisangani n'ont toujours pas accès aux camps de réfugiés le long de la ligne de chemin de fer Kisangani-Ubundu. Diverses organisations d'aide et des politiciens internationaux ont exprimé leurs inquiétudes sur le manque d'accès. Le HCR a confirmé que les camps près de Kasese ont été retrouvés vides et qu'il n'y a aucune trace des 50 000 réfugiés qui y vivaient auparavant. Des sources non confirmées rendent compte de traces d'activités de bulldozer près des sites de Kasese.



« Re précautions opérationnelles » **Courriel** de Phil Doherty, responsable de programme MSF Hollande au responsable de programme MSF France, 25 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Chers collègues,

Les équipes de Goma et de Bukavu rapportent qu'elles se sentent suffisamment en sécurité, dans le cas d'une publication directe par MSF (notez l'article de *El País* ce matin.) Dominique – quelle est la situation de ton équipe de Bukavu ? J'ai cru comprendre qu'ils étaient revenus de Kalemie et Katana vers la base ? Combien avez-vous d'expats à Kisangani maintenant ?

L'équipe de MSF Etats-Unis participe aux efforts de communication publique et de plaidoyer auprès des autorités américaines.



« Département d'Etat et droits de l'homme au Zaïre » **Echange de courriel** entre Françoise Saulnier, responsable juridique MSF et Antoine Gérard, responsable du département programmes, MSF Etats-Unis, 24,25 avril 1997 (en français).

Extrait :

Gregory Stanton, chargé des Droits humains au Département d'État (affaires internationales - démocratie, Droits humains et travail) m'a appelé aujourd'hui pour avoir des détails complémentaires sur notre rapport et le contenu du *debriefing* de Marcel van Soest la semaine dernière à Washington. Il n'a pas pu assister à notre réunion mais il a reçu un message du Département d'État. Il avait déjà quelques idées sur la situation dans l'Est du Zaïre, mais voulait des données plus précises sur les massacres de masse sur l'axe Shabunda-Bukavu et le Sud de Kisangani. Un chargé de mission du Département d'État se rend ce week-end à Goma et souhaiterait prendre contact avec nos équipes à Goma et à Kisangani. On peut donner oralement le contenu de notre rapport à cet envoyé, comme l'a fait Marcel lorsqu'il était aux États-Unis. Cet envoyé aura des discussions avec Kabila.

La position de Greg est très claire « un véritable nettoyage ethnique se déroule dans cette région du monde et Kabila doit être mené devant la justice pour des massacres de masse. » Il reconnaît qu'il faudrait mettre la pression sur Kigali et assure que les Etats-Unis s'inquiètent de la situation des Droits de l'homme dans l'Est du Zaïre.

Si on veut réellement influencer la politique du Département d'État dans l'Est du Zaïre, on doit prendre en compte le fait que l'opinion publique américaine est très sensible à la question des Droits de l'homme et que c'est un bon moyen de mettre la pression sur le Département d'État et le Congrès. [Antoine]

Coucou Antoine,

Bien contente de te reparler. Je suis ravie que les Américains soient sensibles aux Droits de l'homme. Ma seule contribution aujourd'hui peut être de t'envoyer les deux rapports que l'on a réussi à finaliser aux forceps hier et aujourd'hui. N'hésite pas à m'appeler en cas de besoin. Les deux rapports que je te transmets sont pour diffusion externe à la presse. Après de multiples ordres et contrordres et grâce au fait que certains n'ont pas respecté toutes les procédures instituées qui font que l'on ne devrait toujours pas avoir de rapport MSF sur la disparition des réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre. Je crois qu'un point reste très important dans notre communication. Même si les derniers camps ont disparu dans un scénario d'apocalypse, il reste forcément des réfugiés vivants parmi ceux cachés dans la forêt. Il ne faut pas jeter l'éponge. Pour eux et pour l'Histoire, il n'est pas trop tard.

Françoise

Chère Françoise,

Je ne sais plus où donner de la tête et à quel dieu je dois me vouer. Une des leçons que nous devons apprendre très rapidement ici au bureau de New York, c'est de rester calme et serein devant la multitude de messages contradictoires provenant des différentes sections quand il s'agit de témoignage.

Comme tu le sais peut-être déjà par Catherine [Dumait-Harper, chargée des relations avec l'ONU], nous avons l'intention de faire un atelier de travail autour de l'activité de témoignage et la façon dont nous travaillons ici à New York. En partant d'une présentation

générale, nous souhaiterions aller ensuite plus en profondeur sur quels types de témoignages et d'outils développer sur la crise zairoise.



« Re : s'il vous plait cessez les démarches non-coordonnées » **Courriel** de Phil Doherty, responsable de programme MSF Hollande à Antoine Gérard, responsable du département programmes, MSF États-Unis, copie à l'équipe de MSF États-Unis, MSF France, MSF Hollande et au directeur de la communication de MSF Royaume-Uni, à la responsable juridique de MSF France, 26 avril 1997 (11h52 (heure locale à Amsterdam) (en anglais).

Extrait :

Suite à notre dernière conversation avec Phil, le rapport complet pourrait être envoyé aux personnes de confiance que nous connaissons.

Jusqu'à aujourd'hui, vendredi, 17 heures (heure de la cote est) le rapport a été envoyé à :

- Gregory Stanton, chargé des affaires humanitaires du Département d'État des États-Unis
- M. Richardson, ambassadeur permanent des États-Unis aux Nations unies.
- à la presse quotidienne
- au rédacteur en chef du service étranger de la radio nationale publique (contact privilégié de MSF États-Unis)

A chaque fois il a été demandé de ne pas mentionner MSF comme source.

[Antoine]

Cher Antoine,

J'ai été choqué par ton message. La confusion vient peut-être de la perturbation causée par le chœur en arrière-plan formé par deux de tes collègues au cours de notre conversation téléphonique d'hier. Je suis également stupéfait de ton choix de diffuser aussi largement de ce message, en conséquence je dois répondre à tout le monde – ceci est contre-productif pour une bonne coordination. [...]

1.[...] Mes commentaires concernaient spécifiquement notre suggestion initiale de faire du *lobby* auprès de Gregory Stanton (spécialiste des Droits humains au Département d'État). Je m'attendais à ce que tu remettes le rapport complet que Jules [Pieters, cellule d'urgence de MSF Hollande] et moi-même t'avons faxé d'urgence au Département d'État et, via Catherine à M. Richardson, l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies. Je ne m'attendais pas à ce que tu remettes l'ensemble du rapport à un représentant de la presse, parce que tu n'es pas chargé des relations avec la presse. J'ai parlé avec Goma hier soir et encore ce matin. Ils sont ravis de tes efforts pour faire parvenir le rapport à l'ambassadeur aux Nations unies et au Département d'État. Ils ont répété ce qu'ils me disent depuis trois jours : que plus le rapport est donné à un haut niveau, plus ils se sentent en sécurité.

2. Au sujet des contacts avec la presse [...] j'ai dit clairement que la version d'Amsterdam du rapport Shabunda serait distribuée à la presse via le département de communication de MSF Amsterdam et que je souhaitais que le département de la communication de New York suive les directives de Ruud [Huurman, chargé de communication de MSF Hollande] et Erwin [Van't Land, chargé de communication de MSF Hollande] ici à Amsterdam (c'est-à-dire le schéma de coordination habituel). J'ai répété que le rapport complet ne devait pas être donné à la presse, malgré les protestations de vos collègues chargés de communication qui disaient que le résumé était plus dangereux que le rapport lui-même.

3. Malheureusement nous avons tous souffert pendant les sept jours qui ont suivi le veto sur la stratégie de *lobby* posé par Bruxelles. Selon moi, MSF n'avait aucun message pendant cette période et puis soudainement il y a une sortie bilatérale du résumé. Eric, le directeur général à Bruxelles, et Pim, notre directeur opérationnel ici se sont mis d'accord hier, le 25, sur le fait que la coordination de la stratégie de *lobby* revenait à Amsterdam. Tout en maintenant le damage control sur la publication du résumé d'Amsterdam et la tenue d'un point presse ici et d'une conférence de presse à Bruxelles.

Le 25 avril 1997, MSF Belgique et MSF Hollande tiennent respectivement une conférence de presse à Bruxelles et une autre à Amsterdam. MSF France donne des interviews à la presse. Suivant les sections, l'accent est mis de façon plus ou moins importante sur la question de l'accès ou sur celle des massacres. Kabila annonce qu'il va inviter les Nations unies et les organisations d'aide à enquêter sur le sort des réfugiés rwandais dans les zones tenues par les rebelles. V14



« MSF lance un cri d'alarme : « Où sont les réfugiés de Kasese ? » **Invitation** à la conférence de presse MSF Belgique, 25 avril 1997 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières travaillait depuis le 25 mars dans les camps situés le long de la voie ferrée, au sud de Kisangani lorsque l'accès nous en a été interdit dimanche dernier.

Les équipes médicales présentes dans le camp de Kasese à ce moment-là recensaient encore 60 morts par jour, principalement de choléra, de malnutrition et de malaria.

Dimanche encore, 50 nouveaux cas par jour venaient s'ajouter aux 545 patients déjà traités contre le choléra. Pas moins de 437 personnes étaient hospitalisées et 1 200 enfants sévèrement mal nourris étaient soignés dans un centre thérapeutique. Les réfugiés n'avaient à leur disposition que 3 litres d'eau par jour, et plus aucun stock de vivres n'était disponible.

A Biaro, la situation était encore pire. On y dénombrait également 60 morts par jour, mais pour 30 000 réfugiés. 500 enfants étaient pris en charge dans le centre thérapeutique et 299 malades étaient hospitalisés.

Médecins Sans Frontières considère que vu l'état catastrophique des réfugiés, il est peu probable que ceux-ci aient pu s'enfuir dans les forêts avoisinantes. Une majorité d'entre eux était en tout cas incapable de marcher. De nombreuses rumeurs font état de massacres.

Médecins Sans Frontières exige que tout soit mis en œuvre pour que l'accès aux 80 000 réfugiés soit à nouveau garanti.

RENCONTRE AVEC LA PRESSE AUJOURD'HUI A 15 h 00

- Danny DECUYPER, de retour de Kisangani depuis hier,
- [...], directeur des opérations,
- Dr Eric GOEMAERE, directeur général



« MSF affirme que les rebelles utilisent les secours pour faire la chasse aux réfugiés », **Reuters** (Royaume-Uni) Paris, 25 avril 1997 (en anglais)

Extrait :

L'organisation humanitaire internationale Médecins Sans Frontières a accusé vendredi les rebelles zairois d'utiliser les organisations de secours pour faire la chasse aux réfugiés dans la jungle de l'Est du Zaïre.

MSF a affirmé que le refus de laisser les organisations humanitaires accéder aux réfugiés n'était qu'un aspect de ce qu'elle qualifie de « politique de terreur » menée contre les réfugiés hutus par les forces dominées par les Tutsis de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre de Laurent-Désiré Kabila.

MSF a le sentiment que les organisations de secours sont utilisées par les forces de l'Alliance pour traquer les groupes de réfugiés qui par la suite sont attaqués affirme-t-elle. Selon MSF, un commandant de Bukavu a raconté que les réfugiés étaient difficiles à trouver, mais qu'ils sortaient de la jungle vers la route quand ils savaient que les organisations humanitaires étaient dans le coin.

« Pendant plusieurs jours, on nous a empêché tout accès à une zone où nous avons trouvé des réfugiés que nous nous apprêtions à secourir. Quand nous avons été autorisés à y retourner, ils avaient tous disparus. » rapporte l'organisation. « La conséquence de cette activité clandestine est une mortalité invisible, mais extrêmement élevée ».

MSF rapporte que le nombre de morts de faim parmi les réfugiés depuis novembre dernier permet de considérer qu'on a affaire à une élimination physique délibérée.

« On peut clairement considérer que se déroule maintenant le dernier épisode d'un exode meurtrier : l'agonie des réfugiés ».

MSF rapporte aussi que les rebelles ont interdit aux villageois zairois d'aider les réfugiés. Certains qui avaient informé les organisations humanitaires du sort des réfugiés ont été par la suite détenus, battus et même tués.

Les rebelles subissent une pression internationale croissante au sujet du traitement qu'ils infligent à plus de 100 000 réfugiés hutus rwandais, dont le sort est en train de mener Kabila au désastre en matière de diplomatie et de relations publiques.

Jeudi, le Conseil de sécurité des Nations unies a critiqué sévèrement les rebelles pour avoir empêché les secours d'atteindre les réfugiés hutus au sud de Kisangani et entraver leur retour au Rwanda.

Les agences de secours à Genève ont accusé les rebelles d'essayer d'aboutir à une « solution finale » en les condamnant tous à mort.

Mais les responsables rebelles de Kisangani ont accusé les médias de reportages faussés et ont accusé les agences des Nations unies de ne pas avoir rapatrié les réfugiés plus tôt. A Lubumbashi, la seconde ville du Zaïre, Kabila a déclaré à Reuters qu'il inviterait les Nations unies et les agences de secours à enquêter sur la crise des réfugiés rwandais en zone rebelle.



« MSF accuse les rebelles de pratiquer une politique d'élimination physique des réfugiés au Zaïre. » **AFP** (France) Genève, 25 avril 1997 (en français.)

Extrait :

Médecins Sans Frontières a accusé vendredi les rebelles de Laurent-Désiré Kabila de suivre une stratégie « d'élimination physique » des réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre.

Dans un document de cinq pages diffusé à Genève, l'organisation humanitaire affirme que l'Alliance qui a conquis plus de la moitié du Zaïre en près de six mois pratique « une politique de terreur délibérée » qui aboutit à « l'élimination physique » des réfugiés.

« Tous les moyens sont bons, attaques militaires, massacres, privation de secours », dit MSF. Selon MSF, les forces de l'Alliance profitent notamment de l'action des organisations humanitaires pour retrouver la trace des groupes de réfugiés et ensuite les attaquer.

Sur 1 million de réfugiés qui se trouvaient à la frontière du Rwanda en octobre dernier au début de l'offensive rebelle, plus de 700 000 sont rentrés au Rwanda.

Il en restait quelque 400 000 au Zaïre, dont 100 000 avaient été repérés ces dernières semaines au sud de Kisangani. Mais les agences de l'ONU ont constaté jeudi et vendredi que les deux camps qui abritaient 85 000 d'entre eux étaient vides.

MSF dénonce comme les autres organisations humanitaires le refus des rebelles de permettre un accès aux réfugiés.

« La disparition physique de ces réfugiés se poursuit ainsi en secret », dit le document de l'organisation humanitaire.

« On assiste aujourd'hui au dernier acte d'un exode meurtrier : l'agonie des rescapés », dit MSF qui a apporté son aide aux réfugiés des camps au sud de Kisangani jusqu'à ce que l'accès en soit interdit la semaine dernière.

MSF a assisté des réfugiés rwandais dans leur odyssée depuis l'an dernier.

Les organisations demandent l'accès aux réfugiés dont elles ont perdu la trace. Une partie des réfugiés pourrait se trouver dans les forêts au sud de Kisangani. Dans cet environnement, « la mortalité est invisible mais excessivement élevée », note MSF.

A partir du 25 avril 1997, les organisations de secours se voient interdites d'accès aux camps pendant 5 jours. L'équipe MSF de Kisangani, réduite pour des raisons de sécurité, fustige alors l'impuissance du HCR et envisage une fermeture de la mission si elle n'obtient pas l'autorisation d'accéder aux camps.



Sitrep, de Vincent Janssen, coordinateur de MSF Belgique à Kisangani aux responsables de programme de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, 25 avril 1995 (en français).

Extrait :

Ca fait donc maintenant 5 jours que l'accès aux camps est rendu impossible : une vérification auprès du bac montre que plusieurs agences sont venues voir et demander mais qu'aucun véhicule humanitaire n'a pu passer. En fonction de où, à qui et quand on demande l'accès on reçoit une réponse différente : la résultante reste cependant la même en termes pratiques : pas d'accès par la route, pas de droit de survol.

[...] Le transport aérien est aux mains exclusives du HCR (à moins de risquer sa vie dans la tombe volante de Bazair [Compagnie aérienne locale] : ils sont confiants d'obtenir l'autorisation de survol et d'atterrissage au km 95 demain et nous ont réservé une place.

[...] 4 commentaires.

Journée très sombre

A peine qq [quelques] jours après le choc de la découverte de l'agenda militaire caché, on a assisté aujourd'hui au constat de l'impuissance des humanitaires (une fois de plus) en général et du HCR en particulier :

On nous a encouragé de ne pas croire à la complicité HCR dans le drame qui se passe maintenant. On a honte de devoir se rendre compte de cette impuissance dans laquelle

on se trouve. Ni le nombre ni le ton des dénonciations ne pourront compenser ce troisième échec. À chaque fois leur nombre est plus réduit et la faisabilité d'un rapatriement plus réduite.

HCR impuissante, on n'a que les militaires à qui on peut demander autorisation et protection (la population reste hostile et imprévisible). pour avoir accès aux refs [réfugiés] un jour, rien de plus cynique après la démonstration d'aujourd'hui. Le train est bloqué et MSF ne dispose pas de moyens aériens. Soit un non accès complet : non accès aux refs [réfugiés] et non accès aux info[r]mation[s] sur les refs [réfugiés].

Conclusion les opérations sont impossibles.

Pour ne pas trop sombrer, on planifie donc des scénarios d'intervention future sur des refs [réfugiés] fantômes à des endroits probables : km 82 (pcq [parce que] structure de santé), km 95 (pcq [parce que] piste d'atterrissage) Ubundu (pcq [parce que] point de départ pour un rapatriement par la route...): shelter [abris], milky bar [fourniture de lait], s [sanitation], sro [sels de réhydratation], ssp [soins de santé primaire], screening, eau, latrines etc, pour approximativement 50. 000 refs [réfugiés] (chiffre avancé par la délégation rwandaise) : on ne sait pas s'il faut espérer un regroupement ou pas.

Si on doit prendre le temps pour les stabiliser ou plaider un rapatriement d'intransportables (comptant sur des structures d'accueil solides au Rwanda)...

Il semble judicieux de demander la disponibilité de qq [quelques] infirmières et logs [logisticiens] à MSF Hollande en *standby* à Goma mais jusque quand et combien ??? Sachant qu'ils sont peut-être exposés suite aux déclarations. Il reste bien sûr le témoignage. Je dois avouer qu'il est particulièrement désagréable dans notre situation actuelle d'apprendre qu'on a apparemment de nouveau du mal à accoucher en international : il reste bien sûr important que MSF le dise mais vu les moyens des médias, le contenu semble plus important que le style et la vitesse.

On se rend compte que rester nous rend responsables du non rapatriement : et ça sans avoir une garantie de même pouvoir sauver des individus : on sait que partir maintenant nous confrontera à la situation insupportable d'être absents au moment que les refs [réfugiés] seront redevenus accessibles.

Soit il faut essayer de témoigner tout en restant présent, soit il faut un retrait massif de la région des [Grands] Lacs sur dénonciation politique.

[...]6/ dernières info[r]mation[s] complémentaires de ce matin (réunion extra[ordinaire] du] HCR)

[...] L'histoire sur avion/pas d'avion aujourd'hui a redémarré (pas d'autorisation). L'accord de nous donner une place à bord a été nié par une personne de la délégation rwandaise qui dit que le vol est politique et continuera sur Kigali. Dominique dira qu'il faudra s'installer sur le tarmac pour s'y forcer. L'équipe n'est plus d'accord. On informera HCR que si on n'est pas inclus, on ferme la boutique. Si cela devient maintenant un jeu pour pouvoir être inclus il faudra envoyer d'autres joueurs. Dans une telle ambiance on ne voit aucune possibilité d'opération ni de témoignage.

On prépare donc maintenant l'essentiel pour pouvoir fermer la mission et on propose d'attendre deux éléments pour conclure :

- l'inclusion de MSF dans le vol d'assessment [évaluation].
- votre *feedback* avec une position claire et faisable pour la suite/

Pour l'instant on ne cherche pas à critiquer qui que ce soit, c'est juste la constatation d'être arrivé au bout du chemin.

Greetings from the biggest shit I've ever been in

[Salutations, du plus grand merdier que j'ai jamais connu]

Vincent

Les agences humanitaires de l'ONU finalement autorisées par l'AFDL à se rendre sur les sites des camps, puis à survoler la région découvrent que les 85 000 réfugiés des camps de Kasese et Biaro ont disparu.



« Pas de trace des 85 000 réfugiés rwandais de la région de Kisangani » **AFP** (France) Kisangani, 25 avril 1997 (en français).

Extrait :

Les organisations humanitaires n'ont trouvé vendredi aucune trace de quelque 85 000 réfugiés hutus rwandais lors d'un survol de la région des camps où ils étaient installés, près de Kisangani, dans l'Est du Zaïre, a-t-on appris de source humanitaire.

Selon un porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés, Paul Stromberg, à Kisangani, un vol des Nations unies a constaté dans l'après-midi que les camps de Kasese et Biaro, à 25 et 41 km au sud de la capitale du Haut-Zaïre, sous contrôle des rebelles zaïrois depuis le 15 mars, étaient « vides ».

Des équipes de l'ONU avaient déjà constaté jeudi que le camp de Kasese était complètement vide, les réfugiés ayant fui après que des « combats » eurent éclaté à proximité.

De nombreux responsables humanitaires assurent en privé que les rebelles de Laurent-Désiré Kabila, qui comptent de nombreux Tutsis, les ont chassés des camps pour les pousser vers la forêt équatoriale, particulièrement inhospitalière.

Les rebelles ont démenti à plusieurs reprises avoir massacré des réfugiés, comme l'en ont accusé les États-Unis et les Nations unies.

« Les réfugiés se sont éparpillés, peut-être ont-ils pris la route de l'ouest au km 52. Nous avons seulement vu un groupe de 20 à 30 personnes marchant vers le sud au km 73, et deux groupes d'une vingtaine de personnes entre le km 52 et 82 », a-t-il poursuivi.

« Nous n'avons vu aucun réfugié ni mouvement à Kasese », un camp abritant jusqu'au début de la semaine quelque 55 000 réfugiés, puis « rien entre Kasese et Biaro », où étaient installées 30 000 personnes, a confirmé M. Stromberg.

Le HCR à Genève avait peu auparavant fait état de la disparition des réfugiés constatée lors du survol de vendredi.

« Le camp de Biaro est vide, complètement abandonné. Entre les kilomètres 40 et 50, il y a des restes de feu, des traces montrant un passage de beaucoup de gens qui fuyaient », a poursuivi M. Stromberg.

« Le camp du km 82 semble intact. Les réfugiés n'ont pas bougé, il y en avait environ 2 500. L'avion s'est ensuite posé au km 95. Les villageois ont dit qu'ils n'avaient pas vu les passages de réfugiés », a ajouté le porte-parole du HCR.

« Ils ont seulement dit qu'un groupe de 20 à 30 personnes était passé il y a deux jours, et pensaient qu'il s'agissait d'ex-FAR (anciennes Forces armées rwandaises, hutues) », a-t-il poursuivi.

« Nous sommes très très inquiets, particulièrement concernant le sort de 9 000 des réfugiés de Kasese, trop faibles pour marcher. Environ 5 000 personnes étaient sévèrement mal nourries, et presque 3 000 enfants modérément mal nourris », a-t-il ajouté.

« Il y avait 167 réfugiés hospitalisés et 200 qui suivaient un traitement contre le choléra. Il y avait enfin 519 enfants non accompagnés, dont 100 mal nourris. Nous n'avons retrouvé personne à Kasese », a-t-il réaffirmé.

Le Secrétaire général des Nations unies dénonce la politique « d'extermination lente » des réfugiés, lance un appel aux gouvernements influents dans la région pour permettre le déploiement des secours aux réfugiés et annonce l'arrivée d'une commission d'enquête sur le terrain.

Le Programme alimentaire mondial parle de « mort lente et cruelle » des réfugiés. Les États-Unis décident d'envoyer un émissaire dans l'Est du Zaïre et de s'impliquer dans le règlement de la crise zaïroise.



« Le drame des réfugiés du Zaïre ébranle la passivité de Washington » Afsané Bassir, **Le Monde** (France), 27 avril 1997 (en français).

Extrait :

Sous la pression internationale, les États-Unis auraient décidé de s'engager « résolument » dans la crise zaïroise. Connu pour ses talents de médiateur, l'ambassadeur américain à l'ONU, William Richardson, se rendra « très prochainement » dans la région pour « faciliter », voire précipiter, une rencontre entre le président Mobutu et le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, indiquait-on de bonne source vendredi soir 25 avril à New York et à Washington.

[...] Le porte-parole du Programme alimentaire mondial (le PAM, une agence de l'ONU) a dénoncé la « cruauté » des rebelles : « C'est donc à une mort lente et cruelle qu'on assiste », a dit Christiane Berthiaume. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, a, de son côté, encore haussé le ton, accusant vendredi les forces de Laurent-Désiré Kabila de pratiquer une politique « d'extermination lente » des réfugiés. Kofi Annan, dont l'approche « ferme et morale » sur le dossier zaïrois a suscité beaucoup de respect de la part des organisations non gouvernementales, estime que les responsables d'atrocités devraient être poursuivis selon les conventions internationales.

Il existe un autre facteur important dans la démarche américaine : la peur de révélations futures sur le sort des réfugiés dans les régions conquises par les rebelles depuis l'automne dernier. « Les enquêtes sur ces massacres sont une bombe à retardement », indique un diplomate américain interrogé par téléphone à Washington. « Cette bombe, nous pourrions peut-être l'utiliser pour faire pression sur Kabila. »

Une commission d'enquête

Ce diplomate explique que ni les États-Unis ni d'ailleurs Paris « ont eu une conversation franche avec Laurent-Désiré Kabila et Mobutu Sese Seko. Une conversation où on leur explique leurs choix. Cela n'a jamais été fait parce que, franchement, personne ne voulait s'engager à ce point. Mais il me semble que le moment est venu ». Hormis la décision d'envoyer M. Richardson dans la région, il a été annoncé qu'une commission d'enquête sur les allégations de massacres par les rebelles devait se rendre la semaine prochaine sur le terrain.

TROIS PROPOSITIONS POUR METTRE UN TERME À LA POLITIQUE D'EXTERMINATIONS DES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE

Le soir du 25 avril 1997, devant le conseil d'administration de la section française, Marlène Monteyne, une médecin qui rentre de mission à Biaro, affirme que ce sont

des soldats rwandais, sous couvert de l'AFDL, qui poursuivent et massacrent les réfugiés sur la ligne de chemin de fer.

A la suite d'un débat sur les désaccords entre sections qui bloquent la prise de parole publique de MSF, le conseil d'administration vote la suppression du droit de veto qu'il remplace par un « préavis de sécurité » de 24 heures permettant d'évacuer les équipes avant de prendre la parole publiquement. Il se prononce également en faveur d'une prise de position contre le rapatriement des réfugiés au Rwanda, où il considère qu'ils sont en danger.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 avril 1997 (en français).

Extrait :

POINT MISSIONS : LA RÉGION DES GRANDS LACS (Marlène)

Marlène Monteyne rentre de Kisangani où elle a travaillé pendant 2 semaines dans le camp de Biaro : au kilomètre 25, le camp de Kasese comptait 55 000 réfugiés et au kilomètre 41 le camp de Biaro en comptait 15 000. Nous sommes partis le 6 avril. J'étais à Biaro avec 6 expatriés. La situation était catastrophique. La plupart des réfugiés ne pouvaient plus tenir debout : épuisés, ils tombaient malades les uns après les autres... Ces camps étant au milieu de la forêt vierge, les conditions étaient très dures pour la logistique (il était difficile même de planter une tente). Nous étions submergés par le travail médical et tous les réfugiés étaient très malades. Les 8 tentes débordaient de gens qui se trouvaient dans un état de précadavre. MSF a ouvert un centre pour les personnes faibles, seules et non accompagnées qui ne pouvaient plus se nourrir. Les gens mouraient d'épuisement, les corps étaient en état de putréfaction, la puanteur était intenable. C'était un spectacle apocalyptique...

[...] Pendant une semaine nous avons cru pouvoir faire quelque chose.

Nous avions le sentiment qu'il fallait aussi un centre de soins palliatifs pour la majorité des mourants (résignés à mourir). Il y avait trop de malades. Nous devions recruter un *staff* zaïrois car le *staff* rwandais ne pouvait suffire (les gens étaient trop fatigués).

Puis les rebelles ont bloqué l'accès aux camps et il y a eu une escalade d'événements graves : le train de nourriture du PAM, les stocks de MSF et la maison de MSF ont été pillés (6 villageois tués, 2 blessés) Nous sommes restés 4 jours sans pouvoir aller sur le terrain. Et le samedi/dimanche, quand nous y sommes retournés, nous avons compté les cadavres. L'action médicale était devenue impossible.

Il fallait faire autre chose : arrêter le travail et dénoncer ce qui était en train de se passer. Nous étions 32 expatriés au total et c'est une opinion qui n'était pas partagée. La majorité est restée sur place, dans une logique de « témoignage passif ».

[...] Néanmoins, le contexte était très exceptionnel et ingérable. N'importe qui aurait dysfonctionné.

Discussion

Quel était le rapport avec les autorités ? (François)

Pendant 2 semaines, il n'y avait pas de présence militaire autour des camps (seulement à Lula à 7 km de là). Nous n'avons jamais eu de problème avec les rebelles, mais les militaires ont excité la population locale pour piller et commencer les agressions. Dans

les camps, il n'y avait pas d'armes, donc ce qu'on dit des combats entre Hutus et rebelles est faux.

Les faits

L'analyse, rapportée par Bernard [Pécoul, directeur général de MSF France], de tous les interlocuteurs rassemblés, est la suivante :

- Il y a une volonté de faire disparaître la population des réfugiés.
- La responsabilité de Kabila est réelle, mais c'est surtout Kigali qui est en cause.

Les obstacles aujourd'hui ne sont pas d'ordre logistique et ne viennent pas de la population locale, mais sont le fait de manipulations.

Par rapport au témoignage, on a visiblement « perdu les pédales ». Normalement, ceux qui ont vécu la situation en font part et MSF accompagne ce témoignage d'une consolidation. Or, cela ne s'est pas passé comme cela. Depuis une semaine, nous sommes confrontés à des veto successifs. Sous prétexte de sécurité :

- Le rapport sur la situation dans la zone de Shabunda a été bloqué par la section belge. Ce rapport ne pouvait certes pas être diffusé tel quel, mais plutôt que de le bloquer il aurait fallu fléchir à la méthode pour faire passer le message,

- Il y a eu un veto sécurité en provenance d'Amsterdam concernant les équipes de Goma et Bukavu...

Le feu vert n'a été donné que hier soir. Il est heureux qu'il y ait eu des dérapages au passage : la section espagnole ayant donné le rapport à un journaliste de *El País*

Si, dans ce genre de situation, on se met à agir avec des veto, c'est foutu... Il suffit que cela bloque à un endroit pour que tout soit arrêté.

Un dysfonctionnement grave et intolérable, interne à MSF

Jean-Hervé [Bradol, directeur de la communication de MSF France] - très en colère - demande à ce que l'on remette ces événements dans leur contexte. Il ne s'agit pas d'un dysfonctionnement récent. Il y a depuis deux ans une volonté systématique d'une partie de MSF de cacher ce type d'informations et de ne pas prendre position. Il demande ce soir un vote du CA [conseil d'administration] qui rompe tout échange international jusqu'à ce qu'on connaisse les résultats de l'enquête sur ce qui vient de se passer, avec un état des responsabilités et les conclusions qui doivent en être tirées.

Jean-Hervé dit qu'il pourrait faire un *guide line* sur la manière dont on étouffe des informations ! Comment peut-on à la fois être convaincu que tout est fait pour liquider les réfugiés et y opposer une *silent advocacy* ? Tout cela relève de la responsabilité collective de MSF et dépasse ce que l'on peut accepter de comprendre, même en cherchant à être constructif...

Cette position a abouti au massacre de plusieurs milliers de personnes. Cela fait plusieurs fois qu'il essaye de signaler un problème grave au CA. La communication est bloquée par les opérations. Il y a eu un veto officiel dimanche dernier et vendredi dernier Bruxelles (Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique]) a posé un veto sur l'utilisation du rapport sur Shabunda dans la forme qu'il avait.

Il y a deux politiques opérationnelles qui ne se rejoignent pas depuis longtemps et une répétition d'événements de cette nature dans la zone des Grands Lacs. Il faut savoir en tirer les leçons. Déterminons les responsabilités et faisons le à chaud pour ne pas « louper le coche » une fois de plus...

Philippe [Biberson, président de MSF France] pense que face à une telle pathologie du fonctionnement il y a presque une perversion à être disciplinés... Cette volonté de cacher/éluder/dissimuler, ne cache-t-elle pas d'autres débats ? Aujourd'hui, dans le domaine de la communication, il y a une équipe de professionnels à MSF qui savent définir un message et un *timing*. Comment cette équipe peut-elle être paralysée ?

Il semble que des politiques foncièrement différentes arrivent à des attitudes foncièrement différentes. Il faudrait faire un exposé de ces politiques et avoir un débat d'idées. (Odile) [Steffanagi].

Pour Serge, c'est la logique de «sauver l'international à tout prix» qui pose problème. Nous allons peut-être vers un clash international et une remise à zéro.

[...] Le lundi matin, Vincent Janssens (coordinateur de la section belge à Kisangani) avait dit que si les équipes ne pouvaient travailler normalement, le lendemain MSF se retirerait et dénoncerait. Le soir il a dit que MSF resterait en réduisant les équipes... Qu'est-ce qui a pu le faire changer radicalement d'avis ? Marlène s'est sentie très seule : Les gens parlaient de ne pas abandonner les réfugiés, alors qu'on n'avait plus accès à eux depuis 4 jours. Un coordinateur a même dit qu'il s'agissait des génocideurs et qu'on ne pouvait donc dénoncer leur massacre (!)

Bernard dit qu'on a mis la pression sur Vincent pour qu'il ne parle pas et que ce revirement s'est fait suite à de multiples échanges téléphoniques... On sait bien qu'une équipe sur le terrain est très influençable.

Jean-Hervé pense qu'il y a un problème de politique. On doit s'appuyer sur ce que disent les gens qui reviennent du terrain. On fait des erreurs et on en fera sans doute encore, mais c'est cette intention qui compte. Or, dans certaines zones aujourd'hui à MSF la seule politique est de maintenir la boutique ouverte...

Il y a des logiques qui vont contre le fait de parler et qu'il ne faut plus laisser passer. Il doit y avoir rupture. On ne peut laisser passer des faits comme ceux-là. Le silence a tué des dizaines de milliers de personnes. (Frédéric) [Lafont]

Brigitte [Vasset, directrice des opérations de MSF France] et Bernard se refusent à entendre que le veto a entraîné la mort des gens...

Déterminer les responsabilités

Y a-t-il oui ou non des individus qui ont étouffé cette affaire par clientélisme ? Si tel est le cas ces personnes doivent démissionner ou être exclues de MSF. On ne peut laisser des gens comme ceux-là à des postes de responsabilité et il faut qu'il y ait des sanctions. La machine est ébranlée et il faut se donner les moyens pour que ce genre de choses ne se reproduise pas. Les questions de la responsabilité et de la compétence sont posées. (Frédéric)

Est-ce que le fait de cacher une information est une faute professionnelle qu'il faut sanctionner ? Cela pose la question de la responsabilité professionnelle, et s'il y a eu mauvaise foi ou incompétence, il faut pouvoir sanctionner (Françoise Bouchet-Saulnier [responsable juridique MSF France])

On a une responsabilité professionnelle et si on se trompe, on a des comptes à rendre. Il y a des gens incompetents qui exercent la médecine. (Maurice [Nègre])

La responsabilité professionnelle d'un médecin est de ne pas abandonner ses malades. Dans ce contexte, cela ne veut rien dire (Odile [Cochetel])

Attention à la notion de «faute professionnelle». La notion de responsabilité existe, mais c'est autre chose de la stigmatiser sur un individu... Qui va définir la faute ? Cela semble difficile et complexe de s'engager dans une telle voie. On est responsable, mais en tant qu'organisation, de ne pas avoir dénoncé ce qui se passe au Rwanda (Jean-Luc [Nahel]) Il est plus important d'être responsable que de faire une faute professionnelle. (Brigitte) Attention à ne pas mélanger les arguments objectifs et irrationnels... Si sur 32 personnes une seule se pose la question de parler, cela veut dire que les autres ont peur. Je n'arrive

pas à comprendre cette peur des autres. Il y a aujourd'hui à MSF une machine qui fait pression sur les gens et qui entraîne une perte de libre arbitre. C'est cela qui me fait peur. Comment peut-on se taire, alors qu'on n'a pas d'intérêts boutiquiers ? (Philippe [Biberson, Président MSF France.])

L'idée de mener une enquête pour déterminer les responsabilités ne me semble pas être une solution. Qui serait en droit d'enquêter sur les dires de qui ? Ne nous ridiculisons pas. Par contre, n'hésitons pas à dire que nous sommes scandalisés en interrogeant le processus et non les personnes. (Philippe)

Les gens qui ont posé le veto ne l'ont pas fait par désaccord sur le diagnostic, mais par peur pour les équipes sur place... (Bernard)

[...] Violier les procédures si nécessaire et retrouver l'envie de se battre

Ce qui a toujours bloqué ce sont les procédures et pour trouver une solution il faut les violer en permanence. Quand plusieurs sections sont concernées et que l'une dit qu'il faut parler, n'acceptons pas un « veto sécurité » mais plutôt un « préavis sécurité » : on informe les autres que dans 24 heures on parlera. On ne peut céder au terrorisme qui consiste à dire que la parole n'est plus possible parce qu'il y a des équipes sur le terrain. (Françoise).

Il faut arrêter d'opposer témoignage et présence. Aujourd'hui, quand on n'est pas d'accord, on manque d'envie de se battre. Or c'est essentiel de retrouver cette envie jusqu'à obtenir gain de cause. Personne n'a plus envie de se bagarrer et on papote dans les téléconférences... Celui qui sent qu'il a raison doit aller au bout de sa logique. Nous sommes atteints d'une certaine fatigue et il va falloir nous ressourcer et retrouver de l'énergie. (Bernard)

C'est vrai que la quantité de personnes qu'il va falloir aller convaincre quand on est persuadé d'une chose décourage. On ne sait même pas à qui s'adresser devant la lourdeur de la machine (Martine [Lochin, desk])

On n'a pas de solution, mais il faut se battre. (Brigitte)

[...] Aujourd'hui, il y a plein de réfugiés dans la forêt et on ne sait pas à qui appartient le Kivu au niveau opérationnel. Ayons une discussion de fond sur la région : opérationnelle et politique. On ne peut rien répondre au Kivu si on ne s'adresse pas au Rwanda. La politique d'extermination est commanditée par Kigali et nous devons en parler entre nous. Disons haut et fort qu'il ne faut pas que les réfugiés rentrent au Rwanda (Françoise).

Ne faut-il pas dire que ces gens doivent être réfugiés, mais ailleurs qu'au Rwanda ? Tout le monde baisse les bras, alors qu'il faut proposer autre chose. Il faut une initiative qui sorte de l'enfermement dans lequel on est aujourd'hui et négocier pour qu'un espace soit créé qui puisse accueillir ces gens. Mettons la pression sur les Hollandais, les Britanniques, les Américains pour trouver une solution. Travaillons avec OXFAM, MSF États-Unis, etc.

MSF doit quitter son mode d'action habituel et passer à une phase de lobbying permettant de trouver une solution. Si nous menons une campagne anti-Kigali et que nous passons au stade de « j'accuse », cela change de nature par rapport à ce qu'on a l'habitude de faire. (Bernard)

[...] Une prise de position du CA s'impose

Il ne s'agit pas de critiquer le terrain, mais de voir ce qui ne va pas au niveau des opérations et de la prise de décision. Il est important qu'une position radicale soit prise par le CA et que cela puisse aider les gens à résister aux pressions. (Christiane [Voltaire]).

[...] Motion votée au conseil d'administration

- Le conseil d'administration de la section française de Médecins Sans Frontières exprime sa colère contre les veto qui ont empêché les témoignages sur l'élimination physique des réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre.

- Il affirme la finalité prioritaire de l'action de Médecins Sans Frontières, qui est une logique de défense des populations en danger, et qui doit guider son action avec une priorité absolue sur les logiques de cohérence internationale et de fonctionnement interne.

- Sur ce dernier point, il annonce que ne devra plus être accepté de veto de sécurité au témoignage mais seulement un préavis de sécurité donnant un délai pour assurer la sécurité des équipes.



« Ne pas travailler et garder le silence, c'est de la lâcheté », **Témoignage** de Marlène Monteyne-Mansour, médecin à Biaro pendant la mission d'urgence Kisangani, Haut-Zaïre, 31 mars au 23 avril 1997, **Messages** (journal interne MSF France), 26 avril 1997 (en français).

Extrait :

Je suis partie pour travailler comme médecin MSF, auprès d'une population considérable (85 000 personnes) de réfugiés rwandais en danger de mort imminente. Piégés dans l'impitoyable cul-de-sac de la dense forêt impénétrable du Haut-Zaïre, piégés aussi dans la vicieuse toile d'araignée politique qui s'étend sur cette région du monde.

A Biaro, nous (les expatriés, le *staff* local zaïrois et les quelques rares réfugiés rwandais encore suffisamment valides pour nous aider) avons travaillé comme des bêtes. C'était un véritable travail de titans, au coeur de cette forêt vierge.

Imaginez le spectacle hideux de milliers de réfugiés mourant dans des conditions atroces, indignes, inhumaines, après la longue et périlleuse marche, sous les pluies torrentielles.

A peine deux semaines passées, l'acheminement de toute aide humanitaire a été bloqué par une série d'incidents de plus en plus graves, provoqués par les rebelles de l'Alliance de Kabila, et nous avons dû arrêter notre travail.

Quatre jours d'attente et de négociations à Kisangani pour obtenir l'accès aux camps de réfugiés, tout en sachant que les malades, dans nos structures médicales à Biaro et à Kasese - et partout dans la forêt autour - étaient en train de périr par dizaines (74 cadavres à Biaro, sur un total d'environ 15 000 réfugiés, pour le 19 avril 1997). Quatre jours d'escalade de tensions et d'incidents.

Le matin du quatrième jour, nous, Médecins Sans Frontières, avons parlé de retrait et de dénonciation. Pourtant, le soir de ce quatrième jour, les responsables de MSF ont décidé de se taire, mais de rester sur place, à Kisangani, de « ne pas abandonner nos réfugiés », et d'être des témoins silencieux.

Eh bien, pour moi, cette forme de témoignage est absolument creuse, n'a aucun sens et est l'expression d'un orgueil déplacé, un « faux héroïsme ». A mon sens, c'est l'expression d'un manque de courage manifeste.

Si MSF a relevé le défi pour s'engager auprès de ces réfugiés, il faut oser témoigner et dénoncer, en assumer les conséquences et non se contenter de rester sur place passivement à regarder les massacres/aller compter les cadavres.

Ceci ne constitue pas une véritable « protection » des réfugiés et encore moins la continuation efficace du travail des équipes MSF.

Si, en tant que médecin, je ne peux pas continuer à soigner « mes » patients pour des raisons politiques, j'ai le devoir de parler. Ne pas témoigner dans ce contexte est pour

moi signe de lâcheté, voire de trahison à l'égard des populations en danger, que nous avons voulu aider.

Je ne comprends pas qu'on puisse se taire devant un tel spectacle d'injustice et d'inhumanité.

A Kisangani, en avril 1997, je me suis sentie vraiment seule avec mes idées, et j'ai été énormément déçue par le desk qui encadrait notre équipe.



J'ai dit en interne : « Il faut libérer un espace de négociation, on ne peut pas utiliser la sécurité comme un argument pour bloquer. Ou alors, on dit qu'il n'y a pas de sécurité et on retire les équipes. » A ce moment-là, je sentais que l'argument de la sécurité était utilisé comme élément de blocage parce que certains pensaient que la section française avait trop témoigné. On était encore un peu sous le choc de la « crise des chiffres. » Dans Contact, le journal interne de MSF Belgique, j'ai lu des articles sur ma présence à Goma. C'était le moment où on réglait un peu les comptes, ça fait partie du jeu.

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président (en français).

Le 26 avril 1997, la section française diffuse un communiqué de presse désignant les forces de l'AFDL comme acteurs de l'extermination des réfugiés et Kigali comme leur soutien. Elle refuse le rapatriement des réfugiés vers les Rwanda et préconise l'accueil provisoire des réfugiés dans un pays de la région autre que le Rwanda ou le Zaïre. Ce communiqué et les informations contenues dans le rapport Shabunda sont repris et largement diffusés dans la presse internationale.

Le 27 avril, MSF Belgique décide de ne plus transmettre aux responsables de MSF France d'informations sur la situation dans la région des Grands Lacs, en attendant qu'ils fournissent des explications sur le communiqué « en trois points » du 26 avril.



« Trois propositions pour mettre un terme à la politique d'extermination des réfugiés rwandais au Zaïre. » **Communiqué de presse** MSF France, 26 avril 1997 (en français).

Extrait :

La politique de liquidation totale des réfugiés rwandais du Kivu s'accélère.

Depuis une semaine, les 85 000 réfugiés regroupés dans les camps - Kasese et Biaro (Kisangani) - sont privés de secours et massacrés par les forces militaires de l'Alliance démocratique des forces de libération du Congo-Zaïre. Aujourd'hui, les camps sont vides et les survivants errent dans la forêt.

Médecins Sans Frontières demande qu'une action immédiate soit entreprise pour permettre de retrouver les survivants, leur porter secours et garantir leur protection.

A nos yeux, trois actions déterminantes sont à entreprendre :

1. Les forces militaires de Laurent-Désiré Kabila doivent cesser immédiatement de procéder à l'élimination de ces réfugiés, faciliter leur recherche et leur rassemblement ainsi que la reprise des opérations de secours.

2. Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies ne doit plus envisager le rapatriement de ces réfugiés vers le Rwanda en raison :

- des entraves mises en place par les autorités de Kigali à la prise en charge médicale de ces réfugiés qui pourtant rentrent au Rwanda dans un état extrêmement grave ;
- du soutien des autorités de Kigali aux forces de l'AFDL qui procèdent à l'élimination de ces réfugiés au Kivu.

3. Ces réfugiés doivent être accueillis provisoirement dans un pays de la région, autre que le Zaïre et le Rwanda, où leur sécurité pourra être garantie.



« MSF demande que soit mis fin de toute urgence aux massacres commis par les rebelles au Zaïre », **Reuters** (Royaume-Uni) Paris, 27 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

L'organisation internationale de secours Médecins Sans Frontières a accusé dimanche les rebelles qui sévissent actuellement dans l'Est du Zaïre d'intensifier les massacres de réfugiés et a déclaré que les survivants devaient pouvoir trouver l'asile à l'étranger.

« La politique de liquidation totale des réfugiés rwandais du Kivu s'accélère. » a déclaré MSF, accusant les forces de Laurent-Désiré Kabila de massacres.

Selon MSF, les camps qui autrefois abritaient 85 000 réfugiés sont vides et les survivants ont fui.

Kabila, qui cherche à renverser le président Mobutu Sese Seko a déclaré que la crise avait été gonflée hors de ses proportions et que ses troupes étaient injustement accusées.

Proposant un plan d'action en trois points, MSF affirme que les forces de Kabila doivent immédiatement cesser leurs attaques. Deuxièmement, elle déclare que l'agence des Nations unies pour les réfugiés doit abandonner ses plans de rapatriement des réfugiés au Rwanda, affirmant que le gouvernement de Kigali entrave, entre autres, leur prise en charge médicale et soutient les rebelles de Kabila. Troisièmement elle affirme que « ces réfugiés doivent être accueillis provisoirement dans un pays de la région, autre que le Zaïre et le Rwanda, où leur sécurité pourra être garantie ». Les réfugiés dont de nombreux Hutus ont fui le Rwanda après le génocide des Tutsis et des Hutus modérés en 1994. Une partie d'entre eux est suspectée d'avoir participé au génocide. Kabila a déclaré que les criminels qui se trouvent parmi les réfugiés ont apporté avec eux leur anarchie au Zaïre où son Alliance mène la guerre contre leurs alliés.

Le Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a décrit le traitement que font subir les rebelles aux réfugiés « d'extermination lente » et une porte-parole du Programme alimentaire mondial des Nations unies, a fait une comparaison avec l'Allemagne de Hitler en disant : « L'expression « solution finale » n'est pas exagérée. »



« Kisangani » **Sitrep** de Dominique Boutriau, responsable de programme MSF Belgique, 27 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Lobby : la couverture de la conférence de presse de MSF Belgique à Bruxelles vendredi dernier est bonne pour MSF Belgique.

[...] Communication MSF France : en raison de l'incident délibéré de ce week-end (communiqué de presse envoyé de Paris, brisant le veto de sécurité et sans consultation préalable des autres sections/équipes de terrains) à partir de maintenant nous n'informerons pas MSF F sur la région des Grands Lacs... en attendant des explications.



« **Point communication** Zaïre n°23 », MSF Hollande, 28 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Pour info, un communiqué de presse est en préparation et une téléconférence aura lieu demain matin. Le CP devrait être approuvé et prêt pour diffusion dans le courant de la journée. Il s'agira d'une prise de position au sujet du délai de 60 jours pour le rapatriement. Le résumé du rapport Shabunda sur les informations collectées entre Bukavu et Shabunda, version du 25 avril, peut-être librement distribué aux journalistes.

Notez que nous affirmons avoir suffisamment de preuves (indirectes) à la suite de la mission, pour déclarer que des massacres systématiques se déroulent et que nous craignons même d'être utilisés comme appâts.

LE POINT SUR LES MEDIAS

Hollande : vendredi dernier toutes les stations de télévision ont couvert l'histoire de Shabunda et tous les quotidiens nationaux en ont fait soit la une soit le sujet d'articles importants. Depuis, c'est calme. Choix d'angles solides : MSF, utilisé comme appât, a cessé ses activités. Les réfugiés sont massacrés par les rebelles. Les populations locales zaïroises sont intimidées et même tuées si elles aident les réfugiés.

En Allemagne, Petra a vécu une rude journée avec les journalistes qui demandaient plus d'informations au sujet du communiqué de presse en trois points. Petra a répondu en suivant les consignes données hier.

Demain, un journal belge (*Het Belang van Limburg*) publie un article sur le rapport Shabunda.

A la surprise de Kate, les Australiens ont fait la une avec : « Des masses de Rwandais hutus fuient dans la forêt après que des villageois zaïrois aient massacré des centaines des leurs et que les rebelles aient ouvert le feu sur eux, survivants du dernier exode des camps de réfugiés du Zaïre... » La mise en avant d'un événement international de ce type n'est pas habituelle.

D'autres journaux également, mais de façon moins visible. Kate pense que les journalistes vont vraiment utiliser le rapport Shabunda comme document de fond.



J'ai tiré des conclusions. J'avais le soutien du conseil d'administration donc je m'exprimais sur la ligne politique qu'il avait définie. Marlène avait dit au conseil d'administration « Ce sont les soldats rwandais qui massacrent les gens à Kasese-Biaro, on en est sûrs ». Elle s'en considérait comme témoin. Tout le monde était en larmes dans la salle. Le CA qui n'était pas totalement illogique était évidemment opposé à ce que ces réfugiés soient rapatriés chez leur bourreau. C'était une autre façon de qualifier les Rwandais d'assassins. A mon avis, c'est ce qu'il fallait faire. Puisqu'on ne pouvait pas réaliser des opérations dignes de ce nom, il fallait au moins avoir l'honnêteté de dire pourquoi.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).



Paris prend une position théorique : « On ne peut pas obliger ces réfugiés à rentrer contre leur gré au pays des tortionnaires, il faut savoir ce qu'on en fait... » J'en reviens, je sais que ces gens ont agité le drapeau blanc et que les quelques survivants qui ressortent de ce massacre sont épuisés. Ils n'en peuvent plus, n'ont qu'une idée, c'est d'aller mourir au Rwanda. Ils me le disent texto : « Quitte à mourir, docteur, on préfère mourir au Rwanda,

sur la terre de nos ancêtres. On ne veut pas mourir comme des chiens, au milieu de cette forêt». C'est leur volonté, on ne peut pas aller contre leur volonté. Il y a des gens éduqués parmi eux. A ce moment-là ils se moquent de retourner chez des tortionnaires et d'aller en prison. Ils ont marché ces 100 km, ce sont des survivants de je ne sais combien de massacres. A ce moment-là, le HCR ne veut pas affréter des avions pour les ramener, et Kagamé a dit : « Ils vont rentrer à pied ». Il est clair qu'à pied dans l'état où ils sont, ces 100 km dans l'autre sens, ils ne les font pas. Kagamé lui ça l'arrange bien, ça lui donne encore plus de temps pour les liquider, ça lui économise des balles. On doit se battre et faire des communiqués de presse pour obtenir ces avions et faire un pont aérien, le HCR traîne des pieds, les Américains sont derrière. Et là, il y a un sérieux clash entre nous. Encore une fois, je me mets du côté des réfugiés qui m'ont dit qu'ils veulent rentrer et je plaide pour le retour.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Le 27 avril 1997, Laurent-Désiré Kabila donne 60 jours au HCR pour régler la question du rapatriement des réfugiés qu'il qualifie de « petit problème ».

Le 28 avril 1997, une équipe MSF, le représentant du HCR, des journalistes et le représentant de l'Union européenne sont autorisés à se rendre sur les sites de Kasese, et de Biaro complètement dévastés, jonchés de cadavres, où règne une odeur de mort. Des témoignages font état de massacres. Plusieurs milliers de réfugiés sortent peu à peu de la forêt, épuisés et terrorisés. L'équipe MSF reprend son assistance malgré les entraves persistantes imposées par les soldats de l'AFDL.

V15 



« M. Kabila donne deux mois au HCR pour rapatrier les réfugiés rwandais » **Le Monde** (France), 29 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a donné, dimanche 27 avril, soixante jours au HCR pour rapatrier les réfugiés hutus rwandais de la région de Kisangani (est). « C'est un délai amplement suffisant. Après soixante jours, on espère qu'ils les auront évacués. (...) Il y a entre 30 000 et 60 000 réfugiés », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Kisangani.

Le coordonnateur régional du HCR, Filippo Grandi, a répondu à l'ultimatum en déclarant à l'AFP : « C'est court, mais on va essayer. » Interrogé, samedi, à son arrivée de Lubumbashi (sud-est) par un journaliste de la radio locale, le leader rebelle avait déclaré : « On est là pour régler le problème des réfugiés ; on va le régler, c'est un petit problème. »

[...] Le chef de l'Alliance a démenti toutes les allégations de massacres, parlant de « campagne mensongère » et acceptant même une commission d'enquête « impartiale » pour faire la lumière sur la fuite des réfugiés de leurs camps en début de semaine. Il a demandé des excuses personnelles du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour avoir accusé ses hommes de laisser volontairement mourir des milliers de réfugiés. De nombreuses organisations humanitaires ont aussi accusé les rebelles d'avoir poussé les réfugiés dans la forêt et donc vers une mort certaine, après avoir refusé leur rapatriement par le HCR le 18 avril dernier.



« Les rebelles zaïrois se montrent intraitables envers les réfugiés » **The New York Times** (États-Unis), 28 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Répondant à une tempête de protestations internationales au sujet de la gestion du problème des réfugiés rwandais, le leader rebelle zaïrois Laurent Kabila a déclaré aujourd'hui qu'il donnait à la communauté internationale 60 jours pour évacuer les réfugiés du centre du Zaïre. [...] « Cette histoire dure depuis trop longtemps et si rien ne bouge nous allons faire le travail nous-même » a déclaré M. Kabila à propos de la crise des réfugiés et de l'évacuation, au cours d'une conférence de presse à Kisangani, après une journée de réunions avec les représentants des Nations unies et de l'Union européenne. « Je leur ai donné 60 jours pour régler le problème. Cela doit être fait. »

Les tentatives de M. Kabila pour régler la crise des réfugiés ont été comprises comme une réponse aux critiques émises par le Secrétaire général Kofi Annan et les agences de secours internationales. Les forces rebelles zaïroises ont été accusées de mener une campagne « d'extermination lente » et de « solution finale » contre les réfugiés rwandais hutus au Zaïre [...] M. Kabila a reproché aux Nations unies de ne pas avoir rempli leur tâche de protection des réfugiés et demandé à M. Annan de s'excuser. Toutefois, aujourd'hui encore, selon les organisations de secours et les journalistes les forces de M. Kabila leur ont barré l'accès à la zone de jungle du Sud de Kisangani où les réfugiés sont éparpillés. Malgré ces restrictions, des journalistes étrangers à Kisangani, citent des témoins qui décrivent les attaques sur les Hutus par des villageois zaïrois et de des soldats de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo de M. Kabila.



« La mort et la désolation planent sur Biaro » Christophe Parayre, **AFP** (France) Biaro, 28 avril 1997 (en français).

Extrait :

La mort et la désolation planent sur Biaro, un ancien camp de réfugiés hutus rwandais, actuellement quasiment désert. On sent la mort. Mais peu de cadavres sont visibles, ce qui renforce encore le malaise.

Entre 5 000 et 10 000 réfugiés affamés, épuisés et terrorisés, sont sortis de la forêt pour se regrouper dans le camp, à une quarantaine de km au sud de Kisangani, dans l'Est du Zaïre, a constaté lundi l'AFP sur place.

Ce sont les premiers groupes à être localisés avec précision depuis que plus de 85 000 personnes ont disparu dans la profonde forêt équatoriale, sans assistance humanitaire, depuis une semaine.

La désolation. Tous les « blindés », ces petites cases de branchages construites par les réfugiés, sont vides. Sur le sol, tout indique un départ précipité : des vêtements, des chaussures, des bibles en kinyarwanda.

Une photo de mariage d'un jeune couple, souriant, heureux. Elle avait probablement été gardée soigneusement pendant près de trois ans, depuis le départ du Rwanda en 1994. Elle est aujourd'hui là, par terre, délavée et gondolée par la pluie.

La mort. Près de l'ancien « hôpital » de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières, complètement pillé, une vingtaine de corps gisent. L'odeur est insupportable. Allongée sur le dos, la bouche ouverte, le cadavre d'une jeune femme. Des centaines de mouches sur son visage. Le corps entre en décomposition. La mort date de quelques jours seulement.

Elle porte sur le crâne une profonde fracture, probablement un coup de machette. A proximité, le cadavre d'un bébé, qui semble encore accroché à sa mère, morte elle aussi.

Un trou dans la terre, à moitié recouvert. Les mouches tournoient bruyamment autour. Il s'agit d'une fosse creusée à la hâte. Combien y a-t-il de cadavres à l'intérieur ?

Sous les tentes blanches de l'hôpital, une dizaine de personnes. Certains sont vivants, d'autres agonisent, recroquevillés sur une bâche en plastique, ou sont déjà morts.

Les yeux mangés par les mouches, un enfant regarde passer les « blancs ». Il ne bouge pas, il est trop faible.

Les responsables des agences de l'ONU, des organisations humanitaires, l'envoyé spécial de l'Union européenne Aldo Ajello ainsi que les journalistes, s'arrêtent puis poursuivent leur chemin.

A la sortie du camp, trois militaires rebelles, des adolescents, Kalachnikov en bandoulière, interdisent d'aller plus loin pour des raisons de « sécurité ». A proximité flotte une insistante odeur de cadavres.

Un peu auparavant, un petit groupe de journalistes, dont l'AFP, s'était rendu sur ce check point et avait entendu le bruit d'une pelle mécanique. La rébellion l'a réquisitionnée il y a une semaine, des villageois l'ont vue passer.

Pourquoi une pelle mécanique ici ? Pour l'ensemble des personnes sur les lieux, la réponse est évidente : Pour enterrer les cadavres, tenter d'effacer les traces.

Selon certains réfugiés, des massacres de réfugiés ont eu lieu vers le km 52, juste un peu plus loin. « J'ai vu un Caterpillar creuser des trous, des gens jetaient les corps dedans », a indiqué à l'AFP un rescapé, après s'être éloigné de la foule.

Qui sont les auteurs de ces massacres ? La communauté internationale accuse les rebelles - dont de nombreux Tutsis - de Laurent-Désiré Kabila, qui bien sûr dément énergiquement.

Visiblement ému, l'émissaire européen s'insurge : « Nous avons des preuves de violations massives des Droits de l'homme. Il faut essayer de savoir qui a conçu et exécuté cette opération. Ces gens doivent être punis ».

« La communauté internationale doit l'exiger. Une commission d'enquête doit venir immédiatement », a-t-il indiqué à l'AFP.

« Nous allons faire un rapatriement non-stop avec tous les moyens disponibles. La situation est inadmissible. Nous demandons l'accès jusqu'à Ubundu (150 km plus au sud) », a ajouté le coordinateur régional du HCR Filippo Grandi.

« Kabila nous l'a promis (dimanche). On espère que ce barrage (à la sortie du camp) va être levé. Les réfugiés ont peur, on doit les rassurer », a insisté le responsable du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

Silence. Il regarde autour de lui : « Ce camp était prêt pour un rapatriement organisé. Maintenant, tout est à recommencer. C'est frustrant. »



« **Point communication** Zaïre n°23 », MSF Hollande, 28 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

KISANGANI

Deux expatriés de MSF se sont rendus, en compagnie d'une équipe du HCR, sur l'axe Kisangani - Ubundu. Le site de Kasese était vide. Sur la route de Biaro, ils ont croisé de petits groupes de gens et puis, après le pont, un peu plus loin à l'intérieur du camp de Biaro ils sont tombés sur des milliers de réfugiés.

Dans le centre choléra, les patients sont apparemment restés toute la semaine dernière, et les personnes âgées qui étaient assises n'ont pas bougé depuis une semaine. 21 personnes fragiles et très malades ont été sélectionnées et emmenées dans le camion

que MSF avait envoyé sur la route. Elles ont été transportées à Kisangani. Il n'est pas certain qu'elles soient encore en vie demain.

(NE PAS DIFFUSER) A Biaro, des soldats (alliance) distribuaient des médicaments.

Mascarade ?

Les gens semblaient avoir peur de ce qui pouvait leur arriver. Ils ne parlaient pas ouvertement. Les soldats les entouraient.

Il n'est pas certain que l'équipe revienne demain et les possibilités de rapatriement ne sont toujours pas claires.

L'effectif de l'équipe de Kisangani a été augmenté jusqu'à 7 expatriés.

Jusqu'ici aucun acte d'intimidation envers l'équipe, aucun problème de sécurité n'a été rapporté. Espérons que cela va durer.



« Rapatriement des réfugiés : le compte à rebours a commencé. » **AFP** (France) Biaro, 29 avril 1997 (en français).

Extrait :

Le compte à rebours a commencé pour le HCR avec la découverte lundi près de Kisangani, dans l'Est du Zaïre, de plus de 5 000 réfugiés sortant de la profonde forêt tropicale après avoir fui leurs camps la semaine dernière.

Le chef rebelle a en effet donné dimanche « 60 jours » au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) pour rapatrier les plus de 85 000 Hutus rwandais « disparus » depuis une semaine près de Kisangani, sous contrôle rebelle depuis le 15 mars.

Cet ultimatum, qui débute officiellement le 1^{er} mai, a été jugé « irréaliste » par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. Le coordinateur régional du HCR, Filippo Grandi, l'a également trouvé « court » mais a déclaré qu'il allait « essayer ».

La tâche est titanesque : localiser, soigner et rapatrier avant fin juin des dizaines de milliers de personnes affamées, épuisées et terrorisées, qui tentent de fuir depuis de longs mois l'avancée de la rébellion de Laurent-Désiré Kabila.

« Nous allons faire un rapatriement non-stop avec tous les moyens disponibles », a déclaré lundi à l'AFP le coordinateur régional du HCR après la visite de Biaro, un camp situé à 40 km au sud de Kisangani.

Biaro comptait environ 30 000 réfugiés avant que ceux-ci ne le quittent précipitamment en début de semaine dernière, probablement après avoir été attaqués par des villageois et des rebelles tutsis.

Aujourd'hui, il est quasiment désert.

Des groupes de réfugiés sortent toutefois de la forêt pour se réunir dans le camp, espérant recevoir une aide humanitaire bloquée depuis une semaine par la rébellion.

Ballot sur la tête, tee-shirt crasseux et déchiré, un homme raconte : « J'ai entendu des coups de feu en pleine nuit et j'ai fui dans la forêt, le plus loin possible. J'ai tout abandonné dans le camp, je n'ai plus rien. »

« Puis des villageois zaïrois nous ont dit que la paix était revenue, qu'on pouvait rentrer à Biaro. On a marché deux jours avant d'arriver ici. Mais il y a encore beaucoup de gens dans la forêt, ils ont peur de revenir. On entend souvent des tirs », poursuit-il.

Cet homme se tourne alors vers un responsable du HCR : « On a peur, on veut rentrer au Rwanda. Vous allez nous amener ? » Le responsable répond oui mais leur demande de se regrouper pour qu'on puisse leur venir en aide.

Un train du Programme alimentaire mondial avec plus de cent tonnes de vivres doit quitter Kisangani mardi matin pour les approvisionner.

Une équipe de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières a déjà transporté lundi les plus malades à Kisangani pour leur permettre de recevoir des soins. L'opération doit se poursuivre.

Le temps presse. Pour de nombreux réfugiés, déjà affaiblis par de longs mois de marche dans la jungle, un nouveau séjour sans assistance humanitaire dans ce milieu particulièrement inhospitalier sera fatal.

Le 28 avril 1997, l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch demande une enquête sur les massacres au Zaïre et l'Organisation de l'unité africaine appelle les rebelles à respecter les lois internationales.

Le même jour, la Haut-Commissaire des Nations unies aux réfugiés déclare au Conseil de sécurité des Nations unies que le rapatriement des réfugiés peut se dérouler sans leur accord et sans garanties de sécurité à l'arrivée, lorsque leur sécurité ne peut être assurée dans les camps ou quand l'asile leur est refusé.

Le lendemain, les représentants du HCR au Zaïre dénoncent les tueries de réfugiés et les obstacles posés par les rebelles au rapatriement de ces derniers et demandent une commission d'enquête.



« Human rights watch réclame une enquête sur les massacres au Zaïre » **AFP** (France), 28 avril 1997 (en français).

Extrait :

L'organisation de défense des Droits de l'homme Human rights watch/Africa a exhorté lundi la communauté internationale « à exercer des pressions sur les deux parties au conflit pour obtenir que soient menées en toute liberté des enquêtes relatives aux allégations de massacres dans l'Est du Zaïre ».

[...] « Il est essentiel, pour l'avenir du pays, que soit restaurée l'autorité de la loi. La paix ne régnera à nouveau que si les individus responsables des massacres ethniques et coupables d'autres abus sont poursuivis par la justice », souligne Peter Takirambudde, directeur de Human Rights Watch/Africa, cité par le communiqué.



« L'OUA appelle les rebelles à respecter les lois internationales sur les civils. » **AFP** (France), 28 avril 1997 (en français).

Extrait :

Dans un communiqué publié à Addis-Abeba, M. Salim a réclamé la tenue immédiate de négociations entre les protagonistes du conflit au Zaïre, afin de préparer une transition pacifique conduisant à des élections dans ce pays.

Le Secrétaire général de l'OUA s'est en outre déclaré très inquiet de la détérioration de la situation des réfugiés et des personnes déplacées dans l'Est du Zaïre, région contrôlée par les rebelles de Laurent-Désiré Kabila.

« Je suis particulièrement troublé par les récentes informations sur des tueries de réfugiés dans l'Est du Zaïre », a-t-il déclaré.

« Je suis également inquiet par les informations sur la situation complètement inacceptable qui affecte et menace la vie de milliers de réfugiés, en particulier des femmes et des enfants », a ajouté le Secrétaire général.

« Ces réfugiés, en particulier les plus vulnérables d'entre eux, se trouvent dans une situation critique et ont besoin immédiatement d'une assistance humanitaire », a-t-il ajouté.

M. Salim a exhorté les protagonistes, notamment l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, à « respecter, dans les zones sous leur contrôle, les lois internationales » et notamment « le droit des populations civiles souffrant du conflit, en particulier les femmes et les enfants, à bénéficier d'une assistance humanitaire ». Il a demandé aux rebelles de coopérer avec les agences de l'ONU et les autres organisations humanitaires, afin de porter secours aux réfugiés et faciliter leur rapatriement immédiat en toute sécurité.



« Re : réunion avec Madame Ogata du HCR » **Message** de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF France à Catherine Harper, chargée des relations de MSF avec les Nations unies, 6 mai 1997 (en français).

Extrait :

Merci de nous informer de la rencontre qui aura lieu le 8 mai entre Madame Ogata et *Interaction*. Je n'avais pas de commentaires précis à te soumettre avant cette rencontre jusqu'à ce que tu nous communicates le texte de l'intervention que Madame Ogata a fait devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 28 avril 1997.

J'ai lu avec grand intérêt le texte de l'intervention de Madame Ogata devant le Conseil de sécurité que tu nous as fait parvenir.

Ce texte contient un point d'une gravité exceptionnelle que je tente de faire partager ici à Paris. Au titre des leçons que son office a tirées de son expérience dans la région des Grands Lacs et en ex-Yougoslavie, Mme Ogata affirme notamment le point suivant : quand la protection dans le pays de l'asile ne peut pas être garantie en raison du conflit armé ou de l'insécurité dans les camps de réfugiés, ou quand l'asile est refusé, on peut être amené à réaliser un rapatriement sous des conditions qui ne garantissent pas strictement ni le caractère volontaire, ni la sécurité.

Depuis plusieurs années, les équipes de terrain nous alertent sur le fait que le HCR ne « fait pas son travail » de protection dans certains pays ou vis-à-vis de certaines populations. Dans ces situations, nous intervenons plus souvent à Genève pour que la direction corrige ou influence la position du personnel du HCR présent sur le terrain.

La déclaration de Mme Ogata change de façon radicale la situation. Nous pensions jusqu'à présent que les problèmes que nous rencontrions avec le HCR sur le terrain venaient d'un mauvais fonctionnement de la machine HCR et qu'il était possible d'informer les autorités du HCR à Genève pour résoudre le problème.

Aujourd'hui c'est une nouvelle doctrine qui est officiellement affirmée par la bouche même du Haut-Commissaire.

Cela devrait nous poser plusieurs questions pratiques précises.

1/ Si l'intervention du HCR ne se base plus sur des principes que celui-ci est censé défendre, comment et avec quels arguments le HCR protégera-t-il les réfugiés ?

2/ Comment le HCR parviendra-t-il à faire respecter les principes de protection des réfugiés à certains États alors qu'il accepte que d'autres les violent ?

3/ Que pourra-t-il négocier avec les gouvernements s'il admet d'avance qu'on peut transiger avec les principes ?

4/ Comment développer un partenariat opérationnel avec un partenaire qui n'a plus de principes d'action. Sur quelles bases pourront nous définir le rôle du HCR et le nôtre dans une situation donnée ?

5/ Le HCR nous considérera-t-il comme des ennemis si nous continuons dans ces situations là (Grands Lacs) à demander le respect des principes de sécurité, de dignité et de volontariat ?

6/ Faut-il créer un nouvel office pour la protection des réfugiés ?

Voilà quelques questions qu'il faudrait évidemment poser à Mme Ogata à l'occasion de votre rencontre.



« L'ONU dénonce de nouvelles tueries dans les zones rebelles », **AFP** (France) Genève, 29 avril 1997 (en français).

Extrait :

« Nous recevons des informations de plus en plus choquantes sur des tueries de réfugiés à la fois dans la région de Kisangani (Est du Zaïre) et ailleurs », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés, Pamela O'Toole, ajoutant : « Ces tueries doivent cesser et une enquête urgente doit être lancée ».

Le HCR a également accusé l'Alliance rebelle de mettre des obstacles à l'évacuation des réfugiés rwandais après avoir donné deux mois aux organisations humanitaires pour leur rapatriement.

Le HCR s'est dit « atterré » par l'enlèvement de 50 enfants et 60 adultes d'un hôpital proche de Bukavu, à la frontière du Rwanda, par des soldats en armes vendredi. Les 110 personnes ont disparu depuis et, « selon certaines informations, ils auraient été tués », a dit Mme O'Toole.

L'agence s'est également déclarée « horrifiée » par la découverte, lundi, de corps de 20 réfugiés au camp de Biaro, à 40 km au sud de Kisangani, dont certains portaient des traces de coups de machette.

Des réfugiés ont fait des « récits horribles » de leur dispersion forcée des camps la semaine dernière, de l'agonie de gens mourant dans la jungle des blessures reçues, de faim, d'épuisement et de maladie, a dit Mme O'Toole.

A Goma et Bukavu, les équipes de MSF Hollande qui craignent d'être utilisées comme appât par l'AFDL, hésitent à porter secours aux groupes de réfugiés. Elles subissent également le poids du système de surveillance des ONG imposé par les nouvelles autorités.



« **News flash** », MSF Hollande, 28 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

« Les équipes du Zaïre se portent bien » selon Wilna van Aartsen, la coordinatrice de la cellule urgence qui revient juste d'un voyage au Zaïre. « Depuis plusieurs mois, un sentiment de frustration règne au sein de l'équipe de Bukavu, dû au manque d'accès aux réfugiés et à l'impossibilité d'avoir un impact médical sur les réfugiés que l'équipe réussit à atteindre. » Celle-ci craint en permanence d'être utilisée par les militaires pour localiser et attirer les réfugiés qui sont ensuite coupés de l'aide humanitaire, voire pire. Par

exemple, de peur que son action ne soit mal utilisée, l'équipe hésite à fournir de l'aide à un groupe de 400 - 500 réfugiés dans un état sanitaire très inquiétant à Louisi à l'ouest de Bukavu.

Wilna van Aartsen parle de l'atmosphère étrange qui règne à Goma, à cause de la présence accrue de jeunes militaires dans la ville. Les autorités annoncent la mise en place d'un système de surveillance des organisations d'aide. Un comité vérifiera tous les financements des projets, les *curriculum vitae* des expatriés et autre bureaucratie. Un système très contraignant qui est déjà utilisé au Rwanda pour garder le contrôle sur les activités d'aide et la présence des expatriés.

Au cours d'une téléconférence, les directeurs généraux des différentes sections de MSF se mettent d'accord sur la position de MSF concernant le rapatriement, et décident de « faire profil bas » sur les déclarations à caractère politique.

Le directeur général de MSF France s'exprime sur Radio-France internationale, très écoutée dans la région des Grands Lacs, il accuse les rebelles de Kisangani d'avoir massacré les réfugiés et le Rwanda d'avoir soutenu ces rebelles.

A Kisangani, l'équipe de MSF reçoit la visite d'un représentant du ministère de la Justice et le délégué de l'AFDL auprès des ONG qui exigent que MSF démente les accusations de massacres, sous peine de devoir partir.

MSF Belgique reproche à MSF France d'avoir enfreint les règles éthiques en s'exprimant sans présence sur place et sans avoir consulté les équipes de terrain.

Au même moment, les massacres dans les camps de Kasese et Biaro sont révélés dans la presse internationale. Les journalistes, dont le travail dans la région est également entravé reconnaissent que MSF avait raison au sujet des violences des rebelles. V16



« Re : Quel est le message de MSF ? » **Courriel** de Phil Doherty, responsable de programme MSF Hollande retransmis à Françoise Saulnier, responsable juridique MSF France, 29 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Après réflexion et en réponse à une question (parmi de nombreuses autres) soulevée par Samantha, je me demande si nous n'aurions pas dû distribuer une courte liste des exigences de MSF avec notre diffusion à la presse de ces jours derniers. A cet égard le communiqué de presse émis par *Refugee international* le 24 avril est intéressant.

Les points de pression de Marcel aux États-Unis la semaine dernière étaient que MSF appelle à :

1. La protection de la population (réfugiés comme Zaïrois) pendant le rapatriement.
2. Un accès opérationnel adéquat pour apporter une aide humanitaire.
3. Pas de manipulation de cet accès. Afin de s'assurer que les opérations des ONG ne soient pas utilisées comme appât pour faire sortir les réfugiés de la forêt et leur poser des embuscades.
4. Une commission d'enquête sur les Droits humains doit être immédiatement mise en œuvre.

5. Les gouvernements occidentaux doivent imposer des pressions bilatérales sur l'AFDL, les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda (voire aller aussi loin que demander la suspension de l'aide à l'Ouganda et au Rwanda).
6. Un retour des réfugiés au Rwanda, dans des conditions humaines doit être préparé.

Il faut peut-être nettoyer un peu la formulation.

Est-ce que Ed [Schenkenberg] peut être inclus dans la discussion, afin de rédiger un texte clair et est-ce que le réseau de communication de MSF peut être informé ?



« **Point communication** Zaïre » Erwin Van't Land, chargé de communication de MSF Hollande à l'ensemble des départements communication de MSF, transmis par Barbara Kancelbaum, chargée de communication MSF États-Unis, 29 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Salut tout le monde !

Ce matin, les directeurs généraux de MSF ont tenu une téléconférence. Ils se sont mis d'accord sur la position de MSF concernant le rapatriement et l'impunité. Mais l'équipe MSF de Kisangani a reçu la visite de soldats de l'AFDL. Ils ont exigé de MSF soit le reniement des critiques émises contre les rebelles ces derniers jours, soit un départ. Il a donc été décidé que pour l'instant MSF ne ferait plus de déclarations politiques. MSF F a été invitée à un débat radiophonique avec le HCR, MDM, l'ambassadeur du Rwanda et sans doute un représentant de l'AFDL. Bernard Pécoul y participera, mais il fera profil bas sur ce qui concerne les questions politiques et se concentrera sur les thèmes médicaux.

Le point de notre situation vis-à-vis de la communication externe :

- Nous NE COMMUNIQUONS PAS activement sur des messages plus politiques.
- Les informations ci-dessus concernant les menaces de sécurité sont classées secrètes.
- Il n'y aura pas de communiqué de presse aujourd'hui.

Demain est un jour férié en Hollande. Vous pouvez me joindre sur le téléphone portable du département de la communication. Nous travaillerons sur un point plus précis demain.



Compte-rendu de la conversation avec Vincent [Jansen, coordinateur MSF Belgique à Kisangani] à 16 heures + task force», par le responsable de programme de MSF Belgique, 29 avril 1997 (en français).

Extrait :

Suite à l'interview de Bernard Pécoul sur RFI, messieurs Congolo et Kanandi, représentants AFDL auprès des UN [Nations unies], ont rendu une visite à MSF à Kisangani et ont demandé que MSF retire ses dénonciations sans quoi, MSF devrait partir.

Mais ils n'ont précisé ni quelles dénonciations ni de où MSF devrait partir.

(NB : réaction de MSF Belgique suite au communiqué de presse de MSF France de ce WE [week-end] : [le directeur des opérations de MSF Belgique] a écrit à MSF France. MSF France a enfreint 2 principes éthiques :

- 1/ Témoigner sans être présent sur le terrain.
- 2/ Témoigner sans consulter les équipes présentes sur le terrain.

Filipo Grandi a interviewé des réfugiés qui affirment que ce sont les militaires de l'Alliance qui sont venus dans les camps et qui ont tiré. Mais le HCR a dit à MSF qu'ils adopteraient quand même un profil bas pour essayer d'atteindre les réfugiés.

Donc, en fait, si l'Alliance voulait vraiment expulser MSF, ils peuvent le faire tout de suite. Donc, MSF peut encore négocier avec l'Alliance.

Que mettre dans la balance ???

L'arrivée du *senior officer*, Dominique Boutriau...

C'est une déclaration de MSF France et pas de MSF Belgique.

Quel accès aura MSF ? Inconditionnel, correct ou au goutte à goutte ?

D'ici la fin de la semaine, on n'aura plus d'info[rmat]ions pour décider de se retirer si l'accès n'est pas suffisamment ouvert et témoigner.

(NB : se faire expulser entraîne décrédibiliser [une décrédibilisation de] tout témoignage...)

Les ONG zaïroises sur place, Omnis et EUE, n'ont pas le profil du témoignage. Quid d'OXFAM ?



Point communication Zaïre n°24, MSF Hollande, 30 avril 1997 (en anglais).

Extrait :

Jeudi matin, sur *Network Africa*, le président rwandais Paul Kagamé a condamné la déclaration de MSF sur l'insécurité qui règne dans son pays. Il a ajouté que au cas où la communauté internationale serait trop lente à agir, ses hommes se rendraient au Zaïre pour chercher les Rwandais restant.

Hier soir, Bernard Pécol a participé à un débat à la radio avec le HCR, l'ambassadeur du Rwanda et MDM. L'AFDL a refusé l'invitation. En raison des menaces sur la sécurité de nos équipes, Pécol ne pouvait pas s'exprimer vivement. Il s'est donc concentré sur le message concernant le très mauvais état de santé des réfugiés la dernière fois qu'on les a vus et la nécessité de leur apporter immédiatement une pleine protection.

Bernard Pécol a aussi donné une interview qui a été diffusée à plusieurs reprises sur *Radio-France internationale* depuis samedi. Cette interview était sur la ligne du communiqué de presse de samedi, accusant les rebelles de Kisangani d'avoir massacré des réfugiés et le Rwanda de les soutenir.

[...] La *BBC* aurait reçu plusieurs menaces de la part du camp des rebelles au Zaïre. La reporter de *CNN* a été expulsée du Zaïre (selon MSF Londres).



« Zaïre : les charniers de Kabila à Kisangani » Stephen Smith **Libération** (France), 30 avril 1997 (en français).

Extrait :

La semaine dernière, quatre jours durant, deux pelles mécaniques réquisitionnées par les combattants de Laurent-Désiré Kabila ont servi à creuser des fosses et à ensevelir les corps de « milliers » de réfugiés hutus tués au sud-est de Kisangani. Selon des

témoignages concordants émanant de sources religieuses et humanitaires, les camps le long de la route entre Kisangani et Ubundu, où quelque 85 000 Hutus rwandais avaient trouvé refuge après six mois d'errance à travers l'Est du Zaïre, ont été « bouclés » le lundi 21 avril.

« Deux jours auparavant, les troupes zaïroises qui gardaient ces camps avaient été remplacées par des troupes rwandaises », ont affirmé des Occidentaux sur place. Le 22 avril, les massacres auraient commencé par « des rafales tirées sans discrimination sur les réfugiés qui, paniqués, ont fui dans la forêt ». Certains d'entre eux, prostrés à terre parce que malades ou trop épuisés, auraient été « achevés à la machette ». Dès le lendemain, un camion réquisitionné a été utilisé pour transporter ces cadavres, « environ 500 », selon le chauffeur obligé à se prêter à cette macabre besogne. Des manœuvres forestiers ont également été contraints de participer à l'ensevelissement de corps, notamment en conduisant les deux pelles mécaniques lourdes d'environ quinze tonnes chacune.

C'est mercredi dernier que les ONG à Kisangani ont eu la certitude que des massacres étaient en cours dans les camps, dont l'accès leur était interdit. « On n'avait pas beaucoup de difficultés à s'imaginer ce que cela voulait dire », a indiqué une source. « Dans le camp de Biaro, un tiers des réfugiés étaient trop faibles pour se relever. Même sans violences, du fait de leur épuisement, des maladies ou de la malnutrition, un demi-millier d'entre eux sont morts la semaine précédente. » Le camp de Biaro, à 41 km de Kisangani, abritait un peu moins de 20 000 réfugiés, environ 60 000 autres se trouvant dans les deux camps de Kasese, plus proches de la capitale du Haut-Zaïre. Selon plusieurs sources, « beaucoup de corps » auraient également été enterrés dans des fosses communes au lieu-dit « la collectivité », à 52 km de Kisangani. Localement, cet endroit est également connu sous le nom de Bakumu Mangongo. Presque tous les téléphones satellitaires ayant été confisqués, c'est par le canal des organismes spécialisés de l'ONU que des informations précises sont remontées jusqu'au secrétariat général des Nations unies à New York et au siège du Haut-Commissariat pour les réfugiés à Genève, provoquant alors des dénonciations virulentes de la « politique de liquidation » et de l'« extermination lente » mise en œuvre par les « rebelles zaïrois » à l'égard des réfugiés hutus.



La journaliste de CNN, une ancienne de la BBC était une très bonne journaliste, qui avait travaillé en Ouganda et connaissait bien la région. Mais au début de l'avancée des rebelles elle avait fait un article qui m'avait complètement choquée. Un village à l'extérieur de Kisangani avait été bombardé au moment où le front avançait. Toutes les images à la télévision montraient qu'à l'arrivée des troupes, les villageois agitaient des drapeaux blancs pour montrer qu'ils étaient du côté des attaquants. Ceux-ci étaient assez disciplinés et il est vrai qu'il n'y avait pas beaucoup de civils tués. Mais cette fois-là, il y avait eu des problèmes, de nombreux civils avaient été tués. Quand la journaliste avait relaté ces événements, elle avait dit : « Quand les sauveurs arrivent, les villageois les accueillent avec des chants et des drapeaux blancs pour montrer qu'ils sont tous de leur côté et qu'ils sont heureux d'avoir enfin de la discipline. Il y a eu un bombardement au mortier mais c'était une erreur ». Un bon journaliste dira jamais : « C'était une erreur. » Il dira que des gens ont été tués et que ceux qui ont tiré ont dit que c'était une erreur. En l'entendant, je m'étais dit : « Ils sont complètement fascinés par la légende des rebelles vainqueurs, qui vont sauver le Zaïre » Plus tard, à Kisangani, après l'épisode de Tingi-Tingi, ces journalistes ont commencé à se rendre compte que ça n'allait pas du tout, que les réfugiés étaient en train de se faire massacrer. Quand les troupes rebelles sont arrivées à Kisangani, ça commençait à déraiper un peu. Cette journaliste de CNN et son collègue de la BBC ont eu des problèmes avec le SNIP, les services de renseignement, parce qu'ils commençaient à être un peu plus critiques sur Kigali, sur la

façon dont les troupes se comportaient etc. Cette femme a été forcée de quitter le Zaïre pour revenir via l'Ouganda. Elle a été suivie par la police secrète qui l'a harcelée et menacée. Le journaliste de la BBC, lui, a été passé à tabac.

Samantha Bolton, MSF Etats-Unis, directrice de la communication, chargée de communication MSF pour les Grands Lacs en novembre-décembre 1996 (en français).

« LE PLAIDOYER PRIORITAIRE SUR L'ASSISTANCE »

Le 1^{er} mai 1997, le Conseil international restreint de MSF déplore le manque de leadership au sein du mouvement dans la gestion de la politique de plaidoyer. Il remarque que la nécessité de témoigner n'est « pas vraiment remise en question ». Le Conseil soutient la position commune des directeurs généraux et souligne qu'au Zaïre, dans la situation actuelle, le témoignage est prioritaire sur l'assistance. En attendant d'analyser la proposition de modification de la section française de lors de sa prochaine réunion, le Conseil accorde le droit de veto uniquement aux directeurs généraux, dans le cadre du comité exécutif. MSF décrit à la presse la situation catastrophique des réfugiés et les entraves posées aux secours, mais n'insiste pas sur les massacres.



Compte-rendu de la réunion du comité restreint du Conseil international, Paris 1^{er} et 2 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

2. Crise des Grands Lacs

Cette crise est exceptionnelle et dure depuis plusieurs années. Son extrême complexité la rend difficile à gérer pour MSF. En conséquence il est difficile pour nous d'avoir une politique de « témoignage » cohérente. Elle se déroule juste au moment où il est de première importance de se coordonner le mieux possible afin de parler d'une même voix. Elle révèle le manque de *leadership* dans le mouvement international pour gérer tout le processus, intégration/combinaison des problèmes de sécurité et de la prise de parole publique, et décider quand il est nécessaire d'opter pour la dénonciation. Qui décide ? Qui est responsable ? Envers qui ? Qui a le droit de *veto* ? Quand peut-il être utilisé ? A part cela, plusieurs membres du Conseil international se plaignent de ne pas recevoir assez d'information pour suivre la situation.

Après une discussion au cours de laquelle la nécessité de témoigner n'a pas été vraiment remise en question, le comité restreint, à l'unanimité, a fait la déclaration suivante :

La récente « cacophonie » au sujet du témoignage sur le Zaïre a causé des dégâts aux efforts de MSF de mieux servir les populations en danger. En conséquence, le comité restreint soutient la position des directeurs généraux pour continuer l'activité de témoignage. Selon le comité restreint, dans la situation actuelle, le témoignage doit avoir la priorité sur l'assistance directe.

En ce qui concerne les décisions et les dénonciations futures, seuls les directeurs généraux membres du comité exécutif doivent prendre les décisions finales. En l'absence d'un directeur général, le président le remplacera, dans les cas de dénonciation majeure (étant donné que la cohésion interne sur l'international peut devenir un enjeu). Si un consensus ne peut être atteint, les règles actuelles du Conseil international exigent que le sujet soit arbitré par le comité restreint.

Il est à noter que le contenu détaillé du message n'est pas discuté en profondeur, mais sur son principe. De plus, on applique toujours la règle selon laquelle les directeurs généraux sont responsables de l'adaptation du contenu du message de MSF, suivant l'évolution de la situation.

En plus de cette déclaration, on a reconnu que la crise du Zaïre était très compliquée et qu'elle durait depuis plusieurs années ; donc, il a été décidé qu'à la prochaine réunion du Conseil international le 19 septembre, un atelier serait organisé pour passer en revue l'expérience MSF dans la crise des Grands Lacs. L'atelier sera aussi ouvert aux personnes impliquées dans les opérations et mettra en question la responsabilité de MSF : mauvaise utilisation de l'aide humanitaire, limites de l'assistance quand les populations sont massacrées, occasions et nécessités de témoigner. Il essaiera de faire le lien entre les différentes étapes de la crise, afin d'établir une analyse globale rétrospective.

Finalement, le comité restreint a discuté de la déclaration du conseil d'administration de MSF France sur le droit de veto pour raisons de sécurité, certains membres du RC [comité restreint] étant inquiets de son contenu et ses conséquences : qui a l'autorité de briser une règle internationale qui a fait l'objet d'un accord ?

En conséquence, le RC considère que la déclaration du conseil d'administration de MSF France comme une recommandation à analyser sérieusement. Il demande au comité exécutif de présenter sa propre analyse de cette demande et ses propositions à la prochaine réunion du IC [Comité international]. Pendant ce temps le droit de veto pour raisons de sécurité continue à exister, mais il ne peut être utilisé que par un directeur général, au sein du comité exécutif.



Je tombe sur Jacques [de Milliano, directeur général de MSF Hollande] et Doris [Schopper, Présidente de MSF Suisse] qui sortaient du Conseil international. Ils me demandent comment ça va et je leur dis « moi ça va très bien, je n'ai plus de travail donc j'ai le temps de faire des courses etc. ». Ils commencent à rire et me disent : « Pourquoi n'as-tu plus de travail ? ». Je réponds : « MSF est une institution qui essaie de communiquer le moins possible sur la crise des Grands Lacs alors qu'il se passe des choses incroyables. Alors moi, le directeur de la communication, la moitié du temps je suis au chômage technique. » Alors ils me rassurent : « Ne t'inquiètes pas, nous avons voté une résolution qui te laisse vraiment de l'espace pour travailler ». Et effectivement ils ont voté une résolution qui privilégie le témoignage. Le Conseil international déclare : « Feu vert, priorité au témoignage sur les opérations de secours, qui n'ont aucun sens dans cette situation-là. » J'ai donc une position claire des organes politico-associatifs de MSF, le Conseil international et le conseil d'administration, et en tant que directeur de la communication, je prends mes responsabilités et je communique sur cette ligne-là. Je ne suis pas en dehors de la discipline interne.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Le 3 mai 1997, alors que MSF Hollande développe sa campagne de plaidoyer pour « la protection de la population et l'accès humanitaire dans le Kivu », son équipe de Goma fait part au siège de ses doutes quant à la pertinence de ce type d'activité et de celle d'une communication publique.

Malgré l'accord conclu par le Conseil international, le débat au sujet de la dernière prise de parole publique concernant l'Est du Zaïre se poursuit entre les directeurs des opérations de MSF Belgique, MSF Hollande et MSF France.



« **Résumé** du plan de plaidoyer pour la protection de la population et l'accès humanitaire dans le Kivu, dans l'Est du Zaïre » MSF Hollande, 2 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Le message de MSF :

MSF doit délivrer au monde un message unique, concis et bien coordonné que ce soit sur le mode du plaidoyer silencieux ou de la prise de parole publique via la presse. Ce message doit être basé sur notre expertise médicale. Les actions médiatiques unilatérales ou bilatérales menées par les sections MSF n'ont pas permis une campagne claire et continue et nous devons tous accepter notre part de responsabilité dans la mauvaise coordination des dernières semaines.

La sécurité de nos équipes de terrain demeure une priorité, bien sûr, mais tout le flot d'informations de et vers toutes les équipes de la région a aussi besoin d'être optimal et les sièges doivent fournir l'information de fond et les éléments de la couverture presse sur la situation au Zaïre et en particulier sur toute référence à MSF.

Tout au long de la campagne de plaidoyer, depuis qu'Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique] et Max Glaser [MSF Hollande] sont venus à Goma début avril pour essayer de voir Kabila et au cours de toutes les rencontres à New York et Londres, pendant la semaine du 14 avril, les six points suivants ont été mis en avant :

MSF exige :

- Qu'une pleine protection soit accordée aux réfugiés et aux résidents pendant le processus de rapatriement.
- Qu'un accès opérationnel adéquat soit donné aux organisations humanitaires afin d'assurer un impact efficace.
- Que les autorités n'abusent pas de cet accès qu'elles accordent, en y faisant obstruction ou en utilisant les organisations humanitaires comme des appâts.
- Qu'une enquête internationale sur les Droits humains soit immédiatement mise en œuvre.
- Que les gouvernements occidentaux fassent directement pression sur les États de la région afin qu'ils respectent les principes humanitaires.
- Que des préparations adéquates et une supervision internationale soient mises en place au Rwanda.

Ce message a été rédigé par les équipes de terrain au Zaïre et reste le message central des efforts de plaidoyer coordonnés par Amsterdam.

CONSULTATION INTER SECTION

Celle ci comporte clairement des lacunes, à commencer par l'utilisation du rapport Shabunda avant une consultation en bonne et due forme. Mais la réécriture du résumé de Shabunda et le communiqué de presse de samedi dernier sont d'autres exemples d'une mauvaise coordination.

Il a été convenu que les desks désignés dans chaque section se consultent directement pour prendre les décisions sur ce qu'il faut dire, quand le dire et à qui.



« Re : plan de lobby immédiat » **Message** de Phil Doherty, responsable de programme de MSF Hollande aux responsables de programmes des autres sections, 3 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Chers collègues, voici les opportunités de lobby aujourd'hui :

1. L'équipe d'enquête des Nations unies sur les Droits humains a quitté Genève aujourd'hui. Ils seront à Kigali aujourd'hui et iront à Goma demain. [...] Nous avons eu un contact direct avec eux à Genève et également avec *Physicians for human rights* qui a formé les Argentins [de l'équipe d'enquête]. Ils ont reçu des informations confidentielles sur la localisation des charniers.
2. Jules Pieters, cellule d'urgence de MSF Hollande est parti pour New York et Washington. Jules est allé assister à la conférence d'Action Aid sur les ONG et MSF New York a organisé des rendez-vous à l'ONU et avec des membres du gouvernement états-unien. Je vous enverrai le programme plus tard.
3. Jeudi prochain, le 8, se déroulera un forum des ONG avec Mme Ogata, Catherine Harper nous tiendra informés.



« Advocacy MSF dans l'Est du Zaïre » **Message** de l'équipe de MSF Hollande à Goma au responsable de programme, 3 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Après avoir appris cet après-midi que le Conseil international de MSF prévoit une campagne de plaidoyer concernant la situation humanitaire, principalement à Kisangani, l'équipe de MSF à Goma s'est réunie. Les décisions suivantes ont été prises :

1. MSF s'est engagé à accroître sa communication avec les autorités de l'AFDL à la suite de la campagne de plaidoyer de la semaine dernière qui a été mal coordonnée. Lancer une nouvelle campagne sans d'abord poser ces problèmes à l'AFDL va amoindrir notre crédibilité. Sans un dialogue ouvert entre MSF et l'AFDL, les rebelles n'auront pas d'autre option pour répondre à nos déclarations que d'attaquer MSF.
2. Les accusations selon lesquelles l'AFDL manipule les agences de secours à Kisangani seront très difficiles à prouver. Selon les rapports des membres des équipes de MSF Hollande et des *sitrep* de MSF Belgique, l'accès aux camps de Kisangani augmente lentement chaque jour. Les réfugiés dont l'état de santé est stabilisé sont rapatriés, le camp de transit est mieux installé et les réfugiés trop malades pour bouger sont autorisés à rester dans ce camp. Bien que la situation dans le camp de Biaro soit terrible, les agences de secours de Kisangani ont tenu une réunion sur les opérations médicales le 2 mai 1997 afin de coordonner leurs activités et leurs apports. On ne voit pas clairement comment MSF peut défendre publiquement le contraire.
3. La situation actuelle est précaire. MSF ne peut pas se contenter de supposer que les éléments extrêmes de l'AFDL ou de la population locale militante vont répondre pacifiquement par des démentis dans la presse. Déjà, l'image locale de MSF n'est pas positive. Les accusations portées la semaine dernière par MSF France continuent à circuler dans l'Est du Zaïre sur Radio-France internationale et Voice of the People. Les sièges devraient prendre bonne note des récents incidents de sécurité, tels que les déclarations agressives contre MSF à Kisangani, la pose de mines antipersonnel devant le dispensaire de MSF à Kasese et la réponse dure de l'AFDL aux précédentes déclarations de MSF. Il n'y a aucune certitude sur le fait que des représailles ne se dérouleront qu'à Kisangani, ce qui met les équipes de Goma et de Bukavu en danger.

4. A la lumière de ces inquiétudes, l'équipe de MSF Hollande à Goma n'est pas convaincue que la stratégie actuelle de plaidoyer représente le meilleur moyen d'avancer.



« **Courriel** du directeur des opérations de MSF Belgique aux responsables de opérations et à la responsable juridique de MSF France, 4 mai 1997 (en français).

Extrait :

Bonjour Brigitte,

Bonjour les opérations à Paris,

Je crois que nous sommes en général bien d'accord.

Permettez-moi quand même de refaire un petit peu l'historique sur Kisangani/Shabunda depuis 2 semaines.

1. Le rapport Shabunda.

Pour moi un « pas très bon » rapport pour distribuer car il se base sur de choses dites par des tiers et pas confirmées. Par contre, les informations sont convergentes et il y a certainement des massacres qui se passent !

Combien, par qui, où ?

Ce n'est pas très important. Il faut témoigner sur ce drame et nous avons tardé déjà trop. A MSF Belgique nous avons mis notre veto, oui, quant il s'agissait et de distribuer ce rapport comme il était conçu et même maintenant, je ne suis pas en faveur d'une distribution large sur Internet, mais nous n'avons jamais interdit le témoignage sur ce qui se passe là-bas. Au contraire, ce sont Peter Casaer et Françoise Saulnier qui ont travaillé sur une nouvelle version...

2. Le non-accès aux camps de Kisangani.

Je crois que nous n'avons pas été assez rapide pour communiquer dessus.

Entre le vendredi et les attaques du mardi il y a 4 jours et dès le samedi/dimanche nous aurions dû en parler.

Mea culpa à nous, si tu veux.

3. Les attaques sur les camps.

Dès que j'étais au courant des événements, j'ai pris contact avec les autres sections, notamment Bernard.

Nous avons essayé de travailler un message - que je trouvais assez bien réussi, voir le communiqué du jeudi - qui selon moi aurait du passer le mercredi déjà.

Incroyable, mais vrai, un DirOps [directeur des opérations] en Hollande ait pu bloquer un msg [message] tellement essentiel et peu dénonciateur (car il était moins fort que celui du jeudi).

Que le chauffeur du camion a pu rejoindre Kisangani le jeudi est une surprise totale pour moi et en contradiction avec les infos [informations] que nous avions...

Puis, finalement, et très tardivement, communication le jeudi. Percutant Et bien.

Je ne connais pas les retombées dans la presse française, mais ici c'était une réussite et nous continuons.

Il faut que ceux qui prennent des décisions autour de la communication/témoignage se rendent compte aujourd'hui que les progrès de la technique font que nous devons être prêt à communiquer dans les 6 heures qui suivent les événements ! et nous devons donc prendre rapidement des décisions qui impliquent les acteurs terrain/siège.

4. Puis votre CA [conseil d'administration] du vendredi et la décision de votre CA. Nous avons lu la décision de votre CA et si sur 99 % des terrains elle ne pose pas de problème, elle n'est pas acceptable vis-à-vis des gens sur des terrains en sécurité.

Qu'est ce que vous direz si demain Bruxelles communique ce qu'il veut sur le Sri Lanka ?

Difficile donc de continuer à partager les infos si le CA émanation de l'AG [assemblée générale] sort ce message très conflictif [conflictuel] ! Mais nous continuons quand-même.

Et puis

5. Le communiqué du samedi.

Nous avons déjà dit et redit les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas être d'accord sur ce communiqué et les messages dedans.

Selon nous, ce ne sont ni les positions des gens sur le terrain, ni basé sur une analyse conjointe des centres opérationnels. Pire, nous sommes en désaccord avec ces propos qui nous paraissent des positions pas trop réfléchies.

Soit. Confiance, confiance.

Et je vois que ça continue ce week-end (3 et 4 mai).

Moi aussi, je voudrais que les stéréotypes disparaissent et qu'on ne perde pas de temps avec les bagarres, mais il faut une attitude minimale de dialogue (et pas de sourds) pour générer une confiance mutuelle.

Puisque nous sommes d'accord sur le fond, pourquoi [ne] pas se mettre d'accord sur les formes également, et donc sur les modalités et messages du témoignage ?

Le 29 avril 1997, le Secrétaire général de la présidence rwandaise condamne les déclarations de MSF concernant l'insécurité dans son pays. Il déclare que ses hommes iront eux même au Zaïre chercher les derniers Rwandais s'y trouvant si la communauté internationale tarde à agir.

Afin d'accélérer le rapatriement, les rebelles commencent à évacuer eux-mêmes des réfugiés de Biaro vers Kisangani. Ils font appel à des ONG locales pour les rechercher et les transporter vers Kisangani dans des conditions effroyables. Les réfugiés sont en très mauvais état, affamés et blessés. Dans les camps de Kisangani aucune distribution de nourriture n'a lieu.

Le personnel médical volontaire subit les intimidations des rebelles et ne peut pas rester sur place. MSF Belgique publie un communiqué de presse décrivant la situation.

Le 2 mai, 1997 la responsable de programme de MSF Belgique, en intérim de coordination à Kisangani, rencontre les responsables de l'AFDL, qui viennent de critiquer vivement MSF au cours d'une conférence de presse.



Les rebelles amènent plusieurs centaines de réfugiés à Kisangani » **AFP** (France) Kisangani, 30 avril 1997 (en français).

Extrait :

Les rebelles zaïrois ont amené mercredi matin par train plusieurs centaines de réfugiés hutus rwandais à Kisangani (est), ou des camions du HCR les transportent vers l'aéroport pour être rapatriés vers le Rwanda.

Les réfugiés arrivent sur la rive gauche de la ville, sont transportés par petits groupes à l'aide d'un bac sur l'autre rive du fleuve Zaïre, avant d'être embarqués dans des camions, a constaté l'AFP.

« C'est la réponse de l'Alliance (rebelle) aux accusations mensongères de l'ONU. On nous accuse de ne pas faciliter les opérations de rapatriement, regardez ! », s'est félicité le responsable rebelle chargé des relations avec les agences de l'ONU, Emmanuel Kamanzi. « On montre ainsi que nous sommes capables de faire les rapatriements. Si l'ONU est incapable de le faire, nous allons demander le secours des agences locales zaïroises. On va le faire sans l'ONU », a-t-il déclaré à l'AFP.



« **Point communication** Zaïre n°25 » MSF Hollande, 1 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Les rebelles ont commencé à transporter les réfugiés par trains et par camions. Les ONG locales sont impliquées dans la recherche des réfugiés et leur transport. C'est aussi une ONG locale qui va sélectionner ceux qui sont en mesure d'être rapatriés.

Ces développements sont bien sûr inquiétants. Les rebelles ont complètement pris la direction des opérations. Aujourd'hui, le HCR a rapatrié 700 réfugiés, mais la concentration des gens à l'aéroport de Kisangani s'accroît. MSF apporte un soutien médical dans le camp de transit à 11 km sur la route de l'aéroport.[...]

2. Communications

- Hier, les directeurs généraux ont également trouvé un accord sur la position actuelle de MSF au sujet du rapatriement et de l'impunité. Cette position a été envoyée ce matin. Elle ne peut toutefois pas faire l'objet d'une communication active pour le moment. NOTEZ QUE MALGRÉ SA PRÉSENTATION SOUS FORME D'UN COMMUNIQUE DE PRESSE, ELLE NE DOIT PAS ÊTRE DIFFUSÉE A L'EXTÉRIEUR, EN ATTENDANT DES CONSIGNES ULTÉRIEURES

- PAS DE MESSAGE POLITIQUE POUR LE MOMENT. Nous devons accepter le fait que la sécurité des équipes est en jeu. Nous assurerons un suivi serré. Si la sécurité s'améliore ou si un problème urgent requière une action, la stratégie peut, bien sûr, être de nouveau modifiée.

- Des articles accusant les rebelles paraissent encore. Ne renforçons pas ces accusations pour le moment. La pression est vraiment mise sur Kabila, donc nous avons plus intérêt à regarder comment se déroulent les événements. S'il vous plaît, demandez aux journalistes d'être compréhensifs.

- Jeudi matin, sur *Network Africa*, le président rwandais Kagamé a condamné la déclaration de MSF au sujet de l'insécurité qui règne dans le pays. Il a ajouté qu'au cas où la communauté internationale tarderait à le faire, ses hommes viendraient chercher au Zaïre les Rwandais qui s'y trouvent encore.



« Point info Médecins Sans Frontières - Urgence Zaïre : situation au 1 mai », **Communiqué de presse** MSF, 2 mai 1997 (en français).

Extrait :

Dans le camp de Biaro, de 10 000 à 30 000 réfugiés - dont très peu d'enfants - sont rassemblés. La grande majorité d'entre eux sont en très mauvais état général et environ 60 % de la population est atteinte de malnutrition. Des dizaines de personnes souffrent de blessures par armes blanches et armes à feu. Les camions, qui doivent transporter les plus faibles à destination du camp de transit sont pris d'assaut par les réfugiés.

Sur le seul site où sont à nouveau regroupés des réfugiés, la situation reste ainsi catastrophique. Les organisations ne peuvent toujours pas effectuer librement leur travail et porter secours aux plus faibles. Les distributions de nourriture ne sont pas autorisées et les volontaires qui se chargent de l'installation de structures médicales sont intimidés et doivent quitter le camp.



Sitrep de la coordinatrice/responsable de programme de MSF Belgique à Kisangani, 2 mai 1997 (en français, en anglais).

Extrait :

Ce jour la presse locale radio étale que MSF dénonce que les Tutsis rebelles exterminent les populations hutues réfugiées. Ceci fait suite à la parution du rapport Shabunda sur Internet et au communiqué de MSF F du week-end dernier dont les effets cumulatifs se font sentir maintenant. La sécu[rité] des expats doit être renforcée.

1. Conférence de presse de Maître Moïse, Secrétaire général de la Présidence. M. Moïse a visité le camp de transit, l'aéroport et a tenu une réunion avec le HCR et les autorités. Selon le HCR il y a 20 000 réfugiés à Biaro. Selon les rapports qu'il a obtenu par d'autres sources, il y a 30 à 40 réfugiés. Bien que le rapatriement ait commencé, il exige du HCR de faire mieux. M. Moïse a exprimé ses regrets concernant la quantité d'information négative circulant au sujet de l'AFDL. L'Alliance a donné l'accès complet la semaine dernière et depuis les critiques ne cessent pas. L'Alliance a même décidé d'aider au rapatriement par train et cela a aussi été critiqué. Selon l'Alliance, rapatrier les réfugiés sur Kisangani permettrait l'accès à l'eau, aux soins de santé etc... les organisations internationales devraient se préoccuper d'avantage de leur travail et collaborer avec l'Alliance au lieu de mener des enquêtes. Il critique les ONG comme MSF qui déclarent que les Tutsis exterminent les Hutus. Chacun est libre de dire ce qu'il veut mais ces déclarations devraient être adressées directement aux autorités au lieu d'être faites à la presse. Et puis le Dr Zora a passé son temps à collecter les cartes d'identité des réfugiés dans les camps au lieu de faire son travail de médecin. Il [M. Moïse] a déclaré que 60 jours suffiraient pour rapatrier tout le monde. Le premier jour a été bon, avec 1 500 rapatriés. Le HCR devrait faire un effort pour mieux collaborer avec l'Alliance.

En ce qui concerne les soins médicaux, les réfugiés qui sont sévèrement atteints ne devraient pas prendre l'avion mais pourraient être hospitalisés à Kisangani. Critiques contre le HCR qui ne travaille pas correctement.

Répondant aux journalistes, [M.] Moïse a déclaré que les incidents dans les camps étaient dûs à des attaques des ex-FAR et des combats avec des rebelles. En ce qui concerne les soldats incontrôlés, il a déclaré que l'Alliance était unie et qu'il n'existait aucun conflit entre ses différents membres. Il est également utopique de penser que

dans la zone contrôlée par les rebelles, il n'y ait plus d'actes de banditisme. Goma est [bien] sûr excepté en ce qui concerne le banditisme. Le vice-gouverneur et le consultant du gouverneur n'ont, eux aussi, assisté à aucun conflit entre les différentes factions de l'Alliance à Goma.

Je me suis présenté et j'ai fait part de nos inquiétudes après la visite d'un représentant du ministère de la Justice à Vincent [Janssen] la semaine dernière. J'ai dit que j'aimerais clarifier ce qui était critiqué dans nos déclarations à la presse, bien qu'après la conférence de presse je commence à mieux comprendre quel est le sujet de ces critiques. J'ai aussi proposé d'exposer les différents programmes de MSF dans le pays.

M. Moïse a souhaité que j'expose d'abord la situation des réfugiés. J'ai d'abord expliqué rapidement notre programme au Shaba/Kasai et à Katana et dans l'avenir proche à Kalemie, en disant que le ministre de la Santé avait approuvé le programme dans un courrier à Lubumbashi, il y a quelques semaines. Puis j'ai dit que MSF à Kisangani était sous la responsabilité de MSF Hollande. J'ai aussi décliné ma fonction à Bruxelles.

Ensuite, j'ai expliqué la situation humanitaire des réfugiés/les taux de mortalité avant les incidents, l'action de MSF auparavant avec 700 patients hospitalisés dans les deux camps et la détérioration très nette de la situation aujourd'hui avec 70 % de malnutrition, la dysenterie, le choléra, les blessures par machettes et par balles, les gens épuisés et terrorisés. J'ai expliqué les difficultés à travailler dans l'attente d'une escorte et lorsque les médecins se décident à y aller sans escortes, comme hier, les incidents avec l'armée.

J'ai aussi exprimé mon inquiétude concernant la présence d'une mine antipersonnel dans le local où se déroulaient les activités humanitaires à Kasese (pillé). A ce point, il a semblé très surpris. J'ai expliqué que des journalistes américains s'étaient rendus là-bas avec le convoi, hier après-midi et avaient pris des photos mais n'avaient pas vu la mine elle-même. Il a été extrêmement surpris de l'apprendre par moi alors que personne ne lui en avait parlé auparavant. (C'est vrai, je l'ai vérifié avec Killian du HCR.)

Puis il a déclaré qu'il était désolé que Vincent s'en aille parce qu'il aurait eu des mots durs envers lui, qui était présent au moment des incidents. J'ai dit que j'apprécierais qu'il exprime ses inquiétudes. Il a dit qu'il était en colère à cause de la déclaration de MSF, des ONG et de la communauté internationale qui s'expriment dans la presse avant de parler à l'Alliance. L'Alliance a trop peu de contacts avec nous. S'il y a des problèmes, ils doivent être posés à l'Alliance et alors ils seront résolus. En ce qui concerne MSF, notre attitude signifie que le problème de confiance envers nous est posé et qu'il se demande si notre mandat est humanitaire. Ou s'il s'agit d'obéir à d'autres intérêts. Il s'agit de gens qui ont intérêt à détériorer l'image de l'alliance en ne rapportant que des choses négatives. Il se demande si MSF est indépendant ou suit certains intérêts peu clairs.

En conclusion, la conversation a été franche et ouverte. L'insatisfaction de l'Alliance est claire. MSF doit de toute urgence développer plus de contacts avec les autorités locales. Le message extérieur de MSF devrait refléter la réalité et pas seulement les mauvaises choses. Pas de menaces directes. Rien au sujet d'une éventuelle expulsion.

Le 3 mai 1997, MSF France dénonce « l'opération médiatique » de l'AFDL et s'interroge sur la pertinence du rapatriement des réfugiés au Rwanda, dont le régime soutient les rebelles.



« MSF dénonce "l'opération médiatique" des rebelles au camp de Biaro » **AFP** (France) Paris, 3 mai 1997 (en français).

Extrait :

L'organisation Médecins Sans Frontières a dénoncé vendredi à Paris « l'opération médiatique » des rebelles zaïrois qui organisent le « rapatriement forcé » de Hutus rwandais réfugiés dans le camp de Biaro (Sud du Zaïre) tout en les affamant et en semant la terreur. [...]

« La grande majorité d'entre eux sont en très mauvais état général et environ 60 % sont atteints de malnutrition », selon MSF. Plusieurs d'entre eux portent des blessures par balles ou machettes, selon les constatations de l'AFP.

Les rebelles « tentent de convaincre la communauté internationale que le problème (des réfugiés) est en train de se résoudre » au moment où s'engagent les négociations entre le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, et le président zaïrois Mobutu, a affirmé Jean-Hervé Bradol, directeur de la communication de MSF.

Sur le terrain, « les rebelles interdisent la distribution de nourriture et d'eau dans le camp de Biaro et à Kisangani, ils poussent les gens dans des avions sans que l'on puisse leur donner à boire, alors que les réfugiés sont dans un état de santé alarmant », a-t-il ajouté. « Quelle est la légitimité de rapatriement ? Est-il raisonnable de rapatrier les réfugiés au Rwanda, où le pouvoir (NDLR : dominé par les Tutsis) soutient les rebelles », s'est-il encore interrogé.

Il a ainsi dénoncé « le silence de la communauté internationale, qui ferme les yeux car elle ne sait pas où mettre ces réfugiés », estimant que « le droit des réfugiés était aujourd'hui menacé ».

Les réfugiés de Biaro, dans un état de santé très précaire, sont transportés en partie par train vers le camp de transit de Lula à 10 km de Kisangani où une équipe MSF leur donne des soins avant qu'ils ne soient rapatriés en avion. Le 4 mai 1997, à l'arrivée du train cette équipe découvre 91 morts étouffés dans les wagons. V17 ▶ Le 5 mai 1997, dans un communiqué diffusé à partir de Kisangani, MSF Belgique demande l'accès aux réfugiés, leur protection, la suppression du délai de 60 jours imposé par l'AFDL pour le rapatriement.



« On ne surveille pas les réfugiés » **Le Soir** (Belgique), 6 mai 1997 (en français).

Extrait :

« Ce qui se passe ici est dramatique, » explique Dominique Boutriau, chef de la mission Médecins Sans Frontières dans la région de Kisangani. Tous ces réfugiés sont dans un état épouvantable et en plus, depuis les événements d'il y a quinze jours, ils ont peur. C'est ce qui explique le drame de dimanche, cette centaine de personnes mortes étouffées dans le train qui les amenait au centre de transit de Kisangani, avant de prendre l'avion pour le Rwanda.

Depuis la « disparition » suite à des violences, des 85 000 réfugiés qui avaient arrêté leur errance aux portes de Kisangani, reprend le médecin belge, ces Rwandais réapparaissent de-ci, de-là, le long de la route, quand ils aperçoivent des « humanitaires ». Mais dès qu'ils ont eu du ravitaillement, ils préfèrent retourner dans la forêt, car ils craignent de nouvelles agressions. [...]

« C'est cette angoisse qui les a poussés à s'entasser dans le train, dimanche, » continue Dominique Boutriau. Le train est parti bondé, et, en cours de route, il a été arrêté par de nouveaux réfugiés sortis de la forêt, qui ont pris le train d'assaut. Et à l'arrivée à Kisangani, quand on a ouvert les portes, les corps sont tombés par dizaines... Nous avons dû trier les morts des vivants, perfuser ceux qui pouvaient être sauvés. Les conditions de transport sont inacceptables.

Hier, les transports par train étaient donc suspendus, mais les rapatriements en avion se poursuivaient, histoire de désengorger le camp de transit de Kisangani. Alors qu'à l'origine, le camp de transit était conçu pour accueillir 2 500 personnes, hier matin ils étaient 5 400, poursuit Dominique Boutriau.

D'un jour à l'autre, on ignore combien de réfugiés vont arriver, par train ou par camion, ajoute-t-elle. Théoriquement, c'est le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui contrôle ces arrivées - l'Alliance l'avait promis - mais dans les faits, la réalité est tout autre. [...]

Dans ce centre de transit, explique l'expatriée de MSF, nous avons installé un hôpital de campagne, qui accueillait hier 265 personnes : des blessés par balles ou par arme blanche, dont les blessures, vieilles de deux semaines, s'infectent, des malades - diarrhée, entérite -, des cas de malnutrition aiguë. L'hôpital ne cesse de s'agrandir car, comme il n'y a pas assez d'abris, les réfugiés dorment dehors, sous la pluie, et ils tombent malades.

La situation à Kisangani est difficile, mais elle est bien pire à Biaro et dans les autres camps le long de la route. Nous n'avons accès à ces réfugiés-là que trois heures par jour, car la seule escorte disponible est celle de l'ONU. Les convois sont constitués de six ou sept camions, d'une douzaine de voitures, plus celles de l'escorte, et tous ces véhicules doivent passer par le bac. Cela prend un temps fou.

En fait, sur place, il ne reste que les plus mal en point, ceux qui n'ont pas la force de retourner dans la forêt. Nous avons juste le temps de distribuer des sels de réhydratation, des sacs pour les cadavres - car il en traîne partout. On essaie de stabiliser les blessés, mais ceux qui sont le plus gravement déshydratés auraient besoin de perfusions pendant 48 heures. Or, il n'y a personne pour surveiller cela... Quant à ce qui se passe au km 82 et au km 50, conclut le médecin, on entend des rumeurs mais il est impossible de vérifier : le convoi ne va pas jusque là...



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda » MSF Belgique, 6 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Le « train » ne s'arrête pas à ce camp, il s'arrête plus près de Kisangani près de la rive où les réfugiés doivent sortir, traverser la rivière en ferry et sont ensuite transportés à Lola. Les ONG locales *Omnis* et UEB sont chargées des consultations (OPD), MSF est chargée de l'hôpital (IPD) de la nutrition, des abris et des conditions sanitaires.

Le dimanche, l'équipe de trois expatriés (médecin, infirmière et logisticien) a assisté à l'arrivée du train fatal alors qu'elle rentrait de Biaro. Ils ont immédiatement commencé à aider à la stabilisation et au transfert des blessés à l'hôpital universitaire, à la distribution de sacs pour les cadavres etc... Dominique est convaincue qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour contrôler la foule avant le départ afin d'empêcher que trop de personnes montent dans le train. MSF réclame une meilleure coordination avec le HCR et l'Alliance afin de créer des conditions humaines. [...]

Biaro (41 km au sud de Kisangani)

MSF n'est pas présent en permanence à Biaro. Des organisations médicales locales comme Omnis et EUB et l'Unicef travaillent six heures par jour. MSF, le HCR et OXFAM ne reste que 3 heures afin de pouvoir bénéficier des escortes militaires. Aujourd'hui deux expatriés repartent avec « le train » sous le contrôle du HCR.

A Biaro, l'équipe MSF (2 ou 3 expatriés et 2 ou trois infirmières zaïroises) est chargée de distribuer des sels de réhydratation orale, de repérer les vulnérables, de les référer aux camions pour évacuation ou dans les postes de soins de santé primaires de EUB et Omnis. Certains des réfugiés sont anorexiques, ils ne veulent plus ni manger, ni recevoir de traitement. Ces gens sont épuisés et déprimés, ils semblent ne plus se soucier d'être en vie ou pas.



« MSF demande instamment à l'AFDL de créer des conditions acceptables pour l'aide apportée aux réfugiés » **Communiqué de presse** MSF Belgique, Kisangani/Bruxelles, 5 mai 1997 (en français, en anglais, en flamand). Repris par MSF États-Unis le 6 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Après les événements choquants de dimanche, causant la mort de près de 100 réfugiés rwandais, Médecins Sans Frontières demande à l'Alliance de mettre en place les conditions nécessaires à une aide efficace et à un rapatriement humainement acceptable. L'aide doit être augmentée et coordonnée de manière à limiter le nombre de victimes. La situation des réfugiés de Biaro, à 41 kilomètres de Kisangani, est en effet déplorable. Les humanitaires se trouvent dans une situation où ils doivent séparer ceux qui peuvent encore être sauvés de ceux qui sont condamnés.

« Trop de réfugiés à Biaro ont besoin de soins intensifs et de réanimation. Il est trop tard pour les perfusions. Biaro est un camp de la mort. » constate Dominique Boutriau, coordinatrice de terrain de MSF après une journée de travail dans ce camp.

La situation des réfugiés est vraiment désespérée. Chaque jour, au moins cinquante personnes meurent de maladie, de malnutrition et d'épuisement. On estime que 60 % des réfugiés sont malnutris dont beaucoup sont trop faibles pour voyager. De plus, la peur de nouvelles attaques fait régner un climat de panique et de chaos. Dans leur combat pour survivre, les réfugiés les plus solides essayent de se faire une place debout dans le train et les camions qui les emmènent au camp de transit près de Kisangani, où MSF est chargée du centre d'accueil et de l'hospitalisation.

Confrontés à cette grave situation sur le terrain, Médecins Sans Frontières est scandalisé par les conditions imposées au processus de rapatriement et presse l'Alliance de :

- Augmenter le délai de deux mois imposé au rapatriement des réfugiés vers leur terre natale, le Rwanda.

- Autoriser les travailleurs humanitaires à stabiliser l'état de santé des réfugiés qui sont trop faibles pour voyager.
- Augmenter les efforts pour organiser l'aide aux réfugiés d'une façon efficace et coordonnée.
- Protéger les réfugiés et les travailleurs humanitaires contre l'intimidation et la violence.
- Entreprendre des efforts pour retrouver les dizaines de milliers de réfugiés qui manquent à l'appel afin de leur porter assistance.

Si ces demandes ne sont pas immédiatement satisfaites, un grand nombre de réfugiés sont condamnés à mort et les efforts des travailleurs humanitaires ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Le 5 mai 1997, l'ONU dénonce le traitement dégradant infligé aux réfugiés par l'AFDL.

Le 6 mai 1997, la commissaire européenne à l'action humanitaire accuse les rebelles de se livrer à des massacres et de faire obstruction à l'action des organisations humanitaires et de la mission d'enquête de l'ONU sur les massacres dans l'Est du Zaïre qui reste bloquée au Rwanda.



« L'ONU accuse l'AFDL de Kabila » **Le Soir** (Belgique), 6 mai 1997 (en français).

Extrait :

Je n'imaginerai même pas qu'on traite le bétail ainsi... Hier, depuis New York, l'ONU a accusé les rebelles zaïrois de Laurent-Désiré Kabila d'avoir moins de considération pour les réfugiés que pour du bétail en empêchant les humanitaires d'organiser leur rapatriement dans l'ordre vers le Rwanda.

Selon le porte-parole onusien, les rebelles ont entassé hier les réfugiés par cent dans des camions, soit deux fois plus qu'ils ne pouvaient en contenir ! C'est absolument, complètement inacceptable. Le HCR n'a aucun contrôle sur comment et où on charge les réfugiés (dans les camions). Les cadavres et les vivants sont entassés ensemble et la situation empire au moment où je vous parle... [...]

Les rebelles continuent de refuser au Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) l'accès au camp de Biaro où 30 000 Rwandais attendent d'être évacués dans une atmosphère de panique, après la tragédie de dimanche : 91 réfugiés morts étouffés et écrasés dans un train surchargé les évacuant sur Kisangani (40 km au nord).

Le HCR demande de pouvoir pénétrer dans Biaro pour organiser dans de bonnes conditions le rapatriement des réfugiés hutus vers le Rwanda. L'ONU a insisté sur la nécessité pour le HCR d'avoir le contrôle de l'évacuation afin de mener à bien cette mission gigantesque. Hier, aucun train n'a évacué des réfugiés de Biaro. Leur utilisation est suspendue jusqu'à ce que nous puissions contrôler les mouvements de population, a annoncé le HCR. On ne peut continuer ainsi.

La voie ferrée où s'est déroulé le drame date de 1906. Longue de 124 km, elle servait depuis une semaine à faire converger vers le camp de transit les réfugiés rwandais, sous l'impulsion des rebelles zaïrois. Quarante-sept réfugiés hospitalisés dimanche soir à l'hôpital de l'université de Kisangani, la plupart avec les os brisés, restaient hier dans un état très critique. Plusieurs d'entre eux vont certainement mourir. Trois sont déjà dans le coma, selon le HCR.

Médecins Sans Frontières, de son côté, demande instamment à l'Alliance de mettre en place les conditions nécessaires à une aide efficace et à un rapatriement humainement acceptable. Beaucoup de réfugiés de Biaro ont besoin de soins intensifs et de réanimation. C'est trop tard pour les perfusions : Biaro est un camp de la mort.

Beaucoup moins frappés par la malédiction, plus de 2 600 autres réfugiés hutus rwandais ont, eux, été rapatriés hier par avion depuis Kisangani. Ces retours, effectués à bord de dix vols, portent à plus de 7 500 le nombre de rapatriements depuis le début du pont aérien, mercredi dernier. (D'après AP et l'AFP.)



« Emma Bonino accuse Kabila d'avoir transformé l'Est du Zaïre en « abattoir », **AFP** (France), 6 mai 1997 (en français).

Extrait :

« Des violations massives des droits de l'Homme ont été perpétrés dans les territoires contrôlés par les rebelles », a déclaré Mme Bonino lors d'une conférence de presse. « Un carnage incompréhensible s'y est produit et ces régions ont été transformées en véritable abattoir », a-t-elle ajouté.

Soit l'Alliance de M. Kabila « ne contrôle pas ses troupes, soit elle est directement impliquée dans la chasse aux réfugiés hutus », a-t-elle dit, en accusant également les pays voisins dont le Rwanda de « ne rien faire » pour empêcher ces actions, « voire de les encourager ».

« Quelqu'un qui a ce type de palmarès n'est pas à sa place à la tête d'un pays, celui qui est à l'origine de ce massacre ne devrait pas avoir de responsabilités si nous voulons la paix au Zaïre », a-t-elle ajouté.

Mme Bonino a affirmé que l'Alliance faisait de « l'obstruction » systématique aux missions humanitaires dans l'Est du Zaïre ainsi qu'à la mission d'enquête de l'ONU dans cette zone. Cette politique est destinée selon elle à empêcher les organisations humanitaires et internationales d'être « les témoins des violations aux Droits de l'homme » qui s'y produisent.

La mission d'enquête de l'ONU sur les massacres dans l'Est du Zaïre est bloquée depuis lundi au Rwanda, les rebelles de Laurent-Désiré Kabila ne l'ayant toujours pas autorisée à se rendre à Goma pour commencer ses investigations sur le terrain, selon un porte-parole de l'ONU à Genève.

Formée de rapporteurs spéciaux des Droits de l'homme des Nations unies, la mission est arrivée le week-end dernier à Kigali, d'où elle souhaite se rendre le plus vite possible dans l'Est du Zaïre, notamment pour y fouiller des fosses communes présumées. Mais les obstacles mis par les rebelles à son travail n'ont toujours pas été levés après plusieurs jours de négociations dans la région et depuis Genève.

Le 7 mai 1997, MSF France demande à nouveau la suspension immédiate des rapatriements dans les conditions actuelles.

MSF Belgique dont l'équipe prodigue des soins médicaux aux réfugiés à leur arrivée au Rwanda, a pris le relais de MSF Hollande pour la coordination des opérations et de la diffusion de l'information au sein du réseau MSF concernant le Rwanda, Kisangani et la zone encore tenue par Mobutu. MSF Belgique s'en tient à la position exprimée dans le communiqué du 5 mai et recommande aux autres sections MSF de ne pas suivre la ligne de communication de MSF France.



Sitrep Kisangani, de Dominique Boutriau responsable de programme/coordinatrice MSF Belgique, 6 mai 1997 (en français).

Extrait :

3. Communications

Interviews hier soir 4.05 et 05.5 [4 et 5 mai] : France info, RTL, BRTN, télévision allemande, radio australienne, télévision israélienne, BBC francophone, Le Soir, Times.

J'ai aussi soigné 2 journalistes, ça fait 3 au total : je suis le seul médecin MSF, ça crée des liens.

4. Le message n'est certainement pas de dire qu'il faut arrêter le rapatriement comme l'AFP l'a transmis ce soir. Cela ne peut qu'exacerber les tensions ici et les tensions contre les réfugiés et celles contre les humanitaires.

Je propose que vous lisiez le comm[uniqué] de presse fait par bxls [Bruxelles] qui correspond à ce que nous pensons. Merci

N'ayant pas eu le comm[uniqué] de presse de Paris à l'avance je n'ai pu qu'être étonné du message retransmis par AFP et de facto [je] me suis mise en porte-à-faux par rapport à ce communiqué. Je commence à en avoir ras-le-bol qu'on ne soit pas informé des comm[uniqués] de presse de Paris à l'avance et ça va finir par une merde, si [ce n'est] pas en terme de sécu[rité] pour les expats [expatriés], en terme de cohérence de notre message extérieur et de notre crédibilité : les journos[journalistes] appellent sans arrêt et si vous ne nous envoyez pas à temps les communiqués de presse, ben tant pis pour vous si on dit le contraire de ce que vous dites au niveau des sièges. Merci de nous respecter un tantinet : je parle pour Paris.



« Urgence Zaïre : Médecins Sans Frontières demande, dans les conditions actuelles, la suspension immédiate des rapatriements » **Communiqué de presse** MSF France, 7 mai 1997 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières demande, dans les conditions actuelles, la suspension immédiate des rapatriements.

Dimanche 4 mai, 91 réfugiés rwandais sont morts étouffés lors de leur transfert depuis le camp de Biaro vers Kisangani.

Depuis plusieurs jours, le rapatriement des réfugiés rwandais au sud de Kisangani s'effectue dans des conditions inhumaines et inadmissibles.

MSF demande que les rapatriements soient immédiatement stoppés

- tant que la présence du HCR n'est pas assurée de façon permanente aux côtés de réfugiés dans les camps, dans les centres de transit et lors des transports,
- tant que les actions de secours ne permettent pas d'assurer la prise en charge médicale des réfugiés sur place et lors des transferts.

Un grand nombre de réfugiés sont aujourd'hui dans un état médical qui les rend intransportables.

Plus de 60 % de la population du camp de Biaro est atteinte de malnutrition.

MSF demande aux autorités de l'Alliance de permettre que ces réfugiés reçoivent immédiatement les soins nécessaires à leur survie, avant d'envisager tout rapatriement.



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda » MSF Belgique, 6 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

A partir de maintenant, MSF Belgique prend le relais en tant que back-up section [section coordinatrice] pour les opérations et les informations MSF sur le Rwanda, Kisangani et le territoire contrôlé par Mobutu. Nous allons nous organiser pour vous fournir le maximum d'informations, le plus rapidement possible. Une mise à jour sur le territoire contrôlé par Mobutu suivra demain. [...]

Le rapatriement au Rwanda continue au rythme de 2 000-2 500 par jour. Le HCR prévoit d'augmenter le rythme à 3 000 par jour. L'équipe de Kigali s'inquiète du nombre de personnes transportées dans l'Illiouchine. Selon elle, hier 400 personnes ont été transportées alors que l'avion n'est prévu que pour 300. MSF à Kigali comme à Kisangani a averti le HCR des dangers causés par la surcharge des avions. [...]

3. Rapatriement au Rwanda

MSF est le partenaire officiel des autorités pour le tri médical dans les camps où transitent tous les réfugiés. Jusqu'ici le rapatriement se déroule relativement bien. Les équipes MSF n'ont aucun problème à référer les blessés ou les malades dans les hôpitaux.

Les équipes MSF travaillent actuellement à Kigali, Gisenyi et Butare et devraient commencer à travailler à Cyangugu. [...]

Le message reste celui formulé dans notre communiqué de presse d'hier. Nous voulons que l'Alliance prenne la responsabilité des réfugiés qui sont sur son territoire, ceux de Biaro et tous ceux qui manquent encore. Il y a eu des tensions à cause des communiqués de presse diffusés par MSF France avec lesquels ni le terrain ni les sièges n'étaient d'accord. A cause de la pression sécuritaire sur le terrain et de la décision de rester à Kisangani, nous allons essayer de trouver un juste équilibre entre les observations critiques, la communication des informations humanitaires et l'*advocacy* afin d'essayer d'améliorer les conditions de déroulement du rapatriement.



« **Point communication** urgence Zaïre/ Rwanda » MSF Belgique, 7 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Nous insistons sur le fait que la ligne de communication française ne doit pas être suivie. MSF n'est pas contre le rapatriement puisque c'est le seul moyen restant qui permette de sortir ces gens des pièges de Kisangani et de Biaro et de les sauver. Oui, les activités d'observation à Kisangani et au Rwanda devraient être augmentées, l'Alliance devrait aider à protéger les réfugiés, créer les conditions pour une aide efficace, et aider à la recherche des réfugiés manquant à l'appel.

Toutes les suggestions, coups de mains, questions sont bienvenus (de préférence par courriel si pas urgent.)



Sitrep Kisangani Dominique Boutriau responsable de programme/coordinatrice MSF Belgique, 7 mai 1997 (en français).

Extrait :

1.3. Suite au troisième communiqué de presse surprise de Paris, nous avons été faire le point avec le vice-gouverneur et lui avons exprimé les choses qui n'allaient pas : manque de coordination avec le HCR. Les humanitaires ne sont pas faits pour contrôler des émeutes. Impossibilité de traiter les réfugiés sur le camp de Biaro si les médicaux ne peuvent rester que 3 heures. Nécessité de mettre des équipes permanentes jour et nuit, ce qui ne peut se faire vu l'hostilité de la population locale. Il nous semble important de rencontrer la population locale pour tenter de renverser l'état d'esprit négatif dans lequel ils se trouvent vis-à-vis des réfugiés et de ce fait faciliter la vie aux humanitaires. Le vice-gouverneur a pris bonne note et transmettra aux militaires mais il dit que les militaires n'aiment vraiment pas le HCR qui ne collabore pas bien avec eux et n'est pas transparent. J'ai souligné que les images de Biaro et du train de morts donnaient une mauvaise image du pays et que les Nations unies étaient un corps reconnu qui pouvait être influent sur cette image. Une conversation franche et amicale.

La première chose que m'a dite le vice-gouverneur c'est qu'il avait entendu un médecin de MSF sur les ondes radio, une voix d'homme. Ce n'est pas moi. [...]

1.8. Les déclarations au sujet de la situation dramatique des réfugiés servent de plus en plus aux politiques pour prendre partie dans le bras de fer Kabila-Mobutu : attention donc à la récupération politique qui se fait suite à nos déclarations car cela a des retombées directes sur l'attitude de la population locale qui est contente de l'arrivée des rebelles vu qu'elle n'est plus rançonnée par les FAZ.

Le 8 mai 1997, MSF demande au HCR de négocier l'accès des organisations de secours aux réfugiés et leur protection avec l'AFDL.

Dans un communiqué, MSF France rapporte la situation désespérée des réfugiés à Biaro et les difficultés à leur porter secours.



« **Déclaration** de Médecins Sans Frontières à la cellule de crise du HCR sur les Grands Lacs » du chargé des relations avec l'ONU de MSF à Genève à Mme Ogata, UNHCR, 8 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

MSF recommande :

1. Que le HCR assure la pleine protection aux réfugiés pendant le processus de rapatriement.
2. Que les Nations Unies négocient un accès opérationnel adéquat pour les organisations humanitaires.
3. Que les autorités de l'AFDL n'entravent pas les opérations humanitaires et ne les utilisent pas comme appât.
4. Qu'une enquête internationale sur les violations des Droits humains soit immédiatement mise en œuvre.
5. Que les États membres des Nations unies fassent directement pression sur les États de la région des Grands Lacs pour qu'ils respectent les principes humanitaires.
6. Que le HCR et le PAM assurent une protection adéquate et une distribution de nourriture dans les communes.



« Point info Médecins Sans Frontières urgence Zaïre : situation au 7 mai »
Communiqué de presse MSF France, 8 mai 1997 (en français).

Extrait :

La situation reste désespérée pour les réfugiés rwandais du camp de Biaro, au sud de Kisangani. Les quelques heures de présence quotidienne des organisations humanitaires sur le camp ne permettent pas actuellement d'améliorer l'état de santé des réfugiés. Certains, trop affaiblis, refusent même de se nourrir et de recevoir des traitements.

A Biaro, le suivi des personnes les plus vulnérables ne peut être assuré et des activités médicales d'une importance vitale comme la réhydratation sont difficilement mises en place, car elles nécessitent une surveillance continue.

Dans le camp, une équipe de MSF identifie les malades les plus sévères pour tenter de stabiliser leur état de santé et organiser leur transfert au camp de transit de Lola. Hier matin, ce sont 36 blessés graves qui ont été transférés.

Une équipe de MSF accompagne également le transfert en train organisé par le HCR.

Le camp de transit de Lola, à 11 km au sud-ouest de Kisangani, accueille les réfugiés qui doivent être rapatriés. Dans l'hôpital mis en place par Médecins Sans Frontières 150 malades étaient pris en charge hier. La grande majorité d'entre eux, adultes et enfants, souffrent de malnutrition sévère. Beaucoup des patients ne possèdent pas même un vêtement et sont entièrement nus. L'équipe MSF leur distribue des pagnes.

La quasi-totalité des 300 enfants non accompagnés présents dans le camp de transit sont également sérieusement malnutris.

Le 9 mai 1997, les membres du conseil d'administration de MSF Belgique manifestent leur incompréhension face à la décision prise par leurs homologues de MSF France concernant la levée du veto de sécurité et la mise en place d'un « préavis de sécurité ».

A Kisangani, la coordinatrice de MSF rencontre une équipe de télévision française qui enquête sur les massacres.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, 9 mai 1997 (en français).

Extrait :

Qu'en est-il du témoignage ? Le CA aimerait recevoir la version finale du rapport Shabunda, qui relate des faits graves (les ONG constituent des appâts pour la concentration des réfugiés, que l'on peut alors éliminer facilement). [Le directeur des opérations de MSF Belgique] l'avait arrêté pour plusieurs motifs (certaines allégations concernant les militaires rwandais et leur implication provenaient de gens peu fiables, problème de forme, sécurité) mais malgré cela, le rapport, *via* MSF Espagne, s'est retrouvé en première page d'*El País* et, *via* MSF Amsterdam, sur Internet... Les communiqués forts de Paris, dénonçant la responsabilité des autorités dans l'élimination des réfugiés, ont encore augmenté l'insécurité des expats [expatriés] sur le terrain. On ne peut plus revenir en arrière, MSF doit continuer à réclamer l'accès aux camps. Mais à l'avenir, il est impératif d'améliorer la coordination entre les sections car on ne peut

pas jurer qu'un tel incident ne se reproduira pas. Une téléconférence aura prochainement lieu entre les coordinateurs à ce sujet.

Lors du dernier CA de MSF France, il a été décidé de remplacer le veto de sécurité par un préavis de sécurité de 24 heures la sortie d'un communiqué de presse, afin que les équipes aient le temps d'évacuer le terrain... Pour Eric [Gœmaere] et [le directeur des opérations de MSF Belgique], il est inacceptable qu'après les efforts réalisés dans les sections visant à l'établissement d'une stratégie conjointe en la matière, le CA de MSF France donne son blanc-seing à un tel scénario. Marleen [Bollaert, présidente de MSF Belgique] s'engage à écrire une lettre au CA de Paris pour marquer notre incompréhension sur leur décision du 25 avril 1997 au sujet du « préavis de sécurité ».

Marleen regrette la « pagaille » qui règne actuellement au sein de l'exécutif international de MSF et l'absence de stratégie et de coordination en matière de témoignage. Elle rappelle que le CI du 1^{er} mai a confirmé que la règle concernant le veto de sécurité est toujours celle d'application et qu'il faut considérer la décision du CA de MSF France comme une suggestion soumise pour examen aux autres sections.

[...] En conclusion, le CA confirme son soutien à l'exécutif dans ses démarches en matière de témoignage et de dénonciation.



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda » 9 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Il y a de moins en moins de journalistes à Kisangani. Dominique a *briefé* « La marche du siècle », un programme d'information de grande écoute à la télévision française (FR3). Apparemment les journalistes essayent d'aller plus loin que Biaro. On attend de voir s'ils en découvrent plus sur les massacres ou la situation des réfugiés...

Le 10 mai 1997, l'AFDL donne enfin l'autorisation aux organisations humanitaires de se rendre en train jusqu'au kilomètre 82 de la ligne de chemin de fer Ubundu-Kisangani.

Le 11 mai 1997, MSF s'oppose au délai de dix jours imposé par l'AFDL pour l'évacuation du site de Biaro. L'état de santé des réfugiés est toujours aussi précaire et leur porter secours toujours aussi difficile, tandis que des rumeurs de massacres continuent à circuler.



« Zaïre, au kilomètre 25, une forte odeur de cadavre » **Le Monde** (France), 13 mai 1997 (en français).

Extrait :

Mais l'Alliance refusait obstinément l'autorisation de se rendre au kilomètre 82, arguant de combats dans la zone avec les Hutus de l'ancienne armée rwandaise. Samedi, le feu vert a enfin été accordé. L'équipe est composée de représentants du HCR, de l'Unicef, du Programme alimentaire mondial, de MSF, de Save the Children et, enfin, d'Omnis, une ONG locale.

[...] A même la terre noire, quatre bébés nus n'ont plus la force de gémir, mangés par les vers dans l'indifférence générale. « Maman, il ne faut pas les laisser comme ça ! » hurle

Carole, de l'Unicef. L'équipe enveloppe les bébés dans des couvertures de fortune. Plus loin, vers l'« hôpital », un mouroir d'une centaine de patients installés sous une tente, les cadavres de deux enfants morts pourrissent dans le caniveau.

Surpris par « la délégation », le chef de village parle de « ces morts qu'on ne veut pas enterrer ici », et des « ravages faits dans les champs ». Après une longue palabre, il autorise le travail des humanitaires. La nuit est tombée depuis longtemps quand ceux-ci se couchent dans un des wagons afin de veiller sur les provisions et les médicaments convoyés par le train. Le dimanche, à six heures, la distribution s'organise.[...]

Vers 14 heures, dimanche, la locomotive s'ébranle. Entre le kilomètre 52 et le kilomètre 41, où se trouve le camp de Biaro, une forte odeur de cadavres en décomposition... Puis, l'atmosphère redevient plus respirable. Mais aux environs du kilomètre 25, alors que le soleil se couche, l'odeur de mort revient. Il n'y a plus de camp au kilomètre 25. Alors, y a-t-il des charniers, évoqués à maintes occasions, sans qu'aucune preuve n'ait pu encore être apportée ?

Par nuit noire, le train atteint Kisangani. Sous les phares des camions trois cent soixante et un enfants non accompagnés et quatre-vingt neuf malades sont conduits vers le centre de transit. Il a fallu en porter beaucoup à bras d'hommes, trop faibles, le regard sans vie, gémissants.



« Médecins Sans Frontières dénonce les conditions inhumaines de l'évacuation des réfugiés rwandais », **Communiqués de presse**, MSF France, MSF Belgique, MSF USA, 11 mai 1997 (en français, en anglais).

Extrait :

[Paris/] Kisangani, le 11 mai 1997 : L'Alliance demande aux organisations humanitaires d'évacuer les réfugiés rwandais de Biaro vers Kisangani dans un délai de 10 jours. Médecins Sans Frontières s'y oppose fermement. Des centaines de réfugiés de Biaro sont trop faibles pour être transportés et ne survivraient pas au voyage vers Kisangani. Des milliers d'autres se cachent dans la forêt, et des informations persistantes font état d'intimidations de la part des militaires pour que les réfugiés ne viennent pas chercher de l'aide dans les camps.

Les réfugiés, qui seront encore dans la région après ce délai de 10 jours, parce qu'ils sont trop faibles pour marcher ou trop effrayés pour sortir de la forêt, seront-ils abandonnés à leur sort ? C'est ce que MSF craint si la région au sud de Kisangani reste fermée aux organisations humanitaires. MSF demande instamment à l'Alliance de garantir un accès sans entraves à cette région et ce, durant la période qui sera jugée nécessaire par les organisations humanitaires.

Depuis le 4 mai, MSF a déjà distribué 260 *body bags* (sacs mortuaires) à Biaro. Chaque jour, la Croix-Rouge zaïroise ramasse environ 40 corps, ne pouvant faire plus. Il est vital de stabiliser la situation médicale de ces réfugiés avant de les transporter à Kisangani. Dans l'hôpital, situé près de l'aéroport de Kisangani, 382 réfugiés sont déjà hospitalisés. Rien que pour la journée de vendredi, 13 d'entre eux sont morts.

Médecins Sans Frontières redoute le sort réservé aux milliers de réfugiés encore portés disparus. MSF demande qu'une commission des Droits humains indépendante soit admise immédiatement dans la région pour enquêter sur les informations de massacres et d'intimidations. Pour cette commission, comme pour les agences humanitaires, l'accès doit être inconditionnel.

Extrait (2) :

Kisangani/Bruxelles, le 11 mai 1997. [même texte que le communiqué de MSF France]. Pour la première fois, une équipe de Médecins Sans Frontières, composée de 2 médecins

zaïrois et de 4 infirmières zaïroises, est restée à Biaro pour assurer une présence continue auprès des réfugiés malnutris, déshydratés et épuisés.

Il est de la plus grande importance de stabiliser la situation médicale de ces réfugiés avant de les transporter à Kisangani. Actuellement, MSF prend en charge 382 patients dans l'hôpital situé près de l'aéroport de Kisangani. [même texte que le communiqué de MSF France].

MSF s'inquiète aussi du sort des milliers de réfugiés encore portés disparus. [même texte que le communiqué de MSF France].

Extrait (3):

Kisangani/New York : mai 1997 – [même texte que le communiqué de MSF Belgique]
« Les réfugiés, qui seront encore dans la région après ce délai de 10 jours, parce qu'ils sont trop faibles pour marcher ou trop effrayés pour sortir de la forêt, seront-ils abandonnés à leur sort ? » demande Dominique Boutriau, coordinatrice médicale de MSF « C'est ce que nous craignons si la région au sud de Kisangani reste fermée aux organisations humanitaires. » [même texte que le communiqué de MSF Belgique]



Point info n° 303, MSF France, 12 mai 1997 (en français).

Extrait :

Lex Winker [Directeur général de MSF Hollande] s'est rendu à Biaro hier : le camp n'est plus qu'un sentier, avec deux points de réhydratation et un point de consultations qui sert aussi à sélectionner les candidats au rapatriement. Depuis le drame du train où une centaine de réfugiés ont trouvé la mort, les conditions d'évacuation se sont améliorées. La situation reste cependant catastrophique, avec un taux de mortalité d'environ 25 morts pour 10 000 par jour. Il y a 40 à 60 décès par jour à Biaro, sans compter les morts qu'on ne voit pas, car ils ne se sont pas tous regroupés sur le site. Toujours à Biaro : 10 % des gens sont intransportables et 20 % des enfants sont sévèrement malnutris. D'autre part les exactions continuent : les réfugiés parlent de massacres au km 51. Ils font un long détour pour éviter de passer par cette zone.

Pendant ce temps, au Rwanda, les équipes MSF s'efforcent de prodiguer des soins médicaux aux rapatriés, sous la pression des autorités qui veulent les renvoyer le plus rapidement possible dans les communes.

Le 13 mai 1997, le gouvernement français dénonce les massacres de réfugiés commis par les rebelles.

Le 14 mai 1997, l'AFDL reproche publiquement à MSF d'utiliser le sort des réfugiés rwandais pour la discréditer.



Sitrep Kisangani, de Dominique Boutriau responsable de programme/coordinatrice MSF Belgique, 11 mai 1997 (en français).

Extrait :

Centre de transit :

[...] Le problème aussi c'est le *screening*. Trop de mal nourris y échappent et montent sauvagement sur les avions. On fait une mise au point avec le HCR et les agences médicales demain. La coordo med [coordinatrice médicale] du HCR a été faire un tour

à Kigali et a rencontré l'ami Fazil [coordinateur MSF Belgique au Rwanda]. Cela lui a permis de réaliser la complexité du problème.

Reste à savoir : est-il plus *safe* [sûr] de garder les réfugiés un maximum de temps ici pour les remettre en état (de nuire ?) ou bien faut-il les renvoyer ASAP [aussi vite que possible] même malades et mourants sur le Rwanda ? C'est une question que le HCR devrait trancher un de ce quatre. Mac Namara et Sergio Vieira de Mello pourraient aider à décider. Et vous ? Ce soir je suis résolument cynique.

[...] Rapatriement : 1 500 – 2 000 par jour. Le rapatriement aérien se passe relativement bien. Cependant de plus en plus de mal nourris sur les avions, le screening doit être revu. Premiers incidents à Kigali à deux reprises. Les problèmes semblent avoir été résolus. Voir sitrep Rwanda pour détail.



« Urgence Zaïre/Rwanda - **Point Communication** 15 mai 1997 » (en anglais).

Extrait :

Les négociations continuent pour arriver à fournir une assistance médicale et nutritionnelle correcte aux rapatriés. Le gouvernement met une forte pression pour renvoyer les patients afin que les gens retournent le plus vite possible dans leurs communes. Nous craignons de pouvoir seulement stabiliser l'état de santé de ceux qui arrivent de Kisangani, sans être capables de faire plus.

La dénonciation par le gouvernement français, il y a deux jours, de l'orchestration par les rebelles zaïrois du massacre des réfugiés rwandais a rendu la question de la sécurité plus prégnante pour les membres de l'équipe de nationalité française. L'AFDL a tenu une conférence de presse à Bruxelles hier et a exprimé son mécontentement vis-à-vis de MSF. Il a été dit que MSF utilisait les réfugiés rwandais pour créer un discrédit Kabila auprès de l'opinion publique.

LE RAPPORT « FORCED FLIGHT » [FORCÉS À FUIR]

Début mai 1997, le département des affaires humanitaires de la section hollandaise initie la rédaction de « Forced Flight » (Forcés à fuir), un document récapitulant l'odyssée des réfugiés dans l'Est du Zaïre, complété d'une analyse de données médicales chiffrées, réalisé grâce à la collaboration des sections opérationnelles concernées. L'ensemble du rapport est destiné à être remis aux bailleurs de fonds, aux Nations unies, au gouvernement américain et éventuellement comme document de fond aux journalistes.



Message de Phil Doherty responsable de programme de MSF Hollande et brouillon de « Panorama des estimations de flux de réfugiés dans l'Est du Zaïre » de Phil Clarks (MSF Royaume-Uni), 4 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

- Nombre total de réfugiés avant le conflit : 1 258 158 [IRIN 106, 21.02.97]
- Nombre total de retours au pays d'origine fin avril 1997 : 868 790 [source UNHCR]
- Arrivées dans pays tiers : 10 168 [IRIN 106, 21.02.97]*
- Total réfugiés restant dans l'Est du Zaïre : 379 200 (1)

- « restants » dont la mort est enregistrée : 2 000 [voir calcul ci-dessous]
- « restants » localisés à Ingende : 12 500 [IRIN 159, 28.04]
- « restants » localisés à Opala : 10 000 [IRIN 150, 15.04]
- « restants » localisés à Kisangani : 5 000 [IRIN 159, 28.04]
- « restants » localisés à Kinshasa : 400 [IRIN 160, 29.04]
- « restants » laissés par l'avion : 300 [IRIN 109, 26.02]
- « restants » localisés à Mbuji-Mayi (près Angola) : 11 000 [Calcul ci-dessous]
- « restants » localisés à Lodja-Mbandaka-Boende : 79 300 [Info. Merlin and below]

Total réfugiés totalement/partiellement dénombrés : 119 500 (2)

- « restants » non dénombrés zone Kisangani : 75,000 [Calcul ci-dessous]
- « restants » non dénombrés Est Kivu : 1 86 200 [Caul ci-dessous]

Total réfugiés non dénombrés : 261 200 (3)

En ajoutant (2) et (3) on obtient un total de 380 700, une différence de seulement 1 500 comparé au (1) parce que les réfugiés rapatriés de Kisangani (pour lesquels aucune donnée précise n'est disponible) sont comptés deux fois.

*On suppose que ces chiffres sont les mêmes ou sensiblement identiques à ceux de janvier.

INTRODUCTION

La question du nombre total de réfugiés restant dans l'Est du Zaïre demeure sujette à débat. Cependant, les chiffres de 400 000 semblent avoir été largement utilisés par les politiciens et les médias depuis le début de février quand le HCR a publié un résumé du nombre total des Rwandais et des Burundais qu'on pensait toujours présents dans l'Est du Zaïre, fin janvier (le document original n'a pas été localisé par MSF, bien qu'un résumé en ait été publié dans le bulletin IRIN-DHA n° 106 sur les Grands Lacs, du 21 février 1997). Ces chiffres semblent fiables (analyse dans un document à venir) et ont depuis été cités par Martin Griffiths, le coordinateur régional humanitaire pour la région des Grands lacs (IRIN 120 du 6 mars), par IRIN-DHA (IRIN 124) et par le Premier ministre [français] Alain Juppé (IRIN 128.17.03).

Ce document a pour but d'identifier les flux de réfugiés qui ont suivi la publication de ce résumé du HCR selon lequel on estime que 432 103 réfugiés rwandais et burundais étaient toujours présents dans l'Est du Zaïre. A ce moment, on n'en avait localisé que seulement 197 000, regroupés dans le camp de Tingi-Tingi (170 000), Punia (2 000) et Shabunda [comme Kalima 25 000] au moment où le flux de réfugiés s'était temporairement stabilisé. Le destin de ces réfugiés s'est alors séparé en quatre groupes, décrits et traités séparément ci-dessous, à partir d'informations publiées (sur Internet) qui peuvent être divulguées et qui en théorie donne de la crédibilité à ces estimations. Les estimations provenant de sources d'informations non publiées sont données en italique.



« Papier pour le plaidoyer Zaïre » **Message** de Hanna Nolan (HAD) au responsable de programme et au département de la communication de MSF Hollande, 5 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui nous nous sommes mis d'accord sur l'idée qu'en vue d'une stratégie de plaidoyer plus ambitieuse il serait utile d'avoir un papier de 10 pages sur la situation des réfugiés dans l'Est du Zaïre, à utiliser lors de démarches de *lobbying*, vers les bailleurs de fonds, les agences des Nations Unies, les responsables du gouvernement des États-Unis et si possible comme document de fond pour les journalistes bien qu'aucune décision n'ait encore été prise à ce sujet.

Le papier devait être rédigé par le HAD, mais le HAD n'a pas la capacité de le faire. Le HAD a demandé à [SK] qui a également rédigé le rapport Shabunda et qui est prête à rédiger celui-ci avant le mercredi 14 mai et peut-être même pour le vendredi 9 mai. Elle le fera en tant que consultante. [...]

La nature du rapport :

- devra avoir une forte dimension humanitaire (pas un rapport sur les Droits de l'homme),
- contiendra le maximum de données médicales,
- contiendra des témoignages visuels du personnel médical MSF, si disponible,
- devra être solidement basé sur des informations venant du terrain,
- délivrera un message fort (dénonciation) sur l'ampleur des violations des Droits humains et du droit humanitaire.

Le message :

Il sera proche de celui formulé lors de nos précédentes initiatives de plaidoyer mais devra être plus fort, au vu de la décision de dénoncer prise par le Conseil international, qui sera clarifiée et spécifiée à [SK] par Phil [Doherty, responsable de programme de MSF Hollande] et Wilna [van Aartsen] (Équipe d'urgence)]. (Ed [Schenkenberg, HAD] ne pourra apporter qu'un soutien minimal, désolé).



« Re activités de lobby dans les jours à venir » **Message** de Phil Doherty, responsable de programme de MSF Hollande, 6 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

1. Préparation d'un document de *lobby* de 10 pages :

[SK] commence aujourd'hui. Date limite : jeudi

Information des dossiers, de Leslie Lefkow de Paul Van Harperen. Je reste en contact avec les desks de Paris et Bruxelles et avec le HAD.

Les chargés de communication discuteront et éditeront en vue de la distribution publique.

2. Analyse des chiffres

Terminée par Phil Clarke à Londres, mercredi. On a demandé aux chargés de communication de rédiger une page de couverture.

Distribution aux desks pour commentaires et utilisation

Distribution aux Nations unies à Genève et New York, aux gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni.

Distribution aux autres ONG, OXFAM, Merlin, SCF et ICRC.

Après discussion, à des journalistes sélectionnés.



« Rapport Kivu mis à jour », **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF France à Phil Doherty responsable de programme de MSF Hollande, 6 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

A la suite de notre conversation téléphonique d'hier soir, je vous joins ma version révisée du rapport général sur la situation au Kivu depuis octobre. Pouvez-vous le transmettre à [SK], s'il vous plaît. J'ai ajouté une section sur l'attaque des camps au sud de Kisangani, avec des informations issues du *débriefing* de certains membres de l'équipe. Je vais essayer de recueillir les témoignages de tous les autres membres. Je laisse un emplacement à compléter par les informations de MSF Hollande sur la situation dans votre zone opérationnelle concernant la santé des réfugiés, la mortalité, le déni d'accès, les entraves aux activités humanitaires afin de traquer et terroriser les réfugiés. Je reste en veille.

Sincèrement

Françoise

PS : j'ai souligné tout ce qui a changé par rapport au précédent texte que vous aviez traduit.



« Re rapport médical » **Courriel** de Phil Doherty, responsable de programme de MSF Hollande aux responsables de programme de MSF Belgique et MSF France, 7 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Comme vous le savez, Françoise a rédigé hier un premier jet du rapport dont l'objectif est de résumer ce que comprend MSF de la situation humanitaire liée à la crise du Kivu depuis novembre l'année dernière. Notre contribution jusqu'ici a été de rédiger la version en anglais et d'essayer de faire de ce rapport quelque chose de médical plutôt qu'un résumé général.

Notre requête : nous vous demandons de rédiger un rapport hebdomadaire de deux pages maximum qui sera distribué dans les sièges des sections MSF. Nous avons demandé à MSF Goma de rédiger ce résumé pour les zones de Goma, du Masisi et de Bukavu.

Vos départements médicaux peuvent-ils s'organiser le plus rapidement possible, dans les 24 heures par exemple ?



C'est après l'histoire du rapport Shabunda qu'on décide de rédiger « Forced Flight. [Forcés à fuir] » On essaie de créer des mécanismes pour se remettre à travailler ensemble. Mais on travaille sur du rétrospectif et pas sur du préventif. C'est un vrai problème parce qu'il y a quand même tout l'épisode de Biaro-Kisangani où là aussi il y a cafouillage, il y a silence, il y a refus de parole, il y a impossibilité de se mettre d'accord sur une position commune face au rapatriement. Biaro, Kisangani, ça se passe à nouveau sur quinze jours qui sont quinze jours de tétanie dans MSF. Fabien [Dubuet] et Pierre-Pascal [Vandini] sont sur place et ramènent des informations. On décide d'utiliser quand même ces informations qui n'ont pas permis de sauver des vies. On organise un groupe de travail. Dominique Boutriaux [responsable de programme de MSF Belgique] accepte que je fasse partie du comité de rédaction. Il y a un consensus et je travaille avec l'équipe de MSF Hollande. Je représente la section française et la section belge. Le gros de l'information hollandaise, c'est le rapport Shabunda. Dans « Forced Flight », on ajoute les informations sur les épisodes de

Tingi-Tingi et Kisangani. On fait une compilation de ce qu'on savait et que malheureusement on n'a pas été capable de transformer en action. On fabrique une espèce de justification, de réponse au débat sur les chiffres. On dit : « Vous avez allumé MSF sur le nombre des réfugiés, mais MSF avait raison, ces gens-là existaient bien. » C'est mieux que rien, ça participe à reconstruire la crédibilité de MSF qui avait été affaiblie par la polémique sur les chiffres, mais ça ne permet plus de sauver les gens.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français).



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda » 9 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

De plus Françoise Saulnier arrive aujourd'hui pour débriefer tous les volontaires qui rentrent de Kisangani, pour collecter toutes les informations importantes et préparer un rapport (pour advocacy, quand etc... c'est encore à voir.)

Le 15 mai 1997, le rapport « *Forced Flight* » récapitulant la fuite forcée des réfugiés rwandais au Zaïre est finalisé. Lisette Luykx et Marlène Monteyne, deux médecins de MSF de retour de l'Est du Zaïre, sont aux États-Unis pour apporter leur témoignage sur la situation des réfugiés dans l'Est du Zaïre aux responsables de l'administration américaine et des Nations unies.



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda 15 mai 1997 », (en anglais).

Extrait :

Plaidoyer/lobbying

Les deux rapports internes en discussion aujourd'hui devraient être prêts à l'emploi demain. Les recommandations sur l'utilisation des rapports accompagneront les versions finales. Aujourd'hui à Washington DC se déroule un forum sur la politique dans les Grands Lacs (organisé par *Refugees international* et la Commission des Affaires étrangères) auquel assiste Marlène Monteyne, médecin qui travaillait à Kisangani/Biara et Lisette Luykx, qui était médecin coordinateur à Goma. Pas de communication active en réponse à cette réunion, bien que quelques interviews soient organisées par le bureau de New York.

[...] La déclaration du gouvernement français d'il y a deux jours, dénonçant les massacres orchestrés de réfugiés rwandais par les rebelles a rendu le problème de la sécurité plus aigu pour les membres des équipes de nationalité française. L'Alliance a tenu une conférence de presse à Bruxelles hier, au cours de laquelle elle a exprimé son insatisfaction vis-à-vis de MSF. Il a été dit que MSF utilisait les réfugiés rwandais pour donner une mauvaise image de Kabila à l'opinion publique.



« Zaïre et Témoignage » **Courriel** de Catherine Harper, chargé des relations de MSF avec les Nations unies, 15 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

A la suite de la demande de prise de rendez-vous pour Lisette Luykx, coordinatrice médicale à Bukavu, j'ai organisé trois réunions pour demain, vendredi à New York :

1. Nous rencontrerons d'abord les 15 représentants de l'Union européenne à New York au cours de la réunion hebdomadaire de leurs ambassadeurs. Cette idée m'a été suggérée par l'ambassadeur d'Allemagne, quand je l'ai appelé pour un rendez-vous.

[...] Je pense que cela représentera une bonne opportunité de partager nos inquiétudes sur la situation dans la région des Grands Lacs, en particulier au Zaïre et au sujet des réfugiés. Parmi les 15 membres, quatre siègent au Conseil de sécurité. J'aimerais aussi beaucoup distribuer nos deux derniers rapports, et j'ai déjà consulté Wilna [van Aartsen] ce soir à ce sujet. Wilna m'a dit que vous pouvez me donner les rapports. Si vous n'êtes pas d'accord avec elle, s'il vous plaît faites-le nous savoir le plus rapidement possible !

2. Nous avons également un rendez-vous à 15 heures aux Nations unies avec le DHA [Département des Affaires Humanitaires], le DPA [Département des Affaires Politiques] (dont un représentant du bureau de [Mohamed] Sahnoun [Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des grands lacs d'Afrique centrale], DPKO [Département des Forces de Maintien de la Paix] et peut-être d'autres agences comme le HCR, le PAM et l'Unicef.

Puis-je aussi leur distribuer les deux rapports ? [...]

5. Merci noter qu'un débat ouvert sur les réfugiés (situation globale, pas seulement sur les réfugiés de la région des Grands Lacs) et sur le rôle du Conseil de sécurité vis-à-vis de la situation des réfugiés se déroulera mercredi prochain au Sénat [des Etats-Unis]. (CNN prépare déjà un sujet là-dessus !)



Dès qu'on a vu des choses qui bougeaient en matière de communication sur ce problème, on a sollicité les sections opérationnelles impliquées. On leur a demandé de venir. On a eu des présentations de différentes personnes. Chaque rapport, celui de Shabunda comme « Forced Flight », a été envoyé à des responsables à la Maison Blanche, ou au Département d'État qui étaient impliqués dans la politique américaine dans la région des Grands Lacs ou dans la politique humanitaire. On avait initié cette démarche à l'occasion de la visite de Marlène Monteyne, médecin de l'équipe de Kisangani et Lisette Luykx, la coordinatrice médicale de MSF Hollande dans le Kivu. Marlène [Monteyne] parlait du corridor d'Ubundu au sud de Kisangani.

*Antoine Gérard, MSF Etats-Unis, responsable du département des programmes
(en français).*

Le 15 mai 1997, en fin de journée, au cours d'une téléconférence, les directeurs généraux des sections opérationnelles de MSF débattent de l'utilisation du rapport « Forced Flight » produit par MSF Hollande. Ils décident d'en supprimer l'extrait contenant des estimations du nombre de morts et de le distribuer à des journalistes « ciblés » en leur demandant de ne pas citer MSF.

Le 16 mai 1997, le responsable des urgences de la section française remet le document amendé à un journaliste du quotidien français *Libération*, avec lequel

il entretient des relations de confiance. Le document est également remis au quotidien français du soir *Le Monde*. Une polémique s'enclenche au sujet de la décision prise pendant la téléconférence, concernant les modalités de diffusion de ce rapport.



« Forcés à fuir : une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre » **Rapport MSF**, 16 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Introduction :

En octobre/novembre 1996, les troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre ont attaqué les camps de réfugiés de l'Est du Zaïre. Dans ces camps d'anciens membres des Forces armées rwandaises vivaient parmi les réfugiés, utilisant les camps comme base arrière pour des opérations de l'autre côté de la frontière et intimidant la majorité de la population des camps. A la suite de ces attaques, les organisations humanitaires ont été obligées de quitter Uvira le 22 octobre 1996, Bukavu le 28 octobre 1996 et Goma le 2 novembre 1996. Ces attaques ont marqué le début d'une période au cours de laquelle les réfugiés, les déplacés internes et la situation humanitaire des populations locales s'est gravement détériorée. Pendant toute cette période, ils ont été victimes de sérieuses violations du droit humanitaire international et des Droits humains, dont l'intimidation, les mauvais traitements et les massacres ainsi que le déni de protection et d'assistance adéquates. A ce jour, leur sort ne s'est pas amélioré.

Selon des sources du HCR et d'autres estimations non publiées, plus de 1,2 million de réfugiés rwandais et burundais se trouvaient dans les camps du Zaïre à la veille des attaques de l'AFDL. Au moins 900 000 d'entre eux sont retournés dans leurs pays d'origine. On estime qu'environ 340 000 sont encore au Zaïre ; cachés dans les collines et les forêts de la région du Kivu, dans des régions contrôlées par l'AFDL, ou fuyant vers le nord-ouest en avant de la ligne de front².

1. Après plusieurs semaines sans nouvelles du sort de ceux qui avaient fui vers l'ouest, des groupes de réfugiés ont refait surface à la mi-décembre et des camps de fortune ont été établis à Tingi-Tingi et Amisi. La plupart des réfugiés chassés de Tingi-Tingi et d'Amisi ont fui vers Ubundu/Kisangani. Un autre groupe a pris la route vers Opala, dans l'ouest du Zaïre.

2. A la mi-janvier, l'AFDL a attaqué les camps de réfugiés établis à Shabunda, dans le sud du Kivu à la mi-décembre, tuant des milliers de personnes. De nombreux réfugiés ont fui dans les forêts de la zone Bukavu-Shabunda, désormais sous le contrôle de l'AFDL. De là, des milliers ont essayé de retourner au Rwanda à pied. Cependant il est devenu de plus en plus évident que dans la région les militaires mènent des opérations destinées à éliminer les réfugiés, y compris les femmes et les enfants, sous le prétexte de manœuvres contre les ex-FAR et les Interahamwes³.

3. Ceux qui ont fui dans la région du Masisi, dans le nord du Kivu se sont retrouvés dans une zone où règne depuis longtemps une violence ethnique qui a été exacerbée par les combats entre l'AFDL et les Forces armées zaïroises. Cette zone continue d'être le théâtre

2. Il est impossible de déterminer le nombre exact de réfugiés, en raison de l'incertitude concernant le recensement original dans les camps, la possibilité d'enregistrements multiples et les estimations inexactes du nombre de réfugiés rentrés pendant les rapatriements massifs de novembre-décembre 1996. MSF a essayé de compiler les différentes données concernant le nombre de réfugiés afin de clarifier la question ; les conclusions de MSF se trouvent dans l'annexe 1.

3. Les détails sur la situation dans la zone de Shabunda, dont des informations relatives aux massacres de réfugiés et à un « séminaire idéologique » qui s'est tenu fin mars à Shabunda et a marqué une montée en puissance de la pression portée par les militaires sur la population locale, sont contenus dans un rapport racontant une mission exploratoire de MSF sur la route Bukavu-Kigulube-Shabunda fin mars/début avril 1997. Ce rapport est disponible auprès de MSF à Amsterdam.

de clashes entre l'AFDL et les groupes qui la soutiennent d'une part, et des coalitions d'ex-FAR, d'Interahamwes et de FAZ (ou ex-FAZ) et les villageois hutus armés de l'autre côté. Les réfugiés hutus et les résidents locaux hutus semblent être opprimés et ciblés par les deux parties au conflit⁴.

Médecins Sans Frontières estime que parmi les 340 000 réfugiés qui sont restés au Zaïre, 190 000 ne sont toujours pas localisés. La majorité des réfugiés au Zaïre restent dispersés et largement inaccessibles aux organisations humanitaires de secours. De plus, un nombre inconnu de Zaïrois a été déplacé par le conflit en cours entre les différents groupes. Ceux qui restent dans les villages souffrent aussi de plus en plus de l'oppression, de l'intimidation et même des meurtres, de la part de l'AFDL ou des ex-FAR et Interahamwes comme des ex-FAZ ou des villageois hutus.

La situation humanitaire dans l'est du Zaïre continue à être épouvantable. L'état de santé de nombre de ceux qui sont concernés s'est détérioré. La fourniture de nourriture et de soins à ceux qui en ont besoin est sérieusement réduite par les limites d'accès imposées aux agences humanitaires. En partie, ces restrictions sont dues aux conditions physiques difficiles comme le manque d'infrastructures ou de routes. Les problèmes de sécurité limitent également l'accès ; à diverses occasions, les organisations humanitaires ont dû se retirer de camps de réfugiés ou de zones en raison de conflits armés qui y régnaient. Elles n'ont pas pu suivre les réfugiés qui se sont enfuis dans la jungle.

A de nombreuses autres occasions, l'AFDL a refusé à MSF et à d'autres organisations de secours l'accès aux populations qui avaient besoin de secours médical. Certaines fois, les autorités ont avancé qu'il serait trop dangereux pour des organisations internationales d'entrer dans certaines zones alors que des combats s'y déroulaient ou que la présence d'ex-FAR et d'Interahamwes constituait un risque pour le personnel humanitaire. D'autres fois, il est apparu que les autorités de l'AFDL ne voulaient tout simplement pas que les organisations humanitaires voient ce qui se passait dans les zones sous leur contrôle. De plus, dans la zone de Shabunda, où l'accès a été accordé, les organisations humanitaires se sont aperçues que l'aide était utilisée comme un appât par les soldats afin d'attirer les réfugiés hors de la forêt sur la route, où, selon des témoins, ils étaient abattus.

En conséquences, dans la conduite de ses programmes dans le Kivu, MSF a sans cesse rencontré des difficultés d'accès et n'a pu porter assistance à ceux qui en avaient besoin que de façon sporadique et inadéquate. Les données médicales obtenues par MSF indiquent que l'état de santé de plusieurs groupes dans l'Est du Zaïre, dont les réfugiés, se détériore. Des bilans de santé réalisés par MSF dans les camps de transit du Rwanda (Nkamira, Musange, Runda) ont également produit des résultats alarmants, en particulier en ce qui concerne la malnutrition sévère qui met en danger de nombreuses vies, singulièrement celles des enfants. En outre, selon les informations du personnel local de MSF dans la zone, il existe de solides raisons de penser que de graves violations des Droits humains s'y déroulent toujours.

Ce rapport décrit la situation humanitaire. Sauf indication contraire, l'information qu'il contient est basée sur l'expérience directe du personnel de MSF travaillant dans la zone ainsi que sur l'information fournie à MSF sur le terrain par des sources locales et expatriées fiables, et enregistré dans les archives internes de MSF. Les sections suivantes se concentrent sur les trois principaux scénarios soulignés ci-dessus : le sort des réfugiés

4. Un rapport sur les missions exploratoires de MSF dans la région du Masisi est disponible à MSF Hollande.

obligés de se déplacer vers Kisangani ; la situation des réfugiés et de la population locale en souffrance dans la zone de Shabunda ; et les conflits dans la région du Masisi. [...]

Conclusions et recommandations :

Depuis l'attaque des camps de réfugiés dans l'est du Zaïre en octobre/novembre 1996, la situation humanitaire des réfugiés, des déplacés zaïrois internes et des populations locales s'est progressivement détériorée. Aujourd'hui on peut simplement la qualifier de dramatique. Dans une large mesure, elle semble être le résultat d'une stratégie délibérée de l'AFDL, destinée à éliminer tous les réfugiés rwandais qui restent, y compris les femmes et les enfants. L'obstruction systématique opposée par l'AFDL aux efforts des organisations de secours pour procurer aide et soins médicaux aux réfugiés revient en fait à nier le droit à une protection et une assistance adéquates, que leur reconnaît le droit humanitaire international. De nombreux réfugiés sont morts de faim, d'épuisement, de maladies. D'autres qui ont réussi à survivre se trouvent dans une situation d'extrême précarité. L'AFDL est restée insensible aux demandes répétées et au lobby persistant pour améliorer l'accès aux réfugiés.

Dans les zones où les réfugiés étaient dispersés et cachés dans les forêts, aussi bien que dans les attaques sur les camps de réfugiés, la stratégie d'élimination entreprise par des éléments de l'AFDL a aussi pris la forme de massacres de réfugiés, dont des femmes et des enfants. Ces massacres indiscriminés ne se déroulent pas dans le cadre de combats. Les agences humanitaires sont régulièrement utilisées par les militaires soit pour localiser les réfugiés soit pour les attirer hors de la forêt afin de les éliminer.

La population locale et les déplacés ont aussi souffert à large échelle d'atteintes à leurs droits à la vie et à leur intégrité physique, à leur liberté de mouvement et au droit de jouir de leurs biens. Les habitants des zones où se déroulaient les combats ont vu leurs maisons détruites et leurs biens pillés par les ex-FAZ, les ex-FAR et les Interahamwes. Une fois que la ligne de front avait dépassé leur village, dans beaucoup d'endroits qui étaient désormais sous le contrôle de l'AFDL, les populations locales ont été soumises à l'intimidation, aux menaces pour les empêcher d'assister les réfugiés et pour les inciter à aider les soldats à les éliminer. Les méthodes utilisées par les militaires incluent le passage à tabac et le massacre des populations locales.

Dans la région du Masisi, dans le Nord-Kivu, les soldats de l'AFDL ont tué des villageois hutus désarmés et détruit les maisons et les villages pendant les attaques directes contre eux en raison de leur origine ethnique et du soutien qu'on les soupçonnait d'apporter aux ex-FAR, Interahamwes, ex-FAZ et villageois hutus de la zone. Ces derniers intimideraient les civils hutus et les obligeraient à coopérer.

MSF est aussi profondément inquiet du chaos économique causé par le conflit et ses conséquences. En particulier, la pression sur les ressources alimentaires et le harcèlement militaire dû à la présence d'un grand nombre de réfugiés est une source chronique de déstabilisation pour les populations locales. L'insécurité permanente et les déplacements forcés, ainsi que la destruction des infrastructures locales, dont celles de la santé entretiennent une pression permanente sur la population.

Pour toutes ces raisons, MSF demande de toute urgence à toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et les Droits humains.

MSF demande en particulier à l'AFDL :

- De faire en sorte que ses membres cessent immédiatement de massacrer et d'intimider les réfugiés et les populations locales.

- De laisser le plein accès aux populations qui en ont besoin afin qu'une assistance adéquate leur soit délivrée.
- De permettre aux réfugiés de rester dans des endroits sûrs et dans des conditions qui rendent possible une stabilisation de leur état de santé.
- D'entreprendre des recherches sur les violations des Droits humains qui auraient été commises par des membres de l'AFDL afin d'établir les faits, identifier les responsables, les traduire en justice et adopter les mesures adéquates pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent.
- Faciliter l'accès aux enquêtes internationales sur les violations des Droits humains et coopérer pleinement avec les enquêteurs.
- Faciliter le déploiement d'observateurs des Droits humains dans les zones sous son contrôle et coopérer pleinement avec eux.

MSF demande à la communauté internationale :

- De faire pression sur l'AFDL et, de façon appropriée, sur les autres acteurs influents dans le conflit, afin qu'ils respectent le droit humanitaire international et particulièrement, les conditions concernant le traitement des civils et des ex-combattants pendant les conflits armés ainsi que les principes internationaux gouvernant la protection des réfugiés.
- Aider à identifier et mener en justice ceux parmi la population des réfugiés qui portent la responsabilité des violations des Droits humains.
- Faire pression sur les États de la région pour qu'ils respectent les principes humanitaires
- Soutenir les efforts actuels pour une enquête internationale sur les violations des Droits humains, en particulier en la finançant et en lui fournissant des ressources humaines.
- Soutenir les efforts déployés pour établir une présence constante d'observateurs des Droits humains dans la zone, afin de soutenir les efforts de secours humanitaire et fournir les fonds nécessaires et l'expertise.

MSF demande au HCR :

- De remplir son mandat de protection des réfugiés rwandais et burundais comme stipulé dans ses statuts et dans les conventions internationales pertinentes.
- D'établir un plan pour assister la population zaïroise victimes des effets de la crise des réfugiés.
- De remplir son mandat concernant les rapatriés au Rwanda, c'est à dire ne pas procéder à des rapatriements au Rwanda sans garanties qu'ils seront efficacement protégés dans ce pays.

MSF exige également que le retour des réfugiés au Rwanda soit préparé de façon adéquate et bénéficie d'une supervision internationale.



« **Historique** de la communication Zaïre » établi pendant l'été 1997 par Jean-Marie Kindermans, Secrétaire général de MSF International (en français).

Extrait :

Téléconférence G [15 mai] : présentée comme *debriefing* de Lex [Winkler, directeur général de MSF Hollande].

Conclusions sur le rapport : enlever ce qui a trait aux 20 000 morts, sinon cela va être repris par les journaux. Pas le moment d'attaquer l'AFDL ; attendre d'abord la fin des opérations de secours à Biaro. Attendre un autre moment, après un événement inacceptable, pour taper fort à nouveau.

Conclusions (version de JMK [Jean-Marie Kindermans, Ssecrétaire général de MSF International] : modifier le rapport en enlevant les estimations de morts. Version finale sera donnée par Amsterdam demain. Ce rapport est pour des responsables politiques et un nombre limité et ciblé de journalistes, accepté par Amsterdam. Impression que ce rapport n'apportant rien de nouveau, il ne sera pas repris dès lors que le nombre de morts estimé n'apparaît plus. L'esprit est de ne pas être cité comme MSF, mais pas d'interdiction formelle de dire que c'est MSF qui l'a rédigé quand Bernard Pécoul dit qu'il va le faire.

16 mai : Pim [de Graaf, directeur des opérations de MSF Hollande] interroge les participants à la téléconférence, qui fait apparaître une différence d'interprétation ? Idem dans les échanges entre dircom [directions de la communication de] Paris et Bruxelles ?

19 heures : Anouk Delafortrie [chargée de communication MSF Belgique] aux services com[munication] : la politique de *lobbying* pour le rapport est la suivante :

- l'utiliser auprès d'un groupe sélectionné de personnes,
- le donner à un groupe sélectionné de journalistes que vous pouvez choisir dans votre pays avec la restriction que MSF ne peut être cité comme source d'information.



« Urgence Zaïre/Rwanda – **point communications**, 16 mai 1997 » (en anglais).

Extrait :

Les contacts médias importants peuvent appeler directement le terrain.

Les porte-parole sont :

William Klaus [...] coordinateur à Kisangani [...] Fasil Tezra [...] coordinateur à Kigali [...] Mit Philips ou Nicolas Van Bunnan à Kinshasa [...] Philippe Pétrieux, coordinateur à Brazzaville.

Task force communications : Anouk Delafortrie [...] Interviews avec [...], directeur des opérations ou Daniel de Schrijver, directeur de la communication à Bruxelles.

Dominique Boutriau est de retour de Kisangani où elle a travaillé comme chef de mission. Elle est de retour dans son bureau (desk) à Bruxelles. Si vous voulez organiser une interview, contactez Anouk.

Toutes les informations peuvent être utilisées à l'extérieur, sauf contre-indication explicite. Soyez conscients que toute information sur les mouvements de troupes et autres stratégies militaires sont fournies pour des raisons de contexte et ne doivent pas être communiquées comme étant de source MSF. [...]

Les rapports :

On vous les envoie par mail. Si vous avez des problèmes de format, c'est le moment de nous le faire savoir.

Messages à communiquer à la presse

Aujourd'hui au moins encore 6 000 réfugiés rwandais sont en train de mourir à Kisangani et aux alentours. Il s'agit d'une des scènes les plus horribles à laquelle nous ayons assisté en tant que travailleurs humanitaires. Les gens abandonnés à Kisangani et ses environs sont trop faibles pour être transportés. C'est pourquoi nous demandons à l'AFDL de ne pas accélérer le processus de rapatriement. On doit les aider sur place afin qu'ils puissent se retaper ayant d'être mis dans des trains, des camions ou des avions. Sinon ils vont simplement mourir.

Nous sommes inquiets du sort des réfugiés à leur retour au Rwanda. Même si aujourd'hui nous pouvons continuer à aider les plus faibles à leur arrivée. Il y a encore des milliers de malnutris. Les réfugiés qui sont plus ou moins en bonne santé sont immédiatement

envoyés dans les communes. En raison de l'insécurité dans plusieurs régions du Rwanda, il est difficile de vérifier comment sont traités les nouveaux venus.

Nous avons entendu parler d'un groupe important de réfugiés rwandais essayant de rejoindre le Congo-Brazzaville et l'Angola. Ils fuient l'avance des rebelles et sont dispersés. Personne ne sait combien ils sont exactement, ni où ils sont. Mais on estime leur nombre entre 30 000 et 50 000. Au bout de la file des réfugiés, se trouvent les vieillards, les femmes et les enfants. Ils sont épuisés et en très mauvais état de santé après avoir traversé tout le Zaïre à pied. Nous devons empêcher que ces gens subissent le même traitement qu'à Kisangani. La seule chose que nous pouvons faire aujourd'hui, c'est sauver ceux qui peuvent encore l'être.



« Version finale des rapports » **Courriel** de Anouk Delafortrie, chargée de communication de MSF Belgique aux chargés de communication de MSF, 16 mai 1997, 18 h 57 (en anglais).

Extrait :

Mode d'emploi de distribution du rapport.

La politique de communication autour du rapport de 10 pages et de l'analyse du nombre de réfugiés est la suivante :

1. Les utiliser comme des papiers de lobby envers un groupe sélectionné de personnes.
2. Les distribuer à un groupe réduit de journalistes que chacun d'entre vous peut sélectionner dans son pays (1 max[imum] 2), sous condition que MSF ne soit pas mentionné comme la source d'information.

Puisque MSF Belgique centralise et essaye de suivre tous les contacts, nous rappelons que pour toute initiative de lobby (1), les propositions doivent être soumises TOUT D'ABORD au directeur des opérations, [...].

Pour les deux groupes (1 et 2), nous demandons qu'ils soient approchés à titre individuel, que le rapport leur soit remis en main propre et en leur demandant d'être discret et de ne pas citer MSF comme source d'information.

Nous avons besoin d'un retour sur chaque initiative que vous prenez et sur les résultats (couverture presse - faxez nous les articles.)

Cette politique a été décidée hier par les directeurs de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande.



« Com[muniqué de] presse Kisangani » **Courriel** de Brigitte Vasset, directrice des opérations de MSF France aux directeurs des opérations et responsables de programme de MSF Hollande et MSF Belgique, 16 mai 1997, 19 h 55 (en français).

Extrait :

Bonjour,

Avant que les insultes ne recommencent, voici ce que nous avons fait aujourd'hui et pourquoi.

Lors de la conversation entre le directeur des opérations de MSF Belgique, Pim [de Graaf, directeur des Opérations de MSF Hollande] et moi mercredi, nous étions d'accord pour donner le rapport à un nombre sélectionné de journalistes. Pim voulait que cela reste sous forme de *lobby* en demandant que le nom de MSF ne soit pas utilisé afin que les équipes de Biaro n'aient pas de problèmes. [Le directeur des opérations de MSF Belgique] assumait que cette distribution à un nombre limité de journalistes, mais avec le nom MSF était possible. J'avais utilisé le terme « diffusion publique ». A la fin, malgré la

réticence de Pim, il y avait eu un accord sur une diffusion ciblée de ce rapport à certains journalistes (j'avais cité *le Monde* et *Libé*). Jeudi matin, Marie-Christine [Ferir, cellule d'urgence MSF Belgique] demande que nous attendions 24 heures avant de le donner afin que l'équipe de Kisangani l'ait lu. J'ai accepté.

Jeudi soir une discussion a eu lieu entre Lex [Winkler, directeur général de MSF Hollande], Bernard [Pécoul, directeur général de MSF France] et Eric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique]. Je n'étais pas présente, mais le *debriefing* de Bernard était clair pour moi :

- Ce n'est pas le moment de réattaquer l'alliance, Or le seul paragraphe nouveau du rapport est celui sur la mortalité estimée depuis 6 mois et c'est celui-là que les journalistes vont tout de suite utiliser. Pour cette raison il est préférable d'enlever ce paragraphe sur la mortalité et de retravailler cette estimation pour plus tard quand tactiquement cela sera nécessaire.

- Sans ce paragraphe le rapport peut être diffusé publiquement à des journalistes ciblés et ils peuvent l'utiliser.

- Il faut communiquer régulièrement sur les réfugiés qui meurent à Biaro et à Kisangani. Ce matin nous avons reçu la version finale du rapport et l'avons donnée. On ne peut pas, après avoir remis un document à un journaliste le lui reprendre.

A part ce côté procédure, je pense qu'il faut plus que jamais parler des réfugiés : William ce matin dans son sitrep nous annonce que le HCR veut doubler les moyens de transport. Où va-t-il mettre ses malades ???

On vient de préparer un communiqué de presse qui parle des morts de Biaro et Kisangani, et du HCR qui veut doubler les transports.

Pouvez-vous envoyer vos commentaires avant demain 11h30 pour qu'on puisse le diffuser vers 12.00. Merci.

Brigitte



J'étais impliqué, mais on avait tellement de téléconférences à cette époque que je ne me souviens plus sur quoi on s'était mis d'accord. Je pense qu'on avait décidé de le faire, mais d'attendre pour le faire. De donner aux gens sur le terrain le temps de se préparer et d'être informés. Ce qui nous posait déjà un problème car les équipes à Goma et Bukavu étaient contre. Elles étaient contre la décision de parler publiquement parce qu'elles pensaient qu'on pouvait faire plus en restant sur place. Quand on parle publiquement on risque d'être obligé d'arrêter les opérations et alors on ne peut plus rien faire. Nous en avons discuté - nous ne devons pas prendre une position publique sur ce sujet. Mais la pression, en particulier de la part de MSF France était énorme. Alors nous avons dit - bon - au moins si vous nous donnez le temps de consulter notre personnel à Bukavu et Goma, afin qu'ils puissent se préparer. Nous avons encore du personnel dans la région de Shabunda - et nous avons dit que nous devions nous donner la possibilité de les faire revenir et que cela prendrait quelques jours. Et la même chose à Goma - mais ça prendrait moins de temps. J'étais à Kampala d'où j'ai participé à cette téléconférence. Et j'ai dit : « Nous allons outrepasser la position des équipes de Goma et Bukavu qui sont contre, mais vous devez nous donner le temps de nous organiser. »

Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



A cette époque, je pense qu'il y a eu un vrai malentendu. Si on considère les différentes positions, on peut dire qu'on était tous d'accord pour faire quelque chose. Mais comment et quand le faire, là-dessus il n'y avait pas d'accord. Je pense aussi que c'était

une période critique car c'était la première fois qu'on mettait en place un comité exécutif. On avait déjà eu une ou deux pré-réunions et en avril on s'était tous réunis pour discuter de cela ensemble pour la première fois. Et un mois plus tard, on a eu cet incident. On peut aussi dire qu'on n'était pas habitués à travailler tous ensemble. C'est pourquoi un « oui » de Monsieur X peut être interprété complètement différemment d'un oui de Monsieur B. On ne savait pas comment jouer à ce jeu là. Si on avait été mieux réglé les uns par rapport aux autres, on aurait pu éviter ça. Et puis l'impact de cette crise confirme qu'on n'aurait jamais dû discuter de cela par téléphone, mais de vive voix à Bruxelles. Cette histoire nous a servi de leçon parce que depuis on se réunit plus souvent, au moins une fois par mois. On a appris, mais c'était trop tard.

Lex Winkler, MSF Hollande, directeur général/directeur des opérations (en anglais).



On s'était mis d'accord pour dire que c'était évidemment des troupes rwandaises qui faisaient ce genre de chose. Mais est-ce qu'on arrivait au stade où on attaquait directement Kagamé ? Est-ce qu'il s'agissait de dérapages locaux, de manœuvres de poursuite et de décisions de commandants locaux, ou est-ce que d'emblée on mettait ça sur le compte d'une stratégie de Kagamé ? Aujourd'hui, je te dirais sans trop de problème : « effectivement c'est Kagamé qui a organisé les choses ». Mais à l'époque, l'argument pour ne pas le dire c'était qu'on ne le savait pas, qu'on n'était pas sûr que c'était organisé comme tel. Le rapport Shabunda venait de sortir, c'était difficile de savoir. C'est différent de dire : « C'est Kagamé qui a décidé de les faire disparaître » ou de dire : « Ce sont des décisions de commandants locaux. » C'est toute la complexité des choses. Moi j'étais coincé avec des réfugiés qui me disaient qu'ils voulaient rentrer au Rwanda. Si on disait que Kagamé avait décidé de les faire disparaître, il n'y avait aucune raison de plaider pour leur retour au Rwanda. Si c'était pour les faire disparaître au Rwanda ou abattre l'avion, autant les faire disparaître directement dans la forêt. On n'arrêtais pas de se prendre les pieds dans la carpette. Entre le scénario politique et la spontanéité du témoignage, le clash était sérieux.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



En mai, le jeudi qui précédait le week-end prolongé de la Pentecôte, il y a eu une téléconférence entre Lex Winkler [directeur général de MSF Hollande], Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique], Jean-Marie Kindermans [Secrétaire général de MSF International] et Bernard Pécoul [directeur général de MSF France]. Moi j'étais derrière Bernard car je me méfiais un peu de la façon qu'avaient Bernard, Eric, et Lex de travailler ensemble. Ils faisaient semblant d'être d'accord en permanence sans l'être vraiment. J'étais directeur de la communication et je venais pour entendre leurs positions moi-même et être certain de ce que voulaient les uns et les autres. Ma position était claire depuis longtemps. Je sentais Philippe [Biberson, président de MSF France] et Bernard flotter, non pas parce qu'ils n'étaient pas convaincus, mais parce qu'ils ne voulaient pas détériorer leurs relations avec Amsterdam et Bruxelles. Ils ne voulaient pas mettre en danger le développement de l'international, qui était un axe stratégique très important pour eux à cette époque-là. Ce n'était pas seulement une question de divergences intersections. A MSF France, pendant toute une période, la direction générale et la direction des opérations n'avaient pas du tout assumé le problème politique qui se posait dans les Grands Lacs. Je me suis disputé avec Bernard et Philippe, mais le résultat de cette dispute c'est qu'ils m'ont dit : « Tu nous comprends mal, on veut faire des efforts diplomatiques avec les autres sections, mais jamais on n'acceptera de payer par le silence. Donc, tu as la garantie que tu pourras communiquer la position de MSF

comme tu l'entends ». A mon avis, Philippe et Bernard se sont engagés clairement dans la bonne direction. A MSF France, nous avons assumé de sortir le rapport. Et Bernard s'est fait fort de convaincre Lex et Eric. Et il y a eu une téléconférence à laquelle j'ai assisté. Eric et Lex avaient quelques réticences mais ont fini par dire oui, très clairement. Bernard avant de raccrocher leur a dit : « Je résume une nouvelle fois la position sur laquelle on est tombé d'accord ». Il s'agissait de communiquer publiquement une position que Bernard ne trouvait pas trop originale et dont il ne pensait pas qu'elle ferait beaucoup de bruit parce qu'elle avait déjà été publiée quinze jours auparavant sous forme d'un communiqué de presse avec déjà un petit rapport. Cette position c'était : « Les réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre sont en butte à une campagne d'extermination conduite par l'AFDL. Donc les opérations de secours sont un échec, parce qu'il est impossible de secourir médicalement des gens qui sont en train de se faire assassiner. » On considérait aussi cette prise de position comme une façon de rendre des comptes sur ce qu'on réalisait comme opérations de secours dans ces endroits-là. Il y a eu des discussions sur le fait de citer le nombre de personnes disparues, mais je ne crois pas qu'il y ait eu une décision formelle là-dessus. On était bien obligé de donner un ordre de grandeur. Vendredi, le lendemain de la fameuse téléconférence, Daniel de Schrijver [directeur de la communication de MSF Belgique] m'a appelé. Eric Goemaere ne lui avait pas transmis les conclusions de la téléconférence. C'est moi qui l'ai informé. Il m'appelle pour voir où on en est. C'est vendredi. Il se passe le samedi, le dimanche et le lundi. Il se passe trois jours et personne ne nous rappelle, alors qu'ils savent très bien tout ce qu'on va faire. La téléconférence avait pris la décision suivante : « L'information est compliquée et sensible, donc si l'un de nous trouve un plan avec un journaliste qui comprend bien le contexte et nos contraintes et arrive à faire un article ciblé et de qualité, c'est ce qu'il faut faire. Il ne s'agit pas d'un communiqué de presse lâché sauvagement comme ça. » Marc [Gastellu-Etchegorry, responsable des urgences à MSF France] trouve Stephen Smith [journaliste au quotidien Libération]. Ils se connaissent depuis la Somalie. Marc nous dit : « Puisque vous cherchez des parutions ciblées, Stephen Smith est d'accord pour prendre le rapport dans son intégralité et donner au moins deux pages de qualité à l'information ». Marc est directeur des urgences, il est au cœur des opérations avec nous. Je lui dis : « Fonce, vas-y ! »

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Le 17 mai 1997, l'assemblée générale de MSF Belgique débat de la question du témoignage. Les équipes de MSF Hollande à Goma et Bukavu manifestent leur opposition à la remise du rapport à des journalistes.



Procès verbal de l'Assemblée générale de MSF Belgique, 17 mai 1997 (en français).

Extrait :

Motion 15 :

L'AG demande que toute action de témoignage soit conditionnée par l'existence d'une action d'assistance sur le terrain et que les objectifs du témoignage soient clairement définis.

Vote :

pour : 35

contre : 107

abstention : 100

La motion est rejetée.

[...]

Recommandations :

Devant le constat que :

- On peut/doit distinguer différentes phases dans un contexte et des différents niveaux/ formes de témoignages en réponse existent.
- L'émotion est un bon signal qu'il faut témoigner mais qu'il n'est pas pour autant suffisant comme préparation.

Nous recommandons une professionnalisation qui comprend :

- L'obligation d'une redéfinition systématique de l'objectif du témoignage pour chaque contexte/moment + fixation formelle des moyens et des modalités, à l'image des projets d'assistance médicale : faisabilité, limites...
- L'obligation de faire un choix sur la façon selon laquelle on veut augmenter nos compétences dans ce domaine (formation de base pour tous, personnes de références,
- La définition des garanties (règles) de sécurité pour la mise en œuvre des initiatives de témoignage.
- Faire du témoignage une préoccupation systématique dans tous les contextes sous sa forme la plus appropriée (génération du réflexe) (par exemple la récolte de données)
- structuration de l'organisation permettant un suivi des contextes et des incidents dans le temps (mémoire, réseau...).



Message des équipes de MSF Hollande à Bukavu et Goma aux responsables de programme et aux directeurs généraux de MSF Hollande et MSF Belgique, 17 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Nous en avons vraiment marre, nous sommes frustrés, fatigués et démotivés par la façon dont cette affaire de rapport est gérée. Ils semble que nous, qui courons les plus grands risques n'ayons que peu d'influence dans le processus et que les gens qui restent assis dans les sièges à 9 000 km d'ici, de préférence de sections qui n'ont aucun projet dans le pays, prennent des décisions dont le résultat est douteux et nous met en danger.

Nous avons complètement perdu confiance dans le fait que le siège contrôle l'information qui lui est envoyée, ce qui pose de sérieux points d'interrogation sur le type d'information que nous devons envoyer. Bien que le contenu du rapport semble pertinent, pourquoi doit-on voir le nom de MSF partout alors que vous avez encore une équipe de taille sur le terrain qui essaie de rester opérationnelle ?

En outre, quelle est l'utilité de parler de « journalistes sélectionnés » et de « confidentiel » si des rapports de ce type continuent à être transmis à MSF Paris qui va les envoyer directement à la presse internationale ?

Qu'avons-nous retenu de la dernière fois, lorsqu'il a été dit clairement à Dominique que l'Alliance n'accepterait pas de toute façon, de trouver ces rapports dans la presse internationale ? Il semble que nous n'ayons rien appris.

Le choix qui nous a été donné de présenter le rapport à l'Alliance était une indication supplémentaire pour le terrain, montrant quelle faible compréhension avaient les sièges de ce qui se passait. En suggérant d'ouvrir le dialogue avec l'Alliance nous ne voulons pas dire qu'il suffit d'aller à leur bureau et d'espérer discuter calmement et rationnellement en leur disant qu'ils sont tous des massacreurs (à ce propos, vous venez de passer le même message à la presse, de nouveau). Ce type d'approche ne sert à rien ici... Nous

avons déjà des difficultés avec les autorités à cause des dernières déclarations et nous n'avons certainement pas besoin de fournir plus de munitions à des gens qui ne sont pas connus pour leur esprit rationnel, en particulier à la lumière de ce qui est arrivé à l'Unicef en début de semaine.

Nous apprécions la somme de travail consacrée au rapport et le fait qu'il contient un bon résumé des faits : c'est une honte de gaspiller tout cela en l'enveloppant d'une hyperbole émotionnelle qui n'est d'aucune utilité ici - serait-il possible d'éditer une version des faits et des statistiques qui pourrait être donnée à l'Alliance comme base de nos inquiétudes au niveau médical ?

« MSF ACCUSE »

Le 19 mai, dans son édition datée du 20 mai⁵, le quotidien français du soir, *Le Monde* cite des extraits du rapport « *Forced Flight* » [Forcés à fuir] de MSF

Le 20 mai 1997, le quotidien français *Libération* publie de larges extraits du même rapport sous le titre « 190 000 réfugiés hutus disparus au Zaïre - MSF accuse ». L'article principal précise que le rapport, daté du 16 mai, rédigé en anglais, est publié par MSF « toutes sections confondues ». Les réactions des responsables des sections belge et hollandaise à cette publication sont négatives.



« Dans l'Est, les forces de l'AFDL poursuivent « l'extermination lente » des réfugiés rwandais » Claire Tréan, *Le Monde* (France), 20 mai 1997 (en français).

Extrait :

Les organisations humanitaires qui, après les multiples difficultés, sont autorisées à y intervenir début avril trouvent une population dans un état catastrophique : « Ce ne sont plus des malades, ce sont des précadavres. Ils n'ont même pas la force de manger », rapporte une équipe de MSF. Des soldats rwandais font partie des escortes qui encadrent les visites des organisations humanitaires. A la mi-avril, l'accès aux camps du Sud de Kisangani est de nouveau interdit aux ONG par les hommes de Kabila. Entre le 21 et le 23, les camps sont attaqués. « Le 23 avril, raconte Médecins Sans Frontières dans son dernier rapport, le HCR et des journalistes, autorisés à retourner au camp de Kasese, l'ont trouvé vide. Tous les réfugiés, y compris les malades et les 9 000 enfants, avaient disparu. La visite a été interrompue lorsque des coups de feu ont retenti - que l'AFDL a attribués à des "combats" - et il n'a pas été possible d'examiner de plus près des charniers supposés. Le 28 avril l'équipe de MSF a été autorisée à retourner aux camps de Kasese et Biaro. Toutes les infrastructures sanitaires avaient disparu, de même que tous les réfugiés qui y étaient soignés. » 1 250 personnes avaient reçu un début de traitement hospitalier ; 5 000 autres étaient considérées par l'équipe de MSF comme hors d'état de marcher : « Ces 6 250 réfugiés étaient trop faibles ou trop malades pour fuir et il est peu probable qu'ils aient pu survivre une semaine sans assistance médicale. MSF n'a retrouvé ni leur trace ni leurs cadavres », dit le même rapport.

[...]

Les ONG craignent de servir d'appât : « Nous obtenons l'autorisation de nous rendre en certains endroits ; puis plus.

5. Quotidien du soir, *Le Monde* est en vente la veille à midi de sa date de publication officielle. *Le Monde* daté du 20 mai est donc disponible le 19 mai à midi.

Entre temps, les militaires [de l'AFDL] annoncent notre arrivée en appelant les gens à se regrouper et, quand nous y retournons, nous ne les trouvons pas », rapport un travailleur humanitaire. Dans cette région aussi, et dans d'autres, des étrangers ont repéré des carrés de terre fraîchement retournée sinistrement suspects.



« 190 000 réfugiés Hutus disparus au Zaïre - MSF accuse » Stephen Smith, **Libération** (France) 20 mai 1997 (en français.)

Extrait :

190 000 réfugiés hutus disparus au Zaïre - MSF accuse

Médecins Sans Frontières, dans un rapport dont Libération révèle la teneur, vient d'évaluer le nombre de disparus qui ont fui ou subi les exactions des troupes de Laurent-Désiré Kabila depuis novembre dernier. Le rapport dénonce « une stratégie délibérée visant l'élimination de tous les réfugiés rwandais ». Pour MSF, « après les morts sans noms », le monde ne doit pas s'habituer « aux morts sans nombre ».[...]

L'ensemble des équipes de Médecins Sans Frontières sur le terrain, toutes sections nationales confondues, vient de contribuer à un rapport sur le sort des réfugiés hutus dans l'Est du Zaïre, qui conclut à « une stratégie d'extermination » du mouvement de Laurent-Désiré Kabila et évalue à 190 000 le nombre des personnes portées disparues. Dans ce rapport rédigé en anglais et daté du 16 mai, dont Libération a obtenu une copie, le nombre global des réfugiés hutus dispersés dans la forêt zaïroise est évalué à 340 000. Attaqués fin octobre/début novembre, alors qu'ils étaient regroupés dans des camps proches de la frontière zaïro-rwandaise autour de Goma et de Bukavu, ces réfugiés ont fui les combats, quelquefois sur 1 500 km à travers tout le Zaïre, ou se sont cachés dans la forêt équatoriale, certains jusqu'à aujourd'hui. Sur la foi de témoignages précis, MSF impute à l'AFDL « une stratégie délibérée visant l'élimination de tous les réfugiés rwandais restants, y compris des femmes et des enfants. » [...]

La décision d'assumer publiquement un rapport accablant pour les nouveaux maîtres du Zaïre n'a pas été prise sans réticences au sein des différentes sections - française, belge, néerlandaise - de MSF. Mais, finalement, un consensus s'est construit autour du « devoir de témoignage ». Regrettant qu'un bilan global pour les réfugiés morts dans l'Est du Zaïre n'ait pas pu être établi, un responsable de l'ONG estime qu'il « faut continuer à travailler pour pouvoir, au moins, indiquer un ordre de grandeur. Sinon, après les morts sans noms, le monde risque de s'habituer aux morts sans nombre ».



Compte-rendu task force Zaïre MSF Belgique, 20 mai 1997 (en français).

Extrait :

Suite à la « sortie » du rapport

Doherty « via » *Libé* [*Libération*], 2 questions (entre autres...)

1- Quelle est la réaction de MSF face aux médias ?

2- Quelle politique de sécurité pour les équipes dans la région ?

1. Médias

NB1 : Le nombre de 190 000 disparus est minimaliste.

NB2 : L'article de *Libé* rapporte les accusations contre l'Alliance et le Rwanda.

Le moment :

- Le moment est mal choisi car MSF va se faire récupérer politiquement comme antikabiliste primaire.

- Le moment est bien choisi car dans une semaine ce sera trop tard notamment au Rwanda. On n'a pas voulu témoigner plus tôt pour se laisser le temps de tester la voie diplomatique par des contacts directs sur le terrain.

D'autre part, on voulait témoigner car il y a trop de disparus et la mortalité sur les sites est trop élevée.

- MAIS EN FAIT LE MOMENT N'A PAS ÉTÉ CHOISI EN SOI.

Le fonds :

- Le message doit être axé sur les réfugiés, la mortalité, l'état des réfugiés, pas sur Kabila. Le message doit parler d'élimination physique due au non accès (notamment dans les communes), à la non protection ; il faut parler de la « chaîne » des réfugiés depuis Kisangani jusqu'au Rwanda.

- On doit demander la protection des réfugiés et une enquête internationale.

- Et pas de récupération comme : Kabila, devenu autorité à part entière, doit être mis devant ses responsabilités et ne pas oublier les Droits de l'homme.

Message des DO [directeurs des opérations] : il est devenu impossible de travailler suite :

- à l'assaut des médias,

- au manque de cohérence entre le *guideline* de distribution du message et les faits.

NB : Il n'y a pas eu de consensus sur la diffusion du rapport. Diffusion ? Diffusion restreinte ? Mais, en réalité, dès que le rapport sort, quelque soit le vecteur, tout le monde l'a.

2. Sécurité

- Il y a les expats [expatriés] (60 pour le Rwanda + Congo) et le personnel local.

- Clairement, on n'envoie plus personne sur le terrain pour l'instant.

- Kisangani : William est parti aujourd'hui rencontrer l'Alliance et le gouverneur. Il mettra aussi Mbandaka sur la table.

- Mbandaka : pas d'expats [expatriés], équipe locale. Ne revient pas dans les sitrep de William donc info reste dans MSF Belgique.

- KIN [Kinshasa] : pas de circulation. Mit n'ira pas rencontrer l'Alliance au sujet du rapport.

- Rwanda : ?

Consignes :

- sentir le pouls des autorités, sentir l'impact du témoignage

- prévoir l'expulsion (Biaro sera bientôt vide...)

- avoir une démarche active vers l'Alliance, à bxl [Bruxelles] aussi à l'Ambassade

- prévoir un retrait (total, pas partiel) de la région.



« MSF Accuse » **Courriel** du directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs et responsables de programme de MSF France et MSF Hollande, 21 mai 1997 (en français).

Extrait :

Philippe, Bernard, Brigitte,

Chers amis,

Après réflexion, permettez-moi de vous adresser ce petit courrier par rapport à notre témoignage autour des réfugiés Rwandais.

Jeudi soir, les DG [directeurs généraux] décident formellement sur une stratégie qui ne fallait pas donner [qui n'entraînerait pas] des retombées presse « type *Libération* » comme on en a eu (= diffusion avec mention de ne pas citer trop MSF).

Car vous vous étiez mis d'accord d'utiliser le rapport à un moment plus opportun (par exemple d'autres exactions à Mbandaka) et donc de ne pas mettre en danger nos opérations le week-end passé. Entre-temps, les Dir Ops [directeurs des opérations]

s'étaient mis d'accord formellement (même si c'était verbal) de ne pas diffuser la version draft du rapport, mais bien la version définitive après rectifications émises vendredi matin par les Dir Ops.

Je pars du postulat que chez MSF « mouvement entier » nous voulons faire du bien pour tous les réfugiés, soit avec des stratégies d'intervention « type bouclier », soit avec des stratégies de témoignage « type épée ».

Mais nous sommes évidemment au courant du fait qu'à l'intérieur de chaque section et entre sections, nous devons nous mettre d'accord sur les stratégies, car il y a beaucoup de différentes stratégies de témoignage.

Par contre, une fois une stratégie déterminée (donc jeudi soir) il faut la respecter.

Or, votre comportement est complètement en contradiction avec tout ce qui a été décidé :

1. Le rapport a été diffusé à un journaliste qui n'a pas gardé le silence sur MSF, au contraire, MSF ACCUSE...

M. Smith n'a peut-être pas reçu le message qu'il ne pouvait pas citer MSF comme il a fait... ? Simple négligence ? Alors c'est grave, oubli réfléchi ? Alors c'est pire !

2. Le rapport a été donné à *Libération* et *Le Monde* vendredi MATIN, avant d'avoir attendu les corrections et la version finale... et il y avait des éléments importants qui devaient être changés !

Aujourd'hui il y a deux versions du rapport.

Simple négligence ou acte réfléchi ? Tout ceci me fatigue !

Pourquoi encore se mobiliser pour faire des accords qui ne sont fondamentalement pas respectés ? Si les différents décideurs de MSF ne sont pas d'accord sur les stratégies de témoignage et s'ils croient que les compromis sur les décisions sont inacceptables et qu'il ne faut pas faire des accords qui paraissent boiteux, alors qu'ils en discutent ouvertement avant de prendre des décisions, mais je ne veux plus vivre encore une fois tout le bordel pour ne faire que finalement du *damage control*.

Aujourd'hui nous jouons avec les vies des gens sur le terrain et nous savons bien que ces titres de journaux mettent en effet en danger les gens sur le terrain et qu'ils n'ont pas eu la possibilité de s'organiser pour affronter les éventuelles conséquences d'un témoignage très dénonciateur.

Aujourd'hui, toutes sections confondues, nous avons quelque 60 expatriés et des dizaines de *staff* national sur place (Lubumbashi, Kinshasa, Goma, Bukavu, Kisangani, Gisenyi, Butare, Cyangugu, Kigali, Kalemie, Katana, Mbandaka) et nous ne pouvons pas continuer à jouer ce jeu.

Je trouve qu'on doit éventuellement témoigner très fort, et publiquement, je trouve le *timing* d'aujourd'hui pas très opportun, mais je crois qu'alors nous devons aussi donner la possibilité au terrain de se préparer et de comprendre ce message.

Aujourd'hui, les frontières du Congo sont fermées et les ressortissants français courent un danger. J'espère que vous vous rendez bien compte de la responsabilité que vous avez vis-à-vis des sections qui sont aujourd'hui responsables de la gestion opérationnelle et de témoignage sur le terrain ?

Je crois que cet incident très grave nous force de se mettre ensemble pour discuter et s'expliquer, car nous ne pouvons plus continuer comme maintenant.

A plus tard. Amitiés.



« Commentaires sur le rapport » Courriel de la **task force** communication, MSF Belgique à tous les départements communication de MSF, 20 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Les bureaux de coordination de terrain et les desks ici à Bruxelles ont décidé que la presse n'aurait pas d'accès direct aux équipes de terrain en particulier pour les commentaires sur le contenu du rapport qui est sorti ce week-end. Toutes les demandes de renseignement etc. doivent être transmises aux départements de la communication, car il est trop dur de demander au terrain qui est déjà au milieu d'une situation difficile, de fournir des réponses.

En cas de question sur ce que nous voulons exactement, il faut dire en gros que nous espérons que la nouvelle administration du Zaïre/Congo sera capable de répondre aux questions que nous soulevons dans ce rapport. Essayez de ne pas utiliser le terme « accuser » et comme toujours, dites que nos premières inquiétudes sont la santé et le bien-être des populations avec lesquelles nous travaillons (dont le fait que des gens manquent à l'appel).

Le mot « génocide » est apparu plusieurs fois et il est important de savoir que nous ne parlons pas d'un génocide, donc que non, ce n'est pas notre déclaration.

Vos commentaires, retours, idées sont les bienvenus.



Nous voulions au moins laisser aux équipes de terrain le choix de décider par elles-mêmes. Je me souviens qu'en tant qu'organisation, on ne pensait pas devoir partir. Mais on pensait qu'on devait au moins être ouverts – et dire aux gens du terrain : « Si vous ne vous sentez pas en confiance et en sécurité, bien sûr vous pouvez quitter la mission. C'est normal. Chacun peut partir à tout moment. » Ce n'était plus possible parce que le rapport était à la une le lendemain de la téléconférence. Je me souviens qu'après la téléconférence Lex [Winkler, directeur général de MSF Hollande] est venu m'en faire un compte-rendu mais ce n'était pas très clair pour moi. J'ai appelé Brigitte [Vasset, directrice des opérations de MSF France] parce que je travaillais avec son équipe depuis longtemps, donc je la connaissais bien. Elle m'a dit : « Il a déjà été envoyé à Libération. C'était l'accord de la téléconférence, je ne vois pas où est le problème. » Elle ne comprenait pas pourquoi je lui posais la question.

Wilna van Aartsen, MSF Hollande, responsable de la cellule urgence (en anglais).



Et le jour suivant, c'était dans Libération, ce qui pour moi était la preuve qu'au moment où nous tenions la téléconférence, l'information avait déjà été donnée à Libération. Ou était sur le point d'être donnée. Et là, ça a été l'enfer. Une fois le rapport publié, il n'y a plus eu qu'un seul point de vue à MSF Hollande. C'était que la confiance entre les sections MSF était détruite et que cela créait des risques pour les gens sur le terrain. Et le risque pour les gens du terrain, c'était la question la plus importante. Pas tant pour la question du témoignage et du message, mais pour le fait que cela avait été fait sans l'accord de MSF Hollande et de MSF Belgique. Au sujet du message lui-même, les avis étaient partagés. Certains disaient : « Bon, le message n'est plus utile de toute façon, à quoi ça sert ? Ça permet juste de nous libérer de nos émotions. » D'autres disaient : « Peut-être devons-nous témoigner parce que nous ne sommes pas très opérationnels, pas très actifs sur le terrain, donc c'est le moment de le

faire.» Donc c'était mitigé mais je pense que 100 % des gens étaient contre le timing et la façon dont cela a été conduit.

Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



Ma grande critique sur la publication dans Libération au-delà des processus de fonctionnement, de la qualité du texte etc, c'est qu'on a fait sortir ce document-là dans un journal français, alors que la France était totalement impliquée et que ce document cautionne quasiment la politique de la France. Il a d'ailleurs été complètement récupéré sur les ondes de Radio-France internationale et sur les ondes nationales par Juppé [Premier ministre français]. C'est à se demander dans quelle mesure MSF France n'a pas servi la soupe à la politique française.

Alex Parisel, MSF Belgique, directeur des ressources humaines (en français).



« MSF accuse », c'est la grande hypocrisie. On prend une décision, on envoie le texte. Je passe le week-end à l'AG [assemblée générale] de MSF Belgique. Je viens avec le rapport, j'annonce aux gens qu'on le sort. Pendant le week end, je suis interrogé par Stephen Smith de Libération etc « MSF accuse » sort le lundi matin. Faire croire à la surprise, en Belgique, no way [pas question] ! Et si je me souviens bien, Lex Winkler [Directeur général de MSF Hollande] était à l'AG de MSF Belgique. A cette époque on a perdu Jacques de Milliano [ancien directeur général puis président de MSF Hollande]. Donc le témoignage rapide pour MSF Hollande, c'est fini.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, directeur général (en français).



On était tous d'accord pour communiquer avec ce rapport-là. Il y a eu une semaine de négociations précises sur le contenu de ce qu'on allait dire, en particulier si oui ou non à ce stade-ci on accusait Kagamé. Moi j'étais contre le fait d'accuser nominale-ment le régime de Kigali. A tort ou à raison... C'est vrai qu'aujourd'hui l'image serait plus claire. Je pense que nous avons passé un accord là-dessus et que Paris est parti tout seul, a publié le rapport à l'insu de tout le monde dans Libération. On l'a appris en achetant le journal au kiosque. Encore une fois, ils vont dire : les autres traînaient tellement les pieds qu'il ne serait jamais sorti ! L'accord entre sections c'est que le rapport sortait la semaine suivante, le lundi ou le mardi et qu'on aurait une conférence de presse un peu partout en même temps.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



Moi je n'assume pas le titre de l'article dans Libération, je ne l'ai pas choisi. Stephen Smith, le journaliste n'assume pas non plus le titre. Il ne l'a pas non plus choisi. Donc qu'on ne nous reproche pas à nous des choix qui ne sont pas de notre ressort. Le jour où le rapport est publié dans Libération, je reçois un coup de téléphone de Daniel de Schrijver [Directeur de la communication de MSF Belgique] pour me dire : « C'est super ce que vous avez fait, nous aussi on a fait de la com [communication]. Ça a cartonné. C'est super, je suis très content ».

Et le même jour, coup de téléphone du directeur des opérations de MSF Belgique à Brigitte Vasset [directeur des opérations MSF France] : « Félicitations, c'est super bien ! » Brigitte vient

nous voir en salle de réunion et nous débriefe du coup de téléphone qu'elle vient d'avoir avec lui : « Tout se passe bien, je viens d'avoir le directeur des opérations de MSF Belgique, il est content etc. » C'est un moment où une réalisatrice est dans la salle pour tourner son documentaire sur MSF et cette scène est dans le documentaire. A ce moment-là, moi je n'ai pas de retour des Hollandais. En Hollande, il y a un gros problème. Erwin le directeur de la communication ne s'entend pas du tout avec les autres, c'est la pagaille. Donc la journée se termine comme ça et tout le monde est content.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Le 20 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila arrive en vainqueur à Kinshasa, la capitale de l'ex-Zaïre, rebaptisé Congo, dont il s'est proclamé le président.

Le contenu du rapport « Forced flight » [Forcés à fuir] est repris dans toute la presse internationale. La coordinatrice de la communication sur la crise zaïroise dans le mouvement MSF annonce à tous les départements de communication que toutes les sections acceptent de parler publiquement.



« Kabila atteint la capitale du Congo après 7 mois de conquête, » Howard French, **The New York Times** (États-Unis), 20 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Au cours d'un voyage qui a marqué la fin de l'une des plus spectaculaires campagnes de conquête du pouvoir qu'ait connu l'Afrique, le nouveau président du pays, Laurent-Désiré Kabila, est arrivé cette nuit de Lubumbashi, la capitale du Sud du pays pour prendre la capitale mais il n'a pas annoncé la composition de son gouvernement comme il l'avait promis. [...] si M. Kabila ne manque pas de soutien à Kinshasa, son mouvement rebelle est critiqué de l'extérieur. Selon Reuters aujourd'hui à Paris l'organisation de secours médical internationale Médecins Sans Frontières a publié un rapport affirmant que les forces de M. Kabila avaient planifié le massacre « de tous les réfugiés rwandais survivants au Congo, y compris les femmes et les enfants. » Le rapport affirme également que les organisations d'aide ont été instrumentalisées par les rebelles afin de trouver et tuer les réfugiés. « Les organisations humanitaires ont été à plusieurs reprises utilisées par l'armée pour localiser les réfugiés ou les attirer hors de la forêt afin de les éliminer » affirme le rapport de l'organisation.



« L'Alliance accusée de massacres de réfugiés » **The Guardian** (Royaume-Uni) d'après Reuters, 21 mai 1997 (en français).

Extrait :

Hier, Médecins Sans Frontières a accusé les dirigeants de la nouvelle République démocratique du Congo de vouloir exterminer les réfugiés hutus rwandais qui restent dans le pays.

L'organisation a déclaré que les réfugiés dans ce qui était le Zaïre avaient été massacrés ou affamés et que l'aide des agences de secours avait été systématiquement entravée.

« Dans une large mesure, ceci semble être le résultat d'une stratégie délibérée de l'Alliance destinée à éliminer tous les réfugiés rwandais qui restent, y compris les femmes et les enfants » a-t-elle déclaré.

[...] MSF a rapporté qu'un commandant de l'Alliance lui avait dit que « tous ceux qui sont dans la forêt sont considérés comme des ennemis ». Le rapport dit que les réfugiés avaient été tués de façon indiscriminée dans la forêt ou lors de l'attaque des camps, de la cadre de la « stratégie d'extermination ». « Les organisations humanitaires ont été utilisées régulièrement par les militaires pour localiser les réfugiés ou les attirer hors de la forêt afin de les éliminer. » a-t-elle déclaré.



« Congo-Zaïre : Médecins Sans Frontières accuse » (extrait du rapport publié le 16 mai 1997), **Document de quatre pages** envoyé aux donateurs de MSF France, fin mai 1997 (en français).

Extrait :

Notre témoignage n'a de sens que s'il suscite la solidarité.

Notre rapport a été largement repris et commenté dans la presse nationale. Nous sommes heureux que notre témoignage ait reçu un tel écho : les crimes perpétrés au Zaïre ne resteront pas dans l'indifférence. Il ne sera plus possible de dire « On ne savait pas ». Aux hommes politiques de prendre le relais pour faire pression sur les auteurs de ces crimes, pour qu'ils cessent, et soient jugés. Nous, Médecins Sans Frontières, continuons à assurer notre rôle : soigner les réfugiés, qui subissent aujourd'hui encore le harcèlement, qui continuent d'être les victimes d'une liquidation systématique.[...]

« Fin octobre et début novembre 1996, les troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre ont attaqué les camps de réfugiés de l'Est du Zaïre. (...) Depuis, les réfugiés rwandais mais aussi des Zaïrois déplacés ont souffert de la détérioration constante de leur situation. Tout au long de cette période, ils ont été victimes de graves violations des Droits de l'homme, subissant intimidations, mauvais traitements et assassinats, et se voyant refuser également une assistance et une protection suffisantes. »

Dans notre rapport, nous retraçons le cheminement des réfugiés rwandais qui fuient depuis six mois, vers l'intérieur du Zaïre, l'avancée des troupes de l'AFDL.

Nous sommes venus en aide à ces réfugiés dans les camps qui jalonnent la route de leur calvaire : au nord de Tingi-Tingi à Ubundu et Kisangani. Au sud, à Shabunda (région de Bukavu), et enfin au Nord-Kivu. Dans toutes ces régions, nous avons observé que les troupes de l'AFDL emploient plusieurs moyens pour liquider les réfugiés.[...]

1. Les réfugiés sont harcelés, leurs camps attaqués. Des milliers de nos malades ont disparu.[...]

2. Les réfugiés, hommes, femmes, enfants ont été assassinés.[...]

3. Médecins Sans Frontières et les autres organisations humanitaires rencontrent des obstacles pour accéder aux réfugiés, qui ont besoin de soins et de nourriture.[...]

4. Médecins Sans Frontières et les autres organisations humanitaires ont été utilisés comme leurre pour attirer les réfugiés et les assassiner.[...]

5. Nous savons qu'il existe des charniers.[...]

« A l'heure actuelle, la situation humanitaire des réfugiés ne peut être qualifiée que de dramatique. Dans une large mesure, cela semble être le résultat d'une stratégie délibérée de l'AFDL, visant l'élimination de tous les réfugiés rwandais restants, y compris les femmes et les enfants. L'obstruction systématique de l'AFDL aux efforts des organisations humanitaires pour alimenter les réfugiés et leur apporter une assistance médicale se traduit, de facto, par un déni de leur droit à une assistance adéquate. Beaucoup de

réfugiés sont morts de faim, d'épuisement, de maladie. D'autres ont survécu mais dans des conditions extrêmement précaires. L'AFDL a été insensible aux demandes répétées d'amélioration de l'accès aux réfugiés.»



« Message de Sam à toutes les sections » **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF sur la crise zaïroise, 20 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Ici Samantha - j'ai été mandatée par MSF Belgique pour donner un coup de main à coordonner les messages pendant quelques jours avant l'AG [Assemblée générale]

POINT RAPIDE /Eric Goemaere est à Kigali pour la question des rapatriés (donc attendez-vous à des informations plus générales quand demain Kabila et l'AFDL auront pris Kinshasa) et plus importantes aujourd'hui le rapport confidentiel complet de 10 pages (Forcés à fuir... et le rapport sur les chiffres ont été publiés dans *Libération* en France : - TOUTES LES SECTIONS SONT D'ACCORD POUR TOUT DIRE PUBLIQUEMENT ET PARLER DU RAPPORT – LES DEUX RAPPORTS SONT MAINTENANT PUBLICS !!!

INTERVIEWS - Voici le message pour *brief* les journalistes. Philippe Biberson [président de MSF France] à Paris et le directeur des opérations de MSF Belgique à Bruxelles sont disponibles pour des interviews. Personne du terrain ne parle aujourd'hui.

C'EST UN APPEL A LA RESPONSABILITÉ DES NOUVELLES AUTORITÉS (les nouveautés sont dans le rapport des chiffres).

- Selon les chiffres du HCR, 190 000 réfugiés sont encore portés manquants. Beaucoup sont morts de faim et les récits de massacres systématiques ou isolés sont récurrents. Personne ne sait exactement ce qui leur est arrivé.

- Maintenant que la guerre est officiellement terminée et que les nouvelles autorités sont au pouvoir et ont tout le contrôle, ils (Kabila et l'AFDL) doivent assumer ces responsabilités.

- Depuis octobre 1996, les réfugiés ont été forcés à se déplacer en fonction de la ligne de front et ils ont été considérés comme une cible militaire – aujourd'hui la guerre est finie et MSF demande que la protection à laquelle ils ont droit leur soit apportée et qu'ils ne soient plus soumis à des attaques, que les malades et les blessés reçoivent une assistance et que les forces armées leur garantissent la sécurité ; que le retour soit mené avec un minimum de dignité et de capacité de choix et que l'assistance puisse atteindre ceux qui se cachent dans la forêt.

- Accès complet des commissions d'enquêtes internationales pour enquêter sur les massacres et pour aider les agences à trouver et assister les réfugiés.

- Médecins Sans Frontières réaffirme son engagement et sa disponibilité à coopérer pour assister les réfugiés et la population locale.

AUTRES POINTS A CONSIDÉRER

- Sous aucun prétexte, nous ne parlons de génocide : plutôt de massacres systématiques et circonstanciés – mais plus important : où sont les réfugiés ?

- Nous ne voulons pas d'un retour à l'époque de Mobutu – il existe maintenant une chance de remplacer un mauvais gouvernement par un autre plus responsable.



Il y a eu une journée pendant laquelle on n'a pas arrêté de répondre à des coups de téléphone venant de partout, de France, d'Europe, des États-Unis... On ne pensait pas que ce rapport aurait cet écho, parce que pour nous ce n'était qu'une compilation d'informations qu'on avait déjà publiées par morceaux ou qui étaient déjà sorties ailleurs, il n'y avait aucun scoop. Le rapport est sorti très tard, et le fait qu'il ait été repris comme ça, c'est la preuve que les journalistes voulaient sortir cette information plus tôt, mais qu'ils man-

quaient de sources. Ils avaient sans doute besoin d'une caution. Il faut bien dire que sur le terrain, le travail n'était pas facile pour les journalistes. Il leur était quasiment impossible d'obtenir des autorisations. Seul un très petit nombre de journalistes a eu accès et ce n'était pas facile pour eux. A MSF non plus nous n'étions pas très coopératifs avec eux. On n'avait pas le droit de diffuser le rapport car c'était un rapport confidentiel. Alors on briefait les journalistes oralement avec le contenu du rapport. Mais comme on leur donnait des contraintes du genre : « Ne citez pas MSF, la seule solution pour vous c'est de vous rendre sur place... Mais on sait que sur place vous allez avoir des difficultés incommensurables », c'était assez compliqué ! Kisangani paraissait a priori plus facile à traiter, mais il y avait toujours des problèmes d'accès et les équipes MSF restaient dans le factuel. Il fallait leur arracher qu'il y avait eu des bousculades pendant les rapatriements ou qu'il y avait des blessés par balle. Même avant la sortie des rapports, la coordination d'équipe faisait peser la menace de la sécurité.

Anne Guibert, MSF France, chargée de communication (en français).
Propos recueillis par Anne Fouchard (septembre 1997).



Ce rapport a fait plus de bruit que les autres. En première page de Libération, ça fait du bruit. C'est la première fois que MSF avait une page pleine dans Libération. J'ai l'impression qu'à une certaine échelle les médias internationaux savaient déjà et acceptaient la réalité de l'existence des réfugiés. Mais pas qu'il y avait une stratégie de massacre et que le FPR en était directement responsable... Les médias anglophones ont moins repris. Mais il est impossible de faire une première page dans Libération sans que les autres médias le sachent. Alors pour des raisons tactiques, certains l'ont repris, d'autres non. Mais ils le savaient tous.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



MSF a publié un rapport condamnant les actions de l'AFDL qui a troublé beaucoup de leurs collègues. Moi j'ai utilisé ce rapport et avec un très bon résultat. On sait très bien que si on se construit la réputation de toujours se plaindre, les plaintes perdent de leur puissance. Mais lorsqu'une organisation comme MSF choisit de dire à un certain moment : « On en a trop vu, on est obligé de parler maintenant » cette décision de parler a une certaine puissance. Cette déclaration a servi à quelque chose. Le fait de pouvoir citer MSF a rendu cet article plus puissant que d'autres articles où j'étais obligé de citer des sources anonymes. Dans le journalisme, les sources ouvertes sont toujours plus puissantes que les sources anonymes. Bien sûr, je ne peux pas m'imaginer conseiller à MSF ou à une autre ONG de prendre de telles décisions. Mais en tant que journaliste, je peux constater que les deux décisions, parler publiquement ou pas, sont valables.

MSF est une source crédible. Mais il faut signaler que pour la presse américaine, comme MSF est d'origine européenne, il y a une moins bonne connaissance de l'organisation. Pour le lecteur ordinaire qui est la cible touchée par l'intermédiaire des journaux, une déclaration de MSF a moins de poids qu'une déclaration d'Amnesty International, qui est plus connu aux États-Unis.

Jim Rupper, Washington Post, correspondant pour l'Afrique de l'Est en 1996 et 1997
(entretien réalisé par Anne Fouchard, le 19 septembre 1997, (en français).

Sur le terrain, les équipes MSF réagissent avec colère à la publication du rapport, car certaines d'entre elles n'ont pas été prévenues que le document serait rendu public. Elles regrettent qu'avant d'être diffusé à la presse il n'ait pas été d'abord présenté à l'AFDL, dont elles redoutent les réactions.

Le Directeur général et le Directeur des opérations de MSF France envoient une lettre d'explications aux équipes de terrain travaillant en République Démocratique du Congo (Ex Zaïre) ainsi qu'aux responsables de programme des sièges européens.



Lettre de Pascal Vignier, coordinateur MSF France à Kinshasa au directeur général, au directeur de la communication et au responsable de programme de MSF France, 20 mai 1997 (en français).

Extrait :

Salut Paris,

Absolument ravi de constater que les sièges sont capables de se comprendre et de s'entendre, enfin, pour dénoncer la situation des réfugiés hutus au Zaïre, merde, au Congo démocratique, je constate pourtant que vous semblez oublier l'existence des équipes belges et françaises présentes à Kinshasa, ce qui représente, au bas mot, une quarantaine de personnes, ce qui est navrant, d'une part, et dangereux, d'autre part. Navrant, puisque au moment où je suis censé rétablir le contact avec les nouvelles autorités, j'ignore totalement que, plus indirectement, vous vous êtes chargés de nous rappeler au bon souvenir de ces dernières.

Vous allez penser que j'ai l'esprit trop rond, mais, pour tout vous dire, ce n'est pas avec un tel discours que j'envisageais de me présenter aux nouvelles administrations. Mais enfin, je suis prêt à changer mon fusil d'épaule, à condition d'être informé sur la politique de communication que vous nous choisissez.

Par ailleurs, je suis le premier à vous suivre sur le fond du dossier, car, je vous le rappelle, il n'y a pas si longtemps, j'étais de ceux qui étaient les témoins directs de ce que subissent les réfugiés. Vous savez, Tingi-Tingi ! Vous auriez pu m'en parler, je ne m'appelle pas [...], directeur des opérations MSF Belgique, j'aurais pigé, je crois...[...]

Imaginez la Libération de Paris en 1944.

Les Parisiens sont dans la rue, tondeuse à la main, et MSF dénonce alors le bombardement de Dresde, puis, une petite équipe, part sillonner les rues dans une Citroën à gazogène dûment estampillée par des stickers et drapeaux réglementaires, car on leur a dit que ces accessoires contribuaient à leur sécurité.

C'est à peu près la situation dans laquelle vous nous avez mis, où la tondeuse est peu avantageusement remplacée par un pneu enflammé en guise de collier.

Heureusement que la presse est là pour nous informer, mais alors vous, c'est pas cette année que vous aurez le prix Albert Londres.

Mais enfin, si certains d'entre vous pensent que la communication ne passe pas par le terrain, j'ai un tuyau, afin qu'ils puissent s'épanouir vraiment.

Young & Rubicam recrutent des créatifs, qui rendent compte directement de leurs projets au directeur commercial, dernière porte au fond du couloir, à droite...



Lettre de Frédérique Marodon, administratrice MSF France à Kinshasa à la direction de MSF France, 20 mai 1997 (en français).

Extrait :

De qui se moque-t-on ?

Au dernier CA [conseil d'administration], le verrou du veto sur la communication a sauté mais il avait été maintenu 24 heures de sécurité pour prévenir les équipes.

Dans l'euphorie de votre entente entre sièges, il semble que les personnes sur le terrain sont des pions incapables de comprendre la haute stratégie des sièges donc pourquoi les informer. Par contre, dans le même temps, on leur demande de prendre des contacts rapidement pour continuer à travailler.

J'ose espérer que pendant la semaine des coordinateurs, vous ne mettez pas, pour la 26^e année, un débat sur la sécurité des équipes, car maintenant il suffit d'écouter RFI pour évaluer le risque.

Même si je suis complètement d'accord sur le fond du dossier et je pense qu'on aurait été capable de le soutenir, je suis complètement écoeurée par notre légèreté.

Le pion de service : Fred.



« Re : couverture média à la suite des “fuites” concernant le papier de position de MSF sur le Zaïre » **Message** de MSF Goma au responsable de programme et au directeur des opérations de MSF Hollande, 21 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

La couverture média à la suite des « fuites » concernant le papier de position de MSF sur le Zaïre continue à grossir. A part la une de *Libération* et du *Monde* dont vous nous avez informés, MSF a été directement cité dans plusieurs émissions sur TV5, RFI et la BBC, dont des interviews avec MSF Paris. Chacun de ces programmes est très écouté ici. Panorama de la couverture :

- BBC : Françoise Saulnier à MSF Paris a été interviewée au sujet du rapport de MSF. Elle a déclaré que MSF avait vu des cadavres résultats de la stratégie de l'AFDL de tuer les réfugiés, que l'AFDL nous avait refusé l'accès aux réfugiés et que MSF avait reçu des menaces de l'AFDL. En ce qui concerne les massacres systématiques de réfugiés, Saulnier a admis que MSF n'avait pas de preuves médico-légale de ces massacres, probablement parce que l'AFDL s'était débarrassé des cadavres.

- Dans une bonne contre-offensive soutenue par le correspondant de la BBC à Kinshasa, l'AFDL a nié toute responsabilité. L'AFDL a déclaré que Kisangani était une zone récemment libérée et donc difficile à contrôler. En outre, les soi-disant noyaux durs ou électrons libres de la multi-factionnelle AFDL, particulièrement les Tutsis, étaient difficiles à maîtriser dans leur désir de vengeance. Le correspondant de la BBC a ajouté que selon lui, pour toutes ces accusations, il n'y avait toujours aucune preuve de toutes ces atrocités sur le terrain.

- TV5 : citant l'article de MSF et une information des responsables sur place (citation), TV5 a interviewé Marc Gastellu à MSF France, bien que l'editing laissait penser que Gastellu parlait à partir Zaïre. Il a déclaré que l'AFDL faisaient en sorte que les réfugiés meurent de maladie, de la malnutrition et en les attaquant directement.

- RFI : à plusieurs reprises, dans les émissions du matin et du soir, RFI fait des récits en utilisant le même langage politique et accusateur que MSF. Ce matin, Philippe Biberson de MSF Paris a été interviewé.

- S'il vous plait, prenez note qu'aujourd'hui est la pire des journées, en matière de sécurité pour les équipes de Goma, pour que tout cela arrive. D'abord les opérations venaient de reprendre après la débâcle causée par les dernières communications. Ensuite, les attentes du public et les tensions sont à un niveau très élevé, étant donné les célébrations et les déploiements militaires de la parade victorieuse de l'AFDL ce matin (le HCR, MSF et toutes les autres ONG sont invités à se joindre à la parade, ce que nous n'allons pas faire).



« Réponse du terrain de MSF Hollande au Zaïre/Congo à la suite des « fuites » à la presse française du rapport de MSF Hollande le 19 mai 1997 » **Message** des équipes de MSF Hollande au Zaïre aux directeurs de MSF Hollande, MSF France, MSF Belgique et MSF Royaume-Uni, MSF Canada, MSF États-Unis, MSF Allemagne, à MSF Belgique Kisangani, Gisenyi, Kigali, Lubumbashi, à MSF Kampala, LCN Kenya, aux participants aux journées des coordinateurs de MSF Hollande, 21 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Le rapport « Forced Flight: une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre » a été distribué par MSF Hollande et a fait l'objet de fuites dans la presse française, via MSF France. Il a été publié à la une des principaux journaux français, dont *Libération* et il est largement couvert dans l'est du Zaïre par Radio-France internationale, le service mondial de la *BBC* et la télévision française par satellite *TV5*. Le rapport est attribué à MSF de façon explicite. Les radios et la télévision du Zaïre citent explicitement « *les responsables de MSF sur place* » comme source.

Les opérations de MSF Hollande dans l'Est du Zaïre ont complètement cessé. La sécurité des équipes est en alerte haute et des discussions auront lieu cet après-midi au sujet d'une éventuelle réduction des équipes de Goma et de Bukavu. Nous sommes obligés de reconnaître qu'il n'y a aujourd'hui aucun espoir d'accès dans la région, pas seulement à cause de l'Alliance, mais aussi à cause de la politique de MSF vis-à-vis de la presse. Une politique de « limitation des dégâts » vis-à-vis des nouvelles autorités ne semble pas être un choix réaliste dans le futur proche. La débâcle médiatique continue nous empêche d'établir un dialogue avec eux, en attendant que la « fuite » d'un rapport nous mette devant un fait accompli.

Si cette politique médiatique continue, nous courons de sérieux risques de représailles sur les opérations de terrain, ciblant spécifiquement des membres des équipes de MSF Hollande dans l'Est du Zaïre. Ces représailles seront présentées par l'Alliance comme commises par des « éléments durs, hors du contrôle central ». Les équipes du Kivu savent qu'au sein du mouvement MSF certaines personnes considèrent que les équipes de MSF Hollande ne courent aucun risque de représailles de la part de l'Alliance. « Ils ne nous toucheront pas », nous a dit le desk « urgence » à Amsterdam. Nous avons le sentiment qu'on considère que notre réaction à cette communication avec la presse est exagérée. Nous nous demandons, ici sur le terrain, si quelqu'un lit les rapports sur les incidents de sécurité que nous envoyons ? Ici l'équipe considère qu'elle peut rester opérationnelle seulement si MSF, à l'avenir, ne s'expose plus publiquement.

Les équipes de MSF Hollande dans l'Est du Zaïre, aimeraient recevoir, directement de Paris, une explication sur la raison pour laquelle elles peuvent se comporter de façon aussi irresponsable et aussi peu soucieuse de la sécurité d'une autre section sur le terrain, en organisant constamment les fuites dans la presse des rapports de MSF Hollande. Au vu des décisions qui ont été prises, il semble que Philippe Biberson, Jean-Hervé Bradol et Marc Gastellu et tous à MSF France n'aient pas réfléchi à notre situation ici avant d'ouvrir la bouche et nous sommes forcés d'entendre, impuissants, leurs commentaires dans la presse et d'en subir les conséquences ici au Zaïre.

MSF assume le mandat d'une organisation non politique et impartiale. Au Zaïre, il y a des atrocités commises des deux côtés, à tous les niveaux. Il s'agit d'une zone de guerre. Nos prises de parole publiques dressent le tableau d'un seul point de vue, alors que la réalité est beaucoup plus compliquée. Nous avons échoué à maintenir des contacts localement et à faire pression sur l'Alliance.

Avec ces rapports, MSF ne cherche pas seulement à taper sur l'Alliance. La stratégie consiste à avoir un dialogue non politique, à deux voies, basé sur des données médicales

solides. Le papier de position qui a fait l'objet d'une fuite et la réponse d'Amsterdam à notre plainte ont discrédité cette stratégie (que le desk Zaïre avait approuvée lors de sa visite à Goma en avril).

Les équipes de MSF Hollande au Zaïre aimeraient voir le directeur général et particulièrement le responsable de programme Zaïre de MSF Hollande à Amsterdam assumer la responsabilité de ce dysfonctionnement. Nous n'acceptons pas que personne ne soit prêt à le faire. Si cela continue, le siège de MSF Hollande devra cesser d'espérer garder la confiance des équipes.

Pour en finir avec certains mythes qui circulent actuellement, les équipes de terrain ne sont jamais informées des déclarations à la presse avant qu'elles aient eu lieu. La réaction d'Amsterdam à notre message de plainte du 17 mai (« Nous en avons marre... ») était pleine de sympathie, mais ne constituait pas une réponse adéquate. Communiquer avec les autres sections afin de mettre les désaccords sur la table a déjà été tenté auparavant. La preuve a été faite que les autres sections manquent du professionnalisme et de la dignité nécessaire pour respecter leurs engagements et faire des compromis en tenant compte des opérations locales et des priorités de sécurité.

Jusqu'à ce que nous ayons l'assurance que le terrain compte quand il s'agit de communiquer avec la presse et qu'il n'y aura plus d'information passée à MSF France ou de communiqués de presse sans l'accord du terrain, on ne trouvera plus aucune information concernant les Droits humains dans les sitrep et rapports venant de MSF Hollande au Zaïre.



Compte-rendu task force Zaïre, MSF Belgique, 21 mai 1997 (en français).

Extrait :

- MSF est en *stand by*, tout le monde est resté au bureau, seulement le personnel local travaille à [Luku]Lola. Le personnel local fait état d'une rumeur de problèmes entre MSF et AFDL et se pose des questions. William [Claus, coordinateur MSF Belgique] réunit le staff local pour calmer les esprits et faire un point sécuritaire.
 - William va commencer une « propagande » dans la presse locale pour dire ce que MSF fait dans tout le Congo.
 - William demande que MSF limite les intervenants interlocuteurs dans les médias.
 - Contre offensive de l'AFDL aux accusations : « Il y a des éléments tutsis incontrôlés dans la région. »
 - Les UNHCR sont aussi en *stand by* et il n'y aura pas de vol aujourd'hui. [...]
 - Message des autorités congolaises à deux journalistes allemands qui passaient la frontière à Goma : « N'allez pas voir MSF, ce sont des ennemis de l'Alliance. » [...]
- Dans certains journaux kinoïsis, on trouve des articles contre les ONG : « Les ONG n'ont pas à dicter leur attitude aux politiques. C'était peut-être bon du temps de Mobutu, ce ne l'est plus avec Kabila ».
- Un bateau affrété par PAM et MSF avec bouffe à destination de Kin[shasa] basé au RCA [République centrafricaine], n'a pas eu l'autorisation de passer la frontière RCA-Congo. [...]

Rwanda :

- Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique] doit rencontrer le ministre de la Santé aujourd'hui.
- Des médecins locaux ne veulent pas soigner les réfugiés. Ils affichent leur dégoût.
- Mortalité : 15 à 10 000 par jour.

- Seulement 2 000 pers[onnes] dans les camps de transit, les réfu[gié]s sont remballés dans leur commune.

Sécu[rité] :

De plus en plus d'incidents dans le nord.

Communication-Rwanda :

- Très *touchy* point de vue sécu[rité].

- Ou bien c'est Eric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique] qui communique.

General communication :

- Pour éviter de tenir des discours différents dans chaque section, on peut déterminer des personnes de contact sur le terrain à qui référer tous les journalistes. Attention car menaces directes sur le terrain.

De toute façon, ça n'empêche pas les sections de communiquer.

Dominique [Boutriaux, responsable de programme MSF Belgique] n'arrêtait pas de répondre à des interviews à Kis[angani] et Paris a quand même sorti 3 communiqués de presse dans la même période.

- Ne pas céder à la pression exercée par Paris de communiquer sur le Rwanda.



Lettre d'Olivier Antonin, équipe de MSF Belgique à Kinshasa, aux directions de MSF France, MSF Belgique, MSF Hollande, 22 mai 1997 (en français).

Extrait :

Aux Fanfans les Tulipes,

« Pluie en novembre, Noël en décembre » (proverbe belge)

« En mai fais ce qu'il te plaît » (dicton français)

Lettre ouverte aux cons qui voudront la lire, mais surtout, à tous nos cons de directeurs. Excusez du peu, mesdames, messieurs, nos directeurs, mais une fois de plus, vous venez de prouver aux petits cons du terrain que nous sommes que le dialogue terrain-siège n'a pas lieu d'être sur une chose aussi grave que le témoignage.

Bien mieux, fort de la glorieuse victoire internationale d'avoir réuni trois sections sur ce thème, vous avez tout simplement oublié qu'il y avait des équipes qui œuvraient à quelques taches subalternes, à Kisangani auprès de 5 000 réfugiés, à Mbandaka (locales il est vrai) auprès de 2 000 réfugiés, à Kinshasa pour ramasser 200 cadavres et soigner 200 blessés.

Mais la dure loi de l'arithmétique médiatico-humanitaire faisant, il manquait quelques zéros à ces chiffres pour daigner un instant imaginer que cela puisse peser dans la balance de 200 000 personnes disparues. Excusez encore ce cynisme déplacé, c'est ma connerie d'homme de terrain qui essaie de s'exprimer.

Alors vu de loin, malgré les télécel [téléphone cellulaire], fax, standard et autres moyens de communication instantanés, qui semble-t-il n'ont pas fonctionné avant le témoignage (rassurez-vous dès mardi matin tout était réparé), il semblerait donc que les Hollandais ont tardé à rendre le rapport corrigé, que les Belges ont merdé entre les différents services pour savoir qui était vraiment responsable de quoi, au point que le desk Zaïre a appris mardi matin la sortie du rapport, il avait donc du mal à prévenir les équipes avant et enfin que les Français ont dérapé au niveau de l'utilisation de ce témoignage dans la presse.

Cependant, techniquement, c'est une réussite : RFI reprenait tout les quarts d'heure ce témoignage tonitruant mardi et mercredi. Bib [Philippe Biberson, président de MSF France] enfonçait le clou sur Antenne 2 en déclarant qu'on n'avait pas accès aux réfugiés à Kisangani il y a six mois à cause des troupes de l'AFDL, alors qu'à ce moment c'était encore les FAZ et FAR qui bloquaient ! Même Juppé, en mal d'élection, reprenait sur A2

[Antenne 2] mercredi soir que la France avait été le seul pays à dénoncer le calvaire de ces 200 000 réfugiés, toute allusion au rapport de MSF n'était que fortuite...

« *En tout cas* », comme on dit ici au Congo (ex-Zaïre), l'amalgame n'a pas échappé ici sur le terrain parmi la population.

Résultat ? Arrêt des activités à Kisangani et mise sous surveillance des expats [expatriés], expulsion des Français de MDM à Goma, non-accès expat à Mbandaka, et à Kinshasa, plus de logo MSF tellement nous sommes fiers d'appartenir à notre association, dont les « dirigeants » ne pouvant plus s'occuper des populations en danger qu'à partir des capitales européennes, mettent les expats en danger sur le terrain, et même le personnel dit « local ». [...]

Je voudrais enfin alerter l'assemblée générale de MSF à Paris, car la gravité de l'irresponsabilité de nos directeurs, trois sections confondues, est une chose, l'opportunisme politicien de la section française avant l'AG en est une autre.

Car la cible de l'opinion française pour serrer Kabila était-elle la bonne ? Certainement non, 10 fois non, vu les antécédents de la politique française dans le coin et vu que les 3/4 du pays ont déjà été vendu aux intérêts des Américains.

Sortir ce rapport le jour où Kabila entrait à Kinshasa, cela allait-il le faire réfléchir plus sagement ? La question reste sans réponse jusqu'ici...

Par contre, il était certain que les journalistes allaient se jeter dessus, et donc que la presse française reprendrait, puisque le directeur de la com[munication] ouvrait les vannes, et les autres directeurs pouvaient se faire mousser devant une AG ébahie de voir qu'il y en a à MSF, qui ont encore des couilles pour témoigner... de très loin toutefois ! [...]

Olivier Antonin

mâle, de race blanche

de nationalité française

- ex MSF Belgique au Mali en 1986-1987,

- ex MSF France au Kurdistan en 1991,

- ex NDPP (ne doit plus partir) MSF F de 1991 à 1996 pour avoir trop ouvert sa gueule en Irak,

- urgence MSF Belgique et AEDES [Agence européenne pour le développement et la santé] 1992-1995 (Somalie, Zaïre, siège BX [Bruxelles], Tadjikistan),

- membre du pool d'urgence MSF Belgique depuis 2 ans,

- veut bien assumer un nouvel NDPP toutes sections confondues pour être politiquement incorrect.



Lettre de Nicolas Van Bunnan, administrateur de MSF Belgique au Zaïre, au responsable de programme « à transmettre à toutes les personnes concernées », 22 mai 1997 (en français).

Extrait :

Le mardi matin, dès la sortie du lit, nous avons eu la « joie » d'entendre sur les ondes radio un communiqué de presse de la part de MSF accusant l'AFDL des pires atrocités à l'égard des réfugiés rwandais présents sur le sol de l'ancien Zaïre.

Notre première réaction a été : « Voilà encore un coup bas de MSF France qui, n'ayant pour ainsi dire aucune équipe présente sur le terrain, se permet de vociférer tous azimuts et de faire entendre son classique et mélodieux chant du coq sans se soucier aucunement de la merde dans laquelle elle fout les autres sections actives dans la République démocratique du Congo ».

Quelles n'ont pas été notre surprise et offense, quand nous nous sommes rendus compte que l'équipe MSF de Kin[shasa], n'était aucunement au courant de l'affaire et lorsque nous avons appris que le communiqué de presse provenant non seulement de MSF France, mais aussi de MSF Hollande et, pour parfaire le tout, de MSF BELGIQUE !!! Comble du comble, quand nous contactons le desk Congo pour obtenir quelques explications, ils nous disent qu'ils n'ont pas été mis au courant. [...]

Afin d'éclaircir les origines de cette faute énorme, j'invite vivement les différentes sections MSF à organiser une commission d'enquête tripartite qui aura pour tâche de désigner les coupables éventuels et de déterminer les causes des dysfonctionnements ou plutôt du non fonctionnement du système de communication. Nous aurons ainsi tous les éléments en main pour éviter la répétition de telles fautes. N'oublions pas aussi qu'une faute avouée est une faute à moitié pardonnée.



« **Point communication** urgence Zaïre/Rwanda » 22 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Contrôle des dégâts au sujet du rapport.

Hier, William [Claus, coordinateur MSF Belgique] a rencontré le gouverneur de Kisangani pour discuter de l'effet négatif du rapport sur l'Alliance. William a répondu que le rapport avait été publié avant la chute de Kinshasa et que c'est la presse qui avait profité de la coïncidence pour lancer des accusations contre l'Alliance. Il a aussi dit que MSF était intéressé à travailler avec l'Alliance pour assister les réfugiés et stabiliser leur état de santé en préparation au rapatriement au Rwanda.

Le gouverneur a demandé que nous communiquions activement sur le fait que les accusations étaient fausses, mais William a suggéré que la meilleure stratégie restait le silence. Le gouverneur a accepté cette suggestion de profil bas.

Les incidents de sécurité de Goma.

MDM a décidé de retirer son équipe de six expatriés à la suite d'une tentative d'arrestation de son coordinateur logistique à l'aéroport. On dit qu'il a été accusé d'espionnage. Il a été libéré après l'intervention du HCR et il est parti en voiture avec son équipe pour Kampala.

OXFAM a suspendu ses activités pour la semaine à la suite d'un incident au cours duquel le personnel a été passé à tabac. MSF va réduire son équipe de sept expatriés dans les jours à venir. Dans le même temps, deux expatriés attendent de venir à Kisangani et deux autres en route pour Kigali, sont avec l'équipe de Goma.

Kigali

Requête du chef de mission

En raison du stade crucial des négociations sur le retour des réfugiés dans leur communes d'origine, et de la tension extrêmement élevée qui règne dans le pays, s'il vous plaît soyez sélectifs dans votre communication sur le Rwanda, si vous avez à parler. N'utilisez que des informations factuelles.



« **Lettre d'explication** » de Philippe Biberson, Bernard Pécoul, Brigitte Vasset, président, directeur général et directrice des opérations de MSF France à toutes les équipes de toutes les sections en RD Congo (ex-Zaïre), à tous les desks en Europe, 23 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Tout d'abord nous aimerions nous excuser auprès de vous tous. Pour nous directeurs de MSF, la sécurité de nos équipes est extrêmement importante. Si un manque de clarté dans l'information vous a mis dans une situation difficile, voire même dangereuse, nous voudrions que vous sachiez à quel point nous en sommes désolés.

Comme nous savons qu'il n'existe entre nous aucun désaccord quant à l'analyse des faits (le fond) nous aimerions vous donner quelques explications concernant la manière dont les choses se sont passées (la forme).

1. Jeudi 15 mai : accord sur la version finale du rapport intitulé « Fuite forcée : une stratégie brutale d'élimination dans l'Est du Zaïre »

2. Ce rapport est la suite du rapport intitulé « MSF témoigne de l'élimination physique des réfugiés rwandais du Kivu » qui a été largement distribué depuis vendredi 25 avril (il est en particulier disponible sur le site internet de MSF.)

3. Au cours d'une téléconférence entre les directeurs généraux des sections belge, hollandaise et française de MSF, le jeudi 15 mai, il a été décidé de distribuer ce rapport à un groupe ciblé de journalistes. L'objectif était d'obtenir des articles importants sur la situation des populations réfugiées dans le Kivu depuis novembre 1996. Il a été par la suite décidé que la communication concernant les événements au jour le jour dans la région de Kisangani serait coordonnée par Bruxelles.

4. A Paris, le rapport a été donné à deux journalistes, l'une travaillant pour *Le Monde*, l'autre pour *Libération*. *Le Monde* a publié un article important en page 3 dans son édition du lundi (datée du mardi 20 mai.)

Le lundi 19 mai, le journaliste Stephen Smith de *Libération* a interviewé plusieurs personnes, afin de compléter l'information couverte par le rapport. Nous avons tous été très surpris de découvrir le mardi matin que le comité éditorial de *Libération* avait décidé de faire la une avec cet article, ce qui a eu pour conséquence de donner un poids considérable à notre advocacy.

Nous espérons pouvoir discuter de tout cela dans le détail avec vous, dans un futur proche.



On a fait une énorme bêtise. Le responsable de programme à Paris s'est fait « remonter les bretelles » parce que le terrain n'avait pas été mis au courant. On ne pouvait pas imaginer que les gens de Kinshasa n'avaient pas été mis au courant de tout ce qui était en train de se préparer. On a oublié de faire la jonction entre l'opérationnel et la communication. Certains ont pensé que ce qui se passait à Kisangani n'allait pas avoir de répercussion à Kinshasa... Le lundi matin, l'équipe de Kinshasa, nous a insultés. Frédérique Marodon [coordinatrice MSF France à Kinshasa] ne nous a pas insulté sur le contenu, mais elle nous a dit « vous êtes inconscients ». Et là je lui ai donné raison. En revanche, Mit Philips [coordinatrice MSF Belgique à Kinshasa] nous accusait sur le fond.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, directeur général (en français).



J'ai discuté avec le terrain. Je pensais que nous ne devions pas seulement diffuser le rapport mais aussi nous confronter avec les autorités sur le terrain – on devait le leur donner et leur demander « comment est-ce possible ? » Ne pas accuser mais demander « comment est-ce possible ? » J'ai discuté avec un responsable de l'équipe de Goma qui m'a répondu : « Es-tu folle ? Jamais on ne pourra faire ça ! » Bien sûr, les volontaires étaient en colère. Après la diffusion du rapport – l'équipe de Goma avait donné son accord, mais quand il a été diffusé ils étaient en colère après moi – très en colère et un certain nombre d'entre eux ont démissionné. Ils ont dit qu'ils démissionnaient non seulement de leur mission à Goma mais aussi de MSF en tant qu'organisation. Cela a changé plus tard, mais j'ai reçu plusieurs lettres de personnes qui disaient que je n'avais pas géré cette histoire correctement. La personne responsable à Kinshasa a également démissionné. Et ils ont envoyé leurs lettres dans tout le réseau MSF. Cela a été un gâchis total. Après cela - en juin - j'avais besoin de vacances. J'avais l'impression de ne pas savoir ce qui allait m'arriver. J'avais l'impression que j'étais la coupable. Mais je n'en étais pas certaine.

Wilna van Aartsen, MSF Hollande, responsable de la cellule urgence (en anglais).



Cette campagne agressive de communication, elle avait commencé depuis un mois, au lendemain du CA [conseil d'administration] avec Marlène. Il y avait déjà eu un rapport de MSF dénonçant l'extermination etc. S'ils souhaitaient retirer leurs équipes parce qu'on pratiquait ce type de communication, ils avaient eu un mois pour le faire. S'ils ne le faisaient pas c'est qu'ils ne retireraient pas leurs équipes. La preuve c'est qu'ils les ont laissées jusqu'à la fin, jusqu'à Kasese et Biaro, jusqu'à couvrir des massacres. De toute façon leur obsession c'était de rester sur le terrain à tout prix. Tous les secteurs des opérations savaient qu'on allait sortir ce rapport dans les jours qui venaient. Ce sont eux qui n'ont pas prévenu leurs équipes de terrain parce qu'ils n'assumaient qu'à moitié leur position politique. A MSF France non plus, ils n'ont pas prévenu l'équipe de la section française qui était à Kinshasa à cette époque-là. Juste au moment où Kabila reprend la ville de Kinshasa, sort l'article dans Libération et toutes les radios internationales disent « MSF cartonne Kabila ». L'équipe MSF n'est pas très à l'aise, évidemment ! J'ai discuté avec des gens de cette équipe-là qui sont venus m'en parler. Ils m'ont dit : « On est tout à fait à l'aise avec la position mais on aurait aimé être prévenu parce que pour nous c'est un peu dangereux. » Je leur ai répondu : « JJe comprends très bien votre point de vue, adressez-vous à votre responsable des programmes et à la direction des opérations. C'est leur travail. Mais ne venez pas me le dire à moi, le directeur de la communication. Ce n'est pas à moi de prendre ces décisions avec vous. » Brigitte, la directrice des opérations a eu le mérite de reconnaître : « Je n'ai pas été très claire dans ma façon de vous prévenir. Je ne vous ai pas prévenu spécifiquement de cela, alors que je le savais. C'est de ma faute. Je reconnais que c'est une erreur. »

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).



Les équipes sur le terrain voulaient se mettre à l'abri. Notre position en général à MSF Belgique c'était : on témoigne et on reste. En général, on n'a pas peur de témoigner parce que quelque part ça renforce notre position et notre sécurité, contrairement à ce qu'on pense en général.

Nos volontaires sur le terrain n'avaient pas cette expérience de témoigner d'abord. Le coordinateur à Kisangani n'avait jamais travaillé dans une situation pareille. On envoyait de nouveaux volontaires tous les mois, un coordinateur toutes les trois semaines. On a donné le

rapport et puis ça a éclaté dans la presse et suite à ça, plus personne du terrain n'a voulu discuter avec le siège. Chaque décision prise par le siège sur ce sujet-là était balayée, que ce soit dans les sections française, belge ou hollandaise. Mais surtout pour les sections belge et hollandaise. Les équipes sur le terrain voulaient communiquer les rapports en priorité aux autorités congolaises, et à Kabila en territoire rebelle. Là-dessus, je n'étais pas d'accord avec elles. Le terrain a aussi fortement discuté sur les preuves. Les équipes voulaient avoir des preuves des tueries avant de communiquer. Et ça, c'était inacceptable. C'est vrai qu'il n'y avait pas beaucoup de preuves au moment même parce qu'il n'y avait pas d'accès... Mais de toute façon, il y avait les récits. On n'avait pas beaucoup de témoignages directs à ce moment-là, mais je crois qu'on avait un chauffeur de camion qui avait raconté, en rentrant des camps, qu'il avait entendu des rafales de mitraillettes et qu'il avait dû enterrer des gens etc. Qu'est-ce qu'il leur fallait de plus ! Et tout cela a fait traîner. Il y a eu une discussion sur le terrain pour gagner du temps, pour évacuer les gens etc. Tous ces processus de témoignage, c'est de la bêtise ! Je ne suis pas d'accord avec ça. Je trouve qu'on ne peut pas installer des procédures pour ça. Il faut voir quelle stratégie utiliser au coup par coup. il faut sensibiliser d'abord les autorités...si elles sont sensibilisables. Mais Kabila ne l'était pas. Il y avait quand même un bon nombre de gens qui n'étaient pas d'accord avec ce témoignage. Mais la décision était prise donc il fallait l'appliquer. Il y a eu des provocations, ils ont dû être plus prudents, je crois. On n'a pas eu de menaces directes mais indirectes plutôt. Des camions qui passaient, avec des passagers qui chantaient des slogans contre les étrangers etc.

[...], MSF Belgique, directeur des opérations (en français).



De nombreux coordinateurs ont peur d'approcher directement les autorités locales, régionales ou nationales. Mais si on ne le fait pas régulièrement, on doit rester complètement silencieux. Sinon on met les équipes en danger. Faire des déclarations publiques sans avoir parlé avant avec les autorités les incite à nous soupçonner d'espionnage. En conséquence on doit éviter de prendre la parole publiquement si les contacts avec les autorités ont été insuffisants. Une fois que vous y êtes, vous y êtes. Bien sûr il faut trouver le ton juste pour ces conversations. « Nous sommes très intéressés par les changements que vous avez promis. Maintenant pouvez-vous nous aider à régler quelques problèmes ? » En même temps le message peut être très direct. Je n'ai aucun problème moral à développer des relations directes avec les autorités. Parler ne signifie pas collaborer. Une fois ces contacts construits, dans certains cas on peut faire des déclarations publiques. Comme nous l'avons fait pour dénoncer le sort des réfugiés au sud de Kisangani. Cela a permis de sauver la vie d'au moins 50 000 réfugiés. Je suppose que nous devons juste apprendre à vivre avec ces grandes différences entre les Hollandais qui écrivent des rapports solides, comme ceux des Nations unies et les Français qui sont très « médiatiques ». Mais pour être honnête, en ce qui concerne le témoignage, aussi fâchée que je sois avec les Français au sujet de leur comportement pendant la crise du Zaïre, je me sens finalement plus proche d'eux que des Hollandais.

Dr Dominique Boutriau, MSF Belgique, responsable de programme - interview d'Erwin Van't Land dans « Entretiens sur le témoignage », septembre 1997 (en anglais).



Ils ont arrêté les opérations immédiatement. Cela a pris plusieurs jours pour faire sortir les gens de Shabunda, mais il n'y a eu aucune attaque de la part des Congolais ou de Kabila. L'information a été immédiatement diffusée par la radio au Congo. Dans certains cas, les Congolais l'ont appris avant MSF. Mais il n'y a pas eu de problèmes de sécurité. Nous avons été convoqués chez le gouverneur de Goma et plus tard, je crois chez celui

de Bukavu et MSF a été menacé, pas physiquement, seulement verbalement. Mais ça c'est calmé au bout d'un moment.

Pim De Graaf, MSF Hollande, directeur des opérations (en anglais).



J'avais pris des vacances. Je revenais et c'était la panique au siège au sujet de Libération... Le titre ne m'a pas choqué. C'était bien. Je me demandais seulement: « Pourquoi maintenant ? » ça arrivait si tardivement !

Au siège, le gros du débat concernait la dénonciation. Devions-nous faire la une avec le titre « MSF accuse » ? Devions-nous accuser ? Je pense que nous le pouvons. Pour moi ce n'était pas un problème. Le problème c'était plutôt : « Mon dieu, un mois trop tard ! » La grande contrariété à Amsterdam venait essentiellement du fait de la présence d'une mission de MSF Hollande à Bukavu. Il y avait toujours un intérêt à rester à Goma et Bukavu. Ils n'avaient même pas eu le temps de prévenir les équipes, de prendre des mesures de sécurité, de réduire les équipes. On était d'accord sur la nécessité de le faire. En ce qui me concerne, j'étais plutôt sur la ligne : « A quoi ça sert après tout ce temps ? » C'était plutôt ça mon problème. Mais ici, au siège, c'était plutôt parce que les procédures n'étaient pas respectées et que cela mettait la vie des expatriés en danger. Le danger venait plutôt du titre : « MSF accuse Kabila de massacrer ». Et c'était plus de l'ordre de : « Si on fait une déclaration en tant qu'organisation, on est considéré comme un ennemi par Kabila. »

*Marcel van Soest, MSF Hollande, coordinateur à Goma, Janvier à mars 1997
(en anglais).*

Le 22 mai 1997, le *New York Times* révèle que l'AFDL a reçu une aide importante de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Angola et de la Zambie.

L'ambassadeur des États-Unis au Rwanda déclare à l'équipe de MSF que, selon lui, leur organisation sert les intérêts politiques du gouvernement français.

Au Rwanda, les équipes de la section belge de MSF s'inquiètent de l'état de santé des réfugiés rapatriés dans les communes.



« Les voisins du Congo ont joué un rôle crucial dans la guerre civile », James C. Mc Kinley Jr, ***The New York Times*** (États Unis), 22 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Quand les rebelles de Laurent Kabila ont conquis la capitale ce week-end et l'ont catapulté à la présidence, ils n'ont pas agi seuls.

Selon des diplomates et des responsables politiques étasuniens, du début de la guerre, à l'automne dernier, jusqu'à la chute de Kinshasa samedi, les forces de M. Kabila ont reçu un soutien conséquent de plusieurs pays voisins qui avaient intérêt au renversement du dictateur de longue date, Mobutu Sese Seko. L'aide militaire est arrivée sous différentes formes du Rwanda, de l'Ouganda, de Zambie, et d'Angola – États dont les gouvernements qui ont tous nié leur implication. Ce soutien allait de la fourniture de conseillers militaires à l'entraînement, du transport aérien au matériel. A quelques occasions, les troupes étrangères ont même traversé la frontière pour combattre auprès des rebelles. Et des

milliers de volontaires tutsis de l'Ouganda et du Rwanda ont rejoint la rébellion par sympathie pour leurs parents d'ici. [...]

Les motifs de ces soutiens silencieux sont divers. De nombreux Tutsis du Rwanda voulaient une revanche sur les militants hutus qui ont fui le Zaïre - nom du Congo sous Mobutu - après avoir pris part aux massacres des Tutsis au Rwanda en 1994.

L'Ouganda et l'Angola en avaient assez que Mobutu abrite des guérillas à leurs frontières. Et la région entière était entraînée vers le gouffre par la catastrophe économique engendrée par le système corrompu de M. Mobutu.

Comme l'aide militaire étrangère a été tenue secrète, l'ampleur de l'interférence étrangère dans la guerre civile qui a donné un nouveau gouvernement et un nouveau nom au pays pourrait ne jamais être rendue publique.

Mais des diplomates et des responsables américains affirment que les voisins du Congo ont joué un rôle crucial dans la montée au pouvoir de M. Kabila, en particulier les Angolais et le gouvernement dirigé par les Tutsis du Rwanda. Il reste à voir quelle est la dette de M. Kabila à leur égard.

« L'Alliance rebelle a un coupable secret » déclare un diplomate occidental dans la région, insistant sur l'anonymat. « Les Zaïrois n'ont pas gagné la guerre. Les Rwandais l'ont gagnée pour eux. On ne sait pas comment ils vont les rémunérer pour cela. »

« En octobre et novembre derniers, l'Ouganda et le Rwanda ont joué un rôle militaire actif. A plusieurs occasions, les deux pays ont envoyé des troupes au-delà de leurs frontières pour aider à sécuriser une partie de l'Est du pays » affirme un responsable du gouvernement américain.

Pour le président ougandais, Yoweri Museveni, l'insurrection dans ce pays a été l'occasion de repousser deux groupes rebelles qui menaient des raids en Ouganda.

Au point qu'en novembre et décembre, plusieurs milliers de soldats ougandais, appuyés par des chars, ont pris part à la conquête de tout le coin Nord-Est du pays, proche du Soudan [...]. Les motifs du Rwanda pour aider les forces de M. Kabila sont liés à la volonté de fermer les camps de réfugiés sur la frontière, qui étaient devenus des bases pour les attaques de la guérilla hutue contre le gouvernement tutsi du Rwanda.

La revanche a aussi été un facteur. De nombreux militants hutus des camps ont été impliqués dans les massacres au Rwanda en 1994 et certains avaient également commencé à agiter des ressentiments anti-tutsi dans l'ancien Zaïre, ce qui a conduit au massacre de milliers de Tutsis du Zaïre. Des dizaines de milliers d'autres Tutsis ont fui à la recherche de sécurité au Rwanda. [...]

Paul Kagamé, le leader rwandais, a toujours nié que ses troupes ont combattu au Zaïre au début de la guerre, mais il dit que le Rwanda soutient l'esprit de la rébellion. Il a seulement reconnu que certains soldats de l'armée rwandaise avaient traversé la frontière vers le Zaïre au cours des batailles de Goma et de Bukavu, après que des obus sont tombés au Rwanda.

Mais un responsable de la Défense rwandais, sous le couvert de l'anonymat, a affirmé que des conseillers militaires rwandais étaient intervenus au Congo depuis, pour aider les officiers de M. Kabila dans leur stratégie.

« Les conseillers sont là-bas » a déclaré le responsable « Nous les aidons moralement, financièrement et militairement. »



Sitrep de MSF Belgique au Rwanda au responsable de programme, 22 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

L'ambassadeur américain : la réunion la plus éprouvante de la journée... deux heures d'engueulade. Aucune confiance en nos chiffres sur l'Est du Zaïre. Rien n'est prouvé, donc rien n'est vrai. Il a vu notre dernière déclaration dans la presse française, selon lui MSF a désormais un agenda politique au Zaïre qui suit la ligne du gouvernement français et est complètement décrédibilisée dans la région.

Charmante réunion... nous devons réfléchir à améliorer nos canaux d'information à leur intention : inutile de décrire leur influence ici. Nous avons invité des représentants américains à visiter le camp de Runda aujourd'hui. [...]

Communication avec la presse

S'il vous plaît, pas de communication sur le processus de rapatriement sauf factuelle - la situation est extrêmement tendue en ce moment, l'équipe de Gisenyi est à l'hôtel pour la nuit et des membres du personnel local ont été arrêtés hier à Gisenyi et Kigali.



« **Rapport** sur les soins médicaux apportés par MSF Belgique aux rapatriés de l'Est du Zaïre » 27 avril - 25 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

1. Introduction

Depuis la fin d'avril, le HCR a commencé le rapatriement par avion des réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre vers le Rwanda. On prévoit que 80 000 réfugiés bénéficieront de ce rapatriement puisque la plupart des autres réfugiés sont rentrés en masse à la fin de l'année dernière, ou ont été transportés en camion au début de cette année des camps du Masisi, de Tingi-Tingi, du Nord-Kivu, entre autres.

Cependant l'Alliance n'a donné que 60 jours pour effectuer ce rapatriement. Au-delà de cette limite, plus aucun mouvement de réfugiés ne sera autorisé. Une autre contrainte à ce rapatriement réside dans l'état de santé des gens, qui s'est détérioré en raison des conditions déplorables dans lesquelles ils ont dû vivre ces derniers mois (manque de nourriture, eau et sanitation, abris, etc...) ainsi que de la violence qu'ils ont subi.

Dans cette optique, MSF a augmenté les prestations médicales qu'elle continue à fournir aux réfugiés depuis novembre l'année dernière (dispensaire dans les camps de transit de Nkamira et Musange), avec les activités suivantes :

1. Assistance chirurgicale aux blessés de l'hôpital de Gisenyi.
2. Assistance nutritionnelle aux sévèrement malnutris.
3. Assistance médicale à travers la mise en place d'hôpitaux de campagne.
4. Surveillance des épidémies à travers la collecte de données épidémiologiques, l'isolation et le traitement des patients atteints de choléra.
5. Tri des nouveaux arrivants à l'aéroport (Kigali/Gisenyi) et à la frontière pour ceux qui arrivent à pied (Gisenyi).

[...]

Conclusions

- Les chiffres quotidiens de mortalité observés sur le camp de transit sont inacceptables et ont augmenté depuis le début du rapatriement. Ceci est en partie dû aux mauvaises conditions des réfugiés lorsqu'ils resurgissent de la forêt et à la rapidité du transfert de Kisangani à Kigali (ceci est dû à plusieurs facteurs).

- En comparant les chiffres de mortalité, en semaine 4 de rapatriement, de Kisangani (71 pour 10 000 par jour) où nos équipes prodiguent les premiers soins médicaux avec ceux

de Runda, qui est la première station de transit au Rwanda (30 pour 10 000 par jour) et Musange, qui est le deuxième point de transit (9 pour 10 000 par jour), on observe que les chiffres restent élevés (bien qu'ils diminuent puisque les plus faibles sont déjà morts) même après être passé à travers plusieurs étapes médicales. Cela devra nous alerter sur le fait que parmi la population déjà arrivée dans les communes, une mortalité élevée doit continuer à sévir, ce qui signifie qu'une action rapide dans les communes est nécessaire si nous voulons toujours sauver des vies.

- La surveillance nutritionnelle ne nous a pas vraiment fourni les informations nécessaires concernant les taux de malnutrition et le pourcentage d'enfants en dessous de cinq ans. Mais les malnutris modérés détectés dans les camps de transit n'ont pas été réellement pris en charge pendant leur transit, ce qui va entraîner de la malnutrition sévère sauf si on agrandit les centres nutritionnels au niveau des communes.

- Les mauvaises conditions nutritionnelles et médicales des personnes récemment rapatriées vont continuer à peser sur les structures de santé existant (au niveau de la charge de travail, de l'impossibilité de participation financière) pour encore un certain temps.

- On devrait suivre avec attention les données concernant les maladies contagieuses (cas de choléra) dans les centres de santé, en particulier dans les communes où retournent un grand nombre de réfugiés.

A l'occasion des réunions de coordinateurs et des assemblées générales des différentes sections de MSF qui se déroulent la dernière semaine de mai, la polémique s'enflamme au sujet de la publication du rapport « MSF accuse » dans *Libération*.



« 19 000 réfugiés hutus disparus au Zaïre - MSF annonce » **Plagiat** de la une de *Libération*, fax (blague) de MSF Belgique à MSF France, 22 mai 1997 (en français).

Extrait :

« Malgré la débandade que connaît la politique étrangère de la France, nous continuons à la soutenir activement. Cette crapule de Kabila n'aura ni notre soutien ni notre pognon. Nous dénonçons la stratégie délibérée visant à l'élimination de la section française au détriment des sections vassales. »



Je me rappelle la réunion des coordinateurs où Philippe Biberson [Président de MSF France] était invité, c'était en mai. Philippe a été très mal reçu par les coordinateurs du terrain. Je soutenais très fort MSF France à ce moment-là. J'ai toujours dit que lorsqu'il y a des problèmes de sécurité comme cela, il faut retirer les équipes. Au cours de cette réunion on se focalisait sur les polémiques internes. Je me disais : « Ce n'est pas possible, s'il y a des problèmes, on les règle. »

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général ; MSF International, vice-président de (en français).



Je suis assez content des grosses engueulades que ça a créé dans le mouvement MSF parce que je pense qu'on a beaucoup appris. Contrairement à ce que certains continuent de dire aujourd'hui, pour ceux qui étaient à Goma à l'été 1994, ça a quand même créé un déclic a posteriori. Je me souviens de l'AG [assemblée générale] des Hollandais pendant laquelle je me suis fais agonir d'injures. On avait sorti le rapport et ils disaient qu'on avait mis en danger les équipes de terrain. Ils étaient aussi venus à notre AG et ils avaient dit en public qu'ils étaient pour le témoignage mais que lorsque ça mettait des équipes en danger, ils considéraient que c'était une infamie, qu'on s'était mal comporté vis-à-vis du mouvement etc... Je pense qu'il y a quand même eu un déclic même si on nous en veut toujours. Un déclic sur l'idée que le témoignage c'est d'abord une nécessité de transparence, que ça ne peut pas être totalement maîtrisé, totalement calculé, que ça ne peut pas être une action dont l'impact doit être absolument mesuré à l'avance, pesé contre les effets secondaires etc. C'était l'argument qu'on nous opposait : « Quel impact aura notre témoignage si on est obligé de ceci ou de cela ? Est-ce que ça va arrêter les combats ? » Finalement je renvoie la question de l'impact en disant : « Peu importe ! Si on fait tous ces calculs-là, on risque de s'enfermer à notre tour. Ce sont des trucs de press officer [chargé de communication]. »

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).



J'ai fait mes classes à MSF avec Jacques de Milliano comme directeur et j'ai été choqué par ce à quoi j'ai assisté pendant la semaine des coordinateurs. La semaine des coordinateurs est un moment privilégié au cours duquel nous sommes tous rassemblés et nous discutons d'un tas de choses. Et là j'ai vu un directeur qui mentait - c'était répugnant. Les coordinateurs disaient que MSF France avait publié un énorme article dans un journal et que cela avait mis en danger la vie des expatriés et qu'ils n'avaient pas prévenu les autres sections à l'avance afin qu'elles puissent évacuer ou rester en sécurité dans les maisons, s'organiser d'une façon ou d'une autre : « Vous savez comme c'est dangereux. Et ces foutus Français, toujours là avec leurs communiqués de presse et toujours à hurler dans la presse. Ils ne sont même pas présents sur place. Ils ne travaillent pas dans la région donc ils n'étaient pas autorisés à prendre la parole publiquement parce que leurs expatriés n'étaient pas en danger ».

J'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose - mais je ne savais pas quoi. Alors je suis allé à Paris et j'ai dit à Jean-Hervé [Bradol, directeur de la communication de MSF France] : « Il se passe ça et ça ! Bon sang mais qu'est-ce que ça veut dire ? » Jean-Hervé m'a répondu que ce n'était pas du tout ce qu'ils disaient. Il y avait eu une téléconférence. Brigitte [Vasset, directrice des opérations de MSF France] et Bernard Pécoul [directeur général MSF France] avaient expliqué ce qu'ils avaient l'intention de faire et Lex [Winkler, directeur général et directeur des opérations de MSF Hollande] n'avait pas réagi. Il n'était pas opposé. J'ai demandé à Jean-Hervé s'il avait lui-même participé à la téléconférence. Il a répondu que non mais qu'il avait écouté, puisqu'il était directeur de la communication. Donc je suis allé voir Brigitte et Bernard et je leur ai expliqué ce qui se passait et que ça sentait vraiment mauvais : « J'ai participé à un épisode entre sections particulièrement déplaisant au sujet des camps. Et je crois que si on se parle, on ne devrait plus avoir ce genre de conflit entre nous. On doit s'opposer et se critiquer, c'est stimulant mais pas à coups de poignard dans le dos ». Bernard a demandé « qu'est-ce qu'on peut faire ? » Et j'ai répondu : « Bon, vous devriez appeler Lex et lui demander ce qui se passe. » C'est ce que Bernard a fait. Ils ont parlé - je ne sais pas de quoi - pendant une heure.

Cela a été une bonne conversation et ils se sont mis d'accord sur un certain nombre de choses.

Wouter Van Empelen, MSF Hollande, responsable de programme Grands Lacs jusqu'en octobre 1996, présent à la semaine des coordinateurs de MSF Hollande en mai 1997 (en anglais).



Wouter m'a raconté que Lex [Winkler, directeur général de MSF Hollande] avait été obligé d'avouer devant tout le monde qu'il avait donné son accord. Il avait d'abord essayé de le nier, il avait menti, mais toute une partie des coordinateurs et notamment des responsables de programme se sont aperçu qu'il leur mentait, qu'en réalité il nous avait donné son accord. Quelques mois plus tard, Lex m'a invité à déjeuner à Amsterdam, juste lui et moi, pour me présenter ses excuses. A l'AG [assemblée générale] de MSF France, Alain Devaux [membre du CA de MSF France] m'a dénoncé comme un tueur d'équipe de terrain (il a reconnu par la suite avoir été manipulé). Je lui ai dit que je me sentais gravement insulté et je lui ai demandé d'étayer sa déclaration. Je lui ai dit : « Il y a deux témoins de cette téléconférence dans la salle. » Devant tout le monde j'ai mis Bernard Pécol et Jean-Marie Kindermans [Secrétaire général de MSF International] en demeure de dire à l'assemblée générale quelle avait été la position de la téléconférence et l'avis des uns et des autres. Là ils ont été quand même obligés de le dire, parce qu'ils sentaient qu'entre eux et moi ça allait chauffer.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).



Je soutenais vraiment la position de Jean-Hervé, même si nous nous étions disputés vivement sur la façon dont la position avait été prise. C'est typique de MSF. Si j'avais à le refaire, j'adopterais une approche tout à fait différente.

Beaucoup de gens ont tendance à être d'accord avec des positions prises quatre ans auparavant. Si seulement ils avaient été d'accord pour les prendre quatre ans plus tôt, ça m'aurait rendu la vie plus facile. Je ne suis pas sûr de ce que les gens me reprochent. Selon certains, nous avons pris cette position pour amadouer le terrain. Quand je suis allé au Zaïre à cette époque (c'était en 1997 avant le « J'accuse ») j'ai eu l'impression qu'on laissait passer l'opportunité de dénoncer la situation plus vigoureusement. En effet à cette époque, il y avait beaucoup de rumeurs de massacres autour de Goma. Et nous étions présents sur place, nous aurions dû faire notre possible pour dévoiler ce qui se passait. Les gens étaient réticents en particulier pour des raisons de sécurité. Mais c'était du genre : « Si nous ne faisons pas d'enquête, ce n'est pas notre travail. » J'ai rendu visite à l'une de nos médecins, une personne sympathique et elle n'était pas d'accord avec ce que nous dénoncions. Je lui ai dit : « Les massacres dont nous avons entendu parler se sont déroulés à moins d'une heure de route d'ici. Pourquoi ne pas aller là-bas ? ». Elle a répondu : « Parce que ce n'est pas notre rôle ! » « Mais c'est notre rôle ! » lui ai-je répondu. « Nous travaillons dans un dispensaire et nous devrions dénoncer ce qui se passe. » Aujourd'hui elle accepte beaucoup mieux notre position.

Lex Winkler, MSF Hollande, directeur général/directeur des opérations (en anglais).



C'est devenu plus que des querelles entre sections. C'était devenu avec MSF Hollande, des querelles entre siège et terrain, des querelles personnelles avec Jean-Hervé. Pour moi, MSF de temps en temps ça tourne au sketch. Mais je nous pardonne ces erreurs

parce qu'au fond sur des crises comme la crise rwandaise, c'était l'expression d'un malaise. Cela montrait que ce malaise on le vivait, qu'on n'était pas complètement déconnecté des événements. Ici à New York, on se sentait mal de ne pas pouvoir faire sortir ces informations qui n'étaient presque pas diffusées dans les journaux. Notre malaise prenait cette forme-là. En Europe, le malaise prenait la forme habituelle de la polémique mais au fond, c'était une façon de réaliser qu'on était sur un terrain instable. C'était quoi le désaccord ? Les Français n'arrivaient pas à être sur le terrain alors que les Belges y étaient, mais ne voulaient pas parler. Ce n'est pas une histoire d'accord ou de désaccord. Les sections n'étaient pas ensemble, n'étaient pas aux mêmes endroits. C'était facile pour les Français de parler, sans être sur le terrain, c'était plus difficile pour les Belges et c'était normal. Depuis 1994, MSF Belgique peut faire preuve d'une certaine spontanéité, comme pour la dénonciation du génocide à Butare. En revanche, cette section a une manière de fonctionner tellement paranoïaque par rapport à des déclarations intempestives de Paris que quelquefois, elle cache l'information. Je ne sais pas si c'est une pratique volontaire ou si c'est tout simplement qu'ils n'ont pas le réflexe d'aller la chercher cette information alors que MSF France, c'est une sorte d'instinct.

Joëlle Tanguy, MSF Etats-Unis, directrice générale (en français).

Le directeur général de MSF France propose alors un séminaire de réflexion sur le témoignage concernant le Congo. La crise de confiance entre les sections de MSF persiste. Les sections belge et hollandaise tentent de faire annuler l'interview du directeur de la communication de MSF France sur une chaîne de télévision française. V18



« Diffusion du rapport Kivu » **Courriel** de Brigitte Vasset, directrice des opérations de MSF France à la direction des opérations de MSF Belgique, 25 mai 1997 (en français).

Extrait :

Paris, le 25 mai 1997

Bonjour

Après avoir discuté ce week-end avec quelques personnes de Bruxelles, je voudrais vous apporter des précisions sur les personnes responsables de la diffusion du rapport à des journalistes français (*Libé* et *Le Monde*) le vendredi 16 mai. Durant l'AG, Marc Biot a lu la lettre d'Olivier Antonin [équipe de MSF Belgique à Kinshasa] où Jean-Hervé Bradol [directeur de la communication, MSF France] est désigné comme le grand méchant loup MSF à Paris.

Après les deux téléconférences dir op et dir G [directeurs des opérations et directeurs généraux] (voir ci joint le email que j'ai envoyé à [...], directeur des opérations MSF Belgique, Marie-Christine [Férr], Pim [de Graaf, directeur des opérations de MSF Hollande] et Wilna [van Aartsen, cellule urgence MSF Hollande] le vendredi 16 mai au soir), j'ai reçu dans le e-mail la « *final version* » du rapport Kivu. C'est moi qui l'ai transmise à la comm[unication] pour diffusion en leur précisant que les directeurs généraux s'étaient mis d'accord pour une diffusion NON confidentielle. C'est Marc Gastellu qui l'a transmise par fax à Stephen Smith (ils se connaissent bien depuis un voyage commun en Somalie).

Quand j'ai reçu dans le email en fin d'après-midi, la « *final version* » du rapport, la première était déjà partie depuis la fin de matinée.

Si des erreurs ont été faites, c'est donc aux personnes discutant lors des téléconférences, à Marc ou à moi qu'il faut s'en prendre.

Nous avons envoyé nos excuses aux équipes de terrain pour les problèmes sécurité (copie à Eric, [au directeur des opérations de MSF Belgique], et Dominique [Boutriau, responsable de programme MSF Belgique]) que la diffusion a pu leur causer en leur expliquant le déroulement du processus.

J'ai fait une grosse erreur en ne prévenant pas Frédérique [Marodon, chef de mission MSF France à Kinshasa] et Pascal à Kinshasa.



« Réflexion RD Congo sur le témoignage » **Mémo** de Bernard Pécoul, directeur général de MSF France, 26 mai 1997 (en français).

Extrait :

- consolidation des chiffres et condition de rapatriement en vue de pression sur HCR (réunion de vendredi 30 mai sur protection ; participation Françoise Saulnier, Dominique Boutriau ?). Écrire un papier. [...]

- Pression sur le fond avec le HCR (cf. conclusion de l'intervention d'Ogata auprès du Conseil de sécurité : le HCR baisse les bras par rapport à son mandat).



« Re : **Compte-rendu** de la conversation tel[éphérique] avec William [Claus, coordinateur MSF Belgique] » Dominique Boutriau, responsable de programme de MSF Belgique, 28 mai 1997 (en français).

Extrait :

La Marche du Siècle [programme d'une chaîne de télévision française] avait effectué un reportage à Kisangani. Celui-ci sera diffusé le 4 juin. Invité sur le plateau : JH Bradol [directeur de la communication de MSF France]. On essaie d'annuler cet anachronisme.



Message de William Claus, coordinateur de MSF Belgique aux présidents, directeurs généraux et directeurs des opérations de MSF Belgique, MSF France, et MSF Hollande et à toutes les équipes présentes dans la région des Grands Lacs, 29 mai 2003 (en anglais).

Extrait :

Je m'adresse en particulier aux trois personnes qui ont rédigé la lettre d'explication. Après avoir assuré le contrôle des dégâts causés par l'article dans *Libération*, MSF Paris a de nouveau réussi à être à la une des journaux. Je dois vous féliciter. Je pense que c'est la première fois que la couverture presse à Paris est si importante, sans présence sur le terrain.

Si c'est le cas, l'insécurité sur le terrain est un élément secondaire par rapport aux intérêts de Paris.

L'équipe de coordination à Kisangani a perdu confiance en Paris. Nous espérons que cela ne sera pas sur *RFI* ce matin. Nous savons aussi que M. Bradol (bien connu pour ses déclarations dans le passé) participera à un débat sur TF1 le 3 juin. Connaissant la réputation de M. Bradol, nous sommes obligés de prendre quelques mesures préventives afin de limiter les dégâts.

1. À partir d'aujourd'hui, aucune information ne sera transmise de Kisangani à Paris.

2. Tout le lobby qui a été entrepris (avec l'accord de Marie-Pierre Allié [responsable de programme MSF France] pour présenter Paris et préparer le terrain en vue de la mise en place d'un programme à long terme sera stoppé.

3. Bien que je soutienne toujours le dernier rapport publié et reconnais son importance, je ne défendrai plus Paris quand je serai convoqué par le gouverneur pour m'expliquer sur les articles dans la presse.

4. Nous réduirons autant que possible le nombre d'expatriés venant de Paris car nous ne voulons pas être responsables de leur sécurité.

Je regrette de prendre de telles mesures, mais pour l'instant c'est la seule solution.

Merci pour votre compréhension et votre collaboration.

William Claus and co.[...]

Marche du siècle : Bradol est toujours au programme. C'est la rupture avec MSF France.

Dominique [Boutriaux, responsable de programme MSF Belgique] ne cautionne plus la sécurité des expats [expatriés] au Rwanda.



Lettre de Mit Philips, coordinatrice de MSF Belgique à Kinshasa aux directeurs MSF, présidents et conseil d'administration et au Secrétaire général de MSF International, 31 mai 1997 (en français).

Extrait :

Je vous écris au sujet de l'incident que nous venons de vivre en ex-Zaïre suite aux déclarations de Médecins Sans Frontières dans la presse au sujet des réfugiés rwandais. Je considère que la manière dont vous avez géré ceci, témoigne d'un manque de sérieux et d'une incompétence professionnelle accablante.

Qu'on ne me fasse pas la morale en disant que la cause des massacres est tellement grave qu'elle justifie ce qui s'est passé, parce que je ne mets même pas en question le contenu du rapport et le devoir du témoignage à ce sujet. Je répète, je veux vous parler d'incompétence et insouciance de votre part dans la manière que ce témoignage à été géré.[...]

- Kinshasa : aussi bien l'équipe de MSF Belgique que celle de MSF France ont appris par RFI que MSF dénonçait. Plus fort, l'équipe MSF Belgique de Kinshasa n'a même pas été informée qu'un tel rapport se préparait.

- Mbandaka : aucune information.

- Kisangani : information sur le rapport mais aucun avertissement sur la sortie du rapport. Le responsable AFDL apprend au coordinateur ce que MSF dit.

- [A] Goma, information sur le rapport, mais pas d'accord qu'on diffuse à ce moment.

- En plus, le desk MSF Belgique du Zaïre pour Kinshasa, avec lequel on a été en contact pendant tout le week-end n'était pas informé. [...]

Le jour où Kabila arrive à Kinshasa, après un week-end où nous sommes restés retranchés dans les maisons pour éviter de se faire buter par les FAZ pendant une période extrêmement volatile avec une insécurité totale à Kinshasa : qui aurait pu mieux choisir son moment ?

Et ne me dites pas qu'on ne pouvait pas prévoir la chute de Kinshasa et que Kin[shasa] serait déjà sous l'AFDL (comme quelqu'un m'a répondu au téléphone), parce que dans ce cas vous êtes encore plus nuls de ne pas être à même de faire une analyse aussi basique du futur proche. [...]

Moi, je ne marche plus. Je vous envoie une motion de méfiance. Je me suis sentie méprisée ces jours, ma sécurité personnelle méprisée, mon opinion méprisée, mon travail sur le terrain méprisé, mon existence même méprisée.



« Re interview » **Courriels** entre Wilna van Aartsen, responsable de programme MSF Hollande et Dominique Boutriau, responsable de programme MSF Belgique, 4 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Hello Dominique,

Je pense que l'interview de Jean-Hervé Bradol [directeur de la communication, MSF France] n'est pas opportune en ce moment et ne devrait pas avoir lieu.

Bien qu'on puisse supposer qu'une bonne partie de ce qu'il va dire a déjà été dit auparavant, à Goma, cela va au minimum jeter de l'huile sur le feu.

Deuxièmement, nous ne pouvons pas lui faire confiance pour prendre en compte la situation précaire dans laquelle se trouvent nos équipes actuellement, MSF Paris a d'autres priorités (bonnes ou mauvaises, ce n'est pas le sujet d'en discuter maintenant) que de préserver la mission et donner la priorité à la sécurité de nos équipes.

Troisièmement, bien que les rapports aient été donnés à l'AFDL à divers endroits, l'insécurité ne vient pas seulement des différents responsables de l'AFDL, mais peut-être plus des fractions soi-disant incontrôlées/indisciplinées. Une interview de plus sur une radio/TV locale ne fera que susciter une possible réponse incontrôlée de leur côté.

De plus, SCF et le HCR ont publié un communiqué de presse hier soir, en relation avec le meurtre d'un membre du personnel national de SCF, un communiqué fort.

[réponse de Dominique à Wilna]

J'ai bien peur que l'interview avec *La Marche du siècle* ait bien lieu.

Je suis d'accord pour dire que Paris a fait preuve de manque de responsabilité envers nos équipes dans sa communication externe depuis un mois, et ceci sur 5 incidents séparés... et je pense vraiment qu'en raison de la fréquence de ces « incidents », ceux-ci ne sont pas dûs au hasard...

Notre directeur général a mis son veto au passage de Bradol... sans succès... Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique] a eu une conversation téléphonique avec Bradol hier et Bradol va maintenir son interview... car, dit-il, il n'est pas capable de convaincre *la Marche du siècle* d'accepter quelqu'un d'autre que lui de MSF.

Je crois que cela est vrai car j'ai été appelée par le journaliste de *La Marche du siècle* pour vérifier les chiffres des blessés de guerre à l'hôpital de Kisangani... et le journaliste m'a dit que le responsable de *La Marche du siècle* voulait avoir la personne chargée du fameux rapport dans *Libé*... donc Bradol !!!

De toute façon, d'après ce que m'a dit Eric, Bradol va se concentrer sur deux sujets :

- l'implication des éléments français dans la crise des réfugiés rwandais... soutenant l'existence des camps et facilitant ainsi la remilitarisation des camps... utilisant les civils comme boucliers humains. Je ne suis pas contre cela... bien que je pense personnellement que MSF ne devrait pas s'impliquer dans des questions aussi politiques... Cela ne devrait pas nous affecter, ni nos équipes de terrain.

Eric a expressément demandé que le mot « extermination » ne soit pas utilisé, que le Rwanda ne soit pas accusé, ni le HCR. Bradol est d'accord.

Nos équipes sur le terrain sont prévenues.

Je comprends que la sécurité soit un enjeu surtout à Goma après l'incident de SCF, au cours duquel le personnel local a été assassiné.

La sécurité est aussi très tendue au Rwanda et commence à l'être à Kisangani.

J'espère que cette fois-ci, le débat à Paris respecta ce qui a été discuté.

A la demande de son équipe du Rwanda, MSF Belgique décide de ne plus transmettre d'informations sur le contexte des Grands Lacs à la section française et annule toute communication sur les réfugiés de l'Est du Zaïre jusqu'à nouvel ordre.



« Se taire ne signifie pas accepter », **Message** de l'équipe de MSF Belgique au Rwanda aux directions et responsables de programme de MSF Belgique, MSF Hollande, MSF France, 29 mai 1997 (en français).

Extrait :

Nous avons tous été consternés, affligés, déçus et mis en colère par tout cet épisode. Nous essayons de comprendre pourquoi MSF France insiste avec autant d'aplomb pour se comporter avec autant d'insouciance et de nonchalance avec la vie d'autant de volontaires dans la région.

Nous essayons aussi de comprendre comment diable il est encore possible que des différences d'approche sur le témoignage puissent conduire, une fois de plus sur une crise entre sections. [...] La semaine dernière, nous avons essayé d'ouvrir le dialogue avec les principaux acteurs dans le pays, nous avons discuté du rapport, nous avons remis ces rapports à différentes ambassades, nous avons promis de leur donner du temps pour les étudier et les analyser. La plupart étaient très critiques sur la méthode que nous avons choisie pour discuter de la question en public. Ils proposaient de le discuter en interne avec les responsables et promettaient de faire pression diplomatiquement en utilisant nos données et nos informations. Nous avons dit que nous ouvrons le dialogue pour exprimer nos inquiétudes et que plus aucune publication ou discussion n'aurait lieu dans les débats. Il est donc ahurissant que seulement quelques heures après notre dernière réunion et discussion avec l'ambassadeur d'Allemagne, tout ce que nous venions de dire s'en aille en fumée à cause du dernier communiqué de presse de Paris. Cela nous met dans une situation bizarre où nous ne savons plus quoi dire. Cette approche nous a mis en situation difficile. Nous avons de nouveau perdu confiance. MSF va être considéré comme une organisation qui vend des mensonges ou bien comme des gens qui ne savent pas de quoi ils parlent, comme des plaisantins pas fiables. Quelle charmante image pour nous dans le cercle diplomatique et la communauté internationale ! [...]

Propositions

Au long terme :

Nous devrions revoir notre approche de l'aide humanitaire, nous ne pensons pas qu'il s'agisse seulement de la question des Grands Lacs, il s'agit aussi d'une nouvelle ère pour les Droits de l'homme et l'aide humanitaire. C'est la question de la valeur éthique et de ses implications. Nous devons rassembler nos actions et élaborer des plans et des stratégies pour déterminer vers où nous diriger et comment.

A court terme :

1. Nous devrions rompre notre lien avec Paris, cesser de fournir des informations puisqu'ils ne cessent de refuser de coordonner leurs communiqués de presse.
2. Nous pensons qu'il est impératif pour tous les acteurs impliqués au niveau du siège d'organiser une véritable coordination. Qu'est-il arrivé à Chantilly ? [la première réunion du mouvement MSF] s'il vous plait, agissons ensemble.



Message d'Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique à la direction de MSF France, 29 mai 1997 (en français).

Extrait :

Ceci n'est pas une réaction émotionnelle prise en vitesse. C'est une décision prise suite à d'innombrables mises en garde lancées depuis longtemps lors des très nombreux entretiens entre nous, accords passés et que vous avez sciemment bafoués dès le lendemain de ce fameux CA [conseil d'administration] par ce qui apparaît aujourd'hui très clairement comme une attitude délibérée et non plus des « incompréhensions ».

La mise en avant d'intérêts, domestiques et personnels sur ceux du mouvement a abouti en fin de compte, au-delà des risques mentionnés ci-dessus, à une profonde décrédibilisation de MSF sur la scène internationale, vu aujourd'hui comme le jouet des intérêts et des médias français.

Vu la gravité des conséquences, nous avons pris unilatéralement les décisions suivantes :

- l'arrêt de la transmission d'informations à la section française sur ce contexte ;
- la possibilité de se dissocier publiquement, tant vis-à-vis des autorités locales que des médias et acteurs politiques occidentaux, des prises de position du siège à Paris ;
- l'arrêt des démarches entamées sur place pour obtenir l'accréditation de la section française ;
- le refus de représentation conjointe avec la section française pour toute démarche concernant ce contexte ;

En ce qui concerne les expatriés envoyés par Paris et présents actuellement sur le terrain, nous leur demanderons de respecter les décisions et modalités opérationnelles et la politique de communication définie par Bruxelles. Il est clair qu'il serait préférable que ceux ne s'estimant pas à l'aise avec ces modalités rentrent en Europe, la situation ne permettant pas une progressive dichotomie dans les décisions.

Ecrire ceci ne nous fait aucun plaisir, sachant bien que l'internationalisation du mouvement risque fort de se voir porter un coup sévère, mais épargnez nous la fourberie de nous en faire porter la responsabilité.

Rien n'est immuable à MSF mais il nous semble que pour restaurer la confiance, les conditions minimales suivantes devraient être remplies :

- une annulation de la décision de CA du 25 avril affirmant ni plus ni moins que rien ne peut arrêter la volonté d'une seule section de dénoncer, au mépris de tous les engagements pris auparavant.
- le respect d'un silence complet en matière de dénonciation venant de la section française, à l'exception de la reprise scrupuleuse des messages émis par les coordinations désignées de Bruxelles et Amsterdam.
- la volonté de se réinscrire dans les mécanismes de coordination opérationnelle tels que définis pour la région par les dirops [directeurs des opérations].

De notre côté, nous nous engageons à mettre une fois de plus par écrit d'ici lundi les arguments déjà maintes fois cités qui justifient une telle politique opérationnelle, ceci afin d'éviter tout blocage du dialogue critique sur le fond.

Une rencontre entre directeurs généraux est déjà planifiée pour le 4 juin prochain à Bruxelles. Elle pourrait être une occasion d'éviter un recours au CI [Conseil international].

A vous de jouer.



« Le point sur la politique de communication » **Courriel** de la task force communication à Bruxelles à tous les départements communication, 30 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

Comme promis hier, vous trouverez ci-dessous une explication de nos démarches pour résoudre les problèmes de communication rencontrés ces dernières semaines.

Hier soir, une lettre d'Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique] a été envoyée à l'Exécutif à Paris, pour exprimer notre mécontentement sur la façon dont la communication sur la région du Congo a été traitée ces derniers temps.

Pour le moment, afin de prévenir de futurs dégâts sur le terrain ainsi que dans les relations entre les bureaux de Bruxelles, Paris et Amsterdam, une consigne de « *gel de l'information* » circule en ce qui concerne la crise des réfugiés et le plaidoyer à ce sujet. Dans le même temps, des discussions sont en cours pour résoudre les problèmes organisationnels.

Lundi en fin de journée ou mardi matin, un document détaillant notre implication au Congo et expliquant la base opérationnelle de notre présence dans le pays sera envoyé. La section coordinatrice de Bruxelles souhaite souligner que le plaidoyer est vraiment à l'ordre du jour et que ce sont les méthodes et le contenu de ce plaidoyer qui sont clairement à définir.

Un accord sur la ligne de communication et le plaidoyer doit être trouvé rapidement. Vous serez tenu au courant du processus.

Dans un dossier spécial de *Messages*, le journal interne de MSF France, le directeur de la communication met en question la politique de témoignage du mouvement MSF dans la crise des réfugiés rwandais au Zaïre. Il rappelle que pendant le génocide, l'équipe présente à Kigali, pourtant à la merci des miliciens, ne s'était pas opposée à la prise de parole publique de celle de Butare pour dénoncer les massacres. L'ancien coordinateur de Butare lui répond dans *Contact*, le journal interne de MSF Belgique.



« Je me tais, tu te tais, ils meurent » docteur Jean-Hervé Bradol, directeur de la communication MSF France, **Messages** (journal interne de MSF France) avril-mai 1997, publié en juin 1997 (en français).

Extrait :

Depuis plusieurs mois, nul n'ignore dans les chancelleries, les organismes des Nations unies, les salles de rédactions, qu'une politique implacable est appliquée pour liquider le plus grand nombre de réfugiés encore présents au Zaïre, soit environ 250 000 personnes. A la fin mars 1997, une de nos équipes présente au Kivu rédige un rapport sur le fait que notre travail - les postes de premiers secours placés sur les routes pour venir en aide aux réfugiés sortant de la forêt - est utilisé par les forces de l'AFDL appuyées par des militaires rwandais pour attirer les réfugiés et les massacrer.

Fin avril, nous commençons à diffuser officiellement ces informations aux chancelleries, aux Nations unies et à quelques journalistes. Dans le même temps, à Kisangani, le massacre des réfugiés commence. Les troupes rwandophones prennent le relais des Katangais, les pelleteuses sont acheminées sur les camps pour creuser les fosses communes et, bien entendu, l'accès des camps reste interdit aux organismes d'aide.

Quelle est la réaction de Médecins Sans Frontières ? Premier *veto*, mis par Bruxelles, interdisant toute transmission d'information, même officieuse, sur le fait que notre travail est utilisé pour mieux massacrer les réfugiés. Deuxième *veto*, mis par Amsterdam, interdisant de parler des massacres en cours dans les camps de Biaro et Kasese au sud de Kisangani.

Que reste-t-il de notre soi-disant politique de témoignage ? Le droit d'aller délivrer de manière confidentielle, à des officiels et des journalistes déjà parfaitement au courant des faits, des informations assumées publiquement par d'autres organismes d'aide, d'habitude très frileux sur le témoignage ? Le droit de décrire la situation des survivants sans expliquer ce qui leur est réellement arrivé ? Le droit de témoigner du nombre de morts pour lesquels nous avons fournis un *body bag* ?

Et comme un bon exemple, voici le récit, transmis par le desk MSF sur le terrain, d'une discussion entre les organismes d'aide et le vice-gouverneur de Kisangani. Pour mémoire, deux semaines auparavant, ces autorités procédaient au massacre des réfugiés. Nous recueillons aujourd'hui des témoignages sur le massacre de nos malades par les troupes obéissant aux ordres de ces mêmes responsables politiques. Les tueries continuent au sud de Biaro, région toujours interdite d'accès.

« Le vice-gouverneur, qui était accompagné de Kamanza (AFDL/UNHCR liaison officer) et du maire de Kisangani, a aussi déploré la mauvaise image qui était donnée de l'Alliance au monde extérieur, en estimant que cette image était injuste car nul ne mentionnait les bonnes choses faites par l'Alliance, comme par exemple autoriser le site de transit, mettre à disposition des escortes, ramener à disposition des escortes, ramener les réfugiés sur la rive droite etc. MSF est cité en bon exemple à trois reprises après ma conversation plus que franche mais amicale d'hier avec le vice-gouverneur. Il y a probablement un petit jeu par lequel les autorités dénigrent le HCR en applaudissant d'autres, cela peut semer la zizanie entre nous et on ne se gaussera donc pas de ces points marqués par MSF. »

Il y a certainement plus qu'un « petit jeu » dans l'acharnement des bourreaux à réduire les témoins au silence. Mais pour s'en rendre compte, il faudrait ouvrir les yeux et non pas se féliciter de conversations « franche mais amicale » avec les monstres qui viennent tout juste d'exterminer nos malades.

Butare, 1994, pour mémoire

L'équipe MSF assiste impuissante au massacre de 200 blessés de l'hôpital de Butare par les miliciens rwandais. Elle décide de fermer la mission et d'accuser les autorités rwandaises de l'époque. Une autre équipe se trouve à Kigali à la merci des miliciens. Cette équipe décide de ne pas s'opposer à la démarche de l'équipe de Butare et de rester sur Kigali. J'étais médecin dans l'équipe de Kigali, Rony Zachariah était médecin dans l'équipe de Butare. Plus que jamais, merci à Rony d'avoir ouvert sa grande gueule et de me permettre de continuer à pouvoir me regarder dans une glace.



« De la part de l'équipe de MSF Butare team, 1994 » docteur Rony Zachariah,
Contact (journal interne de MSF Belgique), juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Je dois clarifier le fait que le contexte général [voir l'étude de cas sur les prises de paroles publiques de Médecins Sans Frontières Génocide des Rwandais tutsis – 1994] présentait les différences suivantes :

a) Le 26 avril 1994 nous avons quitté le Rwanda, une évacuation de Butare à Bujumbura par la route. Il n'y avait plus rien d'autre à faire. Nous n'avions plus de personnel local et

plus de victimes à traiter. Les patients que nous avons traités et sauvés pendant les semaines précédentes avaient tous été tués sous nos yeux (hôpital de Butare 22 et 23 avril 1994). Dans un contexte plus large, nous avons été témoins du « génocide » de plus d'un million de Tutsis.

Toute l'équipe d'expatriés avait été évacuée et le personnel local du ministère de la Santé avait été massacré ou avait fui vers le Burundi. En accord avec le siège, l'équipe repliée au Burundi a alors décidé de faire des déclarations dans la presse internationale et de tenir une conférence de presse. Il est donc important de noter que la décision de parler à la presse a été prise par l'équipe elle-même et pas par des individus au siège.

b) Comme il n'y avait ni expatriés, ni personnel tutsi MSF présent à Butare à ce moment là, il ne pouvait pas y avoir de répercussion sur la « sécurité » des individus.

c) Le Front Patriotique Rwandais avait déjà pris le contrôle d'une bonne partie de Kigali et l'ancien gouvernement hutu d'Habyarimana avait déjà pris la fuite vers le Zaïre voisin vers la fin avril. Des équipes MSF étaient présentes à Kigali (MSF international) et plus au nord du pays (dans les zones contrôlées par le FPR). Donc les déclarations internationales faites contre le gouvernement hutu ne faisaient courir que peu de risques aux équipes MSF et en fait étaient clairement bienvenues par les nouveaux rebelles FPR.

d) En conclusion, les déclarations à la presse et le témoignage de l'équipe de Butare de 1994 ont donc été produits dans un contexte de génocide, dans des circonstances où il n'existait aucun risque potentiel pour la sécurité ou la vie du personnel de MSF, dans une situation où il n'y avait pas de risque pour les opérations et les déclarations ont été bien acceptées par les autorités/rebelles à Kigali et dans les autres zones contrôlées par le FPR. En outre, cette initiative a été prise essentiellement par les équipes de terrain en collaboration avec le siège.

Le 3 juin 1997, MSF Allemagne annonce qu'après avoir reçu le rapport de MSF, le ministre allemand des Affaires étrangères a lancé un appel à l'arrêt des massacres au cours d'une réunion de l'Union européenne. MSF Hollande présente cette démarche comme un modèle de *diplomatie silencieuse*.



« Plaidoyer sur les rapports Zaïre » **Courriel** de Petra Meyer, directrice de la communication de MSF Allemagne, à la chargée de communication de MSF Hollande, **Courriel** de Max Glaser de l'unité contexte de MSF Hollande aux directeurs des opérations de toutes les sections, 3 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Voilà un exemple de ce qu'on peut obtenir avec la diplomatie silencieuse.

Amicalement, Wilna [transmis par Max] :

Je voulais juste vous informer qu'après la remise des deux rapports (Zaïre) au gouvernement allemand, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel a déclaré hier à l'occasion d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg : « J'ai reçu des informations sur les massacres perpétrés contre la population rwandaise hutue dans l'Est du Zaïre. » Il a ajouté que les agences de secours ne devaient pas être utilisées par les militaires comme appâts pour localiser et tuer les réfugiés. Kinkel a appelé Kabila à arrêter ces massacres immédiatement. Il a annoncé

que mercredi prochain (demain) une mission de l'Union européenne et des députés américains protesterait auprès du gouvernement de Kabila.
MSF n'a pas été citée comme source d'information. Ce message est passé dans les journaux sur les principales chaînes de télévision, hier soir.
Amicalement,
Petra

MBANDAKA, LUKOLELA, BRAZZAVILLE : FUIR TOUJOURS PLUS VERS L'OUEST

Entre temps, fin avril 1997, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés sont signalés dans la province de l'Équateur et dans l'Ouest du Zaïre, près de Mbandaka dans des régions inaccessibles aux secours.

Début mai 1997, les médecins zaïrois de l'équipe de MSF Belgique identifient du personnel médical au sein du groupe de réfugiés et commencent à leur fournir matériel et médicaments.



« 75 000 réfugiés rwandais oubliés... » **AFP** (France) Kinshasa, 26 avril 1997 (en français).

Extrait :

Selon des rapports parvenus au CICR depuis la province de l'Équateur, notamment de la part de missionnaires, quelque 35 000 réfugiés se trouvent disséminés en plusieurs groupes entre les localités de Boende et Bolonda.

12 500 autres sont regroupés dans et autour d'Ingende, près de Mbandaka, à l'Ouest du Zaïre, très loin des camps du Kivu.

Ils ont ainsi sillonné en long et en large le Zaïre, troisième pays africain par sa taille (après le Soudan et l'Algérie), presque cinq fois plus vaste que la France.

M. Michel [un missionnaire] précise qu'il faudra probablement plusieurs semaines avant qu'ils reçoivent de l'aide, même si les organisations arrivent à les localiser et à les maintenir sur place.

« Il est quasiment impossible d'accéder à eux pour des raisons géographiques, physiques et de sécurité », a-t-il ajouté.



« L'aide humanitaire tente de garder le contact avec les réfugiés en fuite » **AFP** (France), 10 mai 1997 (en français).

Extrait :

Tous font partie des quelque 50 000 réfugiés arrivés dans la région le mois dernier, après avoir parcouru plus de 1 000 km à travers la brousse zaïroise.

Selon des missionnaires, les rebelles de l'Alliance encerclent actuellement la ville de Ingende, à une centaine de kms à l'est du port de Mbandaka (Nord-Est du Zaïre).

Près de 25 000 réfugiés qui s'y étaient rassemblés, ainsi que 10 000 autres dans la ville voisine de Lollo, seraient actuellement en route vers le sud et l'ouest, affirme-t-on de même source.

Certains d'entre eux empruntent la rivière Ruki pour se rendre à Mbandaka, tandis que d'autres partent en direction du sud, vers Bikoro, mais le terrain demeure trop

inhospitalier pour permettre aux organisations humanitaires de savoir, exactement où ils se trouvent.

Mit Philips, porte-parole de l'organisation Médecins Sans Frontières, a estimé que 25 000 réfugiés avaient rejoint la ville de Wenji-Sekli. Parmi eux, 15 000 étaient toujours sur place mais entre 3 000 et 7 000 avaient déjà traversé le fleuve pour rejoindre le Congo, près des villes de Lukolela et Liranga. Les autres sont partis pour Irebu, au sud. [...]

Les populations locales, de moins en moins tolérantes à l'égard de ces foules affamées et malades, essayent quant à elles de multiplier les rumeurs de l'avancée rebelle afin d'encourager les réfugiés à continuer de fuir.

Dirigés de force par des miliciens hutus et d'anciens soldats de l'armée rwandaise, les réfugiés redoutent la progression des rebelles à dominante tutsie de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila. Ils ont erré à travers les montagnes et forêts zaïroises depuis octobre 1996.

Ils n'ont quasiment pas eu accès à l'aide humanitaire.

« Ils sont épuisés, il y a beaucoup de malnutrition, de maladies, de diarrhée, d'ulcères, de jambes enflées » a expliqué Mit Philips. « Certains sont très faibles, et ne peuvent pratiquement plus marcher ».

Les réfugiés peuvent recevoir de la nourriture et de l'assistance médicale à Wenji-Sekli, « mais tous ceux qui le peuvent repartent » ajoute le porte-parole de MSF.

« Nous n'avons aucun chiffre mais les réfugiés disent que beaucoup d'entre eux sont morts sur la route ».

MSF a par ailleurs intensifié ses efforts pour lutter contre le choléra dans la région, où la maladie est endémique. Jusqu'à présent, aucune épidémie ne s'est développée.

Le 13 mai 1997, la ville de Mbandaka, dans l'Ouest du Zaïre est prise par l'AFDL. 400 réfugiés rwandais sont regroupés de force dans l'enceinte du port et abattus par les militaires de l'AFDL, qui demandent à la population locale d'achever les survivants.

Le même jour, un autre groupe est massacré sur le site proche de Wendji. Au moment des faits, les organisations humanitaires étrangères sont tenues à l'écart de la région. Ces événements ne sont connus publiquement qu'une dizaine de jours plus tard.

Environ 15 000 réfugiés ont fui de l'autre côté du fleuve qui sépare les deux Congo. Ils s'installent dans les marécages du Nord du Congo-Brazzaville sur les sites de Liranga, Njundou, et Lokoulela. Les équipes MSF leur prodiguent nourriture, assistance médicale et sanitaire, avec le soutien du CICR.



Nations unies, département des affaires humanitaires, réseau régional intégré (IRIN), **Mise à jour** n° 171 sur les Grands Lacs, 14 mai 1997 (en anglais).

Extrait :

MSF Belgique a confirmé que les troupes de l'AFDL avaient pris Mbandaka, dans le Nord-Ouest du Zaïre, mardi matin.

Les soldats zaïrois avaient déjà pris la fuite et la ville est tombée sans combat. Selon des missionnaires, à Mbandaka les rebelles se sont livrés à des massacres de réfugiés qui essayent de fuir vers le Congo voisin. Selon l'AFP, le ministre des Affaires étrangères

français a déclaré mardi que des « sources totalement fiables » avaient rapporté des atrocités commises à Mbandaka par l'AFDL.

On craint une nouvelle crise des réfugiés alors que 20 000 à 30 000 Rwandais hutus, qui ont fui Kisangani en bateaux, arrivent en masse à Mbandaka. Le CICR a confirmé que des milliers de personnes ont déjà traversé la rivière vers Liranga, une zone marécageuse du Congo inaccessible par la terre. De la nourriture a été larguée en urgence par hélicoptère. 3 400 réfugiés traversent la rivière chaque jour. La plupart sont dans un état de santé pitoyable et les agences de secours rapportent des cas choléra.



« De nouveaux massacres sont imputés à l'Alliance » **Le Soir** (Bruxelles), 26 mai 1997 (en français).

Extrait :

Des prêtres, des fonctionnaires locaux et des habitants ont déclaré que des hommes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), aujourd'hui maîtres du pays, avaient tué plus de 200 réfugiés regroupés sur le quai du port de l'Office national du transport de la ville de Mbandaka le 13 mai dernier. Mbandaka est un port fluvial de la province de l'Équateur, à quelque 600 km au nord-est de Kinshasa. Les réfugiés ont été massacrés le jour de la prise de la ville par l'AFDL. Des dizaines d'entre eux ont été tués dans la rue principale et sur la route de l'aéroport, ont déclaré les témoins. Selon les témoins, les réfugiés arrivaient en provenance du village de Wendji, à 20 km au sud, où des habitants, des réfugiés et des employés de la Croix-Rouge ont déclaré que les combattants de l'AFDL avaient tué près de 140 réfugiés, également le 13 mai. Les témoins ont affirmé que certains des réfugiés massacrés étaient des anciens soldats rwandais et des miliciens interahamwes, mais qu'ils avaient déjà été désarmés par les soldats de l'ancien gouvernement et qu'il n'y avait eu aucun combat.

Je n'ai pas compté le nombre des morts, mais je suis certain que dans la ville et à l'aéroport, plus de 200 personnes ont été tuées, a déclaré un prêtre. Quand il lui a été demandé combien de réfugiés ont été massacrés ce 13 mai sur le quai de Mbandaka, un responsable de l'administration locale a répondu : plus de 200. Les témoins ont expliqué que les combattants de l'AFDL ont forcé les réfugiés à s'agenouiller ou à s'étendre sur le béton puis leur ont tiré dessus, leur ont donné des coups de baïonnette ou les ont battus à mort avec les crosses de leurs fusils. Certains ont été jetés directement dans le fleuve.



Point Info MSF France n° 305, 14 mai 1997 (en français).

Extrait :

Congo : Fin de l'Odyssée

40 000 Rwandais étaient arrivés ces derniers jours Mbandaka (600 km au nord de Kinshasa, proche frontière congolaise). La ville a été prise hier par les rebelles. Les réfugiés rwandais se sont dispersés dans plusieurs directions : vers l'Ouest au Congo, où on en a retrouvé entre 3 000 et 3 500 à Liranga, mais aussi vers le nord et surtout le sud, où on n'en retrouve que de petits groupes. Certains d'entre eux sont cachés dans les petites îles du fleuve Congo qui marquent la frontière entre les deux pays. D'après les curés de la région, les rebelles qui contrôlent maintenant toute cette région, se sont livrés à des massacres sur les réfugiés. Hier, s'est tenue une réunion entre le gouvernement congolais, le HCR, le CICR, le PAM et MSF pour discuter de l'accueil des

réfugiés. Le Congo a accepté de recevoir les réfugiés, et envoie une barge aujourd'hui sur le fleuve pour les chercher.

Trois sites d'accueil ont été définis pour les recevoir : un proche de Brazzaville, un autre au nord de la capitale (Inoni) et le dernier au nord-ouest de Brazza (Mpé). Nous proposons d'installer des centres de transit dans cette région avant installation dans l'un de ces trois camps. Actuellement 3 organisations sont présentes dans la région : MSF, OXFAM et le CICR qui assure l'approvisionnement en nourriture en attendant la relève du PAM. MSF envoie une équipe de 3 ou 4 personnes jeudi soir et un autre départ aura sans doute lieu ce week-end. Le CICR a demandé au Congo et au HCR de séparer les ex-FAR des civils qu'ils tiennent en otage depuis des mois. Ce sont les plus valides qui sont arrivés jusque là (à 2 000 km de Goma), et parmi eux, de nombreux ex-FAR et Interahamwes.

Le 25 mai 1997, la *task force* [groupe de travail] Congo de MSF Belgique s'interroge sur les moyens de son action auprès des réfugiés arrivés à Mbandaka (Nord-Ouest du Congo).

Le 26 mai 1997, dans un communiqué de presse, MSF Belgique et MSF France demandent que des moyens logistiques soient mis en œuvre pour réinstaller les réfugiés hors des marécages du Congo-Brazzaville et séparer les civils des leaders armés.



Compte-rendu réunion task force Congo de MSF Belgique, 26 mai 1997 (en français).

Extrait :

MBANDAKA [...]

Pour les réfugiés, MSF est actuellement actif à l'aéroport. Beaucoup de soldats et il semble que de gros contingents soient en route de KIS [Kisangani] vers MBAN [Mbandaka] (Grand nettoyage a commencé ?). MSF n'a pas reçu l'autorisation de construire des structures supplémentaires à l'aéroport.

Il y a les 2 questions de base qui reviennent toujours :

- Quels moyens se donne-t-on, pour quelle prise en charge des réfugiés (et de quels réfugiés, ceux du camp, de la forêt) ?

- Que va-t-on faire des info[rmat]ons que l'on va recueillir, quel témoignage ?

Il y a 2 axes de travail du point de vue opérationnel : les réfugiés et la population congolaise.

Peut-on imaginer fondre les 2 ? Ou encore ne rien changer aux programmes à LT [long terme] et se baser sur l'hypothèse qu'ils vont toucher également les réfugiés ?

Les réfugiés restant dans la forêt : comment savoir s'ils sont encore vivants ? Combien ? Et combien sont morts ? Vues les conditions d'accès (forêt hyper dense), le tracing actif n'est pas envisageable.

Si on se lançait dans le *tracing* [repérage], est-ce dans le but de retrouver des vivants ou de rechercher des charniers ?

(NB : MSF F avait proposé d'effectuer ce *tracing* indépendamment de MSF B, on a refusé)

Si on se base uniquement sur les programmes à LT, comment va-t-on gérer les informations (de seconde main) que l'on va recueillir sur des massacres, charniers, nettoyage ? C'est clair, on ne pourra pas les mettre aux oubliettes. Mais en même temps,

toute communication de MSF sur la disparition de réfugiés va directement être interprétée dans la presse comme une accusation contre l'AFDL.

Cette gestion des informations doit être clairement décrite dans un plan d'action, d'encadrement, clair et largement diffusé (en interne) ! Cette gestion doit prendre en compte le fait qu'on ne pourra pas focaliser un intérêt international pendant longtemps sur cette région et que Ban [Mbandaka] est touchée tardivement par le flux des réfugiés. Il y a aussi quelqu'un à KS [Kisangani] qui est en train de recueillir des témoignages. On ne sait même pas au siège ce qu'on fera de ces informations.)

La communication a tellement « merdé » dans ce contexte qu'elle constitue un cas d'école.

IL FAUT une réunion intersection sur la communication, préparée en interne pour fixer la position de BXL [Bruxelles] (entre hurler et se taire), en organisant à BXL une réunion élargie (au-delà de la task force).



« Urgence réfugiés rwandais Congo Brazzaville » **Communiqué de presse** MSF France, MSF Belgique, 26 mai 1997 (en français).

Extrait :

Des centaines de réfugiés rwandais continuent de traverser chaque jour le fleuve Oubangui-Congo pour chercher abri au Congo Brazzaville. Ces réfugiés fuient la zone de Mbandaka, certains se trouvent sur des îles à mi-chemin entre le Congo-ex Zaïre et le Congo-Brazzaville.

Le long du fleuve, 4 sites identifiés - Loukolela, Liranga, Ndjundu, Makotipoko - accueillent près de quinze mille personnes. Situés dans les marécages, difficiles d'accès, ils ne permettent pas une prise en charge satisfaisante des réfugiés épuisés et affamés. D'autres réfugiés sont à l'extérieur des sites, dans la forêt et les marécages, hors d'atteinte des opérations de secours.

Les réfugiés rwandais sont à nouveau dans une situation catastrophique et souffrent de malnutrition, de diarrhées et de blessures aux membres inférieurs. Les derniers arrivés sont hagards, choqués et ne possèdent plus rien.

Sur le site de Loukolela, par exemple, où 4 200 personnes sont déjà regroupées, 500 nouveaux réfugiés arrivent chaque jour. D'après une enquête menée par les équipes de Médecins Sans Frontières, 80 % des enfants de ce camp sont sévèrement malnutris. De nombreux enfants souffrent d'ulcération des muqueuses buccales et n'ont plus la force d'avaler. Des adultes présentent également des signes de malnutrition. Un cas de shigelle a déjà été identifié. On craint l'apparition de cas de choléra.

MSF demande que des moyens logistiques, et notamment des bateaux, soient mis à disposition des organisations humanitaires pour permettre l'évacuation de ces sites, des femmes, des enfants et des malades afin de les réinstaller au plus vite sur le camp de Bilolo, à proximité de Brazzaville, où l'assistance est possible.

13 volontaires de Médecins Sans Frontières assurent la prise en charge médicale et sanitaire des réfugiés. De nouvelles équipes doivent partir les renforcer. Le CICR est également sur place et assure les distributions de nourriture.

A Kisangani le rapatriement vers le Rwanda se déroule dans des conditions indignes, entre les intimidations de l'AFDL, l'empressement du HCR à évacuer les réfugiés, et les dangers encourus par ces derniers dans les communes de retour.

Les réfugiés de Mbandaka, principalement des hommes, sont surveillés de près par les autorités rwandaises. Beaucoup d'entre eux sont portés disparus pendant le trajet entre l'aéroport et le camp de transit.

Les sections de MSF sont de nouveau partagées sur la position à tenir à ce sujet. MSF Belgique reproche à MSF France de critiquer le HCR et les autorités rwandaises lors de ses prises de paroles dans les médias.



« Les organisations humanitaires s'interrogent sur les conditions de leur action au Congo (ex-Zaïre) Médecins Sans Frontières critique la politique de rapatriement au Rwanda des réfugiés hutus » Danielle Rouard, **Le Monde** (France) 28 mai 1997 (en français).

Extrait :

Cette journée réunissait des responsables du HCR, du CICR et de diverses ONG dont Médecins Sans Frontières et des envoyés du ministère de la Défense. Le problème de « l'inaccessibilité des victimes et [des] conditions de sécurité des organisations sur le terrain » dans la région des Grands Lacs, les interrogations sur « les potentialités et les limites » du droit humanitaire international, ou sur « la complémentarité » des organisations intervenantes étaient au centre des débats.

[...] Le docteur Rony Brauman, chercheur à la Fondation MSF, ne mâcha pas ses mots, même s'il voulut se garder de jouer les « moralisateurs ». Le HCR, de par son mandat maître d'œuvre, pour le compte de l'ONU, de ce rapatriement, fut la cible de la critique. « Le HCR, au lieu de faire valoir le droit d'asile et les garanties de protection des réfugiés, au Rwanda même, s'empresse sous la pression internationale d'organiser ce rapatriement », souligna Rony Brauman, avant de fustiger la « compréhension » à l'égard du gouvernement rwandais, dont les membres « cassent du réfugié par milliers. Le HCR devait-il ramener ces réfugiés dans le pays même de leurs oppresseurs, au nom de l'humanitaire ? ».



Sitrep de MSF Belgique à Kinshasa, 28 mai 1997 (en français).

Extrait :

Bien sûr, MSF ne pouvait pas laisser passer une telle occasion de se faire manipuler par la presse et la politique française même pas après les cris affolés des gens sur le terrain (après tout, déjà une semaine est passée sans communiqué de presse !!! période inacceptablement longue pour des toxicomanes de l'ego) donc demain nous pourrions de nouveau jouir des répercussions d'un article dans *Le Monde*, inspiré par les paroles de qui d'autre que Rony Brauman !

Et moi qui croyait qu'il avait quitté MSF ? Qu'il travaillait sa carrière politique ? *Or is he* ? Lisez dans le sitrep d'après-demain comment l'équipe MSF a passé sa journée à de nouveau enlever les autocollants qu'on osait tout doucement replacer, comment le ministre de Santé nous refuse le rendez-vous accordé, comment l'équipe expat[riée] MSF est partie en groupe sur l'avion vers l'Europe, en laissant les clefs du bureau chez le gardien pour quand le directeur des opérations MSF Belgique et Brigitte [Vasset, directrice des opérations de MSF France] arrivent, comment le siège est surpris qu'ils n'arrivent plus à trouver des gens assez motivés et innocents pour nous remplacer...



« Quelques notes sur Kisangani » **Rapport** de terrain de Fabien Dubuet, Chargé d'information MSF, 31 mai 1997 (en français).

Extrait :

Un peu plus de 40 000 réfugiés ont été « rapatriés » vers le Rwanda par le HCR durant le mois de mai, sur deux axes :

- de Kisangani vers le Rwanda : réfugiés d'Ubundu, d'Obilo et de Riario dont les plus « valides » font une courte halte au camp de transit de [Luku]Lola, à 11 km de Kisangani. Population mixte dans un état pitoyable.

- de Mbandaka vers le Rwanda : population très masculine, à environ 80 %, dont l'arrivée au Rwanda semble très contrôlée par les autorités de Kigali, d'après les équipes MSF là-bas. Pour les deux ou trois premiers vols de Mbandaka vers le Rwanda, un bon nombre de ces réfugiés ont disparu entre la descente de l'avion et l'arrivée au camp de transit. D'après l'équipe MSF Belgique au Rwanda, ils auraient pris la fuite dès leur descente de l'avion (?).

Au moment de mon départ (le 31), les rapatriements étaient suspendus depuis deux ou trois jours.

Transport plutôt que rapatriement

Le terme de rapatriement est un abus de langage. Certes les réfugiés ne sont pas mis dans les avions *manu militari*, ce qui permet au HCR de parler de volontariat au départ, mais les bases de ce transport (le terme est plus approprié) restent malsaines :

- La menace directe ou indirecte : sur Mbandaka, la forte présence militaire (l'équipe rwando-tutsi de nettoyage qui s'était illustrée à Kasese et Biaro a semble-t-il déménagé pour Mbandaka) suffit à inciter les réfugiés à repartir vers le Rwanda. A Ubundu, Obilo et Biaro, malgré l'absence de coups de feu à partir du 17 mai, les réfugiés étaient pressés de prendre le train pour Kisangani. Les places étaient tellement chères qu'elles sont devenues payantes avec l'installation d'un marché noir par le staff local du HCR : les réfugiés se voyaient garantir une place dans le train moyennant paiement d'entre 40 000 à 100 000 nouveaux zaïres (information confirmée par l'infirmière et l'un des logisticiens MSF travaillant à Biaro). Au camp de transit de Lola, où pourtant la présence militaire à l'intérieur du camp et de l'hôpital a disparu depuis le 13 mai, l'immense majorité des réfugiés m'ont déclaré avoir peur d'une nouvelle attaque (ce qui s'est passé à Biaro et Kasese peut arriver ici aussi). La plupart m'ont parlé aussi de leur crainte à l'échéance de l'ultimatum de 60 jours fixé par Kabila.

- L'absence d'autre alternative proposée par le HCR : tous les réfugiés avec qui j'ai pu discuter étaient pleinement conscients au départ de Biaro, Obilo et Ubundu qu'ils allaient être rapatriés vers le Rwanda (il y a eu un moment de doute sur l'étendue de cette connaissance quand Pierre-Pascal [Vandini] m'a dit avoir rencontré sur Obilo des réfugiés qui n'en savaient rien). Mais ils m'ont tous expliqué que s'ils acceptaient le retour sur le Rwanda, c'était par résignation : il n'y a pas d'autre solution et ils sont fatigués de trois ans d'exode et de traque, avec le même scénario à chaque fois : formation d'un camp, stabilisation dans ce camp, puis attaque du camp. La grande majorité m'a cependant demandé s'il n'existait pas une autre destination possible.

- Le transport des réfugiés vers une autre source de danger : le HCR renvoie ni plus ni moins les victimes vers leurs bourreaux. On sait que des soldats rwando-rwandaïes ont participé activement aux massacres. Les réfugiés m'ont souvent demandé, inquiets, si les humanitaires étaient dans les communes et si nous avions des informations sur la sécurité de ceux qui étaient déjà rentrés. Ils me disaient finalement que quitte à mourir, ils préféreraient mourir dans leur pays de naissance. Selon le CICR, il y a entre 300 et 400 arrestations par jour dans les communes au Rwanda. [...]

- Pratiquement chaque matin, des agents locaux du HCR étaient dans l'hôpital (notamment dans le secteur des malnutris et des vulnérables) pour demander si certains de nos malades ou leurs accompagnants ne pouvaient pas rentrer au Rwanda. Ce HCR mouche du coche de l'hôpital a passablement agacé les médicaux MSF et exigeait une résistance quotidienne : beaucoup d'énergie a été dépensée chaque jour pour rabâcher les mêmes explications (non ces malades ne sont pas en état de partir vers le Rwanda aujourd'hui et nous ne pouvons pas programmer médicalement leur départ pour tel jour). La vigilance s'imposait aussi afin d'éviter que dans son élan zélé, le HCR ne rapatrie nos patients. Le matin du 24 mai, des malnutris ont probablement été transportés vers le Rwanda. L'infirmier MSF en charge du centre nutritionnel a constaté la disparition d'un bon nombre de ces personnes et de fait un peu plus tard dans la matinée, il nous en est revenu trois de l'aéroport. Combien sont partis vers le Rwanda ? Se sont-ils évadés ou ont-ils succombé aux sirènes du HCR ?



« Réunion du HCR à Genève » **Résumé** de Dominique Boutriau, responsable de programme MSF Belgique, 5 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Voici quelques notes personnelles prises au cours de la réunion sur les Grands Lacs avec le HCR à Genève. Un résumé officiel sera peut-être produit plus tard :

[...] Donc en ce qui concerne la bonne volonté du HCR vis-à-vis de la protection, je ne pense pas que MSF puisse être plus critique... envers le HCR lui-même mais plus envers les Etats membres qui ne soutiennent pas le HCR.

2) En ce qui concerne la capacité opérationnelle du HCR, notre sentiment est qu'en raison du manque de compétences de certains membres du personnel du HCR sur le terrain, il existe un manque de coordination des opérations entre les agences etc... Il y a des incidents factuels et ces incidents ont bien sûr des conséquences sur le sort des réfugiés. Notre point de vue est que nous devrions noter tous les problèmes que nous rencontrons et essayer d'abord d'avoir un dialogue ouvert à ce sujet avec le délégué du HCR sur le terrain et également les soulever directement avec les personnes clés du HCR (qui apprécient MSF) à Genève.

3) Je suis convaincue que nous n'avons rien à gagner à nous positionner publiquement contre le HCR et qu'ils sont dans le même embarras que nous face à ce qui se déroule au Congo-Rwanda. Que peuvent faire des humanitaires face à des militaires !!! Je suis convaincue que nous devrions avoir un dialogue ouvert avec le HCR en tant que partenaires dans la crise des réfugiés pour essayer de résoudre les problèmes que nous rencontrons sur le terrain.

Le 1 juin 1997, un rapport des Églises luthériennes et plusieurs articles dans la presse internationale rendent compte de la poursuite des violences contre les réfugiés rwandais au Congo, tandis que les Nations unies demandent l'arrêt immédiat de ces violences. Laurent-Désiré Kabila qualifie toutes ces déclarations d'irresponsables.



« Au Congo, le terrain menaçant cache un désastre » **The New York Times** (États Unis), 1^{er} juin 1997 (en anglais).

Extrait :

L'organisation européenne, Médecins Sans Frontières a accusé l'Alliance de M. Kabila d'utiliser les agences humanitaires comme appâts, les laissant entrer dans la jungle avec des vivres et des secours médicaux pour en réalité attirer les Hutus hors de la forêt et les tuer. Dans certaines zones, en particulier à l'ouest de Goma et dans les camps de Biaro et Kasese près du kilomètre 42, au sud de Kisangani, les troupes rwandaises de l'Alliance tutsie sont accusées de massacrer méthodiquement les réfugiés, y compris les femmes et les enfants et de brûler des cadavres.

L'Alliance a nié ces faits avec virulence. Certains réfugiés estiment que la moitié d'entre eux sont morts dans la jungle - certains tués par balles, la plupart de faim et de maladies. Mais il n'y a pas moyen de savoir, parce qu'ils sont éparpillés sur une zone grande comme l'Europe de l'Ouest. Des milliers d'entre eux ont pris la direction de Mbandaka à 1 500 kilomètres du Lac Kivu et un groupe important a été repéré sur la frontière avec l'Angola, à 1 200 kilomètres au sud. Les Nations unies disent avoir connaissance des 125 000 réfugiés rapatriés depuis janvier et de 53 000 autres encore au Congo et dans les pays voisins. Cela laisse sans nouvelles de 222 000 autres. Pour toutes sortes de raisons pratiques, s'ils sont encore en vie et avec les ex-soldats, ils sont toujours en guerre.



« Violences et tensions se poursuivent dans l'Est du Congo (ex Zaïre) » **AFP** (France) Kinshasa, 2 juin 1997 (en français).

Extrait :

Les violences, règlements de compte, tensions interethniques et violations des Droits de l'homme se poursuivent dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a indiqué lundi à Kinshasa une commission d'enquête locale.

Dans un rapport transmis à la presse, une commission d'enquête de l'Église luthérienne du Congo (ex-Zaïre) souligne que le nouveau gouvernement hérite « d'une situation particulièrement alarmante en matière des Droits de l'homme ».

« Les autorités de l'AFDL n'ont pas su contrôler effectivement le comportement de vengeance d'un grand nombre de leurs combattants, qui sont du reste trop jeunes et dont un grand nombre était déjà activement engagé dans des luttes interethniques », selon le rapport.

« C'est cela qui justifie d'ailleurs le grand nombre de cas de règlements de compte qui risquent de devenir monnaie courante si on n'y prend pas garde non seulement dans les régions orientales, mais partout dans le pays », poursuit le document. [...]

La situation semble particulièrement préoccupante dans cette province, notamment dans la région d'Uvira, point de départ de la rébellion en octobre dernier.

« Une grande partie de la population de la zone d'Uvira a fui. Certains seraient encore en Tanzanie, d'autres soit vers le nord, soit vers le sud. Ceux qui avaient osé rentrer ont été victimes de tortures », révèle le rapport.[...]

Les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu sont les premières à avoir été prises par les hommes de Kabila en octobre et novembre dernier.

« Le vécu quotidien des populations de ces zones est caractérisé par un climat d'inquiétude généralisé. Bon nombre d'entre eux sont convaincus que la guerre n'est pas encore finie et l'avenir ténébreux », poursuit le document.



« Accusations de massacres de réfugiés « particulièrement irresponsables » selon Kinshasa » **AFP** (France) Kinshasa, 2 juin 1997 (en français).

Extrait :

Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont qualifié lundi à Kinshasa de « particulièrement irresponsables » les nouvelles accusations de massacres de réfugiés hutus rwandais émises par un haut responsable de l'ONU.

« Tous ces responsables devraient être impartiaux, ne pas faire de déclarations à la légère. Est-ce qu'ils ont vu les massacres ? Avant de le dire, il faut réfléchir et vérifier », a indiqué à l'AFP le porte-parole du gouvernement, Raphaël Ghenda.

Le sous-secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires, Yasushi Akashi, affirme que les « massacres continuent » dans l'ex-Zaïre, en dépit des assurances données par le président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila.

« En dépit des déclarations officielles du président Kabila faites au représentant de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine, Mohammed Sahnoun, ainsi qu'à d'autres responsables concernés, les massacres continuent », écrit M. Akashi dans une tribune libre publiée par l'International Herald Tribune lundi, jour de l'ouverture du 33^e sommet de l'OUA à Harare.

Il précise en outre que le personnel de l'ONU qui aide au rapatriement de réfugiés rwandais de Mbandaka (ouest), localité située à la frontière du Congo-Brazzaville, a appris « par des informateurs locaux dignes de foi que des tueries se poursuivent dans les forêts ».

Selon ces informateurs, « les réfugiés sont traqués en dépit de l'opposition (à ce genre de pratiques) de certaines unités non-tutsies de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo ».

Jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà appelé les nouvelles autorités à cesser les massacres. Kinshasa avait en retour accusé l'instance onusienne de se prêter à une « campagne d'intimidation ».

Une partie des réfugiés de Loukolela au nord du Congo-Brazzaville (4 800 réfugiés) commencent à être transférés par barge et par un pont aérien vers le camp de Bilolo situé près de Brazzaville.

A partir du 5 juin 1997, les combats dans la ville empêchent l'accès des équipes de MSF à ces réfugiés.



« Réfugiés rwandais au Congo-Brazzaville », **Communiqué de presse**, 7 juin 1997 (en français).

Extrait :

Depuis deux jours, du fait des combats dans les rues de Brazzaville, les organisations humanitaires ont dû suspendre les opérations d'aide aux réfugiés rwandais regroupés dans le camp de Bilolo, situé à 25 km de la capitale congolaise.

Depuis jeudi matin aucune distribution de nourriture n'a ainsi pu être effectuée et le personnel médical n'a pu se rendre sur le camp. Les opérations d'enregistrement des réfugiés volontaires pour le rapatriement au Rwanda ont également été stoppées.

L'impossibilité de se déplacer dans Brazzaville rend, d'autre part, vaines pour l'instant toutes opérations pour secourir les Congolais blessés par les combats.

Treize volontaires de Médecins Sans Frontières sont, aujourd'hui, bloqués à Brazzaville. Deux équipes MSF peuvent néanmoins poursuivre leurs activités auprès de 10 000 réfugiés regroupés dans 2 camps au nord du pays. Mais l'impossibilité de réapprovisionner les missions depuis Brazzaville risque de poser des problèmes de nourriture et de stocks de médicaments dans les jours qui viennent.

Les taux de mortalité restent très élevés à Njundu et Loukolela. On recense 6 morts pour 10 000 et par jour à Njundu et 4 pour 10 000 à Loukolela (on estime en général que le seuil d'alerte se situe à 2 pour 10 000 et par jour).

Les deux équipes de Médecins Sans Frontières ont installé sur chaque camp un dispensaire (une centaine de consultations quotidiennes), un centre thérapeutique de nutrition, ainsi que des latrines et un système d'approvisionnement en eau potable. De nombreux réfugiés souffrent de diarrhées.

Le principal problème sur ces deux sites reste l'approvisionnement en eau potable, l'accès étant très difficile.

80 % des réfugiés sont des hommes, dont certains sont des ex-miliciens ou militaires rwandais.

Alors que la séparation des miliciens et militaires des réfugiés était une priorité, aucune mesure en ce sens n'a été prise à ce jour.

Le 8 puis le 11 juin 1997, un article du *Washington Post* raconte les massacres commis par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, en particulier ceux de Kasese et de Mbandaka proches de la frontière du Congo-Brazzaville



« Les massacres deviennent une arme dans la guerre civile au Congo » John Pomfret, *The Washington Post* (Etats-Unis) 11 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Ce hameau de huttes en paille et en terre mêlées au cœur de la vaste forêt tropicale du Congo abrite un sombre secret. A la mi-avril, poussés par les officiers de l'armée loyale au chef rebelle Laurent Kabila, ses habitants se sont rués à l'intérieur d'un camp abritant en majorité des réfugiés rwandais, massacrant à coups de haches et de lances les groupes d'hommes, de femmes et d'enfants. Les hommes Hutus armés se sont défendus. Mais le lendemain les troupes rebelles de Laurent Kabila sont arrivées et selon les survivants et les habitants du coin, ont ravagé la communauté des 55 000 réfugiés pendant sept heures, ouvrant largement le feu à l'intérieur du campement situé dans un bosquet de palmiers ceinturant une route forestière défoncée. De nouveau les villageois se sont joints aux combats, brandissant lances et machettes contre les réfugiés. Les habitants et les réfugiés survivants disent que des centaines de personnes ont été tuées. Nombre d'entre elles sont enterrées dans une fosse commune, 500 mètres plus loin, au bout d'un chemin boueux qui est maintenant gardé par des soldats de Kabila. L'histoire de Kasese est seulement l'un des nombreux récits de massacres de masse de réfugiés commis par les soldats de Kabila, aujourd'hui président de la République du Congo, pendant les sept mois qu'il a mis à renverser Mobutu Sese Seko, alors leader de ce qui s'appelait encore le Zaïre. [...] « A l'extérieur, il y avait un flot de gens qui fuyaient Wenji. Certains se sont réfugiés dans la forêt, d'autres ont volé des embarcations et sont partis sur la rivière. Nombre d'entre eux ont été blessés. Il y avait du sang et des mourants partout » raconte [le responsable d'un centre de santé] « Ce jour-là ils ont tué beaucoup de gens. »

Dans l'après-midi, quand les tirs ont cessé, [le responsable du centre de santé] a été orienté vers un amas de femmes blessées. Il raconte qu'il a trouvé une femme et sa fille d'environ dix ans, mortes. Deux autres étaient blessées mais vivantes.

Les employés de la Croix-Rouge racontent qu'à Wenji, ce jour-là, ils ont enterré 116 personnes et ont poussé des douzaines de corps dans la rivière.

Selon des témoins, les massacres ont continué à Mbandaka, le 13 mai alors que les soldats allaient et venaient. Ils ont pourchassés les réfugiés à travers la petite ville au bord de la rivière, abattant une quinzaine de personnes qui s'étaient cachées derrière une large fresque représentant Mobutu. [...]

« L'armée est arrivée le long des quais et a commencé à tirer des rafales sur le port. Tous les soldats ont juste rechargé leurs fusils et tiré sur le bateau, tuant tout le monde. Les corps sont tombés dans la rivière et dans la barge » racontait récemment un homme debout au bord de l'eau, qui pêchait des poissons-chats.

« J'étais dans l'entrepôt et j'ai tout vu. On n'avait jamais vu ça. L'odeur, tout ce sang, les pleurs. Et les soldats étaient si froids. Et puis ils ont appelé la Croix-Rouge pour faire le ménage. Ils sont venus et ils ont poussé les corps qui restaient dans la rivière. » raconte-t-il.

Début juin 1997, au Congo-Brazzaville, la chargée de communication de MSF France et un médecin mis temporairement à la disposition de MSF par Médecins du Monde recueillent auprès des réfugiés de Njundu et Lukolela les récits de leur fuite depuis l'attaque des camps de l'Est du Zaïre à l'automne 1996 dont ceux des massacres commis aux alentours de Kisangani et Mbandaka.

Le 12 juin 1997, l'équipe de MSF France évacue Brazzaville en raison de la violence des combats. MSF France envoie à MSF Belgique et MSF Hollande une première version du rapport récapitulatif comportant de nouveaux témoignages, en particulier sur les massacres de Mbandaka, recueillis auprès des réfugiés arrivés au Congo Brazzaville.



Ébauche de rapport d'Anne Guibert, chargée de communication de MSF France au responsable de programme, à la responsable juridique et au département communication de MSF France, début juin 1997 (en français).

Extrait :

Voilà un draft d'une compile [compilation] de témoignages recueillis par Guy [Mérineau, chef du bureau de Médecins du Monde en Centrafrique] à Njundu. Qu'en pensez-vous ? On attend vos commentaires.

Réfugiés rwandais Congo mai/juin 1997

Parmi les différents témoignages recueillis auprès des réfugiés de Njundu, on note que :

- Tout au long du chemin, la population zaïroise a fait le maximum pour aider les réfugiés à se cacher des rebelles, à fuir, à se nourrir.
- A plusieurs reprises, la Croix-Rouge zaïroise et la population locale ont été contraintes par les rebelles de participer aux exactions (cf. Mbandaka, Wenji).
- Les réfugiés ont été poursuivis et attaqués par les rebelles jusqu'à la rive du fleuve Congo.
- Des massacres ont été commis visant en priorité les enfants (cf. Mbandaka), les supposés intellectuels (cf. Mbandaka).

- Les militaires zaïrois en déroute ont pillé et commis des exactions à l'encontre des réfugiés (Ubundu, Ikela).
 - Les vulnérables (femmes, enfants, malades) ont disparu dans leur grande majorité, incapables de suivre, ils ont été abandonnés le long du chemin, tués par les rebelles.
 - Toutes les familles ont été disloquées. Dans toutes les familles, il manque un enfant, un père, une mère... Les femmes et les enfants sont sous-représentés parmi les réfugiés arrivés au Congo.
- [...] Les témoignages concernent les populations réfugiées sur le site de Njundu. La grande majorité de ces réfugiés ainsi que ceux qui sont regroupés à Lokouela et Liranga ont emprunté le même chemin.



« Point info Médecins Sans Frontières Congo-Brazzaville » **Communiqué de presse** MSF France, 12 juin 1997 (en français).

Extrait :

L'équipe de Médecins Sans Frontières de Brazzaville a été évacuée ce matin. La violence des combats dans la ville ne lui permettant pas, pour l'instant, d'intervenir auprès des populations blessées. Trois volontaires sont restés à Kinshasa, prêts à mettre en place une activité chirurgicale à Brazzaville dès que la situation le permettra.

Cette équipe portait assistance depuis plusieurs semaines aux réfugiés rwandais installés dans le camp de transit de Bilolo, à une trentaine de kilomètres de Brazzaville. En raison des combats ces 5 000 réfugiés n'ont pu recevoir aucun secours depuis une semaine.

Ils sont arrivés au Congo après une errance de plusieurs mois à travers la République démocratique du Congo. 10 000 d'entre eux sont encore dans le Nord du Congo, dans les camps de Njundu et Lukolela où six volontaires de Médecins Sans Frontières continuent à leur porter assistance. D'autres réfugiés franchissent chaque jour le fleuve Congo. Ils sont dans un très mauvais état de santé. Les taux de mortalité dans les camps, pour la semaine du 2 au 8 juin s'élevaient à 6,4 pour 10 000 et par jour (Lukolela) et 8 pour 10 000 et par jour (Njundu) (on estime en général que le point d'alerte se situe à 2 pour 10 000 et par jour).



« Re : textes témoignage » **échange de courriel** entre la responsable juridique de MSF France et la responsable de programme de MSF Hollande, 12 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Le rapport que vous avez reçu est composé de témoignages collectés sur le terrain par des membres de MSF, selon l'accord passé entre MSF France et MSF Belgique. J'ai ajouté les témoignages de réfugiés sur les massacres de Mbandaka collectés au Congo-Brazza[ville]. L'équipe MSF à Mbandaka a assisté à ces événements mais ne peut pas être citée comme source pour des raisons de sécurité. Donc il ne s'agit pas seulement de témoignages de réfugiés. Le rapport a été conçu de telle façon que MSF ne soit pas cité et que les volontaires de MSF ne soient pas identifiables comme source.

Il s'agit du meilleur compromis possible entre le plaidoyer et la sécurité. En ce moment, de tels témoignages sont d'une importance cruciale pour maintenir l'attention et la pression de la communauté internationale alors que les troubles et les massacres continuent.

Le premier jet du rapport vous a été envoyé hier soir [11 juin]. (le massacre relaté dans le document remonte à un mois, le 15 mai.)

Le texte final qui incorpore les remarques des équipes de terrain belge et française et celles des desks est en annexe (des changements mineurs dans le texte mais des ajustement de détail importants).

Ce texte a été conçu pour être distribué de la façon suivante :

- être donné au HCR, CICR, DHA, M. Richardson (représentant des Etats-Unis à l'ONU), M. Ian Marteen (conseiller du gouvernement des Etats-Unis pour les Grands Lacs)
- remis de la main à la main, à certains journalistes ciblés pour briefing. (MSF n'est pas mentionné dans le rapport et ne sera pas mentionné comme source du rapport). Priorité sera donnée aux responsables et journalistes américains et britanniques. On leur donnera le texte six heures ou plus avant les autres.

Pierre Mounier [logisticien MSF à M'bandaka] donnera des *briefing off* à certains journalistes ciblés, à des représentants des Nations unies et des Etats-Unis à Washington et New York.

Jusqu'ici les témoignages n'ont pas encore été publiés. Si nous voulons nous en tenir à cette ligne stricte, nous devons rapidement nous mettre d'accord.

Le processus normal passe toujours par l'accord des desks qui ont transmis l'information de leurs équipes de terrain.

Jusqu'ici :

- Dominique [Boutriau, responsable de programme de MSF Belgique] et Marie-Pierre [Allié, responsable de programme de MSF France] se sont mises d'accord sur le texte et la politique de distribution décrite ci-dessus
- Pour éviter de longues discussions, délais et un processus de dilution prévisible, je propose que Marie-Pierre, Wilna [van Aartsen, cellule urgence MSF Hollande] et Dominique envoient leur accord à cette proposition par réponse à ce courriel.

Sinon nous devons aller à la réunion des directeurs généraux demain.

Sincèrement

Françoise.[...]

[réponse de Wilna]

On s'est mis d'accord pour que cela soit discuté demain, entre les desks. Nous aimerions connaître la raison de cette activité de lobby, pour l'instant je n'en vois pas la valeur ajoutée.

Après discussion avec l'équipe de MSF France, l'équipe de MSF Belgique à Kinshasa s'oppose à une opération de communication impliquant l'équipe de Mbandaka. Elle demande que « le cas de Lukolela soit sous-traité à des personnes de confiance. » La task force Congo de MSF Belgique lui répond que le rapport ne fera pas l'objet d'une prise de parole publique. La responsable de programme de MSF Belgique continue à refuser de répondre à la demande d'informations de son homologue de MSF France au sujet de la situation des réfugiés autour de Mbandaka, où se déroulent encore des massacres.



Message de l'équipe de MSF Belgique de Kinshasa à MSF Belgique à Bruxelles, 11 juin 1997 (en français).

Extrait :

Nous avons tous été impressionnés par l'intensité des témoignages collectés à Lukolela. L'horreur de ces histoires dépasse tout ce que nous avons pu imaginer. Toutefois, nous avons été surpris lorsque la possibilité d'une nouvelle action de témoignage a été

évoquée. Nous avons localement échangé nos points de vue avec MSF France à ce sujet. Voici ce que nous (MSF Belgique) pensons être un résumé de nos deux points de vue.

MSF France

Le témoignage est une activité prévue par la charte de MSF. Se taire reviendrait à se porter complice des exactions qui ont cours en ce moment.

Dans ce cas précis, le témoignage poursuivrait deux objectifs :

Protéger les expats [expatriés] de MSF France encore présents dans les camps de Lukulela et Njundu (côté RDC).

Diminuer l'intensité des atrocités qui se déroulent actuellement.

Y a-t-il un risque d'intensification des exactions avant l'organisation de la commission d'enquête (20 juin) ? Peut-être. De toute façon, l'impact du témoignage ne peut se mesurer.

Demande de MSF France : y-a-t-il des arguments pour ne pas sortir les témoignages de Lukulela ? Cela se passe en RDC, les témoignages viennent des réfugiés eux-mêmes, la source ne sera pas identifiée.

MSF Belgique

Des témoignages venant de 913 [nom de code radio], Lukulela et/ou Ndjundu, même anonymes, attireraient de toute façon l'attention sur MSF. il n'y a pas de multiples sources possibles. La solution proposée par Marc C. d'inviter des journalistes [...] serait probablement plus acceptable.

Un témoignage mettrait en danger notre personnel de 913, principalement le personnel congolais (un expatrié). Est-ce que ce danger diminuerait si le témoignage ne porte que sur Lukulela ? Tout a fait imprévisible, étant donné que nous ne contrôlerons pas les possibilités d'amalgame.

Un témoignage nécessite une préparation. Un retrait de 913 demanderait au minimum deux semaines. Nous avons abordé les nouvelles autorités avec un langage « transparent » (cf. [...], directeur des opérations MSF Belgique). Pourrions-nous supporter le choc d'un deuxième rapport s'il y a fuite ? (La question va au-delà d'un danger d'expulsion, mais concerne la protection de notre staff, principalement national). [...]

Bien que le danger d'expulsion ne soit pas un argument définitif (le risque en est d'ailleurs faible), l'équipe de MSF Belgique en RDC croit tout de même avoir pris une certaine responsabilité face à des programmes d'une telle ampleur. De plus, si le risque d'expulsion est faible, d'autres moyens plus administratifs existent pour limiter notre marge de manœuvre, et nous en ressentons déjà certains effets dans nos possibilités de déplacement.

En conclusion :

- Nous ne sommes pas favorables à une action de témoignage partant de MSF. Nous nous opposons à une action impliquant 913 car il est impossible d'y assurer rapidement la protection de nos équipes. Nous demandons que le cas de Lukulela soit sous-traité auprès de personnes de confiance. Nous souhaiterions également une meilleure coordination avec les organismes disposant d'informations similaires aux nôtres. D'une part par correction (si les sources potentielles ne sont pas nombreuses, nous ne sommes pas les seuls), d'autre part, pour ne pas négliger une possibilité d'augmenter notre impact, puisque celui-ci n'est pas certain.



« Conclusions de la *task force* au sujet de la diffusion du rapport avec recueil de témoignage en cours d'élaboration » **Message** de la task force Congo de MSF Belgique aux équipes de Kigali, Kinshasa, Kisangani et Bujumbura, 12 juin 1997 (en français).

Extrait :

1/ Nécessité d'aboutir à une version finale en collaboration avec Kinshasa.

2/ Le rapport sera transmis seulement aux organisations des Droits de l'homme : (UN *Human Right* pour la constitution d'un historique servant de documentation à la commission d'enquête) et Pierce Gerety, représentant UN [des Nations unies] à Kinshasa.

3/ Vu le caractère ancien des informations qu'il contient (13 mai) et les risques qui planeraient sur les équipes MSF expats [expatriés] et locaux en cas de diffusion publique, vu aussi que le rapport ne propose pas de solution à ce qui s'est passé (et risque de se passer encore), le rapport ne sera pas transmis à la presse ou aux instances politiques. En effet une diffusion à des instances politiques ou à des journalistes, même sans mention MSF, est une diffusion publique.

4/ On peut *brief*er oralement et discrètement certains journalistes sur les atrocités commises dans la région pour les inciter à se rendre eux-mêmes sur le terrain et faire leur boulot.

On peut *brief*er oralement les politiques congolais et internationaux sur les informations en notre possession (le contenu du rapport).

5/ MSF Belgique propose de prendre à l'avenir une position par rapport au témoignage public. Sous quelle forme doit-il avoir lieu ? Une conférence de presse avec vécu du terrain, sur base de nos actions médicales a certainement une grande valeur et donnera une meilleure perception extérieure et ne nous fera pas assimiler à une agence de Droits de l'homme voire une agence de renseignements. Un témoignage public nous forcera probablement à évacuer au moins une partie de nos équipes et doit donc être préparé. Un débat doit avoir lieu au sein de MSF Belgique ASAP [aussi vite que possible] sur ce sujet. Nous pourrions y inviter des personnes de MSF Hollande et MSF France.



« Re : Mbandaka » **Échange de courriels** entre les responsables de programme de MSF France et MSF Belgique, 11 et 12 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

De MSF France à MSF Belgique - 11 juin 1997 16h09

Hello, aujourd'hui plus de 8 000 réfugiés rwandais sont bloqués au Congo, au bord des rivières Zaïre et Oubangui, entre Lukolela and Njoundou.

Deux équipes MSF (6 personnes à Lukolela and Njoundou) sont présentes auprès de ces personnes dans ces camps, et leur apportent une assistance. Il y a aussi une équipe MSF qui descend de Bangui, par la rivière, pour leur apporter de la nourriture, des médicaments et de l'essence pour les deux camps.

Nous savons, par les réfugiés eux-mêmes, par Pierre Mounier qui est revenu la semaine dernière de Mbandaka, que des massacres se déroulent toujours (même le responsable de l'US AID [Organisme de coopération du gouvernement américain] en parle) que les réfugiés sont poursuivis par les soldats de l'AFDL.

Nous craignons que ces soldats n'essaient de traverser la rivière pour achever leur tâche de l'autre côté.

Il y a une équipe MSF du côté de la République démocratique du Congo, à Mbandaka mais nous n'avons aucune information sur ce qui se passe là-bas. La circulation de l'information a été arrêtée il y a plusieurs semaines et l'est toujours, parce qu'à MSF on

passé plus de temps à discuter des problèmes internes que de ceux des réfugiés (au moins depuis ces dernières semaines). Dans l'intérêt des réfugiés (si quelqu'un s'en soucie), pour la sécurité des équipes (qui semble être d'une importance majeure aux yeux de tous, prouvons-le) je demande que cette censure imposée sur ce qui se passe dans les Grands Lacs soit levée et que toute l'information circule librement entre les différentes sections, sur le terrain et au niveau des sièges.

Mes salutations

MP

De MSF Belgique à MSF France - 12 juin 1997 18h30

Hello Marie-Pierre ;

Comme tu le sais, il y a eu plusieurs ruptures des règles ces dernières six semaines concernant la sécurité et le témoignage. Cela a brisé la confiance que nous avions en Paris.

Je voudrais être claire. MSF Belgique est en faveur du témoignage et je voudrais juste te rappeler notre point presse du 25 avril... avant que Paris ne commence à se comporter de façon inacceptable. En conséquence, je ne comprends pas le sens de la décision de votre conseil d'administration le soir du 25 avril... et les décisions qui ont été prises à cette occasion.

Selon nous, la décision du CA [conseil d'administration] de MSF France selon laquelle le témoignage a la priorité sur les opérations et qu'un avertissement de 24 heures aux équipes MSF (des autres sections !!!) est suffisant pour que MSF (France !!!) témoigne n'est pas le signe d'une attitude internationale.

Cela signifie que nous attendons des signes positifs de la part de Paris concernant la remise en question de cette décision du CA et le rétablissement de la confiance.

Jusqu'ici les réunions de directeurs de ces derniers jours n'ont pas été couronnées de succès (d'après ce que j'en ai compris). Il ne nous est donc pas possible de vous fournir des informations détaillées concernant le terrain des Grands Lacs, et crois-le ou pas, je le regrette sincèrement. Tu dois savoir que cela ne signifie pas que nous établissons un blocus sur Paris... puisque je travaille en collaboration avec Françoise Saulnier sur les rapports de témoignages, à essayer de trouver une solution acceptable pour tous.

La porte est toujours ouverte de notre côté, en attente d'un signe de votre part.

Mes meilleurs souvenirs

Dominique.

Le 13 juin 1997, le ministre des Affaires étrangères du Rwanda désigne publiquement les « six responsables », selon lui, du sort des réfugiés. Laurent-Désiré Kabila ne fait pas partie de la liste.



« Le Rwanda désigne les responsables de l'errance des réfugiés » **AFP** (France) Kigali, 13 juin 1997 (en français).

Extrait :

Le ministre rwandais des Affaires étrangères Anastase Gasana a désigné jeudi les six « responsables » - la France en tête - du calvaire des réfugiés rwandais qui continuent d'errer dans l'ex-Zaïre.

Il a en revanche disculpé le président de la nouvelle République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila, estimant que « la priorité de M. Kabila n'était pas d'assurer la sécurité des réfugiés ». [...]

« Le premier responsable », a estimé M. Gasana à l'occasion d'une rencontre avec le corps diplomatique à Kigali, « c'est celui qui a créé la fameuse zone turquoise en 1994, laquelle zone a permis au gouvernement qui a planifié et mis en le génocide et les massacres de 1994 au Rwanda de déporter littéralement toute cette population au Zaïre afin d'en faire des otages, de faire d'eux un bouclier humain à caractère politique et militaire ». [...]

Le ministre a indiqué que le deuxième responsable de l'errance de « ces dizaines de milliers de populations, ce sont des acteurs de la communauté internationale qui n'ont pas pu et/ou n'ont pas voulu séparer dans les camps des réfugiés, les réfugiés innocents des criminels du génocide et des massacres de 1994 au Rwanda ». [...]

« Le troisième responsable ce sont ceux qui ont un trafic d'armes dans l'Est de l'ex-Zaïre et qui ont armé les réfugiés dans les camps, ceux qui ont transformé les camps de réfugiés en camps militaires », a-t-il poursuivi.

Les ex-politiciens et ex-militaires rwandais, ainsi que le régime du président zaïrois déchu Mobutu Sese Seko, viennent en quatrième position pour avoir pris en otages les réfugiés à des fins politiques, selon le ministre.

Le cinquième responsable, a-t-il ajouté, « ce sont les éléments des ex-Forces armées rwandaises et des miliciens interahamwes qui ont planifié et mis en application le génocide et les massacres d'un million de vies humaines au Rwanda et qui, dans leur errance volontaire, ont emporté avec eux leurs familles et leurs proches et qui ont emmené de force certains citoyens rwandais innocents, essentiellement des enfants, des filles et des femmes ». [...] Enfin, le sixième responsable pointé du doigt par M. Gasana, ce sont « ceux-là qui, réfugiés armés, ex-FAR et miliciens interahamwe, se sont engagés dans les combats au Zaïre pour se battre du côté des soldats de Mobutu ».

Le 13 juin 1997, au cours d'une réunion, les responsables de programme de MSF Belgique, MSF France et MSF Espagne décident de distribuer le rapport compilant les témoignages de réfugiés sur les massacres de Kisangani et Mbandaka collectés à Loukolela et Njundu en priorité à la presse de langue anglaise et aux diplomates, puis à la presse non anglophone.

MSF Belgique demande un délai de 24 heures entre la distribution aux médias anglophones et aux médias français afin « d'éviter de perdre notre crédibilité au cas où le rapport serait de nouveau repris en priorité par les médias français. »

La responsable de programme de MSF Hollande déclare que le rapport n'a aucune plus-value et qu'elle n'a pas confiance dans le processus. Elle explique qu'elle préférerait continuer un travail de plaidoyer bilatéral et collaborer à l'enquête du HCR. MSF Hollande bloque la diffusion jusqu'à la prochaine réunion des directeurs généraux, prévue deux jours plus tard.

Finalement, le texte est finalisé et validé le soir même par MSF Belgique et MSF France.

Le même jour, le Directeur général de MSF Belgique explique devant son Conseil d'administration que « le récent témoignage, s'il s'est fait de manière peu professionnelle, s'est avéré très efficace. »

A MSF France, le président propose aux membres du Conseil d'administration d'organiser un atelier, avec des membres du Conseil international, des conseils

**d'administrations, des départements des opérations des différentes sections pour
« aborder la question du témoignage et ses traductions opérationnelles. »**



Compte-rendu de la « réunion internationale des responsables de programme Grands Lacs » 13 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

La compilation de rapports de témoignages de réfugiés sur Kisangani et Mbandaka est maintenant finalisé. Cette réunion a été organisée pour décider quoi en faire.

Amsterdam pense ne pas pouvoir travailler avec ce document pour différentes raisons :

- Tout le processus en Europe est un gâchis [...]
- Toute l'information contenue dans le rapport est de seconde main [...]
- Il ne parle que des réfugiés (pas de la population locale) [...]
- Le sujet fait déjà la une des journaux [...]
- Ne comprend pas ce qu'il y a à gagner avec ce rapport. Pensez-vous que les réfugiés doivent être rapatriés ? [...]

Barcelone :

C'est la responsabilité de MSF de parler publiquement au nom des réfugiés. [...]

Le rapport est un complément à tout le témoignage que nous avons déjà rendu public. [...]

Paris pense que c'est son devoir de faire connaître tout ce que les réfugiés leur ont raconté.

- L'intention est de le distribuer aux responsables politiques clés et à des journalistes sélectionnés (auxquels on demandera de ne pas mentionner MSF). [...]
- Voudrait distribuer un rapport incluant les rapports sur Kisangani et Mbandaka. Le rapport sur Mbandaka peut poser des problèmes de sécurité pour le personnel local. Si ce risque est trop grand, ils retireront le rapport. [...]

Bruxelles ne veut pas inclure la partie sur Mbandaka [...]

- Est d'accord pour dire que le processus est un gâchis, mais on ne peut pas s'arrêter maintenant.
- MSF devait prendre la parole au sujet de ces histoires choquantes. [...]
- Le terrain est d'accord avec une distribution à des responsables diplomatiques clés. [...]
- La presse de langue anglaise doit recevoir le rapport 24 heures avant les autres. [...]
- Essayer de rencontrer les autorités à Kinshasa pour discuter du rapport. [...]

Conclusion :

Wilna [van Aartsen, cellule urgences MSF Hollande] rediscutera de ce sujet avec Lex et Pim [directeur général et directeur des opérations de MSF Hollande], mais pour le moment Amsterdam ne veut pas être impliqué.

Paris, Bruxelles et Barcelone vont distribuer le rapport lundi à la presse de langue anglaise et à des responsables diplomatiques clés et 24 heures plus tard au reste de la presse.



« Téléconférence » **Courriel** de Jean-Marie Kindermans, Secrétaire général de MSF International aux directeurs généraux de MSF Belgique, MSF Hollande et MSF France, 13 juin 1997, 16 h 16 (en anglais).

Extrait :

Comme convenu avec vous tous, je propose une téléconférence lundi prochain, le 16 juin à 12h30 [...]

Quand le directeur de la communication de la section belge a envoyé le document, il a dit : le but de la campagne d'advocacy n'est pas de convaincre l'opinion publique et les décideurs que les réfugiés sont systématiquement massacrés (tout le monde semble d'accord là-dessus désormais) mais d'insister sur le fait qu'une action doit être entreprise pour mettre fin à cette pratique.

En conséquence nous devons répondre aux questions suivantes :

- Existe-t-il un accord sur la version finale du document ci-joint, dont la traduction devrait être prête pour demain ? (des témoignages collectés sur le terrain par MSF, dont ceux sur les massacres de Mbandaka collectés au Congo-Brazza[ville]. Comme l'équipe MSF de Mbandaka a assisté aux événements, MSF ne peut pas être citée comme source d'information.)
- Sommes-nous d'accord pour le distribuer au HCR, au CICR, DHA, au représentant des Etats-Unis à l'ONU, au conseiller du gouvernement britannique ?
- Sommes-nous d'accord pour le distribuer à des journalistes ciblés, en particulier dans les pays de langue anglaise, à la condition de ne pas être cités ? Souhaitons-nous le faire à l'occasion de visites à ces personnes ?



« Version *draft* français » **Courriel** de Dominique Boutriau, responsable de programme de MSF Belgique à Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF, 13 juin 1997, 18h20 en anglais).

Extrait :

Voilà. La partie sur Mbandaka (le témoignage de Pierre Mounier) a été réarrangée et la stratégie proposée a été approuvée par MSF Kinshasa (voir les conclusions de la réunion des desks d'aujourd'hui.)

Les fautes d'orthographe ont été (complètement ?) corrigées.

La Croix-Rouge a été transformée en « organisation humanitaire. »

Le pillage des villages... est perpétré par des FAZ et ex-FAZ (voir l'introduction.)

C'est cette version que Chui Hsia traduit en anglais en collaboration avec Caroline à Paris.



« Re (2) Textes témoignage » **Courriels** de Dominique Boutriau, responsable de programme MSF Belgique et Wilna van Aartsen, responsable de programme de MSF Hollande en réponse au courriel du 12 juin de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, 13 juin 1997, 21h43 (en anglais).

Extrait :

Réponse de Dominique

[...] Après conversation téléphonique avec Marie-Pierre [Allié, responsable de programme MSF France] et Wilna [van Aartsen, cellule urgence MSF Hollande], MSF Belgique donne son accord à la stratégie proposée. Nous voulons qu'il soit clair que la remise du rapport

aux journalistes doit se faire de la main à la main et doit être accompagnée d'un briefing concernant l'attitude « *off the record* » de MSF.

Les briefings de Pierre Mounier aux journalistes doivent également s'effectuer « *off the record* ».

Nous acceptons à CONDITION qu'il existe un délai d'au moins 24 heures entre la distribution aux médias anglais et aux médias français afin d'éviter de perdre notre crédibilité au cas où le rapport serait de nouveau repris en priorité par les médias français.

Voici également, ci-jointe, la DERNIÈRE version en français, c'est à dire la version corrigée envoyée hier par Françoise Saulnier avec le paragraphe concernant le témoignage sur Mbandaka réécrit et approuvé par MSF Kinshasa (afin de protéger les sources.)

[Réponse de Wilna]

[...] Bon, je pense qu'il est clair aux yeux de tous que je ne suis pas d'accord.

Pas de valeur ajoutée, pas de confiance dans le processus (51 destinataires au courriel dans lequel Daniel de Schrijver dit des choses correctes), pour l'instant MSF ne peut apparemment et malheureusement pas gérer ce processus.

Je veux souligner que je souhaite continuer l'advocacy en particulier sur le terrain, dans le Kivu. Nous sommes bien connectés avec l'enquête de l'ONU sur les violations des Droits humains, nous plaçons auprès de toutes les délégations qui passent.

Lundi la publication des témoignages sera discutée entre les sections au niveau des directeurs.

Bon week-end.

Wilna



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, 13 juin 1997 (en français).

Extrait :

Le même scénario de violation des Droits de l'homme se répète dans les régions de Mbandaka, Boende, Shabunda : des escadrons traquent les réfugiés qui fuient, les massacrent et les ensevelissent dans des fosses afin de dissimuler les preuves. Pour les observateurs de MSF, Kabila est parfaitement au courant des exactions menées par les soldats de l'Alliance et certaines milices rwandaises, son propre fils ayant mené de telles actions dans la région de Kisangani. La stratégie de l'Alliance leur paraît claire : l'extermination des Hutus rwandais, des réfugiés. Au Rwanda, les cibles des attaques sont clairement les villages où des réfugiés ont été rapatriés. Dominique [Boutriau, responsable de programme MSF Belgique] souligne le travail extraordinaire réalisé par les staffs locaux malgré les entraves actuelles à l'aide humanitaire.

En ce qui concerne le témoignage, voici un bref rappel des derniers événements :

Le CA [Conseil d'administration] d'avril de MSF France a remis en question unilatéralement, c'est-à-dire sans concertation internationale, la règle du veto de sécurité existant entre les sections sur le témoignage. Le CA a annoncé que dorénavant ne serait plus appliqué le veto de sécurité au témoignage mais seulement un préavis de sécurité accordant un délai de 24 heures pour assurer la mise en sécurité (autrement dit le retrait) des équipes. Le CI [Conseil international] du 1 mai a refusé d'entériner cette abrogation unilatérale de la règle et réaffirmé que la règle d'application est toujours celle du veto de sécurité. Le CI a par ailleurs demandé aux DGs [directeurs généraux] d'étudier si un changement de la règle existante était opportun. Le message implicite donné par le CA de Paris semble tout à fait contre-productif pour le témoignage. Les incidents qui ont suivi n'ont rien fait pour arranger les choses. La sortie du rapport Shabunda et le « MSF accuse »

étalé en première page de *Libération* (le 20 mai 1997) a fait l'effet d'une bombe au sein de MSF.

Le CA a profité du retour de Mit Philips [chef de mission MSF Belgique à Kinshasa] pour en évaluer les répercussions sur le terrain. Les équipes ont appris l'information brutalement par les médias locaux, le message « MSF accuse » étant retransmis tous les quart d'heures par RFI dans Kinshasa prise d'assaut par l'Alliance. Pour Mit Philips, ce « clash » est inexcusable. La situation est d'autant plus inacceptable qu'elle a mis en danger les équipes et a brisé toute confiance entre le *staff* local et le siège. Le *staff* pensait que l'information préalable du terrain en cas de témoignage était une condition acquise. Le terrain appelle de tout cœur à professionnaliser le témoignage et à en harmoniser la politique en international car les différentes sections n'appliquent manifestement pas les mêmes stratégies en matière de communication.

A ce propos, Daniel de Schrijver tient à souligner que le « clash » de Paris ne constitue pas une « simple » faute professionnelle mais relève d'un problème de fond, d'une intentionnalité flagrante, ce qui est beaucoup plus grave.

Agnès Delahaie attire également l'attention sur l'impact de l'insécurité croissante sur le recrutement : les candidats se font plus rares ou retardent leur départ pour « voir la suite des événements », d'autres démissionnent. Les *staffs* du terrain ne sont pas des mercenaires professionnels ni des pions que l'on peut déplacer au gré des circonstances et qui doivent subir les retombées des stratégies catastrophiques de communication des sièges.

Anouk Delafortie s'inquiète de la « mémoire internationale » et notamment de l'absence de prise de notes ou d'enregistrement des discussions lors des téléconférences internationales. Comment s'étonner dès lors de la répétition de certains problèmes de manière récurrente...

Constat d'Eric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique] par rapport aux divers incidents : depuis le début de la crise, MSF a fait de son mieux en terme d'assistance mais n'a pas pu être efficace en terme de protection. Or, le récent témoignage, s'il s'est fait de manière peu professionnelle, s'est avéré très efficace.

Il a en tout cas permis de sauver environ 50 000 réfugiés et amené les Etats-Unis à enfin reconnaître la réalité des massacres. Plusieurs autorités internationales ont également témoigné suite à ce rapport.

Cependant, à quel prix ? MSF reconnaît avoir fait une énorme erreur de communication sur Kinshasa (Kigali était informé de la sortie du rapport de Shabunda). Pour lui, l'enjeu n'est pas de sauver l'international mais de sauver le témoignage, même s'il implique un accroissement de l'insécurité et le retrait des équipes. Le pouvoir d'arbitrage du CI [Conseil international] doit être renforcé et le CI devra adopter en septembre une prise de position claire et ferme.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 13 juin 1997 (en français).

Extrait :

Philippe Biberson, président de MSF France], propose la constitution d'un atelier de travail en septembre, fonctionnant sur le mode de l'étude de cas pour aborder la question du témoignage et ses traductions opérationnelles à travers l'exemple de la crise des Grands Lacs. Cet atelier serait constitué de membres du CI [Conseil international], du CA [Conseil d'administration], des opérations et des sièges des différentes sections. Il aurait pour objectif la production d'un travail. Bien que les MSF aient une même philosophie il reste, en termes opérationnels, peu de place pour le témoignage public.

Or, il ne faut pas passer à côté de questions essentielles. Le témoignage met-il en danger les missions ? Est-il source de récupération politique ? Met-il en danger les populations ? Il est bien entendu difficile de l'intégrer dans des crises complexes comme celle des Grands Lacs, mais l'ouverture à la problématique se fera peut-être davantage par l'exposé de cas que par des déclarations ou des exposés théoriques, en travaillant sur une matière pour en sortir des enseignements communs et une « culture commune ». Nous avons au sein du groupe MSF tous les éléments du débat. Nous sommes une des seules associations à avoir fait évoluer la discussion (remise en cause, analyse des tenants et aboutissants) et à témoigner. Il y a matière à évoluer ensemble pour que chacun sorte grandi de cette crise.

Nous devons ranimer ce débat en interne et entre les sections.

Odile [Marie-Cochetel] se demande si cela ne risque pas de ressembler à une grande messe et s'il ne va pas y avoir dilution du fait du grand nombre de participants.

Odyseas [Boudouris, Président MSF Grèce] pense qu'il faut se méfier de l'allure que prend le conflit. Nous sommes tous d'accord sur les grands principes et si des conflits aussi graves existent c'est parce que les approches politiques et culturelles sont très différentes entre les sections. Il semble donc inutile de parler des principes mais nécessaire de faire un travail sur la nature de ces différentes approches (peut-être avec l'aide de personnes extérieures à MSF).

Bernard [Pécoul, directeur général MSF France] pense aussi que les divergences sont essentiellement politiques et culturelles. Tout cela pourra être modifié par un échange de points de vue sur la durée et non par des déclarations. Sortons de la caricature, comparons les différentes approches, analyses et méthodes et apprenons des choses les uns des autres.

Il faut voir, face à un problème, quelles sont les réactions et les enseignements qu'on peut en tirer. Quelles méthodes sont employées pour témoigner et lesquelles ont donné les meilleurs résultats (Alain [Devaux]) ?

Il faut, pour que la culture MSF se fasse, que beaucoup de MSF du terrain participent à ce travail (François). Les témoignages de ceux qui étaient en prise directe avec le problème sont essentiels (Jeroen [Jansen]).

Il existe beaucoup de manières d'aborder la question et il est nécessaire faire tomber les faux-semblants et les évidences. Le témoignage pose problème en permanence, inutile de se leurrer. On ne peut se dispenser d'assumer le risque et l'engagement (Françoise) [Saulnier]. [...]

CONGO. EX ZAÏRE. Marie-Pierre Allié [responsable de programme MSF France]

Quand nous avons pu y retourner, les camps étaient vidés des réfugiés et nous craignons d'y trouver des charniers. Nous avons tenté de retourner sur le terrain et de rapatrier les gens. Le taux de mortalité à Kisangani était de 70 pour 10 000 par jour...

Actuellement il n'y a quasiment plus de réfugiés qui sortent de la forêt. 15 000 d'entre eux ont du passer au Congo-Brazzaville.

Nous travaillons sur les camps du nord. Nous avons rassemblés des témoignages de massacres à large échelle et nous avons toutes les raisons de croire que cela continue... MSF poursuit le travail de recueil de témoignages sur l'odyssée des gens sur la route. Un document a été réalisé et nous voulons l'utiliser pour faire pression auprès des acteurs politiques importants. Nous ne nous sommes pas encore mis d'accord sur son utilisation. Il y a des résistances de la section hollandaise, qui dit que maintenant tout le monde témoigne sur ces massacres et que ce n'est plus la peine de le faire...

Lorsque les organisations humanitaires parlent, quelles sont les conséquences ?

Marie-Pierre ne pense pas que la publication du rapport ait entraîné de gros problèmes de sécurité. Pour Médecins du Monde à Goma, il est difficile d'être très affirmatif dans

un sens ou dans l'autre, compte tenu de l'ensemble des facteurs existants. Il y a eu des attaques avant et après la publication du rapport et la tension est très forte sur la zone. Sur Kisangani : pas de conséquences particulières.

Le 15 juin 1997, le coordinateur de MSF Belgique à Kisangani fait part des commentaires de l'équipe sur le rapport et suggère d'en renforcer la composante médicale.

Le 16 juin 1997, les directeurs généraux n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la diffusion du rapport. La décision est reportée à la prochaine réunion du comité restreint du Conseil international qui se déroule le 20 juin.

Le 17 juin 1997, les responsables de programme et directeurs des opérations et de la communication des sections belge et française se réunissent à Bruxelles pour tenter de retrouver un terrain d'entente au sujet des modalités des prises de parole publiques.

Finalement le Conseil international décide de diffuser le rapport confidentiellement à trois organisations de défense des Droits humains, sous condition que MSF ne soit pas citée comme source.



« Stanley l'oriental et les mariées de l'an I » **Message** de Stéphan Oberreit, coordinateur de MSF Belgique à Kisangani à la task force Congo de MSF Belgique, 15 juin 1997 (en français).

Extrait :

- pt [point] 13 : le rapport, *mui bien*, très beau travail, même si un peu « chiant à lire » sur le fond surtout, mais aussi sur la forme (la forme capsat [transmission satellite] n'aide pas) : saut dans l'espace temps, mélange de genre (événements généraux décrits, histoires perso[nnelles] racontées).

Au début du document, ce n'est pas très clair l'histoire quand ils arrivent à 100 km de Kis[angani] et traversent la Lualaba (autre nom pour le fleuve Congo ?) Juste après on parle de passer Ubundu comme si de rien n'était, or apparemment c'est à Ubundu que les refus [réfugiés] ont traversé le Congo dans des conditions atroces qui ont causé la noyade de centaines de gens.

Un détail qui ne s'applique pas seulement au rapport, va-t-on continuer à parler de Kasese alors qu'il s'agit de Kisesa, Kasese était au Kivu ?

Ce qui est embêtant, c'est que ce rapport fait la part belle aux extrémistes des deux côtés responsables directs de toutes ces souffrances en ne les mettant pas suffisamment en avant. On a une impression monolithique trompeuse de l'alliance et de l'armée. On ne comprend pas pourquoi les villageois attaquent les refus dans la région de Kis[angani] et les protègent dans la région de Mbandaka. Enfin, les témoignages ne font pas ressortir et on ne prend absolument pas en compte le fait que ces refus sont pratiquement tout le temps encadrés par des FAR en en alliance avec des FAZ qui mènent une guerre contre l'alliance. En cela les autorités de l'alliance peuvent effectivement trouver que l'on charrie et que nous ne sommes pas honnêtes. Il est du coup beaucoup plus difficile de défendre notre position de témoin impartial.

Ce qui est clair, c'est qu'après la lecture de ce document, t'as pas trop envie d'aller serrer la main des chefs locaux de la région et de leur proposer d'améliorer leurs dispensaires. Je sais que c'est plutôt le travail de journaliste, mais a-t-on recueilli des témoignages de villageois ?



« Exactions et massacres commis contre les réfugiés rwandais sur le territoire de la République démocratique du Congo - Témoignages de réfugiés » **Rapport** MSF, 18 juin 1997 (en français).

Extrait :

La grande majorité des réfugiés rwandais arrivés aux mois de mai et juin 1997 sur le territoire du Congo-Brazzaville dans les camps de Njundu, Lokoulela et Liranga, ont emprunté le même chemin dans leur fuite devant les forces de l'Alliance. Après l'attaque du camp de Tingi-Tingi le 28 février 1997, ils sont passés par Ubundu, Obilo, Ikela et se sont dirigés vers le Congo-Brazzaville.

Les différents témoignages recueillis auprès de ces réfugiés au mois de juin 1997 mentionnent de façon concordante les exactions et massacres qu'ils ont subis pendant cette période. Ces témoignages confirment les récits des réfugiés et de la population locale recueillis à l'intérieur de la République démocratique du Congo.

Après l'attaque des camps de réfugiés situés sur l'axe Kisangani-Ubundu du 22 au 27 avril 1997, un autre groupe de réfugiés rwandais a été évacué vers le camp de transit de Kisangani puis rapatrié au Rwanda. Les témoignages recueillis auprès de ce groupe retracent les exactions et les massacres subis par les réfugiés. Leurs témoignages concordent également avec ceux déjà rendus publics par les organisations humanitaires présentes dans la région à cette époque. [...]

Témoignages de réfugiés rwandais arrivés au Congo-Brazzaville en provenance de la région de Mbandaka.

Ces témoignages mettent en lumière les faits suivants :

- Tout au long du chemin, la population zaïroise a fait le maximum pour aider les réfugiés à se cacher des soldats de l'Alliance, à fuir, à se nourrir.
- A plusieurs reprises, le personnel local d'organisations humanitaires et la population ont été contraints par les forces de l'Alliance à participer aux exactions (cf. Mbandaka, Wendji).
- Des massacres ont été commis par des soldats de l'Alliance visant aussi les enfants (cf. Mbandaka), les supposés intellectuels (cf. Mbandaka).
- Les soldats des Forces armées zaïroises en déroute et des ex-FAR ont pillé et commis des exactions à l'encontre des populations locales (Mbandaka).
- Les vulnérables (femmes, enfants, malades), incapables de suivre, ont été abandonnés par les réfugiés le long du chemin. Ils sont morts de faim ou de maladie ou ont succombé aux massacres.
- Toutes les familles ont été disloquées. Dans toutes les familles, il manque un enfant, un frère, une mère... Parmi les premiers réfugiés arrivés au Congo-Brazzaville, les femmes et les enfants sont sous représentés : 80 % de la population est composée d'hommes.



« N'utilisez pas le rapport de témoignages » **Courriel** de Anouk Delafortrie, chargée de communication de MSF Belgique aux sections MSF, 17 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

A la suite des deux téléconférences tenues par les directeurs généraux hier, le rapport de témoignages préparé par Paris et Bruxelles NE PEUT PAS être distribué.

Dans le document que nous vous avons envoyé le 11 juin nous vous informions que la décision finale devait être prise par les DG. Au cours de la téléconférence d'hier, aucune décision unanime n'a pu être prise en ce qui concerne la distribution du rapport. La

question sera rediscutée vendredi dans le cadre du comité restreint du Conseil international.



« Décisions de la téléconférence du comité restreint » **Message** de Jean-Marie Kindermans, Secrétaire général de MSF International, 20 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Le rapport réalisé à partir des informations recueillies auprès des réfugiés du Congo-Zaïre n'est pas un témoignage typique MSF, mais plutôt un rapport sur les Droits de l'homme. L'objectif de sa diffusion est de respecter et transmettre les témoignages de ces réfugiés et de ne pas laisser ces événements dans l'oubli, ainsi que de guider le travail de la commission d'enquête des Nations unies.

Tout le monde est tombé d'accord pour remettre ce rapport de façon confidentielle à trois organisations : Human Rights Watch, Amnesty International et la Commission d'enquête des Nations unies. Chaque remise sera effectuée personnellement à un membre connu de nous dans chacune de ces organisations, à la condition que MSF ne soit pas identifiée comme source.

Cependant, avant de donner le rapport à la commission d'enquête des Nations unies, nous nous renseignerons pour savoir si cette commission est fiable : nous en analyserons en particulier la composition, le statut et le fonctionnement afin d'être certain qu'il ne s'agit pas d'une couverture pour une entité politique ou diplomatique, du même modèle que la commission sur Kibeho. Pour Amnesty International, nous essaierons de nous assurer qu'ils sont prêts à suivre vraiment le travail de la commission de l'ONU.

Nous avons décidé que quelqu'un de MSF serait responsable de ce processus et s'assurera que les principes édictés ci-dessus seront respectés. Le comité restreint recommande au comité exécutif de confier cette tâche à Eric Goemaere [directeur général de MSF Belgique].

De surcroît, nous pourrions décider de remettre le rapport au CICR, mais il est moins probable que nous le remettrons au HCR. De toute façon, ces éventuelles transmissions se dérouleront dans un deuxième temps, après que nous ayons testé notre capacité à en assurer la confidentialité avec ces trois premières organisations. C'est le comité exécutif qui prendra cette décision.

Enfin, le comité restreint :

- Exprime son inquiétude et son refus d'accepter ce qui s'est passé récemment dans notre communication au sujet des Grands Lacs, en particulier après la dernière réunion du comité restreint du 1^{er} mai.
- Demande aux directeurs généraux de mettre en place d'autres mécanismes de coopération en matière d'assistance et d'*advocacy* dans la région des Grands Lacs.
- Si une autre question d'*advocacy* surgit dans le cadre d'une urgence complexe avant la réunion du Conseil international de septembre, [le CI] demande aux directeurs généraux d'adopter une approche au cas par cas et à chaque fois de se mettre d'accord sur le contenu, la distribution et le processus de l'*advocacy*.
- Demande aux directeurs généraux de mettre en œuvre une proposition pour le témoignage en général et ses liens avec l'assistance et la sécurité, pour la prochaine réunion du Conseil en septembre.



Au cours d'une réunion à Bruxelles, Marleen Bollaert, la présidente de MSF Belgique, pour me rendre service et avec mon accord, a accepté de mettre à l'ordre du jour le sujet : « Pour qui travaille réellement Jean-Hervé Bradol ? » En effet, à Bruxelles, une rumeur circulait qui prétendait que je travaillais pour les services secrets français avec Stephen Smith, un journaliste de Libération. Il y a des limites à tout. MSF France avait déjà été expulsé du Rwanda avec des accusations d'espionnage etc... A l'époque, c'était moi le responsable de programmes et je voyageais souvent dans la région des Grands Lacs. Avec une réputation comme celle-là, je risquais ma peau. De plus, je venais de passer l'été 1996 au Burundi en remplacement de la chef de mission. Et mes collègues de travail me taillaient une réputation qui était un vrai chèque en blanc pour que je me fasse tuer ! On l'a peut-être oublié, mais il y a eu effectivement pas mal d'expatriés assassinés au Rwanda, au Zaïre et au Burundi pendant ces années-là. Beaucoup de Rwandais travaillent au sein de MSF. Celui qui se fait tailler une réputation d'espion à la solde des génocideurs, risque sa peau quand il va sur le terrain. Donc j'étais un peu énervé et décidé à me battre parce que j'estimais que les gens qui diffusaient ces rumeurs me mettaient en danger physiquement.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme puis directeur de la communication (en français).

Le 19 juin 1997, à la suite d'un article du *Washington Post* affirmant que Laurent-Désiré Kabila avait donné des consignes pour entraver la mission d'enquête des Nations unies sur les allégations de massacres dans l'Est du Congo, le département d'État étasunien rappelle au président congolais sa promesse de collaboration.

Le 20 juin 1997, Laurent-Désiré Kabila nie publiquement que des massacres de réfugiés aient été commis.

La mission d'enquête des Nations unies sur les allégations de massacres, arrive au Congo, mais n'est autorisée à commencer son travail et d'interrogation des témoins et de fouille que début juillet.



« Washington rappelle à M. Kabila sa promesse de coopérer avec l'ONU », **AFP** (France) Washington, 19 juin 1997 (en français).

Extrait :

Le département d'Etat a rappelé jeudi à Laurent-Désiré Kabila, ancien chef rebelle devenu président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), sa promesse d'aider la mission d'enquête de l'ONU sur les massacres de réfugiés hutus rwandais.

Soulignant que M. Kabila s'y est engagé auprès de l'émissaire américain Bill Richardson et du Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, un porte-parole du département, John Dinger, a ajouté : « Nous attendons de lui qu'il respecte sa parole et coopère pleinement avec l'enquête de l'ONU ».

« Nous n'avons pas de raison de penser que M. Kabila ne le fera pas », a-t-il assuré.

Les Etats-Unis attendent la même « coopération totale » avec la mission de l'ONU de la part des dirigeants rwandais et ougandais, a précisé M. Dinger.

Il était interrogé sur des informations du *Washington Post* selon lesquelles M. Kabila a demandé aux responsables locaux dans le pays de ne pas aider les enquêteurs de l'ONU.

M. Dinger a cependant souligné que les Etats-Unis n'avaient « aucune information de source indépendante » sur les éventuelles consignes données par M. Kabila aux responsables locaux.

Selon le *Washington Post* qui cite des sources occidentales et congolaises, ces instructions ont été transmises la semaine dernière lors d'une réunion tenue à Bukavu (est).

Le *Washington Post* explique que M. Kabila est soumis à de fortes pressions du Rwanda et de l'Ouganda pour que l'enquête de l'ONU soit entravée car il a été forcé de permettre le massacre des réfugiés hutus rwandais qui vivaient au Zaïre depuis 1994 par les troupes rwandaises et ougandaises en échange de leur soutien pour renverser le régime du président Mobutu Sese Seko.



« Le leader congolais entrave l'enquête des Nations unies » John Pomfret, ***The Washington Post*** (Etats-Unis), 19 juin 1997 (en anglais).

Extrait :

Selon des sources occidentales et congolaises, le nouveau président du Congo, Laurent Kabila a demandé aux responsables locaux d'en faire le moins possible pour aider l'enquête des Nations unies sur les éventuels massacres commis par ses soldats.

Selon elle, au cours d'une réunion inhabituelle le week-end dernier, Kabila et d'autres responsables de l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo ont averti les autorités de la province du Kivu, à l'est du Congo aux frontières avec le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi de ne pas diriger les enquêteurs des Droits de l'homme vers les sites de charniers ou les éventuels témoins.

Ces mêmes sources affirment que Kabila et le nouveau gouvernement subissent une pression intense de la part des responsables de la sécurité rwandais et ougandais pour bloquer l'enquête des Nations unies.

Les forces de sécurité rwandaise et ougandaise ont participé de manière conséquente au soulèvement armé de Kabila contre le Président Mobutu Sese Seko, qui a fuit en exil le 16 mai.

Les sources affirment qu'en échange de leur aide pour renverser Mobutu, Kabila a été obligé de donner un coup de main à leurs troupes pour abattre des milliers de réfugiés hutus, qui vivaient au Zaïre depuis 1994. Ces réfugiés venaient pour la plupart du Rwanda après que les leaders hutus radicaux aient organisé l'extermination d'environ 500 000 Tutsis. Un soulèvement organisé par des Tutsis les avait chassés du Rwanda.

Les responsables, congolais et occidentaux, affirment que Kabila a tenu cette réunion du gouvernement à Bukavu parce que c'est la capitale du Kivu où de nombreux massacres se seraient déroulés. Une équipe d'enquêteurs des Nations unies doit arriver au Congo vendredi et doit commencer à travailler le 7 juillet.

[...] Depuis les six derniers mois, les équipes de secours des Nations unies sillonnent le Congo pour retrouver les réfugiés, malgré les interdictions d'accès à certaines zones posées par les troupes de Kabila. Depuis avril 1997, 50 000 réfugiés hutus sont revenus au Rwanda en avion des Nations unies. Mais l'agence des Nations unies pour les réfugiés affirme qu'entre 200 000 et 250 000 réfugiés manquent à l'appel au Congo. Des responsables américains affirment que ces chiffres sont gonflés.

[...] Le dimanche, la radio de l'Alliance a appelé tous les membres du parti de l'Alliance à une autre réunion dans le centre de la ville. Là les membres du parti ont aussi reçu la consigne de ne pas aider l'équipe des Nations unies à trouver les charniers et les témoins. « On nous a demandé d'en faire le moins possible », a déclaré un participant. « On nous a dit de bloquer les Nations unies et de ralentir le plus possible leurs démarches. »



« Selon le président Kabila : « il n'y a jamais eu de massacres » de réfugiés » **AFP** (France) Kinshasa, 20 juin 1997 (en français).

Extrait :

Interrogé par la télévision de Kinshasa sur les accusations du quotidien américain *Washington Post*, selon lesquelles il aurait donné des instructions pour entraver la mission d'enquête de l'ONU sur ces massacres, le président Kabila a répondu : « Ce sont des mensonges ».

« D'abord, il n'y a plus de réfugiés rwandais, nombreux sont rentrés chez eux. Il n'y a jamais eu de massacres. La communauté internationale veut se disculper de s'être servie de la France pour amener l'armée (hutue) d'Habyarimana (ancien président rwandais) dans ce pays », a-t-il affirmé.

Cette armée « a massacré des populations d'origine tutsie dans le Nord-Kivu (Est du pays). C'est bien connu. Ce n'était pas des réfugiés ».

« C'est pour se disculper qu'ils trouvent un bouc émissaire. Ces massacres (de réfugiés hutus) n'ont jamais eu lieu », a assuré l'ancien chef rebelle.

Une première équipe de la mission d'enquête de l'ONU est arrivée vendredi matin à Kinshasa. Les investigations ne débiteront que le 7 juillet, date d'arrivée dans la capitale d'une seconde et dernière équipe d'enquêteurs.

Fin juin 1997, le directeur des ressources humaines de MSF Belgique produit un document interne destiné à faire le point sur la pratique du témoignage par MSF.



« Quel témoignage MSF au cœur des crises ? » **Document interne**, Coordination Alex Parisel [Directeur des ressources humaines MSF Belgique], juin 1997 (en français).

Extrait :

MSF a vécu ces derniers mois des moments houleux en termes de témoignage, à travers une succession de dénonciations et d'accusations face à la situation dramatique des réfugiés hutus dans l'ex-Zaïre.

Nous ne pouvions rester sans réagir face aux flux de frustrations, d'amertume, de remises en cause et face à l'incessant questionnement de tout un chacun : quel témoignage MSF ? Dans quels buts ? A l'adresse de qui ? Selon quelles modalités ? Avec quelle pertinence ? Quels sont les principes moteurs qui nous font témoigner ou non ? Et la sécurité ?

Il y a trois degrés de témoignage pratiqués par MSF :

- le témoignage d'information qui explique l'aide dans une situation critique (MSF s'occupe de malnutrition),
- celui de dénonciation (la malnutrition est due aux déplacements des populations),
- celui d'accusation (ces déplacements sont dûs aux autorités en charge).

C'est souvent ce dernier type de témoignage qui pose problème (et qui sera principalement abordé ci-après), en particulier lorsqu'il est public et qu'il met en danger l'action sur le terrain (limitation de l'espace humanitaire) ainsi que la sécurité des équipes.

De notre positionnement originel aux textes du Conseil international, je vous propose quelques points de repères pour lancer un débat qui devrait aboutir à une meilleure

définition du témoignage ainsi qu'à une meilleure complicité siège terrain dans le domaine.

Nous sommes tous concernés par le sujet que ce soit au travers de nos responsabilités et/ou de nos sensibilités, que l'on soit sur le terrain, en capitale ou au siège, que l'on soit médical, spécialiste en sanitation ou en ressources humaines.

La principale idée qui a guidé la compilation et la rédaction de ce document, c'est de protéger le témoignage, qui reste un de nos modes d'action le plus original et plus pertinent, pour autant que l'on n'en abuse point et que l'on ne le détourne pas de ses objectifs originels.

Le domaine est large et le présent document n'est certainement pas exhaustif. Il s'inscrit dans un double processus. Le premier est de marquer le pas après nos actions médiatiques de ces derniers mois et du dérapage lié à l'épisode « *Libération* ». Le second est de lancer une dynamique de réflexion qui doit aboutir en septembre à une (re) définition du témoignage lors d'un débat au Conseil international. Signalons également que MSF Belgique et plus particulièrement le responsable de son centre de recherche, Thierry Coppens, organisera pour la mi-octobre 1997 un séminaire avec des ateliers de travail consacré à la politique de témoignage de MSF.

Ce fascicule est le résultat d'une décision du comité de direction de mai. Il a été ficelé, comme toujours, en urgence avec l'aide de Brigitte Gaignage et Sabine Vanhuysse pour la recherche de documents, de Monia pour la frappe et de Edouard Vercruysse pour l'édition. Les textes sont en français et anglais, une traduction est prévue.

Que vos esprits critiques claironnent et que vos commentaires avertis résonnent. Envoyer le tout à Thierry Coppens avant la fin août 1997.



Je venais juste d'être nommé directeur des ressources humaines et j'étais tellement écoeuré de voir des gens de MSF Belgique, comme Dominique Boutriau qui étaient en larmes. Pour certains, ça a été un phénomène de rupture vis-à-vis de MSF France, vis-à-vis du témoignage, vis-à-vis de la confiance. Ces gens qui ont été agressés personnellement dans ce qu'ils ont de plus profond. Pour moi c'était un devoir en tant que responsable des ressources humaines de susciter une sorte de catharsis là-dessus afin que les gens puissent s'exprimer, qu'on ne laisse pas passer cela. J'ai demandé aux chefs de mission de s'exprimer, j'ai refait toute l'analyse. J'ai mis dans le dossier les prises de décision au comité exécutif, dans les téléconférences. Bernard Pécoul [directeur général MSF France] y reconnaît qu'il a fait une erreur à un certain moment dans la prise de décision et qu'il y a eu occultation de données. On dira que bien entendu c'est la version belge des choses. Je veux bien mais je me réfère à des documents internationaux. Je pense qu'il y a eu là clairement une sorte de dérapage qui a fait très très mal. Je suis très très curieux de voir comment tu vas présenter ça parce que tu ne peux que réécrire l'histoire contre l'une ou l'autre des sections.

Alex Parisel, MSF Belgique, directeur des ressources humaines (en français).

Le 5 juillet 1997, le nouveau gouvernement congolais exige et obtient de l'ONU, que Robert Garreton, le rapporteur spécial mandaté par la Commission des Droits de l'homme soit évincé de la mission d'enquête. Il demande également que l'enquête couvre aussi les crimes du régime Mobutu.



« Le régime de M. Kabila freine l'enquête sur les massacres de réfugiés hutus »
Danielle Rouard, **Le Monde** (France), 5 juillet 1997 (en français).

Extrait :

L'enquête sur les massacres de réfugiés dans l'ex-Zaïre, décidée début avril par la Commission des Droits de l'homme des Nations unies, ne débutera pas le 7 juillet comme prévu. La commission avait dépêché le 20 juin une mission préparatoire de sept personnes à Kinshasa. Mais jeudi 3 juillet au matin, devant la presse, Etienne Mbaya, ministre de la Reconstruction et de la Planification des urgences, l'interlocuteur des émissaires de l'ONU, a fait état de désaccords, rejetant sur la mission préparatoire la responsabilité du blocage : « La mission devait nous rendre un rapport. Elle ne l'a pas fait. Elle n'est pas en mesure de répondre à nos exigences. » [...]

Le rapporteur spécial mandaté par la Commission des Droits de l'homme, Roberto Garreton, est déclaré *persona non grata* et aucun visa ne lui sera accordé, a pris soin de préciser le ministre. M. Garreton, venu fin mars, avait présenté à son retour à Genève un rapport accablant sur les témoignages de massacres de réfugiés. Il avait tenté, avec son équipe, de venir enquêter dans la région du Kivu, début mai, mais en avait été empêché par les forces de Laurent-Désiré Kabila et avait dû renoncer. L'ONU s'est résignée à cet interdit contre l'expert chilien des Droits de l'homme. [...]

M. Mbaya conteste également la période sur laquelle doit porter l'enquête. Selon lui, l'investigation doit couvrir la période allant de mars 1993 à mai 1997, ce qui permettrait de prendre en compte le génocide perpétré par les extrémistes hutus en 1994 au Rwanda, sans toutefois remonter aux invasions du pays (en 1990 et 1993) par les Tutsis du Front patriotique rwandais. Or, le mandat de la mission ne couvre que les événements survenus depuis septembre 1996. « Nous ne voulons pas que les violences perpétrées sous le régime Mobutu soient escamotées, pour n'accuser que nous », prévient M. Mbaya.

Le 9 juillet 1997, dans une interview au *Washington Post*, Paul Kagamé, le vice-président du Rwanda reconnaît pour la première fois publiquement avoir planifié et soutenu les opérations de l'AFDL dans l'Est du Zaïre.



« Les Rwandais ont dirigé la révolte au Congo - Selon le ministre de la Défense des armes et des troupes ont été fournies à l'insurrection anti-Mobutu » John Pomfret, **The Washington Post** (Etats-Unis), 9 juillet 1997 (en anglais).

Extrait :

Le puissant ministre de la Défense rwandais, Paul Kagamé, a pour la première fois reconnu le rôle clé de son pays dans le renversement du Président Mobutu Sese Seko du Congo voisin, affirmant que le gouvernement rwandais avait planifié, dirigé la rébellion qui a renversé le dictateur de longue date et que les soldats et officiers rwandais conduisaient les forces rebelles. Lundi, au cours d'une interview, Kagamé a raconté que les forces rwandaises avaient participé à la prise d'au moins quatre villes - Kinshasa la capitale, Lubumbashi, la ville minière du cuivre au sud, Kenge la ville carrefour de l'ouest, et le centre diamantifère de Kisangani, qui est tombé le 15 mars au cours de ce qui est considéré comme la bataille clé de la guerre. Il a ajouté que les officiers de rang moyen rwandais avaient dirigé avec succès les forces rebelles congolaises tout au long de cette

insurrection et que le Rwanda leur avait fourni armes et entraînement avant même que ne commence la campagne pour renverser Mobutu en octobre dernier.

[...] Kagamé, qui est tutsi, a aussi répondu aux accusations selon lesquelles les officiers tutsis de l'armée rwandaise avaient ordonné les massacres des réfugiés rwandais hutus sur le territoire congolais [...] Des officiers rwandais interviewés au Congo ont déclaré que les Tutsis ont reçu l'aide des rebelles congolais pour attaquer les Rwandais hutus - dont un grand nombre étaient des anciens soldats et miliciens qui avaient participé au génocide de 1994 - en échange de leur soutien à la guerre contre Mobutu. Ne niant pas la possibilité que des atrocités aient pu être commises par des individus, Kagamé a accusé les Nations unies, à l'origine des soupçons de massacres posés contre l'armée rwandaise et les forces rebelles congolaises, de mettre ces exactions au même niveau que le génocide commis par les extrémistes hutus au Rwanda. « Je suis intimement persuadé que les Nations unies tentent d'effacer leurs propres échecs en essayant de nous noircir », a-t-il déclaré « Leur faillite à agir dans l'Est du Zaïre est la cause directe de ces problèmes et quand la situation a explosé sous leurs yeux, ils nous ont accusés. Ces gens veulent être juges et que personne n'ait le droit de les juger »

Kagamé, qui a le titre de vice-président et de ministre de la Défense et qui est le chef le plus puissant du Rwanda affirme que, des mois avant que la guerre n'éclate, il avait prévenu les États-Unis que le Rwanda allait entreprendre une action militaire contre le régime de Mobutu et les camps de réfugiés dans l'Est du Congo, utilisés comme base arrière par les troupes hutus qu'il avait défaites. Fin 1996, pas moins de 1,1 million de Hutus vivaient dans ces camps de l'Est du Congo,

Si Kagamé prétend ne pas être au courant d'un soutien éventuel de l'armée américaine à la rébellion, il n'en fait pas moins l'éloge des États-Unis pour avoir « pris les bonnes décisions pour la laisser agir ».

[...] Début août 1996, Kagamé s'est rendu à New York et Washington, où selon lui, il a rencontré les responsables du Département d'Etat et « d'autres personnes » de l'administration Clinton. « Je venais chercher une solution auprès d'eux » a-t-il déclaré « ils ne m'ont apporté aucune réponse, pas même de suggestion ». Kagamé dit qu'il est rentré au pays avec le sentiment que la guerre était inévitable. Selon notre collaborateur à Washington Thomas W. Lippman, un responsable du Département d'État a déclaré jeudi que Kagamé avait dit au cours de sa visite que les camps devaient être démantelés et que si les Nations unies ne le faisaient pas, quelqu'un d'autre devait le faire.

L'armée rwandaise avait déjà commencé à entraîner des Tutsis du Congo qui faisaient l'objet d'attaques de la part de Congolais hutus depuis plus de trois ans. Pendant ce temps, des agents rwandais commençaient à prendre des contacts avec d'autres rebelles congolais opposés à Mobutu. Peu à peu, l'organisation qui devait se faire connaître sous le nom d'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo a pris forme.

[...] « Cela fait partie des tâches que nous devons accomplir » a déclaré Kagamé résumant la guerre qu'il a planifiée. « Elles ne sont peut-être pas populaires, mais nous sommes plus intéressés par les résultats que par ce qu'on raconte sur les résultats. »

LE DILEMME DU RAPATRIEMENT AU RWANDA

Le mouvement MSF concentre ses efforts de réflexion et de communication autour de la question du rapatriement des réfugiés au Rwanda.



« Rwanda : **rapport de mission** - 23 juin - 28 juin 1997 » Dominique Boutriau, Responsable de programmes de MSF Belgique, 28 juin 1997 (en français).

Extrait :

Après le rapatriement de plus de 1 million de réfugiés du Zaïre et de Tanzanie entre novembre 1996 et mars 1997, plus de 50 000 réfugiés ont été rapatriés par pont aérien depuis Kisangani et Mbandaka en mai et juin 1997. Ces 50 000 rapatriés sont revenus dans un état de santé et de nutrition déplorables après avoir vécu une véritable traque dans l'Est du Zaïre durant près de six mois. Au Zaïre, ils étaient toujours encadrés par les ex-FAR et leurs comparses. Aucun *screening* des réfugiés n'ayant eu lieu avant le rapatriement (seulement une décision spontanée de retour pour près de 100 000 réfugiés parmi les 150 000 fuyards de Tingi-Tingi), les autorités rwandaises suspectent avec certaines raisons les rapatriés récents de cacher des ex-FAR/interahamwes. On ne reviendra pas sur les forts soupçons de l'implication de milices rwandaises au Congo lors des vagues de massacres sur Kisangani, Shabunda, Mbandaka et autres lieux. Ce qui est certain, c'est que les populations réfugiées au Congo ont été sciemment coupées de l'assistance humanitaire, pourtant disponible et que le rapatriement non volontaire ressemble en fait à une véritable opération d'évacuation des populations. Suite aux massacres de Kisangani par exemple, on peut comprendre pourquoi les réfugiés veulent à tout prix être évacués du Congo vers le Rwanda (faute d'autre choix ?). Malgré toute la crainte des autorités rwandaises que les camps de transit ne servent à nouveau de sanctuaires aux extrémistes hutus, il est humainement inacceptable qu'une fois accueillis dans les camps de transit rwandais, la pression reste constante sur les rapatriés pour un retour précipité dans les communes, alors que d'une part la plupart de ces communes sont dans des zones non sûres où l'aide internationale ne peut être monitorée directement par les organisations internationales et d'autre part, on sait pertinemment bien que l'état nutritionnel précaire des derniers rapatriés (25 % de malnutrition « à l'œil ») et l'absence de programme nutritionnel digne de ce nom dans la plupart des communes rwandaises affaiblira encore plus cette population. L'attitude des autorités rwandaises vis-à-vis du problème nutritionnel et vis-à-vis de la prise en charge des malades et des blessés dans les camps de transit ne peut qu'accélérer l'affaiblissement des rapatriés et il est difficile d'imaginer que ces autorités n'en sont pas conscientes !

Ceci dit, il est un fait que de graves incidents de sécurité sont signalés dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Gitarama, Kibuye, Gikongoro de part des infiltrations de bandes armées (ex-FAR et milices) sur cet axe Nord-Sud. Selon les différentes sources locales, des bandes armées circulent par groupes de 300 et exigent le support des populations locales pour assurer leur intendance. Ces bandes, dont certains disent qu'elles comptent au total près de 25 000 hommes, prennent actuellement les points militaires et certains cachots pour cible. Quelques heures après le passage de ces bandes, il semble que l'APR effectue des « *cordon and search operations* » [ratissages] qui se terminent en massacres dans les deux préfectures du Nord du pays. A Gisenyi, seule la ville est actuellement relativement sûre, quoique des incidents commencent à y avoir lieu.

On notera enfin que le pays compte 115 000 détenus dont 60 000 en prisons et le reste dans des cachots. Et que les rapatriés de novembre 1996 et *a fortiori* ceux de cette année

n'ont toujours pas le droit d'avoir un emploi dans le pays. Des décisions relatives à l'emploi de personnel rapatrié traînent en longueur au niveau du gouvernement. [...] L'insécurité dans les préfectures du Nord marque un tournant inquiétant dans l'évolution de la situation au Rwanda. MSF pourra probablement y jouer un rôle via des actions chirurgicales et de support aux CS [centres de santé] accessibles.

Les dernières vagues de rapatriement ne sont pas étrangères à cette insécurité galopante. Le suivi de la réintégration des rapatriés au sein des communes n'est pas fait. Hormis la protection de ces rapatriés (très aléatoire !!! 50 % des derniers arrêtés sont des rapatriés selon le CICR), la nutrition sera probablement un des grands problèmes des mois à venir, alors que les protocoles nationaux n'y sont pas préparés. MSF aura un rôle à jouer dans ce domaine.

L'approche des projets ne peut toujours se faire que par le long terme alors que la situation dans 2 des districts où MSF travaille s'apparente plus à une intervention d'urgence. Les bailleurs de fonds potentiels pour couvrir des projets aussi schizophréniques sont difficiles à identifier !!!

Les difficultés administratives pour que MSF puisse travailler deviennent une véritable entrave au lancement de projets (venue d'expatriés pour seulement deux mois etc).

Les activités de témoignage de MSF devront se limiter à des faits objectifs et devront se faire avec la plus grande prudence.



« Quelle attitude face au rapatriement ? » Eric Goemaere, directeur général MSF Belgique, rédigé le 18 juin 1997 et publié dans **Contact n° 48** (journal interne MSF Belgique) juin-juillet 1997 (en français).

Extrait :

La question de notre participation à une opération de rapatriement des réfugiés rwandais est probablement une des plus complexes posées à l'organisation ces dernières années. Nous voilà confrontés à un nouveau dilemme faisant allusion directement aux grands épisodes de l'histoire de l'humanitaire pris en otage. [...]

En pratique, quelle position opérationnelle adopter ?

A. Le rapatriement

1. Aider le rapatriement de ceux qui en marquent le souhait et prolonger la procédure au minimum de 3 mois.
2. Adapter le rythme de ce rapatriement aux conditions médicales pour éviter de transporter des morts en sursis : décisions de *in* et *out* entièrement sous la responsabilité d'une équipe expatriée MSF.

B. Dans les centres de regroupement

3. Demander une protection active dans les sites de regroupement et de transit : présence de *protection officers* HCR expatriés et accords écrits avec le gouvernement.
4. Assurer que le HCR procède à un enregistrement individuel et confidentiel (*a minima team expatrié*) des non-candidats au retour avec mise en place de procédures de screening *ad hoc* afin de distinguer les catégories.
5. Pousser un *lobby* politique pour la recherche d'une terre d'asile pour la catégorie 3, y compris pour ceux qui ne peuvent retourner en zone de guerre au Rwanda comme au Burundi.
6. Insister auprès du HCR sur son rôle d'information au niveau de la situation de sécurité « *objective* » au Rwanda pour faciliter le choix individuel.

C. Pour les réfugiés encore dispersés

7. Maintenir un centre principal de transit à Kisangani, avec soins de référence, enregistrement, classification et protection, ainsi que des centres d'accueils satellites dans les principales villes et des points de concentration de réfugiés.

8. Ne pas faire de recherche active mais établir des centres d'accueil couplés aux structures de santé existantes avec des possibilités de prise en charge médicale, de premier enregistrement et des moyens (avionnettes) de transfert vers Kisangani (stratégie passive) :

- sur l'axe Kisangani-Mbandaka : Kasese, Biaro, Obilo, Lubutu, Opala, Ikela, Boendé.

- sur l'axe Bukavu-Shabunda : Shabunda, Lulinga, Katshungu.

9. S'assurer qu'aucun centre de regroupement ne soit constitué sans les conditions préalables ci-dessus.

D. Pour une collaboration avec la commission d'enquête

10. Poser, en principe, qu'une collaboration est possible avec la commission d'enquête, mais moyennant le respect de conditions préalables strictes portant principalement sur la protection des témoins.

Eric Goemaere,

le 18 juin 1997



« **Point** sur les réunions de MSF à Genève le 8 juillet 1997 » 10 juillet 1997 (en anglais).

Extrait :

1. réunion avec le département des Droits de l'homme de l'ONU.

Nous avons demandé la protection des témoins et ils ont répondu qu'ils insistaient pour que les interviews soient menées individuellement et avec confidentialité. Néanmoins il n'y a toujours rien de signé et ils reconnaissent tous que tout cela reste très théorique. Depuis qu'ils sont à Kinshasa ils ont déjà interviewé 30 à 35 personnes dans leur bureau. Ils ont suggéré que nous envoyions notre « témoin » maintenant, avant que l'enquête ne commence vraiment, parce qu'ils ne se sentent encore pas trop observés. [...] Ils pensent que l'enquête pourrait commencer bientôt (dans une semaine) et pourrait prendre des mois. [...] Globalement ils donnent l'impression de ne pas du tout être prêts en ce qui concerne les aspects pratiques de l'enquête (protection des témoins, où se trouvent les réfugiés, problèmes logistiques...). Nous avons dit que nous allions attendre de voir le protocole d'accord signé et les conditions de sécurité avant de suggérer à notre personnel de témoigner. Nous leur avons aussi suggérer de faire beaucoup d'interviews (tout le personnel humanitaire travaillant dans la région) plutôt que de ne voir que des volontaires.

Ils ont insisté sur le fait que si l'enquête a pu aller si loin (!) c'était grâce à tous les efforts, le lobby et l'information fournis par MSF.

En conclusion et après avoir discuté avec le HCR et le CICR, le syndrome de Kibeho reste très fort...

2. Réunion avec le HCR [...]

Ils reconnaissent avoir très peu d'informations sur ce qui se passe dans les collines ; sont d'accord avec le sentiment que la situation se détériore clairement. Cependant, ils arbitrent encore en faveur de la poursuite du rapatriement parce qu'ils seront toujours plus en sécurité qu'au Congo. Au Congo, ils reconnaissent qu'ils sont incapables de protéger les réfugiés. « Il s'agit d'une opération de secours et d'évacuation. »

Le HCR ne s'opposera pas à l'arrestation de rapatriés (cela peut être « légitime ») mais reconnaît l' « état effroyable dans lequel se trouve le système judiciaire ». Les cachots sont dans un état lamentable et quelqu'un (?) doit attirer l'attention dessus.

En République démocratique du Congo, les opérations du HCR sont planifiées jusqu'à la fin de 1997. 5 ou 6 expatriés devraient rester à Kisangani. La situation sera réévaluée en septembre, pour 1998.

Au sujet de nos inquiétudes concernant la protection, l'enregistrement et la sélection des réfugiés : « Oui il y aura bientôt un chargé de protection à Kisangani. » Pour l'enregistrement, ils ont déjà 3 problèmes majeurs :

- Manque de ressources humaines (MSF a proposé des experts juridiques, si c'est cela le problème...)

- L'enregistrement doit être effectué par des représentants du gouvernement et ils ne sont toujours pas mis d'accord en RDC ; au Congo-Brazza[ville] ils ne savent pas à qui s'adresser ; en République centrafricaine, ça devrait aller.

Début juillet 1997, le HCR estime que 230 000 réfugiés n'ont toujours pas été localisés. Au Rwanda, un quart des rapatriés qui ont dû être hospitalisés sont décédés, dont la moitié dans les 48 heures qui ont suivi leur arrivée. Ceux qui repartent dans les communes ne peuvent pas bénéficier de la protection du HCR. Le 11 juillet 1997, au cours d'une conférence de presse, MSF Belgique dénonce le sort fait aux réfugiés qui sont rapatriés de force au Rwanda dans les pires conditions et sans aucune garantie de protection.

Dans le quotidien belge *Le Soir*, le Directeur général de MSF Belgique et le coordinateur de terrain de retour de Kisangani attirent l'attention sur « ces réfugiés dont on ne parle plus guère ». Ils expliquent que ces derniers sont pris au piège et qu'une fois rapatriés au Rwanda, dans leur commune d'origine, il devient impossible de surveiller leur situation nutritionnelle et médicale.

Les autres sections de MSF transmettent également le message aux médias. .



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, 11 juillet 1997 (en français).

Extrait :

Quelques chiffres ont été communiqués par le HCR : en 1996, les réfugiés étaient environ 1,1 million. 600 000 seraient rentrés en novembre 1996, 54 000 par le pont aérien organisé ces derniers mois (80 % à partir de Kisangani). Plus on s'éloigne de Kisangani, moins les réfugiés souhaitent rentrer au Rwanda. On doit respecter leur choix mais quid de leur statut ? 180 000 seraient rentrés par la route, ce qui fait un total de 834 000. Sur les réfugiés restants, on a localisé 26 000 personnes. Environ 1 700 d'entre elles se trouvent dans le camp de transit de [Luku]Lola. Elles ne veulent pas rentrer, la situation est bloquée. Des autres réfugiés dispersés dans la forêt, on ne sait pratiquement rien. La position de MSF et du HCR est de ne plus aller les chercher dans la forêt car elle constitue leur dernière protection. On estime à environ 20 000 les réfugiés au Congo-Brazza[ville], parmi lesquels 300 à peine ont manifesté le souhait de rentrer au Rwanda. Ainsi, d'après les estimations du HCR, il manquerait 230 000 personnes...

Actuellement sont mélangés des ex-FAR, des génocidaires et des innocents. MSF a clairement déclaré lors d'une récente conférence de presse que tant qu'on ne séparera

pas parmi les réfugiés ceux qui relèveraient du tribunal pénal d'Arusha il ne sera pas possible de débloquent la situation, aucun pays ne voulant accueillir les génocidaires. La tension monte dangereusement au Rwanda : tout l'Est du pays est actuellement inaccessible aussi bien aux équipes de MSF qu'aux observateurs étrangers, HCR compris, ce qui constitue une grave entorse au suivi des rapatriements. Il a été demandé aux autorités de permettre l'établissement de couloirs humanitaires et l'accès d'observateurs militaires à cette zone. Les taux de mortalité sont effrayants : au Centre hospitalier de Kigali, par exemple, il est de 24,9 %.

RCN [Réseau des citoyens] a suspendu provisoirement ses actions au Rwanda car il soutient des efforts structurels non réalisables dans le contexte actuel. Il a reçu une demande du ministre de la Justice pour reprendre la formation mais RCN ne veut pas former du personnel (beaucoup se sont exilés et ont demandé asile en Europe) tant que l'impact du judiciaire diminue en faveur du militaire.

Que fait MSF dans cette crise aiguë ? Il témoigne devant la presse, il informe le plus de monde possible, il rencontre des autorités (visite de Eric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique] à Genève avant-hier) car c'est au plus haut niveau maintenant de réagir. Pour Alex, la situation est dramatique mais MSF, qui n'a jamais été aussi actif (témoignage sensibilisation, maintien des équipes, rencontre avec les politiques et les plus hautes instances), a peut-être atteint les limites de ce qu'il peut faire et, si rien ne bouge, devrait peut-être tirer un constat d'impuissance.

En ce qui concerne le témoignage, il faudrait « marquer le coup » au CI [Conseil international] du 19 septembre prochain en s'y présentant avec une réflexion déjà entamée. Alex a dans ce but réalisé une recherche de fond sur le témoignage (quelles modalités pour quels objectifs) et rédigé un « livre blanc » interne sur le témoignage. Il faudrait également que le HCR se positionne sur cette question. Janek attire aussi l'attention sur l'importance d'approcher le nouveau Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU, Madame Mary Robinson.



« **Info au terrain** - Brief sur le point presse 11 juillet 1997 à Bruxelles », document interne MSF (en français).

Extrait :

Compte tenu de l'évolution de la situation des réfugiés dans la région des Grands Lacs et des dernières prises de contacts avec nos partenaires (UNHCR, UNDHA, ICRC), il semble important que MSF fasse le point.

Cette communication serait idéalement reprise par les autres sections, en particulier New York.[...]

MSF demande :

- que le triage des réfugiés demandé depuis 1994 soit mis en œuvre dès que possible.
- qu'un véritable choix soit offert aux vrais réfugiés entre le rapatriement et l'asile et qu'ils soient suffisamment informés sur ces options.
- les conditions de sécurité suffisantes au Rwanda pour pouvoir effectuer le suivi médical et nutritionnel minimum auprès des *returnees*.
- que la lumière soit faite sur les massacres commis en RD du Congo, que les responsabilités soient identifiées et que des sanctions soient prises afin de rompre le cycle d'impunité qui est le fléau majeur de la région.

Donc que la commission d'enquête puisse faire son travail jusqu'au bout et dans les meilleures conditions

- que le processus judiciaire s'accélère au Rwanda et dans la région ; tous les états impliqués dans la crise doivent s'attacher à casser la logique d'impunité ; mesure

transparente sur l'info ; arrêter de cautionner activement ou passivement le cycle d'impunité

- critique contre les états qui pourraient faire plus : absence de soutien, désinformation au HCR

- une approche un peu plus respectueuse des principes est indispensable.

Ce qui ne sera pas abordé :

- Les responsabilités directes des Rwandais, de nos amis Kagamé, Kabila et autres kakas.

- Les cachots et les prisons, pas d'info[rmatons] de première main.

- L'insécurité qui pèse directement sur les réfugiés dans la mesure où ce serait reconnaître leur culpabilité.

- Les grosses bourdes du HCR ; on ne doit pas se tromper d'ennemi, ils sont conscients du dilemme, les Etats ne leur donnent pas les moyens d'une autre politique (peut être ne le demandent ils pas assez... ?).



« Les droits fondamentaux des réfugiés bafoués pas de protection, pas de droit d'asile et la question de l'impunité n'est toujours pas résolue » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 11 juillet 1997 (en français - en anglais).

Extrait :

La situation des réfugiés rwandais qui sont toujours en République démocratique du Congo et au Congo-Brazzaville risque de mener à une voie sans issue. Des éléments importants, comme la protection des réfugiés et le droit d'asile ne sont pas pris en compte. Dès lors, MSF demande aux autorités concernées et au HCR de respecter les conditions minimales de protection des réfugiés, tels que l'enregistrement de tous les réfugiés et la protection contre les violences physiques. MSF demande aussi que les réfugiés qui n'ont pas été suspectés de crime contre l'humanité lors du génocide de 1994 puissent avoir accès au droit d'asile. Enfin, MSF demande à la communauté internationale de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la mise sur pied d'une mission des Nations Unies neutre qui puisse enquêter sur les massacres présumés de réfugiés. A l'heure actuelle, MSF craint que la vérité ne soit jamais connue.

Trois ans après l'exode vers Goma, le problème des réfugiés rwandais est toujours d'actualité. La communauté internationale n'a pratiquement rien fait pour régler la question de l'impunité et pour séparer les planificateurs du génocide et les miliciens des civils innocents. Les espoirs créés par les déclarations de Vieira de Mello, assistant du Haut-Commissaire aux réfugiés, annonçant que la séparation commencerait bientôt, se sont rapidement éteints. Les équipes MSF sur le terrain en République démocratique du Congo (Mbandaka, Kisangani, Shabunda) et au Congo-Brazzaville (Lukolela, Njundu, Liranga) déplorent que cette promesse n'ait pas encore été suivie d'effets. A l'heure actuelle, il n'y a aucun signe de séparation ou de possibilité pour les réfugiés innocents de demander le droit d'asile.

Depuis le début du rapatriement vers le Rwanda, il y a deux mois, aucune alternative n'a été proposée à ceux qui refusent de rentrer. Le seul choix qu'ils ont est de rester en République démocratique du Congo en se cachant dans la forêt ou de rentrer au Rwanda où règne un climat d'insécurité. Cette insécurité rend impossible toute supervision de la situation nutritionnelle et médicale pour les réfugiés rentrés dans leur commune d'origine.

Stéphan Oberreit, coordinateur terrain de retour de Kisangani déclare : « Je suis choqué par l'absence de choix pour les réfugiés. C'est un piège humanitaire. Les réfugiés ne sont

ni enregistrés ni protégés, et ils ne reçoivent aucune information claire sur l'insécurité qui règne au Rwanda. De plus, les innocents ne sont pas séparés des coupables. Ils ont été utilisés comme bouclier humain depuis 3 ans. Rien n'est fait qui puisse leur donner un peu d'espoir pour l'avenir. »

Afin de mettre fin à la stigmatisation collective des réfugiés, il est primordial que les personnes suspectées de crime contre l'humanité soient jugées par le tribunal d'Arusha.

Enfin, MSF craint que de nouveaux retards dans l'enquête des Nations unies envers les crimes présumés de réfugiés par la population locale et les soldats de l'AFDL empêchent à jamais à la vérité de faire surface. Tant que ceux qui sont suspectés de tels actes ne sont pas jugés, il n'y a aucune garantie quant à la vie des réfugiés, ni dans les camps, ni dans la forêt.

Depuis le début de l'opération de rapatriement, on estime à 54 000 le nombre de réfugiés rapatriés par les airs au Rwanda. En République démocratique du Congo, les équipes MSF poursuivent leur travail dans les centres d'accueil de Mbandaka et de Kisangani. A Kisangani, il reste environ 1 500 réfugiés dont 400 sont hospitalisés. Dans la région de Mbandaka, des groupes cherchent refuge dans les centres d'accueil.

Au Congo-Brazzaville, les équipes MSF dispensent des soins médicaux et distribuent de la nourriture à environ 8 000 réfugiés rassemblés à Lukulela, Njundu et Liranga. Des petits groupes de réfugiés continuent à arriver de la République démocratique du Congo. Ils sont en mauvaise condition à cause de la malnutrition, de la déshydratation et de l'épuisement. Certains réfugiés semblent fuir encore plus loin, au Cameroun ou au Gabon, afin de ne pas être rapatriés au Rwanda. Depuis quelques jours, 260 environ ont été rapatriés.

Dans toutes ces localités, les civils ne sont pas séparés des miliciens et des criminels, aucun enregistrement n'est effectué pour garantir un minimum de protection, aucune alternative n'est proposée au rapatriement.



« Le drame des réfugiés rwandais brûle encore » Interview de Eric Goemaere, directeur général MSF Belgique, Véronique Kiesel, **Le Soir** (Belgique) 12 juillet 1997.

Extrait :

Depuis le début de ce déplacement massif de population, Médecins Sans Frontières a été présent, particulièrement lors des moments de crise, et l'organisation a toujours alerté l'opinion quand elle le jugeait utile. Vendredi, MSF Belgique a tenu à attirer l'attention sur le sort de ces réfugiés dont on ne parle plus guère. [...]

Pour Stéphan Oberreit, coordinateur de terrain qui rentre de Kisangani, « les réfugiés qui sont tous au Congo sont pris au piège. Certes, on leur offre de rentrer au Rwanda par avion, mais ils n'ont pas d'autre choix. Ils ne sont ni enregistrés ni protégés, ils ne reçoivent pas d'information claire sur l'insécurité au Rwanda. Or la plupart ne veulent pas rester. La période actuelle est dangereuse : on arrive en fin d'opération, et la communauté internationale se désintéresse du problème. Or, pour ceux qui restent, rien n'est réglé : comme il y a parmi eux des responsables et des acteurs du génocide, on considère tous ces réfugiés comme des coupables, alors qu'il y a une majorité d'innocents, qui sont toujours otages des autres. »

La solution ? Pour Eric Goemare, le patron de MSF Belgique, « le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés doit passer des accords avec le Congo et enfin s'occuper de ce problème qui pourrit la vie de toute la région depuis trois ans. Il faut, sur base de la liste établie par le tribunal international d'Arusha, identifier et arrêter les responsables présumés du génocide. Les autres seront ainsi débarrassés de cette réputation de coupables qu'ils traînent comme un boulet et pourraient obtenir, s'ils le souhaitent, un véritable asile politique au Congo ou ailleurs. »

Eric Goemaere revient par ailleurs du Rwanda, et, selon lui, la situation des réfugiés qui sont rentrés n'est pas simple « MSF avait été chargée par le gouvernement de gérer le côté médical dans plusieurs camps de transit. Parmi les personnes qui ont dû être hospitalisées, un quart sont mortes, dont la moitié dans les 48 heures qui ont suivi leur arrivée. Le gouvernement a déjà fermé plusieurs de ces centres de transit : nous pensons qu'ils doivent rester ouverts, pour accueillir ceux qui continuent à rentrer. Pour ceux qui ont ensuite regagné leur colline, les problèmes sont nombreux : maisons et champs sont occupés par d'autres, ils n'ont plus de ressources. Normalement, en cas de retour, le HCR doit suivre les réfugiés pendant un an pour les aider à surmonter ces problèmes classiques. Mais ici, avec les actions de la guérilla hutue, qui est en pleine expansion dans l'ouest, région d'où viennent la plupart des réfugiés, l'insécurité est telle que c'est impossible. Et ces ex-réfugiés sont aussi en danger car l'armée mène des actions de rétorsion. La communauté internationale n'a pas le droit d'abandonner ces gens à leur sort. »

Le 12 juillet 1997, le rapport de la Commission des Droits de l'homme des Nations unies, sur les massacres de réfugiés dans l'Est du Zaïre est rendu public. Ses auteurs estiment que les tueries commises dans l'Est du Zaïre semblent mériter la qualification de « crime contre l'humanité ».

Ils conseillent à leurs successeurs d'enquêter sur l'éventuelle planification et mise en œuvre d'un « génocide ».



« Un rapport de l'ONU accable Kabila- Trois experts dénoncent des crimes contre l'humanité dans l'ex-Zaïre. » Marie-Laure Colson, *Libération* (France) 12 juillet 1997 (en français).

Extrait :

« Crime contre l'humanité, voire génocide ». Le rapport de la mission de l'ONU, chargée d'enquêter début mai sur la disparition de quelque 200 000 réfugiés rwandais entre septembre 1996 et mai 1997, accuse le régime du président Laurent-Désiré Kabila d'avoir sciemment massacré ou laissé mourir des milliers de Hutus réfugiés dans l'ex-Zaïre. Les témoignages oraux, photographiques et vidéo recueillis auprès de réfugiés rentrés au Rwanda font état de massacres et de fosses communes. Si le sérieux du travail des trois rapporteurs - Roberto Garreton (Chili), rapporteur spécial sur la situation des Droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC, ex Zaïre), Bacre Waly Ndiaye (Sénégal), rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et Jonas Foli (Ghana) membre du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires - ne peut être mis en cause, les enquêteurs n'ont cependant pu obtenir de Kinshasa de se rendre sur le terrain. Une nouvelle mission de l'ONU devrait bientôt pouvoir enquêter sur les lieux mêmes des disparitions : les autorités de la RDC ont donné leur accord, mais ont fait pression sur l'ONU pour que Garreton, déjà auteur, début avril,

d'un rapport très accusateur pour les forces de Kabila, n'y participe pas. Tous les moyens ont été utilisés pour éliminer les réfugiés, affirme l'enquête, rendue publique hier à New York. Ils ont été tués dans les camps, attirés par la ruse en dehors des forêts où ils se cachaient pour être ensuite abattus, ou volontairement privés d'aide humanitaire, ce qui les condamnait à mourir de faim et de maladie. Les enquêteurs n'avancent pas de bilan précis, mais indiquent que parmi les victimes se trouveraient un grand nombre de femmes et d'enfants. « Ces crimes semblent revêtir un caractère suffisamment massif et systématique pour que la qualification de crime contre l'humanité puisse leur être attribuée », écrit la mission. Outre les forces de Kabila, les témoignages mettent en cause l'ex-armée zaïroise, les miliciens hutus armés qui encadraient les réfugiés, des mercenaires serbes et les forces armées rwandaise et burundaise.

Il est urgent d'établir la vérité, écrivent les rapporteurs en menant d'autres enquêtes « approfondies et indépendantes » en RDC. En attendant, les rapatriements aériens de réfugiés de Kisangani et Mbandaka vers le Rwanda continuent, dans des conditions que Médecins Sans Frontières jugent désastreuses. « Les taux de mortalité sont effrayants », dit Stéphan Oberreit, coordonnateur de la mission MSF à Kisangani, rentré à Bruxelles. Épuisés par six mois de forêt, ce sont des morts vivants qui montent dans les avions.

Dans son édition du week-end des 13 et 14 juillet 1997, le quotidien français *Le Monde* publie la série de témoignages recueillis auprès des réfugiés de Njundu et Lukolela par la chargée de communication de MSF France et un médecin mis temporairement à la disposition de MSF par Médecins du monde.

Sa publication par MSF avait été annulée en juin faute d'accord entre sections. Ce recueil, auxquels sont joints des témoignages recueillis par MSF auprès de réfugiés de Kisangani, du 13 au 31 mai 1997, est publié sous la signature de Médecins du Monde. Il est par ailleurs transmis à la Commission d'enquête des Nations unies, à Human rights watch et à Amnesty International.



« Scènes de massacres dans l'ex-Zaïre », Guy Mérineau, chef du bureau de Médecins du Monde en Centrafrique, *Le Monde* (France), 12 juillet 1997 (en français).

Extrait :

La conquête de l'ex-Zaïre par les rebelles de Laurent-Désiré Kabila a donné lieu à de multiples carnages : attaques des camps de réfugiés hutus, massacres des fuyards sur les routes. Guy Mérineau, chef du bureau de Médecins du monde en Centrafrique a recueilli les témoignages des survivants.

[...] Guy Mérineau a travaillé au Congo-Brazzaville dans le cadre d'une mission de Médecins Sans Frontières. Au mois de juin, il a rencontré des réfugiés rwandais dans les camps du Congo. Nous publions quelques-uns de leurs témoignages sur leur traversée de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre).

Un homme, étudiant 28 ans.

Je me marie en 1995 au camp de Kashusha. En septembre 1996, c'est l'attaque. Ceux qui coupent du bois dans la forêt d'Inera sont abattus. Puis éclatent les obus et les tirs de mitrailleuses. Nous avons un peu de maïs, quelques vêtements et douze dollars. Nous marchons dans la forêt de Kahuzi-Biega, dans la boue, sans dormir. Puis nous restons sur une route avec 30 000 personnes.

Nous sommes pris en otage par des soldats zaïrois habillés en civil. Il y a une dizaine de morts par résistance aux pillages. Nous nous nourrissons de végétaux. 5 000 à 6 000 personnes sont massacrées à Shambusha. Je retrouve mon père, deux soeurs et un frère à Tingi-Tingi. Puis nous repartons. Nous sommes arrêtés une nuit au pont de Lubutu. Lorsque le pont est ouvert, certains tombent à l'eau et se noient. Je perds le ballot que je porte sur la tête. J'emmène ma femme sur mon dos et je franchis la rivière à gué.

Nous continuons à marcher. Les gens meurent de maladie et de faim. Nous devons donner un pantalon pour traverser une rivière en pirogue. Un groupe, dont mon père et mon frère, décide d'aller à Kisangani pour être rapatrié au Rwanda. Nous partons dans une autre direction. Mon autre frère a la malaria et reste au bord de la route. J'apprends que ceux qui ont pris la route de Boende ont été tués et je m'enfonce à nouveau dans la forêt. A Wendji, un pasteur nous informe que Kabila va venir. Certains rebroussement chemin pour traverser le lac Tomba et passer directement au Congo. Faute d'argent, nous attendons un bateau gratuit.

Mi-mai : les rebelles arrivent. Il y a 75 soldats bien armés à bord de trois véhicules. Ils tirent à la kalachnikov dans le camp de réfugiés. Je fuis vers le fleuve. Un vieux Zaïrois nous fait descendre le fleuve, puis nous retournons voir Wendji. Il y a une vingtaine de morts par balles, presque uniquement des femmes et des enfants. Les rebelles sont partis. Nous trouvons une pirogue pour le Congo, que nous payons avec une couverture. Dans la forêt, j'avais ramassé une couverture, une bible et un mouchoir...

Le 16 juillet 1997, au cours d'une audition à la Chambre des représentants des Etats-Unis, l'organisation de défense des Droits de l'homme, *Physicians for human rights* (PHR) accuse l'armée américaine d'avoir apporté une assistance technique à l'armée rwandaise, alors que celle-ci soutenait l'action de Laurent-Désiré Kabila. Cette information est reprise dans un rapport publié le même jour par PHR et par un « résumé chronologique des activités militaires rwandaises au Rwanda depuis 1994 » fourni par le Pentagone à la Chambre des représentants, le 19 août.



« Une organisation de défense des Droits humains accuse les Rwandais d'attaques contre des civils au Congo » Neil A. Lewis, *The New York Times* (États-Unis), 17 juillet 1997 (en anglais).

Extrait :

Des enquêteurs sur les Droits humains ont déclaré à une commission du Congrès, aujourd'hui, que les troupes rwandaises étaient responsables de la plupart des atrocités commises dans l'Est du Zaïre au cours de ces derniers mois.

Les enquêteurs de l'organisation, *Physicians for human rights*, basés à Boston, ont déclaré qu'ils avaient des preuves irréfutables que les atrocités déployées contre les réfugiés rwandais et les civils congolais locaux continuent.

Le docteur Jennifer Leaning, professeur à l'école médicale de Harvard qui a mené une enquête de trois semaines dans la région de l'Afrique centrale, a déclaré à la Commission des relations internationales que chaque jour des soldats de l'armée rwandaise commettaient des meurtres, des viols, des pillages. Elle a estimé que plus de 2 000 personnes avaient été tuées par les forces rwandaises, dans les derniers mois.

Le docteur Leaning a déclaré que ses conclusions étaient basées sur des interviews de témoins et de personnes travaillant pour des organisations d'aide internationale qui

disent qu'ils ne peuvent pas insister sur ce sujet car ils veulent rester sur le terrain pour distribuer de la nourriture et d'autres formes d'aide.

Le rapport du docteur Leaning s'ajoute à de nombreux autres concernant des atrocités similaires qui se sont déroulées tout au long de la campagne militaire menée par Laurent-Désiré Kabila, le leader rebelle, pour prendre le contrôle du Congo. [...]

Une autre enquêtrice du groupe de médecins, Kathi Austin a déclaré que les troupes rwandaises, qu'elle décrit comme responsables des atrocités, avaient reçu une formation intensive, prodiguée par les forces étasuniennes de lutte contre l'insurrection..

Mais deux représentants du département d'État qui avaient témoigné plus tôt avaient expliqué que la formation des troupes rwandaises s'était limitée au domaine de la justice militaire, au rôle de l'armée dans une démocratie et au respect des Droits humains., William P. Twaddell, Un responsable du département des Affaires africaines, a nié que les États-Unis soient engagés dans une formation à la contre-insurrection.



En fait, il apparaîtra par la suite que les Américains étaient directement impliqués dans l'opération. A hauteur de Kisangani, des médecins nationaux congolais MSF ont vu des militaires américains. Moi j'ai vu des avions maquillés en avions civils mais avec des pilotes américains, prendre en charge toute la logistique de l'opération de Kabila. Il est clair que les Américains avaient planifié cette opération depuis longtemps, en ont assuré la logistique et n'avaient aucune envie de voir des troupes des Nations unies au milieu du champ. Ils ont mis une pression monstrueuse pour faire disparaître les scories de l'opération.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



Les Américains avaient décidé de fermer les yeux. Il y avait à la direction des Droits humains des Nations unies là-bas sur place, un Américain qui avait des connexions avec les services de renseignement. L'ambassadeur des États-Unis était parfaitement au courant, on était allé le lui dire. Mais ils avaient politiquement décidé qu'il valait mieux ne pas être au courant. Pire, quand il y a eu l'invasion de Kabila, les Américains étaient à ses côtés. Ils étaient vraiment dans les forêts avec tout ce qu'il fallait comme équipement infra-rouge et tout le bazar. Notre personnel local les a vus quand on nous a volé les voitures à Lubumbashi. Ils se trouvaient sur une base militaire en Zambie, juste à côté. Ils avaient fait le choix de Kabila, ils avaient fait le choix de Kagamé, il n'était pas question qu'ils remettent ces choix en question. C'était le « nouvel ordre africain » que les Américains avaient décidé de mettre en place. On pouvait dire qu'ils s'étaient trompés, dénoncer ceci ou cela... C'était bien que les médias américains soient au courant, mais l'impact de facto n'a pas été suffisant.

Dr Dominique Boutriau, MSF Belgique, responsable de programme (en français).



On m'a montré un rapport des renseignements de la CIA. Ce rapport parlait de 10 000 hutus qui fuyaient vers la frontière angolaise et d'hélicoptères qui déposaient des Tutsis devant et derrière eux pour les prendre en tenaille.

*James Fraser, MSF Hollande, équipe exploratoire à Shabunda,
26 mars au 3 avril 1997 (en anglais).*

CHAPITRE 6 - LE TEMPS DES RETROSPECTIVES

LES RAPPORTS RÉTROSPECTIFS DE MSF

Du 17 au 20 juillet 1997, à la demande de MSF France, un représentant du bureau d'études épidémiologiques Épicentre réalise une enquête auprès des réfugiés du camp de Njundu en République du Congo. L'objectif est de reconstituer, à travers une étude de mortalité rétrospective, l'odyssée des réfugiés partis des camps de l'Est du Zaïre neuf mois plus tôt.



« Histoire des réfugiés rwandais ayant fui les camps du Kivu, Zaïre, de septembre 1996 à juin 1997- **Résultats d'une enquête** effectuée parmi les survivants du camp de Ndjoundou, au Congo » Dr Pierre Nabeth, Dr Camille Ndayambaje, Dr Alice Croisier, Mirdad Pédari, septembre 1997 (en français).

Extrait :

III. Méthodologie

Une enquête transversale par échantillonnage a été menée parmi les familles des réfugiés de Ndjoundou. La base de sondage a été la liste des familles figurant dans les registres utilisés pour la distribution générale de nourriture, soit environ 1 650 familles. Taille de l'échantillon :

Environ 260 familles devaient être sélectionnées. 1 personne par famille a été interrogée.

Méthode :

Entre leur fuite des camps du Kivu en octobre 1996 et leur arrivée au Congo, en mai-juin 1997, les réfugiés rwandais ont franchi plusieurs étapes, s'arrêtant en plusieurs endroits, parfois plusieurs semaines.

A chaque personne de l'échantillon interrogée, nous avons demandé :

- De quelle préfecture rwandaise il est originaire.
- Dans quel camp du Kivu il avait trouvé refuge.
- Le nombre de personnes que comprenait sa famille lorsqu'il résidait dans ce camp, leur sexe, âge, profession au Rwanda, lien de parenté avec lui.
- Leur date de départ de ce camp.

Pour chaque lieu sur le trajet où il a fait escale quelques jours, nous avons demandé :

- quels membres de la famille l'ont atteint et à quelle date.
- quels membres de la famille ne l'ont pas atteint ; pour chacun de ceux-ci, l'événement qui le justifie.

Les événements documentés étaient les suivants :

- décès par assassinat, maladie ou accident,
- rapatriement au Rwanda,
- retour spontané au Rwanda,
- disparition : lorsque la personne interrogée ne savait pas ce qu'était devenu le membre de sa famille.

Nous avons considéré la famille élargie plutôt que la famille de type occidental. Le terme « famille élargie » était bien compris par les réfugiés. Avant tout interrogatoire, nous nous sommes assuré que la personne interrogée n'était liée à aucune autre personne précédemment incluse dans l'échantillon.

Analyse :

Nous avons calculé :

- la proportion des réfugiés qui ont atteint le Congo,
- pour les personnes ayant atteint le Congo : leur distribution par sexe, par âge et par préfecture d'origine,
- pour les familles reconstituées dont ils sont issus (personnes présentes dans les camps du Kivu) : leur distribution par sexe, par âge et par camp d'origine.

Nous avons reconstitué les trajets suivis par les personnes présentes dans les camps du Kivu au moment de leur attaque.

En utilisant les familles reconstituées comme dénominateur, nous avons calculé le nombre d'événements (différentes causes de décès, rapatriement, retour spontané, disparition) qui se sont produits entre les camps du Kivu et Ndjoundou.

Pour chaque lieu important, nous avons estimé la période à laquelle il a été atteint, le nombre de personnes qui y sont parvenues, la date à laquelle il a été attaqué, la proportion de personnes qui y sont disparues ou ont été tuées.

Nous avons calculé les taux de mortalité brut et infanto-juvénile sur l'ensemble de la période et mensuels.

Les comparaisons entre l'échantillon et la population dont il était issu ont été effectuées à l'aide d'un test de comparaison pour les variables qualitatives et d'un test de comparaison des variances pour les variables quantitatives. Les intervalles de confiance à 95 % ont été calculés autour des taux et des proportions estimés.

Les données ont été saisies et analysées avec le logiciel Epiinfo (OMS, CDC).

Le 30 juillet 1997, une réunion internationale de bilan des activités de MSF en Afrique centrale permet de rétablir un dialogue entre les sections.



Ébauche de Mémo suite à la réunion internationale sur l'Afrique centrale à Bruxelles le 30 juillet 1997, Stéphane Oberreit, Fondation MSF France, 1 août 1997 (en français).

Extrait :

Cette réunion avait un objectif limité : « identification, inventory, no decision taking [identification, inventaire, pas de prise de décision] ». Le but était de reprendre le dialogue, examiner les changements de contexte et faire une mise à plat de notre situation et de nos actions en Afrique centrale.

En cela, elle est un succès et il y a eu un pas en avant. Nous avons maintenant la responsabilité, une fois le diagnostic effectué, d'agir. J'espère que nous allons poursuivre ce dialogue, et surtout l'élargir afin de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.[...]

a) l'énorme malaise sur le « témoignage »

Nous sommes tous d'accord sur le fait que le témoignage est une partie intrinsèque de notre activité, mais que nous ne l'entendons pas forcément de la même manière aussi bien sur le fond que sur la forme.

Il y a donc urgence de débattre sur ce qu'on entend par « le devoir et l'action de témoignage de MSF » au niveau international.

b) le dilemme concernant l'arbitrage urgence développement

Amsterdam, Barcelone et Paris ont une approche dans la région centrée sur l'urgence dans laquelle se trouvent certaines populations. Les programmes de développement sont donc secondaires et de plus en plus limités compte tenu de l'évolution du contexte. Bruxelles ne pense pas qu'une approche régionale soit nécessaire et poursuit les stratégies nationales établies en 1996, à savoir :

- au Rwanda :

"We will stay in Rwanda at all cost!" [« nous resterons au Rwanda à tout prix ! »] Au Rwanda comme ailleurs, le problème se situe au niveau des critères opérationnels, ils ne sont pas les mêmes d'une section à une autre. Débattre ou tenter quoi que ce soit est absurde et une perte de temps tant que cela n'a pas été clarifié au préalable. (William [Claus, coordinateur MSF Belgique])

Il y a effectivement consensus sur l'incontournable nécessité de s'entendre sur des critères opérationnels. Un débat interne sur le Rwanda est néanmoins URGENT, non pas pour « *forcer les Belges à sortir* », une présence est *a priori* indispensable dans ce bordel, mais pour décider de ce que le mouvement dans son ensemble peut et devrait faire pour les populations en danger au Rwanda compte tenu du contexte et de nos principes.

- En RDC :

Dans l'ex-Zaïre nous avons une stratégie à 3 niveaux de priorité. Ce sont des programmes complexes qui ont pris des années à se monter sous le régime de Mobutu. Vu que le régime de Kabila est, pour l'instant, sensiblement du même type, il n'est pas nécessaire de revoir cette stratégie :

1. Soutien aux zones de santé
2. Sida et Trypano[somiose]
3. Urgences en tout genre

Les réfugiés rwandais sont donc en 3.b (Vincent [Janssen, coordinateur à Kisangani])

Pour plusieurs participants, cette stratégie pose un énorme problème de fond et doit être réexaminée au plus vite. Il n'y a pas d'opposition de principe aux programmes à long terme dans la région, mais ils nécessitent une indispensable prise en compte du contexte et de contraintes qui ne sont pas suffisamment claires actuellement - toujours ces fameux critères opérationnels.

Début septembre 1997, le rapport de mortalité rétrospective réalisé par Épicentre à la demande de MSF France est finalisé. Certaines sections en contestant la fiabilité, sa diffusion est suspendue.



« Histoire des réfugiés rwandais ayant fui les camps du Kivu, Zaïre, de septembre 1996 à juin 1997- **Résultats d'une enquête** effectuée parmi les survivants du camp de Ndjoundou, au Congo » Dr Pierre Nabeth, Dr Camille Ndayambaje, Dr Alice Croisier, Mirdad Pédari, septembre 1997 (en français).

Extrait :

Contexte

Depuis 1994, la région du Kivu au Zaïre abritait plus d'un million de réfugiés rwandais. En octobre et novembre 1996, suite au déclenchement d'un mouvement de rébellion contre le pouvoir de Kinshasa, la moitié d'entre eux est retournée au Rwanda, tandis que

l'autre moitié a décidé de fuir vers l'ouest, plus profondément à l'intérieur du Zaïre. En mai 1997, certains de ces réfugiés ont pu atteindre le Congo, notamment le village de Ndjoundou où ils ont été pris en charge par Médecins Sans Frontières. Ils ont déclaré avoir échappé à de nombreux massacres perpétrés par les troupes rebelles qui s'étaient lancées à leur poursuite. Nous avons alors décidé d'effectuer une enquête épidémiologique afin de documenter les événements qu'ils avaient vécus depuis leur départ des camps du Kivu. [...]

Principaux résultats

Un total de 266 familles ont été interrogées, ce qui correspond à un échantillon de 530 personnes présentes à Ndjoundou et 3 121 personnes présentes initialement dans les camps du Kivu. Seuls 17,5 % des membres des familles initialement présentes dans le Kivu avaient atteint le Congo. A Ndjoundou, le sexe ratio H/F était de 2,6 %. L'âge médian était de 24 ans. La proportion d'enfants de moins de 5 ans était de 7,9 %. La distribution des événements qui se sont produits durant la fuite était la suivante : disparition : 59,5 % ; assassinat : 19,7 % ; autre : 3,3 %. La plupart des disparitions et des décès se sont produits à Sake, Shanje, Obiro, Tingi-Tingi et Wenji. Du 1^{er} octobre 1996 au 31 mai 1997, les taux de mortalité brut (TMB) et infanto-juvénile (TMIJ) moyens étaient respectivement de 15,5 pour 10 000 par jour et 18,2 pour 10 000 par jour. Les taux les plus élevés ont été rapportés en novembre 1996 (TMB = 34,6 pour 10 000 par jour), mars 1997 (TMB = 26,4 pour 10 000 par jour) et mai 1997 (TMB = 60,7 pour 10 000 par jour).

Discussion

Une faible proportion des réfugiés rwandais qui ont fui les camps du Kivu, au Zaïre ont atteint le Congo. La plupart d'entre eux ont disparu au cours des nombreuses attaques perpétrées par les soldats « rebelles » qui les poursuivaient. Les taux de disparition augmentaient de façon synchrone avec les taux de mortalité, ce qui fait craindre que beaucoup parmi ces disparus soient décédés.

Les taux de mortalité, principalement par assassinat étaient probablement sous-estimés car seuls les décès effectivement constatés par la personne enquêtée ont été enregistrés comme tels. Ils étaient cependant extrêmement élevés.

Cette étude confirme donc les exactions commises à l'encontre des réfugiés rwandais fuyant les camps du Kivu, au Zaïre.

Le 5 septembre 1997, MSF dénonce le rapatriement forcé au Rwanda des dernières centaines de réfugiés du camp de Kisangani, sous les yeux du HCR, impuissant à les protéger.



« Ogata va alerter le Conseil de sécurité sur la crise des réfugiés » **AFP** (France), 5 septembre 1997 (en français).

Extrait :

Le HCR étudiait quelle suite donner à ses opérations après l'expulsion de plus de 700 réfugiés rwandais et burundais jeudi de la République démocratique du Congo, dernier incident d'une récente série de graves violations des principes humanitaires, a dit un porte-parole Pamela O'Toole.[...]

Le porte-parole du HCR a critiqué la RDC pour l'expulsion « scandaleuse » de 779 réfugiés rwandais et burundais jeudi de Kisangani, dans l'Est de l'ex-Zaïre, par l'armée de la RDC.

La plupart des réfugiés chassés (586 personnes) étaient des femmes et des enfants et la majorité des autres des personnes traumatisées par les atrocités dont elles ont été témoins, selon le HCR.

Parmi les violations des principes humanitaires en RDC, Mme O'Toole a cité les attaques contre les camps de réfugiés, la poursuite de tueries de réfugiés, des attaques contre des membres des organisations humanitaires et le refus d'un libre accès aux réfugiés.



« MSF soutient le HCR dans sa condamnation de l'expulsion des réfugiés de RDC-ex-Zaïre » **Communiqué de presse** MSF Royaume-Uni, 5 septembre 1997 (en anglais).

Extrait :

L'agence internationale de secours médical Médecins Sans Frontières a envoyé un message de soutien aujourd'hui au Haut-Commissaire Mme Sadako Ogata à la suite de la ferme condamnation, par le HCR, du rapatriement forcé des réfugiés rwandais et burundais et des demandeurs d'asile de la République démocratique du Congo. Le HCR a dénoncé les opérations d'expulsion à l'aube menées par les troupes congolaises hier comme une « violation flagrante des traités internationaux concernant les réfugiés ».

Dans une lettre à Mme Ogata, le Secrétaire général de MSF, Jean-Marie Kindermans a soutenu la « courageuse tentative du HCR de défendre les droits les plus basiques des réfugiés dans une région qui a vécu, ces derniers mois et années, les atteintes aux Droits de l'homme et au droit humanitaire les plus effroyables. Nous croyons qu'il est essentiel que l'ensemble de la communauté humanitaire soit sans ambiguïté dans sa condamnation commune de ces dernières violations des conventions sur les réfugiés, afin de s'opposer à l'érosion continuelle et systématique du droit international dans la région. »

MSF est extrêmement inquiet au sujet de la sécurité de ce groupe de réfugiés, en particulier pour ceux originaires de la région de Gisenyi, qui est pratiquement en état de guerre civile. Le sort des réfugiés burundais, aujourd'hui au Rwanda est également un sujet d'inquiétude important et urgent. « Nous craignons que ce précédent effroyable n'ouvre la voie à d'autres expulsions d'autres régions de RDC » a ajouté Kindermans aujourd'hui. De nombreux réfugiés encore présents sur le territoire de la RDC sont des témoins potentiels des massacres qui se seraient déroulés dans l'est du pays dans les mois passés et sur lesquels une mission des Droits de l'homme des Nations unies va enquêter.



« Les droits fondamentaux des réfugiés bafoués », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 5 septembre 1997 (en français).

Extrait :

Hier, plus de 600 réfugiés rwandais et burundais ont été expulsés du camp de Kisangani. Ils ont été embarqués de force dans plusieurs avions et débarqués à Kigali. Ces personnes se trouvaient sous la protection du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. Les organisations humanitaires n'ont pourtant rien pu faire pour empêcher ce rapatriement forcé de réfugiés ayant clairement signifié leur désir de ne pas retourner au Rwanda ou au Burundi. Le HCR étant dans l'incapacité de remplir son mandat, ces personnes se trouvent totalement dénuées de protection. MSF soutient le HCR dans sa condamnation officielle des événements d'hier.

526 réfugiés sont arrivés à Kigali. La majorité des réfugiés rwandais seront renvoyés dans l'Ouest du Rwanda, une zone où règne actuellement une situation de guerre civile. De plus, il est impératif qu'une solution soit trouvée pour les nombreux réfugiés burundais. MSF s'alarme du sort des réfugiés qui se trouvent encore sur le sol de la République démocratique du Congo ainsi que de celui des réfugiés rapatriés contre leur volonté. Les événements d'hier, prévisibles sur base des déclarations des autorités locales, risquent fortement de se répéter dans d'autres localités où se trouvent des réfugiés, alors que la commission d'enquête des Nations unies s'apprête enfin à commencer ses travaux.

Le 12 septembre 1997, les membres des conseils d'administration de MSF Belgique et de MSF France et un représentant de MSF Hollande se rencontrent pour discuter des prises de position publiques du mouvement. Ils décident de poursuivre les efforts pour restaurer la confiance entre les sections et réfléchir au témoignage et à sa professionalisation.



« Médecins Sans Frontières - **Procès verbal** du conseil d'administration – 12 et 13 septembre 1997 » (en français).

Extrait :

Les différences entre les sections sont discutées. Bien que des différences fondamentales ne soient pas soulignées, la discussion met en évidence des différences au niveau de la philosophie du témoignage : MSF France lui donnerait en effet plus facilement la priorité pour des raisons de visibilité « grand public ». De plus, les critères d'intervention dans les contextes de crise ne semblent pas partir de la même logique :

MSF Belgique est tenté de se positionner avec la volonté d'apporter une aide directe aux victimes et pour être présent pour pouvoir exploiter tout changement de situation. Par contre, MSF France sera particulièrement vigilant à ne pas cautionner une situation inadmissible. De plus, MSF Belgique considère énormément le travail de prévention et à long terme. C'est ainsi que, contrairement aux autres sections, nous avons des activités, et donc une forte implantation, au Congo dix ans avant la crise.

La décision du CA français d'avril 1997 de supprimer unilatéralement le veto de sécurité est soulevée. Les administrateurs insistent sur le fait que la communication externe est un élément indépendant de leur décision. Cette décision a été prise afin de permettre à MSF de continuer à dénoncer. Le CA était conscient de mettre délibérément en péril les règles de l'international, pour permettre au mouvement de rebondir sur d'autres règles mieux adaptées.

Marleen [van Bollaert, présidente de MSF Belgique] souligne cependant que les personnes du terrain sont conscientes de risquer leur vie. La décision de MSF France est dès lors à ses yeux incompréhensible, tant elle met en jeu leur confiance et leur sécurité. Il lui est donc impossible d'entrevoir les impacts positifs de cette décision.

Françoise Saive, rentrant du terrain, souligne, elle aussi, qu'une telle décision témoigne d'un manque de confiance dans le terrain. Le terrain a la volonté de témoigner, mais ne peut y être forcé au détriment de sa sécurité.

En conclusion, Jean-Marie Kindermans [Secrétaire général MSF International] souligne l'importance du dialogue entre les sections, des discussions horizontales au quotidien, mais aussi de restaurer la confiance entre CA [conseil d'administration] et entre terrains

et sièges ; la volonté de poursuivre la réflexion intersections quant au témoignage et besoin de le professionnaliser.

La réunion a pris note des projets immédiats dans ce domaine : ateliers de travail en octobre à Bruxelles sur le sujet et vote en CI [Conseil international] de septembre d'un nouveau « code de conduite » international en la matière.

A partir du 7 octobre 1997, toutes les sections de MSF débattent d'une éventuelle prise de position publique au sujet de l'expulsion, début septembre, par les autorités congolaises de la mission du Haut-Commissariat aux réfugiés basée à Goma.

Le 13 octobre 1997, les directeurs généraux et directeurs des opérations des sections opérationnelles se réunissent pour discuter de la situation dans les Grands Lacs. Ils décident de réagir auprès des autorités congolaises au sujet de l'expulsion du HCR de Goma au début d'octobre, mais reportent une prise de position publique à plus tard. En revanche, ils décident de rendre public dans la semaine qui suit le rapport de mortalité rétrospective.



« **Décisions** du groupe exécutif cc la situation dans les Grands Lacs - Bruxelles »
13 octobre 1997 (en français).

Extrait :

1. Suite à l'expulsion du HCR notre réaction sera exprimée aux autorités à Kinshasa et à Goma, pour défendre l'espace humanitaire. Une communication publique sera possible ensuite au sujet de la défense des principes, mais sa forme reste à définir.
2. Le rapport de Épicentre sera rendu public la semaine prochaine selon les modalités déjà décidées par les dirCom [directeurs de la communication]. Une lettre au *Lancet* est également envoyée.
3. Les équipes sur le terrain seront renforcées, afin de maintenir un flux d'information venant du terrain, et d'analysde façon synthétique la situation dans la région.
4. Le groupe de travail informel avec d'autres organisations (*Human Rights Watch*, *OXFAM*, etc.) sera activé.
5. Les scénarios décrits dans l'analyse faite par Amsterdam seront soumis pour discussion aux équipes, notamment à l'occasion de la visite d'[Annick] Hamel. Le groupe exécutif décide d'orienter l'action de MSF selon le scénario B.

Mi-octobre 1997, l'équipe Épicentre/MSF publie dans la revue scientifique britannique *The Lancet* un article basé sur l'étude de mortalité rétrospective sur les réfugiés rwandais au Congo qu'elle a réalisée en juillet.

Dans les jours qui suivent, les équipes de terrain et les sièges discutent de l'opportunité de publier l'étude dans son entièreté.

Le 3 novembre 1997, cette étude est finalement rendue publique à l'occasion de l'audition de MSF devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants des Etats-Unis.



« Des actes de violence ont-ils été commis contre les réfugiés rwandais ? » Pierre Nabeth, Alice Croisier, Mirdad Pedari, Jean-Hervé Bradol, Épicentre Médecins Sans Frontières, *The Lancet* (Royaume-Uni), octobre 1997 (en anglais).

Extrait :

Entre le 17 et le 21 juillet, nous avons mené une enquête épidémiologique afin d'évaluer l'histoire récente de ces réfugiés. Nous avons sélectionné au hasard des familles dans la liste des familles réfugiées présentes à Njoundou. Une personne par famille a été interviewée. Nous avons demandé à chaque personne interviewée de citer tous les membres de sa famille qui étaient présents dans les camps du Kivu, leur sexe, leur âge, leur relation avec l'interviewé. Pour chaque membre de la famille, nous avons demandé les lieux où il/elle avait séjourné et à quelles dates. Lorsqu'un événement particulier s'était déroulé (rapatriement ou retour au Rwanda, mort dans un massacre, un accident ou de maladie, perdu de vue), la date et le lieu étaient notés. Les proportions de chaque événement ont été calculées ainsi que les taux bruts de mortalité et ceux des enfants de moins de cinq ans. [...]

Selon notre enquête, seule une faible proportion de réfugiés rwandais ayant fui les camps du Kivu au Zaïre a atteint le Congo. La plupart d'entre eux ont été perdus de vue au cours des nombreuses attaques menées à leur encontre. Les causes possibles de perte de vue incluent le rapatriement et les massacres. Ainsi, les taux de mortalité et la proportion de décès due aux massacres ont probablement été sous-estimés puisque seuls les décès observés ont été enregistrés. Ils sont néanmoins très élevés.

Les interviews de réfugiés pourraient avoir fourni des informations trompeuses. Toutefois, les lieux et dates de transit qu'ils citent dans notre enquête correspondent à ceux donnés par d'autres sources. Les résultats ne peuvent sans doute pas être extrapolés à toute la population de réfugiés présents dans les camps du Kivu.

Néanmoins, l'étude suggère que les actes de violence ont été commis contre des groupes de réfugiés rwandais qui ont fui les camps du Zaïre.

Distribution par sexe, âge de l'échantillon de réfugiés interviewés à Ndjoundou au Congo comparé à leurs familles initiales au Kivu. Septembre 1996 - juin 1997.



« **Déclaration** de Médecins Sans Frontières à l'audition devant la commission des relations internationales de la chambre des députés » Marcel van Soest, épidémiologiste et responsable de programme MSF Hollande, 6 novembre 1997 (en anglais).

Extrait :

Confrontés au cours de l'année qui vient de s'écouler à de sérieuses entraves à notre travail d'assistance aux populations locales et aux réfugiés dans certaines zones de la République Démocratique du Congo et au Rwanda, nous avons aussi exprimé publiquement nos inquiétudes au sujet de la sécurité et de la protection des civils, en particulier à la lumière :

- des attaques contre les civils au Congo, qui sont à l'origine des enquêtes de la commission des Droits humains.
- des attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires au Rwanda et au Burundi.
- des graves entraves aux déplacements imposées aux équipes de secours dans l'Est du Congo et l'Ouest du Rwanda.
- Et même de la récente annonce d'une expulsion imminente du HCR de Goma.

Je n'ai pas besoin de répéter, puisque cela a déjà été signalé à l'occasion d'une précédente audition dans ce forum – l'impact dommageable des déclarations du représentant des Etats-Unis à Kigali, il y a presque un an, qui niait l'existence de plus de 300 000 réfugiés en fuite vers l'ouest après l'attaque des camps de réfugiés rwandais. Dans notre rapport « Forcés à fuir » du 16 mai 1997, nous avons documenté le sort de groupes de réfugiés qui ont traversé le Congo et mis en lumière la situation complexe qui prévaut dans la région du Nord-Kivu et du Masisi. Ce dernier est le théâtre de violences ethniques depuis 1993, qui provoquent toujours des attaques et les déplacements de la population locale congolaise.

En tant qu'organisation médicale, Médecins Sans Frontières est convaincue que tous les efforts humanitaires doivent être dirigés vers la stabilisation de l'état de santé des populations afin de réduire la mortalité et les risques de maladies et d'épidémies. Depuis novembre 1996, malgré de nombreux appels aux parties au conflit, aux Nations unies et à l'administration des États-Unis qui maintient *de facto* une influence diplomatique dans la région, nos équipes ont été privées d'accès continu aux réfugiés et aux populations locales dans le besoin et en danger. [...]

Médecins Sans Frontières a mené une étude de mortalité rétrospective autour d'un groupe de réfugiés en juillet dernier dans un camp de réfugiés de la république du Congo (« Evaluation épidémiologique des réfugiés rwandais du camp de Njoundou, Congo, juillet 1997 ») Ces réfugiés avaient fui les attaques des camps de la province du Kivu et avaient entrepris une marche forcée sur une distance d'environ 1 500 km sous le contrôle d'éléments de l'ancienne armée rwandaise et de miliciens. L'étude a été construite à partir d'entretiens individuels menés dans un échantillon de réfugiés pris au hasard et elle permet de reconstruire la taille et l'histoire du groupe d'origine.

L'évaluation montre que sur 5 personnes du groupe d'origine ayant quitté les camps du Kivu en octobre 1996, une seule est arrivée en république du Congo ; une n'a pas survécu aux opérations militaires successives ; et 3 ont été perdues de vue. Parmi ceux dont on connaît les circonstances du décès, 95 % sont morts de violence, 5 % de maladies.

Ces chiffres ne peuvent pas être extrapolés à toute la population des réfugiés, en particulier parce que le groupe abritait un nombre important d'anciens membres armés des milices. Cependant il est intéressant de noter que la proportion de décès est la même parmi les enfants de moins de cinq ans que pour le reste de la population et que 41 % des morts à la suite d'attaques sont des femmes. Ces chiffres confirment aussi les expériences rapportées par nos équipes de terrain qui en mai 1997 ont raconté l'attaque de camps de réfugiés dans une zone où ce groupe de réfugiés, avec d'autres, s'étaient brièvement arrêtés, la présence de charniers dans ces zones et les taux de mortalité par maladie et malnutrition catastrophiques (« Fuites forcées »).[...]

Nous sommes fermement convaincus que l'une de vos premières recommandations à l'administration doit être d'utiliser notre présence dans la région et le degré d'accès et de flexibilité de mouvement généralement offert aux organisations de secours, comme un indicateur préventif de la situation humanitaire. Bien sûr nous, travailleurs humanitaires, ne pouvons pas protéger les populations des génocides et des massacres : nous en avons eu largement la preuve en avril 1994. Mais le manque d'accès et tous les autres types d'entraves posés à la fourniture d'assistance sont des signaux d'alarme quant au déroulement d'événements graves dans la région. [...]

CONCLUSION

Je fais preuve de candeur en exposant nos inquiétudes et en explorant les possibilités d'appliquer une politique plus efficace en Afrique centrale, une politique qui allierait

principes et pragmatisme. Nous avons besoin de nouvelles approches qui posent vraiment le problème de l'état de guerre dans l'Est du Zaïre et l'Ouest du Rwanda, du sort des civils dans la région et de la nécessité de mettre fin à l'impunité qui règne dans la région depuis plus de quatre ans et représente l'un des facteurs significatifs de l'explosion des diverses « épidémies de violence. »

De nouveau présents devant le gouvernement des Etats-Unis, à vous raconter ce que nous avons vu, nous ne pouvons pas nier notre frustration de constater que dans le passé nos efforts déployés à ce sujet sont restés sans réponse. En fait, on demande souvent aux agences humanitaires de se mettre en avant – pas seulement sur le terrain mais aussi dans leurs propres pays d'origine pour rapporter aux gouvernements les massacres, les catastrophes sanitaires et l'état de terreur général des populations. Nous vous demandons respectueusement de vous intéresser à ce conflit avec nous de façon officielle et systématique afin que nos informations chèrement gagnées ne tombent pas dans l'oreille de sourds.

Aussi longtemps que les politiques ne prendront pas, en priorité, la responsabilité d'établir la vérité, les populations comme les acteurs humanitaires resteront en danger. L'impunité a un prix, qu'il soit payé en termes politiques ou en vie humaine. Mais la recherche de la vérité n'est pas la seule compétence des agences humanitaires. A choisir, nous préférierions être sur le terrain à sauver des vies et prodiguer des soins plutôt que compiler des rapports et les commenter, même devant un public aussi respectable. Nous attendons que vous utilisiez votre influence dans la région, ce qui nous en sommes certains, permettra de sauver des vies dans le futur.



« Ex Zaïre : MSF quantifie l'ampleur des massacres » Stephen Smith, *Libération* (France) 7 novembre 1997 (en français).

Extrait :

Pour la première fois, grâce à une étude scientifique sur les causes de mort entreprise par Médecins Sans Frontières, la persécution des réfugiés hutus rwandais à travers l'ex-Zaïre, entre septembre 1996 et juillet 1997, sort de l'horreur inquantifiable et, même si ce n'est que pour un groupe restreint, peut être chiffrée de façon précise. [...]

Enquête post mortem. Au nom de toutes les sections de MSF à travers le monde, un médecin néerlandais, Marcel van Soest [responsable de programme MSF Hollande], a exposé hier à Washington, lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, les données essentielles de cette « enquête post mortem ». A cette occasion, il a fait état de l'« impression » que l'investigation sur ces violations des Droits de l'homme à grande échelle « embarrassait » l'administration Clinton. Il a également accusé l'ambassadeur américain en poste au Rwanda de « désinformation délibérée » pour avoir nié à l'automne dernier, qu'au moins 300 000 réfugiés hutus « fuyaient vers l'ouest les camps sous attaque ». Ces critiques, relayées par une intervention de l'ONG américaine Human rights watch allant dans le même sens, interviennent alors que l'ambassadeur américain auprès des Nations unies, Bill Richardson, vient de passer à Kinshasa pour y renégocier les conditions de travail de la mission d'enquête de l'ONU. Richardson affirme avoir persuadé Kabila de cesser son obstruction qui, depuis l'arrivée sur place de la mission d'enquête, le 24 août, a empêché celle-ci de faire son travail. Selon une source américaine, « Richardson a conseillé à Kabila d'adopter une attitude plus intelligente. En permettant la recension de tous les massacres survenus dans la région depuis mars 1993, il confondra dans la masse les tueries de

Hutus pour lesquelles sont mis en cause ses partisans. » En effet, rien de ressemble davantage à un charnier qu'un autre charnier et, en « terre de massacres », tous les cadavres se valent...

Témoignages oculaires. C'est précisément cette banalisation mortuaire de toutes les victimes - leur second enterrement - que pourfend l'enquête de MSF. [...]

Tueries génocidaires. Cependant, sortant pour la première fois de récits individuels, l'enquête de MSF permet d'affirmer, chiffres à l'appui, que la persécution des réfugiés hutus a été systématique, organisée et mise en œuvre sans discrimination... autre que l'appartenance ethnique des victimes. Il s'agit, donc, de tueries génocidaires, qu'on ne saurait assimiler à des « bavures », des actes spontanés de vengeance ou à des exactions, même si ceux-ci avaient été commis à grande échelle. Partant de cette lourde présomption, la mission d'enquête de l'ONU a pour mandat de faire la lumière sur le déroulement, l'ampleur exacte et les responsables de cette persécution.



On parle à la fois du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. On demande au gouvernement américain dans quelle mesure il participe ou non à l'aide humanitaire etc. On met en opposition leur discours et la pratique. On reprend un certain nombre de conversations et de lettres que l'on a eues avec le gouvernement américain et on leur dit : « Depuis novembre 1996, on vous alerte en permanence et c'est seulement maintenant que vous faites une audition. » Et même à la fin, on leur dit : « On aurait préféré que vous soyez beaucoup plus réceptifs en fin d'année 1996 plutôt que de nous demander en fin d'année 1997, ce qu'on pense de cette situation. » Dès qu'on fait une audition, c'est inscrit dans les minutes d'activités du Congrès et c'est public. Je suis allé avec Marcel [van Soest, MSF Hollande]. Il y avait 80 journalistes de la presse nationale et internationale. J'ai été interviewé par le correspondant de Libération à Washington. Il avait écrit un article dans Libération sur : « MSF interpelle le Congrès américain sur leur manque de réaction à la tragédie humanitaire du Sud-Kivu ».

*Antoine Gérard, MSF Etats-Unis, responsable du département des programmes
(en français).*

LES RAPPORTS DE L'ONU ET DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

Entre-temps, le 26 août 1997, sans aucune garantie sur sa liberté de mouvement et la confidentialité des témoignages recueillis, la mission d'enquête des Nations unies commence à enquêter sur les exactions commises dans l'Est du Zaïre. Elle couvre la période commençant en mars 1993 et non plus seulement au début de l'offensive de l'AFDL, à l'automne 1996.

Mais dès le 4 septembre 1997, l'ONU dénonce les entraves posées par le nouveau régime congolais à sa mission d'enquête.



« Une mission de l'ONU va de nouveau tenter d'enquêter sur les massacres de Hutus dans l'ex-Zaïre » **Le Monde** (France) 28 août 1997 (en français).

Extrait :

Aujourd'hui pas plus qu'hier, la mission d'enquête internationale, dont huit membres sur vingt-trois sont à Kinshasa, n'est assurée de pouvoir travailler librement. Elle doit encore négocier avec le gouvernement de M. Kabila sa liberté de mouvement et les garanties de confidentialité pour les témoignages recueillis. Elle doit répondre à de nouvelles demandes de Kinshasa, notamment le souhait que ses propres médecins légistes accompagnent les enquêteurs sur les sites de fosses communes. Si, officiellement, seul un « *feu vert* » gouvernemental est attendu pour commencer à travailler, les enquêteurs ne sont pas encore arrivés dans les provinces orientales du Kivu et la région de Kisangani, où les tueries ont été commises.



« L'ONU dénonce le maintien des obstacles à son enquête sur les réfugiés » **AFP** (France) Kinshasa, 4 septembre 1997 (en français).

Extrait :

La mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les présumés massacres des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre a dénoncé jeudi soir à Kinshasa le maintien des « obstacles » à son enquête par le gouvernement de la République démocratique du Congo.

Le 8 octobre 1997, deux organisations de défense des Droits de l'homme, *Human Rights Watch* et la Fédération internationale des ligues des Droits de l'homme confirment preuves et témoignages à l'appui les exactions commises dans l'Est du Zaïre par les troupes rebelles désormais au pouvoir et leurs alliés rwandais et ougandais.

Ils affirment que les États-Unis étaient informés du projet rwandais d'attaque des camps et que des militaires américains étaient présents auprès de l'armée rwandaise sur le territoire du Congo. V19



« Washington rejette les accusations de HRW [Human rights watch] et de la FIDH [Fédération internationale des Droits de l'homme] » **AFP** (France), 9 octobre 1997 (en français).

Extrait :

Human rights watch et la Fédération internationale des Droits de l'homme avaient affirmé mercredi que les États-Unis « connaissaient l'intention du Rwanda d'attaquer des camps de réfugiés dans l'Est du Zaïre » et ils avaient appelé Washington à suspendre son aide militaire au Rwanda.

Ces accusations sont contenues dans un rapport de 40 pages rendu public à New York. Le gouvernement américain « n'a pas été informé à l'avance de cette violence horrible », a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin en qualifiant de « totalement fausses » les accusations des deux organisations.

Il n'a cependant pas exclu, en réponse à une question, que Washington ait pu avoir connaissance, par ses satellites par exemple, de mouvements de troupes rwandaises en direction des camps. Mais il a démenti que Washington « ait pu donner son feu vert ».

Les Etats-Unis ont condamné les massacres de réfugiés et se sont efforcés d'y mettre fin, a souligné M. Rubin.

Il a aussi précisé que les Etats-Unis « n'avaient pas fourni d'armes mortelles » aux Forces armées rwandaises et que leur aide militaire se limitait à la formation, de cette armée à des opérations comme le déminage humanitaire, à l'intérieur du territoire rwandais. Les États-Unis n'entraînent plus l'Armée patriotique rwandaise, la dernière session de formation ayant pris fin en août, a-t-il ajouté.

Les États-Unis « n'ont pas joué de rôle occulte dans cette affaire », a encore affirmé le porte-parole, ajoutant : « suggérer que nous puissions avoir joué un rôle est ridicule ».

Les massacres dénoncés par HRW et la FIDH avaient eu lieu lors de l'offensive victorieuse contre le régime du maréchal Mobutu Sese Seko des forces de Laurent-Désiré Kabila, qui a pris le pouvoir le 17 mai.

« Des témoins crédibles ont affirmé que des militaires américains ont entraîné, et fourni une assistance à l'APR sur le territoire congolais », affirmaient les deux organisations dans leur rapport.

Elles ont demandé au Pentagone de « rendre publique la nature de l'engagement américain » dans son aide aux différentes forces qui ont opéré au Congo.

Elles ont appelé aussi Washington à suspendre immédiatement tout soutien tactique, aide sur le terrain ou fourniture d'armes au Rwanda.

En avril 1998, dans un entretien avec le journaliste britannique Nick Gowing, Paul Kagamé reconnaît avoir planifié et mené la guerre dans l'Est du Zaïre comme une guerre de l'information. Dans un entretien avec le même journaliste, un autre responsable politique rwandais déclare que les volontaires des ONG sont des agents de renseignements et que MSF renseigne le gouvernement français.



« Nouvelles en provenance des zones de désastre – Nouveaux défis et problèmes pour la gestion de l'information en situation d'urgence complexe – Inquiétantes leçons à retenir des Grands Lacs et de l'est du Zaïre fin 1996 et début 1997 »

Rapport de Nick Gowing, mai 1998 (en anglais).

Extrait :

[Paul Kagamé] :

« Nous avons utilisé l'arme de la communication et de l'information mieux que quiconque. Nous avons trouvé une nouvelle façon de le faire [...] Grâce à mon expérience de terrain je savais que les médias et les ONG poseraient des problèmes. Il fallait les tenir à l'écart pour un certain temps. On s'est débrouillé pour les tenir à l'écart. Ils ont laissé fuir des informations. Ils ont été très nuisibles. [...] Ils ne sont pas neutres, comme beaucoup d'entre eux le prétendent. Les laisser libres ne nous apportera pas (à nous Rwandais) les meilleurs résultats. » [...]

Un responsable politique rwandais :

« Les ONG servent des intérêts. Ce ne sont pas des médecins, mais des collecteurs de renseignements. [...] Nous n'avons pas la moindre confiance dans les ONG. Elles ne peuvent pas être neutres. Ce n'est pas possible. Il n'y a pas la moindre ONG qui ait été

impartiale. [...] Il y a ceux qui sont payés pour servir d'autres intérêts. MSF est le véhicule du gouvernement français. »

[Nick Gowing ajoute :] « en privé, cependant, les responsables politiques rwandais ne font pas le même rapprochement. Ils reconnaissent l'engagement de MSF auprès du FPR au début des années quatre-vingt-dix et la reconnaissance rapide par MSF du génocide des Tutsis en 1994. Ils reconnaissent aussi le caractère très limité du soutien français à MSF. »



On a trop composé avec l'impartialité. On était toujours là où les gens voulaient qu'on soit pour un motif bien particulier : contrôler les populations, fixer les populations. On s'est toujours mis un peu dans le piège.

On a une espèce de culte de l'accès : on est des humanitaires, on doit avoir accès. Or dans les Grands Lacs tout était finalement manipulation et déplacement de populations, regroupement, purification, triage, séparation des populations etc... On faisait là où on nous disait de faire. Je pense qu'on a eu sans arrêt des sursauts, en disant non. Je crois que la persistance de MSF Belgique à vouloir rester au Rwanda, à accompagner les rapatriés était trop évidente et très facile à manipuler pour les autorités rwandaises. Ils savaient que MSF avait trop intérêt à rester pour des raisons opérationnelles, pour des raisons institutionnelles, pour des raisons sentimentales. Ils savaient qu'on ne partirait pas, qu'ils pourraient nous faire avaler toutes les couleuvres, qu'ils pourraient nous faire attendre aussi longtemps qu'il faudrait, nous barrer l'accès pendant tant de temps, nous le permettre finalement à tel moment, on était prêt à tout avaler.

Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).

Le 17 avril 1998, le Secrétaire général des Nations unies annonce que tous les efforts pour enquêter sur les massacres dans l'Est du Zaïre sont abandonnés.

La mission d'enquête a dû faire face à toutes sortes d'entraves à sa liberté de mouvement et à la confidentialité des témoignages.

Le 29 juin 1998, le rapport de la mission d'enquête créée par le Secrétaire général de l'ONU en juillet 1997 est remis au Conseil de sécurité qui le rend public. Ce rapport qualifie « les tueries commises par l'AFDL et ses alliés » de crimes contre l'humanité.



« Retrait des enquêteurs des Nations unies sur les massacres au Congo ». **The New York Times** (Etats-Unis), 16 avril 1998 (en anglais).

Extrait :

Selon des responsables, le Secrétaire général Kofi Annan a décidé de retirer du Congo l'équipe d'enquêteurs sur les Droits de l'homme des Nations unies après des mois de harcèlement et d'obstruction à leur travail.

L'équipe de 26 experts étrangers et d'au moins autant de Congolais enquête à partir de rapports selon lesquels des dizaines de milliers de réfugiés rwandais ont été massacrés en 1996 et 1997 par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, aujourd'hui président du Congo, l'ancien Zaïre. L'enquête a été suspendue la semaine dernière après que les autorités congolaises ont emprisonné un enquêteur et photocopié ses documents.

La décision du retrait qui devrait être annoncée dans un jour ou deux, mettrait fin effectivement à une année de tentatives avortées pour mener des enquêtes sur place dans un pays que les groupes de défense des Droits de l'homme décrivent comme glissant de nouveau vers la répression depuis le renversement de Mobutu Sese Seko en mai dernier.

Des informations fiables sur l'étendue des massacres au Congo et l'identification des victimes repose sur l'exhumation des charniers, les expertises médico-légales et les interviews avec les témoins. Selon les groupes de défense des Droits de l'homme, les équipes d'experts des Nations unies sont devenues une menace pour les responsables congolais qui ne voulaient pas que les morts soient comptés. L'équipe a dû affronter les pires problèmes en essayant d'exhumer un charnier sur un site près de Mbandaka, au nord de Kinshasa en décembre dernier et de nouveau en mars cette année.

Des foules organisées ont repoussé les enquêteurs en manifestant de façon hostile et les preuves médico-légales n'ont pas pu être collectées. Mais depuis août les enquêteurs ont pu interviewer de nombreux témoins congolais, des représentants des organisations de secours locales et internationales et des diplomates et des attachés militaires de nombreuses ambassades à Kinshasa. Les responsables des Nations unies ont approché les gouvernements influents dans la région et leur ont demandé de faire pression sur M. Kabila pour que l'équipe puisse se retirer en emmenant ses documents. Ces responsables s'inquiètent des risques encourus par les témoins qui ont parlé aux enquêteurs et qui pourraient être identifiés dans les documents confisqués au membre de l'équipe emprisonné la semaine dernière, Christopher Harland, un Canadien.



Lettre adressée au président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général des Nations unies, 29 juin 1998 (en français).

Extrait :

Il est profondément regrettable qu'entre la date où elle a été déployée pour la première fois en août 1997 et son retrait en 1998, l'équipe n'ait pas été autorisée à accomplir sa mission pleinement et sans entrave. Néanmoins, en dépit des difficultés décrites dans le rapport, l'équipe a pu parvenir à un certain nombre de conclusions qui sont étayées par de solides preuves. Deux de ces conclusions retiennent l'attention.

La première est que toutes les parties aux violences qui ont déchiré le Zaïre, en particulier ses provinces orientales, durant la période à l'examen, ont commis de graves violations des Droits de l'homme ou du droit international humanitaire.

La seconde est que les tueries auxquelles se sont livrés l'AFDL et ses alliés, y compris des éléments de l'Armée patriotique rwandaise, constituent des crimes contre l'humanité, tout comme le déni d'une assistance humanitaire aux réfugiés rwandais hutus. Les membres de l'équipe pensent que certains des meurtres peuvent constituer des actes de génocide, selon l'intention qui les motivait, et ils demandent que ces crimes et leurs motifs fassent l'objet d'une enquête plus poussée.

Le 13 juillet 1998, le Conseil de sécurité des Nations unies, condamne les atrocités commises en RDC, demande aux gouvernements de la RDC et du Rwanda d'enquêter et de punir les coupables, et aux Etats-membres des Nations unies de les aider dans cette démarche.



« **Déclaration** du Président du Conseil de sécurité des Nations unies » 13 juillet 1998 (en anglais).

Extrait :

Le Conseil de sécurité reconnaît la nécessité d'enquêter plus avant sur les massacres et autres atrocités et violations du droit international humanitaire, ainsi que d'en traduire les responsables en justice. Il déplore les retards dans l'administration de la justice.

Il demande aux gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda d'enquêter sans délai dans leurs pays respectifs sur les allégations figurant dans le rapport de l'équipe d'enquête et de traduire en justice tous ceux dont il sera avéré qu'ils ont participé à de tels massacres, atrocités et violations du droit international humanitaire. Le Conseil note que le gouvernement de la République démocratique du Congo s'est déclaré prêt à traduire en justice tous ceux de ses nationaux qui seraient coupables des massacres présumés ou y auraient été impliqués (S/1 998/582). Une action en ce sens contribuerait pour beaucoup à mettre fin à l'impunité et favoriserait l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région.

Le Conseil demande instamment aux États membres de coopérer avec les gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda dans le cadre des enquêtes menées sur les personnes visées et des poursuites engagées contre elles. [...] Le Conseil de sécurité demande instamment aux États membres, aux organismes et institutions des Nations unies et autres institutions internationales compétents de fournir, à leur demande, aux gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda l'assistance technique et autre nécessaire pour se doter de systèmes judiciaires indépendants et impartiaux.

Le 1^{er} octobre 2010, le Haut commissariat aux droits humains des Nations unies publie un « rapport d'état des lieux » [mapping] sur les violations des droits de l'homme commises en République démocratique du Congo de mars 1993 à juin 2003. Les enquêteurs ont consulté plus de 1 500 documents dont 14 rapports publiés par MSF au moment des événements.

La section française de MSF diffuse alors un communiqué de presse rappelant qu'à l'époque la parole de ceux qui alertaient avait été mise en doute. Elle affirme qu'elle continuera à donner l'alerte dans les situations les plus graves mais ne s'impliquera pas dans les éventuelles poursuites judiciaires.

La plupart des autres sections du mouvement questionnent la pertinence de rappeler l'absence de soutien reçu par MSF à l'époque et ne diffusent pas ce communiqué.



« Rapport des Nations unies sur les crimes commis au Zaïre : MSF réaffirme son devoir d'alerte » **Communiqué de presse** MSF France, 29 septembre 2010 (en français).

Extrait :

Le rapport du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations-Unies intitulé Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003

sur le territoire de la République démocratique du Congo devrait être rendu public le 1^{er} octobre.

Ce document fait notamment référence à des rapports publiés par Médecins Sans Frontières au moment des faits (consultables en ligne www.msf.fr). MSF souhaite aujourd'hui clarifier sa position en tant qu'acteur humanitaire face à de tels faits.

Au-delà de la dénonciation des violences et attaques non discriminées sur les populations réfugiées et civiles de la région, les rapports MSF dénonçaient l'utilisation criminelle de l'action des organisations humanitaires, particulièrement entre 1996 et 1998. En effet, l'aide humanitaire fut utilisée par les groupes armés, pour localiser, rassembler et massacrer les populations civiles et réfugiées. Dans ces circonstances exceptionnelles, le silence aurait été synonyme de complicité. Ce devoir d'alerte publique relève de la responsabilité directe d'un acteur humanitaire.

A l'époque, et durant les années qui ont suivi, la parole de ceux qui tel MSF alertaient sur ces massacres a été mise en doute. Sans préjuger de la portée de ce nouveau rapport, il reste crucial d'analyser les raisons de cet aveuglement et l'absence de soutien aux organisations de secours qui y faisaient face.

Aujourd'hui la guerre se poursuit dans l'est de la République Démocratique du Congo où les violences contre les populations civiles n'ont jamais cessé. Le rôle essentiel de MSF reste de pouvoir accéder aux victimes en négociant avec tous les groupes armés. Pour ce faire, l'organisation ne peut être perçue comme témoin à charge dans des procédures judiciaires, ce qui mettrait en péril ses actions et ses équipes.

C'est pourquoi MSF persistera à jouer son rôle d'alerte immédiate dans les situations les plus graves, mais continuera à refuser de s'enrôler dans les batailles judiciaires à venir.



« Rapport 'Mapping' [état des lieux] de l'ONU – **Points de discussion et questions/réponses** » MSF International, 30 septembre 2010 (en anglais).

Extrait :

2. Que veut dire MSF ?

MSF :

- ne commente en aucune façon les processus judiciaires
- ne qualifie pas les crimes (crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide)
- ne commente pas le rôle du Rwanda en RDC pendant la période décrite dans le rapport, ni ne spéculer sur aucune implication aujourd'hui. Nous ne parlons pas de Paul Kagamé ou du gouvernement actuel de la RDC.
- ne fait pas de commentaires sur la qualité et le timing du rapport
- ne lance aucun appel à la justice ou à mettre fin à l'impunité

Il existe un désaccord entre les centres opérationnels sur la nécessité d'insister sur le fait qu'à l'époque les alertes lancées par MSF et d'autres ont été mises en questions et que les organisations de secours n'ont pas été assez soutenues (voir le communiqué de presse du centre opérationnel de Paris).



« **Rapport** du Projet Mapping [état des lieux] concernant les violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises entre-mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo » Haut Commissariat des Nations unies aux droits humains, 1^{er} octobre 2010 (en anglais, en français).

Extrait :

I. Inventaire des violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la RDC entre mars 1993 et juin 2003 [...]

B. Juillet 1996-juillet 1998 : première guerre et régime de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre [...]

18. La deuxième période s'intéresse aux violations qui auraient été perpétrées pendant la première guerre et la première année du régime mis en place par le Président Laurent-Désiré Kabila et répertorie le plus grand nombre d'incidents de toute la décennie examinée, soit 238. Les informations disponibles aujourd'hui suggèrent l'importance du rôle des États tiers dans la première guerre et leur implication directe dans cette guerre qui a mené au renversement du régime de Mobutu. Au début de la période, des violations sérieuses ont été commises à l'encontre de civils tutsi et banyamulenge, principalement au Sud-Kivu. Puis cette période a été caractérisée par une apparente poursuite impitoyable et des massacres de grande ampleur (104 incidents répertoriés) de réfugiés hutu, de membres des anciennes Forces armées rwandaises (appelées par la suite ex-FAR) ainsi que de milices impliquées dans le génocide de 1994 (les Interahamwe) prétendument par les forces de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. Une partie des troupes, de l'armement et de la logistique étaient apparemment fournis par l'Armée patriotique rwandaise, par la « Uganda People's Defence Force » (UPDF) et par les Forces armées burundaises (FAB) à travers tout le territoire congolais. Les réfugiés hutu, que les ex-FAR/Interahamwe semble avoir parfois encadrés et employés comme boucliers humains au cours de leur fuite, ont alors entrepris un long périple à travers le pays qu'ils ont traversé d'est en ouest en direction de l'Angola, de la République centrafricaine ou de la République du Congo. Cette période aurait également été marquée par de graves attaques contre les autres populations civiles, dans toutes les provinces sans exception, notamment par les Forces armées zaïroises en repli vers Kinshasa, les ex-FAR Interahamwe fuyant devant l'AFDL/APR et les Mayi-Mayi. [...]

Rapports des ONG [...]

MSF (Médecins Sans Frontières)

- *Populations en danger au Zaïre, rapport MSF*, 1995
- *Ethnic cleansing rears its head in Zaire*, 1 November 1996
- *Traque et massacre des Rwandais au Zaïre-Congo, 1996-1997 Unofficial translation from French original*
- *Forced flight - A brutal strategy of elimination in eastern Zaire*, 30 April 1997
- *Histoire des réfugiés rwandais ayant fui les camps du Kivu, Zaïre*, de September 1996 à June 1997, September 1997
- *International Activity Report*, 2001
- *Special Report - Confronting catastrophe in the DRC*, 30 November 2001
- *La guerre me suivait*, 2002
- *Giving voice to untold human suffering*, 2002
- *Quiet, we are dying*, 2002
- *Report on the DRC 1992-2002*, 2002

- *I have no joy, no peace of mind; Medical, psychosocial and socio-economic consequences of sexual violences in eastern DRC*, 2004
- *International activity report: DRC I took my children and fled*, 2003
- *Ituri - Unkept promises*, 2003

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1993-2010

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Elaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Grands Lacs	MSF
1993		Violences impliquant les minorités rwandophones et les milices civiles locales au <u>Kivu</u> : <u>entre 7 000 et 14 000 morts</u> , des centaines de milliers de déplacés.	Programmes d'assistance sanitaire de <u>MSF Hollande</u> dans le <u>Kivu</u> .
1994		Avril à juillet 1994 Génocide des Rwandais tutsis et massacres des Rwandais hutus opposés au génocide - Fuite de plus d'un million de Rwandais hutus en <u>Tanzanie</u>, au <u>Zaire</u> et au <u>Burundi</u>. Juillet 1994 Prise de pouvoir du FPR au Rwanda - Émigration au Rwanda de milliers de Banyamulenges du Zaire, certains déjà enrôlés dans l'armée du FPR.	18 juin 1994 <u>Appel MSF à une intervention armée</u> internationale pour mettre fin au génocide des Rwandais tutsis. Juillet-août 1994 <u>Intervention de toutes les sections MSF</u> sur l'épidémie de choléra dans les camps de réfugiés rwandais au Zaire. Novembre-décembre 1994 Retrait MSF France des camps de réfugiés rwandais au Zaire et en Tanzanie et <u>explication publique</u> : refus de contribuer à renforcer le pouvoir des auteurs du génocide par l'assistance dans les camps.
1995		Avril 1995 <u>Résolution</u> du Haut-Conseil de la République (Parlement) du Zaire <u>empêchant les réfugiés</u> (dont les Banyamulenges) <u>d'acquérir la nationalité zairoise</u>.	Mars 1995 Remise par MSF aux autorités rwandaises du « diagnostic de situation dans les prisons rwandaises. » Avril-mai 1995 <u>Dénonciation publique par MSF</u> du massacre d'au moins 4 000 déplacés à Kibeho (Rwanda) par l'<u>APR</u>. Juillet 1995 Publication par MSF de la mise à jour du « Diagnostic de situation dans les prisons rwandaises » - Décision de <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Hollande</u> de se retirer des camps de réfugiés rwandais du Zaire et de Tanzanie.

	International	Grands Lacs	MSF
		Automne 1995 Intervention de l'APR contre les <u>ex-FAR</u> et milices de l'<u>île Idjwi</u> (Lac Kivu) avec appui matériel étasunien.	Décembre 1995 Expulsion de <u>MSF France</u> et <u>MSF Suisse</u> du Rwanda.
1996	Juin 1996 Aux Etats-Unis, <u>Paul Kagamé</u>, vice-président et ministre de la défense du Rwanda déclare que : le Rwanda pourrait lui-même supprimer la menace des camps du Zaïre.	13 février 1996 <u>Rapatriement</u> au Rwanda, par le HCR de 250 000 <u>réfugiés rwandais</u>, depuis les camps de <u>Kibumba</u> et <u>Kashusha</u> au Zaïre. 12 mai 1996 <u>Massacre des Tutsis</u> réfugiés dans le monastère de <u>Mokoto</u>. Fin mai 1996 Évacuation des personnes menacées dans le <u>Masisi</u> par organisations locales et internationales.	Janvier 1996 Plusieurs milliers de Tutsis réfugiés dans le monastère de <u>Mokoto</u> et le village de <u>Kichanga</u> (Zaïre-Masisi) dont <u>MSF Hollande</u> gère le dispensaire. Mi-mai 1996 Évacuation par <u>MSF Hollande</u> d'une partie des survivants du massacre de Mokoto - pression pour l'évacuation de 3 000 autres. 21 mai 1996 <u>Communiqué de presse MSF Hollande</u> : « 3 000 personnes menacées dans la région du Masisi - MSF demande leur évacuation immédiate. »

	International	Grands Lacs	MSF
1996	11 octobre 1996 Rapport de l'ONU prévoyant une explosion de violence à l'Est du Zaïre .	Août 1996 Rassemblement au sein de l'<u>Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL)</u> de quatre mouvements d'opposition au gouvernement <u>Mobutu</u>, dont celui de <u>Laurent-Désiré Kabila</u>. 9 septembre 1996 Manifestation des habitants d'<u>Uvira</u> (Sud-Kivu) et attaque des maisons des Banyamulenges, sommés de quitter le pays. 22 septembre 1996 <u>Bukavu</u> : échange de tirs de mortiers entre militaires zaïrois et rwandais. 8 octobre 1996 Sud-Kivu : rebelles accusés par les autorités locales d'attaques de réfugiés rwandais hutus et d'Interahamwe ; délai d'une semaine aux 200 000 à 500 000 Banyamulenges pour quitter le pays. 16 octobre 1996 Premier ministre zaïrois : "fermeture prévue des camps de réfugiés rwandais avant les élections de mai et juillet 1997".	23 juillet 1996 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « Trois morts lors du rapatriement forcé vers le Rwanda - des milliers de personnes se réfugient dans les collines rwandaises ». Mi-octobre 1996 Transformation de la mission <u>MSF Hollande</u> d'<u>Uvira</u> en mission ET (urgence toutes sections MSF) sous coordination MSF Hollande.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	27 octobre 1996 Commissaire de l'UNHCR : "appel à la création de couloirs humanitaires."	18 octobre 1996 Création officielle de l'<u>Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL)</u>. 20 octobre 1996 <u>Combats</u> entre forces armées zaïroises (FAZ) et armée rwandaise de la région d'<u>Uvira</u> – fuite vers <u>Bukavu</u> de 110 000 réfugiés - <u>Attaque</u> des abords du camp de <u>Katale</u> (nord Goma) par AFDL. 22 octobre 1996 <u>Extension des combats</u> entre forces zaïroises et AFDL à l'ensemble du <u>Kivu</u> : 250 000 à 400 000 réfugiés en fuite - Gouvernement zaïrois : les armées rwandaise et burundaise soutiennent l'AFDL - Dénégation des deux Etats. 24 octobre 1996 <u>Prise d'Uvira</u> par l'AFDL. 25 octobre 1996 AFDL déclare avoir pour objectif de renverser le <u>Président Mobutu</u> - Etat d'urgence dans le <u>Kivu</u>. 26 et 27 octobre 1996 Attaque des camps de Kibumba et Katale (nord Kivu) par l'AFDL - Fuite et regroupement de centaines de milliers de réfugiés dans le camp de Mugunga. 28 octobre 1996 Prise de Bukavu par l'AFDL - Le Président du Rwanda déclare que l'Est du Zaïre était autrefois rwandais.	28 octobre 1996 Prise en charge des réfugiés dans le <u>camp de Mugunga</u> par les équipes <u>MSF</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	29 octobre 1996 En accord avec les Etats-Unis et l'ONU, <u>la France propose une réunion des Etats</u> de la région des <u>Grands Lacs</u>. Fin octobre 1996 Les organisations humanitaires sont la source d'information principale des médias occidentaux qui parlent de « crise humanitaire ». 3 novembre 1996 <u>Appel de la Commissaire de l'UE à l'Action humanitaire à une action humanitaire d'urgence au Zaïre</u> ; demande au gouvernement rwandais autorisation sans délai d'ouvrir des corridors humanitaires vers le camp de Mugunga.	30 octobre 1996 <u>L'armée rwandaise</u> reconnaît avoir engagé des troupes au Zaïre - Attaque du camp de Kahindo. 31 octobre 1996 Prise de Goma par l'<u>AFDL - Laurent-Désiré Kabila</u> se proclame président de l'<u>AFDL</u> et chef de l'Armée de libération du Congo. 1 novembre 1996 <u>Gouvernement zaïrois</u> : « renvoi forcé et progressif » de tous les réfugiés rwandais et burundais - Prise de <u>Bukavu</u> par les rebelles. 2 novembre 1996 <u>Visite guidée de Bukavu</u> par les rebelles pour la presse internationale.	31 octobre 1996 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « MSF accuse les Etats occidentaux de non-assistance à populations en danger. MSF réclame la création d'une zone d'accueil protégée pour les réfugiés rwandais du Zaïre ». Evacuation de l'équipe MSF de Mugunga, qui reste bloquée à Goma. Evacuation des équipes MSF de Uvira et Bukavu et regroupement à Cyangugu. 1 novembre 1996 <u>Communiqué de presse MSF international</u> : « MSF demande la création d'un corridor humanitaire. Les travailleurs humanitaires toujours bloqués dans Goma ». - Distribution du rapport de MSF Hollande sur le nettoyage ethnique dans le Masisi. 2 novembre 1996 <u>Evacuation de Goma</u> de toutes les équipes humanitaires, dont celle de MSF.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	5 novembre 1996 Evocation par le <u>CICR</u> et le <u>HCR</u> d'une intervention armée internationale – Représentants des Etats de la région des <u>Grands Lacs</u> au <u>Conseil de sécurité</u> : demande de déploiement d'une « force neutre » (<u>ONU - OUA</u>) au Zaïre pour mise en place des corridors humanitaires et des sanctuaires temporaires pour les réfugiés. 6 novembre 1996 <u>ONU</u> : Zaïre favorable à l'envoi d'une force internationale. 7 novembre 1996 Appel des ministres de la Coopération de l'UE, du HCR et du CICR au Conseil de sécurité de l'ONU pour autorisation d'une intervention urgente dans la province du Kivu. 8 novembre 1996 Le CICR se dit favorable à une intervention armée au Zaïre - Recommandation du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité : déploiement d'une force internationale dans l'Est du Zaïre.	4 novembre 1996 <u>Cessez le feu</u> de 3 semaines <u>décrété par l'AFDL</u> - Le gouvernement rwandais déclare qu'il "n'est pas partie prenante dans le conflit en cours au <u>Zaïre</u>" - Visite guidée de <u>Goma</u> par l'<u>AFDL</u> pour la presse internationale. 5 novembre 1996 <u>Goma</u> ouverte aux journalistes, fermée aux ONG. 6 novembre 1996 <u>Kigali</u> refuse la présence de la « <i>force neutre</i> » sur son territoire. 8 novembre 1996 Le gouvernement rwandais se dit prêt à accepter une force africano-européenne ; il demande le retour des réfugiés.	4 novembre 1996 <u>Conférence de presse MSF international</u> à Gisenyi : « MSF appelle à la mise en place de zones de protection par une intervention armée internationale ». <u>Communiqué de presse MSF Etats-Unis</u> : « La crise s'aggrave au Zaïre : MSF s'apprête à faire face à un désastre médical ». 5 novembre 1996 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Deux avions cargo pour le Zaïre ». 6 novembre 1996 <u>Confirmation par les directeurs généraux et les directeurs des opérations de l'accord sur un appel à intervention armée</u> - opérations confiées à ET (cellule internationale d'urgence) sous coordination de <u>MSF Hollande</u>. 7 novembre 1996 <u>Annonce MSF</u> : 5 équipes exploratoires bloquées aux frontières du Rwanda, du <u>Burundi</u>, de l'<u>Ouganda</u> et du <u>Zaïre</u> - <u>Courriers</u> de MSF aux responsables politiques européens et américains pour demander une intervention internationale. 8 novembre 1996 <u>Communiqué MSF France</u> « 13 600 morts sans importance »: estimation du nombre de morts si les organisations humanitaires n'ont pas accès aux camps et appel à création de zones de protection et intervention militaire internationale ».

	International	Grands Lacs	MSF
1996	9 novembre 1996 <u>Résolution</u> intérimaire du <u>Conseil de sécurité de l'ONU</u> sur le principe d'une force multinationale « à des fins humanitaires » avec report de la décision d'intervention. 10 novembre 1996 <u>La commissaire de l'UE à l'Action humanitaire</u> déclare que la lente réaction du Conseil de sécurité est un « scandale international ». 13 novembre 1996 <u>Département d'Etat étasunien</u> : « Les Etats-Unis sont prêts à participer de façon limitée (1 000 hommes) à une intervention au Zaïre [...] ».	10 novembre 1996 <u>Kabila</u> annonce la création d'un corridor humanitaire et sous certaines conditions l'accès au <u>camp de Mugunga</u> pour les ONG - Les organisations humanitaires sont confinées dans le stade de <u>Goma</u>.	<u>Communiqué MSF Royaume-Uni / OXFAM</u> : « Une intervention militaire est nécessaire pour sauver des vies et assurer la paix et la justice à long terme ». <u>Communiqué MSF Etats-Unis/ InterAction</u> : « Les organisations de secours américaines appellent les Etats-Unis à une action au Zaïre ». <u>Communiqué MSF Hollande</u> : « MSF envoie un avion cargo. Le Rwanda autorise l'accès de l'aide humanitaire à Goma ». <u>Repris par MSF Etats-Unis</u> : « MSF se prépare à entrer au Zaïre, tôt samedi. Le Rwanda autorise l'accès de l'aide humanitaire à Goma ». 9 novembre 1996 <u>Communiqué MSF France</u> : « Le rapatriement des Burundais vers des zones de conflit s'effectue sans aucune protection ni assistance médicale » <u>Communiqué MSF France</u> : « Chaque jour de non assistance aux réfugiés pourrait provoquer la mort de 1 200 personnes » <u>Lettre ouverte MSF Royaume-Uni/OXFAM</u> dans <i>The Times</i> : « Des réfugiés morts ne peuvent plus être sauvés ». 3 volontaires MSF à Kisangani. 11 novembre 1996 <u>Téléconférence des directeurs généraux MSF</u> : continuer à dénoncer l'inaccessibilité aux réfugiés.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	15 novembre 1996 <u>Résolution 1 080 du Conseil de sécurité</u> autorisant le déploiement d'une force multinationale de 10 000 à 15 000 hommes dans l'Est du Zaïre et la région des Grands Lacs, pour venir au secours des réfugiés. Recours à la force autorisé.	15 novembre 1996 <u>Attaque du camp de Mugunga</u> par les rebelles : 400 000 à 700 000 réfugiés regagnent le Rwanda entre le 15 et le 18 novembre. 16 novembre 1996 <u>Vice-président du Rwanda</u> : « assume soutien aux rebelles ; les ONG devraient aider les Rwandais chez eux plutôt que les réfugiés au Zaïre. » 17 novembre 1996 <u>Massacre</u> par les rebelles de 320 <u>réfugiés à Chimanga</u> au sud-ouest de Bukavu . 18 novembre 1996 Premiers articles de presse reprochant aux ONG d'avoir exagéré les chiffres concernant les réfugiés. 19 novembre 1996 HCR : 500 000 réfugiés sont rentrés au Rwanda, 700 000 restés au Zaïre. Autorités rwandaises : tous sont rentrés.	14 novembre 1996 <u>Opération sit-in MSF</u> à la frontière Rwanda/Zaïre. <u>Déclaration MSF</u> : « MSF réclame d'urgence une action alors qu'un millier de personnes meurent chaque jour dans l'Est du Zaïre et met en garde contre les solutions "pansement" dans la région ». 15 novembre 1996 <u>Communiqué MSF France</u> : « Des demi-mesures lourdes de conséquences ». <u>Communiqué MSF France et MSF Hollande</u> : appel à l'intervention immédiate d'une force armée internationale pour protéger les civils. 16 novembre 1996 <u>Communiqué de presse MSF Hollande</u> : « MSF réclame l'ouverture immédiate de l'aéroport de Goma ». 19 novembre 1996 <u>Fermeture par les autorités rwandaises d'un poste sanitaire MSF</u> pour les réfugiés entre Gisenyi et Ruhengeri. 20 novembre 1996 Installation d'un centre de tri médical à <u>Kisangani</u> ; MSF soutient l'hôpital général de Kisangani et les hôpitaux de <u>Walikale</u> et <u>Lubutu</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	22 novembre 1996 <u>Résultats négatifs</u> des prises de vues aériennes américaines : survols insuffisants vers l'ouest où sont signalés des réfugiés. 23 novembre 1996 <u>HCR</u> : 700 000 Rwandais encore dans l'Est du Zaïre. 24 novembre 1996 <u>Le Secrétaire général et les agences de secours de l'ONU</u> manifestent leur inquiétude quant à une possible confrontation entre le Rwanda et le Zaïre et la menace d'une urgence aussi grave que le génocide et l'exode de 1994. 27 novembre 1996 <u>Canada</u> : proposition de parachutage de vivres aux réfugiés dans l'Est du Zaïre.	23 novembre 1996 <u>Paul Kagamé</u>, le ministre de la Défense et vice-président du Rwanda à <i>The Economist</i> (Royaume-Uni) : "il existe une relation entre le retour des réfugiés et la préparation de la force multinationale" - Le gouvernement rwandais demande 700 millions de dollars d'aide pour le retour des réfugiés.	25 novembre 1996 Une équipe <u>MSF</u> dépasse les 30 km autour de <u>Bukavu</u> autorisés par l'<u>AFDL</u> : rappel à l'ordre et imposition d'un facilitateur. 26 novembre 1996 <u>Organisation de la réponse MSF</u> aux critiques des journalistes sur le nombre et l'état de santé des réfugiés - Découverte par <u>MSF Bukavu</u> des survivants au massacre de <u>Chimanga</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1996	28 novembre 1996 <u>La commissaire de l'UE à l'Action humanitaire</u> déclare que "les parachutages de vivres sont une vraie honte." 30 novembre 1996 <u>Constitution formelle</u> de la force internationale . 5 décembre 1996 <u>Ministre de la Défense canadien</u> : pertinence d'une intervention armée internationale ? 6 décembre 1996 <u>Canada</u> : la force internationale est inutile en raison du retour de 500 000 réfugiés au Rwanda. 12 décembre 1996 Abandon du projet d'intervention d'une force armée internationale.	28 novembre 1996 <u>Accord du Rwanda</u> pour dix jours de corridor humanitaire – opposition du Zaïre au parachutage de vivres sur son territoire - Diffusion des informations sur le <u>massacre de Chimanga</u> par <u>BBC, Reuters et Amnesty International</u>. 4 décembre 1996 Passage d'une « <u>marée humaine</u> » de réfugiés sur la route <u>Walikale - Kisangani</u> 6 décembre 1996 Arrivée de milliers de réfugiés et déplacés à Lubutu 12 décembre 1996 70 000 réfugiés sur la piste d'atterrissage de Tingi-Tingi, près de Lubutu.	1 décembre 1996 <u>Arrivée de 5 000 réfugiés à Bukavu</u> - <u>MSF, CICR et HCR</u> renoncent provisoirement à dénoncer leur utilisation par l'<u>AFDL</u> comme appâts pour attirer les réfugiés. – envoi des récits des survivants du massacre de Chimanga au siège de <u>MSF Hollande</u>. 2 décembre 1996 <u>Remise des témoignages</u> des survivants du massacre de <u>Chimanga</u> par <u>MSF Hollande à Amnesty International</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1996		17 décembre 1996 Retour triomphal de <u>Mobutu</u> à Kinshasa après 4 mois d'absence - <u>Arrivée du HCR</u> en exploration à <u>Kisangani</u>, <u>Walikale</u>, <u>Lubutu</u>.	15 décembre 1996 <u>Intervention MSF à Tingi-Tingi</u> - Arrivée de 38 000 réfugiés à Shabunda : appel à l'aide du CICR à MSF. <u>Communiqué MSF</u> : « Il y a à ce jour, plusieurs centaines de milliers de personnes dont on est sans nouvelles dans l'Est du Zaïre ». <u>Lettre de MSF au Procureur du TPI</u> : demande de soutien à l'appel à l'élargissement du mandat de la force internationale. 18 décembre 1996 <u>Mission exploratoire MSF Hollande</u> dans le <u>Masisi</u> (Nord-Kivu). Période des fêtes de fin d'année 1996 « <u>Dérapage</u> » du directeur de la collecte de fonds de <u>MSF Hollande</u> sur l'exagération des chiffres sur les réfugiés : crise de crédibilité de MSF dans les médias néerlandais - <u>Coordinateur MSF ET à Bukavu</u> au DG de <u>MSF Hollande</u> : fermer la mission, pour ne plus être utilisé comme appât par l'<u>AEDL</u> ?
1997	7 janvier 1997 <u>ONU</u> : 1,3 million de réfugiés rentrés au Rwanda. <u>HCR</u> : 120 000 réfugiés autour de <u>Tingi-Tingi</u>, 60 000 à <u>Amisi</u> et 150 000 à <u>Shabunda</u>.	7 janvier 1997 <u>Tingi-Tingi</u> : Mortalité de 50 % chez les enfants de moins de cinq ans.	14 janvier 1997 <u>Conférence de presse de MSF France/UNICEF</u> à Paris, reprise par <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Royaume-Uni</u>: « 20 personnes meurent chaque jour en moyenne dans le camp de Tingi-Tingi, Haut Zaïre ».

	International	Grands Lacs	MSF
1997	22 janvier 1997 <u>Mohamed Sahnoun</u>, nommé envoyé spécial OUA et ONU dans la région des Grands Lacs.	Nuit du 19 au 20 janvier 1997 <u>Assassinat de trois volontaires</u> de Médecins du Monde à Ruhengeri. 21 janvier 1997 <u>15 journalistes à Tingi-Tingi</u> : Hostilité des réfugiés affamés ; 100 familles , racontent les massacres dans la forêt - Contre-offensive des forces gouvernementales zaïroise. 30 janvier 1997 Le gouvernement zaïrois affirme que l'Ouganda et le Rwanda ont déployé des forces dans l'Est du Zaïre - L'AFDL dénonce la présence de mercenaires parmi les troupes zaïroises.	20 janvier 1997 <u>Réduction de l'équipe MSF à Tingi-Tingi</u> pour raisons de sécurité. 22 janvier 1997 <u>Communiqué de presse MSF Belgique</u> : « Rwanda : MSF condamne la logique meurtrière ». 23 janvier 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Situation toujours critique à Tingi-Tingi, Haut-Zaïre », <u>reprise par MSF Etats-Unis</u> « Les réfugiés font face à une catastrophe à Tingi-Tingi, Haut-Zaïre. 526 réfugiés sont morts au cours du mois dernie » 26 janvier 1997 Tingi-Tingi : mortalité de 21 pour 10 000 par jour. Fin janvier 1997 Sièges et terrains MSF s'interrogent sur les objectifs de la présence de MSF dans la région des Grands Lacs ? 30 janvier et 1 février 1997 <u>Mission exploratoire MSF Hollande</u> dans la région de Saké : situation nutritionnelle catastrophique.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	Février 1997 <u>Circulation du « témoignage direct »</u> d'un prêtre européen relatant les massacres commis par l'AFDL dans l'Est du Zaïre. 1 et 2 février 1997 Selon la <u>commissaire de l'Union européenne à l'Aide humanitaire</u>, au Zaïre, environ 200 000 réfugiés errent encore dans la forêt. 3 février 1997 <u>L'ambassadeur du Rwanda à l'ONU</u> : il n'y a plus de réfugiés rwandais au Zaïre.	Nuit du 4 au 5 février 1997 <u>Fuite des 30 000 à 40 000 réfugiés</u> des camps de <u>Shabunda</u> vers le sud-ouest, devant l'arrivée de l'AFDL - <u>Assassinat de 4 observateurs des Droits de l'homme</u> de l'ONU au Rwanda.	31 janvier 1997 <u>Communiqué de presse MSF Belgique, MSF France</u> : « Depuis deux mois les réfugiés de Tingi-Tingi ont reçu moins d'un tiers de leurs besoins vitaux en nourriture ». - <u>reprise par MSF Etats-Unis</u> : « 175 morts supplémentaires dans un camp de réfugiés zaïrois. 2 mois de pénurie alimentaire ont coûté 719 vies ». - Reproche de <u>MSF Hollande à Goma</u> au siège : trop de communication sur les réfugiés et pas assez sur le <u>Masisi</u>. 1 et 2 février 1997 Pas d'accès à <u>Shabunda</u> ni dans le <u>Masisi</u> pour MSF. 3 février 1997 <u>Rencontre MSF/CICR</u> avec des réfugiés, en dehors de la route autorisée <u>Walikale-Bukavu</u> - Le responsable « Afrique » du ministère des Affaires étrangères à <u>MSF France</u> : « la France considère que la présence des <u>ex-FAR</u> et <u>Interahamwe</u> est du ressort des Zaïrois ». 4 février 1997 <u>Disparition des réfugiés</u> secourus la veille : suspension des opérations de recherche et d'assistance de <u>MSF Hollande</u> et du <u>CICR</u> dans la région - <u>Lettre de MSF au HCR</u> et aux ambassadeurs des Etats occidentaux au Zaïre : alerte sur la gravité de la situation au <u>Kivu</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	5 février 1997 Le <u>secrétaire d'Etat des Etats-Unis</u> demande à l'<u>Ouganda</u>, au <u>Rwanda</u> et au <u>Burundi</u> de se tenir à l'écart du conflit. 7 février 1997 <u>Ouverture de zones de libre passage</u> pour le rapatriement des réfugiés au Rwanda demandée par le HCR. 9 février 1997 <u>Commissaire du HCR</u> : appel au retour des réfugiés au Rwanda - 500 réfugiés demandent sa démission.	5 février 1997 <u>Shabunda</u> et <u>Bunia</u> aux mains des rebelles. 8 février 1997 <u>Camp d'Amisi</u> aux mains de l'AFDL : fuite des réfugiés vers <u>Tingi-Tingi</u>.	6 février 1997 Suite à l'assassinat des observateurs de l'ONU, retrait de <u>MSF Belgique</u> des préfectures de <u>Cyangugu</u> et <u>Kibuye</u> (Rwanda). 7 février 1997 <u>Fin de la présence permanente MSF à Tingi-Tingi</u> car proximité du front. 10 et 11 février 1997 <u>Dirops toutes sections</u> : MSF doit rester au Rwanda. 12 février 1997 <u>MSF, OXFAM et Care</u> au Conseil de sécurité des Nations unies : « l'assistance humanitaire ne peut pas remplacer les initiatives politiques » <u>Communiqué de presse MSF France, MDM, ACE</u> : « ACF, MDM et MSF demandent instamment le respect des règles du droit humanitaire ». 13 février 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Le Conseil de sécurité reçoit MSF, OXFAM et Care au sujet de la crise des Grands Lacs ».

	International	Grands Lacs	MSF
1997	18 février 1997 <u>Résolution 1097</u> du Conseil de Sécurité reprenant le plan de paix de Mohamed Sahnoun : 1) cessation des hostilités, 2) départ troupes étrangères, 3) restauration souverainetés nationales, 4) protection réfugiés et déplacés, 5) arbitrage international et dialogue pour résoudre la crise. 19 février 1997 Remise au Conseil de sécurité du « <u>témoignage direct</u> » du prêtre européen sur les massacres de masse dans le Kivu. 28 février 1997 <u>Proposition du nouveau Secrétaire général de l'ONU</u> : réactiver la force multinationale – Opposition des Etats-Unis et du Royaume-Uni .	Mi-février 1997 <u>Attaques AFDL</u> contre réfugiés de Shabunda : fuite de 40 000 dont 30 000 vers l'Angola et 10 000 dans la forêt. 17 février 1997 <u>Gouvernement zaïrois</u> : bombardement des villes de l'Est tenues par l'<u>AFDL</u> .	Mi-février 1997 <u>CICR à MSF Hollande et HCR</u> : arrêt de ses opérations de secours aux réfugiés de la forêt car utilisées comme appâts ; demande à MSF et HCR d'en faire autant. 17 février 1997 <u>Annonce MSF Hollande</u> : au moins 9 morts et 37 blessés par bombardements sur Goma – <u>Annonce MSF France</u> : retour d'une équipe réduite à <u>Tingi-Tingi</u>. 28 février 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « MSF demande le transfert immédiat des groupes vulnérables ». 1 mars 1997 Évacuation de toutes les organisations humanitaires, dont MSF, de Kisangani.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	7 mars 1997 <u>Demande du Conseil de sécurité à Kabila</u> : accepter le plan de paix de l'ONU - référence aux « allégations concernant des violations du droit humanitaire international » dans la zone rebelle. 10 mars 1997 <i>The New York Times</i> (USA) : « Les Nations unies se lancent à la recherche des réfugiés rwandais perdus dans la jungle du Zaïre (Tingi Tingi) ». <i>Libération</i> (France) : « Zaïre : "un témoin raconte les massacres" »	2 mars 1997 <u>Annonce Kabila</u> : prise de Tingi-Tingi et promesse de « corridors sécuritaires » pour le rapatriement au Rwanda - 160 000 réfugiés en fuite. 13 Mars 1997 <u>1 000 réfugiés à Tingi-Tingi</u> - <u>1 000 à 20 000 réfugiés à Ubundu</u> . 15 mars 1997 Prise de Kisangani par l'AFDL.	2 mars 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Les 120 000 réfugiés de Tingi-Tingi de nouveau abandonnés ». Relance du débat entre sections MSF sur la querelle des chiffres. 4 mars 1997 <u>Directrice de MSF Etats-Unis</u> : pas de déclarations politiques de MSF à la presse, informations médicales uniquement. 6 mars 1997 <u>Alerte MSF France</u> sur le sort des réfugiés et les entraves au secours. 14 au 22 mars 1997 <u>Mortalité à Tingi Tingi</u> : 12 à 18 % - Négociations MSF pour évacuer les réfugiés vers Goma.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	21 mars 1997 200 soldats américains au Zaïre pour évacuer leurs ressortissants.	18 mars 1997 Organisations humanitaires autorisées par Kabila à circuler pendant une semaine dans un rayon de 20 kilomètres autour de <u>Kisangani</u> - Destitution du Premier ministre zaïrois. 21 mars 1997 Retour du <u>Président Mobutu à Kinshasa</u>, après un séjour de plusieurs mois à l'étranger. 26 mars 1997 <u>Annonce HCR</u> : 18 000 réfugiés à <u>Lula</u> (7 kilomètres Kisangani) ; accès à la ville interdit.	18 mars 1997 Début des « enquêtes nutritionnelles » de <u>MSF Hollande</u> au nord de Goma. 20 et 23 mars 1997 Mission exploratoire MSF Hollande dans le Masisi. Des villageois racontent les exactions de l'AFDL et montrent des charniers à l'équipe. 26 mars 1997 <u>Débriefing</u> de l'ex-coordonateur de MSF Hollande à Bukavu auprès d'Amnesty International. 26 mars au 3 avril 1997 <u>Mission exploratoire MSF Hollande</u> sur l'axe <u>Bukavu-Shabunda</u> (Sud-Kivu) : Confirmation de l'utilisation des organisations de secours par l'AFDL comme appâts. 27 mars 1997 <u>Rencontre MSF Hollande Goma</u> avec <u>Roberto Garreton</u>, enquêteur de l'ONU sur les violations des droits de l'homme - Le coordinateur de <u>MSF Hollande</u> est à bord du premier train Kisangani-Ubundu : dizaines de milliers de réfugiés dans un état effroyable le long de la ligne de chemin de fer

	International	Grands Lacs	MSF
1997	30 mars Plan du HCR pour le rapatriement des réfugiés rwandais sur deux à trois mois.	30 mars 1997 L'AEDL refuse le transit des réfugiés à Kisangani et fait reculer ceux de <u>Lula</u>. 1 avril 1997 PAM : plus de 100 000 réfugiés à 150 km de Kisangani. 4 avril 1997 Prise de Mbuji-Mayi capitale du Kasaï oriental par les rebelles.	28 mars 1997 Début des opérations de secours à Obilo, Kasese et Biaro. <u>Communiqué de presse MSF</u> : mise en place des secours - annonce MSF Hollande aux autres sections de sa campagne de <i>lobby</i> silencieux pour obtenir l'accès aux réfugiés. 29 mars 1997 <u>Évacuation du Zaïre de l'équipe « exploration Masisi »</u> de MSF Hollande. 31 mars 1997 <u>Communiqué de presse MSF Belgique</u> : « Épuisés et sous alimentés : la situation des réfugiés rwandais est dramatique. MSF envoie des renforts à Kisangani ». <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Urgence Zaïre – Les réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre sont épuisés et affamés ». 3 et 4 avril 1997 Débriefing à Amsterdam, de l'équipe de la mission exploratoire dans le Masisi - Début rédaction d'un rapport 6 avril 1997 <u>Débriefing de l'équipe « exploration Shabunda » à Bukavu</u> - Le coordinateur médical de MSF Belgique à Kisangani à la presse : "l'état de santé des réfugiés ne permet pas leur rapatriement avant plusieurs semaines."

	International	Grands Lacs	MSF
1997		7 avril 1997 <u>Accord de Kabila</u> pour le rapatriement de 100 000 réfugiés du Sud de Kisangani – <u>Prévision HCR</u>: 1 500 à 2 000 par jour sur 3 mois. 8 avril 1997 <u>Autorisation AFDL</u> pour utilisation aéroport de Kisangani pour rapatrier les réfugiés. 9 avril 1997 Blocage du train Kisangani-Ubundu : 100 décès à l'arrivée à Obilo - Prise de Lubumbashi (capitale du Shaba) par les rebelles. 15 avril 1997 <u>Mortalité de 16 pour 10 000 par jour</u> chez les réfugiés au sud de <u>Kisangani</u> ; 200 cas choléra (15 % décès) à Kasese.	9 avril 1997 <u>Conférence de presse</u> du directeur général de MSF Belgique à son retour de Biaro et Kasese : « C'est un véritable mouvoir. 20 000 réfugiés ont besoin d'un mois de soin avant être rapatriés ». 10 avril 1997 25 MSF à Kisangani, 17 à Bukavu et 20 à Goma. Premiers cas de choléra dans les camps de Kisangani. du 11 au 14 avril 1997 <u>Débriefing de l'équipe « exploration Shabunda »</u> à Amsterdam et rédaction d'un rapport. 14 avril 1997 <u>MSF Hollande</u> aux directeurs de la communication des autres sections : plan d'<i>advocacy</i> confidentielle sans diffusion du contenu du rapport – Visite cellule urgence MSF Hollande au Zaïre : accord des équipes pour diffuser le rapport Shabunda publiquement.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	21 avril 1997 <u>Demande du HCR et du Secrétaire général de l'ONU à l'AFDL</u> : autoriser immédiatement un pont aérien pour rapatrier les réfugiés rwandais. 22 avril 1997 <u>Décision ONU</u> : envoi, en mai, d'une commission d'enquête sur les « massacres présumés » dans l'Est du Zaïre.	16 avril 1997 <u>Accord AFDL</u> pour le rapatriement des réfugiés rwandais - Le vice-président rwandais prêt à collaborer avec le HCR au rapatriement des réfugiés. 18 avril 1997 <u>Report sine die par l'AFDL</u> du rapatriement des réfugiés rwandais, en raison du choléra. Nuit du 19 au 20 avril 1997 Attaque par des villageois du train contenant les stocks de nourriture du PAM. 21 avril 1997 Pillage d'un train de vivres et d'un entrepôt du PAM et affrontements entre villageois, réfugiés et soldats de l'AFDL autour des camps. 21 au 23 avril 1997 Suspension par l'AFDL de l'accès des organisations humanitaires dans les camps - Attaque des camps de Kasese 1 et 2 par l'AFDL, massacre des réfugiés.	16 au 18 avril 1997 <u>L'ex-coordonateur à Goma de MSF Hollande</u>, à New York (ONU) et Washington (Etats-Unis) - <u>ne remet pas le rapport Shabunda</u>. 17 avril 1997 <u>MSF Hollande</u> aux départements communication : « la stratégie de lobby envers les média a été acceptée. Un contrôle strict de l'information est obligatoire. Ceux qui seront impliqués dans l'action à prendre ont été informés ». 18 avril 1997 <u>Veto du directeur des opérations de MSF Belgique</u> à toute diffusion publique du rapport Shabunda. 22 avril 1997 <u>Proposition du directeur général de MSF France</u> : rapport concis aux politiques et à des journalistes sélectionnés avec engagement à ne pas citer MSF ; rédaction confiée à un groupe de travail intersections coordonné par MSF Hollande ; Demande d'accord sur ce texte pour le 28 avril.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	23 avril 1997 <u>Le Secrétaire général de l'ONU accuse l'AFDL de «tuer en affamant»</u> et demande l'accès aux réfugiés pour les organisations humanitaires – Appel du Département d'Etat américain à l'AFDL : autoriser l'accès des organisations humanitaires aux réfugiés.		23 avril 1997 <u>MSF Kisangani</u> : un chauffeur a vu 500 cadavres près de Kasese. en informe l'équipe de Kisangani - Téléconférence intersections : 1) communiquer publiquement sur l'impossibilité d'accès à Kisangani, le jour même 2) communiquer plus fort ultérieurement si les massacres sont confirmés. - Veto du directeur des opérations de MSF Hollande, le temps de prévenir les équipes.
	24 avril 1997 <i>The New York Times</i> : reprise d'extraits du rapport Shabunda, sans citer MSF.	24 avril 1997 <u>HCR et journalistes, encadrés par l'AFDL</u>, sur le site des camps : 55 000 réfugiés du camp de Kasese ont disparu.	24 avril 1997 - <u>Département communication de MSF Hollande</u> aux autres sections : pas de communiqué de presse ; message plus large et plus fort sur les violations des Droits de l'homme. - <u>MSF Belgique, MSF Hollande, HCR, CICR, et OXFAM</u> avec la <u>Commissaire de l'UE à l'Action humanitaire</u> <u>16 heures : responsable juridique MSF France</u> à toutes les sections : « le veto sécurité a été levé sur la nouvelle version du rapport Shabunda qui peut être distribuée aux journalistes sous le nom de MSF ». <u>20 heures : département communication de MSF Hollande</u> aux autres sections : le rapport Shabunda, version MSF France est à distribuer à un groupe de médias sélectionnés (validés par MSF Hollande) et sous condition de stricte confidentialité.
	25 avril 1997 HCR : des milliers de réfugiés morts autour de Biaro et Kasese - Secrétaire général de l'ONU : l'AFDL mène une politique « d'extermination lente » des réfugiés rwandais, dans l'indifférence de la communauté internationale.	25 avril 1997 Organisations humanitaires sur le camp de Biaro : 30 000 réfugiés ont disparu.	25 avril 1997 <u>Matin : El País</u> (Espagne) et l'AFP Genève : mention des accusations de MSF contre les rebelles sur les massacres des réfugiés - responsable de programme MSF Hollande aux sections: le rapport Shabunda peut être distribué à tous les journalistes sans restriction. - Rapport Shabunda version MSF Hollande sur le site internet de MSF Hollande.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	28 avril 1997 Human Rights Watch demande une enquête sur les massacres au Zaïre – L'OUA à l'AFDL : respecter les lois internationales - Commissaire du HCR au Conseil de sécurité de l'ONU : « lorsqu'en raison d'un conflit armé la sécurité dans les camps ou le droit d'asile ne peuvent être garantis aux réfugiés, on peut être amené à les rapatrier contre leur volonté et sans garantie de sécurité à l'arrivée ». 29 avril 1997 La commissaire de l'UE à l'action humanitaire : « les rebelles rendent impossible toute action humanitaire ; 400 000 réfugiés sont introuvables ». - HCR dénonce les tueries de réfugiés et les entraves mises par l'AFDL à l'assistance aux réfugiés. 30 avril 1997 Description des massacres de Kasese et Biaro dans la presse internationale.	26 avril 1997 Environ 45 000 réfugiés signalés dans la province de l'Équateur (Ouest du Zaïre). 27 avril 1997 Kabila : 60 jours au HCR pour rapatrier les réfugiés au Rwanda. 28 avril 1997 Début du rapatriement de force par l'AFDL de milliers de réfugiés au Rwanda. 29 avril 1997 Le président rwandais condamne les déclarations de MSF concernant l'insécurité dans son pays.	Après-midi : Conférences de presse à Bruxelles et Amsterdam. Communiqué MSF Belgique : « MSF lance un cri d'alarme : « Où sont les réfugiés de Kasese ? ». Soir : CA de MSF France : suppression du droit de veto, remplacé par un avertissement de 24 heures. 26 avril 1997 Communiqué de presse MSF France : « Trois propositions pour mettre un terme à la politique d'extermination des réfugiés rwandais au Zaïre ». 27 avril 1997 Décision MSF Belgique de ne plus communiquer d'informations sur les Grands Lacs à MSF France. 28 avril 1997 MSF, HCR, journalistes et UE à Biaro et Kasese : sites dévastés, odeur de mort et cadavres - Reprise de l'assistance MSF aux 5 000 à 10 000 survivants. 29 avril 1997 Menace AFDL à MSF Kisangani : interdiction de travailler si MSF ne retire pas ses déclarations sur les massacres - Téléconférence des DG : accord sur une prise de position publique de MSF concernant le rapatriement et l'impunité ; profil bas sur les déclarations politiques - Interview du directeur général de MSF France sur RFI.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	5 mai ONU : « l'AFDL a moins de considération pour les réfugiés que pour le bétail. » 6 mai 1997 La commissaire de l'UE à l'Action humanitaire : « Kabila a transformé l'Est du Zaïre en abattoir. »	4 mai 1997 <u>Mort de 91 réfugiés</u> dans le train des camps de la jungle vers Kisangani.	1 mai 1997 <u>Conseil International restreint de MSF</u> : au Zaïre, priorité au témoignage sur l'assistance – DG chargés de la mise en œuvre de la stratégie de communication. 2 mai 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Point info MSF. Urgence Zaïre : situation au 1 mai ». « <u>Conversation franche et ouverte</u> » entre la coordinatrice/responsable de programme de <u>MSF Belgique</u> et l'AFDL à Kisangani. 3 mai 1997 <u>Réactions négatives des équipes de Kisangani</u> et Goma à la décision du Conseil international. <u>MSF France</u> dénonce devant la presse « l'opération médiatique » de l'AFDL et s'interroge sur la pertinence du rapatriement des réfugiés au Rwanda. 5 mai 1997 <u>Communiqué de presse MSF Kisangani</u> : demande accès, protection des réfugiés, et suppression du délai de 60 jours. <u>MSF Hollande (HAD)</u> : rédaction d'un rapport récapitulatif sur la situation des réfugiés, pour le 14 mai ; proposition d'un plan d'<i>advocacy</i>. 6 mai 1997 Préparation d'une <u>analyse chiffrée de l'exode</u> des réfugiés par <u>MSF Royaume-Uni</u>.

	International	Grands Lacs	MSF
1997		10 mai 1997 <u>Autorisation AFDL</u> aux organisations humanitaires de se rendre jusqu'au kilomètre 82 entre Kisangani et Ubundu - délai de 10 jours pour évacuer les réfugiés de Biaro vers Kisangani. 12 mai 1997 <u>Biaro</u> : 25 morts pour 10 000 par jour. 10 % intransportables, 20 % des enfants sévèrement malnutris. - 400 patients au <u>centre de transit de Lola</u> (kilomètre 11). - 6 000 réfugiés au kilomètre 82. - Tension contre les organisations humanitaires à <u>Goma</u>.	7 mai 1997 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Urgence Zaïre : MSF demande, dans les conditions actuelles, la suspension immédiate des rapatriements » - Prise en charge Coordination des opérations et de la communication Zaïre du mouvement MSF par <u>MSF Belgique</u> : ne pas suivre la ligne de <u>MSF France</u>. 8 mai 1997 <u>Demande MSF au HCR</u> : négocier avec l'AFDL l'accès aux réfugiés et leur protection. <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « la situation reste désespérée pour les réfugiés rwandais du camp de Biaro » 11 mai 1997 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique, MSF France, MSF Etats-Unis Kisangani</u> : « MSF dénonce les conditions inhumaines de l'évacuation des réfugiés rwandais. MSF s'oppose au délai de 10 jours imposé par l'AFDL pour évacuer Biaro ».

	International	Grands Lacs	MSF
1997	13 mai 1997 Le <u>gouvernement français</u> dénonce les massacres de réfugiés commis par les rebelles.	13 mai 1997 <u>Prise de Mbandaka par l'AFDL</u> : Massacre de 400 réfugiés. Fuite des survivants vers le <u>Congo Brazzaville</u>. 14 mai 1997 L'<u>AFDL</u> reproche publiquement à <u>MSE</u> d'utiliser les réfugiés rwandais pour la discréditer. 17 mai 1997 <u>Prise de Kinshasa</u> par les rebelles - Kabila se proclame chef de l'Etat et rebaptise le Zaïre, République démocratique du Congo.	15 mai 1997 <u>Témoignage de deux MSF</u> de retour du Zaïre devant ONU et autorités étasuniennes - Téléconférence des directeurs généraux sur le rapport « Fuite forcée » 1) enlever les estimations des morts. 2) Diffuser à des responsables politiques et à un nombre limité et ciblé de journalistes. 16 mai 1997 <u>Matin</u> : directeurs de la communication : « on fonce ». <u>19 heures</u> : <u>MSF Belgique</u> aux départements communications : « diffusion à un groupe sélectionné de personnes, de journalistes ciblés, MSF ne peut être cité comme source d'information ». - <u>MSF France</u> remet le rapport « <u>Fuites forcées</u> » à <u>Libération</u> et <u>Le Monde</u>. 17 mai 1997 <u>MSF Hollande</u> à <u>Goma</u> et <u>Bukavu</u> contre la remise du rapport à des journalistes. 19 mai 1997 <u>Le Monde</u> (France - daté du 20/05) cite <u>MSE</u> : « Dans l'Est, les forces de l'Alliance poursuivent " l'extermination lente " des réfugiés rwandais »

	International	Grands Lacs	MSF
1997	22 mai 1997 <i>The New York Times</i> : « Les voisins du Congo ont joué un rôle crucial dans la guerre civile ».	20 mai 1997 Arrivée de <u>Kabila</u> à Kinshasa. 23 mai 1997 <u>38 000 réfugiés rapatriés par le HCR</u> depuis le 28 avril - Taux de mortalité : 70 à 80 pour 10 000 par jour. 26 mai 1997 <u>Mbandaka</u> : rapatriement direct de réfugiés par le HCR qui refuse (ainsi que l'AFDL) la présence d'organisations étrangères.	20 mai 1997 Publication d'extraits du rapport dans <i>Libération</i> (France) : « 190 000 réfugiés Hutus disparus au Zaïre. MSF accuse »- Interview de MSF dans les principaux journaux télévisés français. - Colère des équipes MSF au Zaïre, non informées de la diffusion du rapport. 21 mai 1997 Reprise des informations du rapport « Fuites forcées » dans toute la presse. 23 mai 1997 <u>Biaro</u> vide mais MSF recueille chaque jour des réfugiés errant dans forêt - <u>Kisangani</u> : <u>530 personnes</u> en « renutrition » avant d'être rapatriées - <u>Lettre d'explication du président de MSF France</u> aux équipes de MSF au Zaïre. 25 mai 1997 Inquiétude de <u>MSF Belgique</u> au Rwanda sur l'état de santé des réfugiés rapatriés dans leurs communes - Interrogations de la task force <u>MSF Belgique</u> sur l'action auprès des réfugiés de Mbandaka. 26 mai 1997 <u>Communiqué presse MSF France et MSF Belgique</u> : « MSF demande que des moyens logistiques soient mis à disposition des organisations humanitaires pour permettre l'évacuation de ces sites des femmes, des enfants et des malades afin de les réinstaller au plus vite sur le camp de Bilolo où l'assistance est possible ».

	International	Grands Lacs	MSF
1997	1 juin 1997 Un <u>rapport des églises luthériennes et la presse internationale</u> dénoncent les violences contre les réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre. 2 juin 1997 Le <u>sous-secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires</u> dans le <i>Herald Tribune</i> : « les massacres continuent » dans l'ex-Zaïre.	2 juin 1997 Début du pont aérien de <u>transport des réfugiés</u> entre <u>Loukolela</u> et <u>Brazzaville</u> - <u>Kabila</u> : les accusations de massacres de réfugiés sont irresponsables. 7 juin 1997 Accord Kabila sur principe de la commission d'enquête des Nations unies sur les massacres dans l'Est du Zaïre	28 mai au 4 juin 1997 Tentative de <u>MSF Belgique</u> pour annuler la participation <u>MSF France</u> à un débat télévisé sur le Congo, sur une chaîne de télévision française. 29 mai 1997 Le <u>directeur général de MSF Belgique</u> au <u>directeur général de MSF France</u> : - <u>arrêt de la transmission d'informations</u> sur les Grands Lacs à la section française - possibilité de <u>se dissocier publiquement, des prises de position</u> de MSF Paris - <u>arrêt des démarches</u> entamées pour l'accréditation de la section française - <u>pas de représentation conjointe avec la section française</u> pour toute démarche concernant les Grands Lacs. 5 juin 1997 Début des combats à <u>Brazzaville</u> - 13 MSF bloqués, sans accès aux réfugiés de Bilolo.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	8 et 11 juin 1997 <i>The Washington Post</i> : articles racontant les massacres commis par l'AFDL . 19 juin 1997 <i>The Washington Post</i> : <u>Kabila</u> a donné des consignes pour <u>entraver la mission d'enquête sur les massacres dans l'est de l'ex-Zaïre</u> - Le Département d'Etat américain rappelle à <u>Kabila</u> sa promesse de collaboration.	13 juin 1997 Le <u>ministre des Affaires étrangères du Rwanda</u> désigne les six responsables selon lui du sort des réfugiés. <u>Kabila</u> n'en fait pas partie. 20 juin 1997 Télévision zaïroise : <u>Kabila</u> nie l'existence des massacres de réfugiés.	11 juin 1997 Circulation entre sections d'une <u>première version d'un rapport</u> avec nouveaux témoignages (Mbandaka) - Opposition <u>MSF Belgique</u> au Zaïre à toute communication publique impliquant l'équipe de <u>Mbandaka</u>. 12 juin 1997 <u>MSF France évacue Brazzaville</u>. Refus du bureau de <u>MSF Belgique</u> de donner des informations sur Mbandaka à <u>MSF France</u>. 13 juin 1997 Contenu et mode de diffusion du rapport récapitulatif validés par <u>MSF Belgique</u>, <u>MSF France</u> et <u>MSF Espagne</u> ; Blocage de <u>MSF Hollande</u> – Débats sur les prises de parole publiques aux CA de MSF Belgique et MSF France. 16 juin 1998 1997 Pas d'accord des DG sur la diffusion du rapport récapitulatif- Décision reportée au 20 juin. 17 juin 1998 1997 Réunion responsables de programme, dirops, et dircoms sur les prises de parole publiques de MSF concernant les Grands Lacs.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	Début juillet 1997 HCR : 230 000 réfugiés n'ont pas été localisés. 9 juillet 1997 <i>The Washington Post</i> : « Les Rwandais ont dirigé la révolte au Congo. Selon le ministre de la Défense, des armes et des troupes ont été fournies à l'insurrection anti-Mobutu ». 11 juillet 1997 Rapport de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU (Garreton) : les tueries commises dans l'Est du Zaïre méritent la qualification de « crimes contre l'humanité » ; conseille d'enquêter sur leur éventuelle planification.	Début juillet 1997 Un quart des rapatriés au Rwanda hospitalisés sont décédés, dont la moitié dans les 48 heures suivant leur arrivée (source HCR). 5 juillet 1997 A la demande de Kabila éviction de Roberto Garreton de la mission d'enquête ONU sur les massacres - demande Kabila : l'enquête doit aussi couvrir les crimes de Mobutu. 11 juillet 1997 Gouverneur de Kisangani : fermeture du camp de transit de Lula (2 000 personnes dont de nombreux malades) - Pas de réaction HCR.	11 juillet 1997 Conférence de presse et Communiqué MSF Belgique : « Les droits fondamentaux des réfugiés bafoués : pas de protection, pas de droit d'asile et la question de l'impunité n'est toujours pas résolue ». 12 juillet 1997 <i>Le Monde</i> (France) : de source Médecins du Monde (MDM), témoignages recueillis auprès des réfugiés de Njundu par MSF France et un volontaire de MDM.

	International	Grands Lacs	MSF
1997	16 juillet 1997 <u>Physicians for human rights</u> (PHR) devant Congrès Etats-Unis et dans un rapport : l'armée américaine a apporté une assistance technique à l'armée rwandaise qui soutenait Kabila . 19 août 1997 Reprise des informations de PHR (16 juillet) dans une chronologie fournie par le Pentagone à la Chambre des Représentants. 4 septembre 1997 <u>ONU</u> : des entraves sont posées par les autorités congolaises à la mission d'enquête.	26 août 1997 <u>Début de l'enquête</u> de la Commission des <u>Nations unies</u> au Zaïre.	17 au 20 juillet 1997 <u>Épicentre pour MSF</u> : Enquête épidémiologique auprès des réfugiés rwandais à Njundu (Congo-Brazzaville) 30 juillet <u>Bilan des activités</u> de MSF en Afrique centrale et rétablissement du dialogue intersections. Début septembre 1997 <u>Finalisation du rapport de mortalité rétrospective</u> (rapport Njundu) : Fiabilité contestée par certaines sections ; <u>Diffusion suspendue</u>. 5 septembre 1997 <u>Communiqué de presse MSF Belgique</u> : « Hier plus de 600 réfugiés rwandais et burundais ont été expulsés du camp de Kisangani, embarqués de force dans plusieurs avions et débarqués à Kigali. Ces personnes se trouvaient sous la protection du HCR ».

	International	Grands Lacs	MSF
1997	8 octobre 1997 <u>Rapport de Human rights watch</u> et FIDH : témoignages sur les exactions de l'AFDL, des troupes rwandaises et ougandaises, dont les autorités états-uniennes étaient informées. 9 octobre 1997 <u>Gouvernement Etats-Unis</u> : rejet des accusations de HRW et FIDH.	Début octobre 1997 Expulsion du <u>HCR</u> de l'est du Zaïre.	12 septembre 1997 Rencontre des CA de <u>MSF Belgique</u>, <u>MSF France</u> et <u>MSF Hollande</u> : prises de position publiques du mouvement. Début octobre 1997 <i>The Lancet</i> (Royaume-Uni) : article de l'équipe Épicentre/MSF France basé sur l'étude Njundu. 13 octobre 1997 <u>Directeurs généraux et directeurs des opérations</u> des sections opérationnelles MSF : 1) réaction auprès des autorités congolaises à l'expulsion du HCR 2) publication du rapport Njundu la semaine suivante. 5 novembre 1997 Ex-coordonateur de <u>MSF Hollande</u> à Goma devant la Commission des Affaires Etrangères du Congrès des Etats-Unis - <u>Diffusion publique du rapport épidémiologique Njundu</u>. 6 novembre 1997 Citation du rapport épidémiologique Njundu dans <i>Libération</i> (France) : « Ex Zaïre : MSF quantifie l'ampleur des massacres »

	International	Grands Lacs	MSF
1998	17 avril 1998 <u>Secrétaire Général ONU</u> : abandon des efforts d'enquête sur les massacres dans l'est du Zaïre. 30 juin 1998 <u>Remise du rapport de la mission d'enquête au Conseil de sécurité de l'ONU</u> qui le rend public : « les tueries commises par l'AFDL et ses alliés, y compris des éléments de l'Armée patriotique rwandaise, constituent des crimes contre l'humanité ».		
2010	1 octobre 2010 Publication officielle du rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, du Projet Mapping [état des lieux] concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo.		29 septembre 2010 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Rapport des Nations unies sur les crimes commis au Zaïre : MSF réaffirme son devoir d'alerte ». 30 septembre 2010 <u>Points de discussion et questions/réponses MSF International</u> sur le Rapport 'Mapping' [état des lieux] de l'ONU : '<u>MSF ne commente pas les processus judiciaires</u>, le rôle du Rwanda en RDC, la qualité et le timing du rapport, ne qualifie pas les crimes, ne lance aucun appel à la justice ou à mettre fin à l'impunité.' 1 octobre 2010 Le « <u>rapport mapping</u> » de l'ONU mentionne que son équipe a consulté 14 rapports de MSF.

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF ou/et entraîné des controverses internes ou externes à l'organisation. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : [**www.msf.org/speakingout**](http://www.msf.org/speakingout)



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL

78 Rue de Lausanne, Case Postale 1016, CH-1211, Geneva 1, Switzerland
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, www.msf.org